

Numéro 124

**RECUEIL
DES ACTES ADMINISTRATIFS
de la Ville de Belfort**

SEPTEMBRE 2012

SOMMAIRE

Conseil Municipal du 27 septembre 2012-----	P. 1
Arrêtés -----	P. 663



CONSEIL MUNICIPAL
du JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012
à 20 heures

ORDRE DU JOUR

Appel nominal

- 12-117 M. Étienne BUTZBACH Nominations du Secrétaire de Séance.
- 12-118 M. Étienne BUTZBACH Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du mercredi 27 juin 2012.
- 12-119 M. Étienne BUTZBACH Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération du Conseil Municipal des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- 12-120 M. Étienne BUTZBACH Conseil Municipal - Désignation d'un représentant de la Ville de Belfort au Conseil d'école de l'école maternelle Dreyfus-Schmidt.
RETIRE DE L'ORDRE DU JOUR
- 12-121 M. Étienne BUTZBACH Schéma Départemental de Coopération Intercommunale - Adhésion des communes de Buc, Urcerey et Banvillars à la CAB.
- 12-122 M. Étienne BUTZBACH Bilans d'activités 2011 de la SEMPAT et de la SODEB.
- 12-123 M. Étienne BUTZBACH Mutualisation des services de la CAB et de la Ville de Belfort - Bilan et perspectives - Convention de mise à disposition de locaux.
- 12-124 M. Bruno KERN Durées d'amortissement des subventions d'équipement - Nouveau barème.
- 12-125 M. Bruno KERN Réseau de chaleur des Glacis du Château - Compte rendu annuel 2011.
- 12-126 M. Bruno KERN Délégation de production, de transport et de distribution de chaleur des Glacis du Château - Avenant n° 1.
- 12-127 M. Bruno KERN Concession pour la distribution publique du gaz naturel - Compte rendu d'activité 2011.

12-128	M. Bruno KERN	Garantie d'emprunt - Territoire Habitat - Refinancement à taux fixe sur la durée résiduelle d'un emprunt structuré auprès de Dexia Crédit Local.
12-129	M. Bruno KERN	Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2012 du Budget Principal Ville.
12-130	Mme Armelle LELEUP	Rentrée scolaire 2012-2013 dans les écoles maternelles et élémentaires belfortaines : les effectifs au 10 septembre 2012.
12-131	Mme Armelle LELEUP Mme Jacqueline GUIOT Mme Marie-Claude BEURET	Labellisation "Ville Amie des Enfants" de l'UNICEF.
12-132	M. Hubert BELZ	Modification du Plan Local d'Urbanisme 2012 - Approbation après enquête publique.
12-133	M. Hubert BELZ	Procédure de suppression de l'alignement de la rue Vauthrin.
12-134	Mme Céline RAIGNEAU	Projet de réhabilitation du square Emile Lechten - Travaux de maintenance et de rénovation.
12-135	Mme Céline RAIGNEAU	Reconduction du dispositif d'entretien des pelouses sèches de Belfort.
12-136	M. Maurice SCHWARTZ	Acquisition d'une parcelle de terrain sise à Belfort rue Olympe de Gouges.
12-137	M. Maurice SCHWARTZ	Acquisition de terrain appartenant à M. et Mme BLANCO, 1 rue des Tanneurs.
12-138	M. Maurice SCHWARTZ	Rétrocession à Territoire Habitat d'un immeuble sis 8 rue Scheurer/Kestner à Belfort.
12-139	M. Maurice SCHWARTZ	Cession d'un terrain au Fort Hatry à Belfort pour la construction du Conservatoire à Rayonnement Départemental.
12-140	M. Maurice SCHWARTZ	Cession de terrain à M. MONNIN, rue des Tanneurs.
12-141	M. Maurice SCHWARTZ	Avenant à la convention de médecine professionnelle et préventive (période du 1er juillet au 31 décembre 2012).
12-142	M. Robert BELOT	Restauration de 4 œuvres d'art.
12-143	M. Robert BELOT	Protocole d'accord culturel entre les Villes de Belfort et Montbéliard.
12-144	M. Robert BELOT	Extension du Théâtre de Marionnettes - Actualisation du coût et du plan de financement des travaux.
12-145	Mme Jacqueline GUIOT	Répartition des crédits de subventions 2012 aux sections de l'Association Sportive Municipale Belfortaine (A.S.M.B.).
12-146	Mme Francine GALLIEN	Camping international de l'Etang des Forges - Bilan d'activité 2011.

12-147 Elus du Parti Communiste
Français et du Mouvement
Républicain et Citoyen

Motion : Refus de l'austérité imposée par le Traité de Stabilité,
de Coordination et de Gouvernance.

•

Questions diverses

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-117

Nomination du Secrétaire
de Séance

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Lalifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAINNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Lalifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



CONSEIL MUNICIPAL
du 27. 9.2012

Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

DELIBERATION

de M. Étienne BUTZBACH, Maire

Références
Mots clés

EB/ML/IH - 12-117
Assemblées Ville - Code matière : 5.2

Objet

Nomination du Secrétaire de Séance

L'Article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'au début de chacune des séances, le Conseil Municipal désigne un de ses membres pour remplir la fonction de Secrétaire.

Conformément à cette disposition, le Conseil Municipal est invité à procéder à cette désignation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

DESIGNE Mme Marie STABLE pour exercer cette fonction.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES

~ 1 OCT. 2012

Thierry CHIPOT



Hôtel de VILLE DE BELFORT et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine
Place d'Armes - 90020 Belfort Cedex
Tél. 03 84 54 24 24 - Fax 03 84 21 71 71
www.ville-belfort.fr

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-118

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Adoption du compte
rendu de la séance du
Conseil Municipal du
mercredi 27 juin 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Affaires Générales
Service des Assemblées

DELIBERATION

de M. Étienne BUTZBACH, Maire

Références
Mots clés

EB/ML/IH - 12-118
Assemblées Ville – Code matière : 5.2

Objet

**Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal
du mercredi 27 juin 2012**

Appel nominal :

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de juin, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Etienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

Mme Samia JABER, M. Olivier PRÉVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, Mme Céline RAIGNEAU, M. Maurice SCHWARTZ, Mme Michèle Alice FAIVRE, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, M. Alain OGOR, Adjoints ; M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, M. Gérard SIMON, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, M. Jacques MEISTER, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, Mme Myriam ROY, M. Azeddine GOUTAS, Mme Sylvie CABLE-GUYOT, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, Mme Frédérique RIETSCH, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER.

Absents excusés :

M. Bruno KERN - mandataire : M. Leouahdi Selim GUEMAZI
M. Robert BELOT - mandataire : M. Etienne BUTZBACH
Mme Francine GALLIEN - mandataire : M. Alain OGOR
Mme Marie-Antoinette VACELET - mandataire : M. Hubert BELZ
M. Denis JEANGERARD - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
Mme Marie-Christine MOREL - mandataire : Mme Samia JABER
M. Jean-Marie HERZOG - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. David DIMEY - mandataire : M. Alain MICHEL
M. Lionel COURBEY – mandataire : M. Sébastien VIVOT

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Julie DE BREZA

Mme Marie-Laure SCHNEIDER quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-84 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

Mme Sylvie CABLE-GUYOT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-84 et donne pouvoir à Mme Armelle LELEUP.

Mme Frédérique RIETSCH quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-86 et donne pouvoir à Mme Marie STABILE.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-87 et donne pouvoir à Mme Isabelle LOPEZ.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-87 et donne pouvoir à Mme Michèle Alice FAIVRE.

M. Leouahdi Selim GUEMAZI, qui avait le pouvoir de M. Bruno KERN, quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-89 et donne pouvoir à Mme Myriam ROY.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-91 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-95 et donne pouvoir à M. Jacques MEISTER.

DELIBERATION N° 12-79 : NOMINATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Vu la délibération de M. Étienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

DESIGNE Mme Marie STABILE pour exercer cette fonction.

DELIBERATION N° 12-80 : ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 24 MAI 2012

Vu la délibération de M. Étienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

ADOPTE le présent compte rendu.

DELIBERATION N° 12-81 : COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR M. LE MAIRE EN VERTU DE LA DELEGATION QUI LUI A ETE CONFIEE PAR DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DES 31 MARS 2008, 27 JUIN 2008, 24 SEPTEMBRE 2009 ET 22 MARS 2012, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Vu la délibération de M. Étienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE.

Objet : Adoption du compte rendu de la séance du Conseil Municipal du mercredi 27 juin 2012

DELIBERATION N° 12-82 : AMENAGEMENT DE LA PLACE D'ARMES – VALIDATION DU PROJET

Vu la délibération de Mme Samia JABER, M. Hubert BELZ, Mme Céline RAIGNEAU et M. Bertrand CHEVALIER, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour et 10 contre (*Mme Frédérique RIETSCH, Mme Florence BESANCENOT, mandataire de M. Jean-Marie HERZOG, M. Sébastien VIVOT, mandataire de M. Lionel COURBEY, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, mandataire de M. David DIMEY, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER*),

VALIDE le projet d'aménagement de la place d'Armes et d'une partie du parking de l'Arsenal rendue payante, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que le nouveau coût prévisionnel des travaux arrêté à la somme de 4 775 000 € HT (valeur juin 2012).

VALIDE l'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre passé avec l'équipe Althabégoity-Bayle/Biehlmann/BEJ, dont le projet est joint en annexe au présent rapport.

AUTORISE M. le Maire à lancer la dévolution des travaux par appel d'offres ouvert.

AUTORISE M. le Maire à lancer un marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du parvis de la Cathédrale Saint-Christophe.

AUTORISE M. le Maire à engager les travaux de rénovation de la statue «Quand Même».

AUTORISE M. le Maire à signer les marchés à intervenir.

AUTORISE M. le Maire à solliciter toute subvention pour la rénovation du parvis de la Cathédrale Saint-Christophe et de la statue «Quand-Même».

VALIDE le nouveau montant global de l'opération évalué à la somme de 6 853 080€ TTC (valeur juin 2012).

DELIBERATION N° 12-83 : PROJET DE RESEAU DE BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE – ADOPTION DES PROJETS D'AMENAGEMENTS – CONVENTION A INTERVENIR AVEC LE SMTC

Vu la délibération de M. Bertrand CHEVALIER, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour et 10 contre (*Mme Frédérique RIETSCH, Mme Florence BESANCENOT, mandataire de M. Jean-Marie HERZOG, M. Sébastien VIVOT, mandataire de M. Lionel COURBEY, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, mandataire de M. David DIMEY, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER*),

ADOpte les dispositions décrites ci-dessus relatives aux travaux à réaliser dans le cadre du projet OPTYMO phase II.

AUTORISE M. le Maire à signer la convention avec le SMTC.

**DELIBERATION N° 12-84 : SOUTIEN A L'ORGANISATION D'UNE
MANIFESTATION D'ECHANGES ENTRE CHERCHEURS DE FEMTO A ATRIA
LES 2 ET 3 JUILLET 2012**

Vu la délibération de M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

APPROUVE le soutien de la Ville de Belfort à l'organisation du Congrès FEMTO, tel que décrit ci-dessus.

APPROUVE le versement d'une subvention de 5 100 euros à l'Université de Franche-Comté pour l'organisation de cet événement.

AUTORISE M. le Maire à signer tout document utile au versement de cette subvention.

**DELIBERATION N° 12-85 : MARCHE MOBILIER POUR LES ECOLES
ELEMENTAIRES ET MATERNELLES, LES RESTAURANTS SCOLAIRES ET
LES INFIRMERIES DES ECOLES DE LA VILLE DE BELFORT**

Vu la délibération de Mme Armelle LELEUP, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE de la décision de la Commission d'Appel d'Offres du mardi 12 juin 2012.

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE M. le Maire à signer les pièces nécessaires à la conclusion des marchés visés ci-dessus.

**DELIBERATION N° 12-86 : PROJETS IMMOBILIERS DE LA SEMPAT ET PRISE
DE PARTICIPATION DANS DES SOCIETES COMMERCIALES**

Vu la délibération de M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE des projets présentés.

Par 36 voix pour, 1 contre (*M. Jean-Marie PHEULPIN*) et 2 abstentions (*M. Dominique PERRIN* et *M. Christophe GRUDLER*),

*(M. Bertrand CHEVALIER, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST,
Mme Dominique BOURGON et M. Jacques MEISTER ne prennent
pas part au vote)*

AUTORISE la SEMPAT :

. à prendre une participation dans le capital de la SARL «Paradis des Loups» pour 20 000 euros,

. à acquérir les parts de la SCI du Vallon, porteuse des bâtiments occupés par la Clinique de la Miotte, comme décrit dans le rapport.

DELIBERATION N° 12-87 : AFFECTATION DES RESULTATS 2011 ET ADOPTION DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2012

Vu la délibération de M. Bruno KERN, Premier Adjoint et présentée par M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 34 voix pour et 10 abstentions (*Mme Florence BESANCENOT, mandataire de M. Jean-Marie HERZOG, M. Sébastien VIVOT, mandataire de M. Lionel COURBEY, Mme Marie STABILE, mandataire de Mme Frédérique RIETSCH, M. Alain MICHEL, mandataire de M. David DIMEY, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER*),

ADOpte le Budget Supplémentaire 2012 de la Ville de Belfort (Budget Principal, C.F.A, Cuisine Centrale et Lotissements), conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'Instruction Comptable M14.

APPROUVE l'affectation des crédits de subventions, en procédant à un vote distinct pour les associations qui comptent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié.

AUTORISE M. le Maire à conclure, avec les associations concernées, les conventions à intervenir, conformément à la loi du 12 avril 2000, précisée par le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

DELIBERATION N° 12-88 : FOURNITURE DE GAZ NATUREL – LANCEMENT D'UN ACCORD-CADRE

Vu la délibération de M. Bruno KERN, Premier Adjoint et présentée par M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE M. le Maire à :

. lancer la procédure de passation adéquate,

. signer les pièces de l'accord-cadre à intervenir, y compris les marchés subséquents fondés sur celui-ci et destinés à permettre l'approvisionnement en gaz naturel des chaufferies gérées par la Ville de Belfort.

DELIBERATION N° 12-89 : CREANCES IRRECOUVRABLES - DETTES ETEINTES

Vu la délibération de M. Bruno KERN, Premier Adjoint et présentée par M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE du montant des créances éteintes proposé par Mme la Trésorière de Belfort Ville.

DELIBERATION N° 12-90 : COEFFICIENT APPLICABLE A LA TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE

Vu la délibération de M. Bruno KERN, Premier Adjoint et présentée par M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 29 voix pour, 9 contre (M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Florence BESANCENOT, mandataire de M. Jean-Marie HERZOG, M. Sébastien VIVOT, mandataire de M. Lionel COURBEY, Mme Marie STABILE, mandataire de Mme Frédérique RIETSCH, M. Alain MICHEL, mandataire de M. David DIMEY) et 5 abstentions (M. Bertrand CHEVALIER, Mme Marie-Claude BEURET, Mme Dominique BOURGON, M. Jacques MEISTER, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT),

DECIDE d'appliquer, pour l'année 2013, l'actualisation du coefficient multiplicateur telle qu'elle résulte de l'arrêté interministériel paraissant annuellement au cours du 2^{ème} trimestre.

NE SOUHAITE PAS une actualisation automatique les années suivantes.

DELIBERATION N° 12-91 : FACTURATION DE REPAS DANS LE CADRE DE L'ACCUEIL COLLECTIF DE MINEURS AUX CENTRES SOCIAUX

Vu la délibération de M. Bruno KERN, Premier Adjoint, M. Olivier PRÉVÔT et Mme Armelle LELEUP, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

VALIDE la grille tarifaire et de quotient familial de facturation des repas aux Centres Socioculturels dans le cadre des ACM à appliquer au 1^{er} juillet 2012.

DELIBERATION N° 12-92 : REFONTE DES TARIFS DE LOCATION DES SALLES DES CENTRES CULTURELS ET SOCIAUX ET MAISONS DE QUARTIERS

Vu la délibération de M. Olivier PRÉVÔT, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

ADOpte la nouvelle grille tarifaire des salles des Centres Culturels et Sociaux et Maisons de Quartiers faisant l'objet de mises à disposition, entrant en vigueur au 1^{er} juillet 2012.

DELIBERATION N° 12-93 : ADOPTION D'UN REGLEMENT DES SALLES DE LA VILLE DE BELFORT FAISANT L'OBJET DE MISES A DISPOSITION PONCTUELLES

Vu la délibération de M. Olivier PRÉVÔT et M. Maurice SCHWARTZ, Adjoints

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

ADOpte le système de réglementation des salles de la Ville de Belfort faisant l'objet de mises à disposition ponctuelles.

DELIBERATION N° 12-94 : MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA RENOVATION DE CINQ GROUPES SCOLAIRES A BELFORT – MONTANT ACTUALISE DE L'OPERATION

Vu la délibération de Mme Armelle LELEUP, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

VALIDE le nouveau montant global de l'opération évalué à 11 900 000,00 € TTC.

AUTORISE M. le Maire à lancer la procédure d'appel d'offres ouvert, selon l'article 33 du Code des Marchés Publics, en vue de la désignation d'un mandat de maîtrise d'ouvrage.

AUTORISE M. le Maire à signer le marché à intervenir.

DELIBERATION N° 12-95 : FIXATION DES TARIFS 2012-2013 – RESTAURATION SCOLAIRE, CENTRES DE LOISIRS FRANCAIS ET CENTRES D'ACCUEIL PERISCOLAIRE

Vu la délibération de Mme Armelle LELEUP, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 42 voix pour et 1 abstention (*M. Jean-Marie PHEULPIN*),

ADOPTÉ les modifications des différents tarifs pour l'année scolaire 2012-2013, avec effet au 1^{er} septembre 2012, telles qu'elles figurent dans les tableaux en annexe.

DELIBERATION N° 12-96 : RENOVATION DE TROIS GROUPES SCOLAIRES A BELFORT – MARCHÉ DE FOURNITURES POUR LA LOCATION DE BATIMENTS MODULAIRES

Vu la délibération de Mme Armelle LELEUP, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE M. le Maire à lancer la procédure d'appel d'offres ouvert pour un marché de fournitures, selon les articles 1 et 33 du Code des Marchés Publics, en vue de la location de bâtiments modulaires.

AUTORISE M. le Maire à signer le marché à intervenir.

DELIBERATION N° 12-97 : AVIS SUR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DANS LE CADRE DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET OPTYMO II

Vu la délibération de M. Hubert BELZ, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 2 contre (*M. Dominique PERRIN et M. Christophe GRUDLER*),

DONNE UN AVIS FAVORABLE sur le dossier de mise en compatibilité du PLU, avec le projet Optymo II, devant faire l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique.

DELIBERATION N° 12-98 : MAJORATION DES DROITS A CONSTRUIRE DE 30 %

Vu la délibération de M. Hubert BELZ, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Si la loi du 20 mars 2012 relative à la majoration des droits à construire n'est pas, d'ici au 5 septembre 2012, abrogée,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

VALIDE la note d'information de la population, telle que présentée en annexe 2.

DECIDE :

. de publier pendant un mois, à compter du 15 septembre 2012, la note d'information sur internet et de la mettre à la disposition du public pendant la même période au Service Urbanisme ;

. d'informer, au moins huit jours avant, la population de cette consultation par voie de presse, par message sur internet et sur les panneaux d'affichage de la Mairie ;

. d'ouvrir au Service Urbanisme un registre de recueil des observations et de permettre que ces dernières soient également faites par mail au Service Urbanisme ;

. de tenir à la disposition du public, pendant un an, au Service Urbanisme, la synthèse des observations recueillies.

DELIBERATION N° 12-99 : RECUPERATION DES EAUX PLUVIALES SUR LES BATIMENTS MUNICIPAUX

Vu la délibération de Mme Céline RAIGNEAU, Adjointe

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE du lancement de la démarche de récupération des eaux pluviales dans les bâtiments communaux telle qu'exposée.

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

VALIDE le plan de financement tel que proposé.

AUTORISE M. le Maire à solliciter l'Agence de l'Eau au meilleur taux.

DELIBERATION N° 12-100 : DESIGNATION D'UN MEMBRE TITULAIRE ET D'UN SUPPLEANT A LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Vu la délibération de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

DESIGNE :

- Mme Jacqueline GUIOT, en qualité de titulaire,

- M. Bertrand CHEVALIER, en qualité de suppléant,

pour représenter la Ville de Belfort au sein de la Commission d'Appel d'Offres.

DELIBERATION N° 12-101 : ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA MAINTENANCE ET LA MODERNISATION DE LA VIDEOSURVEILLANCE

Vu la délibération de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

VALIDE l'adhésion de la Ville de Belfort au groupement de commandes établi par la CAB.

AUTORISE M. le Marie à signer la convention à intervenir.

DELIBERATION N° 12-102 : LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE ET DE VETEMENTS DE TRAVAIL – MARCHÉ A BONS DE COMMANDE

Vu la délibération de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

ADOpte les dispositions présentées.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à :

. lancer la procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, et qui fera l'objet d'une publicité communautaire,

. signer toutes les pièces nécessaires à la conclusion du marché concernant cet appel d'offres avec la ou les société(s) qui seront désignées comme attributaires par la Commission d'Appel d'Offres.

DELIBERATION N° 12-103 : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE REMPLACEMENT DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Vu la délibération de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention d'adhésion au service de remplacement du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Territoire de Belfort.

DELIBERATION N° 12-104 : PLAN DE DEPLACEMENT D'ENTREPRISE – PRISE EN CHARGE DES ABONNEMENTS DE TRANSPORT EN COMMUN DU PERSONNEL DE LA VILLE

Vu la délibération de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 35 voix pour et 8 contre (*Mme Florence BESANCENOT, mandataire de M. Jean-Marie HERZOG, M. Sébastien VIVOT, mandataire de M. Lionel COURBEY, Mme Marie STABILE, mandataire de Mme Frédérique RIETSCH, M. Alain MICHEL, mandataire de M. David DIMEY*),

APPROUVE la prise en charge des abonnements de transport en commun des personnels de la Ville à hauteur de 90 % pour les agents de catégorie C, 80 % pour les agents de catégorie B et 70 % pour les agents de catégorie A.

AUTORISE M. le Maire à signer les actes se rapportant à cette décision.

DELIBERATION N° 12-105 : DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL ET ECHANGE FONCIER – AVENUE DE LA FERME A BELFORT

Vu la délibération de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

APPROUVE le déclassement d'une parcelle de 36 m² environ à prendre dans la parcelle BW 454 appartenant à la Ville de Belfort.

APPROUVE l'échange sans soulte de la parcelle BW 321 de 20 m² appartenant à la copropriété «Les Coquerelles» contre une parcelle de 36 m² environ, appartenant à la Ville de Belfort et à prendre dans la parcelle BW 454.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer les actes à intervenir.

DELIBERATION N° 12-106 : TRANSFERT DE LA RUE NAEGELEN DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Vu la délibération de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

APPROUVE l'acquisition par la Ville de Belfort du sol de la rue Naegelen.

APPROUVE le classement dans le Domaine Public de cette voie et du trottoir Nord.

VALIDE la présente convention entre la Ville de Belfort et Territoire Habitat.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer tous les actes nécessaires à cette opération.

DELIBERATION N° 12-107 : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE DE SPECTACLE DE LA MAISON DU PEUPLE AU GRANIT

Vu la délibération de M. Robert BELOT, Adjoint, et présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE M. le Maire à signer la convention à intervenir.

DELIBERATION N° 12-108 : CONVENTION COUPON AVANTAGE BIBLIOTHEQUE

Vu la délibération de M. Robert BELOT, Adjoint, et présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

APPROUVE les termes de la convention à intervenir.

AUTORISE M. le Maire à la signer.

DELIBERATION N° 12-109 : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE ET L'ASSOCIATION LIVRES 90

Vu la délibération de M. Robert BELOT, Adjoint, et présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE M. le Maire à signer la convention à intervenir entre la Ville de Belfort et l'Association Livres 90.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 2 heures.

DELIBERATION N° 12-110 : CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT DEPARTEMENTAL – ACTIVITE DANSE – TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2012-2013

Vu la délibération de M. Robert BELOT, Adjoint, et présenté par M. Etienne BUTZBACH, Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

ADOpte le maintien, pour l'année 2012/2013, du système de tarification actuellement en vigueur, en appliquant une revalorisation de + 2 % sur les tarifs et une revalorisation de 1,00 € sur le droit d'inscription (20 €).

DELIBERATION N° 12-111 : DEMANDE DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES POUR MANIFESTATIONS SPORTIVES

Vu la délibération de Mme Jacqueline GUIOT, Adjointe au Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE d'allouer les subventions ci-dessus, qui seront prélevées sur la ligne budgétaire «Enveloppe à affecter Sports» - 65.6574.253.32 - clé 10110.

DELIBERATION N° 12-112 : ANIMATIONS SPORTIVES ETE 2012 – AIDE AUX TEMPS LIBRES AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU TERRITOIRE DE BELFORT

Vu la délibération de Mme Jacqueline GUIOT, Adjointe au Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE la reconduction de l'aide aux temps libres pour l'année 2012, afin de poursuivre son action en faveur des jeunes.

DELIBERATION N° 12-113 : SERVICE DES SPORTS – TARIFS 2012-2013

Vu la délibération de Mme Jacqueline GUIOT, Adjointe au Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

ADOPTÉ les tarifs tels qu'ils lui sont présentés.

DELIBERATION N° 12-114 : ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA MAINTENANCE ET LA MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC

Vu la délibération de M. Bertrand CHEVALIER, Adjoint au Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

VALIDE l'adhésion de la Ville de Belfort au groupement de commandes établi par la CAB.

AUTORISE M. le Marie à signer la présente convention.

DELIBERATION N° 12-115 : CFA – AVENANT N° 8 A LA CONVENTION DE FONCTIONNEMENT N° 070112-06

Vu la délibération de M. Alain OGOR, Adjoint au Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

APPROUVE les termes de cet avenant.

AUTORISE M. le Maire à le signer.

DELIBERATION N° 12-116 : CFA – TARIFS ANNEE SCOLAIRE 2012-2013

Vu la délibération de M. Alain OGOR, Adjoint au Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 43 voix pour (unanimité des présents),

ADOPTÉ ces nouveaux tarifs applicables aux apprentis, stagiaires, élèves sous statut scolaire.

~~~~~

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 1 h.

~~~~~

L'intégralité des débats peut être consultée sous le portail des élus du Conseil Municipal et sur le site Internet de la Ville de Belfort.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

ADOpte le présent compte rendu.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-119

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAINEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT

~~~~~

Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Affaires Générales  
Service des Assemblées

## DELIBERATION

de M. Étienne BUTZBACH, Maire

---

Références

EB/ML/DS - 12-119

Mots Clés

Assemblées Ville – Code matière : 5.2

Objet

**Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Je vous rends compte des décisions prises en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales depuis notre dernière réunion.

**CONCLUSION DES MARCHES SUIVANTS :**

*Marchés à procédures adaptées*

---

- Arrêté n° 12-1207 du 15. 6.2012 : Marché public de techniques de l'information et de la communication passé avec la Société LOGITUD Solutions sise 53 rue Victor Schoelcher – ZAC du Parc des Collines à Mulhouse (Haut-Rhin)

Montants TTC :

|                         |             |
|-------------------------|-------------|
| . logiciel et formation | 12 285,05 € |
| . maintenance annuelle  | 2 237,12 €  |

Objet : acquisition d'un logiciel de prévention sécurité.

Durée : 5 ans à compter de la notification dont 1 an au titre de l'installation et de la garantie et 4 ans au titre de la maintenance.

**- Arrêté n° 12-1209 du 15. 6.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec la Société ALTERGAZ sise 24 rue J. Ibert à Levallois-Perret (Hauts de Seine)**

Montant : la somme à engager est déterminée pour chaque point de livraison particulier, par application d'un terme fixe (abonnement), et par un prix unitaire appliqué aux volumes consommés auxquelles s'ajoutent les différentes taxes applicables.

Objet : fourniture de gaz naturel pour divers sites municipaux.

Durée : 1 an à compter de la notification, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2013.

**- Arrêté n° 12-1210 du 15. 6.2012 : Marché public de travaux passé avec les Sociétés :**

- OMNIVERRE sise Rue Albert Camus à Belfort
- ANTONIETTI sise ZI – 11 rue des Bouquières à Exincourt (Doubs)

Montants TTC :

| Entreprises | Lots                                                                                     | Montants TTC |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Omniverre   | 1 : remplacement fenêtres et volets en aluminium école maternelle Luther King            | 21 327,07 €  |
| Antonietti  | 2 : remplacement d'une porte extérieure au Centre Culturel et Social Résidences Bellevue | 4 520,88 €   |

Objet : remplacement des menuiseries extérieures dans les bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : 2 semaines à compter de la date fixée par l'ordre de service.

**- Arrêté n° 12-1220 du 18. 6.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec la Société ICARE sise rue de Thann à Lutterbach (Haut-Rhin)**

Montant TTC : 6 458,40 €

Objet : acquisition de radars pédagogiques.

Durée : 6 mois à compter de la notification.

**- Arrêté n° 12-1254 du 20. 6.2012 : Marché public de travaux passé avec la Société COLAS EST sise Route Nationale 83 à Eguenigue (90150)**

Montant TTC : 5 645,12 €

Objet : réfection d'une demi-chaussée rue La Fontaine à Belfort.

Durée : 8 semaines à compter de la notification.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

**- Arrêté n° 12-1255 du 20.6.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec la Société PRESANCE Expertises sise Parc d'activités de Grosberty – 188 avenue F. Janvier à Annonay (Ardèche)**

Montant TTC : 4 128,11 €

Objet : contrôle des aires de jeux d'enfants.

Durée : 12 mois à compter de la notification.

**- Arrêté n° 12-1256 du 20. 6.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec la Société SINEU GRAFF sise 253 A rue d'Epfig – BP 50048 à Kogenheim – Benfeld (Bas-Rhin)**

Montants TTC :

|                 |             |
|-----------------|-------------|
| . seuil minimum | 35 880,00 € |
| . seuil maximum | 83 720,00 € |

Objet : fourniture de corbeilles de propreté et de conteneurs enterrés sous corbeilles de propreté.

Durée : 6 mois à compter de la notification.

**- Arrêté n° 12-1257 du 20. 6.2012 : Marché public de prestations intellectuelles passé avec la Société AREP sise 16 avenue d'Ivry à Paris (75647)**

Montant TTC : 94 633,50 €

Objet : étude de programmation et d'aménagement du pôle d'échange multimodal de la Gare de Belfort.

Durée : 12 mois à compter de la notification.

**- Arrêté n° 12-1269 du 25. 6.2012 : Avenant n° 1 au marché public de travaux passé avec la Société PIANTANIDA SA sise BP 33 – 8 rue de Moulins sur Allier à Saulcy sur Meurthe (Vosges)**

Somme supplémentaire HT : 1 750,00 €

Montant total du marché TTC : 47 335,29 €

Objet : restauration des fortifications – galerie n° 2.

Durée : à compter de la notification, jusqu'à l'achèvement des prestations.

**- Arrêté n° 12-1276 du 26. 6.2012 : Marché public de travaux passé avec la Société STRASSER SAS sise 13 rue du Port – BP 77344 à Montbéliard (Doubs)**

Montant TTC : 16 991,06 €

Objet : mise en conformité du système d'alarme incendie de la Salle des Fêtes de Belfort.

Durée : 1 mois à compter de l'ordre de service.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

- Arrêté n° 12-1311 du 28. 6.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec la Société INTERTEK sise Ecoparc 2 à Heudebouville (Eure)

Montants TTC : 14 555,18 €

Objet : achat d'un sonomètre et d'un dosimètre.

Durée : 4 ans, incluant l'acquisition du matériel et sa maintenance, à compter de la notification.

- Arrêté n° 12-1331 du 29. 6.2012 : Marché public de travaux passé avec la Société SCHERBERICH sise 162 rue du Ladhof – BP 21619 à Colmar (Haut-Rhin)

Montant TTC : 106 006,03 €

|                            |             |
|----------------------------|-------------|
| . tranche ferme            | 21 308,24 € |
| . tranche conditionnelle 1 | 18 755,13 € |
| . tranche conditionnelle 2 | 32 038,45 € |
| . tranche conditionnelle 3 | 33 904,21 € |

Objet : nettoyage et remise en état des remparts de l'enceinte fortifiée de la Ville de Belfort.

Durée : à compter de l'ordre de service.

- Arrêté n° 12-1334 du 2. 7.2012 : Marché de prestation de service passé avec la Société PROTECTAS sise 11 avenue Edouard Droz à Besançon (Doubs)

Montant TTC : 17 676,88 €

Objet : mission de conseil, d'audit et d'assistance technique en assurances.

Durée : 4 ans à compter de la notification.

- Arrêté n° 12-1378 du 5. 7.2012 : Marché public de prestations intellectuelles passé avec la Société ECOSCOP sise 9 rue des Fabriques à Fellinging (Haut-Rhin)

Montant TTC : 37 432,41 €

|                            |             |
|----------------------------|-------------|
| . tranche ferme            | 21 526,80 € |
| . tranche conditionnelle 1 | 9 495,04 €  |
| . tranche conditionnelle 2 | 6 410,56 €  |

Objet : étude des milieux naturels et du fonctionnement écologique des écosystèmes dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Belfort.

Durée : à compter de la notification pour la tranche ferme, suivi de l'ordre de service pour les tranches conditionnelles 1 et 2 :

- . tranche ferme : 6 mois
- . tranche conditionnelle 1 : terminée au plus tard le 31 décembre 2013
- . tranche conditionnelle 2 : terminée au plus tard le 31 décembre 2014.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

**- Arrêté n° 12-1431 du 6. 7.2012 : Marché public de prestations intellectuelles passé avec la Société COMPAS-TIS sise 15 ter boulevard Jean Moulin à Nantes (Loire Atlantique)**

|                                                                                         |             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <u>Montant TTC :</u>                                                                    | 86 889,40 € |
| . mission 1 –<br>actualisation et développement<br>des indicateurs sociaux par quartier | 7 594,60 €  |
| . mission 2 –<br>évaluation des six actions du PDSL                                     | 49 275,20 € |
| . mission 3 –<br>évaluation finale du projet<br>de Développement Social Local           | 30 019,60 € |

Objet : missions de suivi, bilan et évaluation du Projet de Développement Social Local (PDSL).

|                                             |         |
|---------------------------------------------|---------|
| <u>Durée</u> : à compter de la notification |         |
| . mission 1                                 | 12 mois |
| . mission 2                                 | 22 mois |
| . mission 3                                 | 22 mois |

**- Arrêté n° 12-1477 du 11. 7.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec la Société ESSOR INFORMATIQUE sise 2 rue Georges Clémenceau – BP 319 à Belfort**

|                      |             |
|----------------------|-------------|
| <u>Montant TTC :</u> | 11 480,40 € |
|----------------------|-------------|

Objet : évolution de l'application téléphonique UC CARE : prestation d'installation, formation et transfert de compétences.

Durée : 6 mois à compter de la notification.

**- Arrêté n° 12-1490 du 13. 7.2012 : Marché de prestation de service passé avec la Société Jacques COUTURIER ORGANISATION sise Les Hautes Crêches à Saint-Florent des Bois (Vendée)**

|                      |             |
|----------------------|-------------|
| <u>Montant TTC :</u> | 34 496,23 € |
|----------------------|-------------|

Objet : organisation du spectacle pyrotechnique et musical de la Fête Nationale à Belfort (vendredi 13 juillet 2012).

Durée : un mois à compter de la notification.

**- Arrêté n° 12-1491 du 13. 7.2012 : Marché public de travaux passé avec la Société SBM sise 3 rue des Glycines à Baume-les-Dames (Doubs)**

|                      |            |
|----------------------|------------|
| <u>Montant TTC :</u> | 3 198,76 € |
|----------------------|------------|

Objet : réfection de chaussée affaissée – angle Plumeré/As-de-Carreau.

Durée : 2 semaines à compter de la notification.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

**- Arrêté n° 12-1531 du 18. 7.2012 : Marché public de travaux passé avec la Société LE SAVOIR VERT sise 24 rue de Belfort à Bavilliers (90800)**

|                                                                                    |                                                                                        | <b>Montants<br/>TTC</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| <i>Prestation alternative :</i><br>Lot 1 : rénovation d'allées et espaces sablés   | tranche ferme : restructuration de l'aire de jeux du square de la Roseraie             | 19 967,82 €             |
|                                                                                    | tranche conditionnelle 1 : restructuration des chemins sablés du square de la Roseraie | 31 461,86 €             |
| <b>TOTAL</b>                                                                       |                                                                                        | <b>51 429,68 €</b>      |
| <i>Solution de base :</i><br>Lot 2 : rénovation, restructuration des espaces verts | tranche ferme : restructuration de l'aire de jeux du square de la Roseraie             | 12 474,88 €             |
|                                                                                    | tranche conditionnelle 1 : restructuration des chemins sablés du square de la Roseraie | 3 250,73 €              |
| <b>TOTAL</b>                                                                       |                                                                                        | <b>15 725,61 €</b>      |

Objet : restructuration du square de la Roseraie.

Durée : à compter de la date fixée par l'ordre de service :

Lot 1 :

. tranche ferme 21 jours  
. tranche conditionnelle 1 25 jours

Lot 2 :

. tranche ferme 13 jours  
. tranche conditionnelle 12 jours

**- Arrêté n° 12-1600 du 26. 7.2012 : Avenant n° 1 au marché public de travaux passé avec la Société STH Industrie sise 26 bis rue du Général de Gaulle à Etupes (Doubs)**

Somme supplémentaire TTC : 5 013,63 €

Montant total du marché TTC : 160 672,43 €

Objet : rénovation de la chaufferie de la Maison du Peuple.

Durée : à compter de la notification.

**- Arrêté n° 12-1601 du 26. 7.2012 : Avenant n° 1 au marché public de travaux passé avec la Société LBIE sise 42 rue Carnot à Valdoie (90300)**

Somme supplémentaire TTC : 873,62 €

Montant total du marché TTC : 27 157,32 €

Objet : agencement de l'Etat Civil.

Durée : à compter de la notification.

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

- Arrêté n° 12-1611 DU 27. 7.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec les Sociétés :

- CVS sise 6/8 rue G. Lauriau à Montreuil (Seine Saint-Denis)
- ADAV sise 41 rue des Envierges à Paris (75020)
- RDM VIDEO sise 125-127 boulevard Gambetta à Sannois (Val d'Oise)

Montant maximum HT : 55 000,00 €

| Entreprises | Lots                            | Montants HT |             |
|-------------|---------------------------------|-------------|-------------|
|             |                                 | minimum     | maximum     |
| CVS         | 1 : CD musicaux et non musicaux | 5 500,00 €  | 28 000,00 € |
| ADAV        | 2 : DVD                         | 3 000,00 €  | 22 000,00 € |
| RDM VIDEO   | 3 : CD-ROM                      | 1 000,00 €  | 5 000,00 €  |

Objet : fourniture de disques compacts, de DVD et CD-ROM pour la Bibliothèque municipale de la Ville de Belfort.

Durée : 1 an, du 10 septembre 2012 au 9 septembre 2013. Il peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 9 septembre 2015.

- Arrêté n° 12-1612 du 27. 7.2012 : Avenant n° 1 au marché public de travaux passé avec la Société ELEC 90 sise rue du Paquis à Sévenans (90400)

Montant TTC : 4 931,92 €

Objet : aménagement d'un atelier en sous-sol de la Maison du Peuple.

Durée : à compter de la notification, jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

- Arrêté n° 12-1613 du 27. 7.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec la Société Espace VERTICAL sise 10 rue Briand à Offemont (90300)

Montant TTC : 6 796,87 €

Objet : remplacement des mousses et remise en état de la fosse de réception de gymnastique masculine du gymnase Parrot à Belfort.

Durée : lors des congés d'été ou automne 2012.

- Arrêté n° 12-1614 du 27. 7.2012 : Avenant n° 1 au marché public de travaux passé avec la Société IDE Entreprise d'Insertion sise 43 rue Villedieu – BP 56 à Valentigney (Doubs)

Somme supplémentaire HT : 630,77 €

Montant total du marché TTC : 18 449,34 €

Objet : agencement de l'Etat Civil – Lot 3 : Plâtrerie/isolation/faux plafonds.

Durée : à compter de la notification, jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

**- Arrêté n° 12-1615 du 27. 7.2012 : Avenant n° 1 au marché public de travaux passé avec la Société IDE Entreprise d'Insertion sise 43 rue Villedieu – BP 56 à Valentigney (Doubs)**

Somme supplémentaire HT : 711,60 €

Montant total du marché TTC : 12 509,20 €

Objet : agencement de l'Etat Civil – Lot 8 : Peinture intérieure.

Durée : à compter de la notification, jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**- Arrêté n° 12-1616 du 27. 7.2012 : Avenant n° 1 au marché public de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement conjoint Jean-Christophe MURINGER Architecte (mandataire)/ENERTION sis 45 rue du Magasin à Belfort**

Montant TTC : 37 494,60 €

Le forfait définitif du maître d'œuvre est inchangé n'entraînant pas de somme complémentaire. Seule la décomposition des honoraires avec les co-traitants est modifiée :

|                            |                |
|----------------------------|----------------|
| . Jean-Christophe MURINGER | 16 455,55 € HT |
| . ENERTION                 | 14 894,45 € HT |

Objet : maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine enterrée à l'Etang des Forges.

Durée : à compter de la notification, jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**- Arrêté n° 12-1629 du 31. 7.2012 : Marché public de travaux passé avec les Sociétés :**

- MDTE sise ZAIC du Ballon à Offemont (90300)
- WILLIG sise 79 rue Aristide Briand à Offemont (90300)

Montant TTC :

| Entreprises | Lots                    | Montants TTC |
|-------------|-------------------------|--------------|
| MDTE        | 4 : chauffage-sanitaire | 6 838,84 €   |
| WILLIG      | 5 : électricité         | 3 024,79 €   |

Objet : alignement de la Maison Bailot.

Durée : 6 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service.

**- Arrêté n° 12-1677 du 3. 8.2012 : Marché public de travaux passé avec l'Entreprise CESCA EDIGIO sise 11 rue de la Baroche à Denney (90160)**

Montant TTC maximum : 47 840,00 €

Objet : travaux de clôture métallique et de serrurerie sur le Territoire de la Ville de Belfort.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

- Arrêté n° 12-1698 du 7. 8.2012 : Marché public de fourniture courantes et services passé avec la Société IDEE DECO sise 7 rue de Zaporojie à Belfort

Montant TTC : 15 670,95 €

Objet : nettoyage des rideaux dans les établissements scolaires municipaux de Belfort.

Durée : 6 mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 12-1699 du 7. 8.2012 : Marché public de travaux passé avec le groupement Régie de Quartier des Résidences/Entreprise HALIMI sis 36 rue Léon Blum à Belfort

Montant TTC : 50 111,20 €

Objet : travaux de démolition du Pôle de Santé pluridisciplinaire de Belfort Sud.

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

- Arrêté n° 12-1702 du 7. 8.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec les Sociétés :

- CASTRO Illuminacoes Festivas sise rua do Monte Lirio n° 99 – 4500-078 ANTA (Espinho) Portugal
- BLACHERE Illuminations sise Zone Industrielle à Apt (Vaucluse)

Montants TTC :

| Entreprises                  | Lots                             | Montants TTC |
|------------------------------|----------------------------------|--------------|
| CASTRO Illuminacoes Festivas | 1 : illumination du centre ville | 89 400,00 €  |
| BLACHERE Illuminations       | 2 : décorations des quartiers    | 42 876,76 €  |

Objet : illuminations Noël 2012 - mise en lumière de bâtiments et location de motifs lumineux.

Durée : 1 mois à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2012, jusqu'au 2 janvier 2013.

- Arrêté n° 12-1819 du 10. 8.2012 : Marché public de coordination SPS passé avec la Société BLONDEAU sise 2 avenue du Général Sarrail à Belfort

Montant TTC : 7 252,54 €

Objet : rénovation de trois groupes scolaires à Belfort – Mission SPS catégorie I.

Durée : 2 mois pour la phase conception à compter du 1<sup>er</sup> mai 2012, 18 mois pour la phase réalisation à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

- Arrêté n° 12-1846 du 20. 8.2012 : Marché public de travaux passé avec la Société SA ABC DIFFUSION – Jeux et mobilier urbain HAGS sise Zone de la Houche à Mailleroncourt Charrette (Haute-Saône)

Montant TTC : 27 965,71 €

Objet : aménagement de l'aire de jeux place Saget (déplacement de jeux et mise en place de sol amortissant).

Durée : à compter de la notification, jusqu'au 28 septembre 2012.

- Arrêté n° 12-1881 du 27. 8.2012 : Marché de prestation de service passé avec SEBAN & Associés – SCP d'Avocats sise 262 boulevard Saint-Germain à Paris (75007)

Montant TTC : 28 704,00 €

|                          |             |
|--------------------------|-------------|
| . tranche ferme          | 12 916,80 € |
| . tranche conditionnelle | 15 787,20 € |

Objet : mission d'assistance juridique pour l'examen du traité de concession de la distribution publique de gaz sur la Commune de Belfort.

Durée : à compter de la notification

|                          |        |
|--------------------------|--------|
| . tranche ferme          | 1 mois |
| . tranche conditionnelle | 8 mois |

- Arrêté n° 12-1882 du 27. 8.2012 : Marché public de prestations intellectuelles passé avec la Société TRAJECTOIRES REFLEX sise 91 avenue berthelot à Lyon (Rhône)

Montant TTC : 14 050,01 €

Phases :

|                                                                          |            |
|--------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1. travail avec les agents sur les pratiques                             | 2 063,10 € |
| 2. restitution/projection en regroupement de tous les agents             | 1 764,10 € |
| 3. travail avec les agents sur les publics                               | 2 406,95 € |
| 4. échange avec l'encadrement et la Direction des Ressources Humaines    | 938,86 €   |
| 5. restitution à l'issue des échanges en regroupement de tous les agents | 1 764,10 € |
| 6. formalisation d'un diagnostic écrit                                   | 5 112,90 € |

Objet : accompagnement de la phase diagnostique dans le cadre de l'élaboration du projet de service jeunesse de la Ville de Belfort.

Durée : la date prévisionnelle de démarrage des prestations est le 1<sup>er</sup> septembre 2012, à compter de l'ordre de service.

Phases :

1. quatre semaines
2. deux semaines
3. quatre semaines
4. deux semaines
5. trois semaines
6. trois semaines

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

- Arrêté n° 12-1893 du 28. 8.2012 : Avenant n° 2 au marché public de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement conjoint Jean-Christophe MURINGER, Architecte (mandataire)/ENERTION sis 45 rue du Magasin à Belfort

Montant TTC : 37 494,60 €

Objet : maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine enterrée à l'Etang des Forges.

Durée : à compter de la notification, jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

- Arrêté n° 12-1894 du 28. 8.2012 : Marché public de fourniture courantes et services passé avec les Sociétés :

- APAVE Alsacienne – Agence d'Epinal – sise 16 quai Michelet à Epinal (Vosges)
- ECOGEOS SARL sise 5 rue du Jeu de Paume à Arras (Pas-de-Calais)

Montant TTC : 65 000,00 €

| Entreprises      | Lots                                                                   | Montants TTC |
|------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------|
| APAVE Alsacienne | 1 : suivi réglementaire des bâtiments communaux                        | 50 000,00 €  |
| ECOGEOS SARL     | 2 : suivi réglementaire de l'ancienne décharge municipale du Bois Joli | 15 000,00 €  |

Objet : réalisation de campagnes d'analyses de bâtiments et sites municipaux.

Durée : 1 an à compter de la notification, le marché peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

- Arrêté n° 12-1902 du 29. 8.2012 : Marché public de prestations intellectuelles passé avec la Société IRH Ingénieur Conseil sise 140 rue du Logelbach à Colmar (Haut-Rhin)

Montant TTC : 29 541,20 €

Phases :

1. diagnostic des pratiques et évaluation du potentiel de récupération 8 970,10 €
2. détermination du scénario d'implantation 10 883,60 €
3. faisabilité techniques d'implantation des systèmes de récupération 9 687,60 €

Objet : récupération des eaux pluviales dans les bâtiments communaux – Etude diagnostique et de faisabilité.

Durée : à compter de l'ordre de service

Phases :

1. trois mois
2. deux mois
3. six mois

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

- Arrêté n° 12-1903 du 29. 8.2012 : Marché public de fournitures courantes et services passé avec la Société DESAUTEL sise 2 rue R. Schuman à Saint-Vit (Doubs)

Montants HT :

|                 |             |
|-----------------|-------------|
| . seuil minimum | 15 000,00 € |
| . seuil maximum | 40 000,00 € |

Objet : vérification annuelle des extincteurs et réseaux d'incendie alarmes des bâtiments de la Ville de Belfort.

Durée : 1 an à compter de la notification, il peut être reconduit pour une période d'un an.

- Arrêté n° 12-1932 du 3. 9.2012 : Marché public de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement solidaire LANZINI Patrick (mandataire°/ESPACE INGB/ENEBA THERMIQUE/ENEBA T sis 18 rue Albert Camus à Belfort

Montant TTC : 14 789,74 €

Objet : extension de la Maison de Quartier L. Berche.

Durée : 13 semaines pour la phase étude à compter de l'ordre de service et jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux pour la phase travaux

|       |            |
|-------|------------|
| . APS | 2 semaines |
| . APD | 2 semaines |
| . PRO | 3 semaines |
| . DCE | 2 semaines |
| . DOE | 2 semaines |
| . DIA | 2 semaines |
| . EXE | 2 semaines |

- Arrêté n° 12-1938 du 4. 9.2012 : Marché public de travaux passé avec la Société COLAS EST sise route nationale 83 à Eguenigue (90150)

Montant TTC : 80 412,70 €

Objet : aménagement d'une plateforme pour parking sur le site du Fort Hatry à Belfort.

Durée : 1 mois à compter de la notification.

- Arrêté n° 12-1967 du 6. 9.2012 : Marché public de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement conjoint R. DUPLAT (mandataire)/Cabinet ECOVI sis 11 quater boulevard Beaumarchais à Fontenay-le-Fleury (Yvelines)

Montant TTC : 23 322,00 €

|                            |             |
|----------------------------|-------------|
| . tranche ferme            | 10 213,84 € |
| . tranche conditionnelle 1 | 13 108,16 € |

Objet : travaux de restauration de l'école J. Heidet à Belfort.

Durée : 5 mois pour la phase étude à compter de la notification et jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux pour la phase travaux.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

- Arrêté n° 12-1991 du 11. 9.2012 : Marché de fournitures courantes et services passé avec la Société ESPACE VERTICAL sise 106 rue Briand à Offemont -90300)

Montant TTC : 23 202,40 €

Objet : fourniture et pose de poteaux et filets de badminton dans les gymnases de la Ville de Belfort.

Durée : 8 jours à compter de l'ordre de service.

- Arrêté n° 12-1998 du 12. 9.2012 : Marché de travaux passé avec la Société NICOLETTA PHILIPPE sise 4 avenue Oscar Ehret à Valdoie (90300)

Montants HT :

|                 |             |
|-----------------|-------------|
| . seuil minimum | 5 000,00 €  |
| . seuil maximum | 20 000,00 € |

Objet : protection anti-corrosion des garde-corps fonte des murs du quai de la Savoureuse.

Durée : 1 an à compter de la notification, il peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

### Conventions

---

- Arrêté n° 12-1233 du 19. 6.2012 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association Le Maillon Solidaire

Objet : mise à disposition des locaux de l'atelier vélo sis 10 rue de Londres à Belfort.

Destination : activités de l'association.

Montant : à titre gratuit.

Durée : un an à compter du 1<sup>er</sup> mai 2012, renouvelable par tacite reconduction d'année en année sans pouvoir excéder 12 ans.

- Arrêté n° 12-1478 du 11. 7.2012 : Convention de mise à disposition à titre précaire et provisoire passée avec l'Association Départementale des FRANCAS du Territoire de Belfort

Objet : mise à disposition de la salle de danse rue de Varsovie à Belfort.

Destination : initiation au hip-hop et à la salsa.

Montant : à titre gratuit.

Durée : les 9, 10, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 24, 26, 27, 30, 31 juillet 2012 et 3 août 2012.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

**- Arrêté n° 12-1606 du 26. 7.2012 : Convention de mise à disposition passée avec le Conseil Général du Territoire de Belfort**

Objet : mise à disposition des locaux du site Prévert ainsi que le foncier lié dans le cadre de l'extension du collège Léonard de Vinci.

Destination : exclusivement destinés à une fonction d'enseignement.

Montant : à titre gratuit.

Durée : elle prendra fin dès lors que les locaux changeraient de destination.

**- Arrêté n° 12-1619 du 30. 7.2012 : Convention de mise à disposition passée avec l'Association Sportive Municipale Belfortaine Tennis**

Objet : mise à disposition des locaux du tennis, site du complexe sportif des Résidences – Parc des Loisirs des Résidences à Bavilliers.

Destination : exclusivement destinés aux activités de l'ASMB Tennis.

Montant : à titre gratuit, les charges sont payées par le preneur.

Durée : année 2012, renouvelable par tacite reconduction annuelle sans pouvoir excéder 12 ans, soit le 31 décembre 2023.

**Tarifs**

---

**- Arrêté n° 12-1474 du 11. 7.2012 : Direction de l'Action Culturelle – Tarification – Tarifs Municipaux pour 2012 – Additif**

Objet : dans le cadre de l'exposition « Bartholdi en Egypte et au Yémen », un catalogue est commercialisé :

|                                                                                                                  |         |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| . Bartholdi en Egypte et au Yémen – 1855-1856,<br>De la Vallée des Rois à l'Arabie heureuse, au prix unitaire de | 24,00 € |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|

**Régie**

---

**- Arrêté n° 12-1310 du 28. 6.2012 : Finances – Régie de recettes temporaire auprès du Service Cérémonies et Animations**

♦ Il est institué une régie de recettes temporaire pour l'encaissement de la vente de tickets dans le cadre des Rigolomanies sur la base d'une tarification de 5 € la place, un tarif réduit de 2,50 € est instauré sur présentation de la carte Passbelfort.

Cette régie est installée à la Maison du Tourisme de Belfort et du Territoire de Belfort durant la semaine et à la Maison du Peuple les jeudis aux horaires précédant les spectacles.

La régie fonctionne du 9 juillet au 30 août 2012.

---

*Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

Droit de préemption

- Arrêté n° 12-1694 du 6. 8.2012 : Droit de préemption urbain – Immeuble sis 8 rue Scheurer Kestner, cadastré section BL n° 35

Montant : 482 000,00 €

Objet : opération de logement social.

Contentieux – Autorisation d'ester en justice

- Arrêté n° 12-1213 du 15. 6.2012 : Contentieux – Tribunal Administratif de Besançon – Recours n° 1200054-1 – Décision de défendre – Désignation de l'Avocat de la Ville

▪ La Ville de Belfort interviendra en défense dans le cadre du recours enregistré le 12 janvier 2012, par lequel un usager recherche la responsabilité civile de la Ville de Belfort. Ce dernier demande réparation du préjudice qu'il estime avoir subi à la suite de la chute dont il a été victime en motocyclette le 23 août 2011, rue de Zaporojie.

Maître Catherine SUISSA, ayant son cabinet 23 rue de la Préfecture à Besançon, mandatée par la SMACL, assureur garantissant la responsabilité civile de la Ville, sera chargée de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire, dans laquelle la C.P.A.M. de la Haute-Saône est également partie.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

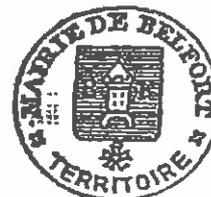
Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

Thierry CHIPOT



Objet : Compte rendu des décisions prises par M. le Maire en vertu de la délégation qui lui a été confiée par délibération des Conseils Municipaux des 31 mars 2008, 27 juin 2008, 24 septembre 2009 et 22 mars 2012, en application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| ARRONDISSEMENT               |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

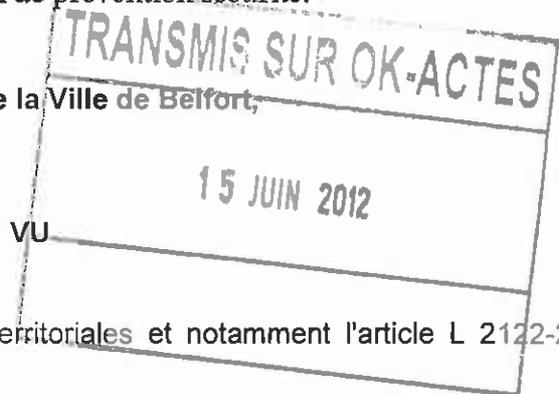
CT

**Objet :** Police Municipale, Médiation Prévention – Marché public de techniques de l'information et de la communication à procédure adaptée avec la société LOGITUD Solutions – 53 rue V. Schoelcher – ZAC du Parc des Collines – 68200 MULHOUSE.

**Opération :** 12V056 – Acquisition d'un logiciel de prévention sécurité.

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

VU



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 30.15

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 30 mars 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que seule l'entreprise, LOGITUD Solutions – 53 rue V. Schoelcher – ZAC du Parc des Collines – 68200 MULHOUSE a répondu à notre consultation néanmoins, son offre est apparue économiquement avantageuse pour la ville
- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - DEXIA DS Services – Route de Creton – 18110 VASSELAY
  - JURISMARCHES – 3 chaussière de la Madeleine – 44000 NANTES
  - NEUROS Distribution – 25 rue Tronchet – 75008 PARIS

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| ANTON                        |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- YPOK – 22 rue de Palestro – 75002 PARIS
- SOGETI – Rue A. Camus – 90000 BELFORT
- ESSOR Informatique – 2 rue G. Clémenceau – 90000 BELFORT
- MAAT – 19 Bis rue du Couvent – 91730 CHAMARANDE
- SYMANTEC – 17 avenue de l'Arche – 92000 COURBEVOIE
- AGILTECH – 2 Plage de l'Estaque – 13016 MARSEILLE
- CLEMESSY Télécoms – 51 allée Gluck – 68200 MULHOUSE
- TDC Software – BP 2 – 25520 GOUX-LES-USIERS



**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de techniques de l'information et de la communication à procédure adaptée avec la société LOGITUD Solutions – 53 rue V. Schoelcher – ZAC du Parc des Collines – 68200 MULHOUSE pour l'acquisition d'un logiciel de prévention sécurité.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 5 ans à compter de sa notification à l'attributaire dont 1 an au titre de l'installation et de la garantie et 4 ans au titre de la maintenance.

**Article 3 :** Les sommes à engager s'élèvent à 10 959.50 € HT, soit 12 285.05 € TTC pour le logiciel et la formation et 1 870.50 € HT, soit 2 237.12 € TTC pour la maintenance annuelle qui seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 15 JUIN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

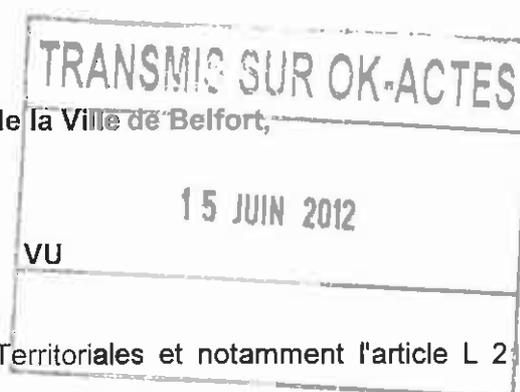
**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet :** DGST/Cellule Energie – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société ALTERGAZ – 24 rue J. Ibert – 92300 LEVALLOIS PERRET

Opération : 12V090 – Fourniture de gaz naturel pour divers sites municipaux.

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 222-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28-I,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 13.01

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 5 avril 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - CPE ENERGIES/Cellule GAZ – Franche-Comté – Côte d'Or – 5 rue Aspirant Pierrat – 21600 LONGVIC
  - ALTERGAZ – 24 rue J. Ibert – 92300 LEVALLOIS PERRET
  - GDF SUEZ Energie France/Région Est – Entreprises et Collectivités – 1 rue J. Cugnot – 54000 NANCY

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- ENEREST SA – 1 rue des Bonnes Gens – 67000 STRASBOURG
- EDF Région Est – Les Jardins de Valmy – Bât. A – 40 avenue F. Giroud – BP 770156 – 21070 DIJON Cedex

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- EON ENERGY – 5 rue d'Athènes – 75009 PARIS
- GDF SUEZ – 94 rue L. Blériot – 76230 BOIS GUILLAUME
- BUREAU ALPES CONTROLES – 27 rue Becquerel – 90000 BELFORT
- EDF Collectivités – 5 rue St Léon – 54000 NANCY
- CPE Energies – 109 Bd d'Haussonville – 54000 NANCY
- EDF – 1 rue J. Foillet – 25203 MONTBELIARD
- ANTARGAZ – 109 Bd d'Haussonville – 54041 NANCY
- ANTARGAZ – 3 place de Saverne – 92901 PARIS
- RAVETTO Associés – 6 rue de la Mochodière – 75002 PARIS

➤ l'offre de l'entreprise ALTERGAZ est apparue économiquement la plus avantageuse,



**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société ALTERGAZ – 24 rue J. Ibert – 92300 LEVALLOIS PERRET pour la fourniture de gaz naturel pour divers sites municipaux.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification à l'attributaire, jusqu'au 01/06/2013.

**Article 3 :** La somme à engager est déterminée, pour chaque point de livraison particulier, par application d'un terme fixe (abonnement), et par un prix unitaire appliqué aux volumes consommés auxquelles s'ajoutent les différentes taxes applicables. Cette somme sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 15 JUN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

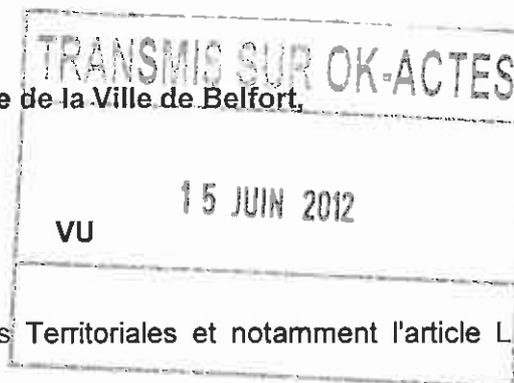
**Objet : Maintenance Bâtiments – Marché public de travaux à procédure adaptée avec les sociétés :**

- OMNIVERRE – Rue A. Camus – BP 739 – 90020 BELFORT Cedex
- ANTONIETTI – ZI – 11 rue des Bouquières – 25400 EXINCOURT

**Opération : 12V084 – Remplacement des menuiseries extérieures dans les bâtiments de la Ville de Belfort.**

- lot 1 : Remplacement fenêtres et volets en aluminium école maternelle Luther King
- lot 2 : Remplacement d'une porte extérieure au Centre Culturel et Social Résidences Bellevue.

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 3 avril 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

ARRÊTÉ DU MAIRE

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

- OMNIVERRE – Rue A. Camus – BP 739 – 90020 BELFORT Cedex
- ANTONIETTI – ZI – 11 rue des Bouquières – 25400 EXINCOURT
- DEBARD Entreprise – 8 rue des Sablières – 25400 ARBOUANS
- COURVOISIER – ZA de l'Allan – BP 62073 – 25602 VIEUX-CHARMONT Cedex
- CLIMENT Sarl Menuiseries – 9 Route d'Audincourt – BP 9 – 25420 VOUJEAUCOURT
- CASOLI SAS – 63 rue des Commandos d'Afrique – 90300 OFFEMONT

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- KUPELI Mustafa – 9 rue R. Schumann – 57350 STIRING WENDEL
- EMI – ZA La Gabiotte – 70220 FOUGEROLLES
- Menuiserie CLAUDE SARL – 11 Avenue de Schwabmunchen – 90200 GIROMAGNY
- Régie de Quartier des Résidences – 36 rue L. Blum – 90000 BELFORT
- NORBA Menuiserie – 61 Avenue des Roses – 54630 RICHARDMENIL
- Fermetures du Château – 12 rue de Dung – 25420 BART
- FV INDUSTRIE – 44 Bis rue du Maréchal Lyautey – 70300 SAINT SAUVEUR
- PORALU PVC MARINE SAS – Rue des Bouleaux – 01460 PORT
- Menuiserie GAVET SA – RN 77 – 89230 MONTIGNY LA RESLE
- SAS P. HAAS – 2 rue des Bouquières – 25400 EXINCOURT
- Sarl JMD MENUISERIE – 4 E rue de la Méchelle – 90000 BELFORT
- ACCESS CONTROL – 5 rue des Jilleuis – 25640 CORELLE MIESLOT
- NEGRO – 1 rue de l'Initiative – 90800-BAVILLIERS

15 JUIN 2012

- Les offres des entreprises OMNIVERRE, ANTONIETTI apparues économiquement avantageuses pour la Ville, respectivement pour les lots n°1 – remplacement fenêtres et volets en aluminium école maternelle Luther King, n°2 – remplacement d'une porte extérieure au Centre Culturel et Social Résidences Bellevue.

ARRÊTONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée en deux lots pour le remplacement de menuiseries extérieures dans les bâtiments de la Ville de Belfort avec les sociétés :

- OMNIVERRE – rue A. Camus – BP 739 – 90020 BELFORT Cedex – lot 1 : remplacement fenêtres et volets en aluminium école maternelle Luther King
- ANTONIETTI – ZI – 11 rue des Bouquières – 25400 EXINCOURT – lot 2 : remplacement d'une porte extérieure au Centre Culturel et Social Résidences Bellevue.

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Article 2** : Lesdits marchés sont conclus pour une durée de 2 semaines à compter de la date fixée par l'ordre de service.

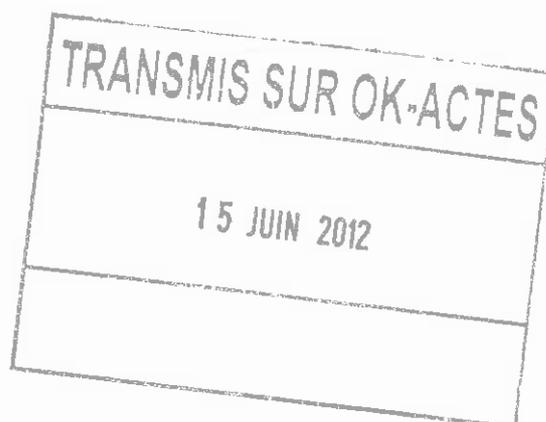
**Article 3** : Les sommes à engager sont de 17 832.00 € HT, soit 21 327.07 € TTC pour le lot 1 : remplacement fenêtres et volets en aluminium école maternelle Luther King et de 3 780.00 € HT, soit 4 520.88 € TTC pour le lot 2 : remplacement d'une porte extérieure au Centre Culturel et Social Résidences Bellevue qui seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 15 JUIN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

  
Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

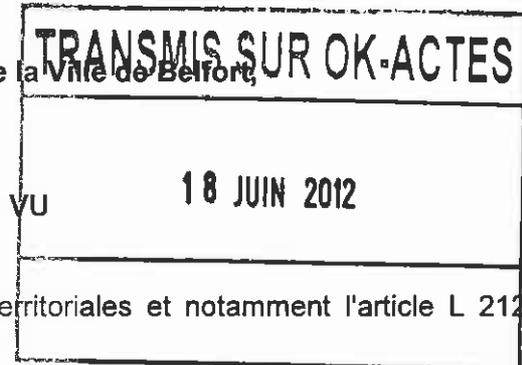
**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet :** Déplacements – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société ICARE – rue de Thann – 68460 LUTTERBACH

**Opération :** 12V107 – Acquisition de radars pédagogiques

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

⇒ le code de la nomenclature n° 23.02

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 26 avril 2012 pour publication sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

- ICARE – rue de Thann – 68460 LUTTERBACH
- ELAN CITE – 8 avenue des Thébaudières – 44800 SAINT HERBLAIN
- LACROIX SIGNALISATION – 8 Impasse du Bourrelier – BP 30004 – 44801 SAINT HERBLAIN Cedex
- AXIMUM Produits électroniques – 41 Bd de la République – BP 76 – 78403 CHATOU

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- AXIMUM Produits électroniques – 17 avenue R. Lapebie – ZI Chanteloiseau – 33140 VILLENAVE D'ORNON
- DATACOLLECT TRAFFIC SYSTEM – 50170 KERPEN

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- SOGYCOBOIS – rue A. VIEILLARD – BP 10 – 90140 FROIDEFONTAINE
- M. CARRO – 23 avenue Wilson – 90000 BELFORT
- SIGNATURE INDUSTRIE – BP 12 – 64122 URRUGNE
- CBS – 11 avenue V. Hugo – 93300 AUBERVILLIERS
- ELEC-COMTOIS – 20 rue A. Japy – 25460 ETUPES
- TRAFIC – ZI Talange-Hauconcourt – 57280 HAUCONCOURT

➤ l'offre de l'entreprise ICARE est apparue économiquement la plus avantageuse,

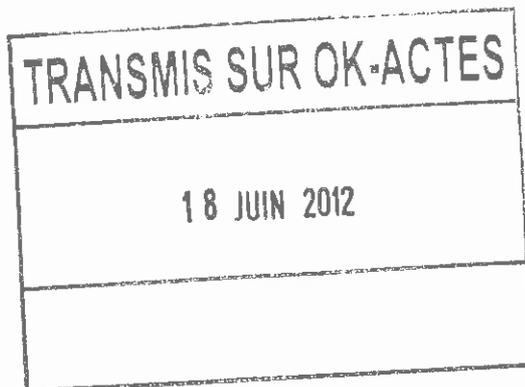
ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société ICARE – rue de Thann – 68460 LUTTERBACH pour l'acquisition de radars pédagogiques.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3** : La somme à engager est de 5 400.00 € HT, soit 6 458.40 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 18 JUIN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Bertrand CHEVALIER



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Maintenance Infrastructures – Marché public de travaux à procédure adaptée avec la société COLAS Est – Route Nationale 83 – 90150 EGUENIGUE

**Opération :** 12V130 – Réfection demie chaussée rue La Fontaine – Ville de Belfort



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- l'intervention de l'entreprise COLAS, rue de la Fontaine dans le cadre de travaux d'assainissement réalisés par la CAB.
- l'opportunité de réaliser, en coordination avec la CAB, chacun pour moitié, la réfection complète de la chaussée.
- l'offre technique et financière de la société COLAS intéressante pour la Ville.

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

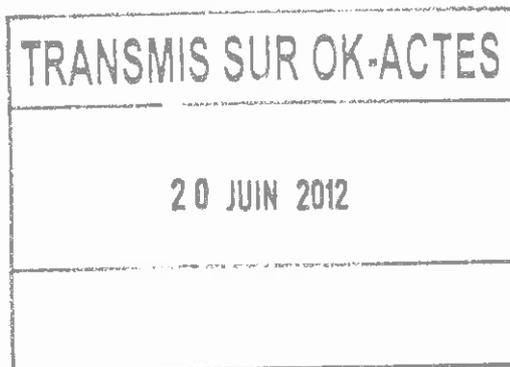
ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée avec la société COLAS Est – Route Nationale 83 – 90150 EGUENIGUE pour la réfection d'une demie chaussée rue La Fontaine à Belfort.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 8 semaines à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3** : La somme à engager est de 4 720.00 € HT, soit 5 645.12 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 20 JUIN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Bertrand CHEVALIER



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| ANTICH                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

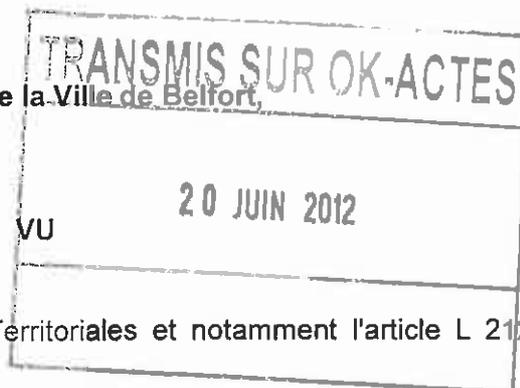
ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Centre Technique Municipal – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société PRESANCE Expertises – Parc d’activités de Grosberty – 188 avenue F. Janvier – 07100 ANNONAY

**Opération :** 12V114 – Contrôle des aires de jeux d’enfants.

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

⇒ le code de la nomenclature n° 27.02

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 21 mai 2012 pour publication sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

- APAVE Alsacienne – 6 rue du Rhône – 90000 BELFORT
- SOCOTEC – Domaine du Parc – 30D avenue Leclerc – 90000 BELFORT
- Bureau VERITAS – Parc des Collines – 2 avenue de Strasbourg – 68350 DIDENHEIM
- PRESANCE Expertises – Parc d'activités de Grosberty – 188 avenue F. Janvier – 07100 ANNONAY

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

- QUALICONSULT Exploitation – 4 allée de Vincennes – 54500 VANDOEUVRE LES NANCY
  - DEKRA Inspection – Agence de Franche-Comté - rue des Trois Réseaux – 90400 DANJOUTIN
- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
- LUDOPARC – 7-9 route Champs Fourgons – 92635 GENNEVILLIERS
  - SAGA LAB – 16 Domaine de la Gare – 07100 ANNONAY
  - Bureau ALPES CONTROLES – Techn'hom 1 – 27 rue Becquerel – 90000 BELFORT
  - ECOGOM – 26 rue Etrun – 62161 MAROEUIL
  - VIVAPARC – 66 rue du Rhin – 67115 PLOBSHEIM
  - QUALICONSULT Exploitation – Parc de Crecy – 4 rue Claude Chappe – 69771 SAINT DIDIER AU MONT D'OR Cedex
  - SOCOTEC – 4 rue du Colonel Maurin – 25000 BESANCON
- l'offre de l'entreprise PRESANCE est apparue économiquement la plus avantageuse,

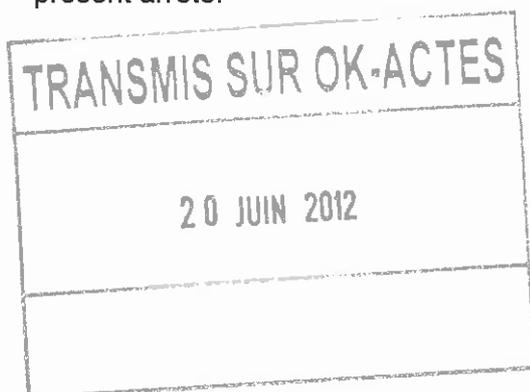
**ARRETONS**

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société PRESANCE Expertises – Parc d'activités de Grosberty – 188 avenue F. Janvier – 07100 ANNONAY pour le contrôle des aires de jeux d'enfants.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3 :** La somme à engager est de 3 451.60 € HT, soit 4 128.11 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 20 JUN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Bertrand CHEVALIER

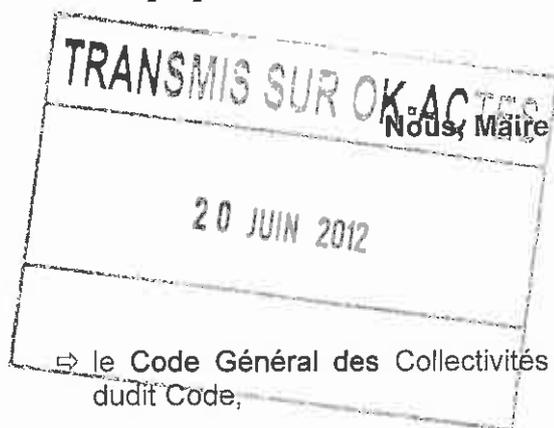
|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Centre Technique Municipal – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société SINEU GRAFF – 253 A rue d'Épfig – BP 50048 KOGENHEIM – 67232 BENFELD Cedex.

**Opération :** 12V113 – Fourniture de corbeilles de propreté et de conteneurs enterrés sous corbeilles de propreté.



Nous, Maire de la Ville de Belfort,

VU

⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

⇒ le code de la nomenclature n° 20.03

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 16 mai 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que l'entreprise suivante a répondu à notre consultation :

- SINEU GRAFF – 253 A rue d'Épfig – BP 50048 KOGENHEIM – 67232 BENFELD Cedex

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- QUADRIA Sarl – Parc Labory-Baudan – 33127 SAINT-JEAN-D'ILLAC
- TEMACO – 240 rue L. de Broglie – 13793 AIX EN PROVENCE
- POINT COM – 38 rue de la Riboisière – 35420 LOUVIGNE
- SULO France SAS – 106 Bd d'Héloïse – 95100 ARGENTEUIL
- ASTECH – 1 rue P. Pfimlin – 68390 SAUSHEIM

➤ que seule la société SINEU GRAFF a répondu à notre consultation, néanmoins, son offre est apparue économiquement avantageuse pour la ville,

ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société SINEU GRAFF – 253 A rue d'Epfig – BP 50048 KOGENHEIM – 67232 BENFELD Cedex pour la fourniture de corbeilles de propreté et de conteneurs enterrés sous corbeilles de propreté.

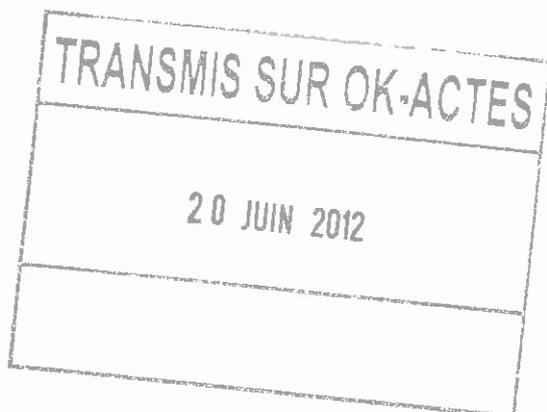
**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3 :** Le montant des commandes sera compris entre les seuils suivants :

- seuil minimum : 30 000.00 € HT, soit 35 880.00 € TTC
- seuil maximum : 70 000.00 € HT, soit 83 720.00 € TTC

les sommes à engager seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 20 JUIN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Bertrand CHEVALIER



## ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

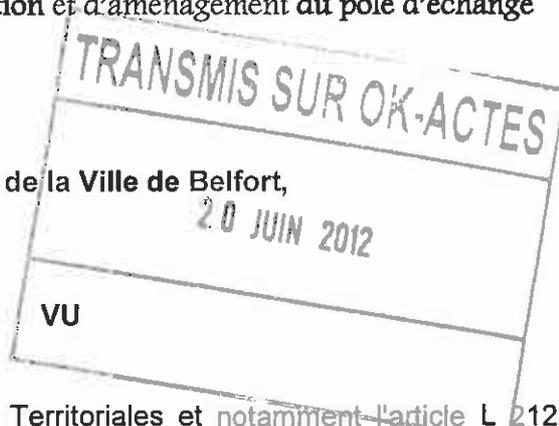
**Objet :** Direction Générale des Services Techniques – Marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société AREP – 16 avenue d'Ivry – 75647 PARIS Cedex 13.

**Opération :** 12V072 – Etude de programmation et d'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare de Belfort.

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

20 JUIN 2012

VU



⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

⇒ le code de la nomenclature n° 71.02

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 4 avril 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

- AM Environnement/INGETEC/ROLLIN – 90-96 avenue du Bas Meudon – 92130 ISSY LES MOULINEAUX
- AREP – 16 avenue d'Ivry – 75647 PARIS Cedex 13
- SAFEGE – Agence de Dijon – 4 rue du Cap Vert – 21800 QUETIGNY



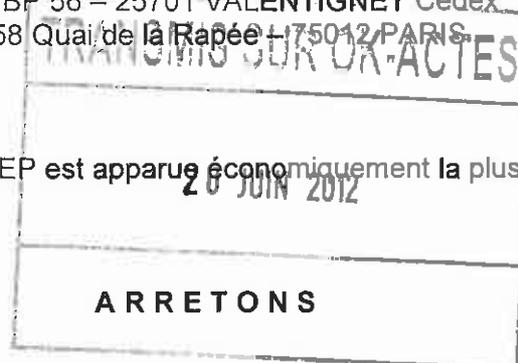
## ARRÊTÉ DU MAIRE

- INEXIA/MENIGHETTI Programmation – 1 place aux Etoiles – 93212 SAINT DENIS LA PLAINE Cedex
- PASSAGERS DES VILLES/TRANSITEC/BEJ – 13 rue Alsace-Lorraine – 69001 LYON

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- BRUNO REMOUE & ASSOCIATS – Ronda Sant Pau 49 BXS 1 – 8015 BARCELONE
- HYDROGEOTECHNIQUE – ZI Charmotte – 90170 ANJOUTEY
- BEJ – 40 rue R. Perlinsky – 25400 AUDINCOURT
- GALLOIS CURIE Atelier de Paysage – 3 rue Stauffen – 68000 COLMAR
- Bureau du Paysage – 8 rue A. Bloch – 25200 MONTBELIARD
- TRANSITEC – 172 avenue F. Roosevelt – 69500 RON
- SETIB – 310 avenue R. Jacot – 25460 ETUPES
- CMO & Programmation – 63 Bd de Reuilly – 75012 PARIS
- INTERLAND – 61 rue Sully – 69006 LYON
- DEBARD SA – 8 rue des Sablières – 25400 ARBOUANS
- TTK GMBH – 47 rue M. Flandin – 69003 LYON
- BUREAU ALPES CONTROLES – Techn'hom 1 – 27 rue Becquerel – 90000 BELFORT
- FV Industrie – 44 Bis rue du Maréchal Lyautey – 70300 SAINT SAUVEUR
- Studio NEMO – 66 Bis ZA de Montvoisin – 91400 GOMETZ LA VILLE
- TEKHNE Architectes – 43 rue des Hérèdeaux – 69008 LYON
- ALGOE – 9 Bis route de Champagne – 69134 ECULLY Cedex
- IDE – 43 rue Villedieu – BP 56 – 25701 VALENTIGNEY Cédex
- SETEC Organisation – 58 Quai de la Rapée – 75012 PARIS

➤ l'offre de l'entreprise AREP est apparue économiquement la plus avantageuse,



**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société AREP – 16 avenue d'Ivry – 75647 PARIS Cedex 13 pour l'étude de programmation et d'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare de Belfort.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification à l'attributaire.

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Article 3** : La somme à engager est de 79 125.00 € HT, soit 94 633.50 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

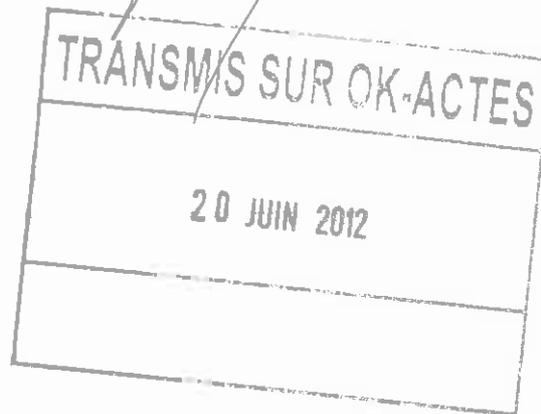
**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 20 JUIN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Hubert BELZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Service Maintenance Bâtiments – Marché public de travaux à procédure adaptée avec la société PIANTANIDA SA - BP 33 - 8 rue de Moulins sur Allier - 88580 SAULCY SUR MEURTHE

**Opération :** 11V179 – Restauration des fortifications – galerie n°2 – avenant 1

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- que le marché public de travaux attribué à PIANTANIDA pour une rémunération de 37 828.00 € HT nécessite une plus value de 1 750.00 € HT pour des travaux complémentaires soit un montant total de 39 578.00 € HT.

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un avenant n°1 au marché public de travaux à procédure adaptée avec l'entreprise PIANTANIDA – 8 rue du Moulin sur Allier – 88850 SAULCY SUR MEURTHE pour la restauration des fortifications – galerie n°2.

**Article 2** : Ledit avenant est conclu à compter de sa notification à l'attributaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**Article 3** : La somme à engager est de 39 578.00 € HT, soit 47 335.29 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 25 JUIN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Robert BELOT



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTMENT                   |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet : Maintenance Bâtiments – Marché public de travaux à procédure adaptée avec la société STRASSER SAS – 13 rue du Port – BP 77344 – 25207 MONTBELIARD**

**Opération : 12V087 – Mise en conformité du système d’alarme incendie de la Salle des Fêtes de Belfort.**

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 12 avril 2012 pour publication sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

- STRASSER SAS – 13 rue du Port – BP 77344 – 25207 MONTBELIARD
- CEGELEC – Agence Franche Comté Alsace Sud – 685 rue A. Japy – 25460 ETUPES
- DEF – 20 rue de Broglie – 21000 DIJON
- CHUBB SECURITE – rue du Pont du Péage – Parc de la Porte Sud – 67118 GEISPOLSHHEIM
- ZANELEC/Groupe EIMI – rue G. Lang – ZAC de la Justice – 90000 BELFORT

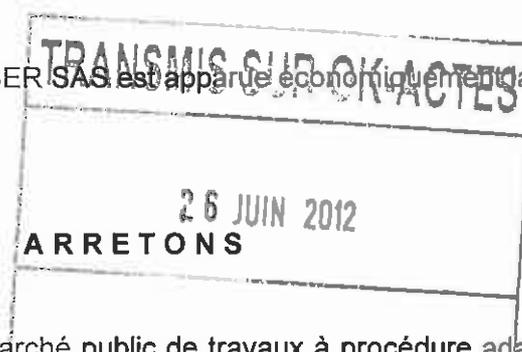
|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- LBIE – 42 rue Carnot – 90300 VALDOIE
- SIGMA Sécurité – 5 rue Leblond – 70000 VESOUL
- SICLI – rue du Pont du Péage – 67110 GEISPOLSHEIM
- BUREAU ALPES CONTROLES – 27 rue Becquerel – 90000 BELFORT
- Sarl CG – 10 rue de l'Usine – 90340 CHEVREMONT

➤ l'offre de l'entreprise STRASSER SAS est apparue économiquement la plus avantageuse,



**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée avec la société STRASSER SAS – 13 rue du Port – BP-77344 – 25207 MONTBELIARD pour la mise en conformité du système d'alarme incendie de la Salle des Fêtes de Belfort.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 1 mois à compter de la date de l'ordre de service établi par le maître d'ouvrage.

**Article 3** : La somme à engager est de 14 206.57 € HT, soit 16 991.06 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 26 JUIN 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

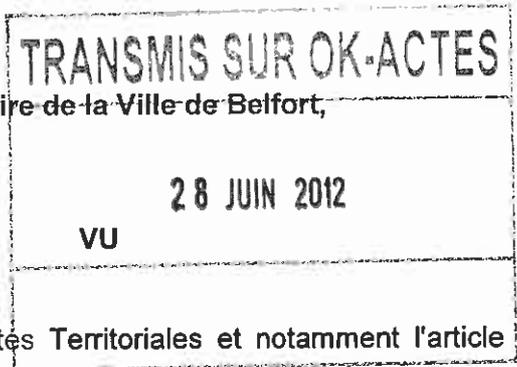
**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet : Environnement – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société INTERTEK – Ecoparc 2 – 27400 HEUDEBOUVILLE.**

**Opération : 12V155 – Achat d'un sonomètre et d'un dosimètre.**

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 15.08

**CONSIDERANT**

- la consultation écrite du 3 mai 2012 réalisée par le service Environnement
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - INTERTEK France – Ecoparc2 – 27400 HEUDEBOUVILLE
  - BRUEL & KJAER France – 46 rue du Champoreux – BP 33 – 91541 MENNECY Cedex
  - ACOEM – 200 Chemin des Omeaux – 69578 LIMONEST Cedex

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- l'offre de l'entreprise INTERTEK est apparue économiquement la plus avantageuse,

ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société INTERTEK - Ecoparc2 - 27400 HEUDEBOUVILLE pour l'achat d'un sonomètre et d'un dosimètre.

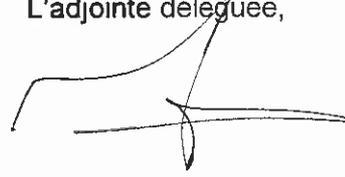
**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 4 ans incluant l'acquisition du matériel et sa maintenance à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3 :** La somme à engager est de 12 169.88 € HT, soit 14 555.18 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

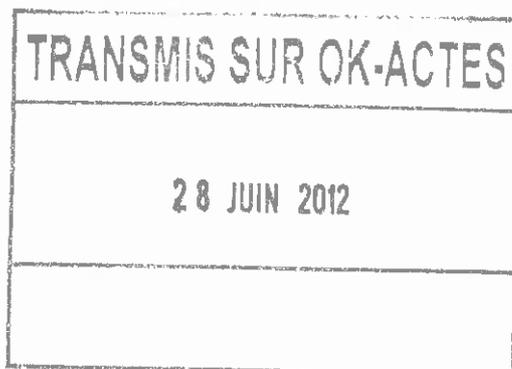
**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 28 JUIN 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,




Céline RAIGNEAU



|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

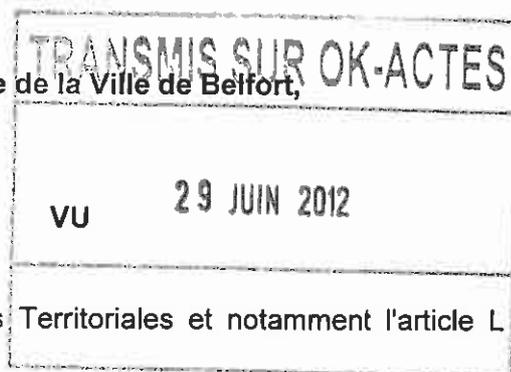
ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Maintenance Bâtiments – Marché public de travaux à procédure adaptée avec la société SCHERBERICH – 162 rue du Ladhof – BP 21619 – 68016 COLMAR Cedex

**Opération :** 12V124 – Nettoyage et remise en état des remparts de l'enceinte fortifiée de la Ville de Belfort.

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 23 mai 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

- HORY MARCAIS – rue des Creuzots – BP 61688 – 21016 DIJON Cedex
- L. SCHERBERICH – 162 rue du Ladhof – BP 21619 – 68016 COLMAR Cedex
- RICHERT SA – 9 rue de l'Ecluse – BP 47 – 68120 PFASTATT

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

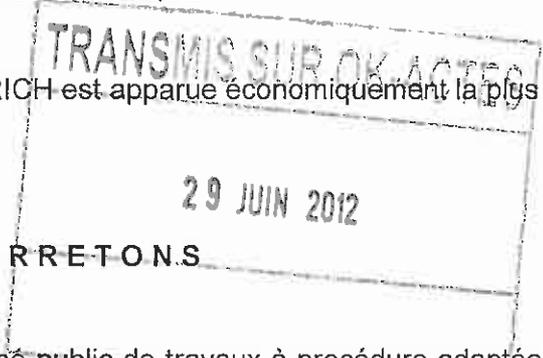
- METALLERIE NOUYRIT – 1 rue du Cimetière – 67117 FURDENHEIM
- ONF – 2 rue Saint Saëns – BP 6 – 25217 MONTBELIARD Cedex

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- ALBIZZATI SAS – Rue Saget – 90400 DANJOUTIN
- ALPINISTES DU BATIMENT – 32a route des Romains – 67200 STRASBOURG
- REGIE DE QUARTIER DES RESIDENCES – 36 rue L. Blum – 90000 BELFORT
- JAMES – 3 Grande Rue – 21330 BOUIX
- JACQUET – 6 Impasse E. Belin – 21300 CHENOVE
- STENPRO – 13 route de Dambenois – 25600 NOMMAY
- SAS CLIVIO TS – ZA sur le Jura – 25690 AVOUDREY
- ISS Espaces Verts – 99 rue P. Beucler – 90500 BEAUCOURT
- TS COM – 8 rue de l'Avenir – 14650 CARPIQUET

➤ l'offre de l'entreprise SCHERBERICH est apparue économiquement la plus avantageuse,



ARRÊTÉS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée avec la société SCHERBERICH – 162 rue du Ladhof – BP 21619 – 68016 COLMAR Cedex pour le nettoyage et la remise en état des remparts de l'enceinte fortifiée de la Ville de Belfort.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de :

- tranche ferme : 1 mois (3<sup>ème</sup> trimestre 2012)
- tranche conditionnelle 1 : 1 mois (second semestre 2012)
- tranche conditionnelle 2 : 2 mois (second semestre 2012)
- tranche conditionnelle 3 : 2 mois (2013)

à compter de l'ordre de service notifié.

**Article 3** : Les sommes à engager sont de :

| Tranche                  | Montant H.T. € | Montant T.T.C € |
|--------------------------|----------------|-----------------|
| Tranche ferme            | 17 816.25      | 21 308.24       |
| Tranche conditionnelle 1 | 15 681.55      | 18 755.13       |
| Tranche conditionnelle 2 | 26 788.00      | 32 038.45       |
| Tranche conditionnelle 3 | 28 348.00      | 33 904.21       |
| Total                    | 88 633.80      | 106 006.03      |

elles seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

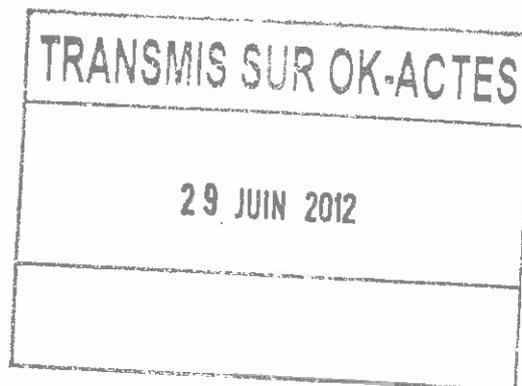
29 JUIN 2012

Belfort, le

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Robert BELOT



|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

GW

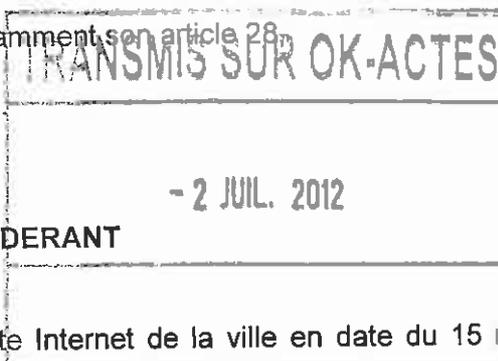
**Objet** : Direction des affaires juridiques - Marché de prestation de service à procédure adaptée avec PROTECTAS - 11 avenue Edouard Droz - 25000 BESANCON

**Opération** : Mission de conseil, d'audit et d'assistance technique en assurances - 12V116

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 65.03



## CONSIDERANT

- La publicité mise en ligne sur le site Internet de la ville en date du 15 mai 2012,
- que les sociétés suivantes ont répondu à notre consultation :
  - PROTECTAS - 11 avenue Edouard Droz - 25000 BESANCON
  - AUDIT ASSURANCES - 37 rue du Moulin des Bruyères - 92400 COURBEVOIE
- que les sociétés suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - SARL JULLIARD - 4 rue Pégoud - 90000 BELFORT
- l'offre de la société PROTECTAS est apparue économiquement la plus avantageuse,

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

**Article 1<sup>er</sup>** : Il sera conclu un marché à procédure adaptée avec la société PROTECTAS pour une mission de conseil, d'audit et d'assistance technique en assurances.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3** : La somme à engager est de 14.780,00 € HT soit 17 676,88 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

- 2 JUL. 2012

Belfort, le

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 2 JUL. 2012



Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet : Urbanisme – Marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société ECOSCOPE – 9 rue des Fabriques – 68470 FELLERING**

**Opération : 12V120 – Etude des milieux naturels et du fonctionnement écologique des écosystèmes dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Belfort.**

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 70.04

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 5 JUL. 2012

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 22 mai 2012 pour publication sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que l'entreprise suivante a répondu à notre consultation :
  - ECOSCOPE – 9 rue des Fabriques – 68470 FELLERING
- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - ARTENREEL – 13 rue M. Bucer – 67000 STRASBOURG
  - SINBIO – 5 rue des Tulipes – 67600 MUTTERSCHOLTZ
  - ONF – 2 rue St Saëns – BP 6 – 25217 MONTBELIARD Cedex
  - ANTEA – 15 rue du Tanin – BP 312 – 67834 TANNERIES Cedex
  - FEUERBACH – 13 Chemin du Gros Chêne – 70290 PLANCHER LES MINES
  - INDUSTRIELEC – 6 rue de la Jalésie – 25400 AUDINCOURT
  - SOBERCO Environnement – Chemin de Taffignon – 69630 CHAPONOST
  - OTE Ingénierie – 1 rue de la Lisière – 67400 ILLKIRCH

|                       |
|-----------------------|
| PARTEMENT             |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- SGS MULTILAB – 7 rue J. Mermoz – 95610 COURCOURONNES
- CLIMAX – 7 rue des Rochelles – 68290 BOURBACH LE HAUT

➤ que seule la société ECOSCOP a répondu à notre consultation, néanmoins, son offre est apparue économiquement avantageuse pour la ville,

ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société ECOSCOP – 9 rue des Fabriques – 68470 FELLERING pour l'étude des milieux naturels et du fonctionnement écologique des écosystèmes dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Belfort.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de :

- tranche ferme : 6 mois
- tranche conditionnelle 1 : terminé au plus tard le 31 décembre 2013
- tranche conditionnelle 2 : terminé au plus tard le 31 décembre 2014

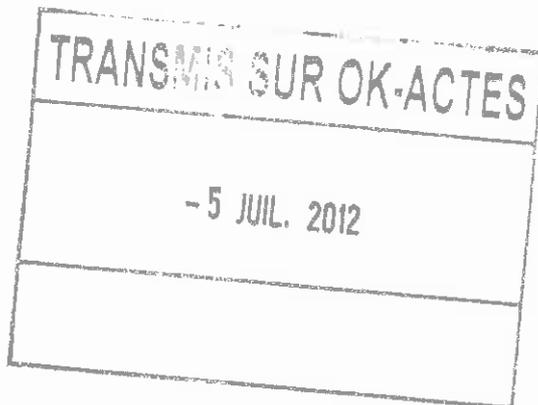
à compter de la notification du marché pour la tranche ferme, suivi de l'ordre de service pour les tranches conditionnelles 1 et 2.

**Article 3 :** Les sommes à engager sont de :

| Tranche                  | Montant H.T. €   | Montant T.T.C. € |
|--------------------------|------------------|------------------|
| Tranche ferme            | 17 999.00        | 21 526.80        |
| Tranche conditionnelle 1 | 7 939.00         | 9 495.04         |
| Tranche conditionnelle 2 | 5 360.00         | 6 410.56         |
| <b>Total</b>             | <b>31 298.00</b> | <b>37 432.41</b> |

qui seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 05 JUL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué.

Hubert BELZ



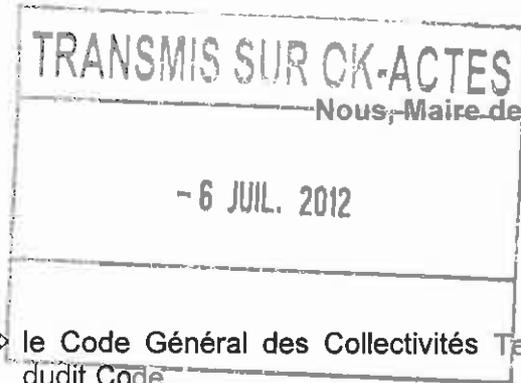
|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Direction de la Solidarité urbaine – Marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société COMPAS-TIS – 15 Ter Bd J. Moulin – 44106 NANTES Cedex 4.

**Opération :** 12V080 – Mission de suivi, de bilan et d'évaluation du Projet de Développement Social Local (P.D.S.L).



⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

⇒ le code de la nomenclature n° 70.04

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 4 avril 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

- COMPAS TIS – 15 Ter Bd J. Moulin – 44106 NANTES Cedex 4
- ARGOS Développement Local – 8 rue R. Bank – BP 1523 – 38025 GRENOBLE Cedex 01

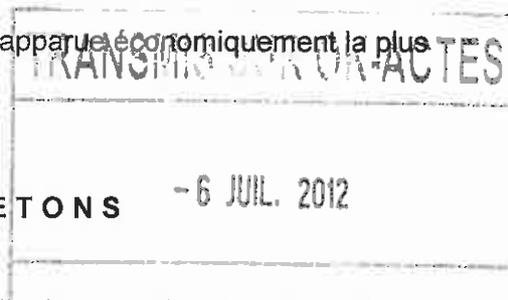
|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- KPMG – 3 avenue de Chalon les Chavann – 71380 SAINT MARCEL
- ANSA – 1 Passage du Génie – 75012 PARIS
- OPUS 3 – 10 rue Saint Florentin – 75001 PARIS
- ATEMA Conseil – 4 Route de la Noue – 91196 GIF SUR YVETTE Cedex
- SEPTTEM Conseil – 195 Route de Tramoyes – 01700 MIRIBEL LES ECHETS
- UNTERSINGER Conseil – 520 Route de la Savasse – 26750 GEYSSANS
- E2I – 24 Place du Maréchal Leclerc – 59800 LILLE
- EXPLORE – 1 Bd Ampère – 44470 CARQUEFOU
- REGIE DE QUARTIER DES RESIDENCES – 36 rue L. Blum – 90000 BELFORT
- COPAS – 54/56 rue Nationale – 59000 LILLE
- IRIS – 11 rue de la Marne – 57702 HAYANGE

➤ l'offre de l'entreprise COMPAS TIS est apparue économiquement la plus avantageuse,



ARRETONS

-6 JUIL. 2012

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société COMPAS TIS – 15 Ter Bd J. Moulin – 44106 NANTES Cedex 4 pour la mission de suivi, de bilan et d'évaluation du Projet de Développement Social Local (P.D.S.L).

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de :

| N° | Phase                                                                | Délai d'exécution |
|----|----------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Actualisation et développement des indicateurs sociaux par quartiers | 12 mois           |
| 2  | Evaluation des six actions du PDSL                                   | 22 mois           |
| 3  | Evaluation finale du projet de Développement Social Local            | 22 mois           |

à compter de la notification au titulaire.

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

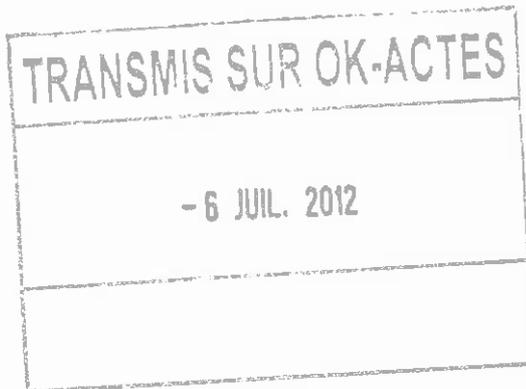
**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Article 3** : Les sommes à engager sont de :

|   | Phases (missions)                                                    | Montant<br>H.T. € | Montant<br>T.V.A € | Montant<br>T.T.C € |
|---|----------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| 1 | Actualisation et développement des indicateurs sociaux par quartiers | 6 350.00          | 1 244.60           | 7 594.60           |
| 2 | Evaluation des six actions du PDSL                                   | 41 200.00         | 8 075.20           | 49 275.20          |
| 3 | Evaluation finale du projet de Développement Social Local            | 25 100.00         | 4 919.60           | 30 019.60          |
|   | <b>Total</b>                                                         | <b>72 650.00</b>  | <b>14 239.40</b>   | <b>86 889.40</b>   |

qui seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



- 6 JUIL. 2012

Belfort, le

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Olivier PREVOT



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Direction des Systèmes d'Information - marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société ESSOR INFORMATIQUE – 2 rue G. Clémenceau – BP 319 – 90006 BELFORT Cedex

**Opération :** 12V177 – Evolution de l'application téléphonique UC CARE : prestation d'installation, formation et transfert de compétences.

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 63.07

**CONSIDERANT** 11 JUL. 2012

- l'offre de la société ESSOR INFORMATIQUE pour l'évolution de l'application téléphonique UC CARE : prestation d'installation, formation et transfert de compétences est jugée économiquement avantageuse pour la Ville.

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société ESSOR INFORMATIQUE – 2 rue G. Clémenceau – BP 319 – 90006 BELFORT Cedex pour l'évolution de l'application téléphonique UC CARE : prestation d'installation, formation et transfert de compétences.

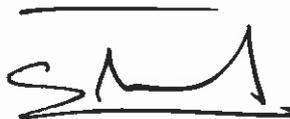
**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3 :** La somme à engager est de 9 599.00 € HT, soit 11 480.40 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

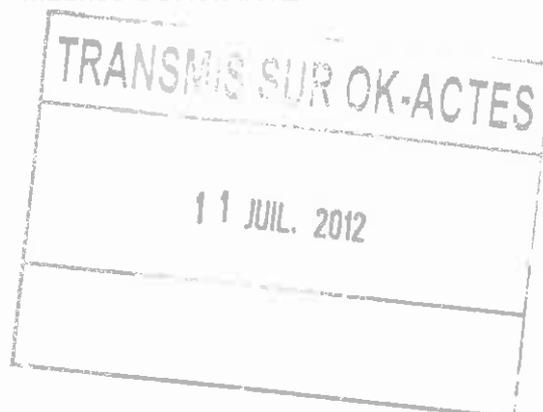
**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 11 IIIII, 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

GW

**Objet** : Direction de la Communication - Marché de prestation de service à procédure adaptée avec Jacques COUTURIER Organisation - Les Hautes Crèches - 85310 ST FLORENT DES BOIS

**Opération** : Organisation du spectacle pyrotechnique et musical de la Fête Nationale à Belfort (vendredi 13 juillet 2012)

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 77.20.

**CONSIDERANT**

- La Publication des 22/05/2012 parue dans le BOAMP ainsi que la publication faite sur le site Internet de la ville,
- qu'au terme de la consultation menée auprès des entreprises :
  - JACQUES COUTURIER ORGANISATION - LES HAUTES CRECHES - 85310 SAINT FLORENT DES BOIS
  - Thierry BIASUTTO Pyrotechnie (TBP) - 2 rue de la Prairie - 54200 DOMMARTIN les TOUL

*les candidats suivants ont téléchargé un dossier de consultation mais n'ont pas répondu :*

- LDCONS - 15 rue Thiers - 69100 VILLEURBANNE
- LES ARTISANS du SPECTACLE - 98 route de Mulhouse - 68540 FELDKIRCH

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

- KILOWATT SARL - 12 avenue Michal Page - 90300 VALDOIE
- EURL Molécule - BP 30 143 - 67603 - SELESTAT cedex
- FEUX D'ARTIFICES unic - BP 99 - 26103 ROMANS sur ISERE

➤ l'offre de la société **Jacques COUTURIER** est apparue économiquement la plus avantageuse,

### ARRETONS

**Article 1<sup>ER</sup>** : Il sera conclu un marché à procédure adaptée avec la société **Jacques COUTURIER** pour l'Organisation du spectacle pyrotechnique et musical de la Fête Nationale à Belfort (vendredi 13 juillet 2012).

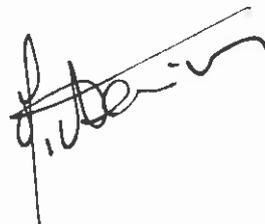
**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de UN mois à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3** : La somme à engager est de 28.643,00 € HT soit **34.496,23 € TTC** qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

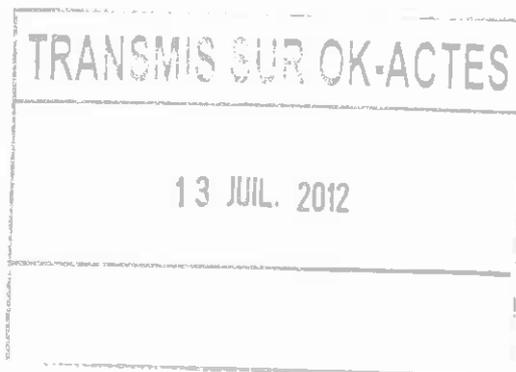
**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 13 JUL. 2012

Pour le Maire,  
L'Adjointe déléguée,



Michèle-Alice FAIVRE



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTMENT                   |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON:                      |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet : Maintenance Infrastructure – marché public de travaux à procédure adaptée avec la société SBM – 3 rue des Glycines – 25110 BAUME LES DAMES**

**Opération : 12V175 – Réfection de chaussée affaissée – angle Plumeré/As de Carreau**

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- l'offre de l'entreprise SBM pour la réfection de la chaussée affaissée – angle Plumeré/As de Carreau est jugée économiquement avantageuse pour la Ville.

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée avec la société SBM – 3 rue des Glycines – 25110 BAUME LES DAMES pour la réfection de chaussée affaissée – angle Plumeré/As de Carreau.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 2 semaines à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3** : La somme à engager est de 2 674.55 € HT, soit 3 198.76 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 13 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Bertrand CHEVALIER

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>CT Ville de Belfort</b>   |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Objet :** Direction des Espaces Verts – Marché public de travaux à procédure adaptée avec la société LE SAVOIR VERT – 24 rue de Belfort – 90800 BAVILLIERS

**Opération :** 12V119 – Restructuration du square de la Roseaie

- Lot 1 : Rénovation d'allées et espaces sablés
- Lot 2 : Rénovation, restructuration des espaces verts

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28-I,

### **CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 16 mai 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - EUROVIA Alsace Franche-Comté – Zone Industrielle – BP 08 – 90800 BAVILLIERS
  - ISS Espaces Verts – Agence Belfort-Montbéliard – 99 rue P. Beucler – 90500 BEAUCOURT
  - LE SAVOIR VERT – 24 rue de Belfort – 90800 BAVILLIERS
  - TECHNO-VERT 90 – Techn'hom 1 – 6 rue de l'Étang – 90000 BELFORT
  - ROGER MARTIN – 9 route de Montbéliard – 90400 ANDELNANS
- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - TECHNO VERT – ZA Plein Cœur – 25400 TAILLECOURT
  - Sarl VOIGNIER – 1 rue du Marquis de Mailly – 70200 FRANCHEVELLE

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

Ville de Belfort J.M.S – 12 rue du Chêne – 67150 NORDHOUSE

- CORDOBA – 65 Grande Rue – 90160 DENNEY
  - DUC et PRENEUF Franche-Comté – 24 rue Girardot – 25400 AUDINCOURT
  - Sarl CLEMENT LOYE – 14 allée du Verdoyeux – 90300 ELOIE
  - PETRACCA David – 5 rue du Moulin – 90700 CHATENOIS LES FORGES
  - REGIE DE QUARTIER DES RESIDENCES – 36 rue L. Blum – 90000 BELFORT
  - VERITAS – 21B rue A. Briand – 90300 OFFEMONT
  - STD Agence SCREG Est – ZI – 25320 CHEMAUDIN
  - FLUBACKER PAYSAGE – 13 chemin du Bravot – 25113 SAINTE MARIE
  - Menuiserie CLAUDE Sarl – 11 avenue de Schwabmunchen – 90200 GIROMAGNY
  - TP BAUMGART – 2 rue de la Fecht – 68140 GUNSBACH
  - HELIFIL – 1 Bd du Maréchal Joffre – 67600 SELESTAT
  - INDUSTRIELEC – 6 rue de la Jalésie – 25400 AUDINCOURT
  - Sarl JULLIARD – 4 rue Pegoud – 90000 BELFORT
  - BUREAU ALPES CONTROLES – Techn'hom 1 – 27 rue Becquerel – 90000 BELFORT
  - NORBA MENUISERIE SAS LORRAINE – 61 avenue des Roses – 54630 RICHARDMENIL
  - ECO ENERGIE SERVICES – Impasse des 2 Crastes – 33260 LA TESTE DE BUCH
  - CAVALLI – 7 rue des Aliziers – 90160 PEROUSE
  - SACER PNE/Ets SURLEAU – Route de Ronchamp – 70400 SAULNOT
- l'offre de l'entreprise LE SAVOIR VERT apparue économiquement avantageuse pour la Ville, respectivement pour les lots n° 1 – rénovation d'allées et espaces sablés, n° 2 – rénovation, restructuration des espaces verts.

## ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée en deux lots pour la restructuration du square de la Roseraie avec la société LE SAVOIR VERT – 24 rue de Belfort – 90800 BAVILLIERS pour les lots n° 1 : rénovation d'allées et espaces sablés et n° 2 : rénovation, restructuration des espaces verts.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de :

| Tranches                                                                               | Délai               |
|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| Tranche ferme : restructuration de l'aire de jeux du square de la Roseraie             | Lot n° 1 : 21 jours |
| Tranche conditionnelle 1 : restructuration des chemins sablés du square de la Roseraie | Lot n° 1 : 25 jours |
| Tranche ferme : restructuration de l'aire de jeux du square de la Roseraie             | Lot n° 2 : 13 jours |
| Tranche conditionnelle 1 : restructuration des chemins sablés du square de la Roseraie | Lot n° 2 : 12 jours |

à compter de la date fixée par l'ordre de service.

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Article 3 : Les sommes à engager sont :**

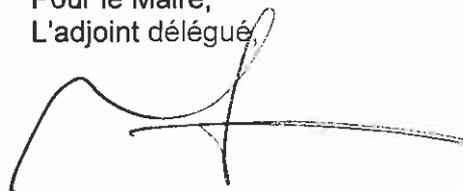
|                                               |                                                                                        |           |           |
|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
| <u>Prestation alternative</u><br>Lot n° 1 :   | Tranche ferme – restructuration de l'aire de jeux du square de la Roseraie             | 16 695.50 | 19 967.82 |
| Rénovation d'allées et espaces sablés         | Tranche conditionnelle 1 – restructuration des chemins sablés du square de la Roseraie | 26 305.90 | 31 461.86 |
| Total                                         |                                                                                        | 43 001.40 | 51 429.68 |
| <u>Solution de base</u><br>Lot n° 2 :         | Tranche ferme – restructuration de l'aire de jeux du square de la Roseraie             | 10 430.50 | 12 474.88 |
| Rénovation, restructuration des espaces verts | Tranche conditionnelle 1 – restructuration des chemins sablés du square de la Roseraie | 2 718.00  | 3 250.73  |
| Total                                         |                                                                                        | 13 148.50 | 15 725.61 |

qui seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 18 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Céline RAIGNEAU



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet : Maintenance Bâtiments - Avenant au marché public de travaux à procédure adaptée avec la société STH Industrie - 26 Bis rue du Général de Gaulle – 25460 ETUPES**

**Opération : 12V010 – Rénovation de la chaufferie de la maison du Peuple – avenant n°1**

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- le montant du marché de travaux attribué à STH Industrie pour une rémunération de 130.149,50 € H.T. soit 155.658,80 € T.T.C
- les travaux complémentaires nécessaires et le coût supplémentaire qu'ils engendrent à hauteur de 4.192,00 € H.T. soit 5.013,63 € T.T.C portant ainsi le montant du marché à 134.341,50 € H.T. soit un total de 160.672,43 € T.T.C.

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**ARRETONS**

**Article 1er** : Il sera conclu un avenant n°1 au marché public de travaux à procédure adaptée avec la société STH Industrie – 26B rue du Général de Gaulle – 25460 ETUPES pour la rénovation de la chaufferie de la maison du Peuple

**Article 2** : Ledit avenant est conclu à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**Article 3** : La somme à engager est de 134.341,50 € HT, soit 160.672,43 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

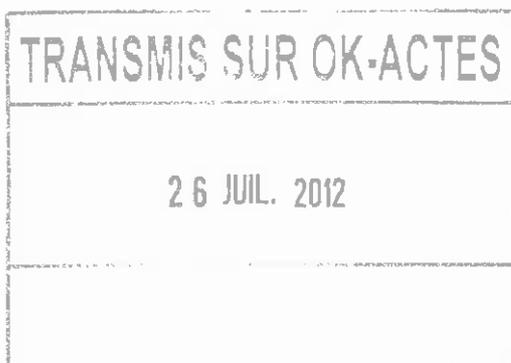
**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 26 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet : Maintenance Bâtiments – Marché public de travaux à procédure adaptée avec la société LBIE – 42 rue Carnot – 90300 VALDOIE**

**Opération : 12V013 – Hôtel de Ville – agencement de l’Etat Civil lot 5 – avenant n°1**

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- le marché public de travaux attribué à LBIE pour une rémunération de 21.976,34 € H.T. soit 26.283,70 € T.T.C,
- les travaux complémentaires nécessaires et le coût supplémentaire qu'ils engendrent à hauteur de 730,45 € H.T. soit 873,62 € T.T.C portant ainsi le montant du marché à 22.706,79 € H.T. soit un total de 27.157,32 € T.T.C,

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| ANTON                        |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**ARRETONS**

**Article 1er :** Il sera conclu un avenant n°1 au marché public de travaux à procédure adaptée avec la société LBIE – 42 rue Carnot – 90300 VALDOIE pour l'Hôtel de Ville – agencement de l'Etat Civil

**Article 2 :** Ledit avenant est conclu à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**Article 3 :** La somme à engager est de 22.706,79 € HT, soit 27.157,32 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 26 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

  
Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet :** Direction de l'Action Culturelle/Bibliothèques – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec les sociétés :

- CVS – 6/8 rue G. Lauriau – 93100 MONTREUIL
- ADAV – 41 rue des Envierges – 75020 PARIS
- RDM VIDEO – 125-127 Bd Gambetta – 95110 SANNOIS

**Opération :** 12V145 – Fourniture de disques compacts, de DVD et CD-ROM pour la Bibliothèque Municipale de la Ville de Belfort :

- lot 1 : CD musicaux et non musicaux
- lot 2 : DVD
- lot 3 : Cédéroms

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 15.08

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 13 juin 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
- GAM SAS – 3 avenue de la Mandallaz – BP 298 – 74008 ANNECY CEDEX
  - CVS – 6/8 rue G. Lauriau – 93100 MONTREUIL
  - COLACO SAS – ZAC du Paisy – 9 Chemin des Hirondelles – 69570 DARDILLY
  - COMPACT DISC MAIL – 9 Chaussée J. César – BP 60234 – 95523 CERGY PONTOISE Cedex
  - RDM VIDEO – 125-127 Bd Gambetta – 95110 SANNOIS
  - ADAV – 41 rue des Envierges – 75020 PARIS
- Les offres des sociétés CVS, ADAV et RDM VIDEO sont apparues économiquement les plus avantageuses,

### ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée pour la fourniture de disques compacts, de DVD et CD-ROM pour la Bibliothèque Municipale de la Ville de Belfort avec les sociétés :

- CVS – 6/8 rue G. Lauriau – 93100 MONTREUIL – lot 1 – CD musicaux et non musicaux
- ADAV – 41 rue des Envierges – 75020 PARIS – lot 2 - DVD
- RDM VIDEO – 125-127 Bd Gambetta – 95110 SANNOIS – lot 3 - Cédéroms

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 1 an à compter du 10/09/12 au 09/09/13.

Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 09 septembre 2015.

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Article 3** : Les sommes à engager sont de :

| Lots                   | Minimum H.T. € | Maximum H.T. € |
|------------------------|----------------|----------------|
| Lot n° 1 : CD musicaux | 5.500,00       | 28.000,00      |
| Lot n° 2 : DVD         | 3.000,00       | 22.000,00      |
| Lot n° 3 : CD-ROM      | 1.000,00       | 5.000,00       |
| Total                  | 9.500,00       | 55.000,00      |

qui seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 27 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet : Maintenance Bâtiments – Marché public de travaux à procédure adaptée avec la société ELEC 90 – rue du Paquis – 90400 SEVENANS**

**Opération : 11V236 – Aménagement d'un atelier en sous-sol de la maison du peuple – avenant n°1**

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- que le lot n°5 – électricité du marché public attribué à ELEC 90 pour un montant de 4.010,68 € H.T. nécessite des travaux complémentaires à hauteur de 113,00 € H.T. portant ainsi le montant du marché à 4.123,68 € H.T. soit un total de 4.931,92 € T.T.C.

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un avenant n°1 au marché public de travaux à procédure adaptée avec la société ELEC 90 – rue du Paquis – 90400 SEVENANS pour l'aménagement d'un atelier en sous-sol de la maison du Peuple.

**Article 2 :** Ledit avenant est conclu à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**Article 3 :** La somme à engager est de 4.123,68 € HT, soit 4.931,92 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

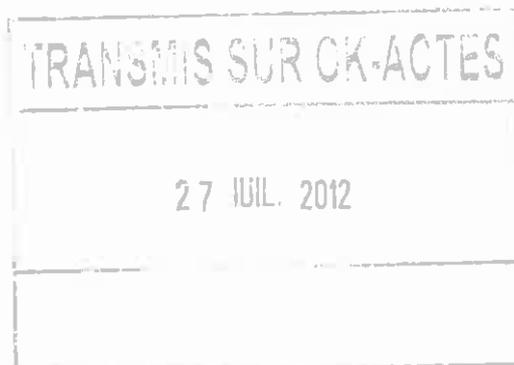
**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 27 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Direction des Sports – marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société Espace VERTICAL – 10 rue Briand – 90300 OFFEMONT

**Opération :** 12V176 – Remplacement des mousses et remise en état de la fosse de réception de gymnastique masculine du gymnase Parrot à Belfort.

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 27.01

### **CONSIDERANT**

- la consultation menée par la Direction des Sports auprès des fournisseurs suivants :
  - CASALSPORT – 1 rue Blériot – 67120 DUTTLENHEIM
  - GYMNOVA – 45 rue G. de Flotte – 13012 MARSEILLE (par internet)
  - Espace VERTICAL – 10 rue Briand – 90300 OFFEMONT
- Que seule la société Espace VERTICAL a répondu mais son offre est néanmoins apparue économiquement avantageuse pour la Ville,

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société Espace VERTICAL – 10 rue Briand – 90300 OFFEMONT pour le remplacement des mousses et remise en état de la fosse de réception de gymnastique masculine.

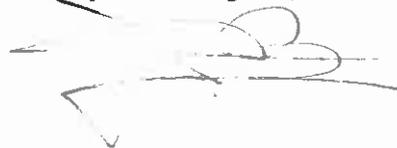
**Article 2 :** Les prestations se dérouleront lors des congés scolaires d'été ou automne 2012.

**Article 3 :** La somme à engager est de 5 683.00 € HT, soit 6 796.87 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 27 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,



Jacqueline GUIOT



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet : Maintenance/Bâtiments – marché public de travaux à procédure adaptée avec la société IDE Entreprise d'Insertion – 43 rue Villedieu – BP 56 – 25701 VALENTIGNEY Cedex**

**Opération : 12V013 – Hôtel de Ville – Agencement de l'Etat Civil lot 3 – plâtrerie/isolation/faux plafonds – avenant n° 1**

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- que le lot n°3 – plâtrerie/isolation/faux-plafonds du marché public attribué à IDE pour un montant de 14.795,10 € H.T. nécessite des travaux complémentaires à hauteur de 630,77 € H.T. portant ainsi le montant du marché à 15.425,87 € H.T. soit un total de 18.449,34 € T.T.C

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**ARRETONS**

**Article 1er** : Il sera conclu un avenant n°1 au marché public de travaux à procédure adaptée avec la société IDE – 43 rue de Villedieu – BP 56 – 25701 VALENTIGNEY pour l'Hôtel de Ville – agencement de l'Etat Civil.

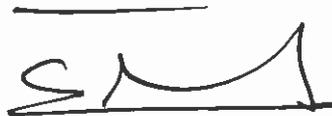
**Article 2** : Ledit avenant est conclu à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**Article 3** : La somme à engager est de 15.425,87 € HT, soit 18.449,34 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 27 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet : Maintenance/Bâtiments – marché public de travaux à procédure adaptée avec la société IDE Entreprise d’Insertion – 43 rue Villedieu – BP 56 – 25701 VALENTIGNEY Cedex**

**Opération : 12V013 – Hôtel de Ville – Agencement de l’Etat Civil lot 8 – peinture intérieure – avenant n° 1**

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- que le lot n° 8 – peinture intérieure du marché public attribué à IDE pour un montant de 9.747,60 € H.T. nécessite des travaux complémentaires à hauteur de 711,60 € H.T. portant ainsi le montant du marché à 10.459,20 € H.T. soit un total de 12.509,20 € T.T.C.

|                         |
|-------------------------|
| DÉPARTEMENT             |
| • Territoire de Belfort |
| CANTON                  |
| COMMUNE                 |
| Ville de Belfort        |

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un avenant n°1 au marché public de travaux à procédure adaptée avec la société IDE – 43 rue de Villedieu – BP 56 – 25701 VALENTIGNEY pour l'Hôtel de Ville – agencement de l'Etat Civil.

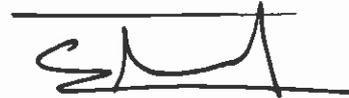
**Article 2** : Ledit avenant est conclu à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**Article 3** : La somme à engager est de 10.459,20 € HT, soit 12.509,20 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 27 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTMENT                   |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet : Maintenance Bâtiment – Marché public de maîtrise d'oeuvre à procédure adaptée avec le groupement conjoint Jean-Christophe MURINGER Architecte (mandataire)/ ENERTION – 45 rue du Magasin – 90000 BELFORT**

**Opération : 11V123 – Maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine enterrée à l'Étang des Forges – avenant n° 1 fixant le forfait définitif de rémunération.**

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 71.03

**CONSIDERANT**

- le montant du marché de maîtrise d'œuvre attribué au groupement conjoint MURINGER/ENERTION, à hauteur de 31 350.00 € H.T,

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- le montant prévisionnel des travaux accepté par le maître d'ouvrage et sur lequel s'engage le maître d'œuvre, à hauteur de 209 000.00 € H.T,
- le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre reste inchangé à 31 350.00 € H.T. En revanche, la décomposition des honoraires entre les co-traitants est modifiée : Jean-Christophe MURINGER de 16 455.55 € H.T et ENERTION de 14 894.45 € H.T, pour un total de 31.350,00 € H.T. soit 37.494,60 € T.T.C.

ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un avenant n°1 au marché public de maîtrise d'oeuvre à procédure adaptée avec le groupement conjoint Jean-Christophe MURINGER Architecte (mandataire)/ ENERTION – 45 rue du Magasin – 90000 BELFORT pour la maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine enterrée à l'Etang des Forges.

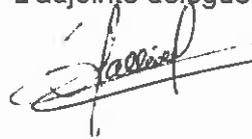
**Article 2 :** Ledit avenant est conclu à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**Article 3 :** La somme à engager est de 31 350.00 € HT, soit 37 494.60 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 27 JUIL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,



Francine GALLIEN



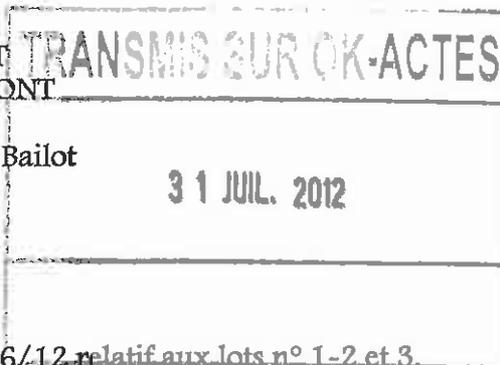
|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Maintenance Bâtiments – Marché public de travaux à procédure adaptée avec les sociétés :

- MDTE – Zaïc du Ballon – 90300 OFFEMONT
- WILLIG – 79 rue A. Briand – 90300 OFFEMONT



**Opération :** 12V097 – Alignement de la Maison Bailot

- lot 4 : chauffage – sanitaire
- lot 5 : électricité

Cet arrêté complète l'arrêté n° 121175 du 12/06/12 relatif aux lots n° 1-2 et 3.

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28-I,

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 11 avril 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- MDTE – Zaïc du Ballon – 90300 OFFEMONT
- WILLIG – 79 rue A. Briand – 90300 OFFEMONT
- VENINI Sarl – 104 Avenue J. Moulin – 90000 BELFORT
- STRASSER SAS – 13 rue du Port – BP 77344 – 25207 MONTBELIARD
- CEGELEC – Zone d'activité Technoland – 685 rue A. Japy – 25460 ETUPES

- Les offres des entreprises MDTE et WILLIG apparues économiquement avantageuses pour la Ville, respectivement pour les lots n° 4 – chauffage/sanitaire, n° 5 – électricité.

ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée en deux lots pour l'alignement de la Maison Bailot avec les sociétés :

- MDTE – Zaïc du Ballon – 90300 OFFEMONT – lot 4 – chauffage/sanitaire
- WILLIG – 79 rue A. Briand – 90300 OFFEMONT – lot 5 - électricité

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service.

**Article 3 :** Les sommes à engager sont de :

|                             | H.T. €   | T.T.C €  |
|-----------------------------|----------|----------|
| Lot 4 : chauffage sanitaire | 6 391.44 | 6 838.84 |
| Lot 5 : électricité         | 2 529.09 | 3 024.79 |

qui seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 31 JUL. 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,

Céline RAIGNEAU



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

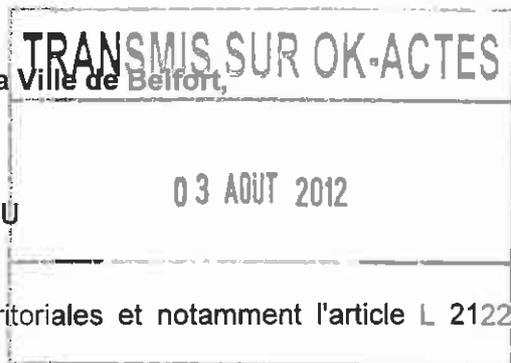
ARRÊTÉ DU MAIRE

MC

**Objet :** Maintenance Bâtiments – Marché public de travaux à procédure adaptée avec l'entreprise CESCA EDIGIO – 11 rue de la Baroche – 90160 DENNEY

**Opération :** 12V112 – Travaux de clôture métallique et de serrurerie sur le territoire de la VILLE DE BELFORT

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 12 juin 2012 pour publication au BOAMP, sur le site du Moniteur on line, sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - ISS ESPACE – 99 rue Pierre Beucler – 90500 BEAUCOURT
  - CESCA EDIGIO – 11 rue de la Baroche – 90160 DENNEY

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - NORBA MEN – 61 Avenue des Roses – 54630 RICHARDMENIL
  - ATIPRODUC – 27 rue Saint Exupéry – 67500 HAGUENAU
  - CASOLI SAS – 63 rue des Commandos d'Afrique – 90300 OFFEMONT
  - CORVEC – 90120 MORVILLARS
  
- L'offre de l'entreprise CESCA EDIGIO est apparue économiquement la plus avantageuse pour la Ville, pour les travaux de clôture métallique et de serrurerie sur le territoire de la VILLE DE BELFORT.

ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée pour les travaux de clôture métallique et de serrurerie sur le territoire de la VILLE DE BELFORT avec l'entreprise CESCA EDIGIO – 11 rue de la Baroche – 90160 DENNEY

**Article 2** : Ledit marché est conclu à compter de la notification du contrat jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

**Article 3** : La somme à engager est de :  
 Seuil maximum : 40 000,00 € HT, soit 47 840,00 € TTC  
 qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



- 3 AOUT 2012

Belfort, le

Pour le Maire,  
 L'adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| ARRONDISSEMENT               |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

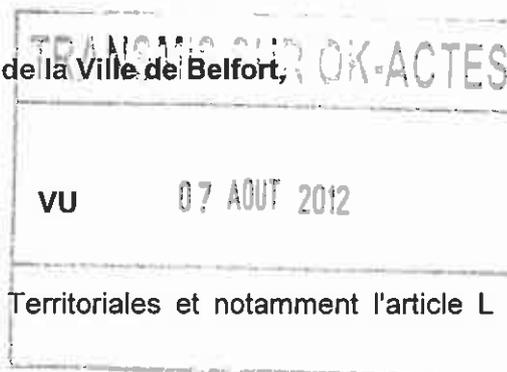
ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet** : Centre Technique Municipal – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société IDEE DECO – 7 rue de Zaporojie – 90000 BELFORT

**Opération** : 12V158 – Nettoyage des rideaux dans les établissements scolaires municipaux de Belfort.

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 14.02

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 18 juin 2012 pour publication sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que l'entreprise suivante a répondu à notre consultation :
  - IDEE DECO – 7 rue de Zaporojie – 90000 BELFORT

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- que l'entreprise suivante a retiré un dossier mais n'a pas répondu :
  - REGIE DE QUARTIER DES RESIDENCES – 36 rue L. Blum – 90000 BELFORT

➤ que seule la société IDEE DECO a répondu à notre consultation, néanmoins, son offre est apparue économiquement avantageuse pour la ville,

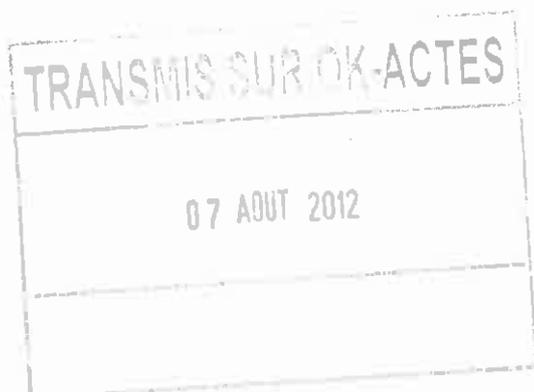
**ARRETONS**

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société IDEE DECO – 7 rue de Zaporojie – 90000 BELFORT pour le nettoyage des rideaux dans les établissements scolaires municipaux de Belfort.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3** : La somme à engager est de 13.102,80 € HT, soit 15.670,95 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

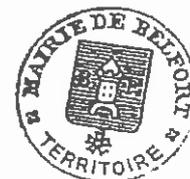
**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le - 7 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,

Francine GALLIEN



|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

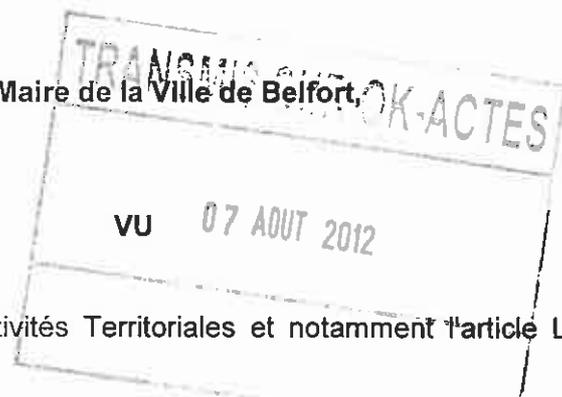
ARRÊTÉ DU MAIRE

MC

**Objet :** Maintenance Bâtiments – Marché public de travaux à procédure adaptée avec le groupement Régie de Quartier des Résidences/Entreprise HALIMI

**Opération :** 12V161 – Pôle de santé pluridisciplinaire de Belfort Sud – Travaux de démolition

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 22 juin 2012 pour publication au BOAMP, sur le site du Moniteur on line, sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - ARCHES Démolition – La fontaine Gauche – Route d'Epinal – 88380 ARCHES
  - CAVALLI Pascal SARL – 7 rue des Aliziers – 90160 PEROUSE
  - ALBIZZATI Père et Fils – Rue Jean Baptiste Saget – 90400 DANJOUTIN
  - CABETE Père et Fils – 50 Grande Rue – 90400 TREVENANS
  - COTTA – Rue de la Libération – 70290 PLANCHER-BAS

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - STD – Agence Screg Est – Zone Industrielle – 25320 CHEMAUDIN
  - FERRARI SAS – 9 rue de l'Industrie – 68310 WITTELSHEIM
  - AMIANTEKO – 22 route de Colmar – 68750 BERGHEIM
  - 2MCP – 14 ZI des bouquières – 25400 EXINCOURT
  - RUDO CHANTIER – ZA Beauregard – 21490 NORGES LA VILLE
  - LINGENHELD Démolition – 109 route de Bischwiller – 67500 HAGUENAU
  - CUENOT DEMAT – 2 rue Laurent Troutet – 25560 BANNANS
  - BARUCH ET FISCH – 5 rue de Dorlosheim – 67218 OBERNAI Cedex
  
- L'offre du groupement Régie de Quartier des Résidences / Entreprise HALIMI est apparue économiquement la plus avantageuse pour la Ville, pour les travaux de démolition du Pôle de santé pluridisciplinaire de Belfort Sud.

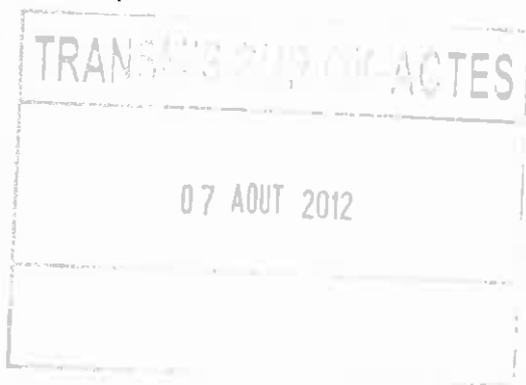
ARRÊTÉS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée pour les travaux de démolition du Pôle de santé pluridisciplinaire de Belfort Sud avec groupement Régie de Quartier des Résidences / Entreprise HALIMI – 36 rue Léon Blum – 90000 BELFORT

**Article 2 :** Ledit marché est conclu à compter de la notification du contrat jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2013.

**Article 3 :** La somme à engager est de 41 899,00 € HT, soit 50 111,20 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le - 7 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

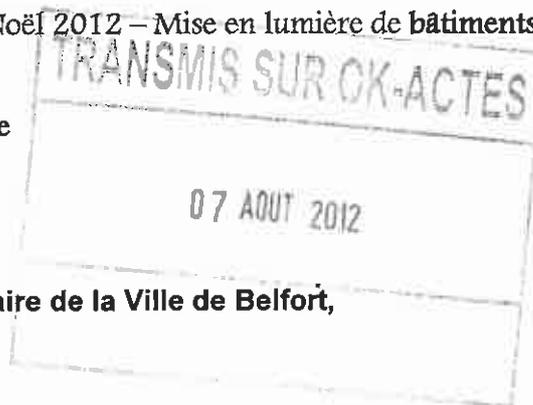
CT

**Objet :** Maintenance Infrastructure – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec les sociétés :

- CASTRO Illuminacoes Festivas – Rua do Monte Lirio n°99 – 4500-078 ANTA (Espinho) – Portugal
- BLACHERE Illuminations – Zone Industrielle – 84400 APT

**Opération :** 12V125 – Illuminations Noël 2012 – Mise en lumière de bâtiments et location de motifs lumineux :

- Lot 1 : Illumination du Centre Ville
- Lot 2 : Décorations des quartiers



**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définies à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 33.02

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 24 mai 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - TECHNIC INDUSTRIES/DECOLUM – ZI – 3 rue du Finissage – 55310 TRONVILLE EN BARROIS
  - CASTRO Illuminacoes Festivas – rua do Monte Lirio n°99 – 4500-078 ANTA (Espinho) – Portugal
  - BLACHERE Illuminations – Zone Industrielle – 84400 APT
  - Groupement PITAYA /REGIETECH – 19 rue de la Gare – 69009 LYON
  - Groupe LEBLANC – 6-8 rue M. Faraday – 72027 LE MANS Cedex
  - TSE Sarl – 14 rue de l'Industrie – 68440 HABSHEIM
  
- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - SPIE Est – 2 ZA Champ du Chêne – 25170 CHAMPAGNEY
  - LOOM UP Concept – 19 Bd Waldeck Rousseau – 42400 SAINT CHAMOND
  - ILMEX SA – 14500 PUENTE GENIL
  - FORCLUM – ZI – 90800 BAVILLIERS
  - KILOWATT Sarl – 12 avenue M. Page – 90300 VALDOIE
  - EURL Molécule – BP 30143 – 67603 SELESTAT Cedex
  
- Les offres des entreprises CASTRO et BLACHERE sont apparues économiquement les plus avantageuses pour la Ville, respectivement pour les lots n°1 – Illuminations du Centre Ville, et n°2 – Décorations des quartiers.



**ARRETONS**

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec les sociétés :

- CASTRO Illuminacoes Festivas – Rua do Monte Lirio n°99 – 4500-078 ANTA (Espinho) – Portugal
- BLACHERE Illuminations – Zone Industrielle – 84400 APT

pour l'Illuminations Noël 2012 – Mise en lumière de bâtiments et location de motifs lumineux :

- Lot 1 : Illumination du Centre Ville
- Lot 2 : Décorations des quartiers

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 1 mois à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2012 au 2 janvier 2013.

**Article 3** : La somme à engager est de :

|                                   | H.T. €    | T.T.C €   |
|-----------------------------------|-----------|-----------|
| Lot 1 : Centre Ville              | 89.400,00 | 89.400,00 |
| Lot 2 : Décorations des quartiers | 35.850,13 | 42.876,76 |

qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

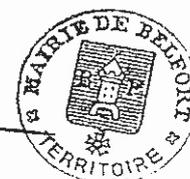


- 7 AOUT 2012

Belfort, le

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,

Céline RAIGNEAU



|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

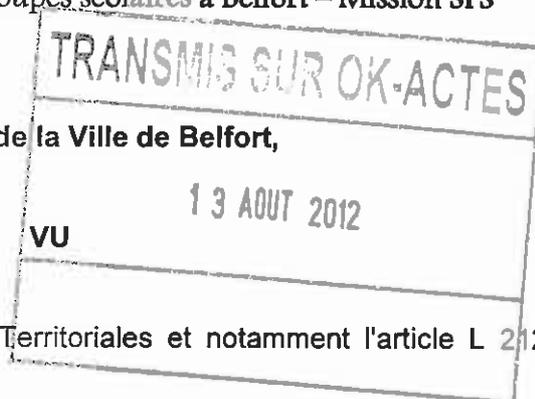
ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Direction des Opérations Nouvelles – marché public de coordination SPS à procédure adaptée avec la société BLONDEAU – 2 avenue du Général Sarrail – 90000 BELFORT

**Opération :** 12V101 – Rénovation de trois groupes scolaires à Belfort – Mission SPS catégorie I.

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

⇒ le code de la nomenclature n° 71.03

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 18 avril 2012 pour publication au BOAMP, ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

- QUALICONSULT SECURITE – 2a rue des Hérons – 67960 ENTZHEIM
- BUREAU ALPES CONTROLES – 6 avenue des Usines – 90000 BELFORT
- CTB BLONDEAU Ingénierie – 2 avenue du Général Sarrail – 90000 BELFORT
- DEKRA Conseil HSE – 5 rue de Chatillon – 25048 BESANCON
- BUREAU VERITAS – Parc des Collines – 2 avenue de Strasbourg – 68350 DIDENHEIM
- APAVE ALSACIENNE SAS – 6 rue du Rhône – 90000 BELFORT
- ACE BTP – ZI rue Lavoisier – BP 50 – 52800 NOGENT

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- BUREAU VERITAS – 21B rue A. Briand – 90300 OFFEMONT
- CABETE Façades – 44 Grande Rue – 90400 TREVENANS
- ELYFEC – 29 rue Condorcet – 38093 VILLEFONTAINE
- PMM Sarl – 6 rue M. Melloni – 39100 DOLE
- AUBRY Jacky – 395 Chemin Neuf – 88410 SAINT JULIEN
- PORTAKABIN – Rue de Hollande – 67230 BENFELD
- PETRACCA David – 5 rue du Moulin – 90700 CHATENOIS LES FORGES
- REGIE DE QUARTIER DES RESIDENCES – 36 rue L. Blum – 90000 BELFORT
- VENINI – 62 rue de la Croix du Tilleul – 90000 BELFORT
- CARUSO – ZAC des Saules – 90400 BOTANS
- IDE – 43 rue Villedieu – BP 56 – 25701 VALENTIGNEY Cedex

➤ l'offre de l'entreprise CTB BLONDEAU Ingénierie est apparue économiquement la plus avantageuse,

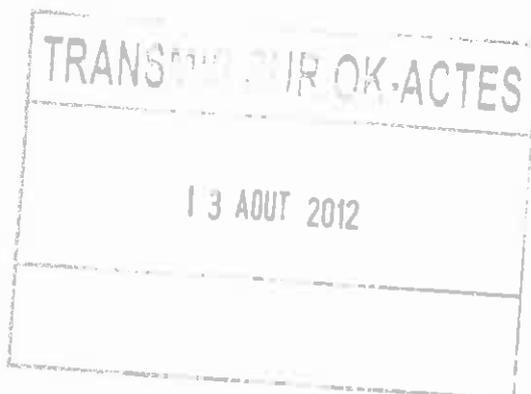
ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de coordination SPS à procédure adaptée avec la société CTB BLONDEAU Ingénierie – 2 avenue du Général Sarrail – 90000 BELFORT pour la rénovation de trois groupes scolaires à Belfort – mission SPS catégorie II.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 2 mois pour la phase conception à compter du 1<sup>er</sup> mai 2012 et 18 mois pour la phase réalisation à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

**Article 3 :** La somme à engager est de 6.064,00 € HT, soit 7.252,54€ TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 10 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,

Francine GALLIEN



|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet : Maintenance Infrastructures – marché public de travaux à procédure adaptée avec la société SA ABC DIFFUSION – Jeux et mobilier urbain HAGS – Zone de la Houche – 70240 MAILLERONCOURT CHARETTE**

**Opération : 12V198 – Aménagement de l'aire de jeux place Saget (déplacement de jeux et mise en place de sol amortissant)**

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

**TRANSMIS SUR OK-ACTES**

**VU 20 AOUT 2012**

⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 20 juillet 2012 pour publication sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - LUDOPARC – 7-9 rue des Champs Pourgons – 92230 GENNEVILLIERS
  - SA ABC DIFFUSION – Jeux et mobilier urbain HAGS – Zone de la Houche – 70240 MAILLERONCOURT CHARETTE

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- MIROLO – 44 rue Folz – 90000 BELFORT
- HUSSON International – Route de l'Europe – 68650 LAPOUTROIE
- ISS Espaces Verts – 99 rue Beucler – 90500 BEAUCOURT
- TRANSALP – 179 Route de Faverges – 38470 L'ALBENC
- EPSL – 173 rue du Maréchal Foch – 67380 LINGOLSHEIM
- LE SAVOIR VERT – 24 rue de Belfort – 90800 BAVILLIERS

➤ l'offre de l'entreprise SA ABC DIFFUSION est apparue économiquement la plus avantageuse,

ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée avec la société SA ABC DIFFUSION – Jeux et mobilier urbain HAGS – Zone de la Houche – 70240 MAILLERONCOURT CHARETTE pour l'aménagement de l'aire de jeux place Saget (déplacement de jeux et mise en place de sol amortissant).

**Article 2** : Ledit marché est conclu à compter de sa notification jusqu'au 28 septembre 2012.

**Article 3** : La somme à engager est de 23.382,70 € HT, soit 27.965,71 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

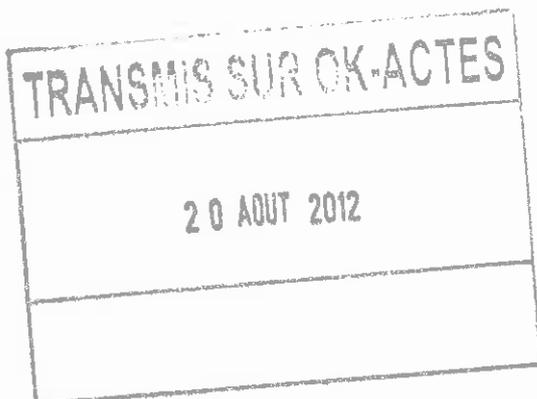
20 AOUT 2012

Belfort, le

Pour le Maire,  
La Conseillère Municipale déléguée,



Marie-Claude BEURET



|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

GW

**Objet** : Direction des Affaires juridiques - Marché de prestation de services à procédure adaptée avec SEBAN & Associés - SCP d'Avocats - 262 boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS

**Opération** : Mission d'assistance juridique pour l'examen du traité de concession de la distribution publique de gaz sur la commune de Belfort - 11V240

**Nous, Maire de la Ville de Belfort**

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 73.06.

**CONSIDERANT**

- La publication sur le site Internet de la ville de Belfort en date du 16/04/2012,
- que les prestataires suivants ont répondu à notre consultation :
  - RAVETTO Associés - 6 rue de la Michodière - 75002 PARIS
  - SCP SEBAN et associés - 282 Boulevard Saint Germain - 75007 PARIS
  - AEC - 18 rue de la Pépinière - 75008 PARIS
- que les prestataires suivants, qui ont retiré un dossier, n'ont pas répondu :
  - Selard HUGLO LEPAGE & Associés - 40 rue de Monceau - 75008 PARIS
  - BIGNON LEBRAY - 14 rue Pergolèse - 75116 PARIS
  - LLC et Associés - Parc de Valgora - L'impérial B - 83160 La VALETTE du VAR
  - STENPRO - 13 route de Dambenois - 25600 NOMMAY
  - SCRIBE - rue Jean Bart - 31670 LABEGE

## ARRÊTÉ DU MAIRE

|                       |
|-----------------------|
| PARTEMENT             |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

- l'offre de la SCP SEBAN et associés est apparue économiquement la plus avantageuse,

## ARRETONS

**Article 1<sup>er</sup>** : Il sera conclu un marché à procédure adaptée avec la SCP SEBAN et associés pour une mission d'assistance juridique pour l'examen du traité de concession de la distribution publique de gaz sur la commune de Belfort.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de :

- pour la tranche ferme : 1 mois
- pour la tranche conditionnelle : 8 mois

à compter de sa notification à l'attributaire.

**Article 3** : La somme à engager est de :

| Tranche                   | Montant HT         | Montant TTC        |
|---------------------------|--------------------|--------------------|
| Tr. Ferme : Ferme         | 10.800,00 €        | 12.916,80 €        |
| Tr. Conditionnelle        | 13.200,00 €        | 15.787,20 €        |
| Montant total du marché : | <b>24.000,00 €</b> | <b>28.704,00 €</b> |

qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 27 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'Adjointe déléguée,



Francine GALLIEN



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet :** DSU/Direction de la Politique de la Ville – Marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société TRAJECTOIRES REFLEX – 91 avenue Berthelot – 69007 LYON

**Opération :** 12V138 – Accompagnement de la phase diagnostique dans le cadre de l'élaboration du projet de service Jeunesse de la Ville de Belfort.

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 70.02

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 6 juin 2012 pour publication sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - ENO/ENEIS Conseil – 39 rue de Châteaudun – 75009 PARIS
  - Michel QUIOT CONSULTANTS – Hôtel de Retz – 9 rue Charlot – 75003 PARIS
  - ACEIF.ST – 14 rue de l'Yser – 67000 STRASBOURG
  - TRAJECTOIRES REFLEX – 91 avenue Berthelot – 69007 LYON
  - CALIA CONSEIL – 24 rue Michal – 75013 PARIS

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- KPMG – 3 avenue de Chalon les Chavanne – 71380 SAINT MARCEL
- CEEF – 40 rue Mauconseil – 75001 PARIS
- CEBEA-TOSHIBA Service – 14 rue de l'Industrie – 67404 FEGERSHEIM
- ARGOS – BP 1523 – 38025 GRENOBLE Cedex 1
- GESTE – 113 rue Saint Maur – 75011 PARIS
- ALGOE – 9Bis route de Champagne – 69134 ECULLY Cedex

➤ l'offre de l'entreprise TRAJECTOIRES REFLEX est apparue économiquement la plus avantageuse,

### ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société TRAJECTOIRES REFLEX – 91 avenue Berthelot – 69007 LYON pour l'accompagnement de la phase diagnostique dans le cadre de l'élaboration du projet de service Jeunesse de la Ville de Belfort.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de :

| N° | Phases                                                                | Délai d'exécution |
|----|-----------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Travail avec les gens sur les pratiques                               | 4 semaines        |
| 2  | Restitution/projection en regroupement de tous les agents             | 2 semaines        |
| 3  | Travail avec les agents sur les publics                               | 4 semaines        |
| 4  | Echange avec l'encadrement et la Direction des Ressources Humaines    | 2 semaines        |
| 5  | Restitution à l'issue des échanges en regroupement de tous les agents | 3 semaines        |
| 6  | Formalisation d'un diagnostic écrit                                   | 3 semaines        |

*La date prévisionnelle de démarrage des prestations est le 1<sup>er</sup> septembre 2012 à compter de l'ordre de service à l'attributaire.*

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CAN'TON                      |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Article 3** : La somme à engager est de :

| N°    | Phases                                                                | Montant H.T. € | Montant T.T.C € |
|-------|-----------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|
| 1     | Travail avec les gens sur les pratiques                               | 1.725,00       | 2.063,10        |
| 2     | Restitution/projection en regroupement de tous les agents             | 1.475,00       | 1.764,10        |
| 3     | Travail avec les agents sur les publics                               | 2.012,50       | 2.406,95        |
| 4     | Echange avec l'encadrement et la Direction des Ressources Humaines    | 785,00         | 938,86          |
| 5     | Restitution à l'issue des échanges en regroupement de tous les agents | 1.475,00       | 1.764,10        |
| 6     | Formalisation d'un diagnostic écrit                                   | 4.275,00       | 5.112,90        |
| Total |                                                                       | 11.747,50      | 14.050,01       |

qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 27 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,



Céline RAIGNEAU



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Maintenance Bâtiment – Marché public de maîtrise d'oeuvre à procédure adaptée avec le groupement conjoint Jean-Christophe MURINGER Architecte (mandataire)/ ENERTION – 45 rue du Magasin – 90000 BELFORT

**Opération :** 11V123 – Maîtrise d'œuvre pour la construction d'une piscine enterrée à l'Étang des Forges – avenant n° 2 modifiant le groupement de Maîtrise d'œuvre.

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 71.03

**CONSIDERANT**

- le montant du marché de maîtrise d'œuvre attribué au groupement conjoint MURINGER/ENERTION, à hauteur de 31 350.00 € H.T,

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- le jugement du Tribunal de Commerce de Roubaix/Tourcoing du 19 juin 2012 prononçant la liquidation judiciaire de la société ENERTION,
- la nature des prestations restant à réaliser, qui seront exécutées par le Cabinet MURINGER.

ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un avenant n°2 au marché public de maîtrise d'oeuvre à procédure adaptée avec le cabinet Jean-Christophe MURINGER Architecte – 45 rue du Magasin – 90000 BELFORT pour la maîtrise d'oeuvre pour la construction d'une piscine enterrée à l'Etang des Forges.

**Article 2** : Ledit avenant est conclu à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'achèvement des prestations concernées.

**Article 3** : La somme à engager est de 31 350.00 € HT, soit 37 494.60 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 28 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,



Francine GALLIEN



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Environnement – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec les sociétés :

- APAVE Alsacienne – Agence d'Epinal – 16 Quai Michelet – 88025 EPINAL Cedex
- ECOGEOS Sarl – 5 rue du Jeu de Paume – 62000 ARRAS

**Opération :** 12V156 – Réalisation de campagnes d'analyses de bâtiments et sites municipaux :

- lot 1 : Suivi réglementaire des bâtiments communaux
- lot 2 : Suivi réglementaire de l'ancienne décharge municipale du Bois-Joli

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 71.03

### **CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 15 juin 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - CARSO – 321 avenue J. Jaurès – 69362 LYON Cedex 07
  - APAVE Alsacienne – Agence d'Epinal – 16 Quai Michelet – 88025 EPINAL Cedex
  - ECOGEOS Sarl – 5 rue du Jeu de Paume – 62000 ARRAS
  
- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - GALIZA – 77 rue A. Briand – 90300 OFFEMONT
  - ANTEA – 15 rue du Tanin – BP 312 – 67834 TANNERIES Cedex
  - BUREAU ALPES CONTROLES – 27 rue Becquerel – 90000 BELFORT
  - BUREAU VERITAS – 2a avenue de Strasbourg – 68350 DIDENHEIM
  - CAR – 76 route du Rhin – 67411 ILLKIRCH
  - INGEDIA – 2 rue des Entrepreneurs – 90000 BELFORT
  - GEBOA – 6 rue en Rosey – 21850 SAINT APOLLINAIRE
  
- l'offre de l'entreprise APAVE pour le lot 1 : suivi réglementaire des bâtiments communaux est apparue économiquement la plus avantageuse, et seule la société ECOGEOS pour le lot 2 : suivi réglementaire de l'ancienne décharge municipale du Bois Joli a répondu à notre consultation, néanmoins, son offre est apparue économiquement avantageuse pour la ville,

### ARRÊTONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec les sociétés :

- APAVE Alsacienne – Agence d'Epinal – 16 Quai Michelet – 88025 EPINAL Cedex
- ECOGEOS – 5 rue du Jeu de Paume – 62000 ARRAS

pour la réalisation de campagnes d'analyses de bâtiments et sites municipaux :

- lot 1 : suivi réglementaire des bâtiments communaux
- lot 2 : suivi réglementaire de l'ancienne décharge municipale du Bois Joli

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification à l'attributaire. Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

|                        |
|------------------------|
| DEPARTEMENT            |
| •Territoire de Belfort |
| CANTON                 |
| COMMUNE                |
| Ville de Belfort       |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Article 3** : La somme à engager est de :

| Lots                                                                          | Minimum H.T.<br>€ | Maximum H.T.<br>€ |
|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Lot n° 1 : Suivi réglementaire des bâtiments communaux                        | 5.000,00          | 50.000,00         |
| Lot n° 2 : Suivi réglementaire de l'ancienne décharge municipale du Bois Joli | 5.000,00          | 15.000,00         |
| Total                                                                         | 10.000,00         | 65.000,00         |

qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 28 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,



Céline RAIGNEAU



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet :** Environnement – Marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société IRH Ingénieur Conseil – 140 rue du Logelbach – 68000 COLMAR

**Opération :** 12V137 – Récupération des eaux pluviales dans les bâtiments communaux – Etude diagnostique et de faisabilité.

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjoints et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 70.04

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 6 juin 2012 pour publication sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - SAFEGE Direction déléguée Est – Agence de Dijon – 4 rue du Cap Vert – 21800 QUETIGNY
  - LYONNAISE DES EAUX PRO EST – 17 rue G. de Place – BP 50098 - Vieux-Thann – 68800 THANN
  - IRH Ingénieur Conseil – 140 rue du Logelbach – 68000 COLMAR

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

## ARRÊTÉ DU MAIRE

- ESPACE DE VIE INGENIERIE (EVI) – 33 avenue Pasteur – BP 9 – 70250 RONCHAMP

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- POYRY – 4 Chemin Ermitage – 25000 BESANCON
- MSE – 60F Avenue du 14 Juillet – 21300 CHENOVE
- ELIGEO – 19 Bd Poissonnière – 75002 PARIS
- SOGREA – 9B rue Parc – 67205 OBERHAUSBERGEN
- ANTEA – 15 rue du Tanin – BP 312 – 67834 TANNERIES Cedex
- WAVIN – ZI La Feuillouse – 03150 VARENNES SUR ALLIER
- INGEDIA – 2 rue des Entrepreneurs – 90000 BELFORT
- JULLIARD – 4 rue Pegoud – 90000 BELFORT
- BLONDEAU Ingénierie – 30 avenue Villarceau – 25000 BESANCON
- AB Support – 1 passage R. et A. Gerige – 21000 DIJON
- BURGEAP – 13 rue du Parc – 67205 OBERHAUSBERGEN

➤ l'offre de l'entreprise IRH Ingénieur Conseil est apparue économiquement la plus avantageuse,

### ARRETONS

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de prestations intellectuelles à procédure adaptée avec la société IRH Ingénieur Conseil – 140 rue du Logelbach – 68000 COLMAR pour la récupération des eaux pluviales dans les bâtiments communaux – Etude diagnostique et de faisabilité.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de :

| N° | Phases                                                              | Délai d'exécution |
|----|---------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Diagnostic des pratiques et évaluation du potentiel de récupération | 3 mois            |
| 2  | Détermination du scénario d'implantation                            | 2 mois            |
| 3  | Faisabilité techniques d'implantation des systèmes de récupération  | 6 mois            |

*à compter de l'ordre de service à l'attributaire.*

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Article 3** : La somme à engager est de :

| Phases |                                                                     | Montant<br>H.T. € | Montant<br>T.T.C € |
|--------|---------------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------|
| 1      | Diagnostic des pratiques et évaluation du potentiel de récupération | 7.500,00          | 8.970,00           |
| 2      | Détermination du scénario d'implantation                            | 9.100,00          | 10.883,60          |
| 3      | Faisabilité techniques d'implantation des systèmes de récupération  | 8.100,00          | 9.687,60           |
| Total  |                                                                     | 24.700,00         | 29.541,20          |

qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

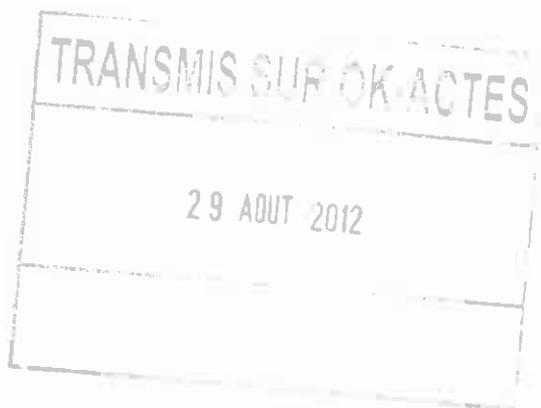
**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 29 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,



Céline RAIGNEAU



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| ANTENN                       |
| COMMUNE                      |
| <b>CTVille de Belfort</b>    |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Objet :** Centre Technique Municipal – Marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société DESAUTEL – 2 rue R. Schuman – 25410 SAINT VIT

**Opération :** 12V166 – Vérification annuelle des extincteurs et réseaux d'incendie armes des bâtiments de la Ville de Belfort.

**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 80.03

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 2 juillet 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - DID SECURITE – 21 rue Kleinfeld – 68360 SOULTZ
  - EST SECURITE INCENDIE – 7 Impasse Bliss – 25490 FESCHES LE CHATEL
  - DESAUTEL – 2 rue R. Schuman – 25410 SAINT VIT
  - UTC FIRE & SECURITY SERVICES – Agence de Strasbourg – Rue du Pont du Péage – Bat. E – 67118 GEISPOLSHHEIM
  - BELFORT PROTECTION INCENDIE – 1 rue du Cimetière – 90100 CHAVANNES LES GRANDS
  - PROTECT SECURITE – 18-22 rue d'Arras – B6 – 92000 NANTERRE
  - 3 PROTECTION – 41 rue Fontaine Saint Martin – 10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
  - IPS INCENDIE PROTECTION SECURITE – BP 22 – Bd J. Moulin – 21800 CHEVIGNY SAINT SAUVEUR Cedex

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - ISOGARD – 2 Bis Avenue J. Moulin – 90000 BELFORT
  - CARON SECURITE – 13A rue G. de Place – 68800 VIEUX THANN
  - BUREAU ALPES CONTROLES – Techn'hom 1 – 27 rue Becquerel – 90000 BELFORT
  - DUMONT SECURITE – 142 avenue de la Libération – 01500 AMBERIEU EN BUGEY
  - SONOREST – 7 rue J. Daguerre – 68000 COLMAR
  - QUALICONSULT EXPLOITATION – Parc de Crecy – 4 rue CLAUDE C – 69771 SAINT DIDIER AU MONT D'OR Cedex
  
- l'offre de l'entreprise DESAUTEL est apparue économiquement la plus avantageuse,

**ARRETONS**

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société DESAUTEL – 2 rue R. Schuman – 25410 SAINT VIT pour la vérification annuelle des extincteurs et réseaux d'incendie armes des bâtiments de la Ville de Belfort.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification à l'attributaire.

Le marché peut être reconduit pour une période de 1 an.

**Article 3 :** La somme à engager est de :

|                      |           |
|----------------------|-----------|
| Seuil minimum H.T. € | 15.000,00 |
| Seuil maximum H.T. € | 40.000,00 |

qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 29 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,

*Michele-Alice FAIVRE*  
Michele-Alice FAIVRE



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

CT

**Objet : Maintenance Bâtiments – Marché public de maîtrise d'oeuvre à procédure adaptée avec le groupement solidaire LANZINI Patrick (mandataire)/ESPACE INGB/ENEBAT THERMIQUE/ENEBAT – 18 rue A. Camus – 90000 BELFORT**

**Opération : 12V126 – Extension de la Maison de Quartier L. Berche – maîtrise d'oeuvre**

TRANSMIS SUR OK-ACTES

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

- 3 SEP. 2012

VU

⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

⇒ le code de la nomenclature n° 71.01

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 5 juin 2012 pour publication au BOAMP, et sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :

- BAAM ARCHITECTURE/SBE – 18 rue L. Pasteur – 68100 MULHOUSE
- LANZINI Patrick/ESPACE INGB/ENEBAT THERMIQUE/ENEBAT – 18 rue A. Camus – 90000 BELFORT

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

➤ que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- GALIZA – 77 rue A. Briand – 90300 OFFEMONT
- WIANNI Fabrice – 1 rue de Stotzheim – 67230 KERTZFIELD
- BEGE – 1Bd R. de Bourgogne – 90000 BELFORT
- LOMBARDINI Myriam – 18 rue A. Camus – 90000 BELFORT
- Cabinet HBI – 6 rue du Rhône – 90000 BELFORT
- SOLMON – 16 rue C. Lalance – 25200 MONTBELIARD
- PLAN LIBRE – 2a rue des Mineurs – 67000 STRASBOURG
- INGEDIA – 2 rue des Entrepreneurs – 90000 BELFORT
- D. TEMPESTA – 24 rue Bersot – 25000 BESANCON
- AEA ARCHITECTES – 15 Allée Gluck – 68069 MULHOUSE Cedex
- ID + INGENIERIE – 21 rue des Canadiens – 76420 BIHOREL
- AIC INGENIERIE – 2 route d'Epinal – 25480 ECOLE VALENTIN
- BLONDEAU Ingénierie – 30 Avenue Villarceau – 25000 BESANCON
- GEST'Energie – 25350 MANDEURE
- IDE – 43 rue Villedieu – BP 56 – 25701 VALENTIGNEY Cedex

➤ l'offre du groupement LANZINI (mandataire)/ESPACE INGB/ENEBA/ENEBA Thermique est apparue économiquement la plus avantageuse.

TRANSFERTS D'ACTES  
ARRETONS - 3 SEP. 2012

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de maîtrise d'oeuvre à procédure adaptée avec le groupement solidaire LANZINI (mandataire)/ESPACE INGB/ENEBA/ENEBA Thermique pour l'extension de la Maison de Quartier L. Berche.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 13 semaines pour la phase étude à compter de l'ordre de service au titulaire et jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux pour la phase travaux.

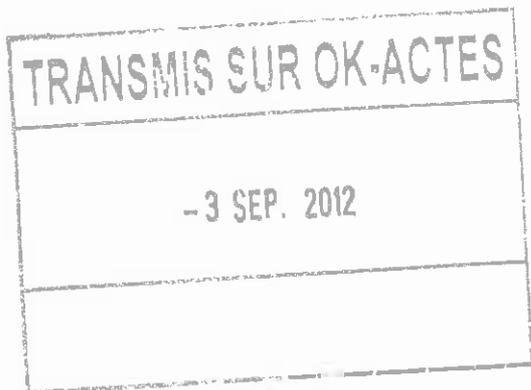
| Code | Délai      |
|------|------------|
| APS  | 2 semaines |
| APD  | 2 semaines |
| PRO  | 3 semaines |
| DCE  | 2 semaines |
| DOE  | 2 semaines |
| DIA  | 2 semaines |
| EXE  | 2 semaines |

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Article 3** : Le forfait provisoire de rémunération est de 12.366,00 € HT, soit 14.789,74 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



- 3 SEP. 2012

Belfort, le

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

Olivier PREVOT

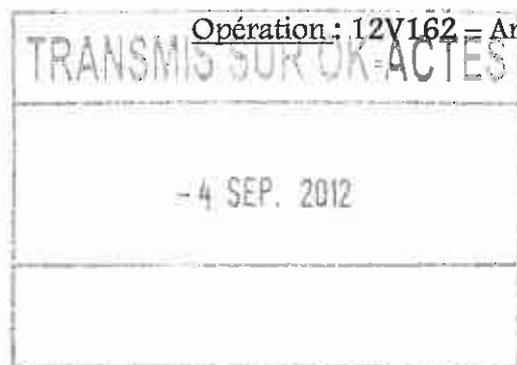


|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet : Direction des Opérations Nouvelles – Marché public de travaux à procédure adaptée avec la société COLAS Est – Route Nationale 83 – 90150 EGUENIGUE**



**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- la consultation écrite du 20 juin 2012, réalisée par la Direction des Opérations Nouvelles auprès des entreprises :
  - COLAS Est – Route Nationale 83 – 90150 EGUENIGUE
  - TRANSPORTS TOUS TRAVAUX – 1 rue des Hauts-Vergers – 90130 MONTREUX CHATEAU
  - CAVALLI – 7 rue des Aliziers – 90160 PEROUSE
- Que les trois entreprises ont répondu à la consultation,

|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- Que l'offre de l'entreprise COLAS est apparue économiquement la plus avantageuse,

ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché public de travaux à procédure adaptée avec la société COLAS Est – Route Nationale 83 – 90150 EGUENIGUE pour l'aménagement d'une plateforme pour parking sur le site du Fort Hatry à Belfort.

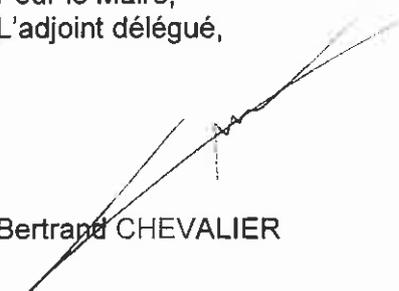
**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une durée de 1 mois à compter de sa notification à l'attributaire.

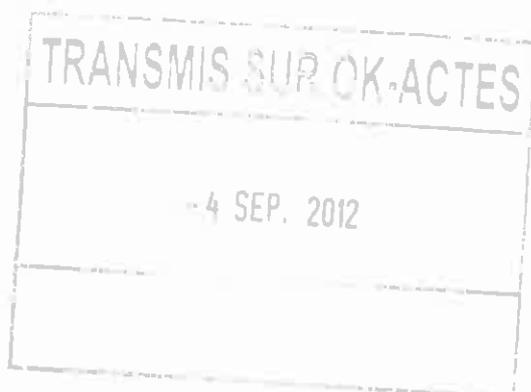
**Article 3** : La somme à engager est de 67.234,70 € HT, soit 80.412,70 € TTC qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 04 SEP. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

  
Bertrand CHEVALIER



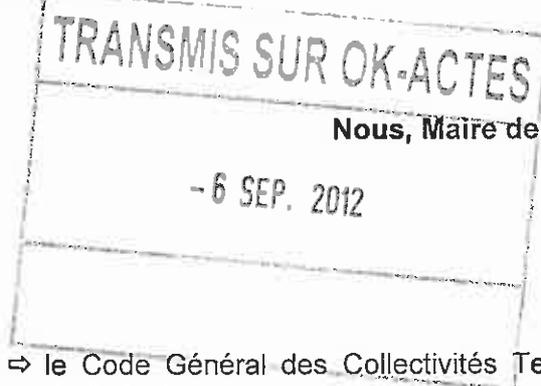
|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

CT

**Objet :** Maintenance Bâtiments – Marché public de maîtrise d’œuvre à procédure adaptée avec le groupement conjoint R. DUPLAT (mandataire)/Cabinet ECOVI – 11 Quater bd Beaumarchais – 78330 FONTENAY LE FLEURY

**Opération :** 12V129 – Maîtrise d’œuvre relative aux travaux de restauration de l’école J. Heidet à Belfort.



⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,

⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

⇒ le code de la nomenclature n° 71.01

**CONSIDERANT**

➤ l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 15 juin 2012 pour publication au BOAMP, ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,

➤ que les candidats suivants ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :

- GALIZA – 77 rue A. Briand – 90300 OFFEMONT
- Agence M. LOMBARDINI – 18 rue A. Camus – 90000 BELFORT
- Cabinet HBI – 6 rue du Rhône – 90000 BELFORT
- BAAM – 6 place de la Concorde – 68100 MULHOUSE
- GALLOIS CURIE ATELIER DE PAYSAGE – 3 Rue du Stauffen - 68000 COLMAR

|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

- INGEDIA – 2 rue des Entrepreneurs – 90000 BELFORT
- P. KOCH – 6 avenue du 8<sup>e</sup> RH – 68130 ALTKIRCH
- AEA – 15 Allée Gluck – BP 2299 – 68069 MULHOUSE Cedex
- BLONDEAU Ingénierie – 30 avenue Villarceau – 25000 BESANCON
- Atelier D&B – 31 Bd d'Anvers – 67000 STRASBOURG
- M2BPO – 19 Bis rue de Bazinghien – 59000 LILLE

➤ que seul le groupement conjoint R. DUPLAT/Cabinet ECOVI a répondu à notre consultation, néanmoins, son offre est apparue économiquement avantageuse pour la ville,

**ARRETONS**

**Article 1er :** Il sera conclu un marché public de maîtrise d'oeuvre à procédure adaptée avec le groupement conjoint R. DUPLAT (mandataire)/Cabinet ECOVI pour les travaux de restauration de l'école J. Heidet à Belfort.

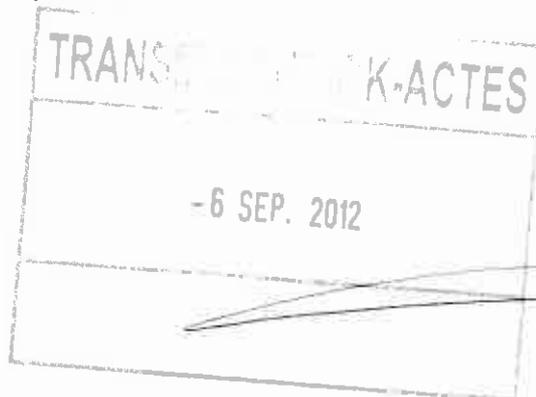
**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de 5 mois pour la phase étude à compter de la date de réception de la notification par le titulaire et jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux pour la phase travaux.

**Article 3 :** Le forfait provisoire de rémunération est de :

| Tranches                 | Montant H.T. € | Montant T.T.C € |
|--------------------------|----------------|-----------------|
| Tranche ferme            | 8.540,00       | 10.213,84       |
| Tranche conditionnelle 1 | 10.960,00      | 13.108,16       |
| Total                    | 19.500,00      | 23.322,00       |

Les sommes à engager seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le - 6 SEP. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Robert BELOT

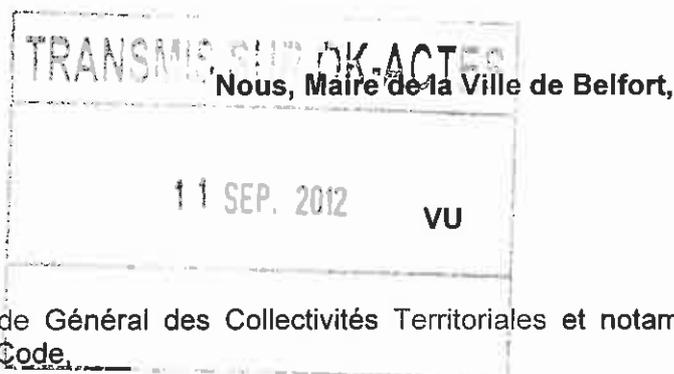
|                              |
|------------------------------|
| DÉPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
|                              |
| COMMUNE                      |
| Ville de Belfort             |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

SW

**Objet :** Service des Sports - Marché de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société ESPACE VERTICAL - 106 rue Briand - 90300 OFFEMONT

**Opération :** 12V154 - Fourniture et pose de poteaux et filets de badminton pour les gymnases de la Ville de Belfort



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- ⇒ le code de la nomenclature n° 27.01,

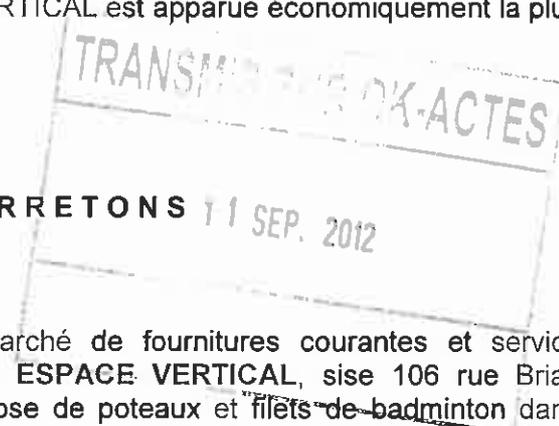
**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 15 juin 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont répondu à notre consultation :
  - ESPACE VERTICAL - 106 rue Briand - 90300 OFFEMONT
  - ATOUT SPORT - CASAL SPORT - Agence de Strasbourg - 1 rue Blériot ZAC Activeum - 67120 ALTORF
  - MARTY SPORTS - Route de la Meignanne - 49370 ST CLEMENT DE LA PLACE
  - SATD - ZA rue Creuse Fontaine - 67130 RUSS

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier mais n'ont pas répondu :
  - EKIPESOL - 106 avenue Henri Ginoux – 92120 MONTROUGE
  - SPORTFRANCE - Lieu dit Les Murets – 60820 BORAN
  
- l'offre de l'entreprise ESPACE VERTICAL est apparue économiquement la plus avantageuse,



**Article 1er :** Il sera conclu un marché de fournitures courantes et services à procédure adaptée avec la société **ESPACE VERTICAL**, sise 106 rue Briand à Offemont, pour la fourniture et la pose de poteaux et filets de badminton dans les gymnases de la Ville de Belfort.

**Article 2 :** Ledit marché est conclu pour une durée de **8 jours** à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations.

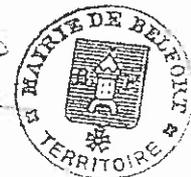
**Article 3 :** La somme à engager est de 19 400,00 € HT, soit **23 202,40 € TTC** qui sera imputée sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.

11 SEP. 2012

Belfort, le

Pour le Maire,  
L'adjointe déléguée,



Jacqueline GUIOT

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

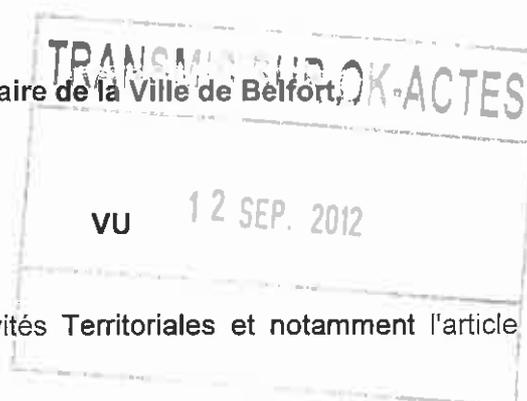
ARRÊTÉ DU MAIRE

SW

**Objet :** Service Maintenance Infrastructures - Marché de travaux à procédure adaptée avec la société NICOLETTA PHILIPPE - 4 avenue Oscar Ehret - 90300 VALDOIE

**Opération :** 12V181 - Protection anti-corrosion des garde-corps fonte des murs de quai de la Savoureuse

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 22 mars 2012, modifiant celles des 31 mars et 27 juin 2008, portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT, aux Adjointes et aux conseillers municipaux ayant reçu délégation en ce sens, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées définis à l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- ⇒ le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,

**CONSIDERANT**

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé le 17 juillet 2012 pour publication au BOAMP, sur le site Internet du Moniteur ainsi que sur le site Internet de la Ville de Belfort,
- que les entreprises suivantes ont retiré un dossier durant la consultation :
  - NICOLETTA PHILIPPE - 4 avenue Oscar Ehret - 90300 VALDOIE
  - CABETE FACADES - 44 grande rue - 90400 TREVENANS
  - REGIE DE QUARTIER DES GLACIS - 3 rue Parant - 90000 BELFORT
- que seule la société NICOLETTA PHILIPPE a répondu à notre consultation, néanmoins, son offre est apparue économiquement avantageuse pour la ville,

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

**Article 1er** : Il sera conclu un marché de travaux à procédure adaptée avec la société NICOLETTA PHILIPPE, sise 4 avenue Oscar Ehret à VALDOIE, pour la protection anti-corrosion des garde-corps fonte des murs de quai de la Savoureuse.

**Article 2** : Ledit marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché.

Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

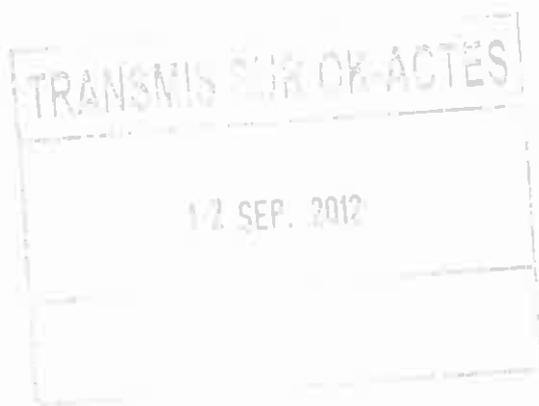
**Article 3** : Le montant des commandes pour la période initiale du marché est défini entre les seuils suivants :

|                    |           |       |
|--------------------|-----------|-------|
| Seuil minimum H.T. | 5 000,00  | Euros |
| Seuil maximum H.T. | 20 000,00 | Euros |

Les seuils seront identiques pour chaque période de reconduction.

Les sommes à engager dans le cadre du marché à bon de commandes seront imputées sur les crédits de l'exercice en cours.

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 12 SEP. 2012

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,



Bertrand CHEVALIER

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

MAI/DH/2012-

**Objet :** *Convention mise à disposition de l'Atelier Vélo, site Bartholdi-Londres, sis 10 rue de Londres, à BELFORT à l'Association Le Maillon Solidaire*

**Nous, Maire de la Ville de BELFORT**

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, alinéa 5 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT pour les matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**ARRÊTONS**

Article 1er : La Ville de Belfort met à disposition, les locaux de l'Atelier Vélo, Site Bartholdi-Londres, sis 10 rue de Londres à BELFORT, à l'Association Le Maillon Solidaire

Article 2 : La convention de mise à disposition est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> mai 2012. Elle est renouvelable par tacite reconduction d'année en année sans pouvoir excéder 12 ans.

Article 3 : Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, y compris les charges et les impôts.

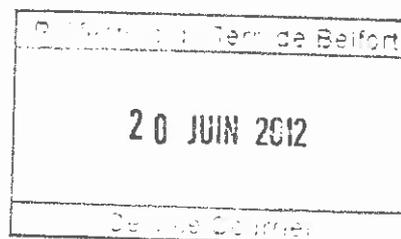
Article 4 : Ces locaux sont destinés aux activités de l'Association.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Municipale sont chargés de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 19 JUIN 2012

Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,

  
Maurice SCHWARTZ



|                              |
|------------------------------|
| DEPARTEMENT                  |
| <b>Territoire de Belfort</b> |
| CANTON                       |
| COMMUNE                      |
| <b>Ville de Belfort</b>      |

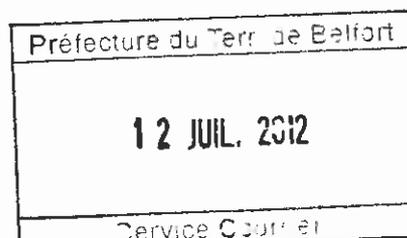
DAJ/CG/2012-10

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

***Objet : Salle de Danse Rue de Varsovie  
Mise à disposition à titre précaire et provisoire à l'Association Départementale  
des FRANCAS du Territoire de Belfort***

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***

VU



- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, alinéa 5 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT pour les matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**ARRETONS**

***Article 1er*** : La Ville de Belfort donne en location, à titre précaire et provisoire à l'Association Départementale des FRANCAS du Territoire de Belfort, la salle de danse située Rue de Varsovie à Belfort.

***Article 2*** : La mise à disposition est réalisée dans les conditions fixées par la convention signée entre les parties.

***Article 3*** : Les lieux mis à disposition sont exclusivement destinés à des séances d'initiation au hip-hop et à la salsa.

***Article 4*** : La convention de location est consentie et acceptée à titre gratuit pour les 9, 10, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 24, 26, 27, 30, 31 juillet et 3 août 2012.

***Article 5*** : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort Ville sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Belfort, le **11 JUL. 2012**

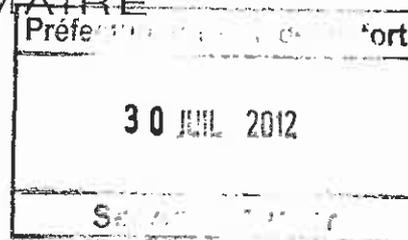
Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,

  
Maurice SCHWARTZ



|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE



DAJ/AF/2012-11

**Objet : Locaux du site Prévert, faubourg de Lyon à Belfort  
Mise à disposition au Conseil Général du Territoire de Belfort**

*Nous, Maire de la Ville de Belfort*

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, alinéa 5 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT pour les matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**ARRETONS**

Article 1er : La Ville de Belfort met à disposition du Conseil Général du Territoire de Belfort, dans le cadre de l'extension du collège Léonard de Vinci, les locaux du site Prévert ainsi que le foncier lié.

Article 2 : La mise à disposition est réalisée dans les conditions fixées par la convention signée entre les parties.

Article 3 : Les lieux mis à disposition sont exclusivement destinés à une fonction d'enseignement.

Article 4 : La convention de location est consentie et acceptée à titre gratuit. Elle prendra fin dès lors que les locaux changeraient de destination.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort Ville sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Belfort, le 26 JUIL, 2012

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,

  
Maurice SCHWARTZ

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
|                       |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

MA/DH/2012-

**Objet : Convention de mise à disposition de locaux du TENNIS, site du complexe sportif des Résidences, sis parc des Loisirs des Résidences à Bavilliers, à l'Association Sportive Municipale Belfortaine Tennis.**

**Nous, Maire de la Ville de BELFORT**

**VU**

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22, alinéa 5 dudit Code,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008 portant délégation d'attribution au Maire de BELFORT pour les matières définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**ARRÊTONS**

**Article 1er :** La Ville de Belfort met à disposition, les locaux du TENNIS, site du complexe sportif des Résidences, sis parc des Loisirs des Résidences à Bavilliers à l'Association Sportive Municipale Belfortaine Tennis.

**Article 2 :** La convention de bail est conclue pour l'année 2012. Elle est renouvelable par tacite reconduction annuelle sans pouvoir excéder 12 ans, soit le 31 décembre 2023.

**Article 3 :** Cette location est consentie à titre gratuit, les charges étant payées par le Preneur.

**Article 4 :** Ces locaux sont destinés aux activités de l'Association Sportive Municipale Belfortaine Tennis.

**Article 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Municipale sont chargés de l'application du présent arrêté.



Belfort, le 30 JUIL. 2012  
 Pour le Maire,  
 L'Adjoint délégué,

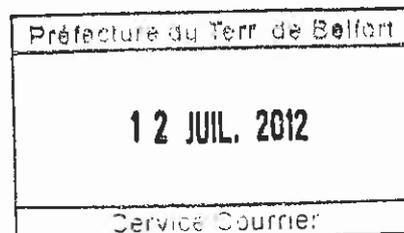
Maurice SCHWARTZ

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**Objet :** Direction de l'Action Culturelle. Tarification -  
Tarifs Municipaux pour 2012 – Additif.

Nous, Maire de la Ville de Belfort,



VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L 2122-22 alinéa 2 ;
- la délibération du Conseil Municipal en date du 24 mars 2001, accordant au Maire délégation pour l'ensemble des matières définies à l'article L.2122 - 22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal en date 2 décembre 2011 actualisant les droits et tarifs des services municipaux de la Ville de Belfort pour l'année 2012 ;

**ARRÊTONS**

**Article 1er.** – Dans le cadre de l'exposition « Bartholdi en Égypte et au Yémen », un catalogue est commercialisé au prix unitaire de :

- *Bartholdi en Égypte et au Yémen – 1855-1856, De la Vallée des Rois à l'Arabie heureuse,*  
au prix unitaire de \_\_\_\_\_ **24 €**

**Article 2.** – M. le Directeur Général des Services de la Ville et Mme la Trésorière Principale de Belfort-Ville sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application des présentes dispositions.

En Mairie, le **11 JUL. 2012**

Le Maire,



Étienne BUTZBACH

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTAMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

**OBJET : Finances - Création d'une régie de recettes temporaire auprès du Service Cérémonies et Animations de la Ville de Belfort pour l'encaissement de la vente de tickets dans le cadre des Rigolomanies 2012.**



**Nous, Maire de la Ville de Belfort,**

VU

Le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique et notamment l'article 18,

Le décret du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

L'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat et au montant de cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs,

Le décret n°2000-318 du 07 avril 2000 relatif à la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

L'instruction ministérielle du 21 avril 2006,

La délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 2008, accordant au Maire délégation pour l'ensemble des matières définies à l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

L'avis conforme de Madame la Trésorière de Belfort Ville en date du 22 juin 2012 ,

Considérant que dans le cadre des Rigolomanies les jeudis 19 et 26 juillet ainsi que les jeudis 2, 9, 16, 23 et 30 août 2012 la Ville de Belfort organise la vente de tickets d'entrées.

**ARRETONS**

**ARTICLE 1er.** – Il est institué une régie de recettes temporaire auprès du service Cérémonies et Animations de la Ville de Belfort place d'Armes à Belfort.

**ARTICLE 2** – La régie est installée à la maison du tourisme de Belfort et du Territoire de Belfort 2 bis rue Clemenceau durant la semaine et à la maison du peuple les jeudis aux horaires précédant les spectacles.

**ARTICLE 3** – La régie fonctionne du 09 juillet au 30 août 2012.

**ARTICLE 4** – La régie encaisse les produits de la vente de tickets sur la base d'une tarification de 5 euros la place, un tarif réduit de 2.50 euros est instauré sur présentation de la carte Passbelfort sur la base d'un ticket par titulaire de carte.

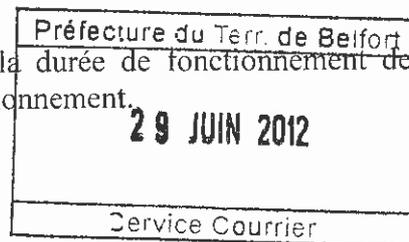
**ARTICLE 5.** – Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- numéraires,
- chèques.

**ARTICLE 6.** – Un fonds de caisse d'un montant de 200 € est mis à disposition du régisseur.

**ARTICLE 7.** - Le régisseur est tenu de verser au Trésorier de Belfort Ville le montant de l'encaisse ainsi que les justificatifs des opérations de recettes à raison d'au moins trois fois durant la manifestation et au plus tard les 6 août, 20 août ainsi que le 3 septembre pour la clôture de la régie.

**ARTICLE 9.** – Compte tenu de la durée de fonctionnement de la régie, le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement.



**ARTICLE 10.** – Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière de Belfort Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Belfort, le 28 JUN 2012

Le Maire,

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

DAJ/AF/2012-12

REPUBLIQUE FRANÇAISE

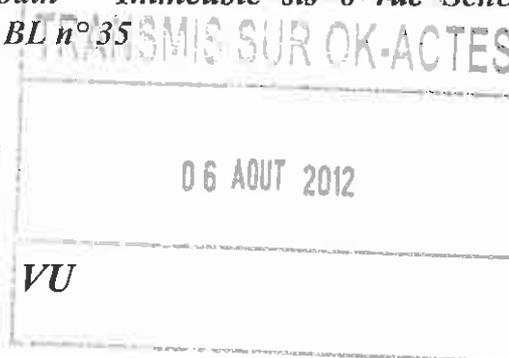
Liberté Égalité Fraternité

N° 121694

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Objet : Droit de préemption urbain – Immeuble sis 8 rue Scheurer Kestner , cadastré section BL n° 35**

***Nous, Maire de la Ville de Belfort***



- ⇒ les articles L 210-1 et suivants et R 213-8 (b) du Code de l'Urbanisme relatifs au droit de préemption urbain,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal en date du 20 décembre 2007 instituant à Belfort le droit de préemption urbain sur toutes les zones prévues par l'article L 211-1 du Code de l'urbanisme,
- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-22, 15° qui confère au Maire la possibilité d'exercer au nom de la commune les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme,
- ⇒ la délibération du Conseil Municipal du 31 mars 2008 donnant délégation à Monsieur le Maire pour exercer au nom de la commune le droit de préemption urbain,
- ⇒ l'arrêté du Maire n° 12.1426 du 6 juillet 2012 donnant, en l'absence de Monsieur Hubert BELZ, 5<sup>ème</sup> Adjoint, délégation de signature à Madame Céline RAIGNEAU, 6<sup>ème</sup> Adjointe, pendant la période du 30 juillet au 10 août 2012, pour le règlement des affaires concernant l'urbanisme, notamment dans le domaine des déclarations d'intention d'aliéner et droit de préemption,
- ⇒ le Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2007-2010 prorogé, notamment l'objectif réaffirmé de diversifier l'offre de logement et favoriser les mobilités résidentielles qui permet de réaliser de petites opérations de logement social dans le tissu diffus de la ville,
- ⇒ le Programme Local de l'Habitat du 13 décembre 2007 qui est en parfaite cohérence avec les actions définies par le Contrat Urbain de Cohésion Sociale,

|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

⇒ la déclaration d'intention d'aliéner n° 12 00165 reçue en Mairie le 12 juin 2012 de la mandataire, Maître Florence RIGOLLET, notaire, domiciliée 52, faubourg de Montbéliard à BELFORT (90004), pour un bien situé 8 rue Scheurer Kestner à BELFORT (90000), cadastré section BL n° 35, appartenant à la SCI 8 rue Scheurer Kestner, représentée par Monsieur Patrick ZANNOLFI, domicilié 28, rue des Maronniers, à PEROUSE (90160), pour un montant de 482 000 euros,

⇒ l'avis du Domaine, en date du 31 juillet 2012,

06 AOUT 2012

**CONSIDERANT**

- ◆ la politique menée par la Ville de Belfort en matière de lutte contre la relégation urbaine des territoires inscrite dans le Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2007-2010 prorogé, et notamment en matière de diversification de l'offre de logement,
- ◆ l'objectif fixé par le Programme Local de l'Habitat d'assurer la production annuelle de logements sociaux sur le territoire de la Ville de Belfort,
- ◆ la mise en vente de l'immeuble sis 8 rue Scheurer Kestner, à Belfort, cadastré section BL n° 35, ayant fait l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner n° 12 00165 reçue en date du 12 juin 2012, pour un montant de 482 000 euros,
- ◆ le projet, lié à ce bien, de réaliser une opération de logements sociaux,

**ARRETONS**

Article 1er : La Ville de Belfort exerce son droit de préemption urbain sur l'immeuble situé 8 rue Scheurer Kestner, à Belfort, cadastré section BL n° 35, d'une superficie de 242 m<sup>2</sup>, afin de réaliser une opération de logement social.

|                       |
|-----------------------|
| DÉPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

ARRÊTÉ DU MAIRE

Article 2 : L'acquisition s'effectuera aux prix et conditions de la DIA, soit au prix de 482 000 euros.

Article 3 : Le paiement du prix sera réalisé dans les conditions prévues par la réglementation.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de BESANCON dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort Ville sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Belfort, le - 6 AOUT 2012

Pour le Maire,  
L'Adjointe déléguée,

Céline RAIGNEAU



|                       |
|-----------------------|
| DEPARTEMENT           |
| Territoire de Belfort |
| CANTON                |
| COMMUNE               |
| Ville de Belfort      |

DAJ/CG/2012-09

AC 1204

## ARRÊTÉ DU MAIRE

**Objet :** *Contentieux – Tribunal Administratif de Besançon – Recours n° 1200054-1 – Décision de défendre – Désignation de l'avocat de la Ville*

**Le Maire de la VILLE DE BELFORT**

**VU**

⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L.2122-22 alinéa 16,

⇒ la délibération n° 08-46 du Conseil Municipal du 31 mars 2008, portant délégation générale donnée au Maire et aux Adjoints et Conseillers Municipaux ayant reçu délégation, en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDERANT**

⇒ que le 23 août 2010, des travaux de voirie étaient en cours, Rue de Zaporojie,

⇒ qu'une tranchée s'étendait sur toute la largeur de la voie publique,

⇒ qu'un usager de cette voie, circulant en motocyclette, a été victime d'une chute à cet endroit,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La VILLE DE BELFORT interviendra en défense dans le cadre du recours enregistré le 12 janvier 2012, sous la référence 1200054-1, au Greffe du Tribunal Administratif de Besançon, par lequel un usager recherche la responsabilité civile de la VILLE DE BELFORT. Ce dernier demande réparation du préjudice qu'il estime avoir subi à la suite de la chute dont il a été victime en motocyclette, le 23 août 2012, Rue de Zaporojie.

**Article 2 :** Me Catherine SUISSA, ayant son Cabinet 23, Rue de la Préfecture, à Besançon, mandatée par la SMACL, Assureur garantissant la responsabilité civile de la Ville, sera chargée de défendre les intérêts de la Ville, dans cette affaire, dans laquelle la C.P.A.M. de la Haute-Saône est également partie.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière du Centre des Finances Publiques de Belfort Ville sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

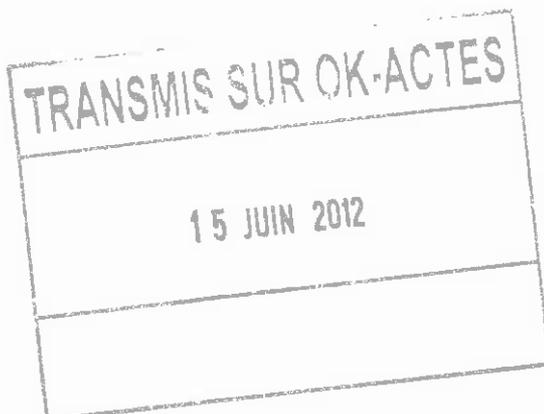
15 JUIN 2012

Belfort, le

Pour le Maire,  
L'Adjoint délégué,



Maurice SCHWARTZ



Objet de la délibération

12-121

Schéma Départemental  
de Coopération  
Intercommunale -  
Adhésion des communes  
de Buc, Urcerey  
et Banvillars à la CAB

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

## SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

28 SEP. 2012



Direction des Ressources

## DELIBERATION

de M. Étienne BUTZBACH, Maire

---

Références  
Mots clés

EB/DAJ/AD/CM - 12-121  
Juridique - Intercommunalité - Code matière 5-7

Objet

**Schéma Départemental de Coopération Intercommunale -  
Adhésion des communes de Buc, Urcerey et Banvillars à la CAB**

Par arrêté du 29 décembre 2011, le Préfet a arrêté le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale, conformément aux dispositions de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment l'article 37.

Ce schéma prévoit l'intégration, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, des communes de Buc, Urcerey et Banvillars à la CAB. En effet, la Commission Départementale de Coopération Intercommunale a considéré que s'agissant de ces trois communes, leur proximité géographique avec la ville centre du département, Belfort et son agglomération, les relie étroitement à ce bassin de vie, au regard du lieu d'activité professionnelle de leurs habitants, de la fréquentation des établissements scolaires, culturels et sportifs et de la zone de chalandise.

Selon les dispositions du 4° de l'article L 5216-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les conséquences résultant de cette extension de périmètre sont les mêmes que celles résultant de l'extension de compétences, tant en ce qui concerne les biens, équipements et services publics que l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés.

Ainsi, l'adhésion de ces communes entraînera de plein droit la mise à disposition, à titre gratuit, au profit de la CAB, des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice des compétences exercées par la CAB (application de l'article L1321-11 et suivants du CGCT). De même, les contrats, conventions en cours seront transférés à la CAB, dans la mesure où ils sont relatifs à ces mêmes compétences.

Rappelons que le rattachement à la CAB de ces 3 communes isolées au 1<sup>er</sup> janvier 2013 a fait l'objet d'un vote favorable de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (CDCI) lors de sa séance du 16 décembre 2011.

La modification du périmètre de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine sera prononcée après accord des Conseils Municipaux des communes incluses dans le projet de périmètre. L'accord doit être exprimé par la moitié au moins des Conseils Municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le Conseil Municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, si cette dernière représente le tiers de la population totale.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**SE PRONONCE FAVORABLEMENT** sur ce projet d'extension du périmètre de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine.

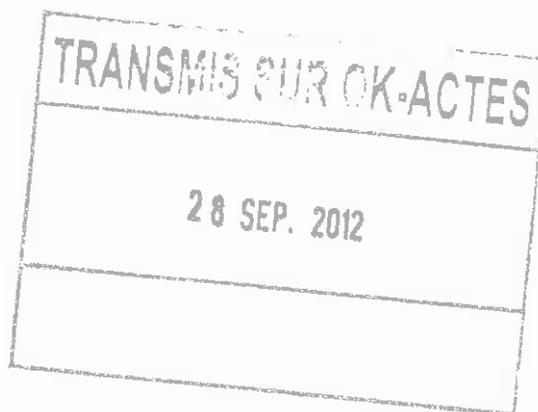
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



Thierry CHIPOT



Objet : Schéma Départemental de Coopération Intercommunale -  
Adhésion des communes de Buc, Urcerey et Banvillars à la CAB



COURRIER ARRIVE N  
Original pour Attribution

28 JUN 2012

PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

Copie à

Préfecture

Belfort, le 27 JUIN 2012

Direction des Actions de l'Etat, des  
Collectivités Territoriales et de la Protection de  
l'Environnement  
Bureau des Collectivités Territoriales  
Affaire suivie par : Dominique Mathiot  
Tél : 03 84 57 15 84  
Télécopie : 03 84 57 15 90  
Courriel : dominique.mathiot@territoire-de-  
belfort.gouv.fr

Le Préfet du Territoire de Belfort

à

Mesdames et Messieurs les Maires de Communes  
membres de la Communauté de l'Agglomération  
Belfortaine

Objet : Mise en œuvre du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale

P.J. : Un arrêté de projet de périmètre

En application de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, un Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) a été adopté dans le Territoire de Belfort par arrêté préfectoral du 29 décembre 2011, suite à la réunion de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale du 16 décembre 2011 qui s'est prononcée par 32 voix "pour" et 5 voix "contre" le projet qui lui a été soumis.

Ce schéma, qui vous a été transmis le 11 janvier 2012, est un document destiné à servir de cadre de référence à l'évolution de la carte intercommunale dans le département et constitue ainsi la base légale des décisions de modification de périmètre, transformation d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ainsi que la suppression, transformation et fusion de syndicats intercommunaux.

Parmi les trois objectifs principaux assignés, figurent la couverture intégrale du territoire par des EPCI à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales. A ce titre, il est prévu que les communes de Banvillars, Buc et Urcerey soient rattachées à la Communauté de l'Agglomération Belfortaine (CAB), à compter du 1er janvier 2013.

Aussi, je tiens à vous rappeler les prochaines étapes de la procédure qui va s'engager au cours de l'année 2012.

Conformément à l'article 60 de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, il appartiendra au conseil municipal de votre commune de délibérer dans un délai de trois mois sur l'arrêté préfectoral de projet de modification de périmètre de la CAB, que je vous notifie.



La Préfecture du Territoire de Belfort est certifiée "Qualipref" par l'Association Française pour l'Assurance de la Qualité (AF AQ A NOR).

Place de la République - 90020 BELFORT - Tél : 03 84 57 00 07 - Fax : 03 84 21 32 02  
www.territoire-belfort.gouv.fr

Parallèlement, je transmets cet arrêté à Monsieur le Président de la CAB pour que l'organe délibérant de cet EPCI émette un avis ainsi qu'aux maires des communes de Banvillars, Buc et Urcerey afin de recueillir l'accord des conseils municipaux.

A défaut de délibération dans ce délai à compter de la notification de l'arrêté, l'avis est réputé favorable.

La modification de périmètre de la CAB sera prononcée après accord des conseils municipaux des communes incluses dans le projet de périmètre. L'accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout conseil ou précision que vous souhaiteriez concernant les démarches que vous conduirez dans le cadre du Schéma départemental de coopération intercommunale.

Le Préfet,

Benoît BROCARD

PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

Préfecture

Direction des Actions de l'État, des  
Collectivités Territoriales et de la Protection de  
l'Environnement

Bureau des Collectivités Territoriales

Affaire suivie par : Cathy VALÉRIE

TÉL. 03 84 57 15 88

Télécopie : 03 84 57 15 90

Courriel : [cathy.valerie@territoire-de-belfort.gouv.fr](mailto:cathy.valerie@territoire-de-belfort.gouv.fr)

N° 2012179\_0004

ARRETE

Portant projet de modification de périmètre de la Communauté  
de l'Agglomération Belfortaine

LE PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 201061563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment l'article 60II,

VU l'arrêté préfectoral n°I366 du 10 décembre 1999 portant extension du périmètre et transformation du District de l'Agglomération Belfortaine en Communauté d'Agglomération Belfortaine, ainsi que les arrêtés modificatifs,

VU l'arrêté préfectoral n°2011363-0003 du 29 décembre 2011 arrêtant le schéma départemental de coopération intercommunale du Territoire de Belfort,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011116-0008 en date du 26 avril 2011, portant délégation de signature à M. Alain BESSAHA, Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort,

CONSIDERANT la nécessité d'achever la couverture intercommunale du département, de rationaliser le périmètre des intercommunalités existantes et d'accroître leur solidarité financière,

CONSIDERANT qu'en application de l'article 60II de la loi du 16 décembre 2010 susvisée, le représentant de l'État dans le département propose, pour la mise en œuvre de schéma, la modification du périmètre de tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort,



La Préfecture du Territoire de Belfort est certifiée "Qualipref" par l'Association Française pour l'Assurance de la Qualité (AFQ AENOR)

Place de la République – 90020 BELFORT – Tél 03 84 57 00 07 – Fax 03 84 21 32 62  
[www.territoire-belfort.gouv.fr](http://www.territoire-belfort.gouv.fr)

ARRETE :

ARTICLE 1ER – Le présent projet de périmètre porte sur l'intégration des communes de Banvillars, Buc et Urcerey à la Communauté de l'Agglomération Belfortaine. Il concerne les communes suivantes :

- ✓ Andelnans
- ✓ Argiésans
- ✓ Banvillars
- ✓ Bavilliers
- ✓ Belfort
- ✓ Bermont
- ✓ Botans
- ✓ Bourogne
- ✓ Buc
- ✓ Charmois
- ✓ Châtenois les Forges
- ✓ Chèvremont
- ✓ Cravanche
- ✓ Danjoutin
- ✓ Denney
- ✓ Dorans
- ✓ Eloie
- ✓ Essert
- ✓ Evette-Salbert
- ✓ Meroux
- ✓ Meziré
- ✓ Morvillars
- ✓ Moval
- ✓ Offemont
- ✓ Perouse
- ✓ Roppe
- ✓ Sermamagny
- ✓ Sevenans
- ✓ Trévenans
- ✓ Urcerey
- ✓ Valdoie
- ✓ Vétrigne
- ✓ Vezelois

ARTICLE 2 : L'arrêté de projet de périmètre est notifié au Président de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine afin de recueillir l'avis de son organe délibérant. A défaut de délibération dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'avis est réputé favorable.

ARTICLE 3 : L'arrêté de projet de périmètre est notifié au maire de chaque commune incluse dans le projet de périmètre afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal. A défaut de délibération dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'avis est réputé favorable.

ARTICLE 4 : La modification de périmètre de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine sera prononcée après accord des conseils municipaux des communes incluses dans le projet de périmètre. L'accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Besançon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification à la Communauté de l'Agglomération Belfortaine ainsi qu'aux communes concernées, d'une part et sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort, d'autre part.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort, Monsieur le Président de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine et Mesdames et Messieurs les Maires des communes concernées sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Belfort, le 27 JUIN 2012

Pour le Préfet absent,  
Le Secrétaire Général,



Alain BESSAHA

## VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

12-122

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Bilans d'activités 2011 de  
la SEMPAT et de la  
SODEB

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

**Etaient présents :**

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

**Absents excusés :**

Mme Céline Raigneau - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction du Développement  
et de l'Aménagement

## **DELIBERATION**

de M. Étienne BUTZBACH, Maire

---

Références  
Mots clés

EB/TC/PC/SD - 12-122  
Economie – Code matière : 7.10

Objet

**Bilans d'activités 2011 de la SEMPAT et de la SODEB**

L'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements au sein du Conseil d'Administration d'une Société d'Economie Mixte (SEM) présentent chaque année à l'organe délibérant de leur mandataire un rapport d'activités de la SEM concernée.

Dans cet esprit, l'activité et les principales données financières de l'année 2011 de la Société Patrimoniale du Territoire de Belfort (SEMPAT) et de la Société d'Equipement du Territoire de Belfort (SODEB), Sociétés d'Economie Mixte Locales (SEML) pour lesquelles la Ville de Belfort participe au capital en qualité d'actionnaire, vous sont présentées dans ce rapport. Leur bilan comptable, certifié par le commissaire aux comptes, est joint en annexe du présent rapport.

### **I – SEMPAT**

La Ville de Belfort détient à ce jour 2,50 % du capital de la SEMPAT. Elle est représentée par M. Etienne BUTZBACH aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la SEM.

La composition du capital de la SEMPAT et la liste des représentants des actionnaires publics et privés qui siègent au Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales figurent en annexe du présent rapport.

#### **I.1. Modifications statutaires de capital**

Lors de la cession par ALSTOM à GENERAL ELECTRIC de sa branche « turbine à gaz », l'immobilier ne fut pas concerné par le périmètre de la vente. Suite aux échanges avec GE, à l'époque locataire d'ALSTOM, il a été souhaité de clarifier cette situation.

La SEMPAT a alors procédé à l'acquisition auprès d'ALSTOM de près de 100 000 m<sup>2</sup> de terrains et de bâtiments au prix de 41,5 M€. En parallèle, un bail d'une durée de 15 ans a été signé avec GENERAL ELECTRIC concernant les 78 000 m<sup>2</sup> de bâtiments loués par GE.

Cette opération, ayant été financée par emprunt et par fonds propres, a nécessité une augmentation du capital de la SEMPAT. Au total, le capital de la SEM, initialement d'un montant de 8 993 457 €, a été porté à hauteur de 19 018 285 €.

Cette opération, menée en 2009 et 2010, a permis de s'assurer de l'ancrage local de GENERAL ELECTRIC sur le long terme et de renforcer le partenariat entre les entreprises, la SEMPAT et les collectivités locales. Ce partenariat porte ses fruits, GE ayant sollicité la SEMPAT pour aménager le stand d'essai et le plateau de bureaux destinés à tester la nouvelle turbine à gaz 9FB sur le TECHN'HOM.

Ces investissements s'ajoutent à ceux prévus dans les 3 années à venir, tels que le restaurant inter-entreprises qui prendra place dans le bâtiment 62 ou le rachat des murs du futur centre d'affaires de la JONXION. A cela s'ajoute la transformation de facilités de trésorerie accordées par la Caisse des Dépôts et Consignations en emprunts.

Aussi, afin de financer ces nouvelles opérations stratégiques et les besoins de trésorerie, une nouvelle augmentation de capital de la SEMPAT a été initiée et sera soldée avant la fin de l'année. La Ville de Belfort, ayant transféré à la Communauté de l'Agglomération Belfortaine sa compétence « Développement Economique », ne participera pas à cette augmentation de capital, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine prenant sa part. Une fois l'augmentation de capital réalisée, la Ville de Belfort détiendra ainsi 1,83 % du capital de la SEM.

## I.2. Rapport d'activités 2011

Le rapport d'activités 2011 présente les principales actions mises en œuvre par la SEMPAT. Cette dernière assure la gestion de près de 305 208 m<sup>2</sup> de locaux, dont environ 255 000 m<sup>2</sup> sont situés sur le TECHN'HOM. La vacance des locaux, qui s'élève à 26 427 m<sup>2</sup>, soit 9% de la superficie totale, est principalement concentrée sur le TECHN'HOM (bâtiments 9 et 14, centre site, hôtel artisanal). A ce jour, une partie des locaux est louable en l'état (12%) et une partie nécessite des travaux préalable (88 %).

### *➤ Les opérations sur le TECHN'HOM :*

A ce jour, le TECHN'HOM accueille au total plus de 122 entreprises et compte près de 7 688 emplois. Ces derniers mois, le TECHN'HOM a connu plusieurs évolutions importantes, notamment la mise en chantier du nouveau stand d'essai de GENERAL ELECTRIC pour sa nouvelle centrale « Flex Efficiency 50 ». La livraison du bâtiment, qui représente un investissement, hors process, de 9 663 K€, est prévue pour février 2013.

Cet investissement représente un gage d'avenir et de reconnaissance du savoir-faire local, étant rappelé qu'il s'agit de la première fois dans son histoire que GE décide de lancer un produit stratégique majeur en dehors des France. Cet investissement, consécutivement à la livraison du nouveau bâtiment ALSTOM POWER THERMAL SYSTEM, conforte Belfort comme site mondial dans la production d'énergie.

Vue d'architecte du projet de stand d'essais

(Image non contractuelle)



Par ailleurs, NIPSON SAS, ancienne filiale de BULL, spécialisée dans la conception et la fabrication de systèmes d'impression, après avoir connu une longue période de difficultés et plusieurs rachats, a récemment fermé ses portes. La société employait près de 50 personnes et louait 1 452 m<sup>2</sup> de locaux à la SEMPAT. La société NIPSON TECHNOLOGY, qui assure la maintenance du parc existant et la production de toner, va poursuivre son activité avec un effectif d'une vingtaine de salariés. Elle a signé un bail pour une surface de 275 m<sup>2</sup> dans le bâtiment 7.

La SEMPAT a également réalisé plusieurs opérations notamment sur le bâtiment 12 avec réfection de la toiture pour un montant de 518 K€ et la signature d'un bail pour l'implantation de la société MATIS TECHNOLOGIES sur 205 m<sup>2</sup>. Sur le bâtiment 9, des aménagements ont été engagés à hauteur 412 K€ pour l'accueil de la société d'ingénierie AKKA TECHNOLOGIES sur 477 m<sup>2</sup> et des baux ont récemment été signés avec la jeune entreprise innovante CREATHES (287 m<sup>2</sup>) et TECHNO VERT (266 m<sup>2</sup>).

➤ *Les opérations hors TECHN'HOM :*

Des travaux d'aménagement ont été engagés sur le bâtiment situé sur le Parc d'Activités des Hauts de Belfort, anciennement loué par GLOBAL TECHNOLOGIES SERVICES, pour un montant de 1,6 M€, afin d'accueillir le regroupement des activités de l'ADAPEI 90 qui vient d'acquérir les locaux pour 5,85 M€.

La SEMPAT assure également la gestion de bureaux passage de France, dont 151 m<sup>2</sup> ont été cédés à la SCI FLORA, le site de l'Espérance et le Cinéma des Quais, dont le bail avec les cinémas PATHE a récemment été renouvelé.

Par ailleurs, la SEMPAT détient la totalité des parts de la SCI des Résidences, dont le résultat s'est élevé à - 99 534 €, 51% des parts de la SCI FABEM, dont le résultat est positif à hauteur de 67 704 €, 51% des parts de la SAS ALLIANCE DEVELOPPEMENT, qui subit une perte de 468 815 € dans l'attente des cessions à venir, 5% des parts de la SCI ALVANCIA, dont le résultat s'est élevé à - 6 681 €.

1.3. Compte de résultat au 31/12/2011

En 2011, les produits d'exploitation de l'exercice s'élèvent à 25 626 192 €. Les charges d'exploitation se montent à hauteur de 20 606 249 €. Elles correspondent aux dépenses de fonctionnement, aux travaux, aux charges liées à l'exploitation et à l'entretien des bâtiments. En 2011, les produits et les charges reviennent à des niveaux proches de ceux observés en 2009, après les hausses concomitantes observées en 2010, notamment conséquences de la construction du bâtiment destiné à ALSTOM POWER THERMAL SYSTEM. L'exploitation se traduit donc par un résultat d'exploitation positif de 5 019 943 €.

Le résultat financier s'élève à – 3 566 921 €. Les opérations portées par la SEMPAT étant financées sur fonds propres ou par emprunts, il est notamment composé des frais liés au financement des opérations.

Ainsi, le résultat courant avant impôts, qui est le fait de l'activité normale de la SEM, est de 1 453 022 €. Compte tenu du résultat exceptionnel de 1 180 931 € et de l'impôt sur les sociétés s'établissant à 1 215 009 €, le résultat après impôts de la SEMPAT pour l'année 2011 s'élève à de 1 418 943 €.

Ce bénéfice est ventilé en incorporation de réserves et en dividendes versés aux actionnaires. L'Assemblée Générale de la SEMPAT du 30 juin 2012 a décidé de réinvestir en incorporant aux réserves 945 962 € et de verser 472 981 € aux actionnaires en vertu du pacte d'actionnaires approuvé par le Conseil Communautaire en date du 7 avril 2011. La répartition est fonction de la participation au capital, soit 11 822,23 € qui reviendront à la Ville de Belfort.

Au 31 décembre 2011, la SEMPAT a mis en place, pour le financement des opérations propres, des lignes de crédits pour un montant de 16 000 000 €. Elle a aussi souscrit des emprunts à hauteur de 2 550 000 €.

En 2012, la SEMPAT devrait connaître une très forte activité à travers les travaux d'aménagement, de construction et la gestion locative. Elle va notamment assurer la poursuite des travaux pour la livraison du stand d'essais de GENERAL ELECTRIC et engager une partie des aménagements dont elle assure la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'opération TECHN'HOM 3. Ces derniers concernent la séparation des réseaux électriques et la réorganisation de l'espace central de la nouvelle entrée industrielle à la nouvelle chaufferie.

## **2 – SODEB**

La Ville de Belfort détient à ce jour 21,21 % du capital de la SODEB, dont la composition globale du capital figure en annexe du présent rapport. Elle est représentée par MM. Etienne BUTZBACH et Hubert BELZ aux Conseils d'Administration et par M. Etienne BUTZBACH aux Assemblées Générales de la SODEB. La liste des représentants des actionnaires publics et privés figure en annexe du présent rapport.

### **2.1. Rapport d'activités 2011**

En 2011, l'activité de la SODEB a notamment été marquée par les opérations suivantes :

#### **➤ pour la Ville de Belfort :**

- la poursuite des études pour le prolongement des aménagements du faubourg de France
- les aménagements relatifs au Parc à Ballons et au lotissement Baudin
- les études et l'engagement des travaux pour la restructuration du département Génie Civil de l'IUT
- la gestion locative du Centre commercial des Glacis

#### **➤ pour la Communauté de l'Agglomération Belfortaine :**

- la poursuite des aménagements des programmes TECHN'HOM I et TECHN'HOM II et le suivi des dossiers de subvention
- la poursuite des études et modification du plan masse relatives au Parc d'Innovation du site des Plutons
- la réfection des cheminements piétonniers de la ZAC des Tourelles

- le lancement des opérations de clôtures de la ZA du Ballon, la ZAC du Port et la ZAC de la Justice, afin que ces opérations puissent être définitivement clôturées cette année
  - la réception des travaux de la rue de Copenhague visant à assurer une continuité des liaisons piétonnières et cyclables entre les lotissements Baudin et le parc de loisirs de la Douce
- pour la SEMPAT :
- la poursuite des investissements sur TECHN'HOM, notamment la poursuite des travaux de restructuration du bâtiment 66 pour le Service de Santé au Travail de GENERAL ELECTRIC
  - le début des travaux dans le cadre du nouveau centre d'essais de GE
  - les travaux de séparation de réseaux sur le Centre Site d'ALSTOM
  - la livraison des locaux destinés à la société ALTRAN sur le TECHN'HOM
- pour la Région Franche-Comté : la poursuite des opérations de restructuration et de maintenance des lycées, l'achèvement des combles de l'UFR STGI de Belfort
- pour le Conseil Général de Saône-et-Loire : un appui à la création d'une SEM patrimoniale Sud Bourgogne et le suivi des études pré-opérationnelles pour la construction au Creusot d'un bâtiment de bureaux
- pour le Conseil Général : la poursuite des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement du Parc d'Innovation de la JONXION
- pour la Communauté de Communes du Sud Territoire : la poursuite des travaux d'aménagement des zones d'activités de Grandvillars et de Delle, des études en vue de l'élaboration d'un schéma d'aménagement urbain sur les sites économiques de Grandvillars, Delle et Beaucourt
- pour le SMTC : la réalisation des études et le lancement des appels d'offres de travaux dans le cadre du projet OPTYMO 2
- pour la SAS ALLIANCE DEVELOPPEMENT : la poursuite des études de projet et le lancement des travaux
- pour la SEMPAT et la SEMVIH : la vie sociale, l'administration générale, la gestion comptable et financière.

Elle a également poursuivi la gestion administrative du lotissement Debrot pour la commune d'Offemont et les études relatives à la ZAC d'habitation sur le secteur de « La grande Colombe » pour la commune de Danjoutin.

## 2.2. Comptes de résultat au 31/12/2011

Au cours de l'exercice 2011, les produits d'exploitation s'élèvent à hauteur de 12 166 968 €. Ces produits sont notamment composés des loyers encaissés au titre des bâtiments gérés par la SEM et des recettes globales provenant des opérations d'aménagement (rémunération sur les opérations de mandats, etc).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 12 351 703 €. Ainsi, l'exploitation se traduit par un résultat d'exploitation à hauteur de - 184 735 €.

Le résultat financier s'élève à - 16 179 €. Pour assurer son activité, la SODEB a ouvert des lignes de crédits, dont le montant s'élève à hauteur de 17 600 000 €, et un emprunt de 8 000 000 € pour la restructuration du site des Forges à Grandvillars.

Ainsi, le résultat courant avant impôt, qui est le fruit de l'activité normale et habituelle de la SEM, s'élève à hauteur de - 200 914 €.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel positif de 333 471 € et d'un impôt sur les bénéfices de 43 277 €, l'exercice se traduit par un bénéfice de 89 281 €, dont la totalité a été affectée aux réserves.

Pour 2011, l'année devrait se traduire par la poursuite d'une forte activité, notamment dans le cadre des programmes TECHN'HOM et de la JONXION (ZAC Gare TGV et Parc d'Innovation des Plutons). La société va également poursuivre ses efforts de développement vers de nouveaux marchés.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE :**

- des bilans et rapports d'activités 2011 de la SEMPAT et de la SODEB ;
- des dividendes versés par la SEMPAT à la Ville de Belfort, d'un montant de 11 822,23 € pour l'exercice 2011.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

Thierry CHIPOT



Objet : Bilans d'activités 2011 de la SEMPAT et de la SODEB



**KPMG AUDIT EST**  
9 avenue de l'Europe  
Espace Européen de l'Entreprise  
67300 Schiltigheim  
France

**EST AUDIT**

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

**EST AUDIT**  
43 rue des Mines  
25400 AUDINCOURT

**SEMPAT**

**Société d'Economie Mixte Locale**

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2011

**SEMPAT**

Société d'Economie Mixte Locale

Hôtel du Département - Conseil Général - Place de la  
Révolution Française - 90000 BELFORT

*Ce rapport contient 34 pages*

Référence : 12067RG



**KPMG AUDIT EST**  
9 avenue de l'Europe  
Espace Européen de l'Entreprise  
67300 Schiltigheim  
France

**EST AUDIT**

MEMBRE DU COMPTABILITÉ AUX COMPTES

**EST AUDIT**  
43 rue des Mines  
25400 AUDINCOURT

**SEMPAT**  
**Société d'Economie Mixte Locale**

Siège social : Hôtel du Département - Conseil Général - Place de la Révolution Française -  
90000 BELFORT

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société d'Economie Mixte Locale SEMPAT, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**1 Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **2 Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

**Eléments figurant en annexe concernant les règles, principes, méthodes et estimations comptables significatifs relatifs :**

- a) **Aux travaux en cours,**
- b) **aux immobilisations corporelles et leur amortissement,**
- c) **à l'activation des coûts d'emprunt.**

Dans le cadre de notre appréciation des règles, principes, méthodes et estimations comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés que les notes figurant dans l'annexe fournissent une information appropriée et avons vérifié leur correcte application.

### **d) Titres de participation**

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations pour décider d'une éventuelle dépréciation des titres. Une dépréciation est constatée si leur valeur au coût historique est supérieure à leur valeur d'utilité.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **3 Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.



## EST AUDIT

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

**SEMPAT**

*Rapport des commissaires aux comptes sur les  
comptes annuels  
14 juin 2012*

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Montbéliard, le 14 juin 2012

KPMG Audit Est

Laurent Hofnung  
Associé

Audincourt, le 14 juin 2012

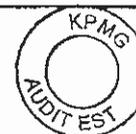
EST AUDIT

Yves Blanc  
Associé



**BILAN ACTIF**

| Rubriques                                     | Montant Brut       | Amortissements    | 31/12/2011         | 31/12/2010         |
|-----------------------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| Capital souscrit non appelé                   |                    |                   |                    |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>          |                    |                   |                    |                    |
| Frais d'établissement                         |                    |                   |                    |                    |
| Frais de recherche et développement           |                    |                   |                    |                    |
| Concessions, brevets et droits similaires     | 115 533            | 71 823            | 43 710             | 79 139             |
| Fonds commercial                              |                    |                   |                    | 53 514             |
| Autres immobilisations incorporelles          |                    |                   |                    |                    |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles     |                    |                   |                    |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>            |                    |                   |                    |                    |
| Terrains                                      | 7 217 937          | 98 812            | 7 119 125          | 7 153 308          |
| Constructions                                 | 172 166 342        | 32 645 817        | 139 520 526        | 139 052 040        |
| Installations techniques, matériel, outillage | 3 511 932          | 854 031           | 2 657 901          | 2 398 256          |
| Autres immobilisations corporelles            | 1 653 209          | 803 837           | 849 372            | 1 205 369          |
| Immobilisations en cours                      | 14 453 212         |                   | 14 453 212         | 16 271 993         |
| Avances et acomptes                           |                    |                   |                    |                    |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>            |                    |                   |                    |                    |
| Participations par mise en équivalence        |                    |                   |                    |                    |
| Autres participations                         | 3 262 000          | 252 130           | 3 009 870          | 459 870            |
| Créances rattachées à des participations      | 988 629            |                   | 988 629            | 887 833            |
| Autres titres immobilisés                     |                    |                   |                    |                    |
| Prêts                                         |                    |                   | 400                | 400                |
| Autres immobilisations financières            | 400                |                   |                    |                    |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                       | <b>203 369 194</b> | <b>34 726 449</b> | <b>168 642 745</b> | <b>167 561 722</b> |
| <b>STOCKS ET EN-COURS</b>                     |                    |                   |                    |                    |
| Matières premières, approvisionnements        |                    |                   |                    |                    |
| En-cours de production de biens               |                    |                   |                    |                    |
| En-cours de production de services            |                    |                   |                    |                    |
| Produits intermédiaires et fins               |                    |                   |                    |                    |
| Marchandises                                  |                    |                   |                    |                    |
| Avances et acomptes versés sur commandes      | 359                |                   | 359                | 382 802            |
| <b>CREANCES</b>                               |                    |                   |                    |                    |
| Créances clients et comptes rattachés         | 4 779 981          | 242 926           | 4 537 055          | 6 458 744          |
| Autres créances                               | 4 277 019          |                   | 4 277 019          | 5 930 008          |
| Capital souscrit et appelé, non versé         |                    |                   |                    |                    |
| <b>DIVERS</b>                                 |                    |                   |                    |                    |
| Valeurs mobilières de placement               |                    |                   |                    | 47 506             |
| (dont actions propres )                       |                    |                   |                    |                    |
| Disponibilités                                | 1 345 563          |                   | 1 345 563          | 618 422            |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>              |                    |                   |                    |                    |
| Charges constatées d'avance                   | 22 987             |                   | 22 987             | 25 066             |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                        | <b>10 425 909</b>  | <b>242 926</b>    | <b>10 182 983</b>  | <b>13 462 547</b>  |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices    |                    |                   |                    |                    |
| Primes de remboursement des obligations       |                    |                   |                    |                    |
| Ecart de conversion actif                     |                    |                   |                    |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                          | <b>213 795 103</b> | <b>34 969 375</b> | <b>178 825 727</b> | <b>181 024 269</b> |



**BILAN PASSIF**

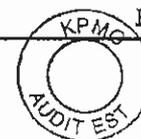
| Rubriques                                                         | 31/12/2011         | 31/12/2010         |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel ( dont versé : 19 018 285 )          | 19 018 285         | 19 018 285         |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport                            |                    |                    |
| Ecart de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )              |                    |                    |
| Réserve légale                                                    | 206 372            | 101 270            |
| Réserves statutaires ou contractuelles                            |                    |                    |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )        |                    |                    |
| Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes )          | 2 776 729          | 1 480 472          |
| Report à nouveau                                                  |                    |                    |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>                 | <b>1 418 943</b>   | <b>2 102 039</b>   |
| Subventions d'investissement                                      | 9 683 329          | 10 224 574         |
| Provisions réglementées                                           | 70 233             | 53 784             |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                           | <b>33 173 892</b>  | <b>32 980 424</b>  |
| Produits des émissions de titres participatifs                    |                    |                    |
| Avances conditionnées                                             |                    |                    |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>                                       |                    |                    |
| Provisions pour risques                                           | 200 000            |                    |
| Provisions pour charges                                           |                    |                    |
| <b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>                         | <b>200 000</b>     |                    |
| <b>DETTES FINANCIERES</b>                                         |                    |                    |
| Emprunts obligataires convertibles                                |                    |                    |
| Autres emprunts obligataires                                      |                    |                    |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit            | 133 066 433        | 134 119 497        |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs ) | 1 963 999          | 1 880 307          |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                  | 550 000            | 373 169            |
| <b>DETTES D'EXPLOITATION</b>                                      |                    |                    |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                          | 4 132 603          | 4 962 210          |
| Dettes fiscales et sociales                                       | 1 910 550          | 3 863 920          |
| <b>DETTES DIVERSES</b>                                            |                    |                    |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                   | 510 000            |                    |
| Autres dettes                                                     | 3 305 135          | 2 825 839          |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION</b>                                  |                    |                    |
| Produits constatés d'avance                                       | 13 115             | 18 904             |
| <b>DETTES</b>                                                     | <b>145 451 835</b> | <b>148 043 845</b> |
| Ecart de conversion passif                                        |                    |                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                              | <b>178 825 727</b> | <b>181 024 269</b> |

Résultat de l'exercice en centimes

1 418 943,43

Total du bilan en centimes

178 825 727,42



**COMPTE DE RESULTAT (en liste)**

| Rubriques                                                                       | Francs            | Exportation | 31/12/2011         | 31/12/2010         |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de marchandises                                                          |                   |             |                    |                    |
| Production vendue de biens                                                      | 214 480           |             | 214 480            | 32 468 843         |
| Production vendue de services                                                   | 24 233 062        |             | 24 233 062         | 23 794 413         |
| <b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>                                                 | <b>24 447 542</b> |             | <b>24 447 542</b>  | <b>56 263 255</b>  |
| Production stockée                                                              |                   |             |                    | (12 073 380)       |
| Production immobilisée                                                          |                   |             |                    |                    |
| Subventions d'exploitation                                                      |                   |             | 2 700              |                    |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges                |                   |             | 1 164 811          | 64 143             |
| Autres produits                                                                 |                   |             | 11 139             | 5 004              |
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                                                  |                   |             | <b>25 626 192</b>  | <b>44 259 023</b>  |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane)                             |                   |             |                    |                    |
| Variation de stock (marchandises)                                               |                   |             |                    |                    |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) |                   |             | 254 912            | 20 391 787         |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements)                   |                   |             |                    |                    |
| Autres achats et charges externes                                               |                   |             | 8 016 919          | 8 316 396          |
| Impôts, taxes et versements assimilés                                           |                   |             | 2 262 333          | 2 454 628          |
| Salaires et traitements                                                         |                   |             | 444 494            | 307 629            |
| Charges sociales                                                                |                   |             | 232 076            | 146 798            |
| <b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>                                                 |                   |             |                    |                    |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements                              |                   |             | 6 844 752          | 6 188 267          |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions                                  |                   |             |                    |                    |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions                                  |                   |             | 242 926            | 693 009            |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions                              |                   |             | 200 000            |                    |
| Autres charges                                                                  |                   |             | 2 107 837          | 181 805            |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                                   |                   |             | <b>20 606 249</b>  | <b>38 680 319</b>  |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>                                                  |                   |             | <b>5 019 943</b>   | <b>5 578 704</b>   |
| <b>OPERATIONS EN COMMUN</b>                                                     |                   |             |                    |                    |
| Bénéfice attribué ou perte transférée                                           |                   |             |                    |                    |
| Perte supportée ou bénéfice transféré                                           |                   |             |                    |                    |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                                      |                   |             |                    |                    |
| Produits financiers de participations                                           |                   |             | 229                | 41 029             |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé        |                   |             |                    |                    |
| Autres intérêts et produits assimilés                                           |                   |             | 42 669             | 26 416             |
| Reprises sur provisions et transferts de charges                                |                   |             |                    | 99 002             |
| Différences positives de change                                                 |                   |             |                    |                    |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                   |                   |             | 5 055              |                    |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                                      |                   |             | <b>47 953</b>      | <b>166 447</b>     |
| Dotations financières aux amortissements et provisions                          |                   |             |                    |                    |
| Intérêts et charges assimilés                                                   |                   |             | 3 614 874          | 3 180 620          |
| Différences négatives de change                                                 |                   |             |                    |                    |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement                  |                   |             |                    |                    |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>                                                      |                   |             | <b>3 614 874</b>   | <b>3 180 620</b>   |
| <b>RESULTAT FINANCIER</b>                                                       |                   |             | <b>(3 566 921)</b> | <b>(3 014 173)</b> |
| <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>                                            |                   |             | <b>1 453 022</b>   | <b>2 564 531</b>   |



## COMPTE DE RESULTAT (suite)

| <i>Rubriques</i>                                           | <i>31/12/2011</i> | <i>31/12/2010</i> |
|------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion           | 241 531           |                   |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital           | 1 485 887         | 1 559 027         |
| Reprises sur provisions et transferts de charges           | 15 570            | 3 443             |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                              | <b>1 742 989</b>  | <b>1 563 470</b>  |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion          | 17 931            |                   |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital          | 509 125           | 585 583           |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 35 002            | 40 510            |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                             | <b>562 058</b>    | <b>626 092</b>    |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                               | <b>1 180 931</b>  | <b>936 378</b>    |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise   |                   |                   |
| Impôts sur les bénéfices                                   | 1 215 009         | 1 398 870         |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                  | <b>27 417 133</b> | <b>45 987 940</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                   | <b>25 998 190</b> | <b>43 885 901</b> |
| <b>BENEFICE OU PERTE</b>                                   | <b>1 418 943</b>  | <b>2 102 039</b>  |



**ANNEXE**

|                                                |           |
|------------------------------------------------|-----------|
| <b>ANNEXE</b>                                  | <b>25</b> |
| Règles et Méthodes comptables                  | 26        |
| Règles et Méthodes comptables                  | 27        |
| Règles et Méthodes comptables                  | 28        |
| Etat de l'actif immobilisé                     | 30        |
| Etat des amortissements                        | 31        |
| Etat des provisions                            | 32        |
| Etat des échéances, des créances et des dettes | 33        |
| Intérêts immobilisés                           | 34        |
| Produits à recevoir                            | 35        |
| Charges à payer                                | 36        |
| Charges et produits constatés d'avance         | 37        |
| Transfert de charges                           | 38        |
| Charges et produits exceptionnels              | 38        |
| Variation des capitaux propres                 | 39        |
| Ventilation de l'impôt sur les bénéfices       | 39        |
| Composition du capital social                  | 41        |
| Détail de la composition du capital            | 42        |
| Affectation résultats soumise approbation AG   | 43        |
| Résultats des cinq derniers exercices          | 44        |
| Ventilation du chiffre d'affaires              | 44        |
| Crédit-bail                                    | 45        |
| Engagements financiers                         | 45        |
| Engagements financiers donnés et reçus         | 46        |
| Liste des filiales et participations           | 49        |



|                           |           |
|---------------------------|-----------|
| <b>ANNEXES OPERATIONS</b> | <b>48</b> |
|---------------------------|-----------|

**REGLES ET METHODES COMPTABLES**

en application du code de commerce - art. 9 - 11 et 7 - 21 - 24.

**Les CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES**

ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'EVALUATION DES ELEMENTS est la méthode des coûts historiques.

**OPERATIONS A LONG TERMES**

Elles sont comptabilisées suivant la méthode :

- . de pourcentage d'avancement des travaux
- . de l'achèvement des travaux.

**CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION**

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

**CHANGEMENT DE METHODE DE PRESENTATION**

Aucun changement notable de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les comptes du présent exercice sont présentés suivant les dispositions du nouveau plan comptable. Cependant, les postes du bilan ont été retraités en fonction des nouvelles règles et sont en conséquence totalement comparables.



**LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES SONT LES SUIVANTES :**

**IMMOBILISATION CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), soit à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sur l'actif immobilisé sont déterminés compte-tenu de la durée normale d'utilisation de chaque bien :

*a) selon le mode linéaire*

- constructions
  - composant 1 structure **50 ans**
  - composant 2 étanchéité **30 ans**
  - composant 3 distribution intérieure et revêtements **20 ans**
  - composant 4 fluides et équipements techniques **20 ans**
  - composant 5 ascenseurs monto-chargees **25 ans**
  
- Agencements et installations **5 ans**
  
- Installations générales - agencements aménagements des constructions **10 ans**
  
- matériel et outillage **10 ans**
  
- mobilier de bureau **8 ans**

*b) selon le mode dégressif*

- Matériel de bureau et informatique **3 ans**

**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

*a) selon le mode dégressif*

- Logiciels informatiques **3 ans**

*b) amortissement dérogatoire*

- Logiciels informatiques **12 mois**



**1)IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

La SEM s'est conformée, à compter de l'exercice 2005, aux nouvelles règles comptables (cf CNC avis n°2004-11 du 23 juin 2004) affectant la comptabilisation des actifs et des amortissements.

Elle a, en particulier, identifié les principaux composants des immeubles qu'elle détient à son actif :

- qui doivent faire l'objet de remplacement à intervalle régulier,
- qui ont des durées d'utilisations différentes de celle de la structure même de l'ouvrage.

Cette analyse a été menée par les services techniques de la SEM (et par un consultant extérieur). Les composants suivants ont été identifiés comme étant les plus significatifs et les plus conformes aux nouvelles règles édictées par le PCG (plan comptable général) :

- |               |                                        |
|---------------|----------------------------------------|
| - composant 1 | Structure                              |
| - composant 2 | Etanchéité                             |
| - composant 3 | Distribution Intérieure et revêtements |
| - composant 4 | Fluides et Equipements Techniques      |
| - composant 5 | Ascenseurs et Monte-charges            |

**2) SUBVENTIONS**

Compte tenu, des nouvelles règles de comptabilisation des actifs et des amortissements relatives ci-dessus, il convient également d'indiquer de l'incidence de cette nouvelle méthode sur la quote-part des subventions d'investissements virées au compte de résultat.

Il est rappelé que la pratique comptable de la SEM en matière de subvention est d'affecter la subvention au compte de résultat suivant le même rythme que l'amortissement technique du bien.

**3)FRAIS D'ACQUISITIONS**

Afin de se conformer aux nouvelles directives du PCG (plan comptable général), il a été convenu d'intégrer dans le coût de l'immobilisation les frais d'acquisitions précédemment comptabilisés en charges à répartir sur plusieurs exercices.

Ces frais d'acquisitions suivront le même rythme d'amortissement que le composant « structure ».

**4)PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS**

Il est précisé, que la constatation de provisions pour grosses réparations pour les dépenses de remplacement n'est plus autorisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Les dépenses afférentes à ces provisions sont dorénavant immobilisées ( cf CNC avis n°2004-11 du 23 juin 2004)

**5)COUT D'EMPRUNT**

Conformément à l'article 321-5 du Plan Comptable Général, la Société a fait l'option d'incorporer les coûts d'emprunt dans le coût des immeubles qu'elle construit, pendant la période de production jusqu'à leur réception.

Cette disposition s'applique pour les actifs immobilisés ainsi que les éléments des en-cours de productions biens.

**6) ENGAGEMENT EN MATIERE DU DROIT INDIVIDUEL DE FORMATION**

Le Droit Individuel de Formation (DIF), institué par la loi n°2004-391 du 4 mars 2004, relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, a pour objet de permettre à tout salarié, ayant au moins un an d'ancienneté, de se constituer un capital de temps formation de 20 heures par an sur 6 ans au plus, qu'il pourra utiliser à son initiative mais avec l'accord de son employeur.

Sur 2011, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF est de 286 Heures.

**7) HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Conformément à l'article L 123-16, R. 123-198 et R.123-200, la Société a versé les honoraires TTC suivants :

- Honoraires au titre du contrôle légal

21 528 €



**IMMOBILISATIONS**

| Rubriques                                                                                                | Début d'exercice   | Réévaluation | Acquisit, apports |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------|-------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT<br>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 115 533            |              |                   |
| Terrains                                                                                                 | 7 206 681          |              | 23 149            |
| Constructions sur sol propre                                                                             | 165 690 885        |              | 7 086 378         |
| Constructions sur sol d'autrui                                                                           |                    |              |                   |
| Constructions installations générales, agencements, aménagements                                         | 23 311             |              | 1 239             |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels                                              | 2 957 864          |              | 554 068           |
| Installations générales, agencements, aménagements                                                       | 448 202            |              | 4 803             |
| Matériel de transport                                                                                    |                    |              |                   |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier                                                               | 1 239 635          |              | 1 280             |
| Emballages récupérables et divers                                                                        |                    |              |                   |
| Immobilisations corporelles en cours                                                                     | 16 325 507         |              | 6 766 908         |
| Avances et acomptes                                                                                      |                    |              |                   |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                                                       | <b>193 892 084</b> |              | <b>14 437 835</b> |
| Participations évaluées par mise en équivalence                                                          |                    |              |                   |
| Autres participations                                                                                    | 1 599 833          |              | 2 664 046         |
| Autres titres immobilisés                                                                                |                    |              |                   |
| Prêts et autres immobilisations financières                                                              | 400                |              |                   |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                                                                       | <b>1 600 233</b>   |              | <b>2 664 046</b>  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                                                     | <b>195 607 850</b> |              | <b>17 101 871</b> |

| Rubriques                                                                           | Virement         | Cession        | Fin d'exercice     | Valeur d'origine |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------|--------------------|------------------|
| FRAIS ETABLISSEMENT, RECHERCHE, DEVELOPPEMENT<br>AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES |                  |                | 115 533            |                  |
| Terrains                                                                            |                  | 11 893         | 7 217 937          |                  |
| Constructions sur sol propre                                                        |                  | 635 471        | 172 141 792        |                  |
| Constructions sur sol d'autrui                                                      |                  |                |                    |                  |
| Constructions, installations générales, agencements                                 |                  |                | 24 550             |                  |
| Installations techn., matériel et outillages industriels                            |                  |                | 3 511 932          |                  |
| Installations générales, agencements divers                                         |                  | 40 710         | 412 295            |                  |
| Matériel de transport                                                               |                  |                |                    |                  |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier                                          |                  |                | 1 240 915          |                  |
| Emballages récupérables et divers                                                   |                  |                |                    |                  |
| Immobilisations corporelles en cours                                                | 8 639 203        |                | 14 453 212         |                  |
| Avances et acomptes                                                                 |                  |                |                    |                  |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                                  | <b>8 639 203</b> | <b>688 074</b> | <b>199 002 633</b> |                  |
| Participations évaluées par mise équivalence                                        |                  |                |                    |                  |
| Autres participations                                                               |                  | 13 250         | 4 250 628          |                  |
| Autres titres immobilisés                                                           |                  |                |                    |                  |
| Prêts et autres immobilisations financières                                         |                  |                | 400                |                  |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                                                  |                  | <b>13 250</b>  | <b>4 251 028</b>   |                  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                                | <b>8 639 203</b> | <b>701 324</b> | <b>203 369 194</b> |                  |



**AMORTISSEMENTS**

| Rubriques                                                         | Début d'exercice  | Dotations        | Reprises       | fin d'exercice    |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|----------------|-------------------|
| FRAIS ETABLIS, RECHERCHE, DEVELOPMT<br>AUTRES IMMO. INCORPORELLES | 36 394            | 35 429           |                | 71 823            |
| Terrains                                                          | 53 374            | 45 438           |                | 98 812            |
| Constructions sur sol propre                                      | 26 656 883        | 6 121 109        | 138 528        | 32 639 463        |
| Constructions sur sol d'autrui                                    |                   |                  |                |                   |
| Constructions inst. générales, agencements                        | 5 273             | 1 081            |                | 6 353             |
| Installations techniques, matériel et outillage                   | 559 607           | 294 423          |                | 854 031           |
| Installations générales, agencements                              | 337 163           | 32 765           | 40 420         | 329 508           |
| Matériel de transport                                             |                   |                  |                |                   |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier                        | 159 822           | 314 507          |                | 474 329           |
| Emballages récupérables, divers                                   |                   |                  |                |                   |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                | <b>27 772 122</b> | <b>6 809 323</b> | <b>178 949</b> | <b>34 482 497</b> |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                              | <b>27 808 516</b> | <b>6 844 752</b> | <b>178 949</b> | <b>34 474 319</b> |

| Ventilation des dotations                           | Linéaires | Dégressifs | Exceptionnels | Dotations déroga. | Reprises déroga. |
|-----------------------------------------------------|-----------|------------|---------------|-------------------|------------------|
| FRAIS ETABL., RECHERCHE<br>AUT. IMMO. INCORPORELLES |           |            |               |                   |                  |
| Terrains                                            |           |            |               |                   |                  |
| Constructions sur sol propre                        |           |            |               |                   |                  |
| Constructions sur sol d'autrui                      |           |            |               |                   |                  |
| Constructions et installations                      |           |            |               |                   |                  |
| Install. techniques, outillage                      |           |            |               |                   |                  |
| Install. générales, agencements                     |           |            |               |                   |                  |
| Matériel de transport                               |           |            |               |                   |                  |
| Matériel bureau et informatique                     |           |            |               |                   |                  |
| Emballages récupérables                             |           |            |               |                   |                  |
| <b>IMMO. CORPORELLES</b>                            |           |            |               |                   |                  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                |           |            |               |                   |                  |

| Charges réparties sur plusieurs exercices  | Début d'exercice | Augmentations | Dotations | Fin d'exercice |
|--------------------------------------------|------------------|---------------|-----------|----------------|
| Charges à répartir sur plusieurs exercices |                  |               |           |                |
| Primes de remboursement des obligations    |                  |               |           |                |



## PROVISIONS

| <i>Rubriques</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>Début d'exercice</i> | <i>Dotations</i>  | <i>Reprises</i>     | <i>Fin d'exercice</i> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------|---------------------|-----------------------|
| Provisions gisements miniers, pétroliers<br>Provisions pour investissement<br>Provisions pour hausse des prix<br>Amortissements dérogatoires<br>Dont majorations exceptionnelles de 30 %<br>Implantations étrangères avant 01/01/92<br>Implantations étrangères après 01/01/92<br>Provisions pour prêts d'installation<br>Autres provisions réglementées                                                                                                                   | 53 784                  | 35 002            | 18 552              | 70 233                |
| <b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b>53 784</b>           | <b>35 002</b>     | <b>18 552</b>       | <b>70 233</b>         |
| Provisions pour litiges<br>Provisions pour garanties données aux clients<br>Provisions pour pertes sur marchés à terme<br>Provisions pour amendes et pénalités<br>Provisions pour pertes de change<br>Provisions pour pensions, obligations similaires<br>Provisions pour impôts<br>Provisions pour renouvellement immobilisations<br>Provisions pour grosses réparations<br>Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer<br>Autres provisions pour risques et charges |                         | 200 000           |                     | 200 000               |
| <b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                         | <b>200 000</b>    |                     | <b>200 000</b>        |
| Provisions sur immobilisations incorporelles<br>Provisions sur immobilisations corporelles<br>Provisions sur titres mis en équivalence<br>Provisions sur titres de participation<br>Provisions sur autres immobilis. financières<br>Provisions sur stocks et en cours<br>Provisions sur comptes clients<br>Autres provisions pour dépréciation                                                                                                                             | 252 130                 |                   |                     | 252 130               |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 1 123 350               | 242 926           | 1 123 350           | 242 926               |
| <b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <b>1 375 480</b>        | <b>242 926</b>    | <b>1 123 350</b>    | <b>495 056</b>        |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>1 429 264</b>        | <b>477 928</b>    | <b>1 141 902</b>    | <b>765 290</b>        |
| Dotations et reprises d'exploitation<br>Dotations et reprises financières<br>Dotations et reprises exceptionnelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                         | 442 926<br>35 002 | 1 123 350<br>18 552 |                       |
| Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                         |                   |                     |                       |



CREANCES ET DETTES

| ETAT DES CREANCES                                                       | Montant brut      | 1 an au plus     | plus d'un an   |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations                                | 988 629           |                  | 988 629        |
| Prêts                                                                   |                   |                  |                |
| Autres immobilisations financières                                      | 400               | 400              |                |
| Clients douteux ou litigieux                                            | 525 817           | 525 817          |                |
| Autres créances clients                                                 | 4 254 165         | 4 254 165        |                |
| Créance représentative de titres prêtés                                 |                   |                  |                |
| Personnel et comptes rattachés                                          |                   |                  |                |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux                           |                   |                  |                |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices                    | 383 274           | 383 274          |                |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée                 | 1 975 280         | 1 975 280        |                |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés |                   |                  |                |
| Etat, autres collectivités : créances diverses                          | 155 000           | 155 000          |                |
| Groupe et associés                                                      |                   |                  |                |
| Débiteurs divers                                                        | 1 763 465         | 1 763 465        |                |
| Charges constatées d'avance                                             | 22 987            | 22 987           |                |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                    | <b>10 069 016</b> | <b>9 080 387</b> | <b>988 629</b> |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice                          |                   |                  |                |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice                  |                   |                  |                |
| Prêts et avances consentis aux associés                                 |                   |                  |                |

| ETAT DES DETTES                                 | Montant brut       | 1 an au plus      | plus d'1 an, -5 ans | plus de 5 ans     |
|-------------------------------------------------|--------------------|-------------------|---------------------|-------------------|
| Emprunts obligataires convertibles              |                    |                   |                     |                   |
| Autres emprunts obligataires                    |                    |                   |                     |                   |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine   | 19 383 626         | 19 383 626        |                     |                   |
| Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine   | 113 682 807        | 6 796 158         | 29 570 597          | 77 316 052        |
| Emprunts et dettes financières divers           | 1 963 999          |                   |                     | 1 963 999         |
| Fournisseurs et comptes rattachés               | 4 132 603          | 4 132 603         |                     |                   |
| Personnel et comptes rattachés                  | 30 624             | 30 624            |                     |                   |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux   | 104 842            | 104 842           |                     |                   |
| Etat : impôt sur les bénéfices                  |                    |                   |                     |                   |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée               | 1 719 781          | 1 719 781         |                     |                   |
| Etat : obligations cautionnées                  |                    |                   |                     |                   |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés        | 55 303             | 55 303            |                     |                   |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 510 000            | 510 000           |                     |                   |
| Groupe et associés                              |                    |                   |                     |                   |
| Autres dettes                                   | 3 305 135          | 3 305 135         |                     |                   |
| Dettes représentatives de titres empruntés      |                    |                   |                     |                   |
| Produits constatés d'avance                     | 13 115             | 13 115            |                     |                   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                            | <b>144 901 835</b> | <b>36 051 187</b> | <b>29 570 597</b>   | <b>79 280 051</b> |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice          | 2 500 000          |                   |                     |                   |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice         | 6 497 126          |                   |                     |                   |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés   |                    |                   |                     |                   |



## INTERETS IMMOBILISES

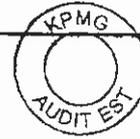
| <i>Nature des immobilisations faites par l'entreprise pour elle-même</i> | <i>Intérêts inclus dans l'exercice</i> | <i>Intérêts cumulés à la clôture</i> |
|--------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------|
| Immeuble Passage de France                                               |                                        | 6 251                                |
| Parc des Expositions n°2                                                 |                                        | 13 326                               |
| Bâtiment Serrib                                                          |                                        | 83 115                               |
| Bâtiment Site de l'Espérance                                             |                                        | 45 110                               |
| Bâtiment GRODIS                                                          |                                        | 15 382                               |
| Bâtiment GEEPE                                                           |                                        | 403 007                              |
| Bâtiments Techn'hom1 et 2 Belfort                                        |                                        | 312 745                              |
| Bâtiments Techn'hom 3                                                    |                                        | 496 675                              |
| Bâtiments Techn'hom 4                                                    |                                        | 114 495                              |
| <b>TOTAL</b>                                                             |                                        | <b>1 490 106</b>                     |

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR



31/12/2011

|                                           |              |
|-------------------------------------------|--------------|
| <b>PRODUITS A RECEVOIR</b>                | 446 395,51   |
| <b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>       | 323 383,31   |
| 41810 Clients factures O Utablir          | (377 864,44) |
| 418100 Clients factures O Utablir         | 61 812,30    |
| 418101 Clients factures O Utablir         | (33 035,38)  |
| 41811 41810 sans regroupement             | 672 470,83   |
| <b>AUTRES CREANCES</b>                    | 114 579,40   |
| 46871 Produits O recevoir                 | 102 481,00   |
| 468710000 Divers produits O recevoir      | 12 098,40    |
| <b>BANQUES, ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b> | 8 432,80     |
| 51871 IntUrUts courus O recevoir          | 8 432,80     |
| <b>TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR</b>      | 446 395,51   |



## DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2011

|                                           |              |
|-------------------------------------------|--------------|
| <b>CHARGES A PAYER</b>                    | 1 272 927,48 |
| <b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>     | 353 271,27   |
| 16884 IntUrUs courus                      | 353 271,27   |
| <b>DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH</b>  | 404 536,67   |
| 40810 Fournisseurs Fact non parvenues     | 62 966,10    |
| 408101 Fournisseurs factures non parvenue | 159 314,54   |
| 408103 Fournisseurs factures non parvenue | 164 006,12   |
| 40811 Fournisseurs fact non parvenus      | 18 249,91    |
| <b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>        | 47 160,73    |
| 42820 Dettes provisionn Us pour congUs p  | 30 623,85    |
| 43860 Org sociaux charges O payer         | 16 536,88    |
| <b>AUTRES DETTES</b>                      | 136 342,25   |
| 46860 Charges O payer                     | 124 243,85   |
| 46861 RUmunUration O payer                | 12 098,40    |
| <b>CONCOURS BANCAIRES COURANTS</b>        | 331 616,56   |
| 51981 IntUrUs courus O payer              | 331 616,56   |
| <b>TOTAL DES CHARGES A PAYER</b>          | 1 272 927,48 |



## DETAIL DES CHARGES &amp; PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2011

|                                                            | 31/12/2011  |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>                         | (13 115,02) |
| 48710 Produits constatés d'avances                         | (13 115,02) |
|                                                            | (13 115,02) |
| <b>TOTAL DES CHARGES &amp; PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b> | (13 115,02) |



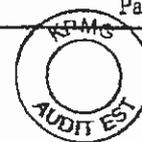
## TRANSFERTS DE CHARGES

| <i>Nature des transferts</i>                 | <i>Montant</i> | <i>Imputation au compte</i> |
|----------------------------------------------|----------------|-----------------------------|
| Rémunération sur bâtiment Geodis             | 7 801          | 791220                      |
| Rémunération sur le parc des expositions n°2 | 17 396         | 791220                      |
| Remboursement d'assurance                    | 10 034         | 79100                       |
| Avantage en nature                           | 6 230          | 79131                       |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>41 461</b>  |                             |

## CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

| <i>Nature des charges</i>    | <i>Montant</i> | <i>Imputation au compte</i> |
|------------------------------|----------------|-----------------------------|
| Cessions d'éléments d'actifs | 509 125        | 675                         |
| Amortissement dérogatoire    |                | 687                         |
| Pénalités                    | 17 871         | 6712                        |
| Autres charges               | 60             | 6718                        |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>527 056</b> |                             |

| <i>Nature des produits</i>   | <i>Montant</i>   | <i>Imputation au compte</i> |
|------------------------------|------------------|-----------------------------|
| Subventions d'équipements    | 541 244          | 777                         |
| Cessions d'éléments d'actifs | 941 661          | 775                         |
| Rentrées sur créances        | 3 153            | 7714                        |
| Reprise sur dérogatoire      | 18 552           | 787                         |
| Dégrèvements CVAB            | 238 378          | 772                         |
| <b>TOTAL</b>                 | <b>1 742 989</b> |                             |



## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| <i>Situation à l'ouverture de l'exercice</i>                  |                 | <i>Solde</i>   |
|---------------------------------------------------------------|-----------------|----------------|
| Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs |                 | 32 980 424     |
| Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs |                 | 32 980 424     |
| <i>Variations en cours d'exercice</i>                         |                 |                |
|                                                               | <i>En moins</i> | <i>En plus</i> |
| Variations des réserves                                       |                 | 1 401 359      |
| Variations des subventions d'investissement                   | 541 244         |                |
|                                                               | <b>SOLDE</b>    | <b>860 115</b> |
| <i>Situation à la clôture de l'exercice</i>                   |                 | <i>Solde</i>   |
| Capitaux propres avant répartition                            |                 | 33 840 539     |

## REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

| <i>Répartition</i>                  | <i>Résultat avant impôt</i> | <i>Impôt dû</i>  | <i>Résultat net après impôt</i> |
|-------------------------------------|-----------------------------|------------------|---------------------------------|
| Résultat courant                    | 1 453 022                   | 670 260          | 782 762                         |
| Résultat exceptionnel à court terme | 1 180 931                   | 544 749          | 636 182                         |
| <b>RESULTAT COMPTABLE</b>           | <b>2 633 953</b>            | <b>1 215 009</b> | <b>1 418 944</b>                |



## VENTILATION DE L'IMPOT

La société est comprise dans un périmètre d'intégration fiscale.

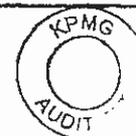
La convention retenue pour la répartition de l'impôt est la suivante :

- les charges d'impôts sont supportées par les sociétés intégrées (filiales et mères) comme en l'absence d'intégration ;
- les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce au déficit sont conservées chez la société mère ;
- les économies réalisées par le groupe non liées aux déficits (correctifs, avoirs fiscaux et crédits d'impôts) sont également conservées chez la mère, et sont constatées en produits ou charges.

L'impôt société du groupe s'élève à 1 215 009 euros qui se décompose comme suit :

- SCI des Résidences société filiale : 0 pour un déficit fiscal de - 99 534 euros.
- SA SEMPAT société mère : 1 215 009 pour 3 508 520 de bénéfice fiscal

L'économie d'impôt réalisé par le groupe compte tenu du déficit de la SCI des Résidences pour l'exercice 2011 s'élève à 33 178 euros.



## COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

| Catégories de titres | Nombre de titres           |                          |                               | Valeur nominale |
|----------------------|----------------------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------|
|                      | à la clôture de l'exercice | créés pendant l'exercice | remboursés pendant l'exercice |                 |
| Actions ordinaires   | 5 161                      |                          |                               | 3 685,00        |

**SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE PATRIMONIALE DU TERRITOIRE DE BELFORT**



Composition du capital à ce jour

FORME JURIDIQUE : Société Anonyme d'Economie Mixte

SIEGE SOCIAL: Conseil Général du Territoire de Belfort  
Hôtel du Département -Place de la Révolution- 90 000 BELFORT

CAPITAL SOCIAL : 8 993 457 €

CONSTITUTION : 02.12.1988

DURÉE: 99 ans R.C.S : BELFORT B 348 734 583

MODIFICATION STATUTS: 22.02.94 Augmentation capital (13 000 000 à 26 000 000 F)  
27.07.01 Conversion du capital en Euros par incorporation de réserves de  
36 325.56 Euros  
27.06.2003 Mise en conformité des statuts suivant la loi NRE  
30.08.2005 : Augmentation du capital (4 000 000 à 8 993 457 €)  
09.12.2009 : Augmentation du capital par incorporation réserves et numéraire  
( 8 993 457 € à 19 018 285 €)

| ACTIONNAIRES                                                 | NOMBRE D'ACTIONS | % CAPITAL | NB postes ADMINIST. | REPRESENTANTS PERMANENTS AU CA         | REPRESENTANTS PERMANENTS AUX A.G |
|--------------------------------------------------------------|------------------|-----------|---------------------|----------------------------------------|----------------------------------|
| COLLECTIVITES LOCALES                                        |                  | 56,87     |                     |                                        |                                  |
| DEPARTEMENT                                                  | 1 220            | 23,64     | 3                   | M. ACKERMANN<br>M. RAYOT<br>Mme FLEURY | M. RAYOT                         |
| VILLE DE BELFORT                                             | 129              | 2,50      | 1                   | M. BUTZBACH                            | M. BUTZBACH                      |
| SYNDICAT DE L'AEROPARC                                       | 874              | 16,93     | 2                   | Mme. FORCINAL<br>M. GALLINO            | Mme FORCINAL                     |
| Communauté d'agglomération Belfortaine                       | 712              | 13,80     | 2                   | M. PROUST<br>M. JEANGERARD             | M. PROUST                        |
| PRIVES                                                       |                  | 43,13     |                     |                                        |                                  |
| C.D.C                                                        | 753              | 14,59     | 1                   | M. BOURSIER                            | M. BOURSIER                      |
| CAISSE D'EPARGNE ET DE PREYOVANCE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE | 652              | 12,63     | 1                   | M. COSTE                               | M. COSTE                         |
| C.C.J DE BELFORT                                             | 44               | 0,85      | 1                   | M. ALBIZZATI                           | M. ALBIZZATI                     |
| SODEB                                                        | 263              | 5,10      | 1                   | M. CNUDE                               | M. CNUDE                         |
| ALSTOM                                                       | 206              | 3,99      | 1                   | M. CAPLIEZ                             | M. CAPLIEZ                       |
| BATIFRANC                                                    | 158              | 3,06      | 1                   | M. CHAVELET                            | M. CHAVELET                      |
| DEXIA                                                        | 65               | 1,26      |                     | M. RICHARD<br>Censeur                  | M. RICHARD                       |
| SAFIDI                                                       | 85               | 1,65      |                     | M. BOUSCAVET<br>Censeur                | M. BOUSCAVET                     |
| TOTAL                                                        | 5 161            | 100       | 14                  |                                        |                                  |

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL : M. PROUST Christian

VICE- PRESIDENTS : M. COSTE

**AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE  
A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**



| <i>1 - Origine</i>                                   | <i>Montant</i>      |
|------------------------------------------------------|---------------------|
| Report à nouveau antérieur<br>Résultat de l'exercice | 1 418 943,43        |
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>1 418 943,43</b> |

| <i>2 - Affectations</i> | <i>Montant</i>   |
|-------------------------|------------------|
| Réserve légale          | 70 947,17        |
| <b>TOTAL</b>            | <b>70 947,17</b> |

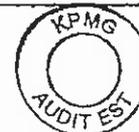


**RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

| Date d'arrêté<br>Durée de l'exercice (mois)                                   | 31/12/2011<br>12 | 31/12/2010<br>12 | 31/12/2009<br>12 | 31/12/2008<br>12 | 31/12/2007<br>12 |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>                                              |                  |                  |                  |                  |                  |
| Capital social                                                                | 19 018 285       | 19 018 285       | 8 993 457        | 8 993 457        | 8 993 457        |
| Nombre d'actions<br>- ordinaires                                              | 5 161            | 5 161            | 3 531            | 3 531            | 3 531            |
| Nombre maximum d'actions à créer                                              |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>                                                |                  |                  |                  |                  |                  |
| Chiffre d'affaires hors taxes                                                 | 24 447 542       | 40 815 620       | 15 092 753       | 14 999 142       | 9 898 280        |
| Résultat avant impôt, participation,<br>dot. amortissements et provisions     | 9 956 632        | 10 419 204       | 7 522 461        | 4 816 089        | 3 719 842        |
| Impôts sur les bénéfices                                                      | 1 215 009        | 1 398 870        | 968 737          | 390 981          | 440 778          |
| Dot. Amortissements et provisions                                             | 7 322 679        | 6 918 295        | 4 528 325        | 3 422 856        | 2 428 282        |
| Résultat net                                                                  | 1 418 943        | 2 102 039        | 2 025 399        | 1 002 252        | 850 782          |
| Résultat distribué                                                            |                  | 700 680          | 450 000          | 450 000          | 450 000          |
| <b>RESULTAT PAR ACTION</b>                                                    |                  |                  |                  |                  |                  |
| Résultat après impôt, participation,<br>avant dot.amortissements, provisions  | 1 694            | 1 748            | 1 856            | 1 253            | 929              |
| Résultat après impôt, participation<br>dot amortissements et provisions       | 275              | 407              | 574              | 284              | 241              |
| Dividende attribué                                                            |                  | 136              | 127              | 127              | 127              |
| <b>PERSONNEL</b>                                                              |                  |                  |                  |                  |                  |
| Effectif moyen des salariés                                                   | 11               | 3                | 3                | 3                | 3                |
| Masse salariale                                                               | 444 494          | 307 629          | 134 050          | 119 038          | 115 630          |
| Sommes versées en avantages sociaux<br>(sécurité sociale, œuvres sociales...) | 232 076          | 146 798          | 60 773           | 52 536           | 56 694           |

**VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN KE**

| Rubriques                              | Chiffre d'affaires<br>France | Chiffre d'affaires<br>Export | Total<br>31/12/2011 | Total<br>31/12/2010 | %<br>11 / 10    |
|----------------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| Remun. Sempat s/fonctionnement +autres | 19                           |                              | 19                  | 88                  | -78,51 %        |
| Ventes d'immeubles                     | 23                           |                              | 23                  | 32 469              | -99,93 %        |
| Ventes d'études                        | 214                          |                              | 214                 | 262                 | -18,45 %        |
| Loyer                                  | 15 386                       |                              | 15 386              | 15 422              | -0,23 %         |
| Charges                                | 8 806                        |                              | 8 806               | 8 021               | 9,78 %          |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>24 448</b>                |                              | <b>24 448</b>       | <b>56 263</b>       | <b>-56,55 %</b> |



## ENGAGEMENTS DE CREDIT-BAIL

| Rubriques                        | Terrains | Constructions | Matériel outillage | Autres immobilisations | Total     |
|----------------------------------|----------|---------------|--------------------|------------------------|-----------|
| <b>VALEUR D'ORIGINE</b>          |          | 1 087 500     | 925 696            |                        | 2 013 196 |
| <b>AMORTISSEMENTS</b>            |          |               |                    |                        |           |
| <b>TOTAL</b>                     |          |               |                    |                        |           |
| <b>VALEUR NETTE</b>              |          | 1 087 500     | 925 696            |                        | 2 013 196 |
| <b>REDEVANCES PAYEES</b>         |          |               |                    |                        |           |
| Cumul exercices antérieurs       |          | 183 762       | 306 053            |                        | 489 815   |
| Exercice en cours                |          | 78 755        | 222 464            |                        | 301 219   |
| <b>TOTAL</b>                     |          | 262 517       | 528 517            |                        | 791 034   |
| <b>REDEVANCES A PAYER</b>        |          |               |                    |                        |           |
| A un an au plus                  |          | 78 755        | 222 464            |                        | 301 219   |
| A plus d'un an et moins de 5 ans |          | 393 777       | 706 058            |                        | 1 099 835 |
| A plus de cinq ans               |          | 1 627 609     | 321 427            |                        | 1 949 036 |
| <b>TOTAL</b>                     |          | 2 100 141     | 1 249 949          |                        | 3 350 090 |

## ENGAGEMENTS HORS BILAN

| Rubriques                  | Montant hors bilan |
|----------------------------|--------------------|
| Effets escomptés non échus |                    |
| Autres engagements donnés  |                    |
| Location longue durée      |                    |
| <b>TOTAL</b>               |                    |

ENGAGEMENTS FINANCIERS



| <i>Engagements donnés</i>       |              |                     |                 |                       |                                 |               |
|---------------------------------|--------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------------------------|---------------|
| <i>Catégories d'engagements</i> | <i>Total</i> | <i>Au profit de</i> |                 |                       |                                 |               |
|                                 |              | <i>Dirigeants</i>   | <i>Filiales</i> | <i>Participations</i> | <i>Autres entreprises liées</i> | <i>Autres</i> |
|                                 |              |                     |                 |                       |                                 |               |
| <b>TOTAL</b>                    |              |                     |                 |                       |                                 |               |

| <i>Engagements reçus</i>        |                   |                     |                 |                       |                                 |                   |
|---------------------------------|-------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|---------------------------------|-------------------|
| <i>Catégories d'engagements</i> | <i>Total</i>      | <i>Accordés par</i> |                 |                       |                                 |                   |
|                                 |                   | <i>Dirigeants</i>   | <i>Filiales</i> | <i>Participations</i> | <i>Autres entreprises liées</i> | <i>Autres</i>     |
| Garantie d'emprunt              | 60 279 711        |                     |                 |                       |                                 | 60 279 711        |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>60 279 711</b> |                     |                 |                       |                                 | <b>60 279 711</b> |

| <i>Engagements réciproques</i>  |              |                   |                 |                       |                                 |               |
|---------------------------------|--------------|-------------------|-----------------|-----------------------|---------------------------------|---------------|
| <i>Catégories d'engagements</i> | <i>Total</i> | <i>Dirigeants</i> | <i>Filiales</i> | <i>Participations</i> | <i>Autres entreprises liées</i> | <i>Autres</i> |
|                                 |              |                   |                 |                       |                                 |               |
| <b>TOTAL</b>                    |              |                   |                 |                       |                                 |               |



MONTANT ANNUEL DES QUANTITES D'EMPLACEMENTS ACCORDEES PAR LES COLLECTIVITES LOCALES DANS LE CADRE DES OPERATIONS PROTEGES SENEPAT

SENEPAT

| ANNEE           | 1993           | 1994        | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | TOTAL         |
|-----------------|----------------|-------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------------|
| 716 434 576     | 6 434 576      |             |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 4 174 576     |
| 1 284 114 573   | 10 394 877 600 |             |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 8 394 877 600 |
| 38 234 877 600  | 3 394 877 600  |             |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 1 524 877 600 |
| 5 834 234 877   | 5 394 877 600  |             |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 734 877 600   |
| 5 114 234 877   | 5 394 877 600  |             |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 1 034 877 600 |
| 14 194 234 877  | 5 394 877 600  |             |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 1 134 877 600 |
| 121 094 234 877 | 5 394 877 600  |             |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 1 234 877 600 |
| 141 444 234 877 | 5 394 877 600  |             |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 1 334 877 600 |
| TOTAL GENERAL   | 45 434 234 877 | 394 877 600 |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 60 274 717,76 |





## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| <i>Dénomination<br/>Siège Social</i> | <i>Capital<br/>Capitaux Propres</i> | <i>Q.P. Détenus<br/>Divid. encaiss.</i> | <i>Val brute Titres<br/>Val. nette Titres</i> | <i>Prêts, avances<br/>Cautions</i> | <i>Chiffre d'affaires<br/>Résultat</i> |
|--------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------|
| <b>FILIALES (plus de 50%)</b>        |                                     |                                         |                                               |                                    |                                        |
| SCI DES RESIDENCES                   | 1 600<br>(981 585)                  | 100,00 %                                | 319 773                                       | 684 278                            | 19 365<br>(99 534)                     |
| SAS ALLIANCE                         | 5 000 000<br>4 531 184              | 51,00 %                                 | 2 550 000                                     |                                    | (468 816)                              |
| <b>PARTICIPATIONS (10 à 50%)</b>     |                                     |                                         |                                               |                                    |                                        |
| SCI FABEM                            | 305<br>259 172                      | 51,00 %                                 | 215 978                                       | 81 800                             | 125 314<br>67 704                      |
| <b>AUTRES TITRES</b>                 |                                     |                                         |                                               |                                    |                                        |
| SODEB                                | 336 600<br>8 232 515                | 5,10 %                                  | 17 105                                        |                                    | 7 229 677<br>89 281                    |
| SEMVIH                               | 1 524 000<br>1 972 211              | 0,10 %                                  | 1 524                                         |                                    | 287 646<br>86 283                      |
| SCI ALVANCIA                         | 3 000 000<br>2 866 371              | 5,00 %                                  | 150 000<br>222 750                            | 222 750                            | 2 794 744<br>(133 629)                 |



**KPMG AUDIT EST**  
9 avenue de l'Europe  
Espace Européen de l'Entreprise  
67300 Schiltigheim  
France

**EST AUDIT**  
SERVICE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
**EST AUDIT**  
43 rue des Mines  
26400 AUDINCOURT

**SEMPAT**

**Société d'Economie Mixte Locale**

**Rapport spécial des commissaires aux  
comptes sur les conventions  
réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice  
clos le 31 décembre 2011**

**SEMPAT**

**Société d'Economie Mixte Locale  
Hôtel du Département - Conseil Général - Place de la  
Révolution Française - 90000 BELFORT**

*Ce rapport contient 7 pages*

**Référence : 12068RS**



**KPMG AUDIT EST**  
9 avenue de l'Europe  
Espace Européen de l'Entreprise  
67300 Schiltigheim  
France

**EST AUDIT**

SAISON DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

**EST AUDIT**  
43 rue des Mines  
25400 AUDINCOURT

**SEMPAT**  
**Société d'Economie Mixte Locale**

Siège social : Hôtel du Département - Conseil Général - Place de la Révolution Française -  
90000 BELFORT

**Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous avons découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions, en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L.225-40 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaire aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été fournies avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

**Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé**

Nous n'avons pas été avisés de conventions relevant de l'article L.225-40 du Code de commerce ayant fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration au cours de cet exercice.

## **Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale**

En application de l'article L. 225-38 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

### **CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA SODEB ET LA SEMPAT**

Elle concerne :

#### **1 – Prestations de gestion réalisées par la SODEB pour le compte de la SEMPAT :**

La SEMPAT a confié à la SODEB le secrétariat juridique intéressant sa vie sociale, la gestion comptable et financière complète, la gestion de la paie, la gestion des marchés et la mise à disposition d'outils informatiques et des études pré opérationnelles.

La rémunération annuelle de ces prestations a été fixée à 430.000 € pour cet exercice. Elle sera actualisée sur la base du dernier indice syntec publié au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, l'indice de référence au 1<sup>er</sup> janvier 2010 étant 230,5.

Le montant de la prestation facturée au titre de cet exercice s'est élevé à 435.410,00 € HT.

#### **2 – Mandat sur les opérations nouvelles :**

La SEMPAT donne mandat à la SODEB d'assurer le suivi de la réalisation des opérations nouvelles complexes d'infrastructure et de bâtiment.

Chacune de ces nouvelles opérations donnera lieu à une convention de mandat, dont le cadre a été défini comme suit :

- Travaux d'entretien et d'amélioration ponctuels = facturation à l'heure sur la base de 114 €/heure pour les prestations de direction technique et de 76 €/heure pour l'intervention de chargés d'opération ;
- Opérations foncières : Un avenant précisera le taux de rémunération, un coefficient de complexité de l'opération et les conditions de règlement.

Le taux de rémunération est dégressif selon le montant des travaux prévus :

| Montant de l'opération     | Taux central | Taux minoré | Taux majoré |
|----------------------------|--------------|-------------|-------------|
| Moins de 1 500 000 €       | 4,50         | 3,80        | 5,20        |
| De 1 500 000 à 3 000 000 € | 3,50         | 3,00        | 4,00        |
| De 3 000 000 à 5 000 000 € | 2,50         | 2,10        | 2,90        |
| Plus de 5 000 000 €        | 1,70         | 1,50        | 2,00        |

Etant précisé que le taux central sera appliqué sauf lorsque le montant prévisionnel des travaux sera compris entre 85 % et 100 % du seuil supérieur (application du taux majoré) et 100 % et 115 % de la tranche inférieure (application du taux minoré).

Ces conventions sont résumées dans la seconde partie du tableau annexe 1.

#### **CONVENTION DE LOCATION ENTRE L'ADEBT et la SEMPAT**

La SEMPAT (bailleur) donne à bail à l'ADEBT (preneur), les locaux occupés rue Morimont selon avenant au bail du 19 novembre 2002.

Loyer au titre de cet exercice : 41.471,40 €

Charges locatives : 7 857,66 €

Taxe foncière : 3 426,18 €

#### **CONVENTION DE LOCATION ENTRE LA SODEB ET LA SEMPAT**

La SEMPAT (bailleur) donne à bail à la SODEB (preneur), les locaux occupés rue Morimont selon avenant au bail du 2 octobre 2002.

Loyer au titre de cet exercice : 66 674,40 €

Charges locatives : 1.623,42 €

Taxe foncière : 5.583,38 €

**Mandataires sociaux concernés**

Se reporter au tableau annexe 2.

Montbéliard, le 14 juin 2012

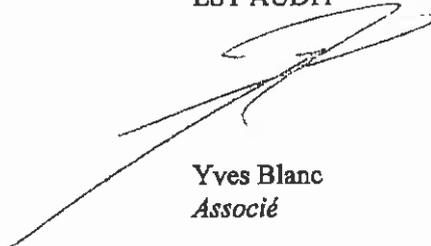
KPMG Audit Est



Laurent Hofnung  
Associé

Audincourt, le 14 juin 2012

EST AUDIT



Yves Blanc  
Associé

# SEMPAT SAEM Conventions avec SODEB SAEM

Exercice clos le: 31/12/2011

Annexe 1

Légenda :

P = Prédit / C = Charge

| Numéro et description de l'opération                     | date d'effet | date C.A. ou A.G. | Rémunération Travaux |      |              | Rémunération Gestion |      |              | Autres flux financiers |      |      |
|----------------------------------------------------------|--------------|-------------------|----------------------|------|--------------|----------------------|------|--------------|------------------------|------|------|
|                                                          |              |                   | taux                 | base | rémunération | CR                   | base | rémunération | C/R                    | taux | base |
| 1 - BAIL FACTURE PAR LA SEMPAT à la SODEB (Rue MORIMONT) |              |                   |                      |      |              |                      |      |              |                        |      |      |

|                                                                                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                           |              |   |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|-------------------------------------------|--------------|---|
| Location des bureaux rue Morimont par la SEMPAT (propriétaire) à la SODEB (locataire) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | Montant du loyer au titre de cet exercice | -66 674,40 € | C |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|-------------------------------------------|--------------|---|

## 2 - CONVENTIONS DE MANDAT DE TRAVAUX CONFIES A LA SODEB PAR LA SEMPAT

|                                                                                                    |  |            |               |                                                              |            |              |   |  |  |  |              |       |            |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--|------------|---------------|--------------------------------------------------------------|------------|--------------|---|--|--|--|--------------|-------|------------|-----------|
| Convention de Partenariat (CA du 7 juin 2010) - Rémunération des Prestations de Gestion            |  | 01/01/2010 | CA 07/06/2010 |                                                              |            |              |   |  |  |  | 435 410,00 € | P     |            |           |
| 2104 I - Remplacement du chassis aluminium du Bâtiment 5 Belfort Technopole                        |  | 02/06/2010 | CA 07/06/2010 | 3,80%                                                        | Travaux HT | 5 314,30 €   | P |  |  |  |              |       |            |           |
| 2107 Construction bâtiment ALSTOM PLANT                                                            |  |            | AG 30/06/08   | Forfait 500,000 € HT en fonction de l'avancement des travaux |            | 40 000,00 €  | P |  |  |  |              |       |            |           |
| 2317 I 1 - Construction Chauffage Bâtiment 328 Technopole                                          |  | 05/07/2010 | CA 07/06/2010 | 4,50%                                                        | Travaux HT | 716,24 €     | P |  |  |  |              |       |            |           |
| 2317 I 2 - Aménagement de locaux au bâtiment 328 pour l'implantation de Technologies de la Musique |  | 02/08/2010 | CA 07/06/2010 | 3,80%                                                        | Travaux HT | 975,75 €     | P |  |  |  |              |       |            |           |
| 2321 I 1 Bureaux blanc SST                                                                         |  |            |               | 3,50%                                                        | Travaux HT | 100 523,85 € |   |  |  |  |              |       |            |           |
| 2326 - Construction d'un restaurant Inter-Entreprises site des "alettes" à Cravanches Technopole 4 |  | 14/10/2010 | CA 07/06/2010 | 2,00%                                                        | Travaux HT | 310,16 €     | P |  |  |  |              |       |            |           |
| 2327 - Centre sportif                                                                              |  |            |               | 5,00%                                                        | Travaux HT | 4 783,97 €   |   |  |  |  |              | 1,00% | Travaux HT | -956,79 € |
| 2329 I 1 - Travaux Implantation DE DONI Bâtiment 9 Technopole Belfort                              |  | 02/08/2010 | CA 07/06/2010 | 3,80%                                                        | Travaux HT | 507,99 €     | P |  |  |  |              |       |            |           |
| 2331 I 1 - SEPARATION RESTAURANT                                                                   |  |            |               | 4,50%                                                        | Travaux HT | 4 875,60 €   |   |  |  |  |              |       |            |           |
| 2332 I - BANC D'ESSAI GE                                                                           |  |            |               | 2,00%                                                        | Travaux HT | 5 615,34 €   |   |  |  |  |              |       |            |           |

## Situation des mandats

Exercice clos le 31 décembre 2011

| Mandataires sociaux                                       | SODEB              | SEMPAT           | SEMVIIH | ADEBT | GIE SEMFC |
|-----------------------------------------------------------|--------------------|------------------|---------|-------|-----------|
| Caisse des dépôts et consignations                        | 1                  | 1                |         |       |           |
| Caisse d'Épargne et de prévoyance Bourgogne Franche-Comté | 1                  | 1                | 1       |       |           |
| Chambre de commerce et d'industrie de BELFORT             | 1                  | 1                |         |       |           |
| Communauté d'Agglomération de Belfort                     | 1                  | 2                |         |       |           |
| Conseil général                                           |                    |                  |         |       |           |
| Département                                               | 3                  | 3                | 2       |       |           |
| SEMPAT                                                    | 1                  |                  | 1       |       |           |
| SODEB                                                     |                    | 1                | 1       |       | 1         |
| Syndicat de l'AEROPARC                                    | 1                  | 2                |         |       |           |
| Ville de Belfort                                          | 2                  | 1                | 5       |       |           |
| Président du Conseil d'Administration                     | Jean-Pierre GNUDDE | Christian PROUST |         |       |           |
| ALSTOM                                                    |                    | 1                |         |       |           |
| BATIFRANC                                                 |                    | 1                |         |       |           |
| S.A. PULLMAN International Hotels                         |                    |                  | 1       |       |           |
| DEXIA (Censeur)                                           |                    | 1                | 1       |       |           |
| SEDD                                                      |                    |                  |         |       | 1         |
| SOCAD                                                     |                    |                  |         |       | 1         |
| SAFIDI (Censeur)                                          |                    | 1                |         |       |           |

Les chiffres indiqués correspondent aux nombres de représentants personnes physiques des organisations aux Conseils d'Administrations

Annexe 2

# EST AUDIT

SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
INSCRITE PRÈS LA COUR D'APPEL DE BESANÇON

6 faubourg de Besançon  
90000 BELFORT  
tél 03 84 21 16 29  
fax 03 84 22 65 89  
mél est-audit@sodecc.fr

## **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011**

*Rapport sur les comptes annuels : 29 pages  
Rapport spécial : 3 pages*

Yves BLANC  
commissaire  
aux comptes

Gilles CORDIER  
commissaire  
aux comptes

Pierre PAPROCKI  
commissaire  
aux comptes

**Présentés à :**

*Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société*

***Société d'équipement du territoire de Belfort (SODEB)***

*Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 336.600,00 €*

*SIRET : 535 920 060 00055*

***Siège social :*** *Préfecture du Territoire de Belfort  
90000 BELFORT*

***Etablissement principal :*** *1 rue Morimont BP 282  
90005 BELFORT Cedex*

*par*

***Yves BLANC  
Commissaire aux comptes associé***

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
- EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011 -**

**Société d'équipement du territoire de Belfort (SODEB)**

Société Anonyme d'Économie Mixte au capital de 336.600,00 €

SIRET : 535 920 060 00055

Siège social : Préfecture du Territoire de Belfort  
90000 BELFORT

*Mesdames et Messieurs les Actionnaires,*

*En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2011 sur :*

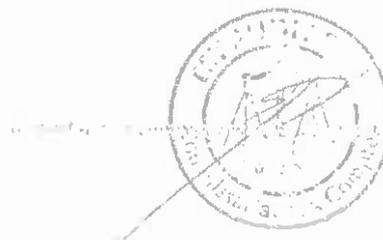
- le contrôle des comptes annuels de votre société, tels qu'ils sont joints au présent rapport,*
- la justification de nos appréciations,*
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.*

*Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.*

**I. Opinion sur les comptes annuels**

*Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.*

*Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.*



## II. Justification des appréciations

*En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :*

### **Principes et méthodes comptables**

*L'annexe expose les règles et méthodes comptables habituellement suivies par votre société.*

*Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis, nous avons vérifié leur caractère approprié ainsi que les informations fournies à leur sujet dans l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.*

### **Estimations comptables**

*Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, décrites dans l'annexe, concernant l'application des règles et méthodes comptables, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application des méthodes décrites.*

### **Conclusion**

*Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.*

## III. Vérifications et informations spécifiques

*Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.*

*Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.*

Fait à BELFORT, le 11 juin 2012

Pour EST AUDIT  
Yves BLANC  
Commissaire aux Comptes associé,



① **BILAN - ACTIF**

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : **SODEB** Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois \* **12**  
 Adresse de l'entreprise **1 RUE MORIMONT BP 282 80005 BELFORT CEDEX** Durée de l'exercice précédent \* **12**  
 Numéro SIRET \* **5 3 5 8 2 0 0 6 0 0 0 0 5 5** Néant  \*

|                                    |                                                                 |                   |            | Exercice N, classé :       |           | N-1                       |            |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------|------------|----------------------------|-----------|---------------------------|------------|
|                                    |                                                                 |                   |            | [31122011]                 |           | [31122010]                |            |
|                                    |                                                                 |                   |            | Net                        |           | Net                       |            |
|                                    |                                                                 |                   |            | 3                          |           | 4                         |            |
|                                    |                                                                 | Brut              |            | Amortissements, provisions |           |                           |            |
|                                    |                                                                 | 1                 |            | 2                          |           |                           |            |
| Capital souscrit non appelé (I)    |                                                                 | AA                |            |                            |           |                           |            |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES      | Frais d'établissement *                                         | AB                |            | AC                         |           |                           |            |
|                                    | Frais de développement *                                        | CX                |            | CQ                         |           |                           |            |
|                                    | Concessions, brevets et droits similaires                       | AF                | 118 432    | AG                         | 113 053   | 5 379                     | 8 552      |
|                                    | Fonds commercial (1)                                            | AH                |            | AI                         |           |                           |            |
|                                    | Autres immobilisations incorporelles                            | AJ                |            | AK                         |           |                           |            |
|                                    | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles           | AL                |            | AM                         |           |                           |            |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES        | Terrains                                                        | AN                | 1 728 507  | AO                         |           | 1 728 507                 | 272 123    |
|                                    | Constructions                                                   | AP                | 15 349 064 | AQ                         | 7 105 296 | 8 243 767                 | 8 638 596  |
|                                    | Installations techniques, matériel et outillage industriels     | AR                | 29 286     | AS                         | 18 574    | 10 712                    | 1 384      |
|                                    | Autres immobilisations corporelles                              | AT                | 349 460    | AU                         | 228 153   | 121 308                   | 101 237    |
|                                    | Immobilisations en cours                                        | AV                | 1 712 386  | AW                         |           | 1 712 386                 | 1 445 730  |
|                                    | Avances et acomptes                                             | AX                |            | AY                         |           |                           |            |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)    | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS                |            | CT                         |           |                           |            |
|                                    | Autres participations                                           | CU                | 1 044 357  | CV                         |           | 1 044 357                 | 1 044 357  |
|                                    | Créances rattachées à des participations                        | BB                |            | BC                         |           |                           |            |
|                                    | Autres titres immobilisés                                       | BD                |            | BE                         |           |                           |            |
|                                    | Prêts                                                           | BF                | 1 243 839  | BG                         |           | 1 243 839                 | 1 246 721  |
|                                    | Autres immobilisations financières *                            | BH                | 2 587      | BI                         |           | 2 587                     | 1 587      |
| <b>TOTAL (II)</b>                  |                                                                 | BJ                | 21 577 919 | BK                         | 7 465 076 | 14 112 843                | 12 760 285 |
| STOCKS *                           | Matières premières, approvisionnements                          | BL                |            | BM                         |           |                           |            |
|                                    | En cours de production de biens                                 | BN                | 21 301 105 | BO                         |           | 21 301 105                | 19 434 762 |
|                                    | En cours de production de services                              | BP                |            | BQ                         |           |                           |            |
|                                    | Produits intermédiaires et fins                                 | BR                |            | BS                         |           |                           |            |
|                                    | Marchandises                                                    | BT                |            | BU                         |           |                           |            |
|                                    | Avances et acomptes versés sur commandes                        | BV                | 4 864      | BW                         |           | 4 864                     | 66 822     |
| CRÉANCES                           | Clients et comptes rattachés (3) *                              | BX                | 3 005 784  | BY                         | 10 527    | 2 995 257                 | 1 502 721  |
|                                    | Autres créances (3)                                             | BZ                | 14 871 987 | CA                         |           | 14 871 987                | 17 809 534 |
|                                    | Capital souscrit et appelé, non versé                           | CB                |            | CC                         |           |                           |            |
| DIVERS                             | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres .....)    | CD                | 1 573 970  | CE                         |           | 1 573 970                 | 1 868 871  |
|                                    | Disponibilités                                                  | CF                | 3 133 377  | CG                         |           | 3 133 377                 | 3 320 007  |
| Comptes de régularisation          | Charges constatées d'avance (3) *                               | CH                | 13 517     | CI                         |           | 13 517                    | 41 737     |
|                                    | <b>TOTAL (III)</b>                                              | CJ                | 43 904 602 | CK                         | 10 527    | 43 894 076                | 44 044 454 |
|                                    | Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)                        | CW                | 74 311     |                            |           | 74 311                    | 82 842     |
|                                    | Primes de remboursement des obligations (V)                     | CM                |            |                            |           |                           |            |
| Ecarts de conversion actif* (VI)   |                                                                 | CN                |            |                            |           |                           |            |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)</b>      |                                                                 | CO                | 65 556 832 | IA                         | 7 475 603 | 58 081 230                | 56 887 581 |
| Renvois : (1) Dont droit au ball : |                                                                 |                   |            | CP                         |           | (3) Part à plus d'un an : | CR         |
| Classe de réserve de propriété : * |                                                                 | Immobilisations : |            | Stocks :                   |           | Créances :                |            |

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

Copyright RedTitan (2012) Cegid ServantsSoft - ETAFI

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

2 BILAN - PASSIF avant répartition

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

| Désignation de l'entreprise                                                  |                                                                                                                     | SODEB                                         | Néant <input type="checkbox"/> * |                |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------|----------------|
|                                                                              |                                                                                                                     |                                               | Exercice N                       | Exercice N - 1 |
| CAPITAUX PROPRES                                                             | Capital social ou individuel (1)* ( Dont versé : .....336.600..... )                                                | DA                                            | 336 600                          | 336 600        |
|                                                                              | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...                                                                         | DB                                            | 116 497                          | 116 497        |
|                                                                              | Ecart de réévaluation (2)* ( dont écart d'équivalence EK )                                                          | DC                                            |                                  |                |
|                                                                              | Réserve légale (3)                                                                                                  | DD                                            | 33 660                           | 33 660         |
|                                                                              | Réserves statutaires ou contractuelles                                                                              | DE                                            |                                  |                |
|                                                                              | Réserves réglementées (3)* ( Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1 )                   | DF                                            |                                  |                |
|                                                                              | Autres réserves ( Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ )                     | DG                                            | 1 890 886                        | 1 837 040      |
|                                                                              | Report à nouveau                                                                                                    | DH                                            |                                  |                |
|                                                                              | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)                                                                          | DI                                            | 89 281                           | 53 846         |
|                                                                              | Subventions d'investissement                                                                                        | DJ                                            | 5 760 664                        | 4 432 753      |
|                                                                              | Provisions réglementées "                                                                                           | DK                                            | 4 927                            | 2 949          |
|                                                                              | TOTAL (I)                                                                                                           | DL                                            | 8 232 515                        | 6 813 345      |
|                                                                              | Autres fonds propres                                                                                                | Produit des émissions de titres participatifs | DM                               |                |
| Avances conditionnées                                                        |                                                                                                                     | DN                                            |                                  |                |
| TOTAL (II)                                                                   |                                                                                                                     | DO                                            |                                  |                |
| Provisions pour risques et charges                                           | Provisions pour risques                                                                                             | DP                                            | 95 000                           | 95 000         |
|                                                                              | Provisions pour charges                                                                                             | DQ                                            | 2 019 907                        | 587 250        |
|                                                                              | TOTAL (III)                                                                                                         | DR                                            | 2 114 907                        | 682 250        |
| DETTES (4)                                                                   | Emprunts obligataires convertibles                                                                                  | DS                                            |                                  |                |
|                                                                              | Autres emprunts obligataires                                                                                        | DT                                            |                                  |                |
|                                                                              | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)                                                          | DU                                            | 21 075 131                       | 17 480 117     |
|                                                                              | Emprunts et dettes financières divers ( Dont emprunts participatifs EI )                                            | DV                                            | 15 420 545                       | 19 741 828     |
|                                                                              | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours                                                                    | DW                                            | 86 086                           | 142 166        |
|                                                                              | Dettes fournisseurs et comptes rattachés                                                                            | DX                                            | 4 278 634                        | 4 447 001      |
|                                                                              | Dettes fiscales et sociales                                                                                         | DY                                            | 2 486 842                        | 1 016 764      |
|                                                                              | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                                                                     | DZ                                            |                                  |                |
| Compte régul.                                                                | Autres dettes                                                                                                       | EA                                            | 4 111 947                        | 6 286 391      |
|                                                                              | Produits constatés d'avance (4)                                                                                     | EB                                            | 274 624                          | 277 720        |
| TOTAL (IV)                                                                   | EC                                                                                                                  | 47 733 808                                    | 49 391 987                       |                |
| Ecarts de conversion passif *                                                | (V)                                                                                                                 | ED                                            |                                  |                |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V)                                                        | EE                                                                                                                  | 58 081 230                                    | 56 887 581                       |                |
| RENVIS                                                                       | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital                                                                      | IB                                            |                                  |                |
|                                                                              | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959)<br>Écart de réévaluation libre<br>Réserve de réévaluation (1976) | 1C                                            |                                  |                |
|                                                                              |                                                                                                                     | 1D                                            |                                  |                |
|                                                                              |                                                                                                                     | 1E                                            |                                  |                |
|                                                                              | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *                                                            | EF                                            |                                  |                |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an                    | EG                                                                                                                  | 10 697 343                                    |                                  |                |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH                                                                                                                  | 12 723 022                                    | 12 514 915                       |                |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.



## 3 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

Formulaire obligatoire (article 53 A  
du Code général des impôts).

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

| Désignation de l'entreprise: SODEB                                    |                                                                                         | Exercice N                                       |                                    |                                                  |    | Néant <input type="checkbox"/> |                |            |            |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------------------|----|--------------------------------|----------------|------------|------------|
|                                                                       |                                                                                         | France                                           |                                    | Exportation et livraisons<br>intracommunautaires |    | Total                          | Exercice (N-1) |            |            |
| PRODUITS D'EXPLOITATION                                               | Ventes de marchandises *                                                                | FA                                               |                                    | FB                                               |    | FC                             |                |            |            |
|                                                                       | Production vendue                                                                       | } biens *                                        | FD                                 | 5 309 751                                        | FE |                                | FF             | 5 309 751  |            |
|                                                                       |                                                                                         |                                                  | FG                                 | 2 419 926                                        | FH |                                | FI             | 2 419 926  |            |
|                                                                       | Chiffres d'affaires nets *                                                              | FJ                                               | 7 729 677                          | FK                                               |    | FL                             | 7 729 677      | 8 038 964  |            |
|                                                                       | Production stockée *                                                                    |                                                  |                                    |                                                  |    | FM                             | 1 866 343      | 3 083 340  |            |
|                                                                       | Production immobilisée *                                                                |                                                  |                                    |                                                  |    | FN                             |                |            |            |
|                                                                       | Subventions d'exploitation                                                              |                                                  |                                    |                                                  |    | FO                             |                |            |            |
|                                                                       | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)                  |                                                  |                                    |                                                  |    | FP                             | 2 561 371      | 1 133 616  |            |
|                                                                       | Autres produits (1) (11)                                                                |                                                  |                                    |                                                  |    | FQ                             | 9 578          | 25 753     |            |
|                                                                       | <b>Total des produits d'exploitation (2) (I)</b>                                        |                                                  |                                    |                                                  |    |                                | FR             | 12 166 968 | 12 281 672 |
| CHARGES D'EXPLOITATION                                                | Achats de marchandises (y compris droits de douane)*                                    |                                                  |                                    |                                                  |    | PS                             |                |            |            |
|                                                                       | Variation de stock (marchandises)*                                                      |                                                  |                                    |                                                  |    | PT                             |                |            |            |
|                                                                       | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* |                                                  |                                    |                                                  |    | FU                             | 7 176 094      | 8 488 300  |            |
|                                                                       | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*                          |                                                  |                                    |                                                  |    | FV                             |                |            |            |
|                                                                       | Autres achats et charges externes (3) (6bis)*                                           |                                                  |                                    |                                                  |    | FW                             | 816 418        | 862 220    |            |
|                                                                       | Impôts, taxes et versements assimilés *                                                 |                                                  |                                    |                                                  |    | FX                             | 131 255        | 155 902    |            |
|                                                                       | Salaires et traitements*                                                                |                                                  |                                    |                                                  |    | FY                             | 855 916        | 947 212    |            |
|                                                                       | Charges sociales (10)                                                                   |                                                  |                                    |                                                  |    | FZ                             | 395 356        | 481 756    |            |
|                                                                       | DOTATIONS<br>D'EXPLOITATION                                                             | Sur immobilisations                              | } - dotations aux amortissements * |                                                  |    |                                | GA             | 482 333    | 488 091    |
|                                                                       |                                                                                         |                                                  | } - dotations aux provisions       |                                                  |    |                                | GB             |            |            |
|                                                                       |                                                                                         | Sur actif circulant : dotations aux provisions * |                                    |                                                  |    |                                | GC             |            | 17 843     |
|                                                                       | Pour risques et charges : dotations aux provisions                                      |                                                  |                                    |                                                  |    | GD                             | 2 019 907      | 682 250    |            |
|                                                                       | Autres charges (12)                                                                     |                                                  |                                    |                                                  |    | GE                             | 474 424        | 98 177     |            |
| <b>Total des charges d'exploitation (4) (II)</b>                      |                                                                                         |                                                  |                                    |                                                  |    | GF                             | 12 351 703     | 12 221 752 |            |
| <b>1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>                           |                                                                                         |                                                  |                                    |                                                  |    | GG                             | (184 735)      | 59 920     |            |
| opérations<br>en commun                                               | Bénéfice attribué ou perte transférée *                                                 |                                                  |                                    |                                                  |    | GH                             |                |            |            |
|                                                                       | Perte supportée ou bénéfice transféré *                                                 |                                                  |                                    |                                                  |    | GI                             |                |            |            |
| PRODUITS FINANCIERS                                                   | Produits financiers de participations (5)                                               |                                                  |                                    |                                                  |    | GJ                             | 33 700         | 14 495     |            |
|                                                                       | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)            |                                                  |                                    |                                                  |    | GK                             | 437            | 377        |            |
|                                                                       | Autres intérêts et produits assimilés (5)                                               |                                                  |                                    |                                                  |    | GL                             | 73 187         | 42 486     |            |
|                                                                       | Reprises sur provisions et transferts de charges                                        |                                                  |                                    |                                                  |    | GM                             | 35 408         | (23 040)   |            |
|                                                                       | Différences positives de change                                                         |                                                  |                                    |                                                  |    | GN                             |                |            |            |
|                                                                       | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement                           |                                                  |                                    |                                                  |    | GO                             | 4 026          | 11 932     |            |
| <b>Total des produits financiers (V)</b>                              |                                                                                         |                                                  |                                    |                                                  |    | GP                             | 146 758        | 46 252     |            |
| CHARGES FINANCIÈRES                                                   | Dotations financières aux amortissements et provisions *                                |                                                  |                                    |                                                  |    | CQ                             |                |            |            |
|                                                                       | Intérêts et charges assimilées (6)                                                      |                                                  |                                    |                                                  |    | GR                             | 162 937        | 159 618    |            |
|                                                                       | Différences négatives de change                                                         |                                                  |                                    |                                                  |    | CS                             |                |            |            |
|                                                                       | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement                          |                                                  |                                    |                                                  |    | GT                             |                |            |            |
| <b>Total des charges financières (VI)</b>                             |                                                                                         |                                                  |                                    |                                                  |    | CU                             | 162 937        | 159 618    |            |
| <b>2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>                                |                                                                                         |                                                  |                                    |                                                  |    | GV                             | (16 179)       | (113 366)  |            |
| <b>3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)</b> |                                                                                         |                                                  |                                    |                                                  |    | CW                             | (200 914)      | (53 446)   |            |

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) \* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)**

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

Copyright RedTian (2012) Cegid ServantSoft - ETAFI

| Désignation de l'entreprise                                                                                                                  |                                                                                                       | SODEB                                                                                        |            | Néant <input type="checkbox"/> |            |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------------------------|------------|-----------|
|                                                                                                                                              |                                                                                                       | Exercice N                                                                                   |            | Exercice N - 1                 |            |           |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                                                                                                                | Produits exceptionnels sur opérations de gestion                                                      | HA                                                                                           | 29 892     |                                | 510        |           |
|                                                                                                                                              | Produits exceptionnels sur opérations en capital *                                                    | HB                                                                                           | 334 774    |                                | 186 736    |           |
|                                                                                                                                              | Reprises sur provisions et transferts de charges                                                      | HC                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | <b>Total des produits exceptionnels (7) (VII)</b>                                                     | HD                                                                                           | 364 666    |                                | 187 246    |           |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                                                                                                               | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)                                             | HE                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | Charges exceptionnelles sur opérations en capital *                                                   | HF                                                                                           | 27 708     |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions                                            | HG                                                                                           | 3 486      |                                | 1 527      |           |
|                                                                                                                                              | <b>Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)</b>                                                   | HH                                                                                           | 31 194     |                                | 1 527      |           |
| <b>4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>                                                                                                |                                                                                                       | HI                                                                                           | 333 471    |                                | 185 719    |           |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)                                                                                |                                                                                                       | HJ                                                                                           |            |                                |            |           |
| Impôts sur les bénéfices * (X)                                                                                                               |                                                                                                       | HK                                                                                           | 43 277     |                                | 78 427     |           |
| <b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>                                                                                                |                                                                                                       | HL                                                                                           | 12 678 392 |                                | 12 515 170 |           |
| <b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>                                                                                      |                                                                                                       | HM                                                                                           | 12 589 111 |                                | 12 461 324 |           |
| <b>5 - BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>                                                                        |                                                                                                       | HN                                                                                           | 89 281     |                                | 53 846     |           |
| <b>REVENUS</b>                                                                                                                               | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme                                           | HO                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (2) Dont {                                                                                            | produits de locations immobilières                                                           | HY         | 1 025 586                      |            | 1 074 446 |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IG         |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (3) Dont {                                                                                            | - Crédit-bail mobilier *                                                                     | HP         |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       | - Crédit-bail immobilier                                                                     | HQ         |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | 1H                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (5) Dont produits concernant les entreprises liées                                                    | 1J                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées                                                    | 1K                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)                      | HX                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (9) Dont transferts de charges                                                                        | A1                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)                                               | A2                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)                              | A3                                                                                           |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              | (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)                               | A4                                                                                           |            |                                |            |           |
| (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6                                                               |                                                                                                       | obligatoires A9                                                                              |            |                                |            |           |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) : |                                                                                                       | Exercice N                                                                                   |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       | Charges exceptionnelles                                                                      |            | Produits exceptionnels         |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :                                                                                |                                                                                                       | Exercice N                                                                                   |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       | Charges antérieures                                                                          |            | Produits antérieurs            |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |
|                                                                                                                                              |                                                                                                       |                                                                                              |            |                                |            |           |

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.



**NOTE INTRODUCTIVE**

L'activité particulière de la SODEB : intervention dans le cadre de concession ou de mandat et activité propre, conduit à traiter à la clôture de l'exercice de façon différente les transactions effectuées.

**OPERATIONS EN MANDATS**

Seuls les comptes de liaison des opérations figurent à l'actif et au passif du bilan.

Le solde de ces comptes traduit la position de la Société (débitrice/créditrice) envers les collectivités mandantes.

**OPERATIONS EN CONCESSIONS**

Les transactions effectuées dans le cadre de convention de concession sont portées, à la clôture de l'exercice, en stocks dans la rubrique encours de concessions déductions faite des avances et acomptes reçus des collectivités locales.

**ACTIVITE PROPRE**

L'arrêté des comptes obéit aux règles habituellement suivies en matière de sociétés commerciales.

Compte-tenu des traitements comptables ci-dessus précisés, les états financiers joints présentent l'activité écoulée sous la forme de :

- Bilan consolidé
- Bilan par activité
- Compte de résultat consolidé
- Compte de résultat par activité.



**REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions Générales Comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, de régularité et d'image fidèle, conformément aux hypothèses de base suivantes :

a) Continuité de l'activité,

b) Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sauf pour les concessions d'aménagements en application de l'avis 97/06 du CNC et du règlement 1999,

c) Indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

**LA LOI COMPTABLE DU 30 AVRIL 1983 ET SON DECRET D'APPLICATION 83.1020 DU 29 NOVEMBRE 1983 S'APPLIQUENT AUX SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE REGIES PAR LA LOI DU 7 JUILLET 1983.**

**BILAN**

A L'ACTIF CIRCULANT, apparaît la valeur des "STOCKS EN COURS DE BIENS CONCESSIONS D'AMENAGEMENT" calculée par différence entre le "COUT DES TRAVAUX" (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés estimés en fin exercice.

Les opérations traitées en mandat sont traduites dans le compte de bilan "ACTIF ou PASSIF" à la rubrique "MANDANT".

A ce poste, ne figure que le montant :

- de la dette,
- ou de la créance

de la Collectivité mandante (cas de préfinancement par la Collectivité).

**COMPTE DE RESULTAT**

Apparaissent les dépenses et recettes de l'année des concessions et les variations de stocks qui en découlent.



**LES PRINCIPALES METHODES UTILISEES SONT LES SUIVANTES :**

**IMMOBILISATION CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), soit à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sur l'actif immobilisé sont déterminés compte-tenu de la durée normale d'utilisation de chaque bien :

*a) selon le mode linéaire*

|                                                                        |                                                      |        |
|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------|
| - constructions                                                        |                                                      |        |
|                                                                        | - composant 1 structure                              | 50 ans |
|                                                                        | - composant 2 étanchéité                             | 30 ans |
|                                                                        | - composant 3 distribution intérieure et revêtements | 20 ans |
|                                                                        | - composant 4 fluides et équipements techniques      | 20 ans |
|                                                                        | - composant 5 ascenseurs monte-charges               | 25 ans |
|                                                                        | - locaux industriels à Delle                         | 20 ans |
| <br>                                                                   |                                                      |        |
| - Agencements et installations                                         |                                                      | 5 ans  |
| - Installations générales - agencements aménagements des constructions |                                                      | 10 ans |
| - matériel et outillage                                                |                                                      | 5 ans  |
| - mobilier de bureau                                                   |                                                      | 8 ans  |

*b) selon le mode dégressif*

|                                      |       |
|--------------------------------------|-------|
| - Matériel de bureau et informatique | 3 ans |
|--------------------------------------|-------|

*c) selon le mode financier*

|                 |                               |
|-----------------|-------------------------------|
| - Constructions | - type logement sociaux (PLA) |
|-----------------|-------------------------------|

**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

*a) selon le mode dégressif*

|                           |       |
|---------------------------|-------|
| - Logiciels informatiques | 3 ans |
|---------------------------|-------|

*b) amortissement dérogatoire*

|                           |         |
|---------------------------|---------|
| - Logiciels informatiques | 12 mois |
|---------------------------|---------|



**VALEURS D'EXPLOITATION**

**OPERATIONS EN CONCESSION**

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable Général. Il existe une exception à ce principe général sur les encours de concessions d'aménagement qui font l'objet de l'analyse ci-dessous.

Le montant figurant au bilan sous la rubrique encours de productions de biens résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés, estimés en fin d'exercice, de manière globale, par application au coût de revient prévu par le compte rendu financier de la fraction établie comme suit :

**Au numérateur :** le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participations reçues ou à recevoir de la Collectivité concédante,

**Au dénominateur :** le montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participations reçues ou à recevoir de la Collectivité concédante.

La comptabilité traduit les conventions de concession d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

- a) Stocks : pour le montant des coûts engagés au cours de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés,
- b) Comptes de régularisation actif ou passif : pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concédant, Cette écriture comptable se traduit par une variation positive ou négative du chiffre d'affaires selon le cas.
- c) Compte de provisions pour risques et charges :
  - 1) pour le montant des charges non encore comptabilisées mais courues à la fin de l'exercice
  - 2) pour le montant des risques de pertes à terminaison sur les opérations concédées aux risques du concessionnaire,
  - 3) pour le montant des coûts de liquidation des opérations achevées.

Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il sera constitué une provision pour charges, égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée, inscrite dans les comptes annuels sera nulle.

Le tableau page 39 reprend l'ensemble des informations relatives aux encours des opérations de concession d'aménagement.



Convention financière CDC

« La Seml a signé le 25/08/2004 une convention financière avec la Caisse des dépôts sur la gestion de sa trésorerie à court terme. Cette convention se substitue à celle précédemment signée le 28/04/1997.

La nouvelle conventions prévoit que l'excédent de trésorerie provenant des opérations d'aménagement au nom de la Société sera placé sur des Fonds Commun de Placement spécifiques.

Conformément aux conventions signées avec les collectivités locales, les produits et frais financiers continuent à être imputés aux opérations concernées en fonction du solde de trésorerie de celles-ci et des conditions de la dite conventions. »

Opérations Propres

Ces opérations sont individualisées analytiquement .

### 1)IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La SEM s'est conformée, à compter de l'exercice 2005, aux nouvelles règles comptables (cf CNC avis n°2004-11 du 23 juin 2004) affectant la comptabilisation des actifs et des amortissements.

Elle a, en particulier, identifié les principaux composants des immeubles qu'elle détient à son actif :

- qui doivent faire l'objet de remplacement à intervalle régulier,
- qui ont des durées d'utilisations différentes de celle de la structure même de l'ouvrage.

Cette analyse a été menée par les services techniques de la SEM (et par un consultant extérieur). Les composants suivants ont été identifiés comme étant les plus significatifs et les plus conformes aux nouvelles règles édictées par le PCG (plan comptable général) :

- |               |                                        |
|---------------|----------------------------------------|
| - composant 1 | Structure                              |
| - composant 2 | Etanchéité                             |
| - composant 3 | Distribution Intérieure et revêtements |
| - composant 4 | Fluides et Equipements Techniques      |
| - composant 5 | Ascenseurs et Monte-charges            |

### 2) SUBVENTIONS

Compte tenu, des nouvelles règles de comptabilisation des actifs et des amortissements relatées ci-dessus, il convient également d'indiquer l'incidence de cette nouvelle méthode sur la quote-part des subventions investissements virées au compte de résultat.

Il est rappelé que la pratique comptable de la SEM en matière de subvention est d'affecter la subvention au compte de résultat suivant le même rythme que l'amortissement technique du bien.

### 3)FRAIS D'ACQUISITIONS

Afin de se conformer aux nouvelles directives du PCG (plan comptable général), il a été convenu d'intégrer dans le coût de l'immobilisation les frais d'acquisitions précédemment comptabilisés en charges à répartir sur plusieurs exercices.

Ces frais d'acquisitions suivront le même rythme d'amortissement que le composant « structure ».

### 4)PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS

Il est précisé, que la constatation de provisions pour grosses réparations pour les dépenses de remplacement n'est plus autorisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Les dépenses afférentes à ces provisions sont dorénavant immobilisées ( cf CNC avis n°2004-11 du 23 juin 2004).

### 5)ENGAGEMENT EN MATIERE DU DROIT INDIVIDUEL DE FORMATION

Le Droit Individuel de Formation (DIF), institué par la loi n°2004-391 du 4 mars 2004, relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, a pour objet de permettre à tout salarié, ayant au moins un an d'ancienneté, de se constituer un capital de temps formation de 20 heures par an sur 6 ans au plus, qu'il pourra utiliser à son initiative mais avec l'accord de son employeur.

Sur 2010, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF est de 1 189 Heures.

### 6)HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Conformément à l'article L. 123-6, R. 123-198 et R.123-200, la Société a versé les honoraires TTC suivants :

- Honoraires au titre du contrôle légal

23 322 €



## IMMOBILISATIONS

| <i>Rubriques</i>                                                 | <i>Début d'exercice</i> | <i>Réévaluation</i> | <i>Acquisit., apports</i> |
|------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------|---------------------------|
| FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT          |                         |                     |                           |
| AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                    | 117 802                 |                     | 630                       |
| Terrains                                                         | 272 123                 |                     | 1 456 384                 |
| Constructions sur sol propre                                     | 5 059 533               |                     | 27 821                    |
| Constructions sur sol d'autrui                                   | 10 134 951              |                     | 22 414                    |
| Constructions installations générales, agencements, aménagements | 104 345                 |                     |                           |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels      | 18 018                  |                     | 11 268                    |
| Installations générales, agencements, aménagements               | 97 500                  |                     |                           |
| Matériel de transport                                            | 61 042                  |                     | 69 652                    |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier                       | 168 145                 |                     | 9 654                     |
| Emballages récupérables et divers                                | 4 510                   |                     |                           |
| Immobilisations corporelles en cours                             | 1 445 730               |                     | 1 806 134                 |
| Avances et acomptes                                              |                         |                     |                           |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                               | <b>17 365 896</b>       |                     | <b>3 403 327</b>          |
| Participations évaluées par mise en équivalence                  |                         |                     |                           |
| Autres participations                                            | 1 044 357               |                     |                           |
| Autres titres immobilisés                                        |                         |                     |                           |
| Prêts et autres immobilisations financières                      | 1 248 308               |                     | 1 000                     |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                               | <b>2 292 665</b>        |                     | <b>1 000</b>              |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                             | <b>19 776 363</b>       |                     | <b>3 404 957</b>          |

| <i>Rubriques</i>                                         | <i>Tirement</i> | <i>Cession</i>   | <i>Fin d'exercice</i> | <i>Valeur d'origine</i> |
|----------------------------------------------------------|-----------------|------------------|-----------------------|-------------------------|
| FRAIS ETABLISSEMENT, RECHERCHE, DEVELOPPEMENT            |                 |                  |                       |                         |
| AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES                       |                 |                  | 118 432               |                         |
| Terrains                                                 |                 |                  | 1 728 507             |                         |
| Constructions sur sol propre                             |                 |                  | 5 087 354             |                         |
| Constructions sur sol d'autrui                           |                 |                  | 10 157 365            |                         |
| Constructions, installations générales, agencements      |                 |                  | 104 345               |                         |
| Installations techn., matériel et outillages industriels |                 |                  | 29 286                |                         |
| Installations générales, agencements divers              |                 |                  | 97 500                |                         |
| Matériel de transport                                    |                 | 61 042           | 69 652                |                         |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier               |                 |                  | 177 799               |                         |
| Emballages récupérables et divers                        |                 |                  | 4 510                 |                         |
| Immobilisations corporelles en cours                     |                 | 1 539 478        | 1 712 386             |                         |
| Avances et acomptes                                      |                 |                  |                       |                         |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                       |                 | <b>1 600 520</b> | <b>19 168 703</b>     |                         |
| Participations évaluées par mise équivalence             |                 |                  |                       |                         |
| Autres participations                                    |                 |                  | 1 044 357             |                         |
| Autres titres immobilisés                                |                 |                  |                       |                         |
| Prêts et autres immobilisations financières              |                 | 2 881            | 1 246 427             |                         |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>                       |                 | <b>2 881</b>     | <b>2 290 784</b>      |                         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                     |                 | <b>1 603 401</b> | <b>21 577 919</b>     |                         |

### AMORTISSEMENTS

| <i>Rubriques</i>                                                  | <i>Début d'exercice</i> | <i>Dotations</i> | <i>Reprises</i> | <i>fin d'exercice</i> |
|-------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------|-----------------|-----------------------|
| FRAIS ETABLIS, RECHERCHE, DEVELOPMT<br>AUTRES IMMO. INCORPORELLES | 109 250                 | 3 803            |                 | 113 053               |
| Terrains                                                          |                         |                  |                 |                       |
| Constructions sur sol propre                                      | 1 018 115               | 145 239          |                 | 1 163 354             |
| Constructions sur sol d'autrui                                    | 5 613 173               | 292 383          |                 | 5 905 556             |
| Constructions inst. générales, agencements                        | 30 730                  | 5 656            |                 | 36 386                |
| Installations techniques, matériel et outillage                   | 16 634                  | 1 940            |                 | 18 574                |
| Installations générales, agencements                              | 75 368                  | 5 550            |                 | 80 918                |
| Matériel de transport                                             | 25 625                  | 12 902           | 33 334          | 5 193                 |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier                        | 127 182                 | 14 859           |                 | 142 041               |
| Emballages récupérables, divers                                   |                         |                  |                 |                       |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                                | <b>6 906 827</b>        | <b>478 530</b>   | <b>33 334</b>   | <b>7 352 023</b>      |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                              | <b>7 016 077</b>        | <b>482 333</b>   | <b>33 334</b>   | <b>7 465 076</b>      |

| <i>Ventilation des dotations</i>                 | <i>Linéaires</i> | <i>Dégressifs</i> | <i>Exceptionnels</i> | <i>Dotations dérogat.</i> | <i>Reprises dérogat</i> |
|--------------------------------------------------|------------------|-------------------|----------------------|---------------------------|-------------------------|
| FRAIS ETABL. RECHERCHE<br>AUT IMMO INCORPORELLES |                  |                   |                      |                           |                         |
| Terrains                                         |                  |                   |                      |                           |                         |
| Constructions sur sol propre                     |                  |                   |                      |                           |                         |
| Constructions sur sol d'autrui                   |                  |                   |                      |                           |                         |
| Constructions et installations                   |                  |                   |                      |                           |                         |
| Install techniques, outillage                    |                  |                   |                      |                           |                         |
| Install générales, agencements                   |                  |                   |                      |                           |                         |
| Matériel de transport                            |                  |                   |                      |                           |                         |
| Matériel bureau et informatique                  |                  |                   |                      |                           |                         |
| Emballages récupérables                          |                  |                   |                      |                           |                         |
| <b>IMMO. CORPORELLES</b>                         |                  |                   |                      |                           |                         |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                             |                  |                   |                      |                           |                         |

| <i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>                                      | <i>Début d'exercice</i> | <i>Augmentations</i> | <i>Dotations</i> | <i>Fin d'exercice</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|----------------------|------------------|-----------------------|
| Charges à répartir sur plusieurs exercices<br>Primes de remboursement des obligations | 82 842                  |                      | 8 531            | 74 311                |

## AMENAGEMENTS ET AGENCEMENTS DE TERRAINS ET CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI

| <i>Localisation et nature</i>    | <i>Montant</i>    | <i>Imputation au compte</i> |
|----------------------------------|-------------------|-----------------------------|
| PARC TECHNOLOGIQUE BELFORT       | 3 400 488         | 21400                       |
| LOCAUX INDUSTRIELS DE DELLE      | 167 128           | 21400                       |
| LOGEMENTS ETUDIANTS ZAC BOUGENEL | 6 635 744         | 21400                       |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>10 203 360</b> |                             |

## PROVISIONS

| <i>Rubriques</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <i>Début d'exercice</i>                               | <i>Dotations</i>                                  | <i>Reprises</i>                                 | <i>Fin d'exercice</i>                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Provisions gisements miniers, pétroliers<br>Provisions pour investissement<br>Provisions pour hausse des prix<br>Amortissements dérogatoires<br>Dont majorations exceptionnelles de 30 %<br>Implantations étrangères avant 01/01/92<br>Implantations étrangères après 01/01/92<br>Provisions pour prêts d'installation<br>Autres provisions réglementées                                                                                                                   | 2 949                                                 | 3 486                                             | 1 508                                           | 4 927                                             |
| <b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b>2 949</b>                                          | <b>3 486</b>                                      | <b>1 508</b>                                    | <b>4 927</b>                                      |
| Provisions pour litiges<br>Provisions pour garanties données aux clients<br>Provisions pour pertes sur marchés à terme<br>Provisions pour amendes et pénalités<br>Provisions pour pertes de change<br>Provisions pour pensions, obligations similaires<br>Provisions pour impôts<br>Provisions pour renouvellement immobilisations<br>Provisions pour grosses réparations<br>Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer<br>Autres provisions pour risques et charges | 95 000<br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>587 250 | <br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>2 019 907 | <br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>587 250 | <br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>2 019 907 |
| <b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>682 250</b>                                        | <b>2 019 907</b>                                  | <b>587 250</b>                                  | <b>2 114 907</b>                                  |
| Provisions sur immobilisations incorporelles<br>Provisions sur immobilisations corporelles<br>Provisions sur titres mis en équivalence<br>Provisions sur titres de participation<br>Provisions sur autres immobilis. financières<br>Provisions sur stocks et en cours<br>Provisions sur comptes clients<br>Autres provisions pour dépréciation                                                                                                                             | <br><br><br><br><br><br><br>33 789                    | <br><br><br><br><br><br><br>                      | <br><br><br><br><br><br><br>23 263              | <br><br><br><br><br><br><br>10 527                |
| <b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <b>33 789</b>                                         | <br>                                              | <b>23 263</b>                                   | <b>10 527</b>                                     |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <b>718 988</b>                                        | <b>2 023 393</b>                                  | <b>612 020</b>                                  | <b>2 130 360</b>                                  |
| Dotations et reprises d'exploitation<br>Dotations et reprises financières<br>Dotations et reprises exceptionnelles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <br><br><br>                                          | <br>2 019 907<br><br>3 486                        | <br>610 512<br><br>1 508                        | <br><br><br>                                      |
| Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                       |                                                   |                                                 |                                                   |

## CREANCES ET DETTES

| <i>ETAT DES CREANCES</i>                                                | <i>Montant brut</i> | <i>1 an au plus</i> | <i>plus d'un an</i> |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Créances rattachées à des participations                                |                     |                     |                     |
| Prêts                                                                   | 1 243 839           |                     | 1 243 839           |
| Autres immobilisations financières                                      | 2 587               | 2 587               |                     |
| Clients douteux ou litigieux                                            | 18 165              |                     | 18 165              |
| Autres créances clients                                                 | 2 987 618           | 2 987 618           |                     |
| Créance représentative de titres prêtés                                 |                     |                     |                     |
| Personnel et comptes rattachés                                          |                     |                     |                     |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux                           |                     |                     |                     |
| Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices                    | 50 650              | 50 650              |                     |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée                 | 312 380             | 312 380             |                     |
| Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés |                     |                     |                     |
| Etat, autres collectivités : créances diverses                          | 4 619 413           | 4 619 413           |                     |
| Groupe et associés                                                      |                     |                     |                     |
| Débiteurs divers                                                        | 9 889 544           | 9 889 544           |                     |
| Charges constatées d'avance                                             | 13 517              | 13 517              |                     |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                                                    | <b>19 137 714</b>   | <b>17 875 709</b>   | <b>1 262 005</b>    |
| Montant des prêts accordés en cours d'exercice                          | 1 000               |                     |                     |
| Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice                  | 2 881               |                     |                     |
| Prêts et avances consentis aux associés                                 |                     |                     |                     |

| <i>ETAT DES DETTES</i>                          | <i>Montant brut</i> | <i>1 an au plus</i> | <i>plus d'1 an - 5 ans</i> | <i>plus de 5 ans</i> |
|-------------------------------------------------|---------------------|---------------------|----------------------------|----------------------|
| Emprunts obligataires convertibles              |                     |                     |                            |                      |
| Autres emprunts obligataires                    |                     |                     |                            |                      |
| Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine   | 13 000 427          | 13 000 427          |                            |                      |
| Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine    | 8 074 704           | 556 606             | 1 373 611                  | 6 144 487            |
| Emprunts et dettes financières divers           | 15 420 545          |                     |                            | 15 420 545           |
| Fournisseurs et comptes rattachés               | 4 278 634           | 4 278 634           |                            |                      |
| Personnel et comptes rattachés                  | 503 796             | 503 796             |                            |                      |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux   | 294 571             | 294 571             |                            |                      |
| Etat : impôt sur les bénéfices                  |                     |                     |                            |                      |
| Etat : taxe sur la valeur ajoutée               | 381 632             | 381 632             |                            |                      |
| Etat : obligations cautionnées                  |                     |                     |                            |                      |
| Etat : autres impôts, taxes et assimilés        | 1 306 843           | 1 306 843           |                            |                      |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés |                     |                     |                            |                      |
| Groupe et associés                              | 156 813             | 156 813             |                            |                      |
| Autres dettes                                   | 3 955 133           | 3 955 133           |                            |                      |
| Dettes représentatives de titres empruntés      |                     |                     |                            |                      |
| Produits constatés d'avance                     | 274 624             | 274 624             |                            |                      |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                            | <b>47 647 722</b>   | <b>24 709 079</b>   | <b>1 373 611</b>           | <b>21 565 032</b>    |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice          | 3 503 500           |                     |                            |                      |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice         | 372 974             |                     |                            |                      |
| Emprunts, dettes contractés auprès d'associés   |                     |                     |                            |                      |



### INTERETS IMMOBILISES

| <i>Nature des immobilisations faites par l'entreprise pour elle-même</i> | <i>Intérêts inclus dans l'exercice</i> | <i>Intérêts cumulés à la clôture</i> |
|--------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------|
| LOGEMENTS ETUDIANTS BOUGENEL                                             |                                        | 332 071                              |
| BAT. D'ACCEUIL D'ENTREPRISES DELLE                                       |                                        | 2 771                                |
| BAT. INDUSTRIEL ZAC LACHAPELLE S/ROUGEMONT                               |                                        | 554                                  |
| CENTRE COMMERCIAL DES GLACIS                                             |                                        | 63 122                               |
| RESTRUCTURATION DU SITE DES FORGES                                       | 56 152                                 | 56 152                               |
| <b>TOTAL</b>                                                             | <b>56 152</b>                          | <b>454 670</b>                       |

### INTERETS SUR ELEMENTS D'ACTIF CIRCULANT

| <i>Nature des biens produits et justification de l'inclusion des intérêts</i> | <i>Intérêts inclus dans les stocks</i> |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| FR. FINANCIERS SUR EN COURS DE CONCESSIONS                                    | 5 637 520                              |
| <b>TOTAL</b>                                                                  | <b>5 637 520</b>                       |



**INTERET IMMOBILISES**

(décret 83.1020 du 29 novembre 1983 - Article 7,2°)

Montant des intérêts inclus dans le coût de production des immobilisations faites par l'entreprise pour elle-même :

*Détail* : D'une part, ce sont les intérêts intercalaires provenant de financements PLA et portant sur les périodes d'investissements des 100 et 142 logements étudiants à BOUGENEL, programmes traités en opérations propres Société.

Leur montant respectif s'élève à 139 502.26 €,  
et à 192 568.86 €.

D'autres part, ce sont les intérêts liés au préfinancement, par le pool de trésorerie de la C.D.C, des dépenses durant la phase réalisation de l'opération Bâtiment d'accueil d'entreprises à DELLE. (Programme traité dans le cadre d'une convention de concession avec le Département)

Leur montant s'élève à 2 770.83 € et à 553.91 €.

Et pour le Centre Commercial des Glacis ce sont les intérêts liés au découvert individualisé durant la phase réalisation de l'opération (Programme traité dans le cadre d'une convention publique d'aménagement avec la Ville de Belfort)

Le montant s'élève à 63 121 Euros.

Et pour la Restructuration du Site des Forges ce sont les intérêts liés au découvert individualisé durant la phase réalisation de l'opération (Programme traité dans le cadre d'une convention publique d'aménagement avec la Communauté de Communes du Sud Territoire)

Le montant s'élève à 56 152 Euros.

**INTERETS SUR ELEMENTS DE L'ACTIF CIRCULANT**

(Décret 83.1020 du 29 novembre 1983 - Article 7-2°)

Montant des intérêts inclus dans la valeur des stocks au bilan .

***Justification :***

La réalisation de programmes immobiliers nécessite, compte-tenu des délais souvent importants entre la phase de démarrage et la commercialisation des ouvrages, la mise en place de financement appropriés.

***Travaux en cours : Société***

NEANT



\*\*\*\*\*

*Travaux en cours : Concession*

Le montant des frais financiers compris dans les stocks de travaux en cours sur concessions s'élève au 31 décembre 2011 à 5 637 519,78 €.

Cette somme représente l'intégralité des charges financières supportées par les concessions depuis leur date de création laquelle peut dans certains cas dépasser les 30 années.



## DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2011

| <b>CHARGES A PAYER</b>                        | <b>1 788 452,49</b> |
|-----------------------------------------------|---------------------|
| <b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>         | 179 422,01          |
| 16884 Int. courus non Uchus s/empr. ets       | 179 422,01          |
| <b>DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH</b>      | 31 911,21           |
| 408101 FRS EXPLOIT.FACT.NON PARVENUE          | 5 647,37            |
| 408103 FRS EXPLOIT.FACT.NON PARVENUE          | 26 220,84           |
| 40811 Fournisseurs d'Exploitation             | 43,00               |
| <b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>            | 724 540,34          |
| 42820 CONGES PAYES PROVIS.(REMUNER.           | 91 338,13           |
| 42860 Autres charges O payer                  | 409 975,00          |
| 428613 FR.DE DEPLAC.DUS.AUX AGENTS            | 2 483,05            |
| 43860 ORG. SOCIAUX CHARGES A PAYER            | 220 723,84          |
| 44860 Etat charges O payer                    | 20,32               |
| <b>AUTRES DETTES</b>                          | 574 643,50          |
| 46860 DIVERS CHARGES A PAYER                  | 13 867,62           |
| 46861 RUmunUration soeLUU O payer             | 279 538,50          |
| 4686199990 RUmunUration StU O payer (P/mUmoir | (1 530,03)          |
| 4686199991 RUmunUration StU O payer (P/mUmoir | 154 668,22          |
| 4686199993 RUmunUration StU O payer (P/mUmoir | 85 770,72           |
| 46863 RUmunUration commercialisation O p      | 42 328,47           |
| <b>CONCOURS BANCAIRES COURANTS</b>            | 277 935,43          |
| 51981 INTERETS COURUS SUR AVANCES             | 277 935,43          |
| <b>TOTAL DES CHARGES A PAYER</b>              | <b>1 788 452,49</b> |

### DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2011

|                                            |                   |
|--------------------------------------------|-------------------|
| <b>PRODUITS A RECEVOIR</b>                 | 235 555,25        |
| <b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHES</b>        | 29 928,79         |
| 41811 Clients factures O établir           | 29 928,79         |
| <b>AUTRES CREANCES</b>                     | 174 277,33        |
| 468710 DIVERS PRODUITS A RECEVOIR          | 11 509,52         |
| 468710000 DIVERS PRODUITS A RECEVOIR       | 162 767,81        |
| <b>BANQUES, ET ABLISSEMENTS FINANCIERS</b> | 31 349,13         |
| 51871 INT COUR. A RECV. POOL CCO           | 31 349,13         |
| <b>TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR</b>       | <b>235 555,25</b> |



## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| <i>Situation à l'ouverture de l'exercice</i>                  |                 | <i>Solde</i>     |
|---------------------------------------------------------------|-----------------|------------------|
| Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs |                 | 6 813 345        |
| Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs |                 | 6 813 345        |
| <i>Variations en cours d'exercice</i>                         |                 |                  |
|                                                               | <i>En moins</i> | <i>En plus</i>   |
| Variations des subventions d'investissement                   | 333 266         | 1 661 177        |
| Variations des provisions réglementées                        | 1 508           | 3 486            |
| <b>SOLDE</b>                                                  |                 | <b>1 329 889</b> |
| <i>Situation à la clôture de l'exercice</i>                   |                 | <i>Solde</i>     |
| Capitaux propres avant répartition                            |                 | 8 143 235        |

## COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

| <i>Catégories de titres</i> | <i>Nombres de titres</i>          |                                 |                                      | <i>Valeur nominale</i> |
|-----------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|------------------------|
|                             | <i>à la clôture de l'exercice</i> | <i>créés pendant l'exercice</i> | <i>remboursés pendant l'exercice</i> |                        |
| Actions ordinaires          | 9 900                             |                                 |                                      | 34,00                  |

## SOCIETE D'EQUIPEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT (SODEB)

FORME JURIDIQUE : Société Anonyme d'Economie Mixte

SIÈGE SOCIAL: Préfecture du Territoire de Belfort 90000 Belfort

CAPITAL SOCIAL: 336 600 €

CONSTITUTION : 5.11.1958

DURÉE: 58 ans

R.C.S : BELFORT B 535 920 060

### MODIFICATIONS STATUTS

12.07.60 Statuts types  
 24.05.62 Augmentation de capital (30 à 250 000 F)  
 19.06.68 Statuts types  
 13.06.70 Statuts types Extension de l'Objet social  
 29.06.72 Limite d'âge  
 26.06.75 Augmentation de capital (250 à 550 000F)  
 Durée de la Société (30 à 58 ans)  
 08.07.83 Augmentation de capital (550 000 à 1 650 000 F)  
 Loi du 7.07.83  
 29.06.90 Augmentation de capital (1 650 000 à 1 980 000F)  
 Fusion-absorption SAMIBEL  
 23.06.2000 Augmentation du capital (1 980 000 à 2 178 000F) entrée de la CAB  
 Conversion du capital en euros par incorporation de réserves  
 Capital 336 600 euros valeur nominale 34 euros pour 9900 actions  
 27.06.2003 Mise en conformité des statuts suivant la loi NRE

| ACTIONNAIRES                                                                  | NOMBRE D'ACTIONS | % CAPITAL  | NB postes ADMINIST. | REPRESENTANTS PERMANENTS AU CA        | REPRESENTANTS PERMANENTS AU A.G |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------|---------------------|---------------------------------------|---------------------------------|
| COLLECTIVITES LOCALES                                                         |                  | 55,45      |                     |                                       |                                 |
| DEPARTEMENT                                                                   | 2 295            | 23,18      | 3                   | M. ACKERMANN<br>M. RAYOT<br>M. FERRIN | M. ACKERMANN                    |
| Communauté d'agglomération BELFORTAINE                                        | 900              | 9,09       | 1                   | M. PROUST                             | M. PROUST                       |
| VILLE DE BELFORT                                                              | 2 100            | 21,21      | 2                   | M. BUTZBACH<br>M. BELZ                | M. BUTZBACH                     |
| SYNDICAT DE L'ABROPARC                                                        | 195              | 1,97       | 1                   | M. GALLINO                            | M. GALLINO                      |
| PRIVES                                                                        |                  | 44,55      |                     |                                       |                                 |
| C.D.C                                                                         | 2 279            | 23,02      | 1                   | M. BOURSIER                           | M. BOURSIER                     |
| Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Bourgogne Franche-Comté                  | 793              | 8,01       | 1                   | M. COSTE                              | M. COSTE                        |
| M. Jean-Pierre CNUUDE                                                         | 1                | 0,01       | 1                   | M. CNUUDE                             | M. CNUUDE                       |
| C.C.I DE BELFORT                                                              | 750              | 7,58       | 1                   | M. ALBIZZATI                          | M. ALBIZZATI                    |
| A.D.E.B.T<br>Agence de Dévelop.<br>Economique de Belfort<br>et son Territoire | 77               | 0,78       |                     |                                       |                                 |
| SEMPAT                                                                        | 510              | 5,15       | 1                   | M. JEANGERARD                         | M. JEANGERARD                   |
| <b>TOTAL</b>                                                                  | <b>9 900</b>     | <b>100</b> | <b>12</b>           |                                       |                                 |

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL : M. Jean-Pierre CNUUDE

COMMISSAIRES AUX COMPTES

titulaire: EST AUDIT 43, rue des Mines BP23102 25403 AUDINCOURT CEDEX  
 suppléant: M. OROSCO Espace Vauban Bld Richeleu BP 137 90000 Belfort

DIRECTEUR GENERAL DELEGUE : M. Philippe SONET

### VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN KE

| <i>Rubriques</i>              | <i>Chiffre d'affaires<br/>France</i> | <i>Chiffre d'affaires<br/>Export</i> | <i>Total<br/>31/12/2011</i> | <i>Total<br/>31/12/2010</i> | <i>%<br/>11/10</i> |
|-------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--------------------|
| REM. S/OP. TAXABLES           | 1 394                                |                                      | 1 394                       | 1 579                       | -11,72 %           |
| LOY. OP. PROPRES+ CONCESSIONS | 1 026                                |                                      | 1 026                       | 1 055                       | -2,75 %            |
| OP. CONCESSIONS AMENAGT       | 5 309                                |                                      | 5 309                       | 5 405                       | -1,78 %            |
| <b>TOTAL</b>                  | <b>7 729</b>                         |                                      | <b>7 729</b>                | <b>8 039</b>                | <b>-3,86 %</b>     |

### TRANSFERTS DE CHARGES

| <i>Nature des transferts</i>                          | <i>Montant</i>   | <i>Imputation au compte</i> |
|-------------------------------------------------------|------------------|-----------------------------|
| REMUNERATIONS S/OP CONCESSIONS                        | 417 272          | 79110                       |
| REMUNERATIONS S/OP CONCESSIONS (Commercialisation)    | 54 427           | 79120                       |
| REMUNERATIONS S/OP. PROPRES                           | 9 821            | 79102                       |
| CHARGES PREVISIONNELLES CONCESSIONS D'AMENAGEMENTS    | 2 019 907        | 79138                       |
| INTERETS COMPENSATEURS S/EMPRUNTS PLA                 | 35 408           | 79610                       |
| REPRISES CHARGES PREVISIONNELLES CONCESSIONS D'AMENAG | (568 336)        | 79900                       |
| AVANTAGE EN NATURE                                    | 17 768           | 79131                       |
| <b>TOTAL</b>                                          | <b>1 986 267</b> |                             |

### REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

| <i>Répartition</i>                  | <i>Résultat<br/>avant impôt</i> | <i>Impôt dû</i> | <i>Résultat net<br/>après impôt</i> |
|-------------------------------------|---------------------------------|-----------------|-------------------------------------|
| Résultat courant                    | (200 914)                       |                 | (200 914)                           |
| Résultat exceptionnel à court terme | 333 471                         | 43 277          | 290 194                             |
| <b>RESULTAT COMPTABLE</b>           | <b>132 557</b>                  | <b>43 277</b>   | <b>89 280</b>                       |

### CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

| <i>Nature des charges</i>        | <i>Montant</i> | <i>Imputation au compte</i> |
|----------------------------------|----------------|-----------------------------|
| Amortissement dérogatoire        | 3 486          | 68725                       |
| VNC des cessions immobilisations | 27 708         | 675                         |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>31 194</b>  |                             |

| <i>Nature des produits</i>          | <i>Montant</i> | <i>Imputation au compte</i> |
|-------------------------------------|----------------|-----------------------------|
| QUOTE-PART SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT | 333 266        | 77700                       |
| Cessions d'immobilisations          | 29 892         | 775                         |
| AMORTISSEMENT DEROGATOIRES          | 1 508          | 78725                       |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>364 666</b> |                             |

### EFFECTIF MOYEN

| <i>Effectifs</i>                | <i>Personnel salarié</i> | <i>Personnel à disposition de l'entreprise</i> |
|---------------------------------|--------------------------|------------------------------------------------|
| Cadres                          | 12                       |                                                |
| Agents de maîtrise, techniciens | 1                        |                                                |
| Employés                        | 4                        |                                                |
| Ouvriers                        |                          |                                                |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>17</b>                |                                                |

## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

| <i>Dénomination<br/>Siège Social</i> | <i>Capital<br/>Capitaux Propres</i> | <i>Q.P. Détenue<br/>Druid encaiss</i> | <i>Val brute Titres<br/>Val. nette Titres</i> | <i>Prêts, avances<br/>Cautions</i> | <i>Chiffre d'affaires<br/>Résultat</i> |
|--------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------|
| <i>FILIALES (plus de 50%)</i>        |                                     |                                       |                                               |                                    |                                        |
| <i>PARTICIPATIONS (10 à 50%)</i>     |                                     |                                       |                                               |                                    |                                        |
| <i>AUTRES TITRES</i>                 |                                     |                                       |                                               |                                    |                                        |
| SEMPAT                               | 19 018 285                          | 5,10 %                                | 3 685                                         |                                    | 24 447 542                             |
|                                      | 33 173 892                          |                                       |                                               |                                    | 1 418 943                              |
| SEMVIIH                              | 1 524 000                           | 0,10 %                                | 1 524                                         |                                    | 287 646                                |
|                                      | 1 972 211                           |                                       |                                               |                                    | 83 283                                 |



**RAPPORT SPECIAL**  
**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
*sur les Conventions intervenues au sein de la Société*  
*en application de l'Article L.225-40 du Code de Commerce*  
**Assemblée générale d'approbation des comptes**  
**de l'exercice clos le 31 Décembre 2011**

**Société d'équipement du territoire de Belfort (SODEB)**  
*Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 336.600,00 €*  
**SIRET : 535 920 060 00055**

Siège social : *Préfecture du Territoire de Belfort*  
**90000 BELFORT**

*Aux Actionnaires,*

*En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.*

*Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous avons découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions, en vue de leur approbation.*

*Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article L.225-40 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.*

*Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été fournies avec les documents de base dont elles sont issues.*

## CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

### CONVENTIONS AUTORISEES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE:

Nous n'avons pas été avisés de conventions relevant de l'article L.225-40 du Code de commerce ayant fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance au cours de ce exercice.

### CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE :

En application de l'article L. 225-38 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

#### CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA SODEB ET LA SEMPAT

Elle concerne :

##### **1 – Prestations de gestion réalisées par la SODEB pour le compte de la SEMPAT :**

La SEMPAT a confié à la SODEB le secrétariat juridique intéressant sa vie sociale, la gestion comptable et financière complète, la gestion de la paie, la gestion des marchés et la mise à disposition d'outils informatiques et des études pré opérationnelles.

La rémunération annuelle de ces prestations a été fixée à 430.000 € pour cet exercice. Elle sera actualisée sur la base du dernier indice syntec publié au 1<sup>o</sup> janvier de chaque année, l'indice de référence au 1<sup>o</sup> janvier 2010 étant 230,5.

Le montant de la prestation facturée au titre de cet exercice s'est élevée à 435.410,00 € HT.

##### **2 – Mandat sur les opérations nouvelles :**

La SEMPAT donne mandat à la SODEB d'assurer le suivi de la réalisation des opérations nouvelles complexes d'infrastructure et de bâtiment.

Chacune de ces nouvelles opérations donnera lieu à une convention de mandat, dont le cadre a été défini comme suit :

- Travaux d'entretien et d'amélioration ponctuels = facturation à l'heure sur la base de 114 €/heure pour les prestations de direction technique et de 76 €/heure pour l'intervention de chargés d'opération ;
  - Opérations foncières : Un avenant précisera le taux de rémunération, un coefficient de complexité de l'opération et les conditions de règlement ;
- Le taux de rémunération est dégressif selon le montant des travaux prévus :

| Montant de l'opération     | Taux central | Taux minoré | Taux majoré |
|----------------------------|--------------|-------------|-------------|
| Moins de 1.500.000 €       | 4,50         | 3,80        | 5,20        |
| De 1.500.000 à 3.000.000 € | 3,50         | 3,00        | 4,00        |
| De 3.000.000 à 5.000.000 € | 2,50         | 2,10        | 2,90        |
| Plus de 5.000.000 €        | 1,70         | 1,50        | 2,00        |

Etant précisé que le taux central sera appliqué sauf lorsque le montant prévisionnel des travaux sera compris entre 85% et 100 % du seuil supérieur (application du taux majoré) et 100% et 115% de la tranche inférieure (application du taux minoré).

Ces conventions sont résumées dans la seconde partie du tableau annexe 1.

### **CONVENTION DE LOCATION ENTRE LA SODEB ET LA SEMPAT**

La SEMPAT (bailleur) donne à bail à la SODEB (preneur) les locaux occupés rue Morimont selon avenant au bail du 2 octobre 2002.

Loyer au titre de cet exercice : 66 674,40 €  
Charges locatives : 1.623,42 €  
Taxe foncière : 5.583,38 €

### **CONVENTIONS DE MANDAT ENTRE LA SODEB ET LA SEMVIH**

Il a été signé une convention d'administration générale entre la SODEB et la SEMVIH. Rémunération forfaitaire au titre de cet exercice s'est élevé à 10 800 € Hors Taxes.

### **CONVENTIONS DE MANDAT ENTRE LA SODEB ET LE GIE SEMFC**

Convention de prestations de service entre le GIE SEMFC et la SODEB Rémunération forfaitaire au titre de cet exercice : 10 300 € Hors Taxes.

Administrateurs concernés par ces conventions : se reporter au tableau annexe 1.

### **MANDATAIRES SOCIAUX CONCERNES :**

Se reporter au tableau annexe 2.

Fait à BELFORT, le 11 juin 2012

Pour la SARL EST AUDIT  
Yves Blanc  
Commissaire aux Comptes associé,

Rapport spécial : 3 pages

# SODEB SAEM Conventions avec SEMPAT SAEM

Exercice clos le: 31/12/2011

légende :

Annexe 1

P = Produit / Ca Charge

| Numéro et description de l'opération | date d'effet | date C.A. ou A.G. | Rémunération Travaux |      |              | Rémunération Gestion |      |      | Autres Flats financiers |     |      |
|--------------------------------------|--------------|-------------------|----------------------|------|--------------|----------------------|------|------|-------------------------|-----|------|
|                                      |              |                   | taux                 | base | remunération | C/P                  | taux | base | remunération            | C/P | taux |

## 1 - BAIL FACTURE PAR LA SEMPAT à la SODEB (Rue MORIMONT)

| Location des bureaux rue Morimont par la SEMPAT (propriétaire à la SODEB (locataire)) |  |  |  |  |  |  |  |  |  | Montant du boyer au titre de cet exercice | C |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|-------------------------------------------|---|
|                                                                                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  | -66 674,40 €                              | C |

## 2 - CONVENTIONS DE MANDAT DE TRAVAUX CONFIES A LA SODEB PAR LA SEMPAT

|                                                                                                      | CA                                                       |    |       |            |              |   |  |  | 435 410,00 € | P     |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----|-------|------------|--------------|---|--|--|--------------|-------|------------|
| Convention de Partenaire (CA du 7 juin 2010) - Rémunération des Prestations de Gestion               | 07/06/2010                                               | CA |       |            |              |   |  |  |              |       |            |
| 2104 1 - Remplacement de chassis aluminium du Bâtiment 5 Belfort Technopole                          | 02/08/2010                                               | CA | 3,80% | Travaux HT | 5 314,30 €   | P |  |  |              |       |            |
| 2107 Constructions bâtiment A1 S1131 PLANT                                                           | AC, République, fonction de l'investissement des travaux |    |       |            | 46 094,14 €  | P |  |  |              |       |            |
| 2317 1 - Construction Chauffage Bâtiment 328 Techn'hom                                               | 05/07/2010                                               | CA | 4,50% | Travaux HT | 716,24 €     | P |  |  |              |       |            |
| 2317 2 - Aménagement de locaux au bâtiment 328 pour l'implantation de Territoires de la Musique      | 02/08/2010                                               | CA | 3,80% | Travaux HT | 975,75 €     | P |  |  |              |       |            |
| 232111 Bureaux blanc SST                                                                             |                                                          |    | 3,50% | Travaux HT | 100 523,85 € |   |  |  |              |       |            |
| 2326 - Construction d'un restaurant Inter-Entreprises site des "Ailettes" à Crayanches - Techn'hom 4 | 14/10/2010                                               | CA | 2,00% | Travaux HT | 310,16 €     | P |  |  |              |       |            |
| 2327 - Centre sportif                                                                                |                                                          |    | 5,00% | Travaux HT | 4 783,97 €   |   |  |  |              | 1,00% | Travaux HT |
| 2329 11 - Travaux implantation DE BONI Bâtiment 9 Technopole Belfort                                 | 02/08/2010                                               | CA | 3,80% | Travaux HT | 507,99 €     | P |  |  |              |       |            |
| 233111 -SEPARATION RESTAURANT                                                                        |                                                          |    | 4,50% | Travaux HT | 4 875,60 €   |   |  |  |              |       |            |
| 23321 - BANC D'ESSAI GE                                                                              |                                                          |    | 2,00% | Travaux HT | 5 615,34 €   |   |  |  |              |       |            |
|                                                                                                      |                                                          |    |       |            |              |   |  |  |              |       |            |

## Situation des mandats

Exercice clos le 31 décembre 2011

| Mandat/les sociaux                                        | SODEB              | SEMPAT           | SEMVIH | ADEBT | GIE SEMFC |
|-----------------------------------------------------------|--------------------|------------------|--------|-------|-----------|
| Caisse des dépôts et consignations                        | 1                  | 1                |        |       |           |
| Caisse d'Epargne et de prévoyance Bourgogne Franche-Comté | 1                  | 1                | 1      |       |           |
| Chambre de commerce et d'industrie de BELFORT             | 1                  | 1                |        |       |           |
| Communauté d'Agglomération de Belfort                     | 1                  | 2                |        |       |           |
| Conseil général                                           |                    |                  |        |       |           |
| Département                                               | 3                  | 3                | 2      |       |           |
| SEMPAT                                                    | 1                  |                  | 1      |       |           |
| SODEB                                                     |                    | 1                | 1      |       | 1         |
| Syndicat de l'AEROPARC                                    | 1                  | 2                |        |       |           |
| Ville de Belfort                                          | 2                  | 1                | 5      |       |           |
| Président du Conseil d'Administration                     | Jean-Pierre CNUJDE | Christian PROUST |        |       |           |
| ALSTOM                                                    |                    | 1                |        |       |           |
| BATIFRANC                                                 |                    | 1                |        |       |           |
| S A PULLMAN International Hotels                          |                    |                  | 1      |       |           |
| DEXIA (Censeur)                                           |                    | 1                | 1      |       |           |
| SEDD                                                      |                    |                  |        |       | 1         |
| SOCAD                                                     |                    |                  |        |       | 1         |
| SAFIDI (Censeur)                                          |                    | 1                |        |       |           |

Les chiffres indiqués correspondent aux nombres de représentants personnes physiques des organisations aux Conseils d'Administrations

annexe 2

**SODEB**

*Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 336.600,00 €  
Préfecture du Territoire de Belfort  
90000 BELFORT  
SIRET : 535 920 060 00055*

**COMMUNICATION DU MONTANT GLOBAL  
DES REMUNERATIONS VERSEES  
AUX PERSONNES LES MIEUX REMUNEREES  
PREVUE A L'ARTICLE L.225-115  
DU CODE DE COMMERCE**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011**

→ *L'effectif du personnel, durant l'exercice commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et clôturé le 31 décembre 2011 n'a pas excédé 200 salariés ;*

→ *Les rémunérations versées durant ledit exercice aux cinq personnes les mieux rémunérées se sont élevées au montant global de 357 854,05 € brut.*

*A MONTBELLARD, le 10 juin 2012.*

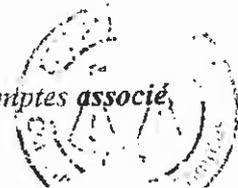
*Pour le Conseil d'administration,  
le Président*

---

*Sur la base de notre audit des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 nous certifions que le montant global des rémunérations brutes versées aux personnes les mieux rémunérées, déterminé par la société SODEB, figurant sur le présent document et s'élevant à la somme de 357 854,05 € est exact et concorde avec les sommes inscrites, à ce titre, en comptabilité.*

*Fait à AUDINCOURT, le 23 Mai 2012*

*Pour EST AUDIT,  
Yves BLANC,  
Commissaire aux Comptes associé,*



*Attestation rémunérations 1 page*

Objet de la délibération

12-123

Mutualisation des  
services de la CAB et de  
la Ville de Belfort – Bilan  
et perspectives –  
Convention de mise à  
disposition de locaux

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

## SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Étaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAINEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Finances

## **DELIBERATION**

de M. Étienne BUTZBACH, Maire

---

Références  
Mots clés

EB/RB/AD/CM - 12-123  
Budget - Code matière : 7.10

**Objet**

**Mutualisation des services de la CAB et de la Ville de Belfort - Bilan et perspectives - Convention de mise à disposition de locaux**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, 165 agents de la Ville de Belfort ont été transférés à la CAB ; dont une centaine correspondant à la prise en compte effective par la CAB des compétences prises par l'ancien District en 1998 (Ecoles de Musique, Piscines, Patinoire) et 65 liés à la mise en œuvre d'un organigramme commun et de services fonctionnels désormais portés par la CAB et remboursés au prorata de leur activité par la Ville (Direction Générale des Services, Direction des Systèmes d'Information, Finances, Direction des Ressources Humaines...).

En complément de ce dispositif, des services dits partagés, portés soit par la Ville, soit par la CAB (Culture, Sport, Archives, Environnement, Maintenance) œuvrant selon les mêmes modalités, renforceront cette mutualisation. Cette construction originale, réalisée dans un cadre juridique quasi vide, a nécessité la création d'outils adaptés : convention de mise à disposition de services, clés de répartition, convention de location de bureaux, mise en place d'une commission interne à la CAB d'examen des comptes de la mutualisation des services.

Cette commission s'est réunie chaque année depuis lors et a validé les comptes présentés, retouché quand il le fallait les clés de répartition, adapté l'évolution de l'organisation (création d'un service des marchés, nouvelle organisation des services techniques, simplification du système de répartition...).

Les comptes présentés à la commission de mutualisation des services relatifs à l'exercice 2011 marquent le 10<sup>ème</sup> anniversaire de cette mise en commun des moyens de nos deux collectivités.

En 2006, la Chambre Régionale des Comptes reconnaissait la validité du dispositif mis en œuvre et l'absence d'anomalie dans les modes de calcul des clés de répartition des coûts entre les deux collectivités.

Au plan national, notre démarche de mutualisation a fait l'objet d'un intérêt marqué, plusieurs collectivités ont examiné notre dispositif et l'ont peu ou prou adopté (Mulhouse, Chaumont, Besançon, Pau...). La presse spécialisée a consacré plusieurs articles à notre expérience, notre modèle a été cité et étudié à plusieurs reprises dans des colloques, des stages de formation (CNFPT, ENACT, INET...).

## **A) BILAN**

Le bilan de ces dix années met en avant plusieurs éléments :

- une cohérence de l'action administrative liée à une direction générale commune au service des deux collectivités,
- l'utilisation d'outils communs (logiciels RH, Finances, gestion des courriers, facturation, gestion de planning, gestion des marchés...),
- le développement d'outils spécifiques (gestion des délibérations, parapheurs électroniques, gestion de projets...) partagés par les deux collectivités mais qu'aucune n'aurait pu financer seule,
- l'évitement des doublons (une seule direction des Sports, de la Culture...) que les transferts de compétence auraient rendu inévitables en l'absence de mutualisation,
- la mise en œuvre progressive d'une harmonisation des régimes de travail, des congés, des avantages sociaux, des politiques de formation, d'hygiène et de sécurité, de promotions entre les deux collectivités, renforçant les possibilités de mobilité professionnelle et la motivation des agents,
- une capacité d'expertise et d'intervention qui bénéficie non seulement à la Ville et à la CAB mais également à toutes les autres communes membres.

Au plan financier, le chiffrage des économies d'échelle réalisées est toujours délicat. Trois types d'économies peuvent néanmoins être dégagés :

- au niveau des moyens en personnel,
- au niveau des outils,
- au niveau des locaux.

Ce bilan est aussi l'occasion de revenir sur d'autres formes de mutualisation concernant les 30 communes de la CAB :

- le SIG (Système d'Information Géographique),
- la plate-forme dématérialisée des marchés,
- le service aux communes.

### **1) Le personnel**

La mise en commun des moyens a permis aux deux collectivités, d'une part, d'éviter des doublons, et d'autre part, une plus grande capacité d'expertise et d'intervention. En moyenne, un à deux postes par direction ont pu faire l'objet d'économies d'échelle, le plus souvent de cadres A et B sur les neuf directions les plus significatives (Direction Générale des Services, Direction des Systèmes d'Information, Finances, Direction des Ressources Humaines, Direction des Affaires Juridiques Marchés, services internes, Direction des Affaires Culturelles, Direction des Sports, Services Techniques).

Cette économie est estimée à 900 000 € par an (soit environ 16 postes).

En cumulé c'est 9 millions d'euros d'économies partagées entre les deux collectivités.

Rappelons qu'en 2001, la CAB avait vu une croissance de ses dépenses de personnel de 26 % par rapport à 2000 (hors transfert des grands équipements). Sur la période 2002/2011 ; la croissance est limitée à 36,15 % soit 3,6 %/ an en moyenne alors que de nouvelles compétences ont été prises en compte sur la période (aires d'accueil des gens du voyage, ANRU, aides à la pierre...).

Au plan des effectifs, la Ville est passée de 883 à 927 emplois sur la période ; la CAB de 451 postes à 440 postes, le secteur culturel a vu par l'application du schéma directeur des écoles de musique une concentration des effectifs passant de 134 postes (dont 88 temps non complet) à 90 postes (dont 27 temps non complet).

## **2) Les outils**

La mise en commun des moyens et des équipes a permis de poursuivre l'acquisition d'outils communs sur les fonctions de base (logiciel Ressources Humaines, finances, gestion des marchés publics...) et d'optimiser les efforts de formation du personnel ; de paramétrage et de maintenance.

Avec seulement deux créations de poste au cours de ces deux dernières années à la Direction des Systèmes d'Information, il a été possible de prendre en compte une très forte diffusion des Technologies de l'Information et de la Communication dans les services (916 PC en 2012 pour les deux collectivités contre 555 en 2001). Les économies d'échelle réalisées sont estimées à 300 000 € par an soit en cumulé 3 M€ sur la période.

Par ailleurs, des outils communs ont été développés (gestion informatisée du courrier, gestion des délibérations, gestion de projets...).

La coexistence de ces différents éléments place la Ville de Belfort et la CAB dans une position particulièrement avancée au plan national en matière de dématérialisation et de reporting.

## **3) Les locaux**

Le bâtiment du site Dunant, propriété de la CAB, ne permettait pas de faire face à l'extension des compétences et n'offrait pas aux élus un cadre de travail adapté aux nécessités.

L'opportunité de l'acquisition du Mess va permettre d'offrir une salle de réunion des assemblées délibérantes de la CAB et de la Ville dont le coût sera partagé et qui offrira un cadre et des conditions de travail de bon niveau pour les élus. La mutualisation des services sera également facilitée par le rapprochement géographique qui sera opéré (vente du site Dunant, aménagement du Mess pour la Direction des Ressources Humaines, les Finances, la Direction des Affaires Juridiques et les assemblées délibérantes).

Cette concentration des services en centre ville réduira les temps de trajet et améliorera les conditions de travail des agents. Le réaménagement des locaux de la MAT parachèvera le dispositif. La Ville et la CAB disposeront de quatre bâtiments fonctionnels (Place d'Armes, Annexe ancien théâtre, Mess, MAT) dans un environnement de proximité au lieu de six actuellement dont un excentré (Dunant).

Cette rationalisation des locaux n'aurait pas été envisageable sans mutualisation des services.

## **4) Les autres formes de mutualisation**

- Le Système d'Information Géographique.

Initié dès 1998 dans le cadre d'une convention attribuant à la CAB la maîtrise d'ouvrage et à la Ville de Belfort la maîtrise d'œuvre ; le SIG intercommunal est accessible via internet aux 30 communes ; 21 communes disposent par ailleurs de l'application spécifique Géovillage.

- La plate-forme de dématérialisation des marchés.

Mise en œuvre par la Direction des Systèmes d'Information et la Direction des Affaires Juridiques ; cette plate-forme bénéficie gratuitement aux 30 communes de la CAB.

Les services juridiques de la CAB apportent conseils et assistance aux communes pour la passation de leurs marchés.

- Le service aux communes de la CAB.  
Créé en avril 2006, il apporte gratuitement à toutes les communes qui le souhaitent une assistance à maîtrise d'ouvrage pour les projets d'investissement qu'elles mettent en œuvre.

### **B) Les perspectives**

La loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales a sensiblement réaménagé les dispositions de l'article L 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur la mutualisation des services entre les EPCI et leurs communes membres :

- en réformant le régime de la mise à disposition de services
- en supprimant le dernier alinéa de cet article relatif à la gestion unifiée (services communs), afin d'individualiser ce dispositif, désormais régi par un nouvel article L 5211-4-2
- en créant, selon un esprit identique à celui de la mise à disposition de services, un dispositif de mise à disposition de biens, codifié dans un nouvel article L 5211-4-3
- en instituant un rapport relatif à la mutualisation de services entre les communes et leurs EPCI à fiscalité propre, en vue d'encadrer et de promouvoir le développement des processus de mutualisation.

Désormais, l'état du droit, tel qu'il ressort de la loi susvisée, est le suivant :

#### **1) Les mises à disposition de services ascendantes (des communes vers l'EPCI) sont cantonnées aux hypothèses de compétence partagée**

Le principe du transfert de service corrélatif au transfert de compétence est réaffirmé : le transfert de compétence d'une commune à un EPCI entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre et la seule dérogation expressément admise concerne les hypothèses de transfert partiel de compétence, autrement dit de compétence partagée.

#### **2) Les mises à disposition descendantes, c'est-à-dire d'un EPCI à ses communes membres**

Leur champ d'application n'a pas été modifié par le législateur qui admet que les mises à disposition de services soient réalisées lorsqu'elles présentent un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

#### **3) La création de services communs entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres**

Le nouvel article L 5211-4-2 du CGCT clarifie et précise la finalité et les modalités de la gestion unifiée (services communs) :

- est expressément autorisée la création de services communs qui ne correspondent pas à l'exercice de compétences transférées. Sont visés les différents services fonctionnels (Ressources Humaines, Informatique, Juridique et Commande Publique, Finances, etc),
- cette faculté concerne uniquement des EPCI à fiscalité propre,
- les conditions de ces mises en commun sont réglées par convention,

- pour les EPCI percevant directement les impôts directs locaux, les effets de la mise en commun des services pourront être financièrement imputés sur l'attribution de compensation versée en contrepartie de la perception par la communauté de la contribution économique territoriale en lieu et place de ses communes membres,
- la gestion des services communs relève exclusivement de l'EPCI

#### **4) Le partage de biens communs**

Un dispositif similaire à celui de la mise à disposition de services est institué par le nouvel article L 5211-4-3 du CGCT. Il offre la faculté, pour un EPCI à fiscalité propre, de se doter de biens pour les partager avec ses communes membres, y compris pour l'exercice de compétences qui n'ont pas été transférées à l'EPCI. Le texte renvoie la détermination des modalités, notamment financières, de cette mise en commun à un règlement de mise à disposition, établi par l'EPCI.

#### **5) Le rapport sur la mutualisation des services**

Le nouvel article L 5211-39-1 du CGCT introduit par la loi impose aux présidents d'EPCI à fiscalité propre, l'élaboration, après chaque renouvellement général des conseils municipaux, d'un rapport relatif aux mutualisations de services.

Ce rapport, dont la première élaboration sera réalisée en 2014, conçu comme un outil permettant une meilleure organisation des services, comporte un projet de schéma de mutualisation des services, lequel prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de l'EPCI et des communes concernées et sur leurs dépenses de fonctionnement.

Le rapport doit être soumis à l'avis des communes membres, qui disposent, pour ce faire, d'un délai de trois mois, sauf à être réputées favorables. Le projet de schéma est ensuite approuvé par l'organe délibérant de l'EPCI.

Chaque année, à l'occasion du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, il doit être fait un bilan de l'état d'avancement du schéma de mutualisation ainsi approuvé.

#### **6) Les modalités de mise en œuvre**

Comme dans le dispositif précédent, le principe et les modalités des mises à disposition sont déterminés par convention. Les mises à disposition donnent lieu à un remboursement dont les conditions sont fixées par la convention conformément aux prescriptions d'un décret qui est intervenu le 10 mai 2011 et publié au Journal Officiel du 12 mai, complété par un second décret du 30 janvier 2012 publié au Journal Officiel du 31 janvier 2012

Comme vous le savez, le Conseil Communautaire s'est déjà prononcé à plusieurs reprises sur le dispositif de la mutualisation des services notamment en juin, septembre et décembre 2001 et les dispositions adoptées à l'époque ne sont pas en contradiction avec celles introduites par la loi du 16 décembre 2010 et par les décrets évoqués ci-dessus.

Les conventions qui lient la CAB avec ses communes membres et les modalités de remboursement des dépenses liées à cette mise en commun des services s'inscrivent dans l'esprit de ce qui est préconisé par les décrets précités ci-dessus.

Elles font l'objet chaque année d'un examen détaillé de la Commission d'examen des comptes de la mutualisation qui se prononce sur leur validité. Bien que non prévu par les textes, ce dispositif original permet un contrôle exhaustif des dépenses réalisées.

Aussi, je vous demande de bien vouloir reconduire les processus de mises à disposition des services ainsi que les termes des conventions existantes et les clés de répartition de remboursement des frais adoptés lors de nos précédentes séances et appliqués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

S'agissant des locaux, et dans un souci de simplification des flux entre les deux collectivités, je vous propose d'adopter une nouvelle convention actualisant les surfaces concernées et prenant comme méthode de calcul de la répartition les clés propres à chaque service.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE** du bilan de la mutualisation des services.

Par 36 voix pour et 8 abstentions (*M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT -mandataire de M. David DIMEY-, M. Sébastien VIVOT -mandataire de Mme Frédérique RIETSCH-, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL -mandataire de M. Lionel COURBEY-*),

**DECIDE** de maintenir le dispositif des conventions existantes de mise à disposition de services et de remboursement des flux entre la Ville de Belfort et la CAB.

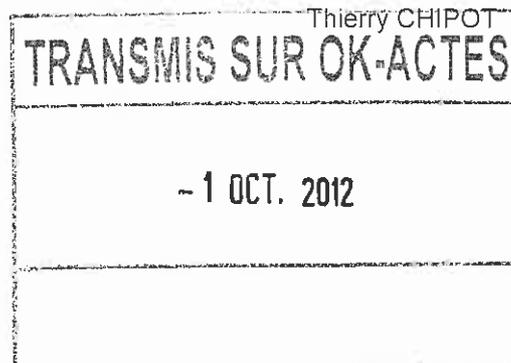
**APPROUVE** la nouvelle convention proposée de mise à disposition de locaux.

**AUTORISE** M. le Maire à la signer.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage





**OBJET** : Compte rendu de la commission de mutualisation des services de la CAB et de la Ville de Belfort – Examen des comptes 2011.

La Commission de mutualisation des services de la CAB et de la Ville de Belfort a examiné les comptes 2011 lors de la réunion du 20 avril 2012.

Etaient présents : Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Maurice SCHWARTZ, M. Azeddine GOUTAS, M. Jean-Pierre DEMARCHE, M. Jean-François ROOST, M. Jean-Claude MATHEY

Etaient excusés : M. Etienne BUTZBACH, M. Christophe BERGER, Mme Sabine DITNER, M. Jean-Claude MEULEY

La commission a pris connaissance et approuve les comptes présentés dont la synthèse est la suivante :

#### 1) Services communs

Le coût total des services communs augmente de 8,03 %, cette augmentation est due pour l'essentiel au développement des services (Direction des Ressources Humaines : poste de DGA et 2 postes d'Adjoint Administratif remplaçants pourvus en année pleine en 2011 vacant une partie de l'année 2010). Toutefois, la Ville prend en charge 70,19 % de l'augmentation constatée.

- Le service des Finances voit son coût augmenter de +7,76 % lié à un effectif au complet en 2011 (un poste de rédacteur vacant une partie de l'année 2010).

A noter également une part plus importante de la CAB dans l'activité du service (baisse de 10 % des mandats effectués pour le compte de la Ville de Belfort, augmentation des lignes budgétaires ouvertes dans les différents budgets de la CAB).

- Les services internes (Portail Téléphonique, Courrier, Reprographie...) sont en hausse du fait de la création de 3 postes pour le nouveau Portail Téléphonique. Par ailleurs, les 2 postes affectés au service Reprographie sont comptabilisés en année pleine en 2011. A noter que la part de la Ville augmente (72 % contre 62 % en 2010) notamment au titre de l'activité de la Reprographie.

- Assemblées : le coût du service augmente ; le poste de responsable des Assemblées est en année pleine en 2011, vacant une partie de l'année en 2010. La part de la Ville progresse (plus de délibérations à la Ville qu'à la CAB en 2011), ce n'était pas le cas en 2010.

- Direction Générale : l'augmentation constatée est consécutive à la création d'un poste de chargé de mission « Gestion de projets » réparti entre les 2 collectivités. A noter que parallèlement, le poste de chargé de la Prospective et du Conseil d'Agglomération a été supprimé. A noter que la clé est parfaitement stable (60 % Ville et 40 % CAB).

- Le coût de la Cellule Marchés baisse légèrement du fait d'un Glissement Vieillesse Technicité négatif. La part de la CAB augmente du fait du volume financier des marchés conclus par cette collectivité. Le nombre de marchés de chaque collectivité augmente dans des proportions comparables.

- Le coût de la DSI est stable, en revanche la part de la CAB augmente.

Globalement, la Ville finance 64,48 % des services communs et la CAB 35,52 % (contre respectivement 65,15 % et 34,85 % en 2010).

## 2) Services remboursés intégralement par la Ville de Belfort

Il s'agit de l'Enseignement Musical Scolaire et de la Danse dont le coût global baisse de 12,17 % en raison d'une diminution du nombre d'heures de cours.

### 3) Services partagés

Le coût des services partagés portés par la Ville augmentent de +4,31 %.

- Archives : la part de la Ville augmente fortement et atteint 96 % du coût du service contre 87 % en 2010.

- Environnement : comme l'an dernier, la CAB représente plus de la moitié du coût du service compte tenu des opérations suivies par le service à ce titre (Étang des Forges...).

- Sports : un poste de directeur adjoint a été créé. Le poste de responsable des grands équipements porté par la CAB a été supprimé. La répartition du coût entre les 2 collectivités reste stable (50,30 % pour la Ville, 49,70 % pour la CAB).

- Culture : stabilité du coût et de la répartition entre les 2 collectivités.

- Politique de la Ville : il est proposé de mettre fin à la participation de la CAB. Les missions exercées dans ce cadre étant désormais assurées totalement par la Direction de l'Habitat et de la Rénovation Urbaine, service porté par la CAB à 100 %.

- Services Techniques : le coût des services de Maintenance (Voirie et Bâtiment, Déplacements Urbains et Opérations Nouvelles) évolue faiblement de même que les parts respectives des 2 collectivités.

La part de la CAB augmente (34,64 % contre 25,61 % en 2010) pour le service des Opérations Nouvelles.

Le coût du service Espaces Verts diminue en 2011 du fait de la vacance du poste du directeur sur une partie de l'année. La surface des espaces verts relevant de CAB est en augmentation.

Globalement, la part de la CAB s'élève à 19,30 % du total contre 19,61 % en 2010.



Globalement, la répartition des coûts entre les deux collectivités évolue faiblement (71,15 % pour la Ville contre 71,77 % en 2010 ; 28,85 % pour la CAB contre 28,23 % en 2010).

| Coût total     | Part Ville     | Part CAB       |
|----------------|----------------|----------------|
| 6 495 222,01 € | 4 621 108,91 € | 1 874 113,10 € |

La commission valide également les comptes présentés s'agissant :

- des fournitures de bureau,
- des mobiliers et matériels,
- des frais de matériels informatiques,
- des loyers et des fluides.

selon le tableau récapitulatif suivant :

|                                      | Fournitures de bureau | Mobilier          | Matériels informatiques | Loyers et fluides  | Total              |
|--------------------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------------|--------------------|--------------------|
| A rembourser par la Ville            | 2 824,11 €            | 3 224,58 €        | 15 800,55 €             | 49 229,70 €        | 71 078,94 €        |
| A rembourser par la CAB              | 546,74 €              | 768,95 €          | 2 029,18 €              | 30 824,01 €        | 34 168,88 €        |
| Total<br>(à rembourser par la Ville) | <b>2277,37 €</b>      | <b>2 455,63 €</b> | <b>13 771,37 €</b>      | <b>18 405,69 €</b> | <b>36 910,06 €</b> |

En ce qui concerne ce dernier point, la commission approuve le projet de nouvelle convention portant sur les mises à disposition réciproques de locaux entre la Ville de Belfort et la CAB qui simplifiera le dispositif mis en place en réduisant les flux croisés entre les deux collectivités.

**FLUX VILLE / C.A.B  
2011**

**SERVICES COMMUNS (Remboursement de la Ville à la C.A.B.)**

| Services           | CA 2010               |                       |                       | CA 2011               |                       |                       |
|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|                    | Coût total            | Part Ville            | Part CAB              | Coût total            | Part Ville            | Part CAB              |
| DRH                | 900 051,73 €          | 628 079,73 €          | 271 972,00 €          | 1 022 411,18 €        | 713 961,55 €          | 308 449,63 €          |
| Finances           | 566 777,00 €          | 365 813,96 €          | 200 963,04 €          | 610 740,79 €          | 337 900,97 €          | 272 839,82 €          |
| DSI                | 854 577,30 €          | 610 091,93 €          | 244 485,37 €          | 855 969,88 €          | 597 768,57 €          | 258 201,31 €          |
| Internes           | 301 012,74 €          | 187 144,21 €          | 113 868,53 €          | 393 963,01 €          | 284 004,38 €          | 109 958,63 €          |
| Assemblées         | 170 887,70 €          | 77 783,15 €           | 93 104,55 €           | 187 002,00 €          | 98 162,73 €           | 88 839,27 €           |
| Direction générale | 776 843,63 €          | 463 580,66 €          | 313 262,97 €          | 808 741,76 €          | 484 857,24 €          | 323 884,52 €          |
| Cellule Marchés    | 206 617,92 €          | 128 010,46 €          | 78 607,46 €           | 201 091,59 €          | 113 949,94 €          | 87 141,66 €           |
| <b>TOTAL</b>       | <b>3 776 768,02 €</b> | <b>2 460 504,10 €</b> | <b>1 316 263,92 €</b> | <b>4 079 920,22 €</b> | <b>2 630 605,39 €</b> | <b>1 449 314,83 €</b> |

**SERVICES A REMBOURSER ENTIEREMENT PAR LA VILLE A LA CAB**

| Services     | CA 2010             |                     |               | CA 2011             |                     |            |
|--------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------------|------------|
|              | Coût total          | Part Ville          | Part CAB      | Coût total          | Part Ville          | Part CAB   |
| EMS          | 217 094,91 €        | 217 094,91 €        | 0,00 €        | 194 424,05 €        | 194 424,05 €        | 0 €        |
| Danse        | 27 185,09 €         | 27 185,09 €         | 0,00 €        | 20 133,52 €         | 20 133,52 €         | 0 €        |
| <b>TOTAL</b> | <b>244 280,00 €</b> | <b>244 280,00 €</b> | <b>0,00 €</b> | <b>214 557,58 €</b> | <b>214 557,58 €</b> | <b>0 €</b> |

**SERVICES PARTAGES (Remboursement de la CAB à la Ville)**

| Services              | CA 2010               |                       |                     | CA 2011               |                       |                     |
|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
|                       | Coût total            | Part Ville            | Part CAB            | Coût total            | Part Ville            | Part CAB            |
| Archives              | 174 224,35 €          | 152 071,11 €          | 22 153,24 €         | 180 507,57 €          | 174 897,70 €          | 5 609,87 €          |
| Environnement         | 57 047,48 €           | 24 073,90 €           | 32 973,58 €         | 58 105,61 €           | 23 772,57 €           | 34 333,04 €         |
| Sports                | 180 799,41 €          | 90 215,50 €           | 90 583,91 €         | 239 498,12 €          | 120 469,57 €          | 119 028,55 €        |
| Culture               | 124 376,22 €          | 61 389,94 €           | 62 986,28 €         | 126 859,62 €          | 64 595,49 €           | 62 264,14 €         |
| Politique de la Ville | 90 891,39 €           | 72 713,11 €           | 18 178,28 €         | 98 253,05 €           | 98 253,05 €           | 0,00 €              |
| Maintenance Voirie    | 331 985,34 €          | 294 525,67 €          | 37 459,67 €         | 350 745,51 €          | 311 094,18 €          | 39 651,33 €         |
| Maintenance Bâtiments | 496 016,15 €          | 452 546,56 €          | 43 469,59 €         | 520 086,65 €          | 474 507,58 €          | 45 579,06 €         |
| Déplacements urbains  | 267 776,01 €          | 226 916,20 €          | 40 859,81 €         | 275 442,09 €          | 240 019,51 €          | 35 422,58 €         |
| Opérations nouvelles  | 158 397,42 €          | 117 839,20 €          | 40 558,22 €         | 161 206,61 €          | 105 356,92 €          | 55 849,69 €         |
| Espaces verts         | 167 334,49 €          | 154 843,56 €          | 12 490,93 €         | 142 759,90 €          | 127 893,43 €          | 14 866,47 €         |
| D.A.G.                | 60 967,56 €           | 48 422,31 €           | 12 545,25 €         | 47 279,48 €           | 35 085,94 €           | 12 193,54 €         |
| <b>TOTAL</b>          | <b>2 109 815,82 €</b> | <b>1 695 557,06 €</b> | <b>414 258,76 €</b> | <b>2 200 744,21 €</b> | <b>1 775 945,94 €</b> | <b>424 798,26 €</b> |



## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX



### ENTRE :

La **Ville de Belfort**, représentée par son Maire, M. Etienne BUTZBACH, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2012,

*d'une part,*

### ET :

La **Communauté de l'Agglomération Belfortaine (CAB)**, représentée par son Président en exercice, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 19 juin 2012,

*d'autre part,*

### Préambule :

Dans le cadre de la mutualisation de leurs services, la Ville de Belfort et la Communauté de l'Agglomération Belfortaine mettent à disposition des locaux dont chaque collectivité est propriétaire ; la présente convention détermine les modalités d'usage et de remboursement des frais consécutifs à cette occupation.

### Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par la présente convention, la Ville de Belfort met à disposition de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine des locaux situés dans les immeubles suivants :

|                                                                      |                      |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------|
| - Hôtel de Ville - Place d'Armes pour une surface de                 | 468 m <sup>2</sup>   |
| - Immeuble 4 place d'Armes - 4 rue des Nouvelles pour une surface de | 307 m <sup>2</sup>   |
| - Immeuble rue de l'Ancien Théâtre pour une surface de               | 867 m <sup>2</sup>   |
| - Immeuble Cité des Associations pour une surface de                 | 356 m <sup>2</sup>   |
| - Tour 46 (Archives) pour une surface de                             | 740 m <sup>2</sup>   |
|                                                                      | <hr/>                |
|                                                                      | 2 738 m <sup>2</sup> |

La Communauté de l'Agglomération Belfortaine met à disposition de la Ville de Belfort des locaux sis boulevard Dunant pour une surface de 365 m<sup>2</sup>.

## **CHARGES ET CONDITIONS**

La présente location, qui n'est soumise à aucun régime particulier et ne relève que des dispositions du Code Civil sur le louage, est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que chaque locataire s'oblige à exécuter et accomplir.

### 1) Destination

Les lieux loués sont exclusivement destinés aux activités des services de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine et de la Ville de Belfort.

Tout changement d'affectation ou toute utilisation différente des locaux, même provisoire, entraînera, sauf accord exprès et écrit du bailleur, la résiliation automatique de la convention.

### 2) Occupation - Jouissance

Chaque locataire occupera les lieux personnellement. Il ne pourra y installer des tiers en sa présence ou en son absence.

Il ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou partie, les lieux mis à disposition, sous aucun prétexte, même provisoirement ou à titre gracieux, sans l'accord du bailleur.

Il ne pourra céder, en totalité ou en partie, son droit à la présente mise à disposition.

Il devra jouir des lieux loués en père de famille, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité des autres occupants de l'immeuble.

### 3) Entretien - Travaux - Réparations

Chaque locataire prendra les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent ce jour (cf. état des lieux).

Conformément aux dispositions du droit commun, des baux, il est convenu que chaque bailleur assumera les obligations lui incombant, et notamment :

- les grosses réparations concernant les locaux mis à disposition,
- la remise en état de locaux, y compris le cas fortuit,
- l'entretien général.

Chaque locataire devra laisser les lieux, à la fin de la mise à disposition, dans l'état où ils se trouvent, sans pouvoir réclamer aucune indemnité du fait des décors, embellissements et autres travaux qu'il aura fait faire, dans le respect de la clause précédente.

## **RESPONSABILITE ET RECOURS**

Chaque locataire s'engage à contracter une police d'assurance pour garantir les risques qui lui incombent du fait de la présente convention.

## **REGLEMENTATION GENERALE**

Chaque locataire devra acquitter exactement toutes les contributions personnelles et mobilières et satisfaire à toutes les charges de ville et de police, de manière que le bailleur ne soit point inquiété, ni recherché à ce sujet.

Il devra se conformer aux usages en vigueur, aux règlements de police, ainsi qu'à tout règlement intérieur.

## **DUREE**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 12 années commençant à courir du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## **CONGE**

Pendant le cours de la mise à disposition, le locataire et le bailleur pourront donner congé à chaque échéance triennale, sous réserve du respect d'un préavis de 18 mois. Ce congé devra prendre la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

## **LOYER**

La présente location est consentie et acceptée réciproquement, moyennant un loyer annuel de 70 € HT le m<sup>2</sup>.

Chaque collectivité locataire remboursera à la collectivité propriétaire le loyer et les charges sur la base de l'application des clés de répartition des coûts des services bénéficiant des locaux concernés.

## **CHARGES**

Il est expressément convenu que le locataire prendra en charge les fluides et notamment :

- ⇒ l'électricité,
- ⇒ l'eau,
- ⇒ le chauffage.

Les charges locatives, qui ne peuvent être individualisées, seront réparties au prorata des surfaces occupées.

**CLAUSE RESOLUTOIRE**

En cas d'inexécution de l'une des clauses de la convention, et 3 mois après une sommation d'exécuter demeurée sans effet, la mise à disposition sera résiliée de plein droit, si bon semble au bailleur, et sans formalité judiciaire.

Fait à Belfort, en 3 exemplaires,  
le

Pour la Ville de Belfort,

Pour la Communauté de l'Agglomération  
Belfortaine,



## VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

12-124

Durées d'amortissement  
des subventions  
d'équipement – Nouveau  
barème

## SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAINEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Finances

## DELIBERATION

de M. Bruno KERN, Premier Adjoint

---

Références  
Mots clés

BK/SG/CD/EP - 12-124  
Budget - Code matière : 7.5

Objet

**Durées d'amortissement des subventions d'équipement -  
Nouveau barème**

Le décret n° 2011-1951 du 23 décembre 2011, qui modifie l'article R. 2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, publié au Journal Officiel du 27 décembre, a changé les règles de fixation de la durée d'amortissement des subventions d'équipement versées par les collectivités territoriales. A partir du 1er janvier 2012, cette durée est fixée non plus en fonction de la nature publique ou privée du bénéficiaire, mais en fonction de la durée de vie du bien financé.

### I L'AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES

Depuis l'exercice 2006, les subventions d'équipement versées par les communes et assimilées à des immobilisations étaient obligatoirement amorties sur une durée maximale de cinq ans lorsque le bénéficiaire était une personne de droit privé, ou de quinze ans lorsque le bénéficiaire était un organisme public.

#### 1/ Durées d'amortissement

Désormais, à compter du 1er janvier 2012, ces subventions sont amorties sur une durée maximale :

- **de cinq ans** lorsque la subvention finance des **biens mobiliers**, du matériel ou des études ;
  - **de quinze ans** lorsqu'elle finance des **biens immobiliers** ou des installations ;
  - **et de trente ans** lorsqu'elle finance des projets d'infrastructure d'intérêt national.
- Remarque : les aides à l'investissement des entreprises ne relevant d'aucune de ces catégories sont amorties sur une durée maximale de cinq ans.

Il convient de rappeler que la réglementation précise que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme. Par conséquent, seules les subventions d'équipement versées à compter de 2011 (dont les amortissements débutent en 2012) sont impactées par ces évolutions de durée.

## 2/ Une opération d'ordre budgétaire neutre pour l'équilibre du budget général

Les fonds propres de la section d'investissement de la collectivité qui verse doivent être reconstitués à travers l'amortissement qui se caractérise par le débit en section de fonctionnement du compte 6811 « Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles » et par le crédit du compte 2804 « Subventions d'équipements versées » en section d'investissement.

### II APPLICATION A LA VILLE DE BELFORT :

#### 1/ Situation 2011 : une dotation aux amortissements de 411 K€

| N° COMPTE | INTITULE DU COMPTE                                            | DOMAINE | DUREE (ANS) | AMORTISSEMENT 2011 |
|-----------|---------------------------------------------------------------|---------|-------------|--------------------|
| 280415    | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX ORGANISMES PUBLICS - GFP | PUBLIC  | 1 et 10     | 7 516,00           |
| 280417    | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX AUTRES ORGANISMES LOCAUX | PUBLIC  | 1 et 10     | 144 712,64         |
| 280418    | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX AUTRES ORGANISMES        | PUBLIC  | 10 et 15    | 75 832,00          |
| 28042     | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE         | PRIVE   | 1 et 5      | 183 233,96         |
|           | <b>TOTAL GENERAL</b>                                          |         |             | <b>411 294,60</b>  |

#### 2/ Application du nouveau régime : un étalement de la dépense de 75 K€

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, seules les subventions d'équipement versées à partir de 2011 rentrent dans le champ d'application du nouveau barème d'amortissement en fonction de la durée de vie du bien financé ; les autres continueront d'être amorties avec le plan d'amortissement initial.

Le tableau de l'annexe 1 permet de faire ressortir une différence de 75 K€ entre l'ancien plan d'amortissement et le nouveau, car les subventions sont amorties sur une durée plus longue qui étale la dépréciation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**APPROUVE** ces nouvelles durées d'amortissement réglementaires.

**DECIDE :**

. de compléter en conséquence, l'annexe 2 du Budget Primitif 2012 et d'appliquer ces nouvelles durées d'amortissement aux subventions versées à compter du 01/01/2011 ;

- de conserver la durée d'amortissement initiale pour les subventions enregistrées avant cette date.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,



Thierry CHIPOT



TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

| N° COMPTE | INTITULE DU COMPTE                                              | DOMAINE | DUREE (ANS) | AMORTISSEMENT 2011 |
|-----------|-----------------------------------------------------------------|---------|-------------|--------------------|
| 280415    | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX ORGANISMES PUBLICS - GFP - | PUBLIC  | 1 et 10     | 7 516,00           |
| 280417    | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX AUTRES ORGANISMES LOCAUX   | PUBLIC  | 1 et 10     | 144 712,64         |
| 280418    | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX AUTRES ORGANISMES          | PUBLIC  | 10 et 15    | 75 832,00          |
| 28042     | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE           | PRIVE   | 1 et 5      | 183 233,96         |

TOTAL GENERAL

411 294,60

| SUBVENTIONS 2011   |                                                                                                |                       |                    |            |                        |             |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------|------------|------------------------|-------------|
| NOUVEAU DISPOSITIF |                                                                                                |                       |                    |            |                        |             |
| NOUVEAUX COMPTES   | LIBELLES DES NOUVEAUX COMPTES : AMORTISSEMENT DES...                                           | MONTANT SUBVENT* 2011 | TYPE               | NLLE DUREE | NOUVELLE ANNUITE AMORT | ECARTS      |
| 28041512           | Subventions d'équipement versées aux groupements de collectivités - GFP - bât et installations | 47 120,45             | équipement         | 15         | 3 141,36               | -1 570,68   |
| 2804172            | Subventions d'équipement versées aux autres ets publics locaux - bât et installations          | 195 063,27            | équipement         | 15         | 13 004,22              | -11 989,74  |
| 2804182            | Subventions d'équipement versées aux autres organismes publics - bât et installations          | 240 285,87            | équipement         | 15         | 15 019,06              | -8 009,53   |
| 280421             | Subventions d'équipement versées aux pers de drt privé - matériel et études                    | 79 419,00             | matériel et études | 5          | 15 883,80              |             |
| 280422             | Subventions d'équipement versées aux pers de drt privé - bât et installations                  | 34 896,62             | équipement         | 15         | 2 326,44               |             |
|                    |                                                                                                | 114 315,62            |                    |            | 18 210,24              | - 53 928,90 |

| AMORTISSEMENT SUBVENTIONS VERSEES AVANT 2011 | MONTANT DES SUBVENTIONS 2011 | MONTANT AVEC ANCIEN DISPOSITIF D'AMORTISSEMENT SANS INCIDENCE DE DUREE | durée amortissement |
|----------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| 2 890,00                                     | 47 120,45                    | 4 712,05                                                               | 10,00               |
| 110 789,00                                   | 195 063,27                   | 24 993,96                                                              | 1 voire 10 ans      |
| 75 832,00                                    | 240 285,87                   | 24 028,59                                                              | 10,00               |
| 94 350,00                                    | 114 315,62                   | 72 139,14                                                              | 1 voire 5 ans       |

| SUBVENTIONS 2011   |                                                      |                       |      |            |                        |           |
|--------------------|------------------------------------------------------|-----------------------|------|------------|------------------------|-----------|
| NOUVEAU DISPOSITIF |                                                      |                       |      |            |                        |           |
| NOUVEAUX COMPTES   | LIBELLES DES NOUVEAUX COMPTES : AMORTISSEMENT DES... | MONTANT SUBVENT° 2011 | TYPE | NLLE DUREE | NOUVELLE ANNUITE AMORT | ECARTS    |
| TOTAUX             |                                                      | 596 785,21            |      |            | 50 374,88              | 75 498,85 |

| AMORTISSEMENT SUBVENTIONS VERSEES AVANT 2011 | MONTANT DES SUBVENTIONS 2011 | MONTANT AVEC ANCIEN DISPOSITIF D'AMORTISSEMENT SANS INCIDENCE DE DUREE | durée amortissement |
|----------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| 283 861,00                                   | 596 785,21                   | 125 873,73                                                             |                     |

AMORT 2012 (nouveau dispositif)

283 861,00  
50 374,88  
334 235,88

TOTAL

DIFF

334 235,88  
409 734,73  
75 498,85

AMORT 2012 (ancien dispositif)

283 861,00  
125 873,73  
409 734,73

TOTAL

IV - ANNEXES - METHODES UTILISEES

| PROCEDURE                                                                                                                    | CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL                                                             | Délibération du     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| <b>AMORTISSEMENT OBLIGATOIRE</b>                                                                                             |                                                                                        |                     |
| <b>BUDGET PRINCIPAL</b>                                                                                                      | <b>Catégories de biens amortis :</b>                                                   |                     |
| <b>Durée</b>                                                                                                                 |                                                                                        |                     |
| <b>Période du 01/01/1995 au 31/12/2000</b>                                                                                   |                                                                                        | <b>14 Juin 1996</b> |
|                                                                                                                              | Installations techniques                                                               | 20 ans              |
|                                                                                                                              | Equipement de garage et atelier                                                        | 15 ans              |
|                                                                                                                              | Mobilier                                                                               | 15 ans              |
|                                                                                                                              | Equips cuisine, linge etc...                                                           | 10 ans              |
|                                                                                                                              | Equipements d'incendie                                                                 | 10 ans              |
|                                                                                                                              | Poids lourds et engins                                                                 | 10 ans              |
|                                                                                                                              | Matériels de bureau, mobilier et matériel scolaires, équipements sportifs et culturels | 10 ans              |
|                                                                                                                              | Livres                                                                                 | 7 ans               |
|                                                                                                                              | Véhicules légers                                                                       | 6 ans               |
|                                                                                                                              | Matériels audiovisuel, matériel électronique etc...                                    | 5 ans               |
|                                                                                                                              | Immeubles productifs de revenus                                                        | 25 ans              |
|                                                                                                                              | Biens d'une valeur inférieure à 10 000F (1 525€)                                       | 1 an                |
| <b>à compter du 01/01/2001</b>                                                                                               | Biens dont la valeur est inférieure à 10 000F (1 525€)                                 | 1 an                |
|                                                                                                                              | Logiciels                                                                              | 1 an                |
|                                                                                                                              | Matériel de bureau                                                                     | 5 ans               |
|                                                                                                                              | Matériel de transport                                                                  | 6 ans               |
|                                                                                                                              | Mobilier                                                                               | 10 ans              |
|                                                                                                                              | Matériels divers                                                                       | 10 ans              |
|                                                                                                                              | Immeubles productifs de revenus                                                        | 25 ans              |
| <b>à compter du 01/01/2002 (modification du seuil d'amortissement sur 1 an)</b>                                              | Biens dont la valeur est inférieure à 2 000€                                           | 1 an                |
|                                                                                                                              |                                                                                        |                     |
| <b>BUDGET ANNEXE DU C.F.A.</b>                                                                                               | <u>même méthode que les amortissements du Budget Principal</u>                         |                     |
| <b>+ ajout au C.M. du 25/06/04</b>                                                                                           | <b>amortissement des travaux en cours :</b>                                            |                     |
|                                                                                                                              | -opérations dont le montant est inférieur à 45 000€                                    | 10 ans              |
|                                                                                                                              | -opérations dont le montant est supérieur à 45 000€                                    | 25 ans              |
| <b>BUDGET ANNEXE de la CUISINE CENTRALE C.M. du 21/12/2006</b>                                                               | <u>même méthode que les amortissements du Budget du C.F.A.</u>                         |                     |
| <b>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT ET FONDS DE CONCOURS</b>                                                                         |                                                                                        |                     |
| <b>Années 1996 à 2005</b>                                                                                                    | Subventions d'équipement inférieures à 100 000F (15 245€)                              | 1 an                |
|                                                                                                                              | Subventions d'équipement supérieures à 100 000F (15 245€)                              | 5 ans               |
|                                                                                                                              | Fonds de concours à des collectivités publiques jusqu'à 2 500 000F (381 123€)          | 10 ans              |
|                                                                                                                              | Fonds de concours à des collectivités publiques au-delà de 2 500 000F (381 123€)       | 15 ans              |
| <b>à compter de 2006</b>                                                                                                     | <u>amortissement à compter de l'année N+1</u>                                          |                     |
|                                                                                                                              | -subventions d'équipement versées aux personnes de droit privé                         |                     |
|                                                                                                                              | . Subventions inférieures à 15 000€                                                    | 1 an                |
|                                                                                                                              | . Subventions égales ou supérieures à 15 000€                                          | 5 ans               |
|                                                                                                                              | -subventions d'équipement versées à des bénéficiaires publics                          |                     |
|                                                                                                                              | . Subventions inférieures à 15 000€                                                    | 1 an                |
|                                                                                                                              | . Subventions de 15 000€ à 300 000€                                                    | 10 ans              |
|                                                                                                                              | . Subventions supérieures à 300 000€                                                   | 15 ans              |
| <b>A compter du 1er janvier 2012 * (pour les subventions versées en 2011) CM du 27/09/2012 (rapport déposé le 5/07/2012)</b> | Subventions d'équipement versées pour des biens mobiliers, du matériel ou des études   | 5 ans               |
|                                                                                                                              | Subventions d'équipement versées pour des biens immobiliers ou des installations       | 15 ans              |
|                                                                                                                              | Subventions d'équipement versées pour des projets d'infrastructures d'intérêt national | 30 ans              |

## VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-125

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Réseau de chaleur des  
Glacis du Château –  
Compte rendu annuel  
2011

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Mme Sylvie CABLE-GUYOT

✍

Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.

Direction Générale des Services Techniques  
Maintenance

## DELIBERATION

de M. Bruno KERN, Premier Adjoint

---

Références  
Mots clés

BK/CS/SG - 12-125  
Maintenance - Code matière : 1.2

Objet

**Réseau de chaleur des Glacis du Château – Compte rendu annuel 2011**

Conformément aux dispositions de l'Article L 1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, nous vous présentons le rapport annuel concernant les comptes du réseau de chaleur alimentant la ZUP de l'avenue d'Altkirch et la ZAC de la Justice.

Ce présent rapport concerne l'exercice 2011, période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 décembre 2011, et en analyse les principaux résultats techniques et économiques.

La Ville de Belfort possède, sur son territoire, un réseau de chaleur composé d'une chaufferie centrale, d'un réseau de distribution et de 30 sous-stations (l'entreprise SDI/ETS90 s'est déracordée en décembre 2010). Ces installations ont toujours été exploitées dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP) depuis 1971. La chaufferie est composée de deux chaudières mixtes fuel/gaz de 7,3MW et de 5MW, ainsi que d'une cogénération. La puissance installée fonctionnelle est de 12,9MW. Le réseau permettant de distribuer la chaleur à basse température (95°C/65°C) est long d'environ 3 400 m.

Pour mémoire, la délégation actuelle a été confiée à la société DALKIA depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, pour une durée de 12 ans.

Le contrôle du contrat d'affermage est confié à PÖYRY. Il nous permet d'avoir un suivi régulier et rigoureux du fermier, tant sur les points administratifs, techniques, réglementaires, que juridiques.

Les incidents d'exploitation ont concerné la casse du moteur 1 de la cogénération et 6 fuites sur réseaux, dont 4 avec incidence sur les abonnés. En 2011, le temps moyen de coupure de chauffage s'établit à 4 h 49 par abonné, contre 6 minutes en 2010, et à 4 h 39 pour l'eau chaude sanitaire, contre 5 h 32 en 2010. Une fuite survenue le 9/11/2011, privant l'ensemble des abonnés pendant 4 heures de chauffage et d'eau sanitaire, explique cette évolution pour le chauffage.

Le chiffre d'affaires de vente de chaleur aux abonnés sur l'exercice 2011 est de 1 080 266 € TTC (hors ventes d'électricité) et est en baisse de 8,4 % par rapport à l'année précédente (1 178 796 € TTC pour l'année 2010). Cette évolution est principalement due à la diminution des consommations de chaleur causée en partie par une rigueur climatique particulièrement douce en 2011. Ces réductions de consommations ont compensé les recettes supplémentaires liées aux augmentations des tarifs.

La révision des tarifs a conduit à une évolution du prix moyen du R1 (coût des combustibles) de + 15,9 % par rapport à 2010 et du prix moyen du R2 (coûts d'abonnement) de + 3,8 % par rapport à 2010.

La consommation de chauffage de l'ensemble des abonnés a été de 9 539MWh pour l'année 2011 (- 27,3 % par rapport à 2010) et celle d'eau chaude sanitaire a été de 27 472 m<sup>3</sup> (- 11,4 % par rapport à 2010). Territoire Habitat est le principal consommateur avec l'achat de 5 467MWh pour le chauffage et 23 959 m<sup>3</sup> pour l'eau chaude sanitaire.

Le document qui vous est présenté sera mis à la disposition du public, dans les conditions fixées à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE** de ce rapport.

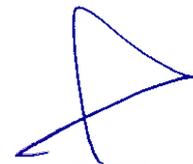
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012



Thierry CHIPOT



Objet : Réseau de chaleur des Glacis du Château – Compte rendu annuel 2011



**Ville de Belfort**

**Chauffage urbain  
des Glacis du Château**



**COMPTE-RENDU ANNUEL  
2011**

# SOMMAIRE

|                                                                                    |           |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>DONNEES GENERALES</b>                                                           | <b>3</b>  |
| I - Présentation de notre métier                                                   | 3         |
| II - Réseaux de chaleur                                                            | 4         |
| III - Forme contractuelle d'une Délégation de Service Public                       | 8         |
| IV - Présentation du contrat                                                       | 10        |
| V - Périmètre de la concession                                                     | 10        |
| VI - Principaux abonnés                                                            | 11        |
| VII - Chiffres clés                                                                | 11        |
| VIII - Notre structure dédiée                                                      | 12        |
| IX - Evénements commerciaux et/ou techniques majeurs survenus durant l'année 2011  | 16        |
| <b>DONNEES FINANCIERES</b>                                                         | <b>18</b> |
| I - Compte rendu financier                                                         | 18        |
| II - Commentaires sur l'évolution financière du contrat                            | 19        |
| III - Précisions sur les méthodes retenues                                         | 20        |
| <b>TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT</b>                                   | <b>22</b> |
| I - Travaux de gros entretien et renouvellement réalisés pendant l'année 2011      | 22        |
| II - Répartition des travaux de gros entretien et de renouvellement                | 23        |
| <b>SITUATION DES BIENS ET IMMOBILISATIONS</b>                                      | <b>25</b> |
| <b>PROGRAMME PREVISIONNEL DE RENOUELEMENT</b>                                      | <b>27</b> |
| <b>DONNEES TECHNIQUES</b>                                                          | <b>29</b> |
| I - Bilan d'exploitation 2011                                                      | 29        |
| II - Aspects environnementaux                                                      | 35        |
| III - Synthèse du fonctionnement des installations                                 | 35        |
| <b>QUALITE DU SERVICE RENDU AUX ABONNES</b>                                        | <b>37</b> |
| I - Incidents d'exploitation                                                       | 37        |
| II - Contrôles réglementaires et vérifications périodiques                         | 38        |
| <b>SYNTHESE ET PERSPECTIVES</b>                                                    | <b>40</b> |
| I - Perspectives d'évolution                                                       | 40        |
| II - Conclusion                                                                    | 40        |
| <b>ANNEXES</b>                                                                     | <b>42</b> |
| <i>Inventaire des biens</i>                                                        | 42        |
| <i>Synthèse des ventes - Récapitulatif par mois et par poste</i>                   | 48        |
| <i>Synthèse des ventes - Récapitulatif saison par sous station</i>                 | 49        |
| <i>Détail de la révision de prix</i>                                               | 50        |
| <i>Synthèses des ventes cogénération</i>                                           | 51        |
| <i>Détail du calcul de redevance au concédant</i>                                  | 52        |
| <i>Détail des Investissements et amortissements</i>                                | 53        |
| <i>Suivi des recettes et dépenses de renouvellement et maintien remise en état</i> | 54        |
| <i>Suivi dotation GER</i>                                                          | 54        |
| <i>Détail des dépenses GER</i>                                                     | 55        |
| <i>Copies des Factures de dépenses GER</i>                                         | 56        |
| <i>Créances douteuse et/ou Impayés</i>                                             | 97        |
| <i>Compte rendu de réunion du 9/12/2011 avec le bureau d'étude Poyry</i>           | 98        |
| <i>Copies des attestations assurance</i>                                           | 99        |



**Ville de Belfort  
Chauffage Urbain  
des Glacis du Château**



**COMPTE-RENDU ANNUEL  
2011**

|    |                                                |
|----|------------------------------------------------|
| 1  | DONNEES GENERALES                              |
| 2  | DONNEES FINANCIERES                            |
| 3  | TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN<br>ET RENOUVELLEMENT |
| 4  | SITUATION DES BIENS<br>ET DES IMMOBILISATIONS  |
| 5  | PROGRAMME PREVISIONNEL<br>DE RENOUVELLEMENT    |
| 6  | DONNEES TECHNIQUES                             |
| 7  | QUALITE DU SERVICE RENDU<br>AUX ABONNES        |
| 8  | SYNTHESE ET PERSPECTIVES                       |
| 9  | ANNEXES                                        |
| 10 |                                                |
| 11 |                                                |
| 12 |                                                |

# Ville de Belfort

## Chauffage urbain des Glacis du Château

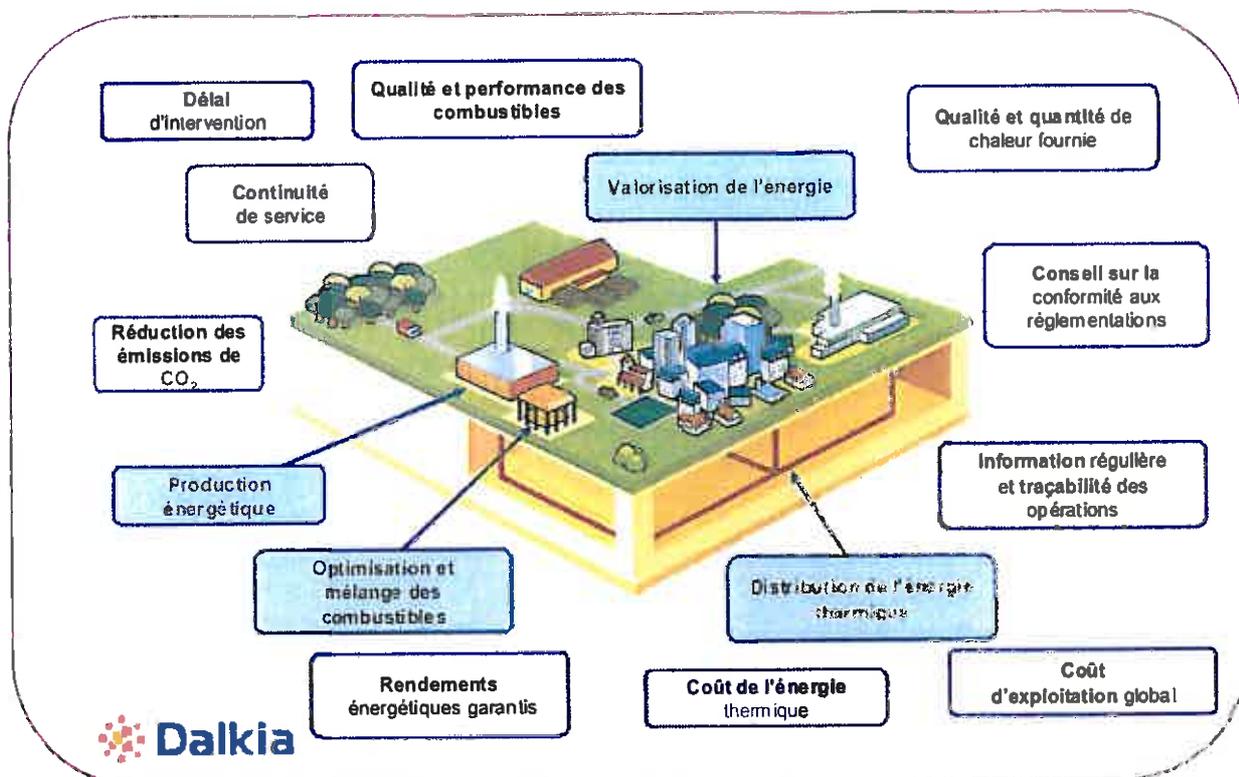
### 1. DONNÉES GÉNÉRALES



# DONNEES GENERALES

## I - Présentation de notre métier

- 🔧 Produire, transporter et distribuer la chaleur pour tout usage dans le périmètre concédé et sans interruption de fourniture
- 🔧 Produire de l'électricité
- 🔧 Faire bénéficier à l'ensemble des abonnés du même niveau de confort.

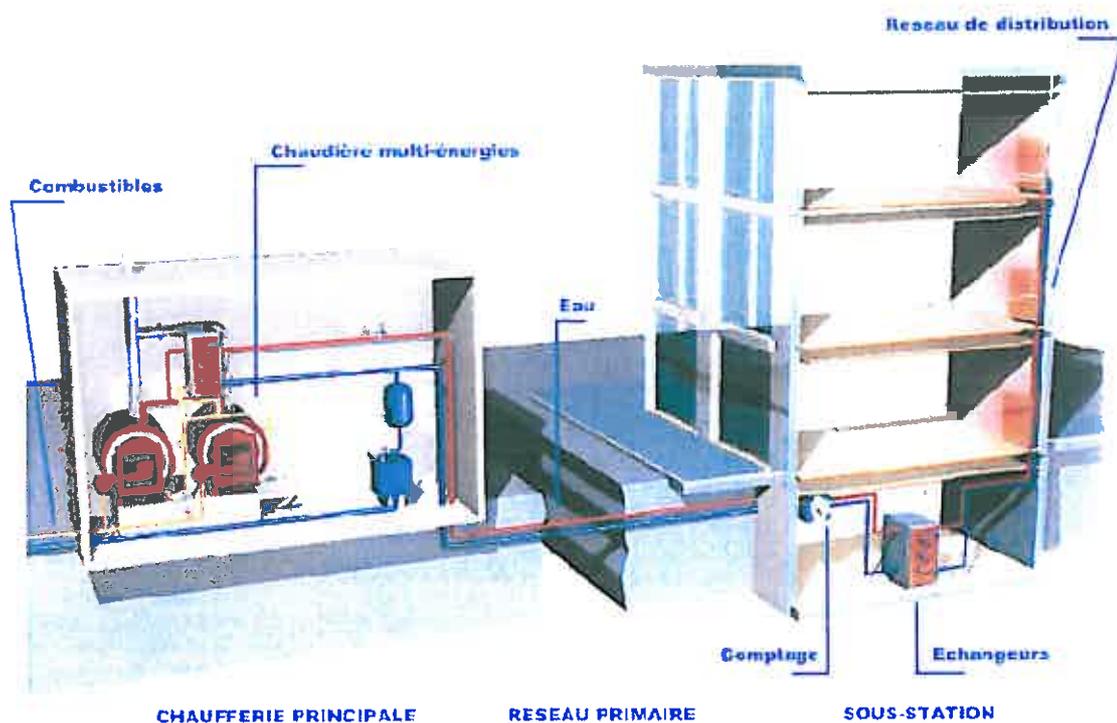


## II - Réseaux de chaleur

### 1 - Principe technique général

Un réseau de chaleur se découpe en trois parties :

- ✚ Une centrale de production de chaleur
- ✚ Un réseau primaire de transport du fluide caloporteur
- ✚ Des sous-stations qui permettent de délivrer la chaleur aux clients.



## 2 - Production de chaleur

### a) Chaudière classique (gaz ou fioul)

#### Principe :

La chaudière est le système le plus simple de production de chaleur.

Le combustible et le comburant sont consommés dans une chambre de combustion. La chaleur produite permet le réchauffage d'un fluide caloporteur (eau) permettant d'apporter la chaleur aux points de livraison.

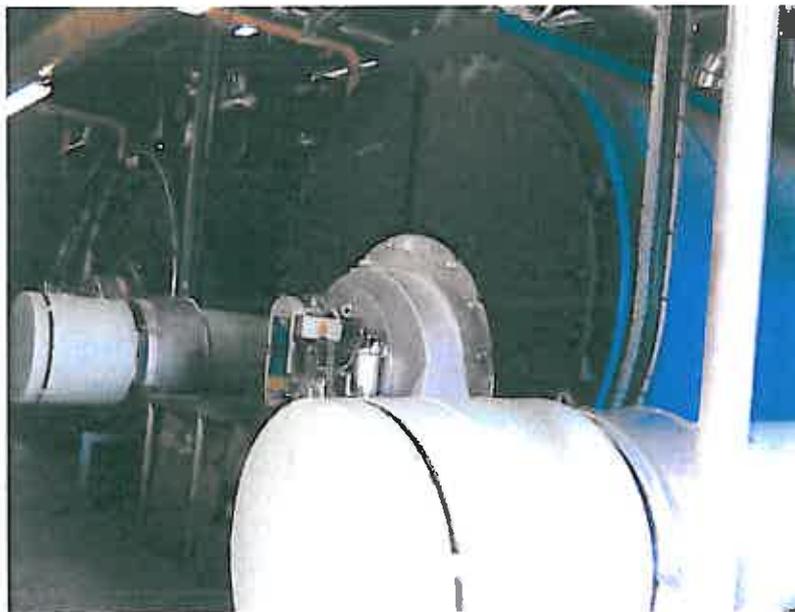
#### Avantages :

- ↳ Technologie simple
- ↳ Utilisation de combustibles variés
- ↳ Rendement thermique élevé.

#### Inconvénients :

- ↳ Emissions atmosphériques liées à l'utilisation des combustibles fossiles.

### La chaufferie du chauffage urbain des Glacis du Château :



#### Caractéristiques techniques de la chaufferie :

- ↳ 2 générateurs fonctionnant au gaz et au FOL (fioul lourd) avec une puissance thermique respective de 7.3 MW et 5 MW.

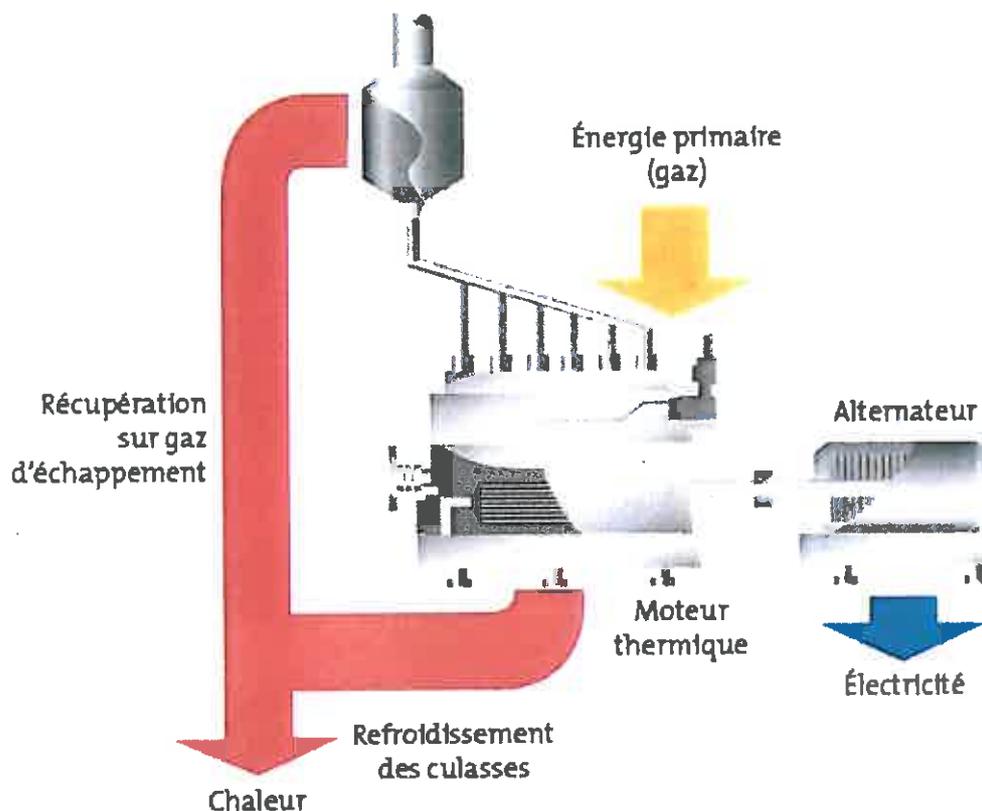


## b) Cogénération

### Principe :

Produire en même temps et dans la même installation de l'énergie thermique (chaleur) et de l'énergie mécanique.

- ✚ L'énergie thermique est valorisée en chauffage et eau chaude sanitaire par l'intermédiaire du réseau.
- ✚ L'énergie mécanique est transformée, grâce à un alternateur, en énergie électrique vendue à EDF par contrat de 12 ans.



### Avantages :

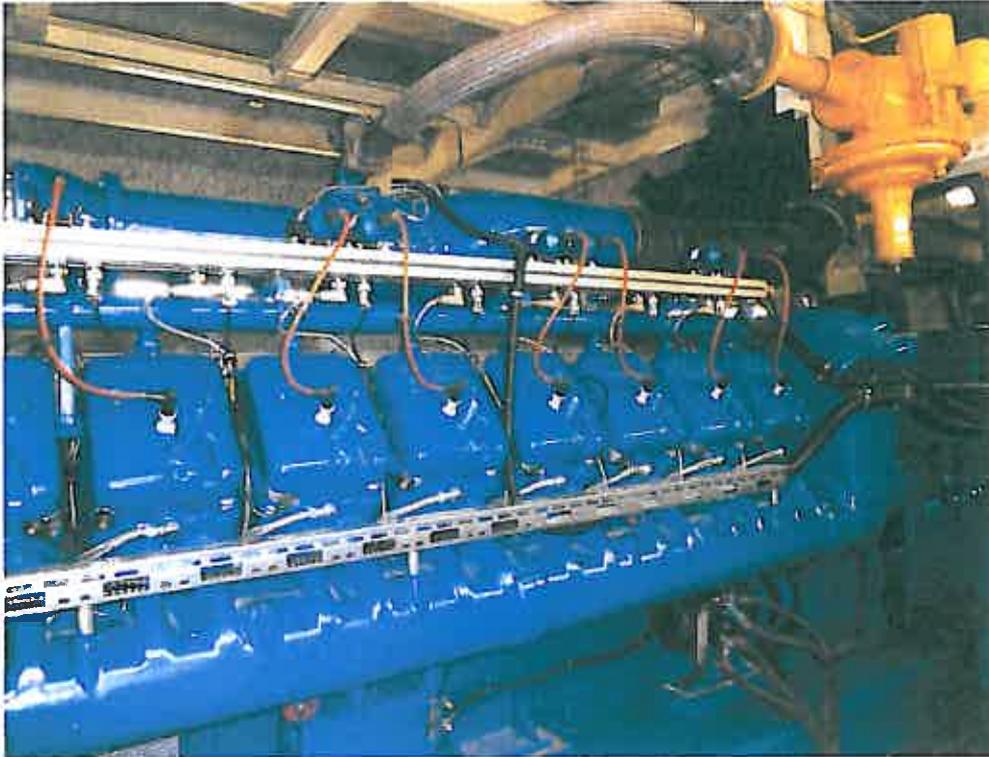
- ✚ Baisse du coût de la chaleur par valorisation de l'électricité produite
- ✚ Production décentralisée d'électricité.

### Inconvénients :

- ✚ Technologie complexe
- ✚ Risque réglementaire sur le prix de rachat de l'électricité par EDF.



## La cogénération du chauffage urbain des Glacis du Château :



Caractéristiques techniques de la cogénération :

- 2 moteurs fonctionnant au gaz d'une puissance de 1.35 MW électriques et 1500 MW thermiques chacun.

### c) Fonctionnement global

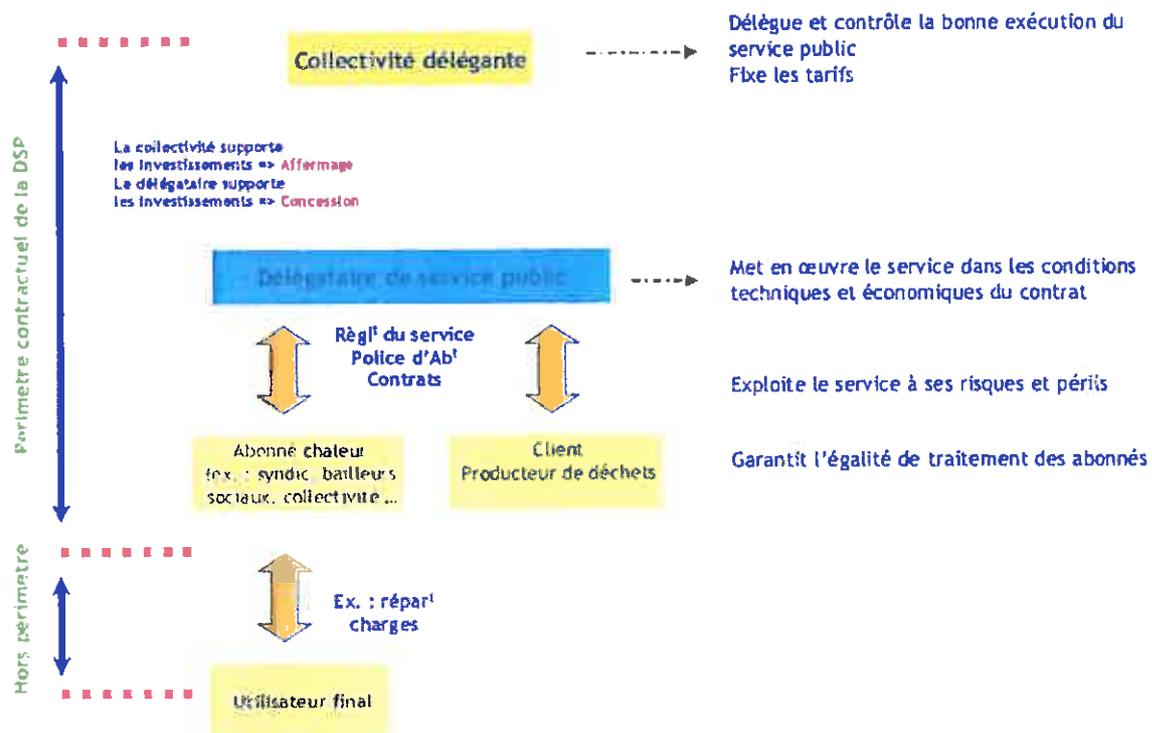
La cogénération fonctionne en base (de novembre à mars), l'appoint est réalisé avec les chaudières gaz naturel et fioul lourd.

La chaufferie des Glacis est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à déclaration sous la rubrique 2910 A (installations de combustion).

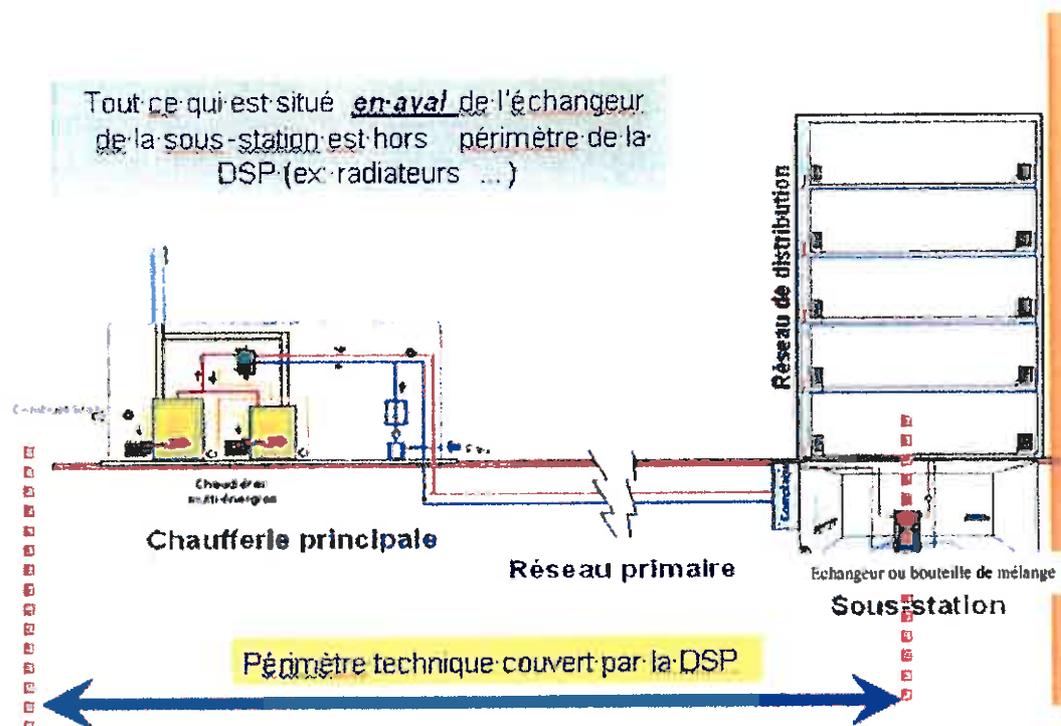


### III - Forme contractuelle d'une Délégation de Service Public

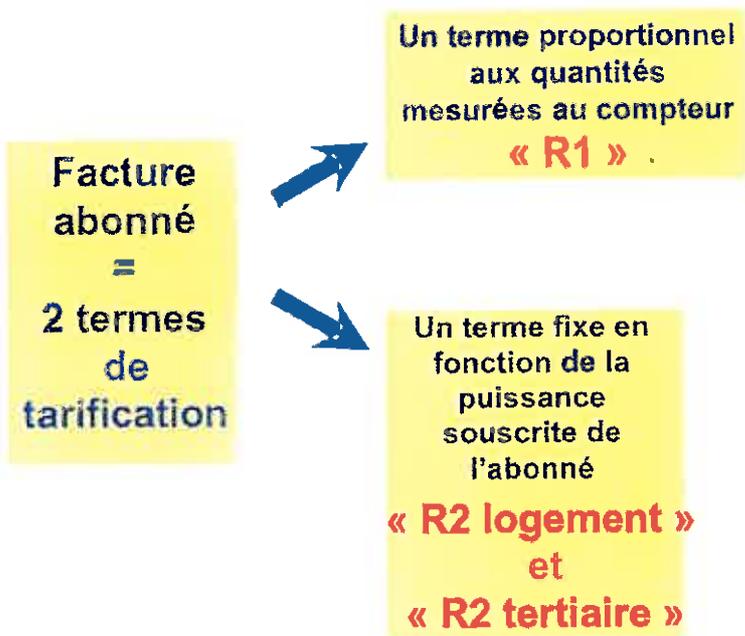
#### 1 - Parties prenantes



#### 2 - Périmètre technique



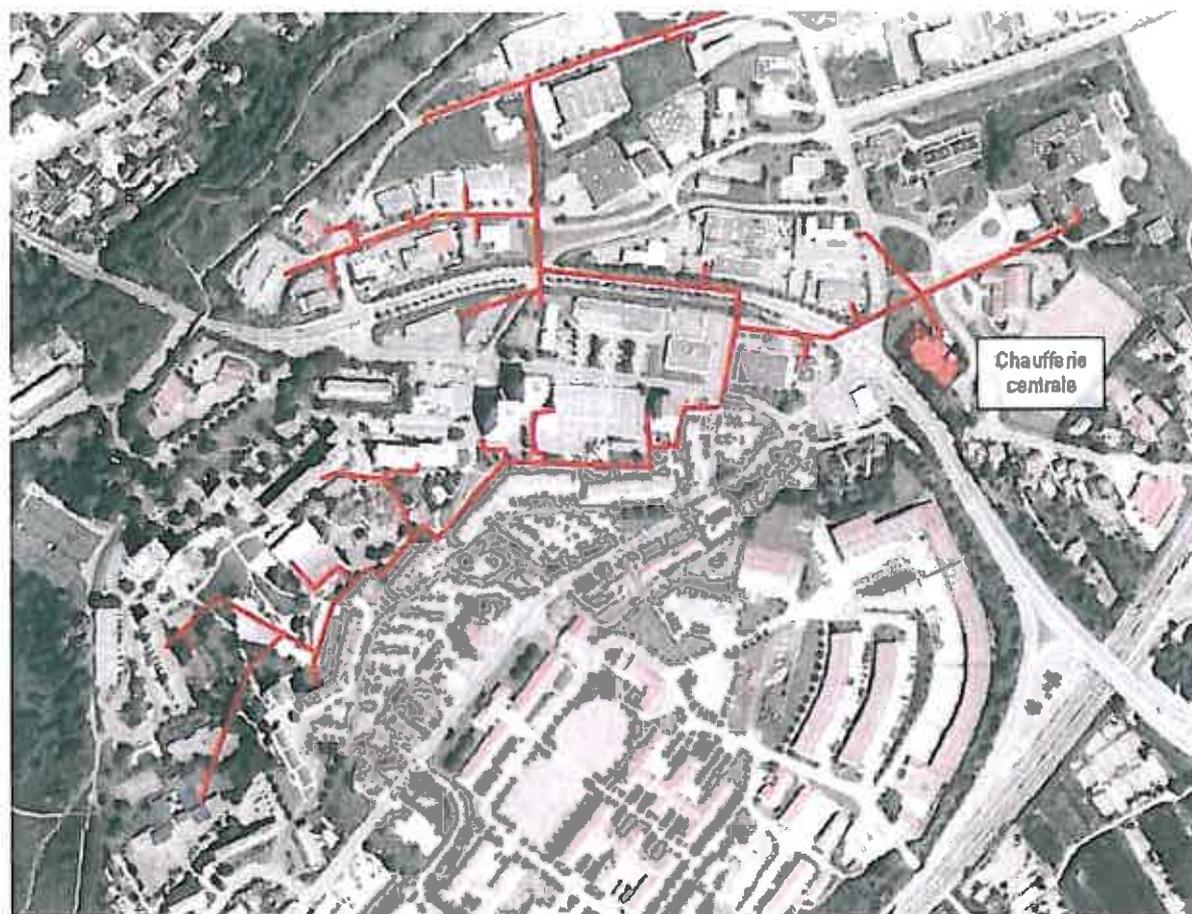
### 3 - Tarification



#### IV - Présentation du contrat

La Ville de Belfort a concédé par contrat, en date du 20 mai 2009, son service de production, de transport et de distribution de chaleur aux sociétés DALKIA et COGESTAR, pour une durée de 12 ans, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2009.

#### V - Périmètre de la concession



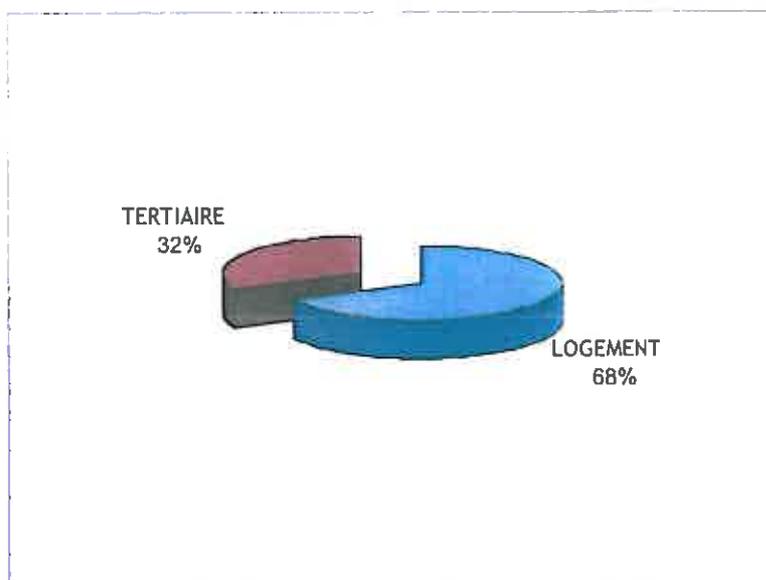
Le périmètre n'a pas évolué suite au renouvellement de la délégation.

Les puissances souscrites ont été revues et la nouvelle répartition est inscrite dans le diagramme sectoriel ci-après.



## VI - Principaux abonnés

Répartition des abonnés par puissance souscrite



## VII - Chiffres clés

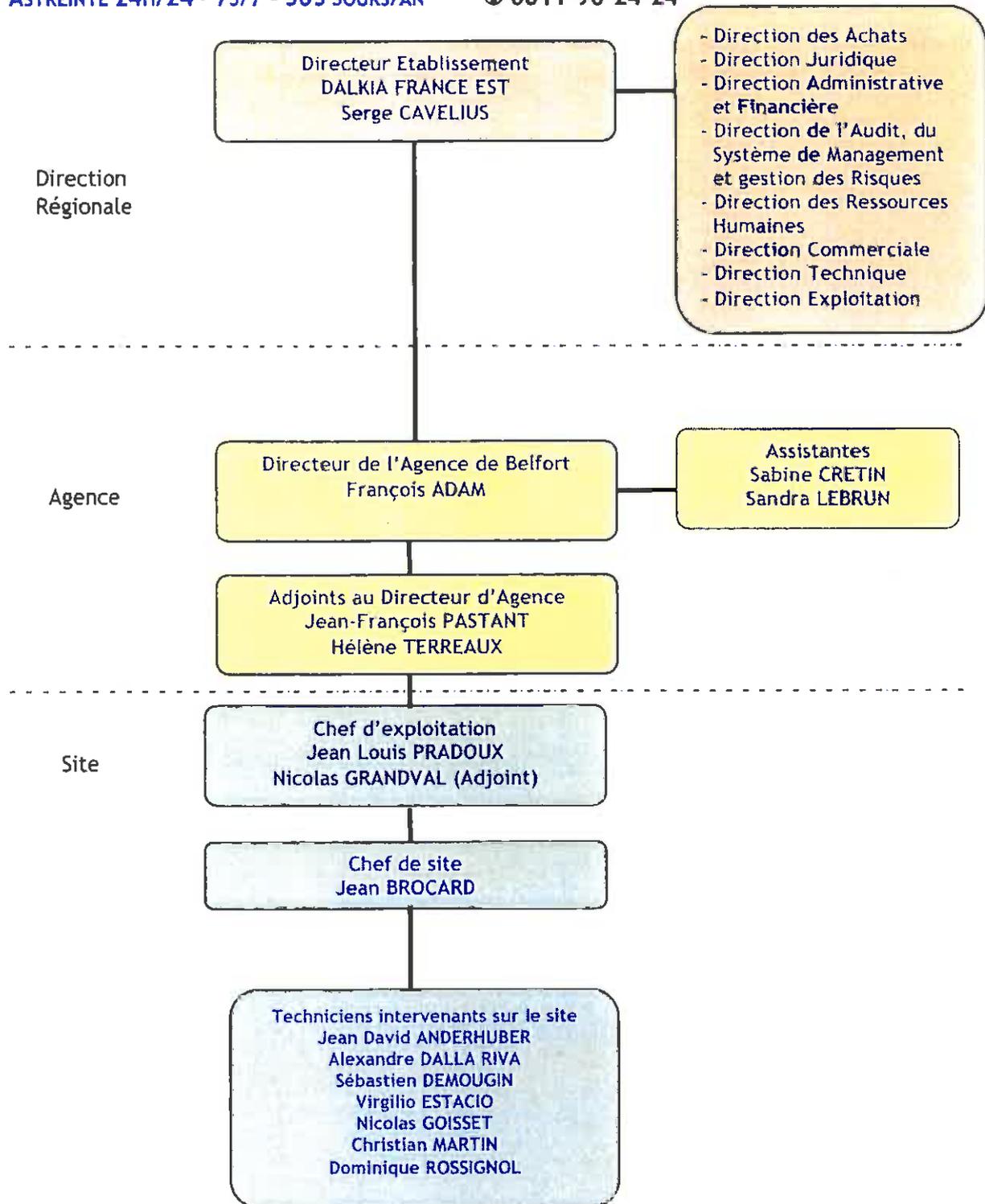
|                                                |             |
|------------------------------------------------|-------------|
| ↓ Puissance thermique installée                | 15.3 MW     |
| ↓ Puissance de production électrique installée | 2 x 1,35 MW |
| ↓ Nombre de sous-stations d'échange            | 32          |
| ↓ Longueur du réseau primaire                  | 4 000 m.    |
| ↓ Puissance souscrite égale à                  | 12 716 Kw   |
| ↓ Equivalent logements                         | 1 700       |



## VIII - Notre structure dédiée

DALKIA FRANCE - AGENCE DE BELFORT  
RUE GUSTAVE LANG - ZAC DE LA JUSTICE  
BP 454  
90008 BELFORT CEDEX

ASTREINTE 24H/24 - 7J/7 - 365 JOURS/AN ☎ 0811-90-24-24



## Les moyens mis en œuvre pour répondre à nos engagements

Le contrat bénéficie de l'appui des structures locales, régionales et nationales de DALKIA.

### 1.1 Les moyens apportés par la Direction de DALKIA France

Basée à PARIS (La Défense), elle pilote les 5 établissements français de DALKIA France et développe, au-delà de ses activités de siège, des missions essentielles qui sont :

- ✚ La recherche et le développement liés aux services énergétiques (CRPE : Centre de Recherche sur la Propreté et l'Énergie)
- ✚ La promotion et la défense de nos activités au sein des Instances nationales et internationales (Ministère de l'Économie, Assemblées Nationales, CEE), notamment dans les domaines de la dérégulation des marchés énergétiques, le développement durable, la fiscalité des réseaux urbains, etc
- ✚ La représentation au sein des grands syndicats et des associations de notre profession (FG3E, ...)
- ✚ La définition des axes stratégiques
- ✚ La définition et la mise en œuvre de la politique technique du groupe
- ✚ La validation technique des projets et la maîtrise des risques
- ✚ L'initiation des projets innovants et la participation aux programmes de recherche de VEOLIA Environnement
- ✚ La réalisation de diagnostics énergétiques et de bilans Carbone
- ✚ La définition des méthodes de travail
- ✚ La définition des outils et leur développement
- ✚ Le partage des savoir-faire et la conduite du changement
- ✚ La définition des plans d'actions préventives (Légionellose, Sécurité électrique, Qualité de l'air intérieur ...)
- ✚ La mise à disposition d'une cellule d'assistance à l'ingénierie des grands projets
- ✚ La prise en compte des évolutions réglementaires
- ✚ La veille sur les marchés de l'énergie (gaz, électricité, biomasse, ...) en vue de proposer un mix énergétique adapté aux marchés et aux installations de nos clients
- ✚ L'organisation de la gestion des ressources humaines, du développement des compétences
- ✚ L'analyse de la performance sociale
- ✚ L'organisation de la paie et l'administration du personnel
- ✚ Le management de la sécurité
- ✚ La gestion centralisée de la trésorerie par la mise en place d'un cash-pooling
- ✚ L'optimisation et l'accès au financement sur les marchés financiers mondiaux.

Ainsi, vous disposez à tout moment de l'ensemble des moyens offerts par un grand groupe : DALKIA est leader européen des services énergétiques avec 52 700 collaborateurs répartis dans 42 pays. (*Chiffres année sociale 2011*)



## **1.2 Les moyens apportés par l'établissement de DALKIA France Est**

Basé à PULNOY, près de NANCY, il dispose de tous les supports fonctionnels d'une grande entreprise, à savoir :

- ✚ Direction Générale
- ✚ Direction de l'Exploitation (technique, sécurité, qualité, méthodes)
- ✚ Direction Commerciale (vente, marketing)
- ✚ Direction Administrative et Financière (finances, comptabilité)
- ✚ Direction des Ressources Humaines (recrutement, formation continue, assistance au personnel).

### **Assistance commerciale et développement :**

- ✚ Préparation des contrats, avenants
- ✚ Manifestations commerciales
- ✚ Séminaires commerciaux
- ✚ Elaboration de documents commerciaux
- ✚ Elaboration du rapport annuel d'activité remis aux cocontractants.

### **Assistance administrative, comptable et financière :**

- ✚ Assistance et conseils
- ✚ Mise en place, élaboration et suivi du budget
- ✚ Elaboration et mise en place des plans de financement
- ✚ Elaboration des comptes aux normes françaises et internationales
- ✚ Evaluation annuelle des procédures de la société
- ✚ Gestion des échéances fiscales et contact avec les Administrations
- ✚ Relation avec les Commissaires aux Comptes.

### **Assistance juridique et facturation :**

- ✚ Tenue des Conseils et Assemblées
- ✚ Tenue des Registres légaux
- ✚ Publications périodiques
- ✚ Intervention pour les démarches et formalités au Registre du Commerce et des Sociétés
- ✚ Mise à disposition d'un fonds documentaire juridique et fiscal actualisé en permanence et diffusion d'une information juridique et fiscale périodique
- ✚ Négociation aux meilleures conditions de la couverture des risques que comporte l'exploitation de la jouissance du patrimoine immobilier
- ✚ Aide au suivi du contentieux et prise en charge de dossiers particuliers de contentieux



- ✚ Conseil pour la préparation, la mise au point et le suivi des documents contractuels avec les Collectivités locales
- ✚ Gestion des sinistres
- ✚ Elaboration des procédures de facturation.

#### **Assistance technique :**

- ✚ Optimisation des flux énergétiques
- ✚ Télésurveillance
- ✚ Politique d'assurance qualité
- ✚ Assistance à la gestion environnementale des installations
- ✚ Optimisation des achats et contractualisation
- ✚ Bureau d'études pour les grands projets
- ✚ Gestion des plateformes d'appels clients 24 heures/24 (C.T.R.A.)

### **1.3 Moyens apportés par l'agence DALKIA France de Belfort**

Basée à Belfort, elle apporte ses compétences dans les domaines suivants :

#### **Assistance générale :**

- ✚ Relation avec les collectivités locales
- ✚ Relation avec l'autorité concédante.

#### **Assistance commerciale et développement :**

- ✚ Contacts avec la clientèle locale présente sur l'installation
- ✚ Organisation et amélioration du « Service Clients ».

#### **Assistance technique :**

- ✚ Commandes de matériel ; gestion des relations avec les fournisseurs
- ✚ Etudes techniques (renouvellement de matériel, choix des fournisseurs)
- ✚ Contrôle et assistance sur site
- ✚ Assistance au maintien et à l'entretien des installations confiées
- ✚ Assistance à la définition et à l'élaboration de comptes rendus techniques aux collectivités
- ✚ Assistance à l'optimisation du mix énergétique : gestion des combustibles
- ✚ Organisation et gestion des astreintes destinées aux interventions sur site 24h/24.



## IX - Evénements commerciaux et/ou techniques majeurs survenus durant l'année 2011

### 1 - Management de la sécurité

- ✚ Certification de notre système de management de la sécurité selon le référentiel ILO OSH 2001. Ce référentiel est à ce jour, l'unique document internationalement reconnu sur les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail. Cette certification obtenue en mars 2008 était valable pour trois années.
- ✚ L'audit de suivi n° 2 a été réalisé avec succès du 04 au 08 avril 2011 par l'organisme AFAQ/AFNOR. Cette évaluation, au cœur de l'amélioration continue, indique les points forts et ceux à améliorer pour une gestion efficace de notre système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Et toujours :

- ✚ Réalisation de plans de prévention avec les entreprises intervenant sur le site
- ✚ Communication des protocoles de chargement / déchargement
- ✚ Contrôle annuel des équipements individuels et collectifs de protection
- ✚ Réglementation ADR : nomination d'un Conseiller à la Sécurité pour le Transport de Matières Dangereuses sur le site
- ✚ Recensement des produits chimiques (réglementation CMR : Cancérogène Mutagène Reprotoxique)
- ✚ Mise à disposition de détecteurs de CO pour tous les techniciens et les entreprises extérieures
- ✚ Mise à disposition d'un détecteur multigaz et seuil d'O2 pour les interventions en espace confiné
- ✚ Réalisation de l'analyse des risques sur le périmètre de la concession selon la méthode PRISME, outil de télécommunication permettant une mise à jour du Document Unique
- ✚ Tenue à jour d'un cahier de communication sécurité, santé et conditions de travail, dans lequel le personnel du site peut signaler une situation dangereuse et/ou proposer une amélioration qui doit être traitée par la hiérarchie
- ✚ Mise en place du "plan de préparation de travaux", document grâce auquel la notion de prévention est abordée avec rigueur lors de tout type de travaux.

### 2 - Faits marquants de l'exercice

L'entreprise ETS 90 a cessé son activité le 30 septembre 2010 entraînant une baisse de la puissance souscrite en 2011 de 176 kW.

Le 23 février 2011, un sinistre est intervenu : casse du moteur du groupe GE1 dû à un jeu sur les coussinets du vilebrequin.

Le groupe a été réparé dans le cadre de la garantie par le prestataire.

#### ✚ Investissements d'amélioration des installations

Au cours de l'année 2011, nous avons finalisé le réaménagement de la zone charbon.



# Ville de Belfort

## Chauffage urbain des Glacis du Château

## 2. DONNÉES FINANCIÈRES



## DONNEES FINANCIERES

### I - Compte rendu financier

| DESIGNATION                                    | 2011             | 2010             |
|------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                | Montant (€ HT)   |                  |
| <b>PRODUITS</b>                                |                  |                  |
| <b>Recettes EDF</b>                            |                  |                  |
| Ventes électricité cogénérée type R1           | 722 193          | 664 034          |
| Ventes électricité cogénérée type R2           | 449 324          | 446 329          |
| <b>Recettes Abonnés du réseau de chaleur</b>   |                  |                  |
| R1                                             | 608 349          | 699 209          |
| R21 Electricité                                | 41 275           | 37 593           |
| R22 Conduite et Entretien                      | 138 218          | 134 439          |
| R23 Gros entretien et renouvellement           | 132 375          | 130 260          |
| R24 Charges financières, amortissements        | 22 227           | 22 393           |
| <b>Produits totaux (R1+R21+R22+R23+R24)</b>    | <b>2 114 160</b> | <b>2 134 456</b> |
| <b>CHARGES</b>                                 |                  |                  |
| <b>R1 Énergie</b>                              |                  |                  |
| Achats gaz                                     | 1 280 556        | 1 229 532        |
| Achats fioul lourd                             | 13 837           | 34 617           |
| Frais de gestion, frais généraux               | 64 527           | 68 162           |
| <b>Total R1 général</b>                        | <b>1 360 920</b> | <b>1 332 312</b> |
| <b>R2 Prestations</b>                          |                  |                  |
| <b>R21 Electricité</b>                         |                  |                  |
| Achat + taxes                                  | 33 613           | 36 147           |
| <b>Total R21</b>                               | <b>33 613</b>    | <b>36 147</b>    |
| <b>R22 Conduite et Entretien</b>               |                  |                  |
| <b>a) Prestations charges externes</b>         |                  |                  |
| eau et produits de traitement                  | 12 375           | 11 557           |
| travaux sous-traités                           | 28 200           | 26 395           |
| maintenances niveaux J et 4 cogénération       | 88 480           | 92 305           |
| traitement des cendres                         | -                | -                |
| frais téléphonique                             | 2 935            | 2 850            |
| achats pièce r2                                | -                | -                |
| entretien matériel et outillage                | 8 383            | 11 488           |
| matières consommables                          | -                | -                |
| dépenses hygiène et sécurité                   | -                | -                |
| ramonages                                      | -                | -                |
| frais de visite et d'entretien compteurs       | -                | -                |
| frais de contrôle                              | 1 220            | 6 105            |
| <b>total partiel "a"</b>                       | <b>141 993</b>   | <b>150 701</b>   |
| <b>b) Charges de personnel</b>                 |                  |                  |
| salaires + primes + charges sociales           | 119 977          | 116 184          |
| <b>c) Impôts, taxes, assurances</b>            |                  |                  |
| CET                                            | 11 978           | 19 051           |
| impôt foncier et taxes diverses                | 5 171            | 8 722            |
| Organic                                        | 3 283            | 3 415            |
| assurance (RC + bris de machine)               | 18 380           | 16 948           |
| <b>total partiel "c"</b>                       | <b>38 912</b>    | <b>48 136</b>    |
| <b>d) Charges financières (autres que r24)</b> |                  |                  |
| redevance Ville                                | 34 661           | 33 318           |
| Honoraires CAC (1/1000 CA total)               | 2 114            | 2 134            |
| Provisions dépréciations comptes clients       | -                | 4 425            |
| Provisions sur sinistre                        | 2 528            | 0                |
| frais financiers                               | 9 318            | 9 150            |
| frais de gestion, frais généraux               | 78 362           | 77 121           |
| <b>total partiel "d"</b>                       | <b>126 983</b>   | <b>126 149</b>   |
| <b>total R22</b>                               | <b>427 465</b>   | <b>441 169</b>   |
| <b>R23 Gros entretien et renouvellement</b>    |                  |                  |
| <b>Main d'œuvre hors coefficient</b>           |                  |                  |
| Matériel et sous-traitant hors coefficient     | 77 265           | 121 472          |
| Frais généraux liés au GER                     | 7 727            | 12 147           |
| Provision nette Ger                            | 97 308           | 40 976           |
| <b>total R23</b>                               | <b>182 300</b>   | <b>174 595</b>   |
| <b>R24 Charges financières, amortissements</b> |                  |                  |
| <b>Valeur de reprise</b>                       |                  |                  |
| Amortissements                                 | 98 077           | 73 558           |
| Charges financières                            | 44 365           | 33 274           |
| <b>total R24</b>                               | <b>142 441</b>   | <b>106 831</b>   |
| <b>Total R2 général</b>                        | <b>785 820</b>   | <b>758 741</b>   |
| <b>Charges totales</b>                         |                  |                  |
|                                                | <b>2 146 740</b> | <b>2 091 053</b> |
| <b>RÉSULTATS</b>                               |                  |                  |
| R1                                             | 30 378           | 30 931           |
| R2                                             | 2 201            | 12 472           |
| <b>Résultat total</b>                          | <b>32 580</b>    | <b>43 403</b>    |



## II - Commentaires sur l'évolution financière du contrat

### Analyse réalisée par rapport à l'année 2010

#### ↓ Le résultat brut évolue de - 76 K€

Les produits d'exploitation ont diminué de - 20 K€ par rapport à l'année 2010, cette diminution s'explique principalement par :

- ✓ Un effet volume défavorable impactant les ventes R1 thermiques de - 193 K€ lié à une rigueur climatique moins importante de 21 % en DJU.
- ✓ Un effet prix thermique positif lié à l'augmentation du prix des combustibles, entraînant une hausse du prix des MWh R1 vendus (+15 %), avec un impact de + 102 K€.
- ✓ Un effet prix Electricité positif, conduisant à une hausse du prix des MWh vendus (+13 %), avec un impact de + 85 K€.
- ✓ Un incident survenu sur le GE1 qui a entraîné une baisse dans la production électrique à hauteur de - 27 K€

Les dépenses 2011 ont augmenté par rapport à 2010 à hauteur de - 56 K€, cette évolution s'explique principalement par :

- ✓ Des besoins en énergies entrantes moins importants (- 4 065 MWh PCI) du fait de la douceur climatique pour un impact de + 180 K€.
- ✓ Un effet prix élevé lié à l'augmentation du prix des combustibles, 17% sur le gaz et le FOD, avec un impact de - 210 K€.
- ✓ Une augmentation des charges d'amortissement de - 35 K€ liée à l'amortissement de la cogénération sur une année pleine.



### III - Précisions sur les méthodes retenues

Le compte de résultat a été construit à partir du modèle contractuel, sauf pour les frais de gestion :

#### Frais généraux

La méthode retenue est celle de l'affectation des charges au prorata du chiffre d'affaires selon la répartition suivante :

- ✓ 5 % R1
- ✓ 10 % R2

Ces frais correspondent aux ressources humaines et techniques de l'agence, de la Direction Régionale, nécessaires au fonctionnement de la concession.

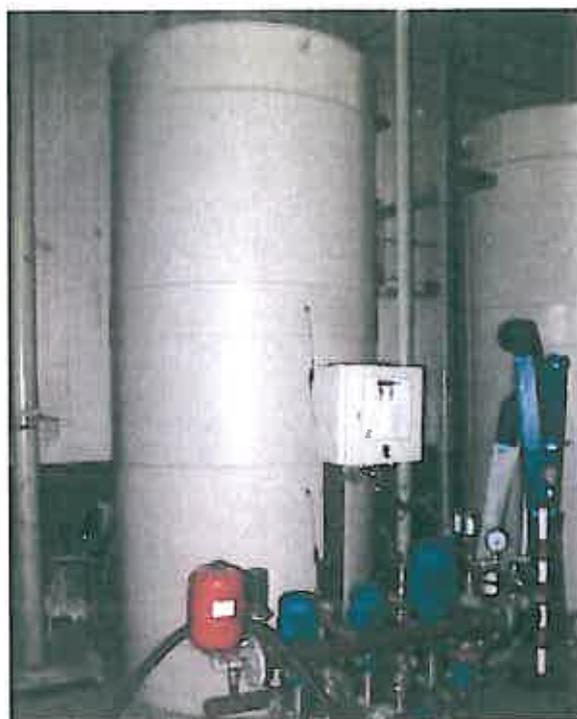
#### Frais financiers sur amortissements de développement

Les frais financiers sur amortissements de développement tiennent compte de la rémunération des capitaux investis au taux du Coût Moyen Pondéré du Capital au jour de la mise en service des équipements (ce taux était de 6.8 % à la date des investissements).



# Ville de Belfort

## Chauffage urbain des Glacis du château



### 3. TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT



## TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT

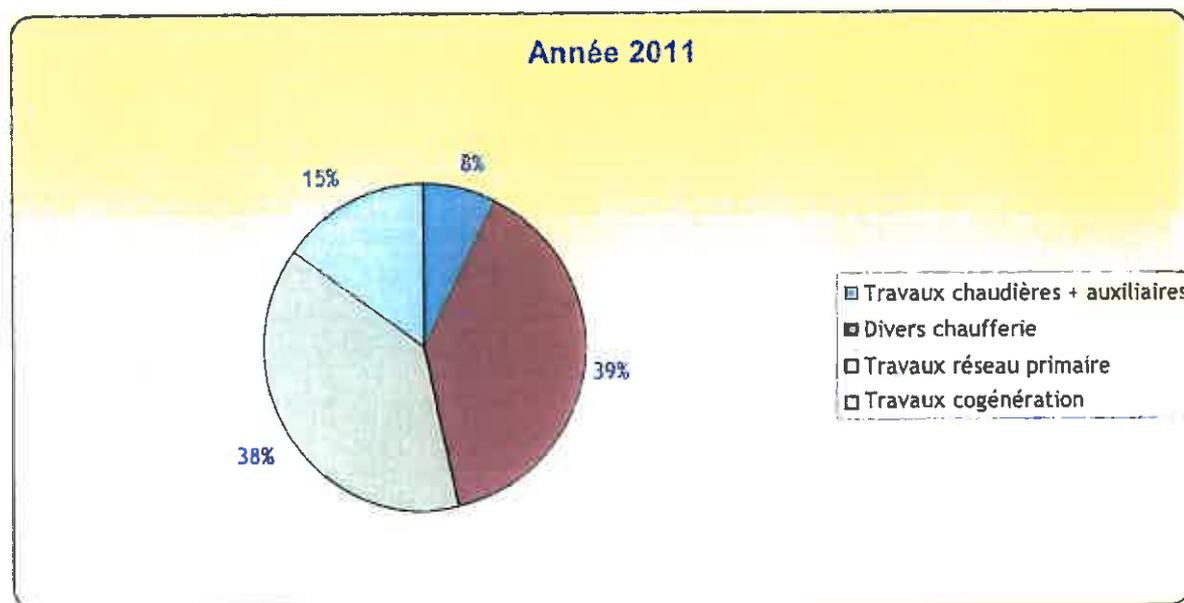
### I - Travaux de gros entretien et renouvellement réalisés pendant l'année 2011

#### Nature des travaux :

- ↓ Maintien et remise en état chaudière 4,
- ↓ Maintien et remise en état brûleur Hamworthy AWO 25 ;
- ↓ Isolation tuyau eau froide incendie et remplacement bâche ;
- ↓ Réfection fuite réseau sous station Y ;
- ↓ Réfection fuite réseau antenne MIDAS ;
- ↓ Maintien et remise en état automatisme chaufferie ;
- ↓ Maintien et remise en état pompe recyclage chaudière ;
- ↓ Remise en état catalyseurs ;
- ↓ Modification bouteille mélange hydrostar ;
- ↓ Réfection fuite réseau Glacis ;
- ↓ Maintien et remise en état déverseur expansion ;
- ↓ Remplacement vanne 3 voies chauffage cogénération ;
- ↓ Remplacement culasse B4 ;
- ↓ Remplacement thermocouple B4 ;
- ↓ Remplacement sondes de pression d'huiles et connecteurs
- ↓ Maintien et remise en état dilatoflex sorties turbo GE1 et GE2 ;
- ↓ Remplacement PE sur vannes primaires SST Y et gymnase ;
- ↓ Réfection fuite réseau AUDI et VAG ;
- ↓ Réaménagement de l'ancienne zone « charbon » ;
- ↓ Maintien et remise en état pompe à glycol stockage cogé ;
- ↓ Fabrication 20 dalles béton pour caniveau réseau.



## II - Répartition des travaux de gros entretien et de renouvellement



Sur l'année 2011, les 2 postes principaux de dépense pour les travaux de gros entretien sont les travaux en chaufferie et sur le réseau primaire.

Les dépenses en chaufferie sont liées au réaménagement de la zone charbon et les dépenses en réseau aux réfections de fuites (6 au cours de cette année civile).



# **Ville de Belfort**

## **Chauffage urbain des Glacis du Château**

### **4. SITUATION DES BIENS ET IMMOBILISATIONS**



## SITUATION DES BIENS ET IMMOBILISATIONS

### ↓ Chaufferie :

#### Bâtiment

Aucune modification sur le bâtiment n'a été réalisée en 2011.

Un ravalement des façades est prévu pour 2012.

#### Equipements en chaufferie

Suite au réaménagement de la zone charbon, des travaux de réfections des murs et des sols ont été effectués.

### ↓ Réseau de chauffage :

Le concessionnaire prévoit de réaliser les réparations au fil de l'eau.

### ↓ Sous-stations :

Le système de télé relève est opérationnel pour toutes les installations.



**Ville de Belfort**

**Chauffage urbain  
des Glacis du Château**

**5. PROGRAMME PREVISIONNEL  
DE RENOUVELLEMENT**



# PROGRAMME PREVISIONNEL DE RENOUVELLEMENT

en k€

| Equipements                                    | Année 2012     |                | Année 2013     |                | Année 2014     |                | Année 2015     |                | Année 2016     |                | Année 2017     |                | Année 2018     |                | Année 2019     |                | Année 2020     |                | Année 2021     |                | TOTAL   |          |
|------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------|----------|
|                                                | Gros entretien | Renouvellement |         |          |
| <b>BATIMENT GENIE CIVIL</b>                    |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 0        |
| Sous - total bâtiment génie civil              | 51             |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                | 20             |                |                |                |                |         | 122,47   |
| CHEMINEE                                       |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 0        |
| Sous - total cheminée                          |                |                |                |                |                |                |                |                | 60             |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 60       |
| <b>TRAITEMENT FUMÉES</b>                       |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 0        |
| Sous - total traitement fumées                 | 10             |                |                |                |                |                |                | 30             |                |                |                |                |                |                |                | 30             |                |                |                |                |         | 70       |
| <b>CHAUFFERIE</b>                              |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 0        |
| Chaudière 1                                    |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 2        |
| Brûleur 1                                      |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 3,5      |
| Chaudière 2                                    |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 99,42    |
| Brûleur 2                                      |                |                |                |                |                |                |                |                | 45             |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 48,9611  |
| Moteurs cogénération                           |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 55,3669  |
| Chaudière de récupération                      |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 80       |
| Environnement cogénération                     |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 186,9008 |
| Pompes circulation                             | 4              |                |                |                |                |                |                | 4              |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 40       |
| Contrôle régulation                            |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 22       |
| Armoire électrique générale                    |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 68       |
| Ensemble fumisterie                            |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 30       |
| Compteurs                                      |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 0        |
| Détection gaz                                  |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 10       |
| Adoucisseur                                    |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 5        |
| Dépoussiéreur                                  |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 40       |
| Compresseur                                    |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 4        |
| Autres                                         | 6              |                |                |                |                |                |                | 6              |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 6        |
| <b>Total ensemble installations chaufferte</b> |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 106,7632 |
| <b>SOUS - STATION / RESEAU</b>                 |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 0        |
| Compteurs                                      |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 0        |
| Production ECS                                 |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 53       |
| Autres                                         | 2              |                |                |                |                |                |                | 2              |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 14       |
| Réseau                                         | 18             |                |                |                |                |                |                | 23             |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 84       |
| <b>Total ensemble sous - station / réseau</b>  |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |         | 19,385   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES</b>                      | 93             | 24             | 30             | 60             | 35             | 141            | 99             | 118            | 125            | 74             | 61             | 17             | 91             | 14             | 51             | 57             | 65             | 14             | 15             | 80             | 1492,97 |          |



# Ville de Belfort

## Chauffage urbain des Glacis du Château



## 6. DONNÉES TECHNIQUES



# DONNEES TECHNIQUES

## I - Bilan d'exploitation 2011

### 1 - Schéma d'exploitation 2011

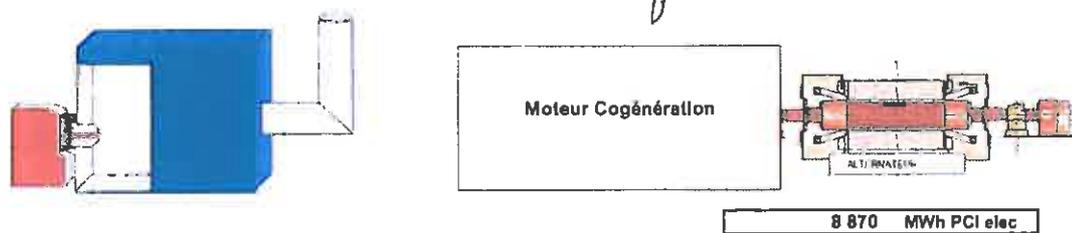
TEMPERATURE MOYENNE  
EXTERIEURE  
6,79°C

DEGRES-JOURS  
2 396

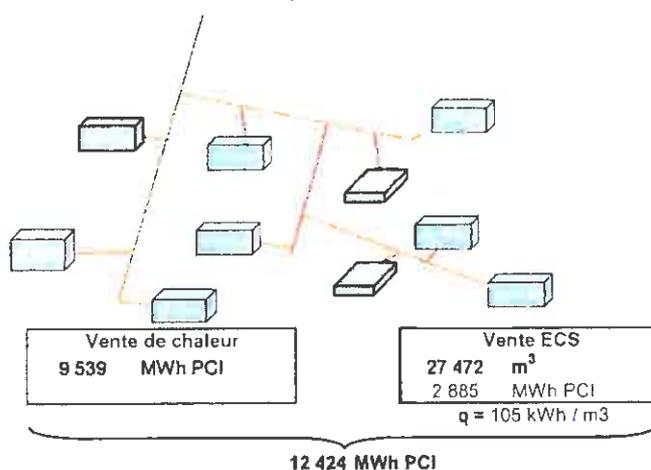
JOURS DE CHAUFFE  
213

| Rejets atmosphériques saison 2011 |      |        |
|-----------------------------------|------|--------|
| SO <sub>2</sub>                   | 1,00 | tonnes |
| NO <sub>x</sub>                   | 6,5  | tonnes |

| COMBUSTIBLES |        |         |
|--------------|--------|---------|
| FOL          | 293    | MWh PCI |
| GAZ          | 29 301 | MWh PCI |
|              | 29 594 | MWh PCI |



Rendement  
72%



## 2 - Schéma d'exploitation 2010

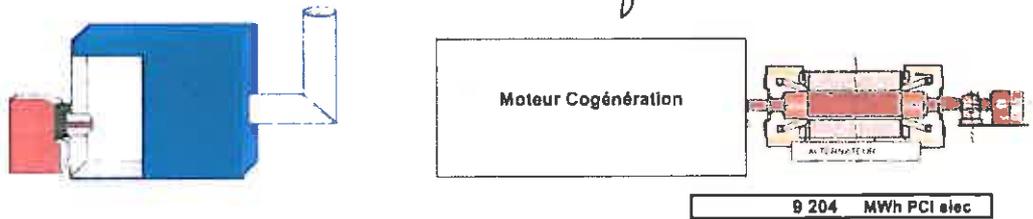
TEMPERATURE MOYENNE  
EXTERIEURE  
5,64°C

DEGRES-JOURS  
3 027

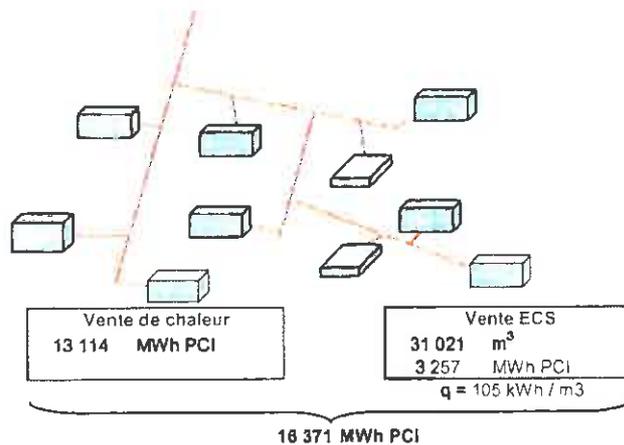
JOURS DE CHAUFFE  
244 JOURS

| Rejets atmosphériques saison 2010 |      |        |
|-----------------------------------|------|--------|
| SO <sub>2</sub>                   | 2,86 | tonnes |
| NO <sub>x</sub>                   | 7,6  | tonnes |

| COMBUSTIBLES |        |         |
|--------------|--------|---------|
| FOL          | 860    | MWh PCI |
| GAZ          | 32 799 | MWh PCI |
|              | 33 659 | MWh PCI |



Rendement  
76%



### 3 - Caractéristiques de la saison de chauffe

#### ✚ Année 2011

Les arrêts du chauffage se sont déroulés du 04 avril au 19 mai 2011.

La mise en route du chauffage s'est effectuée entre le 21 septembre et le 20 octobre 2011.

#### ✚ Données chiffrées pour la période moyenne de chauffage (arrêt du 08/05/11 au 07/10/11)

|                                                    |          |
|----------------------------------------------------|----------|
| Nombre de jours chauffés pour les logements :      | 213      |
| Température moyenne extérieure pendant la période: | 6.79°C   |
| Degrés Jours Unifiés pendant la période :          | 2396 DJU |
| Degrés Jours Unifiés sur la saison précédente :    | 3027 DJU |
| Soit une évolution de :                            | - 20.8 % |

| Période    | Nombre de jours chauffés | Température moyenne | DJ sur période de chauffage |
|------------|--------------------------|---------------------|-----------------------------|
| Année 2010 | 244                      | 5.64                | 3027                        |
| Année 2011 | 213                      | 6.79                | 2396                        |

### 4 - Ventes d'énergie

Le nombre total de MWh vendus est de 12424 MWh dont 2885 MWh pour les besoins de production d'eau chaude sanitaire.

La production d'électricité est de 8870 MWh.



## 5 - Détail des ventes d'énergie (ratio part chauffage)

|                                    | QUANTITES<br>MWH<br>VENDUES<br>2011 | RATIO<br>2011(MWh/DJU) | RATIO<br>2010(MWh/DJU) | Ecart<br>2011/2010 |
|------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|
| SOUS STATION CRECHE                | 109,56                              | 0,046                  | 0,046                  | 0,03%              |
| SOUS STATION CENTRE CULTUREL       | 327,74                              | 0,137                  | 0,134                  | 2,21%              |
| SOUS STATION GYMNASÉ               | 177,38                              | 0,074                  | 0,097                  | -23,46%            |
| SOUS STATION COLLEGE VAUBAN        | 594,62                              | 0,248                  | 0,271                  | -8,36%             |
| SOUS STATION LA LAURENCIE          | 747,203                             | 0,312                  | 0,302                  | 3,23%              |
| SOUS STATION ETS 90                | 0                                   | 0,000                  | 0,044                  | -100,00%           |
| SOUS STATION GS 1                  | 361,075                             | 0,151                  | 0,145                  | 3,66%              |
| SOUS STATION GS 2                  | 191,62                              | 0,080                  | 0,077                  | 3,27%              |
| SOUS STATION BTC EM                | 8,213                               | 0,003                  | 0,020                  | -82,83%            |
| SOUS STATION ESPACE 3000           | 305,286                             | 0,127                  | 0,124                  | 2,44%              |
| SOUS STATION 26 - BAT B1           | 554,547                             | 0,231                  | 0,286                  | -18,98%            |
| SOUS STATION 12 D1-D2              | 1211,562                            | 0,506                  | 0,504                  | 0,27%              |
| SOUS STATION X                     | 955,342                             | 0,399                  | 0,488                  | -18,30%            |
| SOUS STATION 20 - B2 - B3          | 1100,425                            | 0,459                  | 0,496                  | -7,42%             |
| SOUS STATION AFPI NFC              | 115,36                              | 0,048                  | 0,047                  | 2,12%              |
| SOUS STATION Y                     | 859,596                             | 0,359                  | 0,402                  | -10,78%            |
| BUREAU OPDHLM                      | 31,042                              | 0,013                  | 0,015                  | -15,01%            |
| SOUS STATION U                     | 785,745                             | 0,328                  | 0,375                  | -12,56%            |
| SOUS STATION MOTO 90               | 31,713                              | 0,013                  | 0,013                  | -0,79%             |
| SOUS STATION OPEL                  | 147,62                              | 0,062                  | 0,065                  | -5,60%             |
| SOUS STATION SCARITECH/WEISHAUP    | 42,933                              | 0,018                  | 0,019                  | -5,32%             |
| SOUS STATION SCARITECH             | 142,52                              | 0,059                  | 0,064                  | -6,37%             |
| SOUS STATION EUROMASTER            | 88,524                              | 0,037                  | 0,034                  | 10,19%             |
| SOUS STATION MIDAS                 | 28,82                               | 0,012                  | 0,014                  | -14,89%            |
| SOUS STATION FORMULE 1             | 161,975                             | 0,068                  | 0,066                  | 2,59%              |
| SOUS STATION EXPERTS AUTO ASSOCIES | 15,465                              | 0,006                  | 0,008                  | -18,42%            |
| SOUS STATION REALGRAPHIC           | 140,91                              | 0,059                  | 0,055                  | 6,31%              |
| SOUS STATION HOTEL BONSAI          | 85,01                               | 0,035                  | 0,028                  | 24,57%             |
| SOUS STATION ABT INFORMATIQUE      | 20,119                              | 0,008                  | 0,008                  | 10,78%             |
| SOUS STATION SKODA                 | 32,65                               | 0,014                  | 0,016                  | -17,21%            |
| SOUS STATION RECAM                 | 125,61                              | 0,052                  | 0,055                  | -4,21%             |
| SOUS STATION DALKIA                | 39,293                              | 0,016                  | 0,013                  | 21,97%             |
| <b>TOTAL =</b>                     | <b>9539,000</b>                     | <b>3,980</b>           | <b>4,330</b>           | <b>- 8,10 %</b>    |



### Explications sur les écarts importants relevés :

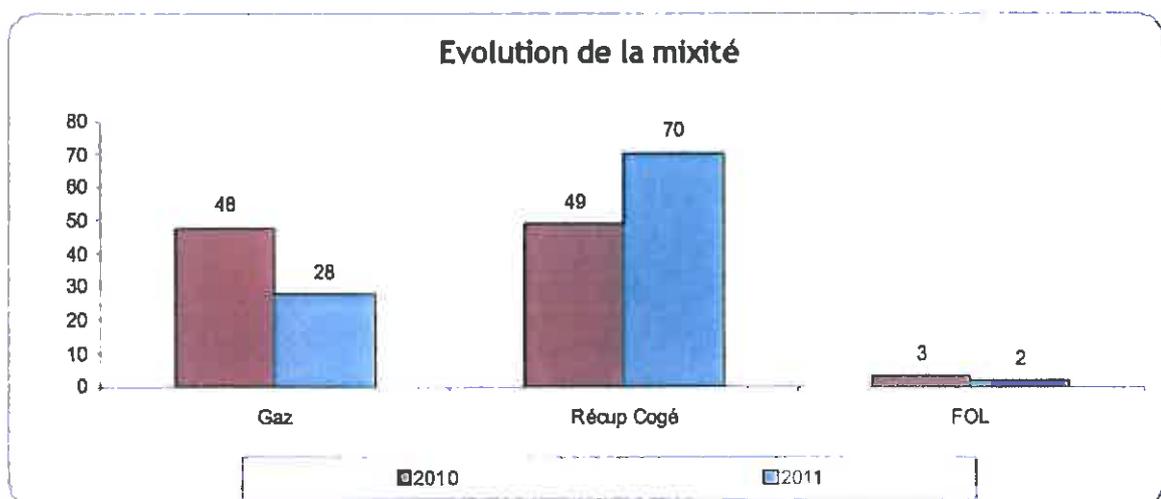
- ✚ S/ST GYMNASE : fermeture partielle pour travaux
- ✚ S/ST COLLEGE VAUBAN : changement des horaires de chauffage à la demande de l'occupant
- ✚ S/ST ETS 90 : cessation d'activité
- ✚ S/ST BTC EM : gestion du secondaire par les occupants
- ✚ S/ST 26 - BAT B1 : isolation par l'extérieur par l'abonné
- ✚ S/ST X : isolation par l'extérieur par l'abonné
- ✚ S/ST Y : isolation par l'extérieur par l'abonné
- ✚ BUREAU OPDHLM : changement des programmations de chauffage
- ✚ S/ST U : isolation par l'extérieur par l'abonné
- ✚ S/ST EUROMASTER : gestion du secondaire par les occupants
- ✚ S/ST MIDAS : gestion du secondaire par les occupants
- ✚ S/ST EXPERTS AUTO ASSOCIES : gestion du secondaire par les occupants
- ✚ S/ST HOTEL BONSAI : gestion du secondaire par les occupants
- ✚ S/ST ABT INFORMATIQUE : gestion du secondaire par les occupants
- ✚ S/ST SKODA : gestion du secondaire par les occupants
- ✚ S/ST DALKIA : gestion du secondaire par les occupants.

## 6 - Sources d'énergies utilisées

La source principale d'énergie de la chaufferie est le gaz.

Durant la période hivernale (de novembre à mars), l'installation de cogénération est prioritaire, la chaleur produite est récupérée par le réseau, les besoins complémentaires sont produits au gaz et l'écrêtage est fait au fuel lourd.

Répartition des énergies utilisées pour la chaufferie seule :



La part de la récupération thermique provenant de la cogénération est supérieure par rapport à 2010. La douceur climatique nous a amené à consommer moins de gaz au cours de la saison.



## 7 - Rendement global de l'installation

(Chaufferie, Cogénération et Réseau, relevés de la période de facturation)

⬇ Energie entrante (consommation) : 29 594 MWh PCI, répartis selon :

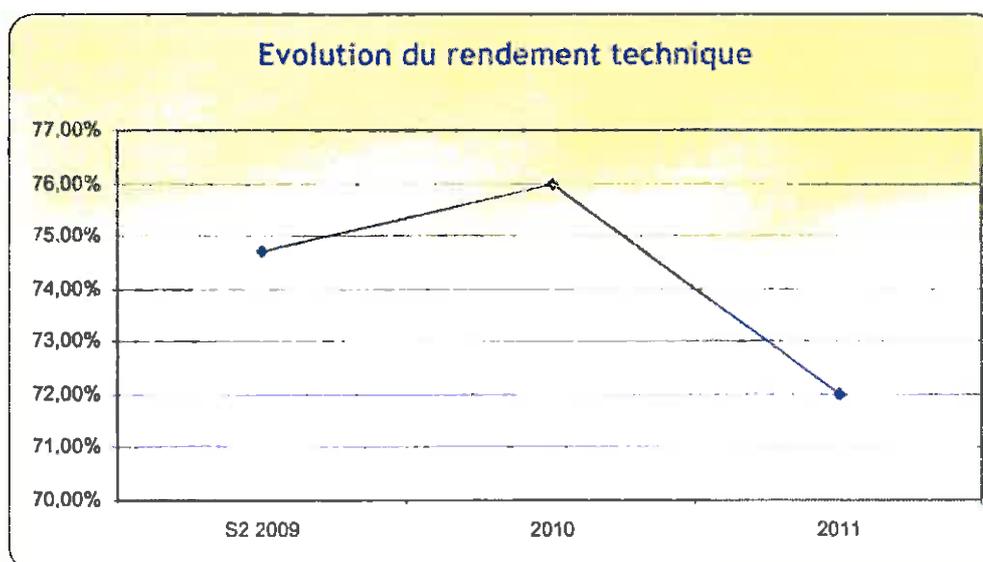
- ✓ Gaz : 29 301 MWh PCI
- ✓ Fioul lourd : 293 MWh PCI

⬇ Energie sortante : 21 294 MWh PCI, répartis selon :

- ✓ Electricité 8 870 MWh
- ✓ Energie délivrée en sous-station : 12 424 MWh

D'où le rendement global de l'installation (chaufferie, cogénération et réseau) : 72%

| Année            | S2 2009 | 2010    | 2011    |
|------------------|---------|---------|---------|
| Rendement global | 74,70 % | 76.00 % | 72.00 % |



## II - Aspects environnementaux

### Ecobilan comparatif

| Période                                     | S2 2009 | Année 2010 | Année 2011 |
|---------------------------------------------|---------|------------|------------|
| SO2 kg / MWh livré en sous-station          | 0.076   | 0.175      | 0.047      |
| NOx kg / (MWh livré + électricité produite) | 0.553   | 0.298      | 0.306      |

## III - Synthèse du fonctionnement des installations

L'installation n'a pas connu d'incident technique majeur dommageable pour les utilisateurs.

Le rendement technique diminue par rapport à 2010 car la récupération thermique provenant de la centrale de cogénération a été plus faible du fait de la douceur climatique.

La baisse de SO2 est principalement due à une consommation moins importante de fioul en 2011 également liée aux températures plus clémentes.

La quantité de NOX produite en kg en 2011 (6.50 kg) est inférieure à 2010 (7,61 kg).

Néanmoins, la baisse de la quantité d'énergie livrée en sous - station étant plus marquée, le ratio tend à augmenter légèrement.



**Ville de Belfort**

**Chauffage urbain  
des Glacis du Château**

**7. QUALITÉ DU SERVICE RENDU  
AUX ABONNÉS**



## QUALITE DU SERVICE RENDU AUX ABONNES

Le concessionnaire est certifié ISO 9001 version 2000 depuis 2001, le certificat a été confirmé en avril 2011.

### I - Incidents d'exploitation

#### 1 - Liste des incidents d'exploitation

| Date de l'incident | Description                    | Action corrective     |
|--------------------|--------------------------------|-----------------------|
| 20/02/2011         | Réfection fuite antenne SST Y  | Réparation définitive |
| 01/03/2011         | Réfection fuite antenne MIDAS  | Réparation définitive |
| 30/08/2011         | Réfection fuite Antenne DALKIA | Réparation définitive |
| 03/10/2011         | Réfection fuite Antenne BTC-EM | Réparation définitive |
| 07/11/2011         | Réfection fuite Antenne AUDI   | Réparation définitive |
| 09/11/2011         | Réfection fuite Antenne VAG    | Réparation définitive |

#### 2 - Incidents ayant eu un impact pour les abonnés

| Date de l'incident | Description                   | Durée de l'interruption | % d'abonnés concernés |
|--------------------|-------------------------------|-------------------------|-----------------------|
| 20/02/2011         | Réfection fuite antenne SST Y | 4 h Chauffage + ECS     | 16.5 %                |
| 01/03/2011         | Réfection fuite antenne MIDAS | 10 h Chauffage          | 0.4 %                 |
| 07/11/2011         | Réfection fuite Antenne AUDI  | 4 h Chauffage           | 3 %                   |
| 09/11/2011         | Réfection fuite Antenne VAG   | 4 h Chauffage + ECS     | 100 %                 |

Pour 2011, le temps moyen de coupure de chauffage s'établit à 4 heures et 49 minutes par abonné, et le temps moyen de coupure d'ECS s'établit à 4 heures 39 minutes.

#### 3 - Incidents ayant eu un impact sur l'environnement

Néant



## II - Contrôles réglementaires et vérifications périodiques

| Description                                                        | Périodicité | Contrôleur           | Date du dernier contrôle              |
|--------------------------------------------------------------------|-------------|----------------------|---------------------------------------|
| Centrale détection gaz                                             | Annuel      | Externe (OLDHAM)     | 04/2012                               |
| Rejets atmosphériques                                              | Triennal    | Organisme (SOCOTEC)  | 01/2010                               |
| Extincteur                                                         | Annuel      | Externe (SICLI)      | 04/2011                               |
| Vérification des installations électriques avec poste HTA D88-1056 | Annuel      | Organisme (SOCOTEC)  | 10/2011                               |
| Contrôle périodique des installations thermiques D2009-648         | Triennale   | Organisme (SOCOTEC)  | 10/2009                               |
| Vérifications des niveaux sonores                                  | 5 ans       | Organisme (SOCOTEC)  | 12/2010                               |
| Inspection périodique des compteurs de chaleur                     | Annuel      | Externe (SAPPEL)     | 12/2011                               |
| Qualité de l'eau réseaux                                           | Trimestriel | Externe (NUFARM)     | 12/2011                               |
| Ramonage                                                           | Annuel      | Externe (CHEMINETTE) | 06/2011                               |
| Rendements chaudières D98-817                                      | Trimestriel | Interne              | 01, 02, 03, 04, 05, 06, 09 et 10/2011 |
| Contrôle du réseau par infrarouge (survol)                         | 5 ans       | Externe (DYNAE)      | 02/2010                               |



# Ville de Belfort

## Chauffage urbain des Glacis du Château



## 8. SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES



# SYNTHESE ET PERSPECTIVES

## I - Perspectives d'évolution

### 1 - Prévisions de travaux de gros entretien et renouvellement 2012

Comme prévu dans le programme prévisionnel, en 2012, nous procéderons au ravalement des façades de la chaufferie et à la reprise complète de l'étanchéité de la terrasse du bâtiment de la centrale de cogénération.

### 2 - Actions prévues dans le domaine de la sécurité et de la protection de l'environnement

En 2012, aura lieu l'audit intégré QSE de renouvellement des 3 certificats à savoir : ISO 9001 (Qualité), ISO 14001 (Environnement) et ILO OSH 2010 (Sécurité) en 2011.

### 3 - Perspectives de raccordement

Pas de raccordement nouveau en prévision sur le réseau.

## II - Conclusion

L'année 2011 a connu un incident notable : casse du moteur du GE 1 mais sans répercussion sur les abonnés.

La deuxième partie de la saison de cogénération s'est déroulée sans incident particulier.

La douceur climatique a diminué la récupération de chaleur par la centrale de cogénération et ainsi entraîné une baisse du rendement global de l'installation.



# **Ville de Belfort**

## **Chauffage urbain des Glacis du Château**

### **9. ANNEXES**



# ANNEXES

## Inventaire des biens

BÉLFORT Inventaire chauffage et unité de régulation

Notation

- 1 Matériel récent n'ayant subi aucune dégradation apparente
- 2 Matériel en bon état de présentation de fonctionnement
- 3 Matériel obsolète ou en mauvais état qui n'est pas susceptible de remplacer
- 4 Matériel fonctionnant mal ou non utilisé à remplacer rapidement

### PRODUCTION D'EAU CHAUDE

| Nb                                                | Matériel                          | Marque     | Type                              | Caractéristiques                                                                                 | Année | Etat | Observations                        |
|---------------------------------------------------|-----------------------------------|------------|-----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|------|-------------------------------------|
| <b>Générateur n° 3 - gaz naturel / fuel lourd</b> |                                   |            |                                   |                                                                                                  |       |      |                                     |
| 1                                                 | Chaudière acier à tubes de fumées | DANSTOCKER | Type Global n° 14 Série 22-8245   | Puissance 5 MW<br>Pression nominale 6 bars                                                       | 2007  | 1    | Matériel neuf                       |
| 1                                                 | Grilleur grille gaz / fuel lourd  | HAFWOPFEL  | AW 017                            |                                                                                                  | 1981  | 3    | grilleur n° 1 adapté au gaz en 1981 |
| <b>Générateur n° 4 - gaz naturel / fuel lourd</b> |                                   |            |                                   |                                                                                                  |       |      |                                     |
| 1                                                 | Chaudière acier à tubes de fumées | DANSTOCKER | Type 77 A 1000 n° de série 90-482 | Puissance 7,5 MW<br>Pression nominale 5 bars<br>Temp. - 210°C - Temp. max. 165°C<br>Temp. - 80°C | 1978  | 2    | Matériel neuf                       |
| 1                                                 | Grilleur grille gaz / fuel lourd  | HAFWOPFEL  | AW 017                            |                                                                                                  | 1984  | 3    | grilleur n° 2 adapté au gaz en 1984 |

### REJET DES GAZ (ET ANALYSE)

| Nb | Matériel                                     | Marque  | Type             | Caractéristiques      | Année | Etat | Observations                                                       |
|----|----------------------------------------------|---------|------------------|-----------------------|-------|------|--------------------------------------------------------------------|
| 2  | Diamètre                                     | PILCARD | OPACTON C2122201 |                       | 1991  | 3    | sur chaudières 3 et 4 pour fuel lourd                              |
| 3  | Appareil mesure et enregistrement en continu |         |                  |                       | 2000  | 2    | enregistrement 3° eau chaudières et 1° eau fumées et 1° atmosphère |
| 1  | Chemise en acier                             |         |                  | SAUFER 22 M 4 conchus | 1997  | 3    | révisée en 1997                                                    |
| 1  | Tubage acier 4 conchus                       |         |                  |                       | 1997  | 3    |                                                                    |
| 1  | Cheminée 2 conchus                           |         |                  |                       | 1987  | 2    | pour chaudières fuel lourd                                         |

### ALIMENTATION GAZ et FOUL / STOCKAGE et ALIMENTATION CHARBON / EVACUATION MACHÈFERS

| Nb                                   | Matériel                                  | Marque   | Type       | Caractéristiques                                                                                      | Année | Etat | Observations                                      |
|--------------------------------------|-------------------------------------------|----------|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|------|---------------------------------------------------|
| <b>Alimentation gaz</b>              |                                           |          |            |                                                                                                       |       |      |                                                   |
| 1                                    | Ligne d'alimentation gaz                  |          |            |                                                                                                       | 1997  | 2    |                                                   |
| 1                                    | Poste de débrayé et comptage gaz          |          |            |                                                                                                       | 1997  | 2    |                                                   |
| 1                                    | Vanne d'arrêt d'urgence électrique        |          |            |                                                                                                       | 1997  | 2    |                                                   |
| 3                                    | Batteries de 24 piles de gaz              |          |            |                                                                                                       | 2007  | 1    |                                                   |
| 1                                    | Ensemble de régulation électropneumatique | COGITEK  |            |                                                                                                       | 1997  | 2    | Gestion central de l'approvisionnement gaz        |
| 1                                    | Centrale de régulation gaz                | COGNAC   | HC 42A     | avec 3 capteurs<br>1 sur chaudière gaz (R2)<br>1 en amb-ence<br>1 sur moteur de concentration (R3)    | 2008  | 1    |                                                   |
| <b>Stockage et alimentation fuel</b> |                                           |          |            |                                                                                                       |       |      |                                                   |
| 1                                    | Cuve fuel lourd                           |          |            | Cuve simple paroi volume 450 m <sup>3</sup>                                                           | 1971  | 3    |                                                   |
| 1                                    | Cuve fuel domestique                      |          |            | Cuve simple paroi volume 110 m <sup>3</sup>                                                           | 1971  | 3    | cuve située dans le coiffe de répression FOI      |
| 1                                    | puvèle de rétention fuel lourd            |          |            | capacité 900 m <sup>3</sup>                                                                           | 1971  | 2    | matériel prévu pour 2 cuves de 450 m <sup>3</sup> |
| 1                                    | Echangeur (substitués de chauffage PL)    |          |            |                                                                                                       | 1971  | 1    |                                                   |
| 1                                    | Pompe de relèvement                       | SALIMON  | SD 73 1    |                                                                                                       | 1983  | 2    | pompe de relèvement cuve de rétention             |
| 1                                    | Pompe de dosage                           | MOUVEK   | AF 2491194 |                                                                                                       | 1992  | 2    | pour chaudières 3                                 |
| 1                                    | Pompe de dosage                           | MOUVEK   | AF 2491194 |                                                                                                       | 1992  | 2    | pour chaudières 4                                 |
| 2                                    | Pompe de charge réchauffeur               | SALIMON  | HD 1222    |                                                                                                       | 1998  | 2    |                                                   |
| 1                                    | réchauffeur électrique fuel lourd         | YULCANIC | RD 140 D2  | Puissance = 63 kW<br>Débit max = 3,5 m <sup>3</sup> /h<br>T° entrée max = 20 °C T° sortie max = 90 °C | 1998  | 2    |                                                   |

### APPOINT D'EAU / MAINTIEN DE PRESSION / TRAITEMENT D'EAU

| Nb                                          | Matériel                                                   | Marque | Type    | Caractéristiques                               | Année | Etat | Observations                         |
|---------------------------------------------|------------------------------------------------------------|--------|---------|------------------------------------------------|-------|------|--------------------------------------|
| <b>Appoint d'eau / Maintien de pression</b> |                                                            |        |         |                                                |       |      |                                      |
| 1                                           | Ensemble maintien de pression 3 pompes + 2 bornes de 500 l | FRANCO |         |                                                | 2003  | 1    |                                      |
| <b>Traitement d'eau</b>                     |                                                            |        |         |                                                |       |      |                                      |
| 1                                           | Pompe de dosage produit réactif                            | DOSEUS | WH 6734 |                                                | 1981  | 2    | Désamarrage + remise en place réseau |
| 1                                           | Ensemble pompes                                            | COCI   |         | 2 bouteilles à remplissage en libre de service | 2007  | 1    |                                      |

### POMPES DE CIRCULATION

| Nb                       | Matériel                                              | Marque  | Type                                                             | Caractéristiques                                                                   | Année | Etat | Observations                        |
|--------------------------|-------------------------------------------------------|---------|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------|------|-------------------------------------|
| <b>Pompes réseau</b>     |                                                       |         |                                                                  |                                                                                    |       |      |                                     |
| 2                        | Pompe sur socle avec accouplement - moteur électrique | ANB     | ETACOM G100 314C1<br>VE 4<br>n° 11 R 20014<br>1100 W<br>230/240V | Débit 180 m <sup>3</sup> /h<br>puissance 30 kW<br>Hm = 35 m<br>vitesse 1450 tr/min | 1997  | 1    | Pompe à vitesse variable n° 1 et 2  |
| 1                        | Version pompe réseau n° 1                             | CHRON   | 4000030                                                          |                                                                                    | 1997  | 1    |                                     |
| 1                        | Version pompe réseau n° 2                             | Valinco | 4000030                                                          |                                                                                    | 2005  | 1    |                                     |
| 2                        | Pompe sur socle avec accouplement                     | ANB     | ETACOM G100 314C1                                                | Débit 180 m <sup>3</sup> /h Hm = 35 m, vitesse 1450 tr/min                         | 1997  | 1    | vitesse fixe, pompe n° 5 et secours |
| <b>Pompes chaudières</b> |                                                       |         |                                                                  |                                                                                    |       |      |                                     |
| 1                        | Pompe de recirculation                                | SALIMON | HD 152 L D2                                                      |                                                                                    | 1998  | 1    | chaudière n° 3 (E1/gaz)             |
| 1                        | Pompe de recirculation                                | SALIMON | HD 152 L D2                                                      |                                                                                    | 1998  | 1    | chaudière n° 4 (E2/gaz)             |

### AIR COMPRIMÉ

| Nb                  | Matériel                         | Marque  | Type | Caractéristiques                                | Année | Etat | Observations                                                                         |
|---------------------|----------------------------------|---------|------|-------------------------------------------------|-------|------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Pompe réseau</b> |                                  |         |      |                                                 |       |      |                                                                                      |
| 1                   | Ensemble compresseur + réservoir | MICOMER |      | Compresseur à pistons Débit 1 m <sup>3</sup> /h | 1993  | 2    | pour nettoyage des canaux OPACOF de contrôle des pompes en fonctionnement fuel lourd |





| BELFORT - INVENTAIRE DES SOUS-STATIONS - ZAC DE LA JUSTICE |                    |              |                                    |          |
|------------------------------------------------------------|--------------------|--------------|------------------------------------|----------|
| DESIGNATION                                                | MARQUE             | TYPE         | CARACTERISTIQUES                   | Date MES |
| <b>SOUS-STATION RERIM / HALLE AUX CHAUSURES</b>            |                    |              |                                    |          |
| Au primaire                                                |                    |              |                                    |          |
| Bouteille de mélange                                       | Calorifugée plâtre |              |                                    |          |
| Comptage                                                   |                    |              |                                    |          |
| Mesureur/intégrateur                                       | SAPPEL             | SHARKY       | Dn 40                              | 2009     |
| Au secondaire ( à titre indicatif)                         |                    |              |                                    |          |
| Vanne 3 voies                                              | LANDIS ET GYR      | SOK33        |                                    |          |
| <b>SOUS-STATION KAUTZMANN</b>                              |                    |              |                                    |          |
| Au primaire                                                |                    |              |                                    |          |
| Bouteille de mélange                                       |                    |              | Non calorifugée - modifiée en 2006 |          |
| Comptage                                                   |                    |              |                                    |          |
| Compteur intégrateur                                       | SAPPEL             | SHARKY       | Dn 20                              | 2009     |
| Au secondaire ( à titre indicatif)                         |                    |              |                                    |          |
| Vanne 3 voies                                              | LANDIS ET GYR      |              |                                    |          |
| <b>SOUS-STATION HOTEL BONSAI</b>                           |                    |              |                                    |          |
| Au primaire                                                |                    |              |                                    |          |
| Bouteille de mélange                                       |                    |              | Calorifugée plastique              |          |
| Préparation ECS                                            |                    |              | Après bouteille de mélange         |          |
| Echangeur plaques                                          | CIAT               | MS6-39       |                                    |          |
| Double pompe échangeur                                     | GRUNDFOS           |              |                                    |          |
| Vanne 3 voies                                              | LANDIS ET GYR      | SQS35        |                                    |          |
| Régulation                                                 | LANDIS ET GYR      | RVP31.91     |                                    |          |
| Comptage                                                   |                    |              |                                    |          |
| Mesureur/intégrateur                                       | SAPPEL             | SHARKY       | DN 50                              | 2009     |
| Compteur eau froide (pour ECS)                             | SAPPEL             | VEGA         |                                    |          |
| Au secondaire ( à titre indicatif)                         |                    |              |                                    |          |
| Vanne 3 voies pour chauffage                               | LANDIS ET GYR      |              |                                    |          |
| Mélangeur thermo pour ECS                                  | THERMORAM II       |              |                                    |          |
| <b>SOUS-STATION MIDAS</b>                                  |                    |              |                                    |          |
| Au primaire                                                |                    |              |                                    |          |
| Bouteille de mélange                                       |                    |              | Calorifugée plastique              |          |
| Comptage                                                   |                    |              |                                    |          |
| Mesureur/intégrateur                                       | SAPPEL             | SHARKY       | DN 25                              | 2009     |
| Au secondaire ( à titre indicatif)                         |                    |              |                                    |          |
| Vanne 3 voies                                              | LANDIS ET GYR      |              |                                    |          |
| <b>SOUS-STATION HOTEL FORMULE 1</b>                        |                    |              |                                    |          |
| Au primaire                                                |                    |              |                                    |          |
| Vanne 2 voies                                              | SAUTER             |              | DN 50, PN 16, Kvs 40               |          |
| Bouteille de mélange                                       |                    |              | Calorifugée plâtre                 |          |
| Echangeur plaques chauffage                                | ETA NEP 1309       |              |                                    |          |
| Préparation ECS                                            |                    |              | Après bouteille de mélange         |          |
| Vanne 3 voies motorisée                                    | LANDIS ET GYR      | SOK33        |                                    |          |
| Pompe échangeur                                            | GRUNDFOS           | UPS32-55     |                                    |          |
| Echangeur plaques                                          | CIAT               | PV1711       |                                    |          |
| Filtre                                                     | AIRPEL             |              |                                    |          |
| Pompe ECS                                                  | GRUNDFOS           | UPS32-55     |                                    |          |
| Ballon ECS                                                 | ETA type RS        |              | 300 L : état médiocre              |          |
| Comptage                                                   |                    |              |                                    |          |
| Mesureur                                                   | SAPPEL             | MIMAS        | DN 40                              | 2009     |
| Intégrateur                                                | SAPPEL             | CALEC ST     |                                    | 2009     |
| Compteur eau froide (pour ECS)                             | SAPPEL             |              |                                    |          |
| <b>SOUS-STATION COLLEGE VAUBAN (CE6 900)</b>               |                    |              |                                    |          |
| Au primaire                                                |                    |              |                                    |          |
| Vanne 2 voies                                              | SAUTER             | V6F100       | DN 100 PN 16, Kvs 160              |          |
| Echangeur "plaque" (brassé)                                | MAGNUM             |              |                                    | 2006     |
| Préparation ECS                                            |                    |              | Avant échangeur primaire           |          |
| Echangeur plaques                                          | MAGNUM             | RU126D       |                                    | 2006     |
| Régulation                                                 | MAGNUM             | Robin T4-10  |                                    | 2006     |
| Vanne 3 voies motorisée                                    | SIEMENS            | Acva2x SOS35 |                                    | 2006     |
| 2 circulateurs bouclage                                    | SALMSON            | SXM32-45     |                                    | 2006     |
| Double pompe échangeur                                     | SALMSON            | NSB30-25B    |                                    | 2006     |
| Comptage                                                   |                    |              |                                    |          |
| Mesureur                                                   | SAPPEL             | MIMAS        | Dn 100                             | 2009     |
| Intégrateur                                                | SAPPEL             | CALEC ST     |                                    | 2009     |
| Compteur eau froide (pour ECS)                             |                    |              |                                    |          |
| <b>SOUS-STATION OPEL</b>                                   |                    |              |                                    |          |
| Au primaire                                                |                    |              |                                    |          |
| Bouteille de mélange                                       |                    |              | Calorifugée plâtre                 |          |
| Comptage                                                   |                    |              |                                    |          |
| Mesureur/intégrateur                                       | SAPPEL             | SAHRKY       | Dn 40                              | 2010     |
| Au secondaire ( à titre indicatif)                         |                    |              |                                    |          |
| Vanne 3 voies motorisée                                    | LANDIS ET GYR      | STB21        |                                    |          |
| <b>SOUS-STATION SCARITECHWEISHAUP</b>                      |                    |              |                                    |          |
| Au primaire                                                |                    |              |                                    |          |
| Echangeur plaques                                          | SWEP               | Type GC-16P  |                                    | 2002     |
| Pompe de charge échangeur                                  | SALMSON            | NXC 25-32    |                                    |          |
| Préparation ECS                                            |                    |              | Avant échangeur primaire           |          |
| Ballon ECS                                                 | PACIFIC            |              | 150 litres                         |          |
| Vanne thermostatique                                       |                    |              |                                    |          |
| Comptage                                                   |                    |              |                                    |          |
| Mesureur/intégrateur                                       | SAPPEL             | SAHRKY       | Dn 15                              | 2010     |
| Compteur eau froide (pour ECS)                             | AQUARIUS           |              |                                    |          |
| Au secondaire ( à titre indicatif)                         |                    |              |                                    |          |
| Vanne 3 voies motorisée                                    | LANDIS ET GYR      |              |                                    |          |



| SOUS-STATION                       |                           | ART Informatique                                              |                                                                      |      |
|------------------------------------|---------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------|
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plastique                                                |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | CETAS                                                         | DN 15                                                                | 2008 |
| Au secondaire ( à titre indicatif) |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Vanne 3 voies motorisée            | LANDIS ET GYR             |                                                               |                                                                      |      |
| SOUS-STATION                       |                           | ETS 90                                                        |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plastique                                                |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| 4 mesureurs                        | SOMESCA                   | MTWH 32                                                       | DN 32                                                                |      |
| 4 intégrateurs                     | ICM                       | RV 82 AC                                                      |                                                                      |      |
| Au secondaire ( à titre indicatif) |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Vanne 3 voies motorisée            | LANDIS ET GYR             |                                                               |                                                                      |      |
| SOUS-STATION                       |                           | SCARITECH                                                     |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Echangeur plaques                  | CIAT                      | PW 17.22                                                      |                                                                      |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 50                                                                | 2010 |
| Au secondaire ( à titre indicatif) |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Régulation vanne 3 voies           | SAUTER                    | B5F40, DN 40, PN 16, Kvs 25                                   | Avant échangeur primaire                                             |      |
| SOUS-STATION                       |                           | AOPF                                                          |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plastique                                                |      |
| Comptage au secondaire             |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 25                                                                | 2010 |
| Au secondaire ( à titre indicatif) |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Vanne 3 voies motorisée            |                           |                                                               |                                                                      |      |
| SOUS-STATION                       |                           | REALGRAPHIC (ex. Fralich)                                     |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plastique                                                |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 50                                                                | 2010 |
| Au secondaire ( à titre indicatif) |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Vanne 3 voies motorisée            | LANDIS ET GYR             |                                                               |                                                                      |      |
| Vanne 2 voies motorisée            |                           |                                                               |                                                                      |      |
| SOUS-STATION                       |                           | GARAGE DU TILLEUL (SKODA)                                     |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plâtre                                                   |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 25                                                                | 2010 |
| Au secondaire ( à titre indicatif) |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Vanne 3 voies motorisée            | LANDIS ET GYR             |                                                               |                                                                      |      |
| SOUS-STATION                       |                           | BTC-M (ex. Realgraphic) + Expert Auto ( ex. Photocomposition) |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plastique                                                |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 25                                                                | 2010 |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 20                                                                | 2010 |
| Au secondaire ( à titre indicatif) |                           |                                                               |                                                                      |      |
| 2 vannes 3 voies                   | LANDIS ET GYR             |                                                               |                                                                      |      |
| SOUS-STATION                       |                           | DALKIA                                                        |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plâtre                                                   |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 15                                                                | 2010 |
| Au secondaire ( à titre indicatif) |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Vanne 3 voies motorisée            | LANDIS ET GYR             |                                                               |                                                                      |      |
| SOUS-STATION                       |                           | ESPACE 3000 (ex. VAG occasions)                               |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plastique                                                |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 20                                                                | 2010 |
| SOUS-STATION                       |                           | ESPACE 3000 ( ex. VAG)                                        |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plastique                                                |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 65                                                                | 2010 |
| Au secondaire ( à titre indicatif) |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Vanne 3 voies motorisée            | LANDIS ET GYR             |                                                               |                                                                      |      |
| SOUS-STATION                       |                           | HYDROSTAR + MOTO 80                                           |                                                                      |      |
| Au primaire                        |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Echangeur primaire                 |                           |                                                               | tubulaire<br>avant échangeur (secours)<br>inaccessible et déteriorée |      |
| Vanne 3 voies                      |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Préparation ECS                    | Pour Hydrostar uniquement |                                                               |                                                                      |      |
| Bouteille de mélange               |                           |                                                               | Colorifugée plastique                                                |      |
| Echangeur à plaques                | SMAN                      |                                                               |                                                                      |      |
| Régulateur ECS                     | LANDIS ET GYR             | RVP31 91                                                      |                                                                      |      |
| Vanne 3 voies                      | LANDIS ET GYR             | SOX31                                                         |                                                                      |      |
| Pompe                              | GRUNDFOS                  | LUPS032-80                                                    |                                                                      |      |
| Comptage                           |                           |                                                               |                                                                      |      |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 20                                                                | 2010 |
| Mesureur + Intégrateur             | SAPPEL                    | Sharky                                                        | DN 20                                                                | 2010 |



| Belfort - INVENTAIRE DES SOUS-STATIONS - Quartier Faubourg d'Altkirch                              |          |                       |                                 |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------------------|---------------------------------|----------|
| DESIGNATION                                                                                        | MARQUE   | TYPE                  | CARACTERISTIQUES                | Date MES |
| <b>SOUS-STATION B3</b>                                                                             |          |                       |                                 |          |
| <b>Au primaire</b>                                                                                 |          |                       |                                 |          |
| Bouteille de mélange                                                                               |          |                       | Calorifugée p'tite              |          |
| Vanne 2 voies motorisée                                                                            | SAUTER   | V6F125                | DN 125, PN 16, Kvs 250          |          |
| <b>Préparation ECS</b>                                                                             |          |                       |                                 |          |
| Echangeur à plaques                                                                                | NEPTUNE  | ETA                   | Plaque sur bouteille de mélange |          |
| Pompe de charge                                                                                    | GRUNDFOS | UPSD-50-120           |                                 |          |
| Vanne 3 voies + moteur                                                                             | SIEMENS  | Activat SKD-82        |                                 |          |
| Ballon ECS                                                                                         | NEPTUNE  |                       | Bouillon 750 Litres, T° = 62°C  |          |
| <b>Comptage</b>                                                                                    |          |                       |                                 |          |
| Mesureur                                                                                           | SAPPEL   | MIMAS                 | Dn 100                          | 2009     |
| Intégrateur                                                                                        | SAPPEL   | CALEC ST              |                                 | 2009     |
| Compteur eau froide (pour ECS)                                                                     |          |                       |                                 |          |
| Télé-surveillance                                                                                  | SAUTER   | EV 2400               | Intégrant Modem                 |          |
| <b>SOUS-STATION GYMNASE</b>                                                                        |          |                       |                                 |          |
| <b>Au primaire</b>                                                                                 |          |                       |                                 |          |
| Bouteille de mélange                                                                               |          |                       | Calorifugée petite              |          |
| Vanne 2 voies motorisée                                                                            | SAUTER   | V6F85                 | DN 65, PN 16, Kvs 63            |          |
| <b>Préparation ECS</b>                                                                             |          |                       |                                 |          |
| Echangeur à plaques                                                                                | CHAROT   | 6825, n° série 997243 | Plaque sur bouteille de mélange | janv-05  |
| Pompe de charge                                                                                    | GRUNDFOS | TP 25-80/2            | 209 KW                          |          |
| Ballon ECS                                                                                         | CHAROT   |                       | environ 750 Litres, T° = 62°C   |          |
| Vanne 3 voies + moteur                                                                             | SIEMENS  | Activat SKD-62        |                                 |          |
| <b>Comptage</b>                                                                                    |          |                       |                                 |          |
| Mesureur/intégrateur                                                                               | SAPPEL   | Super T               | Dn 65                           | 2009     |
| Compteur eau froide (pour ECS)                                                                     |          |                       |                                 |          |
| Télé-surveillance                                                                                  | SAUTER   | EV 2400               | Intégrant Modem                 |          |
| <b>Au secondaire (à titre indicatif)</b>                                                           |          |                       |                                 |          |
| Pompe de circulation                                                                               | SALMSON  | DXM-32-50             | Bouclage ECS                    |          |
| <b>SOUS-STATION Y</b>                                                                              |          |                       |                                 |          |
| <b>Au primaire</b>                                                                                 |          |                       |                                 |          |
| Bouteille de mélange                                                                               |          |                       | Calorifugée petite              |          |
| Vanne 2 voies motorisée                                                                            | SAUTER   | V6F125                | DN 125, PN 16, Kvs 250          |          |
| <b>Préparation ECS</b>                                                                             |          |                       |                                 |          |
| Echangeur tubulaire                                                                                | SCA      | T4                    | Avant bouteille de mélange      | 1981     |
| Pompe de charge ballon ECS                                                                         | GRUNDFOS | UPS 32-80             |                                 |          |
| Ballon ECS                                                                                         | CHAROT   | ECOPLUS               | 750 Litres                      |          |
| <b>Comptage</b>                                                                                    |          |                       |                                 |          |
| Mesureur                                                                                           | SAPPEL   | MIMAS                 | Dn 100                          | 2009     |
| Intégrateur                                                                                        | SAPPEL   | CALEC ST              |                                 | 2009     |
| Compteur eau froide (pour ECS)                                                                     |          |                       |                                 |          |
| Télé-surveillance                                                                                  | SAUTER   | EV 2400               | Intégrant Modem                 |          |
| <b>Au secondaire (à titre indicatif)</b>                                                           |          |                       |                                 |          |
| Pompe de circulation                                                                               | SALMSON  | NEC 2T-25             | Bouclage ECS                    |          |
| <b>SOUS-STATION Centre commercial des Glacis y compris UGA ( à l'arrêt/à restructuration 2009)</b> |          |                       |                                 |          |
| <b>Au primaire</b>                                                                                 |          |                       |                                 |          |
| <b>Comptage</b>                                                                                    |          |                       |                                 |          |
| <b>SOUS-STATION U</b>                                                                              |          |                       |                                 |          |
| <b>Au primaire</b>                                                                                 |          |                       |                                 |          |
| Bouteille de mélange                                                                               |          |                       | Calorifugée petite              |          |
| Vanne 2 voies motorisée                                                                            | SAUTER   | V6F100                | DN 100, PN 16, Kvs 100          |          |
| <b>Préparation ECS</b>                                                                             |          |                       |                                 |          |
| Echangeur tubulaire                                                                                | SCA      | T4                    | Avant bouteille de mélange      | 1981     |
| Pompe de charge ballon ECS                                                                         | GRUNDFOS | UPS 32-80             |                                 |          |
| Ballon ECS                                                                                         | CHAROT   | ECOPLUS               | 750 Litres                      |          |
| Vanne 3 voies motorisée                                                                            | SAUTER   | KVS 58 B16 E65        |                                 |          |
| <b>Comptage</b>                                                                                    |          |                       |                                 |          |
| Mesureur                                                                                           | SAPPEL   | MIMAS                 | Dn 80                           | 2009     |
| Intégrateur                                                                                        | SAPPEL   | CALEC ST              |                                 | 2009     |
| Compteur eau froide (pour ECS)                                                                     |          |                       |                                 |          |
| Télé-surveillance                                                                                  | SAUTER   | EV 2400               | Intégrant Modem                 |          |
| <b>Au secondaire (à titre indicatif)</b>                                                           |          |                       |                                 |          |
| Pompe de circulation                                                                               | SALMSON  | NEC 330-4             | Bouclage ECS                    |          |
| <b>SOUS-STATION D1-D2</b>                                                                          |          |                       |                                 |          |
| <b>Au primaire</b>                                                                                 |          |                       |                                 |          |
| Echangeur                                                                                          | SUEDE    |                       |                                 |          |
| Vanne 2 voies                                                                                      | SAUTER   | V6F125                | DN 80, PN 16, Kvs 250           |          |
| <b>Groupe de mélange de pression</b>                                                               |          |                       |                                 |          |
| <b>Préparation ECS</b>                                                                             |          |                       |                                 |          |
| 1 Collecteur ECS                                                                                   |          |                       |                                 |          |
| 2 Groupes préparation ECS                                                                          |          |                       |                                 |          |
| 2 Echangeurs à plaques                                                                             | URANUS   | UJS 14                |                                 |          |
| 2 Doubles pompes de circulation                                                                    | GRUNDFOS | UPSD 32-80            |                                 |          |
| 2 Doubles pompes charge ballons                                                                    | GRUNDFOS | UPSD 32-80            |                                 |          |
| 2 Ballon ECS                                                                                       | URANUS   | SMART                 | env. 1000 Litres                |          |
| 2 Vannes 3 voies motorisées                                                                        |          |                       |                                 |          |
| <b>Comptage</b>                                                                                    |          |                       |                                 |          |
| Mesureur                                                                                           | SAPPEL   | MIMAS                 | DN 100                          | 2009     |
| Intégrateur                                                                                        | SAPPEL   | CALEC ST              |                                 | 2009     |
| Compteur eau froide (ECS)                                                                          | SAPPEL   | PMK32                 |                                 |          |
| Télé-surveillance                                                                                  | SAUTER   | EV 2400               | Intégrant Modem                 |          |
| <b>SOUS-STATION BUREAUX HLM (dans D1-D2)</b>                                                       |          |                       |                                 |          |
| <b>Comptage</b>                                                                                    |          |                       |                                 |          |
| Mesureur                                                                                           | SAPPEL   | M-TFXKA               | Dn 32                           | 2007     |
| Intégrateur                                                                                        | SAPPEL   | MB                    |                                 | 1998     |



| SOUS-STATION                      |                 | CENTRE CULTUREL          |                        |                               |
|-----------------------------------|-----------------|--------------------------|------------------------|-------------------------------|
| Au primaire                       |                 |                          |                        |                               |
| Bouilloire de mélange             |                 |                          |                        | Calorifugee plate             |
| Vanne 2 voies                     | SAUTER          | V6F50                    | DN 50, PN 16, Kvs 40   |                               |
| Préparation ECS                   |                 |                          |                        |                               |
| Echangeur plaques                 | HOVAL           |                          |                        | Appui bouilloire de mélange   |
| Régulateur horloge                | HOVAL           |                          |                        |                               |
| Pompe charge ECS                  |                 |                          |                        | Système Brul                  |
| Comptage                          |                 |                          |                        |                               |
| Mesureur Intégrateur              | SAPPEL          | SHARKY                   | DN 50                  | 2009                          |
| Compteurs eau froide (ECS)        |                 |                          |                        |                               |
| Télésurveillance                  | SAUTER          | Vege                     | EV 2400                | Intégrant Modern              |
| SOUS-STATION                      |                 | GB1                      |                        |                               |
| Au primaire                       |                 |                          |                        |                               |
| 2 échangeurs tubulaires en série  |                 |                          |                        |                               |
| Vanne 2 voies                     | SAUTER          |                          | DN 100, PN 16, Kvs 160 |                               |
| Comptage                          |                 |                          |                        |                               |
| Débitmètre                        | SAPPEL          | IMMAS                    | DN 100                 | 2009                          |
| Intégrateur                       | SAPPEL          | CALEC ST                 |                        | 2009                          |
| Télésurveillance                  | SAUTER          | EV 2400                  |                        | Intégrant Modern              |
| SOUS-STATION                      |                 | CRECHE                   |                        |                               |
| Au primaire                       |                 |                          |                        |                               |
| Bouilloire de mélange             |                 |                          |                        | Calorifugee plate             |
| Vanne 2 voies                     | SAUTER          | V6F50                    | DN 50, PN 16, Kvs 40   |                               |
| Préparation ECS                   |                 |                          |                        |                               |
| Echangeur plaques                 | URANUS          | UBS306                   |                        | Appui bouilloire de mélange   |
| Régulateur horloge                | URANUS          |                          |                        |                               |
| Pompe de charge ECS               | GRUNDFOS        | UPS 50                   |                        |                               |
| Vanne 3 voies                     | SIEMENS         | Actefix 6QR35            |                        |                               |
| Circulateur ballon ECS            | GRUNDFOS        | UP30 20                  |                        |                               |
| Ballon ECS                        |                 |                          |                        | env. 200 Litres, T° = 59.7°C  |
| Comptage                          |                 |                          |                        |                               |
| Mesureur Intégrateur              | SAPPEL          | SHARKY                   | DN 40                  | 2009                          |
| Compteurs eau froide (ECS)        |                 |                          |                        |                               |
| Télésurveillance                  | SAUTER          | Vege                     | EV 2400                | Intégrant Modern              |
| Au secondaire (à titre indicatif) |                 |                          |                        |                               |
| Circulateur bouclage              | SALUSON         |                          |                        | Bouclage ECS                  |
| SOUS-STATION                      |                 | B1                       |                        |                               |
| Au primaire                       |                 |                          |                        |                               |
| Bouilloire de mélange             |                 |                          |                        | Calorifugee plate             |
| Vanne 2 voies                     | SAUTER          |                          | DN 100 PN 16, Kvs 160  |                               |
| Préparation ECS                   |                 |                          |                        |                               |
| Echangeur plaques                 | URANUS          | UUSV 125                 |                        | Appui bouilloire de mélange   |
| Régulateur                        | URANUS          |                          |                        |                               |
| Vanne 3 voies                     | LANDIS ET STAFA |                          | DN 40, PN 16           |                               |
| Mesureur vanne 3 voies            | LANDIS ET STAFA | SOX31                    |                        |                               |
| Circulateur échangeur             | GRUNDFOS        | UP30 20                  |                        |                               |
| Double circulateur charge ballon  | GRUNDFOS        | UP3032 80                |                        |                               |
| Ballon ECS                        | URANUS          |                          |                        | Ballon 1000 litres, T° = 59°C |
| Comptage                          |                 |                          |                        |                               |
| Mesureur                          | SAPPEL          | IMMAS                    | DN 100                 | 2009                          |
| Intégrateur                       | SAPPEL          | CALEC ST                 |                        | 2009                          |
| Compteurs eau froide (ECS)        | SAPPEL          | Vege                     |                        |                               |
| Télésurveillance                  | SAUTER          | EV 2400                  |                        | Intégrant Modern              |
| Au secondaire (à titre indicatif) |                 |                          |                        |                               |
| Circulateur bouclage              | SALUSON         | NEC 33T                  |                        | Bouclage ECS                  |
| SOUS-STATION                      |                 | A1-A2 ( Démolition 2005) |                        |                               |
| SOUS-STATION                      |                 | GB2                      |                        |                               |
| Au primaire                       |                 |                          |                        |                               |
| Vanne 2 voies                     | SAUTER          | V6F50                    | DN 50, PN 16, Kvs 40   |                               |
| Bouilloire de mélange             |                 |                          |                        | Calorifugee plate             |
| Comptage                          |                 |                          |                        |                               |
| Compteur charge chauffage         | SAPPEL          | SHARKY                   | DN 50                  | 2009                          |
| Télésurveillance                  | SAUTER          | EV 2400                  |                        | Intégrant Modern              |
| SOUS-STATION                      |                 | LA LAURENCIE             |                        |                               |
| Au primaire                       |                 |                          |                        |                               |
| Bouilloire de mélange             |                 |                          |                        | Calorifugee plate             |
| Préparation ECS                   |                 |                          |                        |                               |
| Echangeur plaques                 | URANUS          | UUSV 125                 |                        | Appui bouilloire de mélange   |
| Régulateur                        | URANUS          |                          |                        | T° = 56°C                     |
| Ballon ECS                        | URANUS          |                          |                        | 750 Litres, T° = 56°C         |
| Vanne 3 voies                     | LANDIS ET STAFA | VXG 41-40                |                        |                               |
| Mesureur vanne 3 voies            | LANDIS ET STAFA | SOX31                    |                        |                               |
| Pompe échangeur                   | GRUNDFOS        | P32 60 2H                |                        |                               |
| Double pompe charge ballon        | GRUNDFOS        | UP3032 80                |                        |                               |
| Comptage                          |                 |                          |                        |                               |
| Mesureur                          | SAPPEL          | IMMAS                    | Dr 80                  | 2009                          |
| Intégrateur                       | SAPPEL          | CALEC ST                 |                        | 2009                          |
| Compteurs eau froide (ECS)        | SAPPEL          | Vege                     |                        |                               |
| Télésurveillance                  | SAUTER          | EV 2400                  |                        | Intégrant Modern              |
| Au secondaire (à titre indicatif) |                 |                          |                        |                               |
| Vanne 3 voies                     | SATCHWELL       |                          | DN 50, manivres étal   |                               |
| Mesureur                          | SATCHWELL       | ALX 1201                 | manivres étal          |                               |
| Double pompe                      | SALUSON         | JRB2061-075              | Chauffage              |                               |
| Pompe                             | SALUSON         |                          | Bouclage ECS           |                               |
| SOUS-STATION                      |                 | X                        |                        |                               |
| Au primaire                       |                 |                          |                        |                               |
| Bouilloire de mélange             |                 |                          |                        | Calorifugee plate             |
| Vanne 2 voies                     | SAUTER          | V6F125                   | DN125, PN16, Kvs 250   |                               |
| Préparation ECS                   |                 |                          |                        |                               |
| Echangeur tubulaire               | SCA             | Type 4                   |                        | Appui bouilloire de mélange   |
| Vanne 3 voies                     | SAUTER          | 6XECRD                   | DN60 PN10 Kvs 100      | 1970                          |
| Mesureur vanne 3 voies            | SAUTER          |                          |                        |                               |
| Pompe charge ballon               | GRUNDFOS        | UP32 80 2H               |                        |                               |
| Ballon                            | CHAROT          | ECOPLUS                  | 750 litres             |                               |
| Comptage                          |                 |                          |                        |                               |
| Mesureur                          | SAPPEL          | IMMAS                    | DN 100                 | 2009                          |
| Intégrateur                       | SAPPEL          | CALEC ST                 |                        | 2009                          |
| Compteurs eau froide (ECS)        | SAPPEL          | PIK32                    |                        |                               |
| Télésurveillance                  | SAUTER          | EV 2400                  |                        | Intégrant Modern              |
| Au secondaire (à titre indicatif) |                 |                          |                        |                               |
| Pompe bouclage ECS                | SALUSON         | NEC2 T 25                |                        |                               |



## Synthèse des ventes - Récapitulatif par mois et par poste

| PERIODE                            | ECS-M3            | ECS EN MWH       | R1E HT            | MWH<br>CHAUFFAGE | R1E HT            | R1C + R1E<br>MWH | TOTAL R1          | TOTAL R2          | TOTAL<br>R1 + R2  |
|------------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| janv-11                            | 2 364,000         | 248,220          | 11 258,08         | 2 038,217        | 92 443,33         | 2 286,44         | 103 701,41        | 27 296,52         | 130 997,93        |
| fevr-11                            | 2 324,000         | 244,020          | 11 118,02         | 2 074,151        | 94 500,39         | 2 318,17         | 105 618,41        | 27 472,49         | 133 090,90        |
| mars-11                            | 2 807,000         | 294,735          | 13 504,20         | 1 731,663        | 79 341,34         | 2 026,40         | 92 845,53         | 27 467,09         | 120 312,62        |
| avr-11                             | 2 363,000         | 248,115          | 12 364,16         | 482,914          | 24 064,57         | 731,03           | 36 428,73         | 27 622,67         | 64 051,40         |
| mai-11                             | 2 557,000         | 268,485          | 13 322,48         | 154,632          | 7 672,84          | 423,12           | 20 995,32         | 27 708,93         | 48 704,25         |
| juin-11                            | 2 344,000         | 246,120          | 12 232,63         | 23,689           | 1 177,37          | 269,81           | 13 410,00         | 27 810,36         | 41 220,36         |
| <b>TOTAL<br/>Semestre 1</b>        | <b>14 759,00</b>  | <b>1 549,695</b> | <b>73 799,56</b>  | <b>6 505,266</b> | <b>299 199,84</b> | <b>8 054,96</b>  | <b>372 999,40</b> | <b>165 378,06</b> | <b>538 377,46</b> |
| juil-11                            | 1 740,000         | 182,700          | 9 901,82          | 12,290           | 666,07            | 194,99           | 10 567,89         | 27 934,87         | 38 502,76         |
| août-11                            | 1 940,000         | 203,700          | 10 996,89         | 20,740           | 1 119,65          | 224,44           | 12 116,54         | 27 955,89         | 40 072,43         |
| sept-11                            | 2 053,000         | 215,565          | 11 663,50         | 17,713           | 958,38            | 233,28           | 12 621,88         | 28 144,12         | 40 766,00         |
| oct-11                             | 2 017,000         | 211,785          | 11 377,09         | 278,209          | 14 945,39         | 489,99           | 26 322,48         | 28 289,85         | 54 612,33         |
| nov-11                             | 2 646,000         | 277,830          | 14 953,87         | 1 091,309        | 58 737,52         | 1 369,14         | 73 691,39         | 28 293,90         | 101 985,29        |
| déc-11                             | 2 317,000         | 243,285          | 13 103,33         | 1 613,951        | 86 925,79         | 1 857,24         | 100 029,12        | 28 298,06         | 128 327,18        |
| <b>TOTAL<br/>Semestre 2</b>        | <b>12 713,000</b> | <b>1 334,865</b> | <b>71 996,50</b>  | <b>3 034,212</b> | <b>163 352,80</b> | <b>4 369,08</b>  | <b>235 349,30</b> | <b>168 916,69</b> | <b>404 265,99</b> |
| <b>TOTAL<br/>EXERCICE<br/>2011</b> | <b>27 472,00</b>  | <b>2 884,560</b> | <b>145 796,07</b> | <b>9 539,478</b> | <b>462 552,63</b> | <b>12 424,04</b> | <b>608 348,70</b> | <b>334 294,75</b> | <b>942 643,45</b> |



Synthèse des ventes - Récapitulatif saison par sous station

| Sous Station                       | L'ÉQUIPEMENT |            |        |            |            |            |       |            |              |           | SERVIRIE  |            |            |           |        |            |            |            |            |          |
|------------------------------------|--------------|------------|--------|------------|------------|------------|-------|------------|--------------|-----------|-----------|------------|------------|-----------|--------|------------|------------|------------|------------|----------|
|                                    | LES          | MMS        | HTC    | F.U.       | THER       | CHE        | RE    | PU         | TECHES       | SF        | F2        | F3         | F4         | M         | M1     | M2         | M3         | M4         | M5         | Total    |
| Sous Station CRECHE                | 164,380      | 5 391,45   | 49 210 | 5 391,45   | 54 000     | 285,21     | 5,282 | 285,21     | 863,21       | 94 000    | 335,03    | 1 197,76   | 900,94     | 164,16    | 28,054 | 2,637,049  | 5 676,64   | 7 637,04   | 7 637,04   | 5 113,70 |
| Sous Station CENTRE CULTUREL       | 321,730      | 16 044,43  | 46 953 | 16 044,43  | 138 000    | 742,61     | 5,391 | 742,61     | 141,51       | 358 000   | 1 195,54  | 4 988,24   | 3 711,93   | 421,48    | 38,053 | 9 886,940  | 16 977,04  | 9 886,94   | 26 773,95  |          |
| Sous Station ÉPARGNE               | 371,320      | 8 444,04   | 47 616 | 8 444,04   | 18 000     | 189,02     | 5,607 | 189,02     | 91,92        | 302 000   | 3 038,45  | 1 159,07   | 1 066,85   | 529,96    | 28,053 | 8 500,210  | 6 617,08   | 8 500,21   | 11 137,20  |          |
| Sous Station COLLEGE HADIAN        | 594,630      | 28 921,61  | 49 639 | 28 921,61  | 127 000    | 670,81     | 5,282 | 670,81     | 688,81       | 7 027 000 | 3 371,22  | 15 731,78  | 10 655,10  | 1 781,16  | 28,053 | 25 620 440 | 29 327,43  | 28 620 44  | 55 282,87  |          |
| Sous Station LA LAMPROIE           | 340 200      | 16 462 24  | 45 821 | 16 462 24  | 5 297 000  | 5 337,05   | 5,341 | 5 337,05   | 3 530,28     | 98 000    | 2 391,55  | 4 231,44   | 3 370,23   | 1 384,65  | 25,219 | 20 180 385 | 45 000,34  | 20 180 38  | 45 180 38  |          |
| Sous Station LES 9'                | 0,000        | 0,000      |        | 0,000      |            | 0,00       |       |            |              | 0,000     | 0,00      | 0,00       | 0,00       | 0,00      | 0,000  | 0,00       | 0,00       | 0,00       | 0,00       |          |
| Sous Station GS 1                  | 361,075      | 17 590,46  | 48 717 | 17 590,46  |            |            |       |            |              | 670 000   | 2 114,27  | 3 485,90   | 6 985,30   | 1 160,64  | 28,053 | 18 795 610 | 17 590,46  | 18 795,67  | 38 386,13  |          |
| Sous Station GS 2                  | 911,600      | 9 389,62   | 40,00  | 9 389,62   |            |            |       |            |              | 241 000   | 782,16    | 3 045,23   | 2 572,60   | 420,72    | 28,053 | 6 160 330  | 6 389,62   | 6 389,62   | 16 192,45  |          |
| Sous Station BTC BA                | 8,210        | 400,32     | 48,00  | 400,32     |            |            |       |            |              | 47 000    | 52,54     | 93,28      | 490,91     | 82,08     | 28,053 | 1 318,310  | 600,82     | 1 318,51   | 1 710,33   |          |
| Sous Station ESCAPE 2000           | 305,286      | 14 026,97  | 41,567 | 14 026,97  |            |            |       |            |              | 388 000   | 1 252,08  | 4 671,41   | 4 054,38   | 673,92    | 28,053 | 10 828 370 | 14 626,97  | 10 828,57  | 25 655,54  |          |
| Sous Station 26 - BAR B            | 584,540      | 28 538,97  | 47,857 | 28 538,97  | 3 714 000  | 19 691,79  | 5,266 | 19 691,79  | 18 091,79    | 884 000   | 2 868,35  | 1 664,58   | 9 714,42   | 1 543,22  | 25,219 | 25 293 170 | 46 230,78  | 22 293,27  | 68 524,05  |          |
| Sous Station 12 01 02              | 1 211,560    | 58 023,99  | 48,552 | 58 023,99  | 3 555 000  | 19 867,36  | 5,282 | 19 867,36  | 18 567,36    | 3 949 000 | 3 494,85  | 10 241,83  | 10 916,68  | 1 811,32  | 25,219 | 26 454 720 | 27 311,34  | 26 454,72  | 103 646,66 |          |
| Sous Station HYDROSTAR             | 0,000        | 0,000      |        | 0,000      |            |            |       |            |              | 1 062 000 | 2 759,91  | 5 074,04   | 865,39     | 148,44    | 28,054 | 2 394 590  | 5 798,00   | 2 394,59   | 8 182,59   |          |
| Sous Station 1                     | 953,340      | 48 029,38  | 44,92  | 48 029,38  | 4 950 000  | 28 310,37  | 5,319 | 28 310,37  | 3 710,37     | 1 943 000 | 4 596,21  | 13 933,50  | 14 001,85  | 2 344,52  | 25,219 | 31 889 100 | 72 349,93  | 31 889,12  | 110 230,05 |          |
| Sous Station 20 - 01 - 02          | 1 002,405    | 51 410,65  | 44,528 | 51 410,65  | 3 689 000  | 19 841,11  | 5,303 | 19 841,11  | 9 564,11     | 5 536 000 | 5 055,16  | 16 014,03  | 2 681,52   | 2 681,52  | 28 053 | 38 736 400 | 72 971,77  | 38 736,40  | 117 708,17 |          |
| Sous Station APP-MEC               | 115,360      | 5 628,58   | 44,078 | 5 628,58   |            |            |       |            |              | 170 000   | 206,50    | 1 516,37   | 1 251,07   | 209,57    | 28,053 | 2 388,410  | 5 628,58   | 3 388,41   | 9 004,99   |          |
| Sous Station 1                     | 899,596      | 41 315,52  | 48,064 | 41 315,52  | 4 507 000  | 23 865,91  | 5,266 | 23 865,91  | 23 864,97    | 1 254 000 | 3 908,05  | 11 801,08  | 13 592,87  | 2 101,97  | 25,219 | 30 363 700 | 65 182,49  | 30 363,70  | 95 546,19  |          |
| BUREAU OPHEIA                      | 31,040       | 1 500,85   | 48,346 | 1 500,85   |            |            |       |            |              | 53 000    | 172,04    | 689,78     | 582,58     | 92,52     | 28,054 | 1 486 868  | 1 500,85   | 1 486,86   | 2 987,71   |          |
| Sous Station U                     | 265,745      | 37 879,41  | 48,200 | 37 879,41  | 3 587 000  | 19 026,24  | 5,318 | 19 026,24  | 15 078,74    | 1 190 000 | 3 399,70  | 10 883,13  | 11 562,13  | 1 938,08  | 25,219 | 27 987 940 | 56 296,15  | 27 987,94  | 84 974,09  |          |
| Sous Station HOTO 90               | 312,110      | 1 527,32   | 48,161 | 1 527,32   |            |            |       |            |              | 35 000    | 111,58    | 442,24     | 364,89     | 61,08     | 28,053 | 981 740    | 1 527,32   | 981,74     | 2 509,11   |          |
| Sous Station OPEL                  | 147,630      | 7 162,91   | 48,523 | 7 162,91   |            |            |       |            |              | 98 000    | 642,71    | 2 301,89   | 2 064,30   | 365,77    | 28,054 | 5 554 620  | 7 162,91   | 5 554,62   | 12 713,53  |          |
| Sous Station SCARTECH/RESHAUP      | 42,933       | 2 099,13   | 48,893 | 2 099,13   | 15 000     | 80,06      | 5,338 | 80,06      |              | 37 000    | 120,11    | 467,53     | 385,23     | 64,56     | 28,052 | 1 037 000  | 2 179,20   | 1 037,23   | 3 217,13   |          |
| Sous Station SCARTECH              | 142,520      | 6 912,08   | 48,499 | 6 912,08   |            |            |       |            |              | 41 000    | 131,10    | 518,09     | 427,46     | 71,52     | 28,053 | 1 190 170  | 6 912,08   | 1 190,17   | 8 082,25   |          |
| Sous Station EUROMASTER            | 88,326       | 4 331,28   | 48,932 | 4 331,28   |            |            |       |            |              | 105 000   | 340,74    | 1 216,75   | 1 094,21   | 83,38     | 28,053 | 2 905 600  | 4 331,28   | 2 905,60   | 7 272,88   |          |
| Sous Station HIBUS                 | 28,480       | 1 385,07   | 48,059 | 1 385,07   | 16 000     | 92,182     | 5,302 | 92,182     |              | 16 000    | 178,51    | 694,95     | 573,43     | 96,00     | 28,053 | 1 542 890  | 1 385,07   | 1 542,89   | 2 927,86   |          |
| Sous Station 1 FERRAILE 1          | 161,975      | 3 008,91   | 49,578 | 3 008,91   |            |            |       |            |              | 294 000   | 921,82    | 3 388,54   | 2 968,93   | 495,84    | 28,053 | 7 987 130  | 8 008,81   | 7 987,13   | 16 053,94  |          |
| Sous Station EXPERTS AUTO ASSOCIES | 15,465       | 743,48     | 48,673 | 743,48     |            |            |       |            |              | 39 000    | 118,57    | 492,29     | 452,61     | 68,04     | 28,053 | 1 094 070  | 743,48     | 1 094,07   | 1 837,49   |          |
| Sous Station HOTEL BOWSAI          | 140,910      | 6 074,14   | 48,789 | 6 074,14   |            |            |       |            |              | 48 000    | 220,71    | 859,23     | 788,96     | 118,68    | 28,053 | 1 980 570  | 6 874,84   | 1 980,57   | 8 782,41   |          |
| Sous Station ART INFORMATION       | 20,149       | 981,87     | 48,003 | 981,87     | 459 000    | 2 423,91   | 5,383 | 2 423,91   |              | 34 000    | 102,38    | 429,63     | 384,49     | 59,45     | 28,056 | 953 938    | 981,87     | 953,91     | 1 935,78   |          |
| Sous Station SIDA                  | 31,650       | 1 581,91   | 48,450 | 1 581,91   |            |            |       |            |              | 41 000    | 139,58    | 543,33     | 448,29     | 75,12     | 28,053 | 1 205 300  | 1 581,91   | 1 205,30   | 2 788,21   |          |
| Sous Station 17 RECAMI             | 125,610      | 6 198,47   | 49,008 | 6 198,47   |            |            |       |            |              | 140 000   | 319,13    | 2 021,24   | 1 648,14   | 279,38    | 28,054 | 4 488 570  | 6 198,47   | 4 488,57   | 13 594,80  |          |
| Sous Station BIL-CEA               | 39,293       | 1 915,92   | 48,740 | 1 915,92   |            |            |       |            |              | 68 000    | 223,87    | 871,88     | 719,38     | 148,28    | 28,458 | 1 983 930  | 1 915,92   | 1 983,81   | 3 879,73   |          |
|                                    | 0,000        | 0,000      |        | 0,000      |            |            |       |            |              | 68 000    | 0,00      | 0,00       | 0,00       | 0,00      | 0,000  | 0,00       | 0,00       | 0,00       | 0,00       |          |
|                                    | 0,000        | 0,000      |        | 0,000      |            |            |       |            |              | 0,000     | 0,00      | 0,00       | 0,00       | 0,00      | 0,000  | 0,00       | 0,00       | 0,00       | 0,00       |          |
|                                    | 0,000        | 0,000      |        | 0,000      |            |            |       |            |              | 0,000     | 0,00      | 0,00       | 0,00       | 0,00      | 0,000  | 0,00       | 0,00       | 0,00       | 0,00       |          |
|                                    | 0,000        | 0,000      |        | 0,000      |            |            |       |            |              | 0,000     | 0,00      | 0,00       | 0,00       | 0,00      | 0,000  | 0,00       | 0,00       | 0,00       | 0,00       |          |
|                                    | 0,000        | 0,000      |        | 0,000      |            |            |       |            |              | 0,000     | 0,00      | 0,00       | 0,00       | 0,00      | 0,000  | 0,00       | 0,00       | 0,00       | 0,00       |          |
| Grand Total                        | 9 599,481    | 442 952,63 | 48,488 | 442 952,63 | 27 477,068 | 149 798,07 | 1 197 | 149 798,07 | 1 183 796,97 | 3 272 000 | 47 214,45 | 173 574,17 | 173 574,17 | 27 477,07 | 3 288  | 294 194,75 | 681 348,78 | 339 294,75 | 642 843,65 |          |

## Détail de la révision de prix

### REVISION R1

|       | INDICES DE BASE | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11  | mai-11  | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11  | nov-11  | dec-11  |
|-------|-----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| As2s  | 6907,08         | 8353,43 | 8353,43 | 8353,43 | 8353,43 | 8353,43 | 8353,43 | 8353,43 | 8346,09 | 8346,09 | 8346,09 | 8346,09 | 8346,09 |
| PFK   | 43,896          | 46,212  | 46,212  | 46,212  | 46,212  | 46,212  | 46,212  | 46,212  | 46,221  | 46,221  | 46,221  | 46,221  | 46,221  |
| THs2s | 3,783           | 3,272   | 3,272   | 3,272   | 3,272   | 3,272   | 3,272   | 3,272   | 4,569   | 4,569   | 4,536   | 4,536   | 4,536   |
| TEs2s | 3,487           | 3,245   | 3,245   | 3,245   | 3,274   | 3,274   | 3,274   | 3,942   | 3,942   | 3,909   | 3,909   | 3,909   | 3,909   |
| R1T   | 0,595           | 0,595   | 0,595   | 0,595   | 0,390   | 0,390   | 0,390   | 0,390   | 0,595   | 0,595   | 0,595   | 0,595   | 0,595   |
| FOL   | 484,89          | 445,75  | 482,94  | 539,20  | 547,76  | 599,87  | 524,88  | 545,88  | 508,02  | 529,37  | 520,51  | 549,00  | 555,91  |
| TCGN  | 0,119           | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   |

#### FORMULE DE REVISION

$$0,94 \times 0,88 \times \text{THs2s} / \text{THs2s} + 0,12 \times \text{TEs2s} / \text{TEs2s} - 0,01 \times \text{As2s} / \text{As2s} - 0,19 \times \text{R1T} / \text{R1T}$$

|                         | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11 | mai-11 | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11 | nov-11 | dec-11 |        |
|-------------------------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|--------|
| Coefficient de révision | 1,0090  | 1,0136  | 1,0193  | 1,1006 | 1,1007 | 1,1057  | 1,1057  | 1,2010  | 1,2037  | 1,1951 | 1,1974 | 1,1982 |        |
| PRIX R1 (MWh)           | 44,950  | 45,355  | 45,551  | 45,818 | 49,822 | 49,802  | 49,701  | 54,196  | 53,985  | 54,106 | 53,720 | 53,823 | 53,859 |
| PRIX R1€ (M3)           | 4,7198  | 4,7623  | 4,7840  | 4,8109 | 5,2324 | 5,2102  | 5,2187  | 5,6907  | 5,6685  | 5,6812 | 5,6406 | 5,6515 | 5,6553 |

### REVISION R1P

| LOGEMENT | INDICES DE BASE | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11  | mai-11  | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11  | nov-11  | dec-11  |
|----------|-----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| AD       | 860,04          | 1052,81 | 1052,81 | 1052,81 | 1082,81 | 1082,81 | 1082,81 | 1082,81 | 1080,70 | 1080,70 | 1080,70 | 1080,70 | 1080,70 |
| THB2s    | 4,035           | 4,291   | 4,291   | 4,291   | 4,510   | 4,510   | 4,510   | 4,510   | 4,510   | 4,510   | 4,510   | 4,510   | 4,510   |
| TEB2s    | 3,274           | 2,828   | 2,828   | 2,828   | 3,047   | 3,047   | 3,047   | 3,047   | 3,047   | 3,047   | 3,047   | 3,047   | 3,047   |
| R        | 0,105           | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   |
| TCGN     | 0,119           | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   |

#### FORMULE DE REVISION

$$0,01 \times \text{Ab/Ab} + 0,75 \times \text{THB2s} / \text{THB2s} + 0,25 \times \text{TEB2s} / \text{TEB2s} + 0,02 \times \text{TCGN} / \text{TCGN} - 0,03 \times \text{R/R}$$

|                               | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11  | mai-11  | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11  | nov-11  | dec-11  |
|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Coefficient de révision       | 1,0458  | 1,0458  | 1,0458  | 1,1035  | 1,1035  | 1,1035  | 1,1035  | 1,1035  | 1,1035  | 1,1035  | 1,1035  | 1,1035  |
| PRIX R1P (MWh)                | 53,000  | 55,4274 | 55,4274 | 55,4274 | 58,4855 | 58,4855 | 58,4855 | 58,4855 | 58,4855 | 58,4855 | 58,4855 | 58,4855 |
| PRIX R1P€ (coefficient 0,105) | 5,565   | 5,8199  | 5,8199  | 5,8199  | 6,1410  | 6,1410  | 6,1410  | 6,1410  | 6,1410  | 6,1410  | 6,1410  | 6,1410  |

| TERTIAIRE | INDICES DE BASE | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11  | mai-11  | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11  | nov-11  | dec-11  |
|-----------|-----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Ab        | 860,04          | 1052,81 | 1052,81 | 1052,81 | 1082,81 | 1082,81 | 1082,81 | 1080,70 | 1080,70 | 1080,70 | 1080,70 | 1080,70 | 1080,70 |
| THB2s     | 4,035           | 4,291   | 4,291   | 4,291   | 4,510   | 4,510   | 4,510   | 4,647   | 4,647   | 4,647   | 4,881   | 4,881   | 4,881   |
| TEB2s     | 3,274           | 2,828   | 2,828   | 2,828   | 3,047   | 3,047   | 3,047   | 3,184   | 3,184   | 3,184   | 3,398   | 3,398   | 3,398   |
| R         | 0,105           | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   | 0,000   |
| TCGN      | 0,119           | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   | 0,119   |

#### FORMULE DE REVISION

$$0,01 \times \text{Ab/Ab} + 0,75 \times \text{THB2s} / \text{THB2s} + 0,25 \times \text{TEB2s} / \text{TEB2s} + 0,02 \times \text{TCGN} / \text{TCGN} - 0,03 \times \text{R/R}$$

|                               | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11  | mai-11  | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11  | nov-11  | dec-11  |
|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Coefficient de révision       | 1,0458  | 1,0458  | 1,0458  | 1,1035  | 1,1035  | 1,1035  | 1,1396  | 1,1396  | 1,1396  | 1,1396  | 1,1956  | 1,1956  |
| PRIX R1P (MWh)                | 53,000  | 55,4274 | 55,4274 | 55,4274 | 58,4855 | 58,4855 | 58,4855 | 60,3882 | 60,3882 | 60,3882 | 63,3668 | 63,3668 |
| PRIX R1P€ (coefficient 0,105) | 5,565   | 5,8199  | 5,8199  | 5,8199  | 6,1410  | 6,1410  | 6,1410  | 6,3408  | 6,3408  | 6,3408  | 6,6535  | 6,6535  |

### REVISION R2

|          | INDICES DE BASE | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11 | mai-11 | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11 | nov-11 | dec-11 |
|----------|-----------------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|
| EMT      | 103,10          | 123,4   | 129,8   | 129,8   | 129,8  | 129,8  | 129,8   | 129,8   | 129,8   | 136,1   | 136,1  | 136,1  | 136,1  |
| ICHT-IME | 97,22           | 103,4   | 103,4   | 103,4   | 105,1  | 105,1  | 105,1   | 106,2   | 106,2   | 107,7   | 107,7  | 107,7  | 107,7  |
| FD       | 807,30          | 110,9   | 111,1   | 110,8   | 111    | 111    | 112     | 112,4   | 113,3   | 113,2   | 113,5  | 113,7  | 113,7  |
| R1T      | 878,50          | 951,9   | 951,9   | 951,9   | 959    | 969,8  | 980,3   | 982,2   | 983,3   | 988,2   | 989,8  | 990,9  | 991,9  |

#### FORMULE DE REVISION R21

EMT/EMT

|                         | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11 | mai-11 | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11 | nov-11 | dec-11 |
|-------------------------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|
| Coefficient de révision | 1,1969  | 1,2590  | 1,2590  | 1,2590 | 1,2590 | 1,2590  | 1,2590  | 1,2590  | 1,3201  | 1,3201 | 1,3201 | 1,3201 |
| PRIX R21 LOGEMENT       | 2,5474  | 3,0490  | 3,2072  | 3,2072 | 3,2072 | 3,2072  | 3,2072  | 3,2072  | 3,2072  | 3,3628 | 3,3628 | 3,3628 |
| PRIX R21 TERTIAIRE      | 2,5474  | 3,0490  | 3,2072  | 3,2072 | 3,2072 | 3,2072  | 3,2072  | 3,2072  | 3,2072  | 3,3628 | 3,3628 | 3,3628 |

#### FORMULE DE REVISION R22

$$0,15 \times 0,70 \times \text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME} + 0,15 \times \text{FD} / \text{FD}$$

|                         | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11  | mai-11  | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11  | nov-11  | dec-11  |
|-------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Coefficient de révision | 1,0479  | 1,0482  | 1,0478  | 1,0588  | 1,0588  | 1,0602  | 1,0607  | 1,0608  | 1,0608  | 1,0759  | 1,0809  | 1,0812  |
| PRIX R22 LOGEMENT       | 9,2094  | 9,6505  | 9,6533  | 9,6494  | 9,7509  | 9,7509  | 9,7638  | 9,8421  | 9,8522  | 9,9415  | 9,9544  | 9,9572  |
| PRIX R22 TERTIAIRE      | 11,8724 | 12,4411 | 12,4446 | 12,4399 | 12,5705 | 12,5705 | 12,5871 | 12,6860 | 12,7011 | 12,7011 | 12,8163 | 12,8364 |

#### FORMULE DE REVISION R23

$$0,15 \times 0,15 \times \text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME} + 0,70 \times \text{RT} / \text{RT}$$

|                         | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11  | mai-11  | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11  | nov-11  | dec-11  |
|-------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Coefficient de révision | 1,0716  | 1,0721  | 1,0710  | 1,0796  | 1,0811  | 1,0826  | 1,0838  | 1,0848  | 1,0857  | 1,0990  | 1,1021  | 1,1010  |
| PRIX R23 LOGEMENT       | 9,5769  | 10,2626 | 10,2674 | 10,2664 | 10,3009 | 10,3023 | 10,3037 | 10,3044 | 10,3030 | 10,5250 | 10,5547 | 10,5442 |
| PRIX R23 TERTIAIRE      | 9,5769  | 10,2626 | 10,2674 | 10,2664 | 10,3009 | 10,3023 | 10,3037 | 10,3044 | 10,3030 | 10,5250 | 10,5547 | 10,5442 |

#### FORMULE DE REVISION R24

NON INDEXEE

|                    | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11 | mai-11 | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11 | nov-11 | dec-11 |
|--------------------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|
| PRIX R24 LOGEMENT  | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458 | 1,7458 | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458 | 1,7458 | 1,7458 |
| PRIX R24 TERTIAIRE | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458 | 1,7458 | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458  | 1,7458 | 1,7458 | 1,7458 |

#### PRIX GLOBAL = R21 + R22 + R23 + R24

|          | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11 | mai-11 | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11 | nov-11 | dec-11 |
|----------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|
| PRIX R21 | 23,0795 | 24,708  | 24,874  | 24,861 | 25,005 | 25,086  | 25,181  | 25,290  | 25,308  | 25,466 | 25,605 | 25,607 |
| PRIX R2T | 25,7425 | 27,499  | 27,665  | 27,659 | 27,824 | 27,906  | 28,004  | 28,135  | 28,157  | 28,315 | 28,460 | 28,490 |

#### COEFFICIENTS CPIS

|                         | janv-11 | fevr-11 | mars-11 | avr-11 | mai-11 | juin-11 | juil-11 | août-11 | sept-11 | oct-11 | nov-11 | dec-11 |
|-------------------------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|--------|
| Coefficient de révision | 1,000   | 1,000   | 1,000   | 1,000  | 1,000  | 1,000   | 1,000   | 1,000   | 1,000   | 1,000  | 1,000  | 1,000  |
| POISSANCE TOTALE        | 12892   | 12716   | 12716   | 12716  | 12716  | 12716   | 12716   | 12716   | 12716   | 12716  | 12716  | 12716  |
| SUBSCRIT (MW)           |         |         |         |        |        |         |         |         |         |        |        |        |



## Synthèses des ventes cogénération

| PERIODES                | PRIME<br>FIXE     | N°<br>FACT    | ENERGIE LIVREE   |                  |                   |             |              | ENERGIE NON LIVREE |             | R.E.E            | TOTAL               |
|-------------------------|-------------------|---------------|------------------|------------------|-------------------|-------------|--------------|--------------------|-------------|------------------|---------------------|
|                         |                   |               | MWH              | PPE PPR          | PPC               | TICOM       | P.U.         | MWH                | HT          |                  |                     |
| JANVIER                 | 82 536,00         | 854 CD 1P0039 | 1 836,011        | 12 930,60        | 112 216,99        |             | 68,163       |                    |             |                  | 207 683,59          |
| FEVRIER                 | 82 536,00         | 854 CD 1Q0052 | 1 463,098        | 10 372,60        | 89 424,55         |             | 68,209       |                    |             |                  | 182 333,15          |
| MARS                    | 107 731,20        | 854 CD 1R0051 | 1 865,353        | 13 208,71        | 114 010,38        |             | 68,201       |                    |             |                  | 234 950,29          |
| AVRIL                   |                   | 854 CD 1S0032 | 10,640           | 76,50            | 610,20            |             | 64,539       |                    |             |                  | 686,70              |
| JUIN                    |                   | 854 CY 00110  | 2,208            | 15,88            | 126,83            |             | 64,543       |                    |             |                  | 142,51              |
| AOUT                    |                   | 854 CY 00111  | 24,022           | 172,72           | 1 546,06          |             | 71,550       |                    |             |                  | 1 718,78            |
| <b>TOTAL Semestre 1</b> | <b>272 803,20</b> |               | <b>5 201,33</b>  | <b>36 777,01</b> | <b>317 934,81</b> | <b>0,00</b> | <b>68,20</b> | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>      | <b>627 515,02</b>   |
| OCTOBRE                 |                   | 854 CY 00148  |                  |                  |                   |             |              |                    |             | 69 617,48        | 69 617,48           |
| OCTOBRE                 |                   | 854 CY 00112  | 11,418           | 81,27            | 727,55            |             | 70,837       |                    |             |                  | 808,82              |
| NOVEMBRE                | 88 260,22         | 854 C.Z 00228 | 1 778,459        | 13 285,07        | 131 179,14        |             | 81,230       |                    |             |                  | 232 724,43          |
| DÉCEMBRE                | 88 260,22         | 854 CA 00371  | 1 878,500        | 14 032,37        | 138 558,16        |             | 81,230       |                    |             |                  | 240 850,75          |
| <b>TOTAL Semestre 2</b> | <b>176 520,44</b> |               | <b>3 668,377</b> | <b>27 398,71</b> | <b>270 464,85</b> | <b>0,00</b> | <b>81,20</b> | <b>0,000</b>       | <b>0,00</b> | <b>69 617,48</b> | <b>544 001,48</b>   |
| <b>TOTAL</b>            | <b>449 323,64</b> |               | <b>8 869,709</b> | <b>64 175,72</b> | <b>588 399,66</b> |             | <b>73,57</b> | <b>0,000</b>       | <b>0,00</b> | <b>69 617,48</b> | <b>1 171 516,50</b> |



*Détail du calcul de redevance au concédant*

**VILLE DE BELFORT**

2011

|                                 |           |
|---------------------------------|-----------|
| Occupation domaine public       | 2 225,11  |
| Frais de gestion et de contrôle | 32 436,00 |

Montant de la redevance : **34 661,11**

Formule d'indexation :

$0,15+0,70*ICHT-IME/ICHT-IME^{\circ}+0,15*FD/FD^{\circ}$

Coefficient au 31/12/2011 1,0812



## Détail des Investissements et amortissements

### VILLE DE BELFORT

#### RENOVATION COGENERATION

|                         |                                      |
|-------------------------|--------------------------------------|
| Investissement :        | 973 160,00                           |
| Durée d'Amortissement : | 132 mois du 01/04/2010 au 31/05/2021 |
| Amortissement annuel :  | 88 469,09                            |

#### POSE COMPTEURS

|                         |                                      |
|-------------------------|--------------------------------------|
| Investissement :        | 105 684,00                           |
| Durée d'Amortissement : | 132 mois du 01/04/2010 au 31/05/2021 |
| Amortissement annuel :  | 9 607,64                             |

#### PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES - Immo en cours au 31/12/2011

|                    |           |
|--------------------|-----------|
| Immo en cours pour | 55 440,00 |
|--------------------|-----------|



*Suivi des recettes et dépenses de renouvellement  
et maintien remise en état  
Suivi dotation GER*

**SUIVI DES RECETTES ET DEPENSES DE  
RENOUVELLEMENT  
ET MAINTIEN REMISE EN ETAT**

| SAISON  | Recettes<br>K€ | Dépenses<br>K€ | Solde<br>K€ | Solde cumulé<br>K€ |
|---------|----------------|----------------|-------------|--------------------|
| 2 S2009 | 65,1           | 20,8           | 44,3        | 44,3               |
| 2010    | 130,3          | 133,6          | -3,4        | 41,0               |
| 2011    | 132,6          | 85,0           | 47,6        | 88,6               |

Moyenne    97,7    77,2

**CALCUL DE LA DOTATION THEORIQUE GER**

| SAISON  | Dotations<br>K€ | Reprises<br>K€ | Provision Nette<br>K€ | Solde provision<br>K€ |
|---------|-----------------|----------------|-----------------------|-----------------------|
|         | (1)             | (2)            | (3)=(1)-(2)           | (4)=Cumul (3)         |
| 2 S2009 |                 |                | 0,0                   | 0,0                   |
| 2010    | 195,4           | 154,4          | 41                    | 41,0                  |
| 2011    | 182,3           | 85,0           | 97                    | 138,3                 |



## Détail des dépenses GER

| DATE FIN DES TRAVAUX | NATURE DES TRAVAUX                                             | MONTANT PREVISIONNEL | SOUS-TOTALANCE | FOURNITURES | REQUISIT | M.B.E     | TOTAL GER 1-2 |
|----------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------|----------------|-------------|----------|-----------|---------------|
| 31/12/10             | MAINTIEN ET REMISE EN ETAT CHAUDIERE 4                         | 1 156                |                | 843,07      |          | 843,07    | 843,07        |
| 28/02/11             | MAINTIEN ET REMISE EN ETAT BRULEUR HAMMORTY AWO25              | 3 228                |                | 2 758,01    |          | 2 758,01  | 2 758,01      |
| 31/03/11             | ISOLATION TUYAU EAU FROIDE INCENDIE + RPT BACHE                | 1 024                | 931,00         |             |          | 931,00    | 931,00        |
| 31/05/11             | REFECTION FUITE RESEAU SST Y                                   | 10 504               | 5 655,21       | 115,33      |          | 5 770,54  | 5 770,54      |
| 31/05/11             | REFECTION FUITE ANTENNE MIDAS                                  | 5 052                | 1 745,00       |             |          | 1 745,00  | 1 745,00      |
| 30/04/11             | MAINTIEN ET REMISE EN ETAT COGETEP ET PERAX                    | 1 518                | 1 142,00       |             |          | 1 142,00  | 1 142,00      |
| 30/09/11             | MAINTIEN ET REMISE EN ETAT POMPE RECYCLAGE CHAUDIERE 4         | 3 976                | 1 797,69       | 402,76      |          | 2 200,44  | 2 200,44      |
| 31/07/11             | MAINTENANCE CATALYSEURS                                        | 3 532                | 1 994,00       |             | 1 994,00 |           | 1 994,00      |
| 31/07/11             | MODIFICATION BOUTEILLE MELANGE HYDROSTAR                       | 448                  | 354,00         |             |          | 354,00    | 354,00        |
| 31/10/11             | REFECTION FUITE RESEAU GLACIS                                  | 7 210                | 7 813,00       | 328,28      |          | 8 141,28  | 8 141,28      |
| 30/09/11             | MAINTIEN ET REMISE EN ETAT EXPANSION CHAPUZET                  | 548                  | 115,00         | 324,05      |          | 439,05    | 439,05        |
| 30/11/11             | MAINTIEN ET REMISE EN ETAT DILATOFLEX SORTIES TURBO GE1 ET GE2 | 1 494                | 1 326,58       |             |          | 1 326,58  | 1 326,58      |
| 10/11/11             | INTERVENTION-YANNE 3 VOIES COGENERATION                        | 2 631                | 2 630,60       |             |          | 2 630,60  | 2 630,60      |
| 31/12/11             | REEMPLACEMENT CULASSE B4                                       | 4 110                | 4 109,85       |             |          | 4 109,85  | 4 109,85      |
| 31/12/11             | REEMPLACEMENT THERMOCOUPLE B4                                  | 771                  | 770,58         |             |          | 770,58    | 770,58        |
| 31/12/11             | INTERVENTION PRESSON HUILE ANNI                                | 527                  | 517,30         |             |          | 517,30    | 517,30        |
| 31/12/11             | REEMPLACEMENT PE SUR VANNES PRIMAIRES SST Y ET GYMNASE         | 979                  |                | 696,55      |          | 696,55    | 696,55        |
| 31/12/11             | REFECTION FUITE RESEAU AUDI ET VAG                             | 7 064                | 6 427,88       |             |          | 6 427,88  | 6 427,88      |
| 31/12/11             | REAMENAGEMENT DE L'ANCIENNE ZONE "CHARBON"                     | 22 628               | 19 500,00      | 8 205,89    |          | 27 705,89 | 27 705,89     |
| 31/12/11             | MAINTIEN ET REMISE EN ETAT POMPE A GLYCOL STOCKAGE COGE        | 299                  |                | 251,80      |          | 251,80    | 251,80        |
| 31/12/11             | FABRICATION 20 DALLES BETON POUR CANIVEAU RESEAU               | 2 094                | 6 500,00       |             |          | 6 500,00  | 6 500,00      |
|                      |                                                                | 90 642,33            | 43 339,48      | 13 925,49   |          | 75 019,57 | 77 245,57     |
|                      | FRAS DE GESTION GER                                            |                      |                |             |          |           | 7 726,34      |
|                      | TOTAL                                                          |                      |                |             |          |           | 84 971,91     |



Copies des Factures de dépenses GER

**HANWORTHY Combustion SAS**

ZONNE INDUSTRIELLE  
 1 PLACE GUTENBERG  
 52175 TEMPLEVALE - FRANCE  
 Téléphone : +33 (0)320991070  
 Fax : +33 (0)320991095  
 N° SIRET HC : 5220753020029 SIRET succursale : 372 630 6  
 I.C.F. : 15085  
 N° d'agrément ministériel : FR28532075302

**Facture**

| NUMERO | DATE     |
|--------|----------|
| 521878 | 16/12/10 |



Combustion  
 HANWORTHY COMBUSTION SAS  
 1 PLACE GUTENBERG  
 52175 TEMPLEVALE

DALICA FRANCE

16 Dec. 2010

BP 31054  
 FULDNY  
 54276 ESPY - LES NANCY

Ref client :

UN CLIENT QUALITE  
**Bon Livr. n°** 9554 du 10/12/10  
 Expediteur : GBLE4 HS

Objet de la facture  
**GALIA BELFORT**  
**CHAUFFERIE DES GLACIS**  
**RUE MARIE BONNET**  
**90000 BELFORT**

VOS REPERENCES  
 COT. D2VCI785472

| Références | Description                                                                              | Qté  | Px unitaire | Montant HT | *  |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------------|------------|----|
|            | VOTRE DEMANDE D'ACHAT DE 10000 KG DE VALETTE FRANCO N° DE CA 1744529 - COTI PRCAI FULDNY |      |             |            |    |
|            | BILLEUR 40025 MC                                                                         |      |             |            |    |
| 33201400   | PISTON ALU 40X100 MK2                                                                    | 1,00 | 320,00 €    | 320,00 €   | 11 |
| 332010083  | MASSELOTTE POUX DETECTEUR AW                                                             | 1,00 | 6,82 €      | 6,82 €     | 11 |
| 33201144   | ELECTRIQUE TRAI UMAGE AW/31                                                              | 1,00 | 80,00 €     | 80,00 €    | 11 |
| 84050      | SONDE DIAGONALIS AW/NOUVEAU MODELE DIAMETRE 8 MM                                         | 1,00 | 87,44 €     | 87,44 €    | 11 |
| HANW00520  | KIT ENTRETIEN ARBRE CIGUIE LE MI                                                         | 1,00 | 83,17 €     | 83,17 €    | 11 |
| 137704657  | BOUCHON CIGUIELLE 230047114/22000                                                        | 3,00 | 5,17 €      | 15,51 €    | 11 |

| Code         | Base            | Taux   | Montant         | Total HT | Exemples | Total TTC | Acamp  | N° 1 A PAYER |
|--------------|-----------------|--------|-----------------|----------|----------|-----------|--------|--------------|
| 11           | 027,16 €        | 15,57% | 112,00 €        | 87,16 €  | 0,00 €   | 100,19 €  | 0,10 € | 726,15 €     |
| <b>Total</b> | <b>027,16 €</b> |        | <b>112,00 €</b> |          |          |           |        |              |

NETTE AVEL CLAUSE DE PROMETTE SOUSCrite ET MAN FRF EAPF956 A 100  
 CONDITIONS GENERALES DE NETTE AU VRSO  
 Tout paiement à l'échéance sera effectué par mandat de paiement n° 695 du 1954. Toute réclamation  
 devra être adressée au service client de DALICA FRANCE 10000 BELFORT

Attention : Toute réclamation par nos services doit être faite par un personnel compétent  
 A. Ce : notre responsabilité est garantie être assurée

Conditions de règlement : Vt 444 01 - 044 114 334 15 0 100 31/01/11 Valable en France 4 702 23 F  
 1 Livr = 8 5657 FRI



Bonus et systèmes de chauffage

- weishaupt -

Weishaupt SAS - 21 rue André Lionier, B.P. 31219, 80012 Colmar Cedex

Facture 7717189

A régler dès votre paiement

10 DEC 2010

Date: 07.12.2010  
Votre commande: 00001955521  
Date de commande: 07.12.2010  
Compte client: 1040723

DAIKIA FRANCE SA  
DIRECTIF REGIONAL EST  
B.P. 31033 (PUTNOY)  
69274 LEBAY LES HAUTS CROIX

Notre livraison: 16555763  
Date de livraison: 07.12.2010  
Mode d'expédition: Transporteur  
France entière  
Bureau Appareil: Belfort  
2 rue Georges Besse  
81000 Belfort  
Tel: 03 84 21 19 00  
Fax: 03 84 21 54 00  
Page: 1 / 1  
N° interne: 7117189

Vendeur: Frédéric Deloye

Notre référence: 968403 du 07.12.2010

| Pos.            | Description<br>N° de référence            | Quantité | Prix unitaire | Prix total (HT) |
|-----------------|-------------------------------------------|----------|---------------|-----------------|
| 10              | Debut de contrat (incluise TVA)<br>000001 | 2 PCE    | 182,00 EUR    | 364,00          |
|                 | Régime client                             |          | 17,0000 EUR   | 17,00           |
|                 | Bonif à avance                            |          | 7,5000 EUR    | 7,50            |
|                 | Valeur nette du poste                     |          | 119,94 EUR    | 239,87          |
|                 | No. taxii déductible                      | 90269100 |               |                 |
| Total netton HT |                                           |          |               | 239,87          |
| TVA             |                                           |          |               | 44,33           |
| Total           |                                           |          |               | 284,20          |

Conditions d'accepter: 2% pour tout paiement sous 6 jours calendaires  
hors prestations de service (logiciel et SAV)  
Echéance: 15 08 2011

Pour vos remerciements de bien vouloir adresser votre règlement directement à :  
Weishaupt SAS - 21, rue André Lionier, B.P. 31219 - 80012 Colmar Cedex.

Veuillez noter le changement de notre forme juridique en société par actions simplifiée.

CCP 17  
8704  
80012 Colmar Cedex  
Téléphone: 03 84 21 19 00  
Fax: 03 84 21 54 00  
E-mail: weishaupt@weishaupt.com  
Site web: www.weishaupt.com



**HAMWORTHY Combustion SAS**

ZONE NEUTREELLE  
 TR. ACF GUTENBERG  
 59176 TEMPLEVAUX - FRANCE  
 Téléphone : 03 (0)32000010  
 Fax : 03 (0)32000011  
 N° de SIRET : 56701639700228 SIRET de la filiale : 56701639700228  
 N° APE : 4682B  
 N° d'identification TVA : FR2252205382

**Facture**

| NUMERO | DATE     |
|--------|----------|
| 521843 | 04/02/11 |



DALNIA FRANCE

BF 5065  
 P11 100Y  
 54272 ESSEY LES NANCY

- 9 FEB. 2011

Ref client:

COTE D'OR N° 0341106  
**Bon Livr. n°** du 04/02/11  
 Expédition JEP

VOS REFERENCES  
 CDET D0CV179523

Line de livraison  
 DALNIA BELFORT  
 CHAUFFAGE GLACIS CLASSE  
 RUE PIERRE BONNET  
 90000 BELFORT

| Reference | Désignation                                                                                                                                                                                                                                   | Qté  | Px unitaire | Montant HT |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------------|------------|
|           | VOTRE COMMANDE N° D0CV179523 DU<br>CONTRAT DE MA. TANNIQUART<br>BRULLEUR AWU 20<br>CONTRAT 987 2130<br>INTERVENTION DE VOTRE TEC ENCLIN<br>LES 01 ET 02/02/11 SUR BRULLEUR<br>HAMWORTHY CONDENSUS 4000 S<br>SUIVANT BOND'ATTACHEMENT N°179523 |      |             |            |
| IFRANFOR  | FRESATON INTERVENTION SUIVANT<br>BOND'ATTACHEMENT N°179523                                                                                                                                                                                    | 1,00 | 2 170,00 €  | 2 170,00 € |
| CF P03572 | PIECE FOURNIE ET PLACEE SUR SITE<br>INT EN OPTION N°03 1001                                                                                                                                                                                   | 1,00 | 184,71 €    | 184,71 €   |

| Code  | Base       | Taux   | Montant  | Total HT   | Escompte | Total TTC  | Acompte | NET A PAYER |
|-------|------------|--------|----------|------------|----------|------------|---------|-------------|
| 11    | 2 354 71 € | 10,60% | 251,52 € | 2 354 71 € | 0,00 €   | 2 616,23 € | 0,50 €  | 2 615,73 €  |
| Total | 2 354 71 € |        | 251,52 € |            |          |            |         |             |

VEUILLEZ AVOIR SOIN DE REMPLIR LE BORD'ATTACHEMENT DE MANIERE EXPRESSE A NOS  
 CONDITIONS GENERALES DE VENTE AU DETAIL  
 Tout paiement est exigé comptant ou à un délai de 08 jours. Tout paiement  
 effectué par chèque est accepté à 10% par mois (art 52 de la loi n° 72-618 du 29/08/72)

Attention : Toute pièce livrée par nos soins doit être portée par un personnel compétent.  
 Le client est seul responsable de l'usage de la pièce livrée.

Conditions de paiement : Vn: 45 jours de crédit 2 616,23 € CCH 180511 Valeur en France : 16 413,26 F  
 1 Euro = 6 558,57 FMI



BELFORTAINE DE CHAUFFAGE

448 RUR DE NOVILLARD

90400 VEZELOIS

TEL 03 84 56 06 93

FAX 03 84 56 15 66

VEZELOIS LE 31.03.2011

FACTURE 2010,98

11299-1504

DALKIA France

B.P.31063

COMMANDE DCVC 1886149 du 18.03.2011

54272 ESSEY LES NANCY

| DESCRIPTION                                                                                       | U | Q | UNIT<br>PRIX | TOTAL<br>PRIX  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|--------------|----------------|
| TRAVAUX CALORIFUGE SUR TUYAU D EAU FROIDE EN CHAUFFERIE<br>COMPRISE POSE VANNE COUPURE EN 2 POUCE |   |   |              |                |
| MONTANT HT                                                                                        | U | 1 | 931          | 931,00         |
| TRAVAUX REMPLACEMENT MANCHON ANTIVIBRATIL SST X<br>ET POSE PROTECTION                             |   |   |              |                |
| MONTANT HT                                                                                        | U | 1 | 931          | 931,00         |
| <b>TOTAL H.T.</b>                                                                                 |   |   |              | <b>1862,00</b> |
| <b>TVA 19,6 %</b>                                                                                 |   |   |              | <b>364,95</b>  |
| <b>T.T.C.</b>                                                                                     |   |   |              | <b>2226,95</b> |

11 AVR. 2011

N° TVA INTRACOMMUNICATAIRE FR1810384000612 000 10

SIRET 1336400123 000 12



**C.S.T**

S.A.R.L au capital de 7000 Euros  
CHAUFFAGE 70 rue des Mines  
SANITAIRE ZSADJ EUNCOUPT  
TUYAUTERIE Tél/Fax : 03.81.31.11.53  
Siret : 498 747 244 00037 APE 43220  
N° TVA : F757448707258

Trait. Spé - 800

TR  
N° 11299-2803

14 MARS 2011

DALKIA France  
BP 31043  
PIE-NOY  
54272 ESSEY LES NANCY

FACTURE N° FA00036  
Loi 1603/2008

| Désignation                                                                        | P.U. HT | P.T HT        |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------------|
| Réfections à effectuer : Voir du commande n° DCYC18C3354                           |         |               |
| Réfection fuite sur réseau chauffage en saniveau derrière la<br>05 Pnyol à BELFORT | 350,00  | 380,00        |
| <b>Total HT</b>                                                                    |         | <b>380,00</b> |
| <b>TVA 19,80%</b>                                                                  |         | <b>74,48</b>  |
| <b>Total € TTC</b>                                                                 |         | <b>454,48</b> |

Règlement à réception de facture

Pénalités de retard : Taux d'intérêt légal (X) - Pas d'escompte pour règlement anticipé





**60 ANS** AU SERVICE DU BÂTIMENT DE L'INDUSTRIE ET DU PARTICULIER  
1950-2010

**ISOLATIONS**  
**RAUSCHMAIER S.A.S.**

50000 VILLERS  
17800 BELFORT  
17000 COLMAR  
17000 BESANCON  
17000 BESANCON  
17000 BESANCON  
17000 BESANCON

**CLASSE**  
**PROFESSEUR**  
**DAS FIVE**  
**17000 BESANCON**  
**17000 BESANCON**  
**17000 BESANCON**

17000 BESANCON  
17000 BESANCON  
17000 BESANCON  
17000 BESANCON  
17000 BESANCON  
17000 BESANCON  
17000 BESANCON

Travail Spéc - SCD

FACTURE N° : 31030004  
DATE FACTURE : 25/03/2011  
CODE CLIENT : ALCS4001

N° 11299-0504

29 MARS 2011

**DALKIA FRANCE**  
**B.P. 31063**  
**54272 ESSEY LES MANSY**

REF. CHANTIER : 421154 010 DALKIA / CANIVEAU BELFORT  
REF. COMMANDE :

FACTURE N° : 31030004 DALKIA / CANIVEAU BELFORT Page 1

| DESIGNATION DES OUVRAGES | QTE PREVUE | % | UNIT | QTE FACT. | PAIX UNIT. | TOTAL HT |
|--------------------------|------------|---|------|-----------|------------|----------|
|--------------------------|------------|---|------|-----------|------------|----------|

COMMANDE INTERVENANT DU 27/03/11

N° DE DA : 1873693

CODE PROJET : NCL2404

OBJET : CANIVEAU A BELFORT

TRAVAUX REALISES SELON METRE OFFRE  
N° 421154 DU 11/03/11

|                     |     |       |  |        |  |        |
|---------------------|-----|-------|--|--------|--|--------|
| ALUMINIUM DU DESEAU | ENS | 1,000 |  | 822.71 |  | 822.71 |
|---------------------|-----|-------|--|--------|--|--------|

Montant total H.T. 822.71

|                      |               |     |        |
|----------------------|---------------|-----|--------|
| Montant net          | (5396.62 FRF) | EUR | 822.71 |
| Montant TVA à 19.60% | (1057.73 FRF) | EUR | 161.25 |
| Montant TTC          | (6454.35 FRF) | EUR | 983.96 |

DELAI DE PAIEMENT : 45 JOURS EN  
REMBOURSE : 15/03/2011

\* Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé, nos factures étant payables à l'échéance pénalités de retard applicables à 3 fois le taux légal d'intérêt par mois \*\*

QUALITE ET SERVICE AU CLIENT. QUALITE ET SERVICE AU CLIENT. QUALITE ET SERVICE AU CLIENT.





www.cgr-robinetterie.com

Comptoir Général de Robinetterie  
38 avenue Paul Vaillant Couperier - BP 90  
51433 TINGUEUX CEDEX - FRANCE  
TÉ 03 86 79 07 07 - Fax 03 86 79 07 30

SAS au capital de 100 000 € - RCS STRASBOURG 208 847 103  
APE 4520A - N° IDENTIFIANT 51 78 821 163

Trait. Spé - SC

TINGUEUX, le 31/03/2011

04 AVR. 2011

FACTURE N° 5818934

PARITA FRANCE  
BP 31063  
PULNOY  
54272 BESSEY LES NANCY

N° 11299-0504

Cose Client

CGC5403

Page 1/1

| Désignation                                                                                                                    | Quantité | Prix de vente | Rabais | Prix net | Montant HT |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|--------|----------|------------|
| Votre réf. cde : DGVC1676847<br>BL N° : 11035244-02 du 11/03/2011<br>MANCHON REPARAT 1403 120X135<br>Total BL N° : 11035244-02 | 1        | 115,31        | NET    | 115,33   | 115,33     |
|                                                                                                                                |          |               |        |          | 115,33     |

Votre n° ID FVA : FR42458680587

Vous pouvez accéder à votre espace client sur [www.cgr-robinetterie.com](http://www.cgr-robinetterie.com)

Vous pouvez également nous contacter par téléphone au 03 86 79 07 07

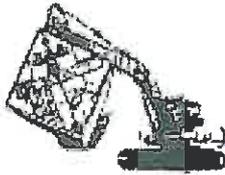
| Total HT | Taux  | T.V.A. Montant | T.T.C. | Devise |
|----------|-------|----------------|--------|--------|
| 115,33   | 19,60 | 22,60          | 137,93 | EUR    |

Mode de règlement

VIREMENT SIMPLE A ECHANCE LE 31/03/2011 (Règle A)

Montant de garantie : 100% (sauf en cas de défaut de paiement de la facture) - délai de paiement : 15 jours à compter de la date de réception de la facture





BÂTIMENT

# SARL IENTILEZZA BT

RUE DES OUCHETS - ZONE INDUSTRIELLE  
90000 BAVILLIERS

ientilezza.sarl@wanadoo.fr

Tel. 03 84 21 14 20 - Fax. 03 84 54 06 54

Trait. Spé - SCO

DALKIA France

Tel  
N° 11299 - 0405

BP 33063  
PULNOY

54272 KESSEY LES NANCY

Bavilliers, le 30 Avril 2011

## FACTURE N° 2011.04.13

Chaufferie des Glacis à Belfort  
Commune DCVC1025604

Fuite réseau division antenne M221 suivant arçhèvement  
n° 0547

Fouille, dégagement, déblaiement et remblaiement      en      1,00      1 265,00      1 265,00

Fuite réseau primaire antenne SST suivant arçhèvement  
n° 0611

Fouille, dégagement, déblaiement et remblaiement, remise  
en élé. terrain et gaz      en      1,00      4 452,50      4 452,50

MONTANT HT      5 717,50

TVA à 19,60 %      1 120,63

MONTANT TTC      6 838,13

Règlement en 15.06.2011  
Par chèque



LA RECEPTION DE CE BILLET CONSTITUE LA RECEPTION DE LA FACTURE ET DE LA RECEPTION DE LA PARTIE CONCERNÉE / D'UNE COPIE DE LA FACTURE ET D'UNE COPIE DE LA PARTIE CONCERNÉE / D'UNE COPIE DE LA FACTURE ET D'UNE COPIE DE LA PARTIE CONCERNÉE



**C.S.T**

- 3 MARS 2011

S.A.R.L au capital de 7500 Euros  
 CHAUFFAGE 78 rue des Mirces  
 SANITAIRE 55420 EXINCOURT  
 TUYAUTERIE TEL/FAX : 03 83 81 11 93  
 N°W : 458 707 330 D0272 APE 4322B  
 N° TVA : FR 2141770193

DALIA France  
 BP 31083  
 PULNOY  
 54272 ERSEY LES NANCY

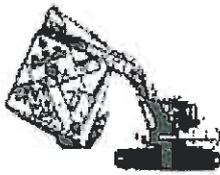
TITRE D'IMPÔT : 8886  
 N° 11299-2803

FACTURE N° FA00032  
 Du 03/03/2011

| Désignation                                                                                                     | P.U. HT | P.T. HT |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|---------|
| <i>Réglement à réception de la facture : Pan de commande n° DCVC1861901</i>                                     |         |         |
| Régulation faite sur réseau chauffage (y compris remise en état calo en fouille) - Etablissement MUIS à BELFORT | 480,00  | 480,00  |
|                                                                                                                 |         |         |
|                                                                                                                 |         |         |
|                                                                                                                 |         |         |
|                                                                                                                 |         |         |
|                                                                                                                 |         |         |
| <b>Total HT</b>                                                                                                 |         | 480,00  |
| <b>TVA 19,60%</b>                                                                                               |         | 94,08   |
| <b>Total € TTC</b>                                                                                              |         | 574,08  |

Réglement à réception de facture  
 Pénalités de retard : Taux d'intérêt légal 10% - Pas d'escompte pour règlement anticipé





BÂTIMENT

# SARL IENTILEZZA BT

RUE DES BUCHETS - ZONE INDUSTRIELLE  
80800 BAVILLIERS

ientilezza.sarl@wanadoo.fr

Tél. 03 84 21 14 20 - Fax. 03 84 54 06 54

Travail Spé - SOU

DALKIA France

N° 11299-0605

BP 3 053

PUENCOY

54272 ESSEY LES NANCY

Bavilliers le 30 Avril 2011

## FACTURE N° 2011.04.13

Chaufferie des Glacis à Belfort  
Compte de DCYC1925494

Faire réseau de chauffe autonome BT - les tuyaux sont attachés au sol  
n° 05-11

Faible, dégrèvement de chauffage et remplissage 1,00 1 265,00 1 265,00

Faire réseau primaire autonome SSI suivant attaches au sol  
n° 05-11

Faible, dégrèvement de chauffage et remplissage, remise  
à l'équilibre et gazan 1,00 4 452,50 4 452,50

MONTANT HT 5 717,50

TVA à 19,60 % 1 120,63

MONTANT TTC 6 838,13

Régulariser en 15/04/2011  
Pas d'acompte



SARL IENTILEZZA BT - 80800 BAVILLIERS - FRANCE - TEL: 03 84 21 14 20 - FAX: 03 84 54 06 54 - MAIL: IENTILEZZA@WANADOO.FR





PLANS PERIS  
 SA AL CAPITAL DE 200 000 F. 04/10 RQ 11 10 2003 02  
 27 RUE DU CHATEAU DE L'ÉTOILE, 08200 BELFORT LES GLACIS  
 N° SIRET 502 001 001 0002 0000

18

**Adresse de règlement:**

6 rue des Trezelais  
 BP 33034 - PULNOY  
 54272 ESSEY LES NANCY Cedex  
 Tél: 0383181111 Fax: 0383181176

**DALKIA FRANCE**  
 6 RUE DES TREZELAIS  
 BP 33034 PULNOY  
 54272 ESSEY LES NANCY CEDEX

308 030 110 41 28 03 20 11



18 774 - 5000 31 03 MARS 2011

**DCWS1723\_BELFORT LES GLACIS**

G1000 G3181  
 HUEFZU

Votre interlocuteur: Christophe Richelet tél. 03.83.18.11.61

Designation:

Quantité Unité Prix Unitaire Montant HT

**DPN COGETEP LES GLACIS BELFORT**

*SUR RE DEVIS DCWS2721 DU 14/11/2010  
 SUR CODE HUCFZU SECTEUR DCV17*

MONTANT TOTAL HT : 12000 € 114200 €

|                                   |           |
|-----------------------------------|-----------|
| Montant HT :                      | 1142,00 € |
| Montant Total TVA                 | 223,83 €  |
| Donc TVA 19,60% sur 1142,00 € (*) | 223,83 €  |



**SEULE TIRE ÉCRITE MOYENNE À 42000 F/AN ET 100000 F/AN ET TACIS CENTS**

TVA applicable à l'achèvement

10% DE TAXES PAYABLES POUR LE 25/02/2011. PENALITÉS DE RETARD D'ACCOMPLISSEMENT EN SHR ET EN CENTS. AVEC BANQUE D'UN MINIMUM DE 31000 F. TACIS CENTS LÉGAUX

000001 [Signature] CFC110317934 DCWS KCJ5XJL [Signature] 1034831109 000116 114200 €



Brâmmes Social - Schiltigheim  
 3, rue de LA HAYE  
 F 67300 SCHILTIGHEIM  
 SAS au capital de 7 925 000 €  
 RCS STRASBOURG B 334 071 234  
 Ident TVA FR 48 304 010 324  
 Tél : 03 83 37 41 42 88  
 Fax : 03 83 37 41 42 77  
 www.brâmmes.fr

Adresse Postale  
 CS 8066  
 F-67122 Brâmmes Cedex

**BRAMMER**  
 Trait. Spé - ECO

TIN  
 N° 11299-2904

N° TVA :

LIBÉLÉ FRANCE  
 BP 11563  
 54272 LORNOY LES BAINS CEDEX

| facture | date       | poste | mode de règlement | client | LIBÉLÉ FRANCE |
|---------|------------|-------|-------------------|--------|---------------|
| 1109794 | 22/04/2011 |       | VIREMENT 46 J EDF | 50235  | LIBÉLÉ FRANCE |

| désignation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | quantité | unité | prix unitaire net | montant hors taxes | Libé |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-------|-------------------|--------------------|------|
| EURS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |          |       |                   |                    |      |
| Service EL N° 6109794 créé le 19/04/2012 à LORNOY LES BAINS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |          |       |                   |                    |      |
| VOIE commode : D00C191859                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |          |       |                   |                    |      |
| Accessoire GLIQUANT 600X12 PX                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 1        |       | 32,30             | 32,30              |      |
| Element TAQUET.WARLOR.PRIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 1        |       | 205,30            | 205,30             |      |
| <p>VOUS VOLE RECEPTIONNER CHAQUE SEMAINE VOS RÈGLEMENTS, EN INDICANT LE DÉTAIL DES ENCOURS BAYERS, EXCLUSIVEMENT A NOTRE FAVEUR SOCIAL :</p> <p>BRAMMER CE BAYERS, 67012 SCHASBOURG CEDEX.</p> <p>POUR UN PAIEMENT PAR VIREMENT, VOUS POUVEZ ACHÉTER LE DÉTAIL A :<br/>       paiement@libele.fr ou par fax au 03 83 37 41 42</p> <p>Pour paiement sous 2 semaines, libé accepte un tel de 0,38 par mois.</p> |          |       |                   |                    |      |
| 28 AVR. 2011                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          |       |                   |                    |      |
| <div style="border: 2px solid black; padding: 5px; display: inline-block;">             PULNOY → CSP<br/>             28 AVR. 2011           </div>                                                                                                                                                                                                                                                           |          |       |                   |                    |      |
| <p>Service au : 30.06.1011<br/>       Nos coordonnées bancaires : BIC : LEBFR33, IGB : 11299, RIB : 50100 00032962345 90</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                  |          |       |                   |                    |      |

|                       |                         |                      |
|-----------------------|-------------------------|----------------------|
| facture n° : 1109794  | montant t.t.c. : 247,60 | net à payer : 293,93 |
| Compte client : 50235 | montant t.t.c. : 247,60 | net à payer : 293,93 |
| Montant TTC : 247,60  | montant t.t.c. : 247,60 | net à payer : 293,93 |
| Devise : EURS         |                         |                      |

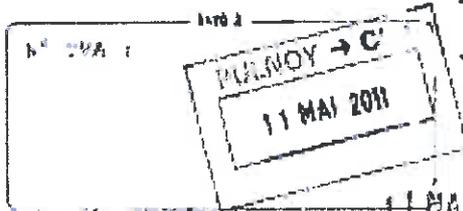
Tous commerces acceptent les chèques libérés des conditions générales de vente figurant au verso des tickets de Brâmmes et aux conditions



Siège Social : Schiltgheim  
 5 rue de la MAYE  
 F 67520 BORN STRASHEIM  
 SAS au capital de 7 000 000 €  
 RCS STRASBOURG B 304 010 234  
 N° TVA FR 48 304 010 234  
 Tél : 03 20 13 28 40 40 50  
 Fax : 03 20 13 28 40 40 77  
 www.brammer.fr

Adresse Postale  
 CR 30056  
 67212 BORNSTRASHEIM Cedex

**BRAMMER**



DALKIA FRANCE  
 BT 31063  
 54272 BOSEY LES NANCY CEDEX

2254

| facture | date       | page | mode de règlement | client | DTTF     |
|---------|------------|------|-------------------|--------|----------|
| 5116766 | 16/05/2011 | 1    | VIREMENT 15 J FOM | 50235  | AF<br>AO |

| designation                                                                                                                             | quantité | unité | prix unitaire<br>HT | montant<br>HT base | total |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-------|---------------------|--------------------|-------|
| EURO                                                                                                                                    |          |       |                     |                    |       |
| votre BL N° 6769641 livré le 02/05/2011 à DALKIA BELFORT<br>votre commande : DVC21905619<br>Accessoire CLINQUANT 12, 125000A<br>2370091 | 1        | 1     | 28,50               | 28,50              |       |
| Accessoire CLINQUANT 12, 125000A<br>2370091                                                                                             | 1        | 1     | 32,10               | 32,10              |       |

NOUS VOUS REMERCIONS D'ADRESSER VOS PROBLEMES, EN INDIQUANT LE DETAIL  
 DES FACTURES PAYEES, EXCLUSIVEMENT A NOTRE BUREAU SOCIAL :  
 BRAMMER CR 30056, 67212 STRASHEIM CEDEX.

POUR UN PAIEMENT PAR VIREMENT, VOUS POUVEZ ADRESSER LE DETAIL A  
 client@brammer.fr OU PAR FAX AU 03 20 13 28 54

Pour paiement sous 2 semaines, l'acompte accepté est de 1.35 par mois.

**Trait. Spé - BCO**  
 N° 112 99 - 12 05

Emission au : 16.05.2011  
 Nos coordonnées bancaires : BNP PARIBAS STRASBOURG 1199 0000 03032662365 00

|                          |             |
|--------------------------|-------------|
| facture n° : 5116766     | not à payer |
| Compte Client: 50235     |             |
| Montant TTC : *****72,4€ |             |
| Reversé : RUCO           |             |

| code | merchandises h.t. | total v.b. | montant L.V.A. |
|------|-------------------|------------|----------------|
|      | 60,60             | 2,60       | 11,00          |
| code | port              | pte        | total L.V.A.   |
|      |                   |            |                |
|      |                   |            | 72,43<br>EURO  |

En commandant vos biens, vous acceptez les conditions générales de vente figurant au verso. Les Tribunaux de Strasbourg sont seuls compétents  
 pour connaître de tout litige avec notre société. Vos nos conditions générales de vente figurant au verso.



Facture N° : 72,25

DATE 5/08/2011

|                                                                                     |                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| <b>Cliant :</b><br>DALMIA France<br>REGION EST<br>TSA 11278<br>53001 LILLE CEDEX 01 | <b>Type matériel :</b><br>intervention sur site |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|

N° TVA FR42456300137

N° DE CDE CCVC 1997485

**PRESTATIONS REALISEES**

Remise en état générale pompe SALMSON ET MOTEUR 3 KA

MONTANT H.T. 1787,68 E

T.V.A. (19,6%) 352,36 E

MONTANT T.T.C. 2150,03 E

Mois de 30 jours / D.V.

Garantie limitée de prestations, clause de réserve propriété et pénalité de retard  
les travaux réalisés ainsi que les matériels sont garantis pour une durée de 6 mois à la date de livraison  
Les marchandises restent notre propriété jusqu'au paiement intégral du montant  
Pénalité de retard 1 % lors de la loi d'intérêt légal  
Pas d'escompte en cas de paiement anticipé

A.E.M.I. - Maison des entreprises - Chemin de Courde - 59142 BOUVIGNY  
Tél : 03 84 77 74 99 - Portable : 03 81 15 25 19 - Fax : 03 84 27 82 51 - RCS BOUVIGNY  
LILLE au capital de 7500 Euros - SIRET 4345107080013 - A.P.E. 291 A-N° TVA FR42456300137



LE MINISTRE GÉNÉRAL DE BOUQUETIÈRE  
 05 chemin Paul Valéry Les Aulxier - BP 31  
 21433 Fontaine-Claire - FRANCE  
 Tel : 03 20 75 07 07 - Fax 03 20 75 07 00  
 MAIL : GUYON@BOUQUETIERE-BOUQUETIERS.COM  
 WWW.BOUQUETIERE-BOUQUETIERS.COM



BIQUELIX le 31 / 08 / 2011

**FACTURE N° 5887963**

DAKIA FRANCE  
 REGION EST  
 TSA 11299  
 59036 LILLE CEDEX 9

Code Client DAK900

Page 1/1

| DESCRIPTION                                                                                                                                                                                                                                | QUANTITE | UNITÉ | PREMIER PRIX | DEBIT      | PREMIER PRIX | QUANTITE     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-------|--------------|------------|--------------|--------------|
| Votre réf. code : DCVC2048326 Votre réf. chantier : HCFABR Quémille<br>SL N° : 11118834-00 du 23 / 08 / 2011<br>BRIDE FLÈCHE P10 DN250<br>JOINT DE BRIDE J400 BRIDE P10<br>Participation aux frais de livraison<br>Total SL N° 11118834-00 |          |       |              |            |              |              |
|                                                                                                                                                                                                                                            | 2        |       | 42,64        | NET        | 42,64        | 81,28        |
|                                                                                                                                                                                                                                            | 2        |       | 4,74         | NET        | 4,74         | 9,48         |
|                                                                                                                                                                                                                                            |          |       |              |            |              | 14,00        |
|                                                                                                                                                                                                                                            |          |       |              |            |              | 104,76       |
| Votre n° ID TVA : FR42456500537<br>Au vu de cette facture nous avons émis un mandat de paiement à l'ordre de<br>TVA acc. Votre n° de client<br>le département TVA FR 51 214 211 193                                                        |          |       |              |            |              |              |
| <b>TOTAL HT</b>                                                                                                                                                                                                                            |          |       |              | <b>TVA</b> | <b>TTC</b>   | <b>DEBIT</b> |
| 104,76                                                                                                                                                                                                                                     |          |       | 9,63         | 20,58      | 125,29       | EUR          |

MODE DE PAIEMENT : B CDB A ECHEANCE LE 31 / 10 / 2011 (Relève)

Reçu de l'exploitant. Toute modification de cette facture peut entraîner la suspension de la facture et la mise en attente de la facture.





Z'les colonnes N° 7  
1 rue Gustave Eiffel  
F 90100 La Plaine Bouchard  
Tel 33 (0)3 90 10 30 10  
Fax 33 (0)3 90 10 8 58  
E-mail info@coem.fr  
www.coem.fr



COGESTAR 1  
Région EST  
TSA 71514  
8038 JULIE Cedex 9

# Facture 003763

N° d'identification de la facture - FR 10 431 851 540

| Facture N°                     | Code Client | Date     |
|--------------------------------|-------------|----------|
| 003763                         | 98COGESTAR3 | 06/05/11 |
| Votre Référence : DCVCS1921128 |             |          |
| Bon de livraison : 065881      |             |          |
| Expédition : GLS               |             |          |

| Lieu de livraison                                           |                    |
|-------------------------------------------------------------|--------------------|
| COGESTAR 1<br>Région EST<br>TSA 71514<br>8038 JULIE Cedex 9 |                    |
| Tel 03 90 52 29 99                                          | Fax 03 28 52 29 93 |

| Référence                                                                                                                     | Désignation                                                                           | Qté | P.U.N.T. | Remise | P.U. Net | Montant HT |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-----|----------|--------|----------|------------|-----|
|                                                                                                                               | COA334C<br>A l'attention de Mr PRADOUX<br>WCN# N°DCVCS1921128 du 18.04.11             |     |          |        |          |            |     |
| DCNET DE82                                                                                                                    | Coproduction BETHONCOURT<br>N°lotage Catalyseur pour Motor DEUTZ<br>820016K           | 2   | 477,00   |        | 477,00   | 1 354,00   | V19 |
| DCNET JTS34                                                                                                                   | Kit de trois Housse T pour pot catalytique (3 mètres)                                 | 2   | 180,00   |        | 180,00   | 360,00     | V19 |
| DCNET-TRAN                                                                                                                    | transport Catalyseurs A/R sur Site BETHONCOURT                                        | 1   | 280,00   |        | 280,00   | 280,00     | V19 |
| DCNET DE82                                                                                                                    | Coproduction CHAUFFERIE GLACIS<br>N°lotage Catalyseur pour Motor DEUTZ<br>820016K 425 | 2   | 477,00   |        | 477,00   | 1 354,00   | V19 |
| DCNET JTS34                                                                                                                   | Kit de 3 Housse T pour pot catalytique (3 mètres)                                     | 2   | 180,00   |        | 180,00   | 360,00     | V19 |
| DCNET-TRAN                                                                                                                    | transport Catalyseurs A/R sur Site GLACIS                                             | 1   | 280,00   |        | 280,00   | 280,00     | V19 |
| Total engins à 4788Euros HT<br>Facturation inférieure car montage en deux lots<br>Vu avec Mr Pradox le 05 05 11 par téléphone |                                                                                       |     |          |        |          |            |     |

| Code         | Taux              | Montant | Total HT      | Escompte | Total TTC | Escompte | NET A PAYER |
|--------------|-------------------|---------|---------------|----------|-----------|----------|-------------|
| V19          | 3 853,00 €        | 19,00%  | 751,05        | 0,00     | 1 709,05  | 0,00     | 4 769,55 €  |
| <b>Total</b> | <b>3 853,00 €</b> |         | <b>751,05</b> |          |           |          |             |

Cette facture est payable à la date prévue par les parties. En cas de paiement anticipé, le client se réserve le droit de représenter le chèque libéré et de réajuster le montant. En cas de paiement anticipé, le client se réserve le droit de représenter le chèque libéré et de réajuster le montant. En cas de paiement anticipé, le client se réserve le droit de représenter le chèque libéré et de réajuster le montant.

|                           |                 |          |
|---------------------------|-----------------|----------|
| Conditions de règlement : | 4 769,55 € EGUE | 10/07/11 |
|---------------------------|-----------------|----------|



SOCIÉTÉ ANONYME DE TRAVAUX  
 148 R. F. DE SÈVRES (3110)  
 63000 VILLECHIEUX  
 TEL 0384 56 07 88  
 FAX 0384 56 17 06

07 81 207

VIZI-CONST 31,06,2011  
 DAI KIA France  
 B.P. 31063  
 POLENOY  
 54272 LESSEY LES NANCY

**FACTURE 2011.17**  
**COMMANDE DCYC 1988814 dt 23,06,2011**

|                                                                                                                                                                                 | U | Q | PRI<br>HT | PRI<br>TTC     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|-----------|----------------|
| Remplacement 2 vannes des pieds de colonnes au 53 rue Poyot<br>vidange modif mise en place<br>MONTANT HT                                                                        | U | 1 | 420,70    | 420,70         |
| Remplacement colonnes ecs entre 10ème et 11 ème étage , tubu galva<br>rue de Budapest appart 308,362<br>MONTANT HT                                                              | U | 1 | 420,70    | 420,70         |
| Réparation fuite radi salon 5 rue Dorcy nr Hel apt 286,13ème étage<br>MONTANT HT                                                                                                | U | 1 | 92        | 92,00          |
| Modification bouteille de mélange set hydrostart ,vidange ,modif ,mise<br>en eau ,cabo<br>MONTANT HT                                                                            | U | 1 | 354       | 354,00         |
| Remplacement complémentaire de vannes de pieds de colonnes set b1<br>du 4 au 10 rue Parant ,y compris le cabo de l'ensemble , plus cabo des<br>vannes non isolées<br>MONTANT HT | U | 1 | 1344      | 1344,00        |
| <b>TOTAL H.T.</b>                                                                                                                                                               |   |   |           | <b>2631,40</b> |
| <b>TVA 19,6 %</b>                                                                                                                                                               |   |   |           | <b>615,75</b>  |
| <b>T.T.C.</b>                                                                                                                                                                   |   |   |           | <b>3147,15</b> |



**C.S.T Installation Depannage**

S.A.R.L. au capital de 1000 Euros

CHAUFFAGE 16 rue des Mises  
 SANITAIRE 25007 BELFORT  
 TV-AUTIERIE Tél: 03 83 31 11 91

Siret : 493 707 258 0001 APE : 4320  
 N° TVA : FR214937258

**Facture**

Le 18/08/2011  
 Numéro : FA00146

|                   |            |
|-------------------|------------|
| Code client       | CLC0010    |
| Date d'échéance   | 18/08/2011 |
| Mode de règlement | Virement   |
| Date de livraison | 18/08/2011 |

DALKIA FRANCE  
 REGION EST  
 TSA 11298  
 59038 LILLE CEDEX 9

| Code article | Description                                                  | Qté  | PUSHT  | Montant HT | TVA   |
|--------------|--------------------------------------------------------------|------|--------|------------|-------|
|              | <i>Référence à reporter : Bon de commande n° DCYC1970091</i> |      |        |            |       |
|              | REPARATION RESEAU FONTE<br>CDV DALKIA RUE G. LANG            | 1.00 | 704,00 | 704,00     | 13,00 |

Exemption aux frais de port : 0%

En vertu de l'article 217 bis de la loi de finances pour 2005, les prestations de services effectuées par les entreprises de réparation de biens immobiliers sont exonérées de TVA.

| Taux  | Base   | Montant |
|-------|--------|---------|
| 19,00 | 704,00 | 137,00  |

|             |          |
|-------------|----------|
| Total HT    | 704,00   |
| Total TVA   | 137,00   |
| Total TTC   | 841,00   |
| Acomptes    | 0,00     |
| Net à payer | 841,00 € |

SIRET : 4937072580001 - NAF : 4320 - RCS - N° TVA : FR214937258





Type :  
 Carburant :  
 Marque/Modèle :  
 Cylindres :  
 Puissance :  
 Année :  
 Couleur :  
 Accessoires :

Adresse :  
 Code postal :  
 Ville :  
 Téléphone :  
 Fax :  
 E-mail :

**Agence Est**

107r, Rue des Noyes Vertes - ZAC de la Petite Verbe - 54420 PULNOY  
 Tél : +33 (0)3 83 33 11 00 Fax : +33 (0)3 83 21 47 30  
 Internet : www.gmr.com  
 Email : gmr@comptabilite.fr

**FACTURE**

Facture N° 1103227 du 26/01/11  
 Echéance le : 30/11/11  
 Votre sautoir : Fiat/Peugeot  
 Régime fiscal : Matricule de poids lourds  
 Règlement : virement bancaire à l'adresse :  
 GMR - 32 rue Francis de Pressensac - 54000 VINCÉY  
 IBAN : FR44 460 3056 37

Numéro : 080051  
 CLIENT  
 REGION EST  
 TRACTEUR  
 0903E LU : F CDF-20  
 No Invention : 1103227 - FR44460305637

| N° | Reference | Qte | Description               | Unité | Pu  | Montant |
|----|-----------|-----|---------------------------|-------|-----|---------|
| 1  | 0903E LU  |     | FACONNOUVAUX FINAN. PEUPE |       | EUR | 302,00  |

|                                                            |  |                 |        |
|------------------------------------------------------------|--|-----------------|--------|
| (ATTENTION : FAISSE IMPRIMER VIVEMENT NOTRE NUMERO DE TEL) |  | Total Transport | 0,00   |
| (IBAN : Banque : N° A/c : 33000 3056 37000123100 10 000)   |  | Total à régler  | 302,00 |
|                                                            |  | Total TTC       | 302,00 |
|                                                            |  | Total EUR TTC   | 302,00 |

À l'attention de la personne responsable de la comptabilité :  
 Le montant de la facture est de 302,00 euros TTC.  
 Le règlement doit être effectué par virement bancaire à l'adresse indiquée ci-dessus.  
 Toute contestation doit être adressée à l'agence dans un délai de 15 jours à compter de la date de la facture.



## HELIOTRACE

2 rue de la Sente aux Vaches  
45150 DARVOY  
Tel: 02 38 39 83 68  
Fax: 02 38 50 87 01  
Portable: 06 32 13 05 93

Darvoy, le 10 novembre 2011

DALKIA France  
Regenr ESF  
TSA 11299  
59036 LILLE Cedex 9

FACTURE #72011-61

Commande n° DXVC2106115  
n° de CIA 200443F  
Code Projet HC168AA

| Désignation                                                                                   | Quantité | Prix unitaire HT | Total          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----------|------------------|----------------|
| Recherche de fuite par Hélicon roc Gustave Jung à Belfort<br>Opération des 22 et 23 août 2011 |          | 1100,00          | 1100,00        |
| <b>TOTAL HT (EUROS)</b>                                                                       |          |                  | <b>1100,00</b> |
| TVA                                                                                           | 19,6%    |                  | 215,60         |
| <b>TOTAL (EUROS)</b>                                                                          |          |                  | <b>1315,60</b> |

Date de règlement : 15 janvier 2012

Taux annuel des pénalités pour paiement différé: 10 %

Membre d'un ordre de gestion agréé, le règlement par chèque est accepté  
En cas de contestation, seul le Tribunal d'Orléans est compétent

SARL au capital social de 17 000 € - SIRET 478 029 851 00016 n° TVA - FR 74478279051

RE FVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

CREAM CENTRE LOIRE - IMPUTAV DUSAU Tel. 0978978978

Titulaire du Compte SARL HELIOTRACE 2 RUE DE LA SENTE AUX VACHES 45150 DARVOY

COMMUNICATON établissement Code guichet Num. numéro de compte CIA RIB

14806 00017 70029553937 61

IBAN (International Bank Account Number) FR76 1480 0000 1700 2955 3937 61

Code BIC (Bank Identification Code) - Code Swift: AGR2FRPP348



**C.S.T Installation Dépannage**

S.A.R.L au capital de 75000 €

CHATEAUFACE 79 rue des Mûres  
 SANITAJUK 23400 ESSEY-COURT  
 TUNAUVERIE Tél fax : 03 81 31 11 93

**Facture**

le 24/11/2011  
 Numéro : FA00228

N° inv. 464 767 23 0623 APE 4322B  
 N° TVA : FR27077228

Mont. Spé 5000  
 N° 112 99-29 11

|                   |            |
|-------------------|------------|
| Code client       | CL00010    |
| Date d'échéance   | 24/11/2011 |
| Mode de règlement | Virement   |
| Date de création  | 24/11/2011 |

**DALKIA FRANCE**  
 BP 31063  
 PULNOY  
 54272 ESSEY LES NANCY

| Code article | Description                                                                               | QTE  | PU HT  | Montant HT | TVA   |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|------|--------|------------|-------|
|              | <i>Références à rappeler : Bon de commande n° DC 472156634</i>                            |      |        |            |       |
|              | REPARATION FUIE CDV DE<br>HTC-FM BRIDES ACIERS 71 BF<br>DN 76 ISOLATION BANDES<br>GRASSES | 1,00 | 704,00 | 704,00     | 78,60 |
|              | REPARATION FUIE CDV DE<br>ESPACE 3600 BRISE DN 50 COLDE<br>DN 60                          | 1,00 | 830,00 | 830,00     | 78,60 |

PULNOY → CSP  
 28 NOV 2011

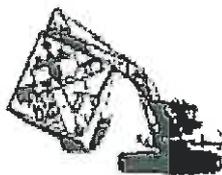
Escompte pour règlement anticipé 0%  
 En cas de retard de paiement, une pénalité égale à 3 fois le taux d'intérêt appliqué sera exigée (Article 1200 100 du 8 février 2006)

| Taux  | Base     | Montant |
|-------|----------|---------|
| 18,60 | 1 334,00 | 248,148 |

|             |            |
|-------------|------------|
| Total HT    | 1 334,00   |
| Total TVA   | 251,45     |
| Total TTC   | 1 585,45   |
| Acompte     | 0,00       |
| Net à payer | 1 585,45 € |

ISSUE : 10/10/2011 10:22:27 N° : 4322B PCE : N° TVA : FR27077228





**BÂTIMENT**

## **SARL IENTILEZZA BT**

RUE DES BUCHETS - ZONE INDUSTRIELLE  
90000 BAVILLIERS

entilezza.ba@orange.fr

Tel. 03 84 21 14 20 - Fax 03 84 54 06 54

DALRIA France

Région Est  
TSA 11299

59 038 ULLE CEDEX 9

Bavilliers, le 29 Novembre 2011

### **FACTURE N° 2011.11.16**

Commande n° DCVC2095905

Le 30/08/2011

|                          |                |   |        |        |
|--------------------------|----------------|---|--------|--------|
| * Main d'œuvre           | H              | 8 | 42,00  | 336,00 |
| * Paille 5 tonnes        | J              | 1 | 200,00 | 200,00 |
| * Carrière 164           | L              | 2 | 200,00 | 200,00 |
| * Déblais                | m <sup>3</sup> | 4 | 6,00   | 24,00  |
| * Compresseur + marmites | U              | 1 | 60,00  | 60,00  |
| * Sacs à sol             | U              | 1 | 60,00  | 60,00  |
| * Camion 3,5 tonnes      | J              | 1 | 137,00 | 137,00 |

Le 31/08/2011

|                          |   |     |        |        |
|--------------------------|---|-----|--------|--------|
| * Main d'œuvre           | H | 4   | 42,00  | 168,00 |
| * Compresseur + marmites | L | 0,5 | 60,00  | 30,00  |
| * Camion 3,5 tonnes      | L | 0,5 | 137,00 | 68,50  |
| * Pièce réparation       | U | 1   | 150,00 | 150,00 |

Le 02/09/2011

|                     |                |     |        |        |
|---------------------|----------------|-----|--------|--------|
| * Main d'œuvre      | H              | 16  | 42,00  | 672,00 |
| * Camion 3,5 tonnes | J              | 1   | 137,00 | 137,00 |
| * Béton             | m <sup>2</sup> | 0,5 | 120,00 | 60,00  |
| * Enrois            | L              | 0,5 | 90,00  | 45,00  |
| * Cuirpateur        | J              | 1   | 60,00  | 60,00  |

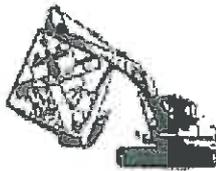
|                       |                 |
|-----------------------|-----------------|
| <b>TOTAL H.T.</b>     | <b>2 407,50</b> |
| <b>T.V.A. 19,60 %</b> | <b>474,87</b>   |
| <b>MONTANT T.T.C.</b> | <b>2 882,37</b> |

Règlement au 15/01/2012  
Pas d'escompte

BALIA s.p.a. - Via G. Cesare, 10 - 31043 Montebelluna (TV) - Tel. +39 0422 84111 - Fax +39 0422 84112 - e-mail: info@balia.it - www.balia.it

DISTRIBUZIONE: ENRICHIOZZI





BÂTIMENT

# SARL IENTILEZZA BT

16 RUE DES BUCHETS - ZONE INDUSTRIELLE  
90800 BAVILLIERS

ientilezza sarl@wanadoo.fr

Tél 03 84 21 14 20 - Fax 03 84 54 08 54

DAIKIA France

Région Est  
15A 11799

59 038 1111 F CEDEX 9

Bavilliers, le 15 Décembre 2011

## FACTURE N° 2011.12.32

16 rue Gustave Lang - Belfort / Commande n° DCV2166377

| Qté                 | Libé | Unité | Prix unit | Prix total |
|---------------------|------|-------|-----------|------------|
| 03/10               |      |       |           |            |
| • Pelle 5 tonnes    | H    | 8,00  | 60,00     | 480,00     |
| • Transfert         | U    | 1,00  | 98,00     | 98,00      |
| • Main d'œuvre      | H    | 8,00  | 42,00     | 336,00     |
| • Camion 3,5 tonnes | J    | 1,00  | 137,00    | 137,00     |
| • Camion 15 tonnes  | H    | 8,00  | 60,00     | 480,00     |
| • Frais de décharge | m²   | 10,00 | 6,00      | 60,00      |
| • Fru. tricolore    | U    | 1,00  | 200,00    | 200,00     |
| Le 06/10            |      |       |           |            |
| • Main d'œuvre      | H    | 16,00 | 42,00     | 672,00     |
| • Camion 3,5 tonnes | J    | 1,00  | 137,00    | 137,00     |
| • TV 2/80           | m²   | 2,00  | 16,00     | 32,00      |
| • Béton             | m³   | 1,00  | 170,00    | 170,00     |
| • Frottoir          | l    | 0,95  | 90,00     | 85,50      |
| • Patin vibrant     | l    | 1,00  | 60,00     | 60,00      |

|                    |                 |
|--------------------|-----------------|
| MONTANT HT         | 2 897,50        |
| TVA 19,60 %        | 567,91          |
| <b>MONTANT TTC</b> | <b>3 465,41</b> |

Règlement au 31/01/2012  
Pas d'escompte

SARL IENTILEZZA BT - 16 RUE DES BUCHETS - ZONE INDUSTRIELLE - 90800 BAVILLIERS - FRANCE - TEL 03 84 21 14 20 - FAX 03 84 54 08 54 - EMAIL IENTILEZZA@WANADOOD.FR



COOPERATIVE GENERALE DE BIELMONTAIN  
 38 avenue P. de la 1ère Division - BP 20  
 51475 Terguier - Chateau - France  
 Tél. 03 26 79 07 07 - Fax 03 26 79 07 00  
 C.A.S. 400 000 000 - R.C.S. 400 000 000  
 N° de TVA : FR2456500557



INVOUE le 31/08/2011

FACTURE N° 5887969

DALKIA FRANCE  
 REGION EST  
 TSA 11299  
 59038 LILLE CEDEX 9

Cible Client : DALK900

Page 1/1

| DESIGNATION                                                                                                                                                                                                    | QUANTITE | PRIX DE VENTE | UNITE | PRIX NET | MONTANT HT |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|-------|----------|------------|
| Votre réf. cda : DCVC2054347 Votre réf. chantier : NCIGY1W<br>BLN° : 11122550-00 du 30/08/2011<br>DEVERSEZ 45 32034 106<br>MANOMYTR 10 PP DIAM 200 Ø<br>MANOMYTR 10 PP DIAM 200 Ø<br>Total BL N° : 11122550-00 |          |               |       |          |            |
|                                                                                                                                                                                                                |          | 312,47        | NE    | 312,47   | 312,47     |
|                                                                                                                                                                                                                |          | 6,97          | NE    | 6,97     | 6,97       |
|                                                                                                                                                                                                                |          | 46,1          | NET   | 46,1     | 46,1       |
|                                                                                                                                                                                                                |          |               |       |          | 365,54     |
| Votre réf. ID TVA : FR2456500557<br>A titre d'information, nous sommes agréés par l'Etat pour<br>l'émission de la TVA déductible sur les ventes de biens et services<br>effectuées par nos clients.            |          |               |       |          |            |
| <b>TOTAL HT</b>                                                                                                                                                                                                |          |               |       |          |            |
| 324,56                                                                                                                                                                                                         | 19,60    | 63,51         |       | 307,56   | ELR        |

POUR LE RELEVEMENT : B.O.R. A ECHÉANCE LE 31/10/2011 (Relative)

Relevé de prix et de TVA déductible sur les ventes de biens et services effectuées par nos clients.



**BELFORTAINE DE CHAUFFAGE**  
 448 RUE DE NOVILLARD  
 90400 VEZELOIS

VEZELOIS L.P. 30.09.2011

TEL. 06 11 78 12 69  
 FAX 03 84 56 15 66

**Trait. Spé - SCO**  
 N° 11299-0710

FACTURE: 2011.32

DAIKIA France  
 B.P. 31063  
 PULNOY  
 54272 ESSEY LES NANCY

COMMANDE. INVC 2071386 du 14.09.2011

| DESCRIPTION                                                           | L        | C        | UNITÉ<br>CL. SC. | PRIX<br>UNIT. |
|-----------------------------------------------------------------------|----------|----------|------------------|---------------|
| Reparation fuite deversueur au 44 rue Paris sur tuyau bboche pression |          |          |                  |               |
|                                                                       |          |          |                  |               |
|                                                                       |          |          |                  |               |
|                                                                       |          |          |                  |               |
|                                                                       |          |          |                  |               |
|                                                                       |          |          |                  |               |
|                                                                       |          |          |                  |               |
|                                                                       |          |          |                  |               |
| <b>MONTANT HT</b>                                                     | <b>U</b> | <b>1</b> | <b>115</b>       | <b>115,00</b> |

PULNOY → CSP  
 08 OCT. 2011

**TOTAL H.T.** 115,00  
**TVA 19,6 %** 22,54  
**T.T.C.** 137,54

RTVA 8TRACOPUNAJ'AME ENR 2,34 406 9 7 039 10





**60 ANS AU SERVICE DU BÂTIMENT DE L'INDUSTRIE ET DU PARTICULIER**  
1950-2010

**ISOLATIONS**  
**RAUSCHMAIER S.A.S.**

11 RUE DE LA  
LILLE FRANCE  
59000 LILLE  
TÉL. 03 20 41 11 11  
FAX 03 20 41 11 11

COMPTES  
RUE DE LA  
LILLE FRANCE  
59000 LILLE  
TÉL. 03 20 41 11 11  
FAX 03 20 41 11 11

11 RUE DE LA  
LILLE FRANCE  
59000 LILLE  
TÉL. 03 20 41 11 11  
FAX 03 20 41 11 11

FACTURE No : 22100028  
DATE FACTURE : 15/10/2011  
CODE CLIENT : AEC11001

COGESTAR  
REGION NBT  
TSA 71222  
59030 LILLE CEDEX 9

REF. CLIENT : 621508 010 DALKIA / COGENERATION BELFORT  
REF. COMMANDE :

FACTURE No 22100028 DALKIA / COGENERATION BELFORT Page 1

| DESIGNATION DES OUVRAGES                                                                                              | QTE | PREVUE         | UN  | QTE FACT. | PRIX UNIT. | TOTAL HT           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|----------------|-----|-----------|------------|--------------------|
| COMMANDE N°DCV2010224 DU 14/09/11                                                                                     |     |                |     |           |            |                    |
| N°DE DA : 2094209                                                                                                     |     |                |     |           |            |                    |
| CODE PROJET : D904317                                                                                                 |     |                |     |           |            |                    |
| CONCRETE : ENHANCEMENT CO-GENERATION<br>CHATELAIN CENTRALE                                                            |     |                |     |           |            |                    |
| TRAVAIL REALISE APRON BOITE CITRUS<br>N°BTE-CA) DT 09/09/11                                                           |     |                |     |           |            |                    |
| FOURBITTES ET POSE DE VANTILLES EN PTFE<br>ORANGEUR EN 1 COUCHES ET 25 MM ET<br>FERTILISER TOUT MATIERE SUR 2 COUCHES | DM  | 2              | PCO | 487,20    | 1326,18    |                    |
|                                                                                                                       |     |                |     |           |            | Montant total B.T. |
|                                                                                                                       |     |                |     |           |            | 1326,18            |
| Montant HT                                                                                                            |     | (4701,73 TRF)  |     |           | 1326,18    |                    |
| Montant TVA à 19,6%                                                                                                   |     | (1703,95 PRF)  |     |           | 240,80     |                    |
| Montant TTC                                                                                                           |     | (10407,34 TRF) |     |           | 1567,00    |                    |

REGLLEMENT : EMBLEMMENT A 45 JOURS FR  
ECHÉANCE : 15/12/2011.

\*\* aucun acompte n'est exigé pour paiement anticipé, nos factures étant payables à l'échéance - pénalités de retard égales à 1,5 fois le taux légal d'intérêt par mois \*\*

COMPTES RATIONNELS POUR LES CLIENTS ABBEY-301 001 010 011 012 013 014 015 016 017 018 019 020 021 022 023 024 025 026 027 028 029 030 031 032 033 034 035 036 037 038 039 040 041 042 043 044 045 046 047 048 049 050 051 052 053 054 055 056 057 058 059 060 061 062 063 064 065 066 067 068 069 070 071 072 073 074 075 076 077 078 079 080 081 082 083 084 085 086 087 088 089 090 091 092 093 094 095 096 097 098 099 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000



**Adresse émettrice**

Cité des Glacis  
 BP 12034 - BELFORT  
 90012 ESSAY LES NANCY Cedex  
 Tél: 03 83 31 11 11 Fax: 03 83 31 11 78

COGENTAX  
 6 RUE DES TRUFFLOYS  
 54015 PLENOY

A l'attention de : PRADCLIX

N° SIRET : 900 000 002  
 N° SIREN : 900 000 002

ZUP BELFORT - 090471F

Votre interlocuteur : WEISTROUVER Dominique - Tél 06 42 42 98 01

Désignation: Quantité Prix unitaire Montant HT

Intervention du 16/11/2011

Vanne 3 voies chauffage ( ) 1 2 630,60 € 2 630,60 €

|                                    |                   |
|------------------------------------|-------------------|
| Montant HT :                       | 2 630,60 €        |
| Montant Total TVA                  | 515,60 €          |
| Somme TVA 19,6% sur 2 630,60 € (H) |                   |
| 115,60 €                           |                   |
| <b>A payer :</b>                   | <b>3 146,20 €</b> |

2600 MILLS CENT QUARANTE-SIX EURO ET VINGT CENTES

TVA acquiescée à l'émission

LE DÉBIT EST RENDU PASSIBLE JOUR 11 DU MOIS. PÉNALITÉS DE RETARD - FORFÊTE UN MOIS PLUS 4 POURS. AVANT LE 15 DU MOIS, UN ARRÊTÉ DE POURS. ET LE 15 UN CONTRAT RÉGAL.

03/2011

C20120114504

DU WR

RCEBUT

0162114K/21680104C  
T.E. 37268,20 €



FE-04-0001-0  
 7 A. AU CAPITAL DE 2 000 000 EUROUS RC 1411 2104070  
 9199F 50CM. 37 ANS. E O JOURNAL DE LA TRIP DE L'ASSEMBLY - 36,00 ET GNERAL 107 17 15  
 N° IDENTIFICATION FISCAL 2012 715480927

**Adresse de règlement:**

B rue des Trezelets  
 BP 30034 PULLNOY  
 94200 SAINY LES NANTOIS Cedex  
 Tel: 0584181111 Fax: 0193181178

**COGESTAR**  
 4 RUE DES TREZELETS  
 54435 PULLNOY

Facture  
 226 E 000000 du 24/05/2012

A l'attention de : B. ADOLX

ZUP BELFORT - D990671F

Votre interlocuteur : W. TISTROFFER Dominique - Tel 06 243 98 01

| Designation                         | Quantité | Prix unitaire | Montant HT        |
|-------------------------------------|----------|---------------|-------------------|
| Remplacement culasse (3411)         | 1        | 4 109,85 €    | 4 109,85 €        |
| <b>Montant HT:</b>                  |          |               | <b>4 109,85 €</b> |
| <b>Montant Total TVA</b>            |          |               | <b>4 915,38 €</b> |
| dont TVA 19,05 % sur 4 109,85 € (1) |          |               | 805,53 €          |
| <b>À payer 1</b>                    |          |               | <b>4 915,38 €</b> |

QUATRE MILLS NEUF CENT QUINZE EURO ET TRENTA-HUIT CENTES

TVA reportée à l'administration  
 L'ÉLÉMENT PAYANT POUR LE 2009-2011: PÉNALITÉS DE RETARD ÉQUIVALENTS À 104 POINTS AVEC PAYS TOUS  
 LES CAS EN MINIMUM DE 3 POINTS ET AU VINTIQUATRIÈME

001001

C201201144576 DCWR RC389UT 01021161030670809C  
 TTC 4 915,38 €



UNION FRANÇAISE  
 SA A. L. DÉSIGNÉE PAR LE DÉCRET N° 14485 DU 25 SEPTEMBRE 1955  
 16 RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 54000 NANCY - FRANCE  
 N° SIRET 544 12 10 001 20001 - N° SIREN 544 12 10 001

**Adresse de l'établissement**

6 rue des Trappistes  
 BP 23014 - PULNOY  
 54772 PULNOY LES NANCY Cedex  
 Tél: 03 83 31 11 78 Fax: 03 83 31 11 78

**COGESTAR**  
 6 RUE DES TRAPPISTES  
 54015 PULNOY

A l'attention de M. PRADOLX

Mars 2011  
 335 90234C du 31/01/2010

ZUP BELFORT - D90471F

Votre interlocuteur : WESTROFFER Dominique - Tél 06 12 47 96 01

**DÉSIGNATION**

Quantité Prix unitaire Montant HT

Intervention du 19/02/2011

Remplacement thermostat B4 (1) 1 770,58 € 770,58 €

Montant HT: 770,58 €

Montant Total TVA 921,63 €

Dont TVA 10,00 % sur 770,58 € (1) 151,05 €

**A payer: 921,63 €**

RECEVUE FINANCIÈRE COURRIER POSTALE ET URGENCES

TVA applicable à l'opération

LOI N° 2007-1223 (TAUX DE 10,00%) ET SAUVEGARDES DES VENTES DE BIENS EN MISE EN SPÉCIALITÉ AVEC DANS LE CAS DE LA DÉSIGNATION DE L'ARTICLE 1009 DU CODE DE COMMERCE

001601

C201211450

IN WR

RCBOUT

0162116K306-00046  
 TTC 921,63 €



PERMISSE  
 N° 10 40 001 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 00  
 N° 01 02 03 04 05 06 07 08 09 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 00

**Adresse de destination:**

6 rue des Trezelets  
 BP 33014 - FULNOY  
 54172 ESSY-LES-NANCY Cedex  
 Tél. 0343781111 Fax. 0343141118

COGUSCAR  
 6 RUE DES TREZELETS  
 54425 FULNOY

A l'attention de JL PRADGON

**Particulier**  
 358 FV/ASC du 31/01/2012

ZAF BELFORT - 0964711

Votre interlocuteur : WEISHOEFFER Denis - Tél. 06.12.47.98.01

**Désignation**

**Quantité**

**Prix unitaire**

**Montant J+T**

Intervention du 09/03/2011

Pression h de n.h. (1)

1

527,30 €

527,30 €

Montant HT:

527,30 €

Montant Total TVA

163,35 €

Dont TVA 19,90% sur 527,30 € (\*)

103,35 €

**A payer :**

**630,65 €**

NE PAS VERSER EN MONnaie

TAUX de 19,90% (1)

LES BILLES SONT PAYABLES POUR LE SERVICE PENALISE DE REPARER LE BURN EN PLUS DE 4 MOIS, AVEC BONS TRAVAIL CAR ON SOUSCRIT POUR LE TAUX D'INTERET 1,50%

001 001

C0120144513

DCWR

REC901T

014371600600850

YTT:KMSSE



# Sauter Régulation S.A.S.

36 rue Jean Monnet  
 B.P. 62099  
 68040 Mulhouse Cedex

N° téléphone : 03 89 89 32 66  
 N° télécopie : 03 89 89 40 42

**Livraison à :**

**DALIGA FRANCE**  
 Jean BRUYERIE  
 Chauffage urbain Glacis  
**RUÉ PIERRE BONNET**  
 68036 LIL FORTIER

Reçu n° 504  
 03 89 89 32 66  
 03 89 89 40 42

TEL : 03 89 89 32 66  
 FAX : 03 89 89 40 42



**SAUTER**  
 Pour l'équipement et le confort  
 FACTURE N° VEF1100780  
 MONTAGNE VERTIGNE  
 ORIGINAL  
 du 18/10/11

**FACTURATION à :**

**DALIGA FRANCE**  
**REGION EST**  
 1 SA 11206  
 68036 LIL FORTIER

Code client : 000002  
 Code client : 000002  
 N° client : 000002

| POS | ARTICLE | DESIGNATION | QTE | PRIX | MONTANT NET |
|-----|---------|-------------|-----|------|-------------|
|-----|---------|-------------|-----|------|-------------|

|  |           |                                                     |     |   |        |        |
|--|-----------|-----------------------------------------------------|-----|---|--------|--------|
|  | 000110007 | B. N° CDF11-0662 - 3u 1100075<br>Plaque (P) 240x400 | (P) | 2 | 144,00 | 288,00 |
|--|-----------|-----------------------------------------------------|-----|---|--------|--------|

Taux de TVA 20%  
 De compteur électrique à gaz avec 10 ans de garantie  
 n° 123 45 6789 0101 - 123 456 789 0101 - 123 456 789 0101  
 (L. N° 123 du 12/10/1961)

**CLIQUEZ VOTRE BON DE COMMANDE**

MONTANT NET 288,00  
 MONTANT TTC 345,60

Total EURO HT 288,00  
 TVA 20% 56,60  
 Total EURO TTC 345,60

Signature :  Sauter Régulation SAS - 36 rue Jean Monnet - 68040 MULHOUSE CEDEX  
 Tel : 03 89 89 32 66 - Fax : 03 89 89 40 42  
 SAS au capital de 10 000 000 € - RCS MULHOUSE 021 100 000 - APE 45 11Z - N° TVA FR 20 68036 830  
 Banque Populaire - 02 01494249 - SAS - 02 01494249 - 02 01494249 - 02 01494249 - 02 01494249  
 RCS 021 100 000 - RCS 021 100 000





CHAUFFAGE - SANITAIRE - TUYAUTERIE INDUSTRIELLE  
CLIMATISATION - VENTILATION  
EQUIPEMENTS RENOUVELABLES



**CLIENT INFORMATION**  
 N° client: 115574661  
 Date: 24/11/2011  
 Code Projet: HCTHXRC  
 P.N. A.D.R.: 219689  
 N° de Doc.: 13 1155

**CLIENT**  
 DALKIA FRANCE  
 REGION EST  
 16A 11299  
 SWISS LILLE CEDEX 9

## FACTURE

N° de facture: **16077**  
 Date d'émission: **24/11/2011**  
 Col. client:   
 Form. DAF:

Adresse de livraison:  
 INTERVENTION PELLETERIE AL  
 PO PIERRE MENDES FRANCE  
 9000 BELFORT  
 M BROLLARD

| Description                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | U   | Qté | P.C. HT<br>HT € | MONTANT HT<br>HT € |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|-----------------|--------------------|
| <b>INTERVENTION SUR RESTAU DE CHAUFUR</b><br><b>BO MINIRS FRANCE - ZONE DES GLACIS - BELFORT</b><br><br>Remplacement du tuyau d'appoint - pose de chaudière<br>complète<br>- Nettoyage de la rampe d'arrivée d'eau et de la tuyauterie<br>avec dégels, évacuation de l'eau<br>- Préparation du logement + remplacement de la chaudière<br>par une chaudière 19,9 x 1,2 x 60, avec ses protections<br>et raccords en fond de feuille<br>- Remise de peinture et installation de la chaudière<br>- Contrôle de l'installation et de la température<br>- Réalisation des joints hydrauliques, ainsi que les autres<br>travaux d'entretien, toutes les opérations, comme<br>à l'appui d'un devis de devis de réparation<br>des travaux cités. | Fus | 1   | 1 197,09 €      | 1 197,09 €         |

Travaux réalisés le 04/11/2011

| TVA              |      | TVA           |
|------------------|------|---------------|
| BSE HT           | Taux | Montant       |
| 197,09           | 5,5% | 10,84         |
| <b>TOTAL TVA</b> |      | <b>108,40</b> |

| TOTAL HT<br>€ | TOTAL TTC<br>€ |
|---------------|----------------|
| 197,09 €      | 1 431,72 €     |

Cas client: **VIREMENT BANCAIRE**  
 Description: **CALCUL DES DOT D'EST 01002874100000**

Acompte versé:   
 Net à payer: **1 431,72 €**

Siège Social: 160 rue de Montbeard - 25230 BETHONCOURT - Tél: 03 81 62 68 68 - Fax: 03 81 92 63 20

S.A.S. AU CAPITAL DE 200 000 € - 501 249 033 - RCS BETHONCOURT - N° SIRET 501 249 033 0001  
 N° de TVA: FR06249033 - FR 44349033



**C.S.T Installation Dépannage**

La RT au regard de 7704 Euro

CIALPAGE 76 rue des Mises  
 SANITAIRE 25400 EXINCOURT  
 LE VALENTIN TEL: 03 81 91 31 11 92

N° SIRET : 498 107 258 0007 APE : 4322B  
 N° TVA : FR370107258

**Facture**

le 24/11/2011  
 N° facture : FA00226

Yvel. Spé - 000

N° 112 99-29 11

|                   |            |
|-------------------|------------|
| Code client       | C200010    |
| Date d'échéance   | 24/11/2011 |
| Mode de règlement | Virement   |
| Date de création  | 24/11/2011 |

**DALKIA FRANCE**  
 BP 31063  
 PULNOY  
 54272 ESSEY LES NANCY

| Code article | Description                                                                                | QTC  | PU HT  | Montant HT | TVA   |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------|--------|------------|-------|
|              | <i>Attention à renvoyer : Bon de commande n° DCYC2156644</i>                               |      |        |            |       |
|              | REPARATION FUITE CDV DE<br>HTC-PM BRIDES ACTIERS TUBE<br>DN 76 ISOLATION BANDES<br>GRASSES | 1,00 | 704,00 | 704,00     | 19,60 |
|              | REPARATION FUITE CDV DE<br>ESPACE 3090 BRUSE DN 50 COUDE<br>DN 60                          | 1,00 | 630,00 | 630,00     | 15,60 |

PULNOY - CE2  
 28 NOV. 2011

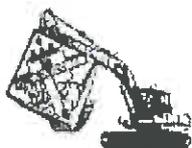
base d'impôt pour régime de droit public - UR  
 En cas de retard de paiement : des pénalités égales à 3 fois le taux légal  
 sans escompte (Décret 2005-136 du 5 février 2005)

| Taux  | Base     | Montant |
|-------|----------|---------|
| 19,60 | 1 334,00 | 261,48  |

|             |            |
|-------------|------------|
| Total HT    | 1 334,00   |
| Total TVA   | 261,48     |
| Total TTC   | 1 595,48   |
| Acompte     | 0,00       |
| Net à payer | 1 595,48 € |

SIRET : 498 107 258 0007 NAF : 4322B NLS : N° TVA : FR370107258





BÂTIMENT

# SARL IENTILEZZA BT

RUE DES BUCHETS - ZONE INDUSTRIELLE  
90000 BAVILLIERS

ientilezza.sarl@wanadoo.fr

Tel. 03 84 21 14 20 - Fax. 03 84 64 06 54

DALMA France

Région Ist  
ISA 12209

59 038 LILLE CEDEX 9

Bavilliers, le 15 Décembre 2011

## FACTURE N° 2011.12.33

Recherche fuite - Garage Audi à Belfort / Commande n° DCVC2165314

le 07/11

|                     |    |       |        |        |
|---------------------|----|-------|--------|--------|
| * Pelle 8 tonnes    | H  | 8,00  | 58,00  | 464,00 |
| * Transfert         | U  | 1,00  | 98,00  | 98,00  |
| * Main d'œuvre      | H  | 8,00  | 42,00  | 336,00 |
| * Camion 3,5 tonnes | J  | 1,00  | 137,00 | 137,00 |
| * Camion 15 tonnes  | H  | 8,00  | 60,00  | 480,00 |
| * Frais de décharge | m² | 10,00 | 6,00   | 60,00  |

le 10/11

|                     |    |       |        |        |
|---------------------|----|-------|--------|--------|
| * Pelle 5 tonnes    | H  | 8,00  | 56,00  | 448,00 |
| * Transfert         | U  | 1,00  | 98,00  | 98,00  |
| * Main d'œuvre      | H  | 8,00  | 42,00  | 336,00 |
| * Camion 3,5 tonnes | J  | 1,00  | 137,00 | 137,00 |
| * Camion 15 tonnes  | H  | 8,00  | 60,00  | 480,00 |
| * Sable             | m³ | 7,00  | 30,00  | 60,00  |
| * TV Ø/80           | m² | 10,00 | 16,00  | 160,00 |
| * Mortier polycr    | U  | 1,00  | 100,00 | 100,00 |
| * Terre végétale    | m³ | 2,00  | 17,00  | 34,00  |
| * Plaque vibrante   | J  | 1,00  | 60,00  | 60,00  |

le 22/11

|                     |   |      |        |        |
|---------------------|---|------|--------|--------|
| * Main d'œuvre      | H | 9,00 | 42,00  | 378,00 |
| * Camion 3,5 tonnes | J | 1,00 | 137,00 | 137,00 |
| * Bordure P2        | U | 2,00 | 10,00  | 20,00  |
| * Grillage          | U | 1,00 | 150,00 | 150,00 |

L'ACTIVITE DE LA SOCIETE A BAVILLIERS (54 899 880) - N° SIRET 544 069 024 00016 - Code APE 4399Z - Régime COM 2011 03921 - 92 101 704 184 - 02/10/2011 15





# SARL IENTILEZZA BT

RUE DES BUCHETS - ZONE INDUSTRIELLE  
90800 RAVILLIGNA

ientilezza.sarl@wanadoo.fr

Tél 03 84 21 14 20 - Fax 03 84 54 00 54

BÂTIMENT

4 Enrobé

|   |      |       |        |
|---|------|-------|--------|
| T | 2,00 | 74,00 | 156,30 |
|---|------|-------|--------|

|                   |                 |
|-------------------|-----------------|
| <b>MONTANT HT</b> | <b>4 381,00</b> |
|-------------------|-----------------|

|                    |               |
|--------------------|---------------|
| <b>TVA 19,60 %</b> | <b>854,76</b> |
|--------------------|---------------|

|                    |                 |
|--------------------|-----------------|
| <b>MONTANT TTC</b> | <b>5 235,76</b> |
|--------------------|-----------------|

Règlement au 31/01/2012  
Pas d'escompte

IVV

SARL au capital de 10 000 € - RCS Belfort 433 043 786 - N° SIRET 440 28 78 20011 - Code APE 722C 07 - Bénéf. : OUI (à déclarer) - TVA : 19,60% (B2C, B2B)

N° : 2012/01/01/01/01/01/01





**60 ANS AL SERVICE DU BÂTIMENT DE L'INDUSTRIE ET DU PARTICULIER**  
1950-2010

ISOLATIONS  
**RAUSCHMAIER S.A.S.**

DATE DECOM  
N. DE C. DECOM  
NOM DE COM  
N. DE C. DECOM  
N. DE C. DECOM

CO. DE  
N. DE C. DECOM  
N. DE C. DECOM  
N. DE C. DECOM  
N. DE C. DECOM

N. DE C. DECOM  
N. DE C. DECOM  
N. DE C. DECOM  
N. DE C. DECOM  
N. DE C. DECOM

FACTURE No : 31110073  
DATE FACTURE : 30/11/2011  
CODE CLIENT : DAL59001

**DALKIA FRANCE**  
REGION EST  
TSA 11299

59008 LILLE CEDEX 9

REF. CHANTIER : 521007 010 DALKIA / CANTIER VAG BELFORT  
REF. COMMANDE :

FACTURE No : 31110073 DALKIA / CANTIER VAG BELFORT Page 1

| DESIGNATION DES OUVRAGES | HTK DEFOR | VSE | HTK PART. | PRIX UNIT. | TOTAL HT |
|--------------------------|-----------|-----|-----------|------------|----------|
|--------------------------|-----------|-----|-----------|------------|----------|

COMMANDE N°521007010000 DE 10/11/11

MODE DE PAIEMENT : 2143017

COEF PRODUIT : RCHNCRS

CONCERNE : CANTIER GARAGE AVEC A  
REFLECT

TRAVAUX REALISES SELON NOIRE OFFRE  
N°521007010000 DU 15/11/11

RECAPITULATIF DU RESUME CHANTIER

|     |       |        |        |
|-----|-------|--------|--------|
| HTK | 1 000 | 239.73 | 239.73 |
|-----|-------|--------|--------|

|                    |        |
|--------------------|--------|
| Montant total H.T. | 438.75 |
|--------------------|--------|

|                      |               |     |        |
|----------------------|---------------|-----|--------|
| Montant Net          | 1592.32 (HT)  | HTK | 239.73 |
| Montant TVA à 19.60% | 1358.30 (HT)  | HTK | 41.02  |
| Montant TTC          | 11001.22 (HT) | HTK | 266.79 |

REGLEMENT : REGLEMENT A 45 JOURS FR  
ECHÉANCE : 15/01/2012

**\*\* aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé, nos factures étant payables à l'échéance - pénalités de retard égales à 1.5 fois le taux légal d'intérêt par mois \*\***

LES PRODUITS RUSCHMAIER SONT D'UNE QUALITE CERTIFIEE ISO 9001 ET ISO 14001





Chauffage - Climatisation - Sale de bain - Électrique - Outillage  
Produits sidérurgiques - Robinetterie et pompes industrielles

MAGNIN BERNARD S.A. - 100000 BÉZAMBRUN - FRANCE  
Régime de TVA à l'exportation  
Société de droit français - Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BÉZAMBRUN  
N° de TVA intracommunautaire: FR1203995039  
N° de TVA à l'exportation: FR1203995039

AGENCE DE MONTMELNIARD  
38 ROUTE DE BERLICOURT  
55200 MONTMELNIARD CÉDEX  
TÉLÉPHONE 03 83 91 88 88  
TÉLÉCOPIER 03 83 82 82 82

11299-0712

DUKIA FRUIT  
CCIDCM

BP 31063  
PULNOY  
54772 ESSEY LES NANCY CEDEX

0769317

PAGE 1

FACTURE N° 11083963 DU 10/11/2011

| RENUMÉRIQUÉ | DESCRIPTION ARTICLE                                                    | QUANTITE | U.P. | PDS UNITAIRE |       |   | MONNET | MONNET | TVA |
|-------------|------------------------------------------------------------------------|----------|------|--------------|-------|---|--------|--------|-----|
| ARTICLE     |                                                                        |          |      | NET          | NET   |   | NET    | NET    |     |
| 1069257     | BOUCHE COMPOSÉE OUVRE/BIENSAVANT<br>147/1711 RL HAT791                 | 1        | 1    | 17,00        | 15,00 | 5 | 14,45  | 14,45  | 2   |
| 1069258     | BOUCHE FBM 11 10/150 10/120 1/20<br>POUR FIXATIONS LOURDES 40MM        | 4        | 1    | 0,23         | 15,00 | 5 | 0,65   | 24,60  | 2   |
|             | NASCIC EPURE CLASSIC POLYMER<br>MINI INTRODUC 250 ML 205039<br>FIX ALL |          |      | TOTAL BL     |       |   |        | 41,05  |     |

Bon de Commande  
#2165020

10/11/2011

24 NOV 2011

49,10 EUR = 302,00 P871

PAYABLE PAR VIREMENT BANCAIRE 15/01/12 49 10 EUR  
N/DON CL BONS EMPREINTE88 3002 01976 000962144E 44

| TOTAL | CODE TVA | TVA   | MONTANT TVA | TOTAL     |
|-------|----------|-------|-------------|-----------|
| 41,05 | 2        | 19,60 | 6,05        | 49,10 EUR |

Informations complémentaires  
 Références: 0769317 11083963  
 Date: 10/11/2011  
 Références: 0769317 11083963  
 Date: 10/11/2011  
 49,10 EUR





SAISON 2011/2012  
VILLE DE BELFORT, SERVICE ENERGIE  
15 rue de la République - 90000 BELFORT

FACTURE N° : 11259-3911  
DATE DE LA FACTURE : 30/07/2011  
PERIODE DE VALIDITE : 01/08/2011 à 31/07/2012  
LIEU DE DESTINATION : 15 rue de la République - 90000 BELFORT

Montant de la facture : 11259,39 €

| Code         | Description | Quantité | Prix Unitaire | Total           |
|--------------|-------------|----------|---------------|-----------------|
| 01           | Chaleur     | 11259,39 | 1,00          | 11259,39        |
| 02           | Taxes       | 0,00     | 0,00          | 0,00            |
| 03           | Services    | 0,00     | 0,00          | 0,00            |
| <b>Total</b> |             |          |               | <b>11259,39</b> |

Montant de la facture : 11259,39 €

11259,39 €

Le montant de la facture est payable en espèces ou par virement bancaire au plus tard le 15/08/2011.

Si vous ne pouvez pas régler votre facture, contactez-nous au 03 83 31 31 31.

Le règlement de la facture est obligatoire.

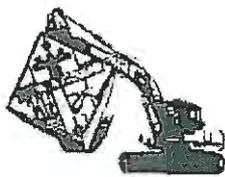
Le règlement de la facture est obligatoire.

Le règlement de la facture est obligatoire.

|                                |             |
|--------------------------------|-------------|
| <b>COMPTABILITE / ORIGINAL</b> |             |
| 8th : 0001                     | 4th : 13654 |
| 806:330                        | 4458        |
| Cite : H. AICAN                | Not         |
| Bon à Payer                    | Signature   |
| Date :                         | Vite :      |

\* Actualiser avec votre compte

*Signature* P3  
HCA 108N



BÂTIMENT

SARL **IENILEZZA BT**

RUE DES BUCHETS - ZONE INDUSTRIELLE  
90800 BAVILLIERS

[ienilezza.sarl@wanadoo.fr](mailto:ienilezza.sarl@wanadoo.fr)

Tél. 03 84 21 14 20 - Fax. 03 84 54 06 64

DALKIA France

région est  
TSA 11299

59 038 LILLE CEDEX 0

Bavilliers, le 29 Décembre 2011

**FACTURE N° 2011 12 59**

Commande n° DCVCS219545/  
"reaménagement ex zone charbon" chauffage des glacs  
selon AO service achat

|            |          |
|------------|----------|
| MONTANT HT | 18500,00 |
| TVA 19,8%  | 3822,00  |
| TOTAL TTC  | 22322,00 |

règlement au 31/01/2012  
pas d'escompte

Page 1

SAISON D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES - 115, RUE DE LA CLAYTON - 67000 STRASBOURG - FRANCE





NOS AGENCES :

- ISLE SUR EURE (14) 04 91 90 00 - EVRANDE (27) 04 91 11 888
- CHAUDRONNARD (12) 04 32 02 10 - AIX EN PROVENCE (13) 04 42 91 40 99
- GERMOND (13) 04 42 32 09 70 - LA SEYNE SUR MER (31) 04 94 10 24 10
- MANDELIEU (04) 04 93 91 90 09 - LA GAULISE (04) 04 92 12 83 20
- VENISSIEUX (91) 04 70 00 3 24 - ST ETIENNE (42) 04 77 43 99 10
- TOULOUSE (31) 04 61 14 7 43 - COLMAR (68) 03 89 20 61 57

POUR PLUS D'INFORMATIONS : FORMES, FONTAINES, FILTRATION,  
 TRAITEMENT DE L'EAU, BÂTIMENT, TP, ÉCLAIRAGE PAYSAGE, DÉP  
 PLOMBERIE - CHAUFFAGE - SANITAIRE - GÉOMÉTRIE - GÉOMATRIQUE

Trait. Bp6 - SCD

Tel  
N° 7 13 23 - 2 11 2

GERVAT VENISSIEUX

Tel : 04 77 00 13 24

Fax : 04 77 00 13 25

www.gervat.com

Fax 10478007725

COGESTAR

BP 31069

PULNOY

FRÉVILLÉ-LES-NANCY  
54272 FRÉVILLÉ-LES-NANCY CEDEX

**FACTURE**

| N° COMPTE | DATE  | NUMERO       |
|-----------|-------|--------------|
| 0349188   | 16 12 | 11 8 5 31250 |

| Doc. N°                                                                                                                                                                                                                                                                  | Quantité | Unité  | U. P. | U. V. | Montant HT | Montant TTC |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------|-------|-------|------------|-------------|
| <b>Commande N°37901 du 01/12/11</b>                                                                                                                                                                                                                                      |          |        |       |       |            |             |
| <b>BL N° 01211 N°0007115</b>                                                                                                                                                                                                                                             |          |        |       |       |            |             |
| 1.000                                                                                                                                                                                                                                                                    | 231,56   | L      |       |       | 231,56     | 281,95      |
| 1.000                                                                                                                                                                                                                                                                    | 49,35    | L      |       |       | 49,35      | 60,94       |
| <b>BL N° 0007115</b>                                                                                                                                                                                                                                                     |          |        |       |       |            |             |
| <b>Unité</b>                                                                                                                                                                                                                                                             |          |        |       |       |            |             |
| <p>POUR Raison d'inventaire, nos agences de L'Isle sur la Sorgue et Venissieux seront fermées du 20 au 23 décembre 2011 inclus. Les autres agences du 20 décembre au 01.01.2012 inclus. Tout l'équipe de SOMAIR-GERVAT vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année.</p> |          |        |       |       |            |             |
| TVA à 10,33%                                                                                                                                                                                                                                                             |          | 231,56 |       | 49,35 |            |             |

PULNOY → CSP  
20 DEC. 2011

| Légende |         |
|---------|---------|
| 1.000   | A. 10%  |
| 2.000   | A. 20%  |
| 3.000   | A. 30%  |
| 4.000   | A. 40%  |
| 5.000   | A. 50%  |
| 6.000   | A. 60%  |
| 7.000   | A. 70%  |
| 8.000   | A. 80%  |
| 9.000   | A. 90%  |
| 10.000  | A. 100% |

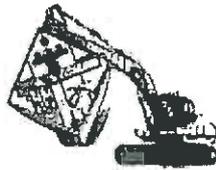
| Montant HT | TVA   | Montant TTC |
|------------|-------|-------------|
| 281,56     | 49,35 | 330,91      |

PAR CHEQUE ÉCHÉANCE LE 15/02/12

| N° Cheq | Date     | N° Facture | Montant TTC en € |
|---------|----------|------------|------------------|
| 0349188 | 16 12 11 | 8 5 31250  | 330,91           |

Société SOMAIR-GERVAT S.A.S.U.  
 20 rue de la République - 54272 Pulnoy - France  
 Tel : 03 83 27 13 50 - Fax : 03 83 27 13 51  
 Email : gervat@somair-gervat.com





BÂTIMENT

# SARL IENTILEZZA BT

RUE DES BUCHETS - ZONE INDUSTRIELLE  
90800 BAVILLIERS

ientilezza.sarl@wanadoo.fr

Tél. 03 84 21 14 20 - Fax. 03 84 54 06 54

DALKIA France

région est  
TSA 11289

59 03R I I I I F C E D F X R

Bavilliers, le 28 Décembre 2011

## FACTURE N° 2011 12 58

Commande n° DCVC219045

\*Fabrication et stockage de 20 dalles bétons pour carreau  
de la rue du faubourg d'Albich

|            |         |
|------------|---------|
| MONTANT HT | 6500,00 |
| TVA 10,6%  | 1274,00 |
| TOTAL TTC  | 7774,00 |

reglement au 31/01/2012  
pas d'escompte

Page 1

RECHERCHER LE NUMERO DE LA FACTURE DANS LE LOGICIEL D'INVENTAIRE DE LA SOCIETE



*Créances douteuse et/ou impayés*

| num client | NOM                           | Situation<br>au<br>31/12/10 | Provisions<br>2011 | Situation<br>au<br>31/12/11 |
|------------|-------------------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|
| 00024314   | CTRE CIAL GLACIS LAMY BELFORT | 1 141                       | 0                  | 1 141                       |
| 00029077   | HOTEL BONSAI                  | 5 118                       | 0                  | 5 118                       |
| 00039175   | ABT INFORMATIQUE              | 1 046                       | 0                  | 1 046                       |
| TOTAL      |                               | 7 305                       | 0                  | 7 305                       |



**Compte rendu de réunion du 9/12/2011 avec le bureau d'étude Poyry**  
(justificatifs des contrôles réglementaires)

| Contrôles réglementaires                              | Date d'intervention     | Organisme de contrôle | PV remis à DALIKA | Copie transmise à POYRY | Principales conclusions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Date de renouvellement |
|-------------------------------------------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Visite en marche biennale (décrets n°2009-648 et 649) | 22-oct-09               | NORSKO                | OUI               | OUI                     | les rendements minimaux réglementaires sont respectés pour les chaudières 3 et 4 en mode gaz (le mode feu n'a pas été testé).                                                                                                                                                                                                                   | oct-11                 |
| Contrôle des rejets atmosphériques                    | Janvier 2010            | SOCOTEC               | OUI               | OUI                     | - les chaudières 3 et 4 en mode gaz respectent les limites réglementaires mesurées sur les SO <sub>2</sub> sur les chaudières 3 et 4 en mode feu (pour les chaudières 3)<br>- suite aux travaux été 2010, contrôle réalisé en oct seulement pour les deux moteurs de cogénération, conformes                                                    | janv-13                |
|                                                       | 21 oct 2010             | APAVE                 | OUI               | OUI                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                        |
| Contrôle de la détection gaz                          | juil.-09                | OLDHAM                | OUI               | NON                     | - en cogénération<br>- en chaudière centrale                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | déc-09                 |
| Contrôle étanchéité gaz                               | 5-juin-09               | DALIKA                | OUI               | OUI                     | juin 2011 à réaliser sur les unités de chauffage                                                                                                                                                                                                                                                                                                | déc-09                 |
| Visite électrique                                     | 27-oct.-11              | SOCOTEC               | OUI               | OUI                     | quelques observations relevées par l'organisme de contrôle, qui sont à lever par DALIKA.                                                                                                                                                                                                                                                        | oct-12                 |
| Contrôle du matériel de protection incendie           | 12-janv.-10             | SICLI                 | OUI               | OUI                     | RAS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | janv-11                |
| Contrôles des compteurs de calories                   | 12 fév.-10<br>5-déc-09  | SAPPEL<br>DUMEREG     | OUI<br>NON        | OUI<br>NON              | quelques remarques de SAPPEL à corriger. Manque certains PV de contrôle                                                                                                                                                                                                                                                                         | fév-11<br>déc-09       |
| Contrôles des 2 compteurs de gaz - cogé               | 12-fév.-10              | ACTARIS               | OUI               | OUI                     | RAS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | fév-11                 |
| Traitement d'eau                                      | 1er trim.-10            | PERMO                 | NON               | NON                     | - RAS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 1er trim.-11           |
|                                                       | 2ème trim.-10           |                       | NON               | NON                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 2ème trim.-11          |
|                                                       | 3ème trim.-10           |                       | NON               | NON                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 3ème trim.-11          |
|                                                       | 1er déc.-10             |                       | OUI               | OUI                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 4ème trim.-11          |
| Amonages                                              | 14-sept.-10             | CHEMINETTE?           | OUI               | OUI                     | - tel sur chaudière 3 et 4 cheminées carreaux<br>- voir 2012 à réaliser sur le circuit de chauffage                                                                                                                                                                                                                                             | sept-11                |
| Contrôle manuel du bruit                              | 8/10/2010 et 09/11/2010 | APAVE                 | OUI               | OUI                     | L'organisme conclut que les émergences et les niveaux ambiants mesurés en limite de propriété sont conformes. A noter que ce contrôle ayant été réalisé suite aux (et en raison des) travaux sur les moteurs de cogénération (été 2010), le contrôle ne prend pas en compte le fonctionnement des chaudières, mais seulement de la cogénération | nov-13                 |
| Contrôle manuel des effluents                         |                         | SOCOTEC               |                   |                         | à suivre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | prévu 2011/2012?       |
| contrôle ATEX                                         | 2-sept.-08              | SOCOTEC               | OUI               | OUI                     | conclusion du rapport<br>- mettre en conformité l'éclairage de secours (chaudière) la détection incendie (cogé cogé)<br>- mettre en place le panneau Ex sur le poste de détente gaz<br>- sensibiliser le personnel susceptible d'intervenir dans le poste de détente gaz                                                                        |                        |





SIACI SAINT HONORE

## ATTESTATION D'ASSURANCE

N° 0901456

Nous soussignés **SIACI SAINT HONORE**  
18, rue de Courcelles  
75008 PARIS

Attestons que la Société : **DALKIA**  
37, avenue de Latre de Tassigny  
59350 SAINT-ANDRE

Est couverte par les polices Tous Risques Sauf / Dommages aux biens et Pertes Financières Consécutives portant les numéros FRC 300222-07-01 émise par CODEVE Insurance Company Limited (GRAND MULL QUAY, 5th Floor, BARROW Street DUBLIN 4 - IRELAND); et XFR0349998PR émise, en excédent de la police précitée, par AXA CORPORATE SOLUTIONS Société Anonyme de droit Français régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 150.059.000, dont le siège social est situé 4, rue Jules Lefebvre 75425 Paris Cedex 9, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 359 027 354

Ces contrats en ligne ont été conclus par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaires, et notamment pour le compte de

L'ensemble des personnes morales pour le compte desquelles agit le Souscripteur,

Tous tiers, personnes physiques ou morales, qui bénéficient d'un pacte de garantie et/ou pour lesquels l'Assuré du présent contrat s'est contractuellement engagé à leur faire bénéficier la qualité d'Assuré les que

- Les clients de l'Assuré et les propriétaires d'un bien assuré autres que ceux désignés au paragraphe précédent.
- Les organismes financiers ayant un intérêt assurable sur un bien garanti.

Ces contrats garantissent les installations PRODUCTION THERMIQUE CHAUD situées à ZUP FAUBOURG D'ALTKIRCH BELFORT pour un montant de

- 2 123 348 EUR au titre des dommages directs
- 458 563 EUR au titre des pertes financières consécutives

Document communiqué en vertu de l'article 15 de la Loi n° 625 du 12 juillet 2000 relative à l'accès à l'information. Toute réimpression est formellement interdite sans la permission écrite de la Direction Générale de l'Environnement de la Ville de Belfort.



Contre, notamment les événements suivants :

Incendie, Explosions, Foudre, Dommages électriques, Bris de machines, Dégâts des eaux, Tempêtes, Actes de terrorisme et sabotage, Vandalisme, Émeutes, Mouvements populaires, Malveillance, Chocs de véhicules terrestres, Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux, Catastrophes naturelles.

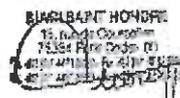
Les contrats comportent une clause de renonciation à recourir des assureurs envers les assurés, et toute personne physique ou morale envers qui les assurés auraient contractuellement ou par obligation renoncé à recourir, le cas de malveillance excepté.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2011 au 31/12/2011 sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit mais ne peut en aucun cas engager les assureurs en dehors des limites prévues par les clauses et conditions des polices en référence.

Fait à PAR S. le 11/05/2011

Jean-Jacques Peron  
Département Dommages



Jean-Jacques.Peron@siacigroup.com

**ATTESTATION D'ASSURANCE**
**N° CR01457**

**Nous soussignés** **SIACI SAINT HONORE**  
**18, rue de Courcelles**  
**75008 PARIS**

**Attestons que la Société :** **DALKIA**  
**37, avenue de Latre de Tassigny**  
**59350 SAINT-ANDRE**

Est couverte par les polices **Tous Risques Saur / Dommages aux biens et Pertes Financières Consécutives** portant les numéros **PRO 000222-27-01** émise par **CODEVE Insurance Company Limited** (GRAND MAL QUAY, 5th Floor, BARROW Street DUBLIN 4 - IRELAND); et **XFR0349393FR** émise, en excédent de la police précitée, par **AXA CORPORATE SOLUTIONS** Société Anonyme de droit Français régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 150.053.050, dont le siège social est situé 4, rue Jules Lefebvre 75425 Paris Cedex 9, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 359 227 354

Ces contrats en l'aire ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT SA** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaires et notamment pour le compte de

L'ensemble des personnes morales pour le compte desquelles agit le Souscripteur ;

Tous tiers, personnes physiques ou morales, qui bénéficient d'un pacte de garantie et/ou pour lesquels l'Assuré du présent contrat s'est contractuellement engagé à leur faire bénéficier la qualité d'Assuré les que

- Les clients de l'Assuré et les propriétaires d'un bien assuré autres que ceux désignés au paragraphe précédent.
- Les organismes financiers ayant un intérêt assurable sur un bien garanti.

Ces contrats garantissent les installations **COGENERATION PAR GROUPES MOTEURS** situées à **ZUP FAUBOURG D'ALTRICH BELFORT** pour un montant de

- 2 532 322 EUR au titre des dommages directs
- 523 955 EUR au titre des pertes financières consécutives

Document communiqué en vertu de la loi n° 62-1293 du 11 octobre 1962 relative à l'accès à l'information.  
 Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la Direction des Relations Publiques de la Ville de Belfort est formellement interdite.





Contre, notamment les événements suivants :

Incendie, Explosions, Foudre, Dommages électriques, Bris de machines, Dégâts des eaux, Tempêtes, Actes de terrorisme et sabotage, Vandalisme, Emeutes, Mouvements populaires, Malveillance, Chocs de véhicules terrestres, Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux, Catastrophes naturelles.

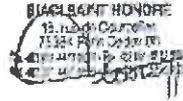
Les contrats comportent une clause de renonciation à recours des assureurs envers les assurés, et toute personne physique ou morale envers qui les assurés auraient contractuellement ou par obligation renoncé à recours, le cas de malveillance excepté.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2011 au 31/12/2011 sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'exécution d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

Eile est délivrée pour servir et valoir ce que de droit mais ne peut en aucun cas engager les assureurs en dehors des limites prévues par les clauses et conditions des polices en référence.

Fait à FAR S, le 11/05/2011

Jean-Jacques Peron  
Département Comptages



Jean-Jacques.peron@siaci-st-honore.com



Objet de la délibération

12-126

Délégation de production,  
de transport et de  
distribution de chaleur  
des Glacis du Château –  
Avenant n° 1

## VILLE DE BELFORT

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

## SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction Générale des Services Techniques  
Maintenance

## **DELIBERATION**

de M. Bruno KERN, Premier Adjoint

---

Références  
Mots clés

BK/CS/SG - 12-126  
Maintenance - Code matière : 1.2

**Objet**

**Délégation de production, de transport et de distribution de chaleur des Glacis du Château - Avenant n° 1**

Le contrat de la Délégation de Service Public (DSP) de production, de transport et de distribution de chaleur du quartier des Glacis du Château a été signé le 9 juin 2009 entre la Ville de Belfort et DALKIA.

Une clause ajoutée dans ce nouveau contrat prévoit le plafonnement du paiement de la fourniture de chaleur par les abonnés, de manière à amortir les brusques hausses de tarifs de l'énergie en entrée de chaufferie.

A titre d'information, le plafond a été approché au cours de l'année 2011, qui a connu des hausses du tarif de gaz importantes. Ces évolutions font l'objet d'un suivi attentif.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2011, un des indices servant à la révision du tarif du plafond a été scindé en deux indices : un pour les logements à usage d'habitation et un pour les autres usages.

Le projet d'avenant n° 1 prévoit donc d'utiliser chacun de ces nouveaux indices, suivant que l'abonné du réseau de chaleur est de type « logement » ou d'un autre type.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

**APPROUVE** le projet d'avenant n° 1 de la délégation de production, de transport et de distribution de chaleur des Glacis du Château, joint en annexe.

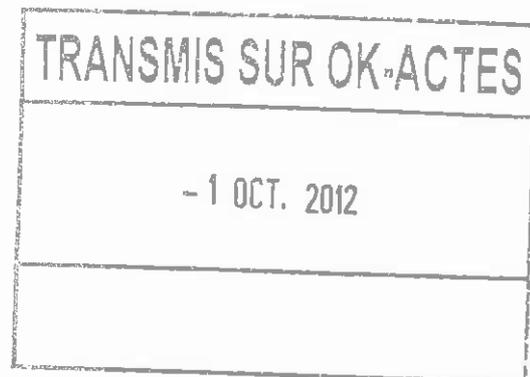
**AUTORISE** M. le Maire à le signer.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

  
Thierry CHIPOT



# AVENANT N° 1

A LA DELEGATION DE PRODUCTION, DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE CHALEUR  
VILLE DE BELFORT  
QUARTIER DES GLACIS DU CHATEAU

## Entre les soussignés :

### **La Ville de Belfort**

Représentée par son Maire, Monsieur Etienne BUTZBACH, dûment habilité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2011,

Ci-après dénommée « **la Collectivité** »,

**d'une part,**

Et :

### **La société Dalkia France**

Société en commandite par actions au capital de 220 047 504 euros,  
Dont le siège social est à Saint-André-Lez-Lille (59350), 37 avenue du  
Maréchal de Lattre de Tassigny,  
Immatriculée au R.C.S. de Lille sous le n° 456 500 537,

Représentée par Serge CAVELIUS, agissant en qualité de Directeur de  
l'établissement Dalkia Est, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée « **le Déléataire** »,

**d'autre part.**

## **Il a été exposé :**

La Ville de Belfort a confié à la société Dalkia France par contrat signé le 9 juin 2009 la Délégation de Service Public de production, de transport et de distribution de Chaleur sur le quartier des Glacis du Château.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2011, la structure des tarifs réglementés de fourniture de gaz naturel B2S Gaz de France a évolué : ainsi un prix différent existe selon que les consommateurs soient des logements ou non.

Les parties ont décidé d'adapter le contrat à ces nouvelles conditions, objet du présent avenant.

En conséquence, IL A ETE CONVENU ET ARRÊTE CE QUI SUIT

### ARTICLE I - OBJET

Le présent avenant a pour objet de préciser la définition du plafond R1p en fonction de la nature de l'abonné.

### ARTICLE II – MODIFICATIONS DE LA CLAUSE DE SAUVEGARDE

L'article 62.3 du contrat de Délégation de Service Public intitulé « Clause de Sauvegarde » est modifié comme suit :

« Il est convenu que le tarif R1 facturé aux abonnés de type « logement », en même date de valeur, est plafonné par le tarif R1p-logt.

Il est convenu que le tarif R1 facturé aux abonnés de type « autre », en même date de valeur, est plafonné par le tarif R1p-autre.

L'appartenance d'un abonné à la catégorie logement ou à la catégorie autre s'apprécie suivant les conditions définies à l'article 60.4.

Les termes R1p-logt et R1p-autre ont pour valeur de base au 30 juin 2008 :

$$R1p\text{-logt}_0 = 53,00 \text{ € HT/MWh}$$

$$R1p\text{-autre}_0 = 53,00 \text{ € HT / MWh}$$

Les deux termes sont indexés conformément aux conditions de l'article suivant. »

### ARTICLE III – MODIFICATIONS DE LA REVISION DE LA CLAUSE DE SAUVEGARDE

L'article 62.4 du contrat de Délégation de Service Public est remplacé par :

« Révision des termes R1p-logt et R1p-autre »

$$\frac{R1p\text{-logt}}{R1p\text{-logt}_0} = 0,01 \frac{AbI}{Ab_0} + 0,75 \frac{THI_{B2S}}{TH_{B2S0}} + 0,25 \frac{TEI_{B2S}}{TE_{B2S0}} + 0,02 \frac{TICGN}{TICGN_0} - 0,03 \frac{R}{R_0}$$

Avec :

- $R1p\text{-logt}_0$  = tarif du MWh B2S en sous-station pour un abonné de type logement en date de valeur 30 juin 2008 et précisé à l'article 62.3
- $Ab_l$  = abonnement du B2S niveau 3 de Gaz de France, pour les locaux à usage d'habitation, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant
- $Ab_0$  = 860,04 € HT/an, dernier tarif connu au 30 juin 2008 de l'abonnement du B2S niveau 3 de Gaz de France
- $TH_{B2S}$  = tarif hiver du B2S niveau 3 de Gaz de France pour les locaux à usage d'habitation, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant
- $TH_{B2S0}$  = 4,035 c€ HT/kWh PCS, tarif hiver du B2S niveau 3 de Gaz de France connu au 30 juin 2008
- $TE_{B2S}$  = tarif été du B2S niveau 3 de Gaz de France pour les locaux à usage d'habitation, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant
- $TE_{B2S0}$  = 3,274 c€ HT/kWh PCS, tarif été du B2S niveau 3 de Gaz de France connu au 30 juin 2008
- $TICGN$  = valeur de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant
- $TICGN_0$  = 1,19 € / MWh PCS, dernier tarif connu au 30 juin 2008
- $R$  = réduction de deuxième tranche du B2S niveau 3 de Gaz de France, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant
- $R_0$  = 0,105 c€ HT/kWh PCS, dernier tarif connu au 30 juin 2008

$$\frac{R1p\text{-autre}}{R1p\text{-autre}_0} = 0,01 \frac{Aba}{Ab_0} + 0,75 \frac{TH_{B2S}}{TH_{B2S0}} + 0,25 \frac{TE_{B2S}}{TE_{B2S0}} + 0,02 \frac{TICGN}{TICGN_0} - 0,03 \frac{R}{R_0}$$

Avec :

- $R1p\text{-autre}_0$  = tarif du MWh B2S en sous-station pour un abonné d'un type différent de celui de logements en date de valeur 30 juin 2008 et précisé à l'article 62.3
- $Aba$  = abonnement du B2S niveau 3 de Gaz de France, hors locaux à usage d'habitation, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant

- $Ab_0$  = 860,04 € HT/an, dernier tarif connu au 30 juin 2008 de l'abonnement du B2S niveau 3 de Gaz de France  
 $TH_{B2S}$  = tarif hiver du B2S niveau 3 de Gaz de France hors locaux à usage d'habitation, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant  
 $TH_{B2S_0}$  = 4,035 c€ HT/kWh PCS, tarif hiver du B2S niveau 3 de Gaz de France connu au 30 juin 2008  
 $TE_{B2S}$  = tarif été du B2S niveau 3 de Gaz de France hors locaux à usage d'habitation, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant  
 $TE_{B2S_0}$  = 3,274 c€ HT/kWh PCS, tarif été du B2S niveau 3 de Gaz de France connu au 30 juin 2008  
 $TICGN$  = valeur de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant  
 $TICGN_0$  = 1,19 € / MWh PCS, dernier tarif connu au 30 juin 2008  
 $R$  = réduction de deuxième tranche du B2S niveau 3 de Gaz de France, pour la période de fourniture considérée, et calculé prorata temporis le cas échéant  
 $R_0$  = 0,105 c€ HT/kWh PCS, dernier tarif connu au 30 juin 2008 »

#### **ARTICLE IV – DATE D'APPLICATION**

Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> octobre 2012 ou à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire.

#### **ARTICLE V – CLAUSE GENERALE**

Toutes les dispositions du contrat de Délégation de Service Public, non expressément modifiées ou annulées par le présent avenant, demeurent en vigueur.

Fait à Belfort, en deux exemplaires

Pour la Ville de Belfort  
Le Maire,

Pour la Société Dalkia France  
Le Directeur de Dalkia Est,

Etienne BUTZBACH  
(cachet + signature)

Serge CAVELIUS  
(cachet + signature)

## VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-127

## SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Concession pour la  
distribution publique du  
gaz naturel – Compte  
rendu d'activité 2011

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Lalifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Mme Sylvie CABLE-GUYOT

✍

Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



**CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27. 9.2012

Direction Générale des Services Techniques  
Maintenance

## **DELIBERATION**

de M. Bruno KERN, Premier Adjoint

---

Références  
Mots clés

BK/CS/JD - 12-127  
Maintenance – Code matière : 1.2

Objet

**Concession pour la distribution publique du gaz naturel –  
Compte rendu d'activité 2011**

Conformément aux dispositions de l'Article L 1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, nous vous présentons le rapport annuel 2011 concernant la concession pour la distribution publique du gaz naturel gérée par GrDF, via un contrat rendu exécutoire le 17 février 2003, pour une durée de 30 ans.

La redevance annuelle de fonctionnement versée par le distributeur GrDF à la Ville de Belfort s'élève, cette année, à 21 537 €, contre 21 559 € en 2010.

A fin 2011, le réseau de distribution de gaz naturel desservait 16 934 abonnés, soit une baisse de 279 clients par rapport à fin 2010. De fait, les quantités d'énergie acheminées, également impactée par une rigueur climatique plus clémente, ont baissé, passant de 584 941MWh à 466 235MWh.

Les recettes du distributeur se répartissent entre les recettes d'acheminement (4 090 178 € en 2011 contre 4 807 219 € en 2010) et les recettes hors acheminement (277 567 € en 2011 contre 237 806 € en 2010).

Les charges du distributeur se répartissent entre les charges dites « calculées » correspondant aux charges directement imputables à la concession et des charges dites « d'exploitation », correspondant à des charges nationales ou régionales de GrDF et réparties au titre de la concession de la Ville de Belfort, suivant des clés de répartition. Cette dernière catégorie regroupe les centres d'appels, les activités centralisées... Les charges calculées sont de 1 219 525 € en 2011 contre 1 132 433 en 2010, et celles d'exploitation représentent un montant de 1 822 024 € en 2011 pour un montant de 1 855 254 € en 2010.

L'inventaire des réseaux de distribution de gaz naturel montre une augmentation des longueurs : 133 954 mètres fin 2011 contre 133 244 mètres fin 2010.

Ces 133 954 mètres se répartissent en :

- 109 713 mètres de réseau à Moyenne Pression (pression de 1 à 16 bars),
- 24 241 mètres de réseau Basse Pression (pression de 17 à 25 mbar).

Ainsi, l'âge moyen du réseau est estimé à 27 ans.

La valeur nette du patrimoine de la concession a légèrement augmenté : 10 883 905 € à fin 2011 pour 10 857 556 € à fin 2010, GrDF ayant investi 411,5 k€ contre 752,8k€ en 2010 sur le territoire de la concession pour garantir et améliorer l'état du patrimoine. Néanmoins, une partie de l'activité de 2011 n'est pas comptabilisée dans ce montant d'investissement, car les opérations ne sont pas totalement terminées sur un plan comptable (cas notamment de dévoiements de réseaux dans le cadre d'Optymo 2).

Par une maintenance régulière et des investissements adaptés, GrDF doit non seulement poursuivre le développement des ouvrages, à ses frais, suivant les modalités d'intervention définies, mais également moderniser les ouvrages afin :

- d'assurer la distribution dans des parties du territoire non encore desservies,
- d'améliorer la fiabilité des réseaux,
- d'optimiser les conditions et les coûts d'exploitation,
- de renforcer les capacités de transit du réseau pour faire face à l'accroissement de la demande.

En matière de qualité de la distribution de gaz et d'intervention, on note une diminution significative du nombre d'appels à fin 2011 par rapport à fin 2010 (375 contre 556). Les appels concernent principalement des fuites ou des odeurs de gaz (159 appels), puis des manques de gaz (117 appels).

Les prestations réalisées sont relativement constantes, mais on peut noter une baisse des demandes de mise en service et des demandes de changement de fournisseur, passant respectivement de 3115 à 2973 et de 226 à 206 demandes entre 2010 et 2011. Par ailleurs, les interventions pour impayés sont en hausse : 589 contre 522 en 2010.

Le nombre d'incidents constatés est en baisse, passant de 305 à 195 fin 2011.

Cette situation conforte GrDF dans son action engagée en 2007 avec la Fédération Régionale de Travaux Publics pour diminuer le nombre d'ouvrages enterrés, ainsi que le développement d'une politique accrue de contrôle et de surveillance des réseaux. Malgré tout, 7 dommages concernent des entreprises lors de travaux sur le Domaine Public, en recul par rapport à 2010 où il y en avait eu 10.

Cette présentation sera mise à la disposition du public, dans les conditions fixées dans le Code Général des Collectivités Territoriales.

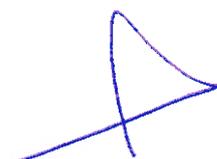
LE CONSEIL MUNICIPAL,

**PREND ACTE** de ce rapport.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

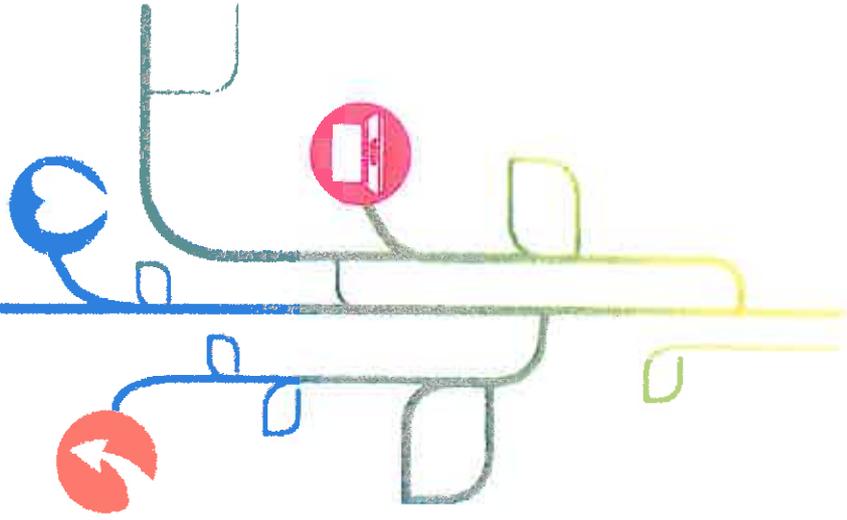
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

  
Thierry CHIPOT





**Accordons  
nos projets**



# **Votre concession GrDF en 2011**

**BELFORT**



# Sommaire

- **La fonction territoriale GrDF**
- **Les chiffres 2011 de la concession**
- **Le patrimoine**
- **La sécurité du réseau, l'enjeu prioritaire**
- **Les clients et la confiance**
- **Les faits marquants**
- **Les solutions gaz BBC**



## La fonction territoriale dédiée GrDF pour mieux vous accompagner dans vos projets

GrDF fait de sa relation avec les collectivités locales **une priorité**

Depuis 2012, GrDF évolue pour garantir plus de proximité et accompagner les territoires avec des réponses adaptées à leurs nouveaux besoins en termes de :

- Mise en place de véritables politiques énergétiques locales
- Développement du territoire



La fonction territoriale dédiée GrDF vous accompagne dans vos projets

## Une relation qui s'adapte

**Une fonction territoriale GrDF dédiée qui vise à renforcer la relation de proximité tout en l'orientant vers :**

- l'aménagement des territoires,
- la politique énergétique locale,
- la gestion de la concession,

**Un interlocuteur spécialisé, au service des collectivités territoriales, qui est à même de :**

- Accompagner les élus pour que là où se trouve le réseau de gaz naturel, il soit intégré dans les projets territoriaux
- Mobiliser les compétences nécessaires au sein de GrDF pour accompagner les projets des collectivités.
- Répondre à des questions diverses (travaux, solutions énergétiques ...)



La fonction territoriale dédiée GrDF vous accompagne dans vos projets

## Les nouveaux acteurs de proximité de GrDF

**Chaque collectivité locale et territoriale, dispose de son interlocuteur dédié au sein de GrDF.**

- Le Conseiller collectivités territoriales de GrDF, Gilles Lelièvre, assure la relation de GrDF auprès des communes du Territoire de Belfort et du Doubs, en particulier celles du Sygam ;
- La Déléguée Territorial de GrDF, Gladys Montagnole, coordonne l'action de GrDF à l'échelle de la Franche Comté ;
- Le Directeur Territorial Régional de GrDF, Patrick Savoldelli, pilote l'action de GrDF à l'échelle de l'Alsace et de la Franche-Comté ;
- Le Directeur Territoires et Développement de GrDF, Maurice Mennereau, pilote les équipes territoriales et celles en charge du développement à la maille de la région Est.



**Cécile TINELLE**

Attachée de communication  
03 89 46 73 26  
06 77 37 42 31  
[cecile.tinelle@erdf-grdf.fr](mailto:cecile.tinelle@erdf-grdf.fr)



**Patrick SAVOLDELLI**  
Directeur Territorial  
Alsace Franche-Comté  
06 85 71 67 24  
[patrick.savoldelli@grdf.fr](mailto:patrick.savoldelli@grdf.fr)



**Gladys MONTAGNOLE**

Délegate Territoriale  
Franche-Comté  
03 81 83 85 67  
06 27 28 60 94  
[gladys.montagnole@grdf.fr](mailto:gladys.montagnole@grdf.fr)



**Nathalie PICCOCHE**

Assistante  
03 89 46 73 31  
[nathalie.picoche@erdf-grdf.fr](mailto:nathalie.picoche@erdf-grdf.fr)



**Gilles LELIEVRE**

Conseiller collectivités territoriales  
Doubs et Territoire de Belfort  
03 81 83 85 52  
06 07 28 00 11  
[gilles.lelievre@erdf-grdf.fr](mailto:gilles.lelievre@erdf-grdf.fr)



**Françoise GENTET**  
Conseillère collectivités territoriales Jura  
03 84 79 49 50  
06 85 71 67 21  
[francoise.gentet@grdf.fr](mailto:francoise.gentet@grdf.fr)

**Philippe JACQUINOT**

Conseiller collectivités territoriales  
Haute-Saône et Doubs  
03 81 83 84 73  
06 33 02 30 38  
[Philippe.jacquinot@grdf.fr](mailto:Philippe.jacquinot@grdf.fr)





La fonction territoriale dédiée GrDF vous accompagne dans vos projets

## Un engagement dans la durée

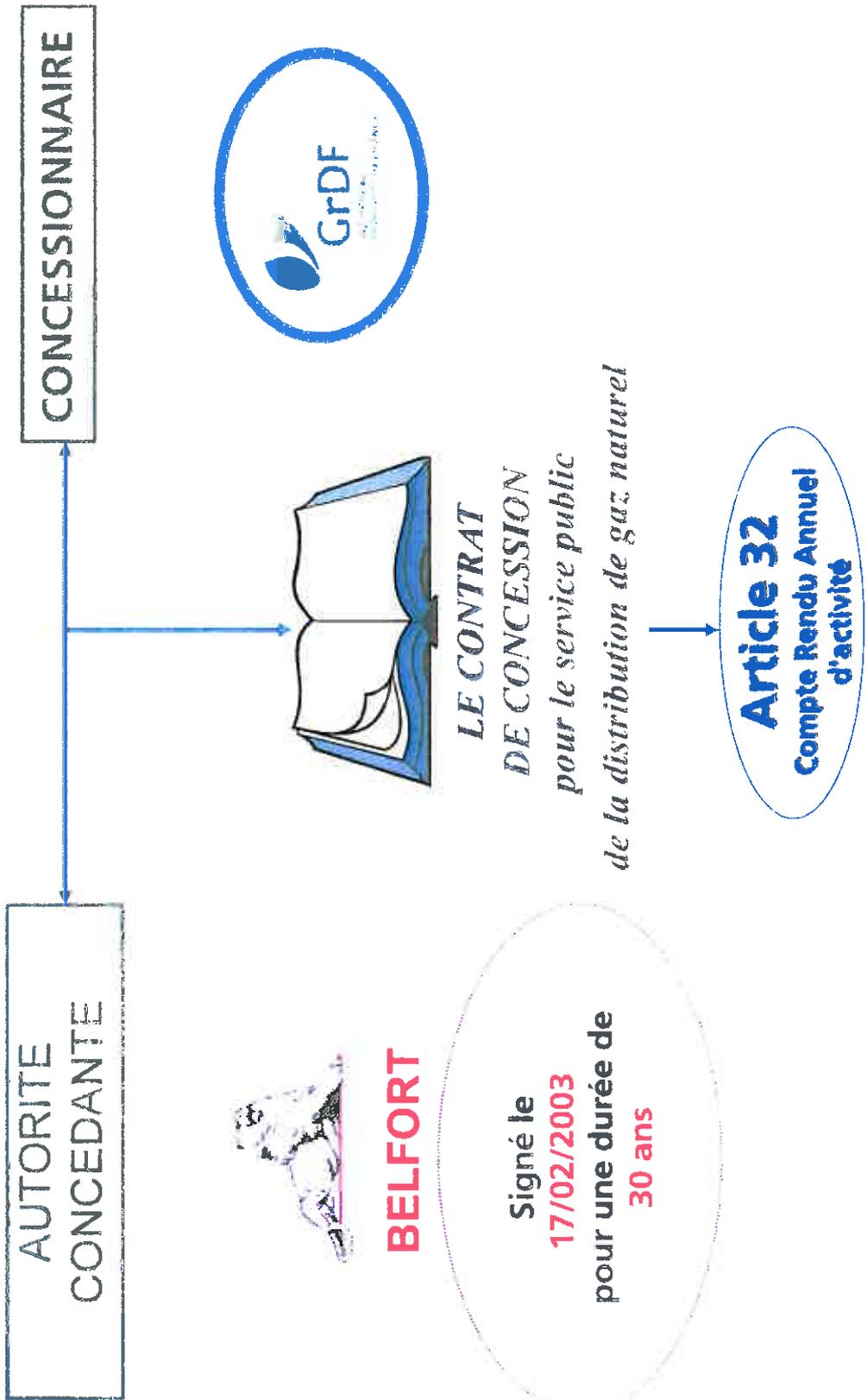
**GrDF assure sa mission de service public par délégation :**

- L'urgence sécurité gaz est toujours disponible 24h/24 et 7j/7 (0800 47 33 33)
- L'entretien du réseau de gaz naturel,
- La relève des compteurs pour le compte des fournisseurs,
- La promotion du gaz naturel et de solutions énergétiques performantes et respectueuses de l'environnement,
- L'accompagnement des collectivités territoriales et des acteurs de la construction dans l'aménagement des territoires.

**GrDF renforce au quotidien sa relation de proximité avec les collectivités locales et territoriales**

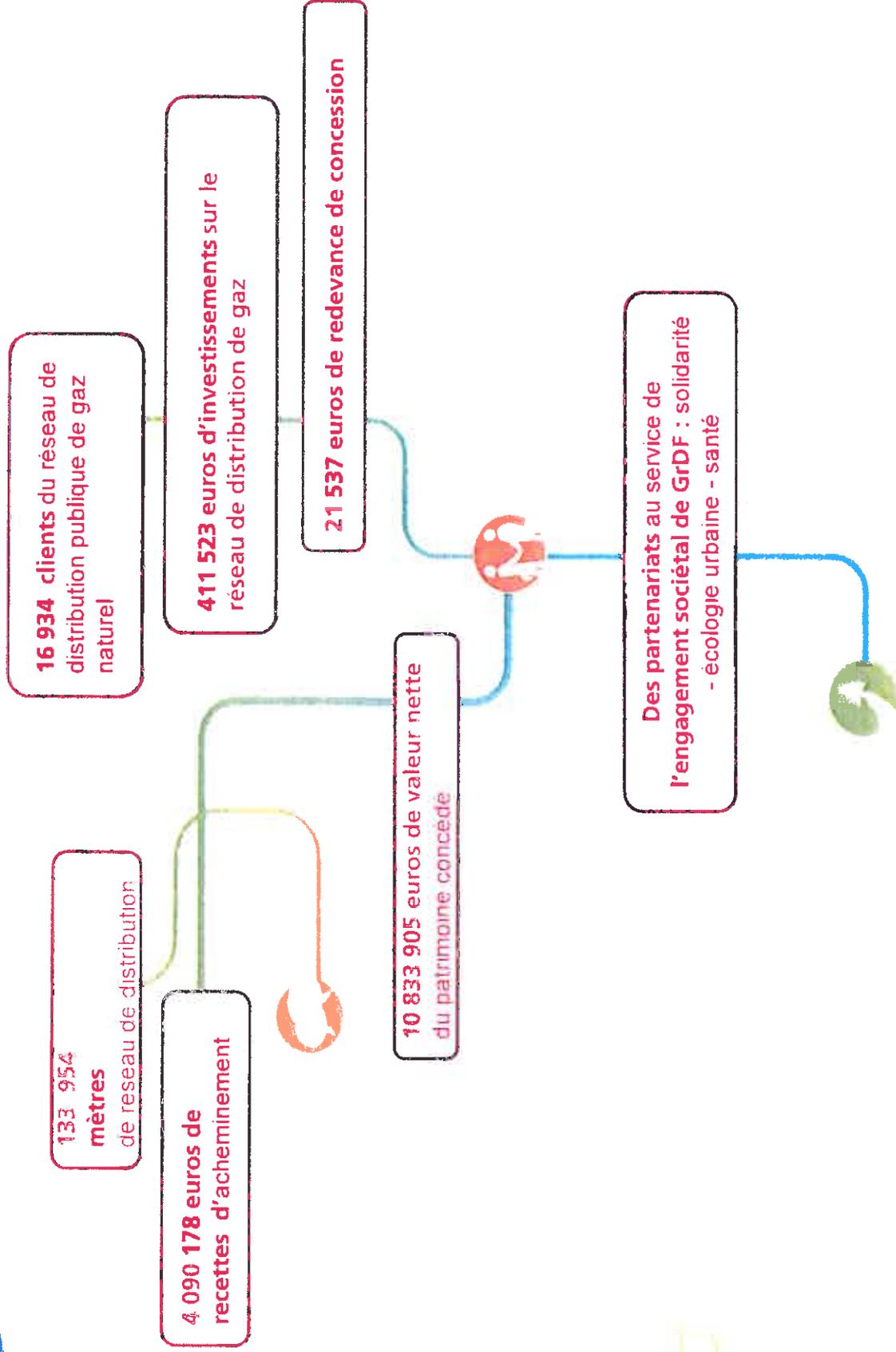


# Une relation régulière et constructive avec l'autorité concédante





# Les chiffres clés de la concession en 2011





# Patrimoine et investissements 2011

## Inventaire des réseaux par type de pression

| Ouvrages concédés (longueur en mètres)   | 2011           | 2010           | 2009           | 2008           |
|------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Canalisations basse pression             | 24 241         | 24 561         | 25 712         | 27 679         |
| Canalisations moyenne pression           | 109 713        | 108 683        | 107 883        | 104 883        |
| <b>Longueur totale des canalisations</b> | <b>133 954</b> | <b>133 244</b> | <b>133 595</b> | <b>132 562</b> |

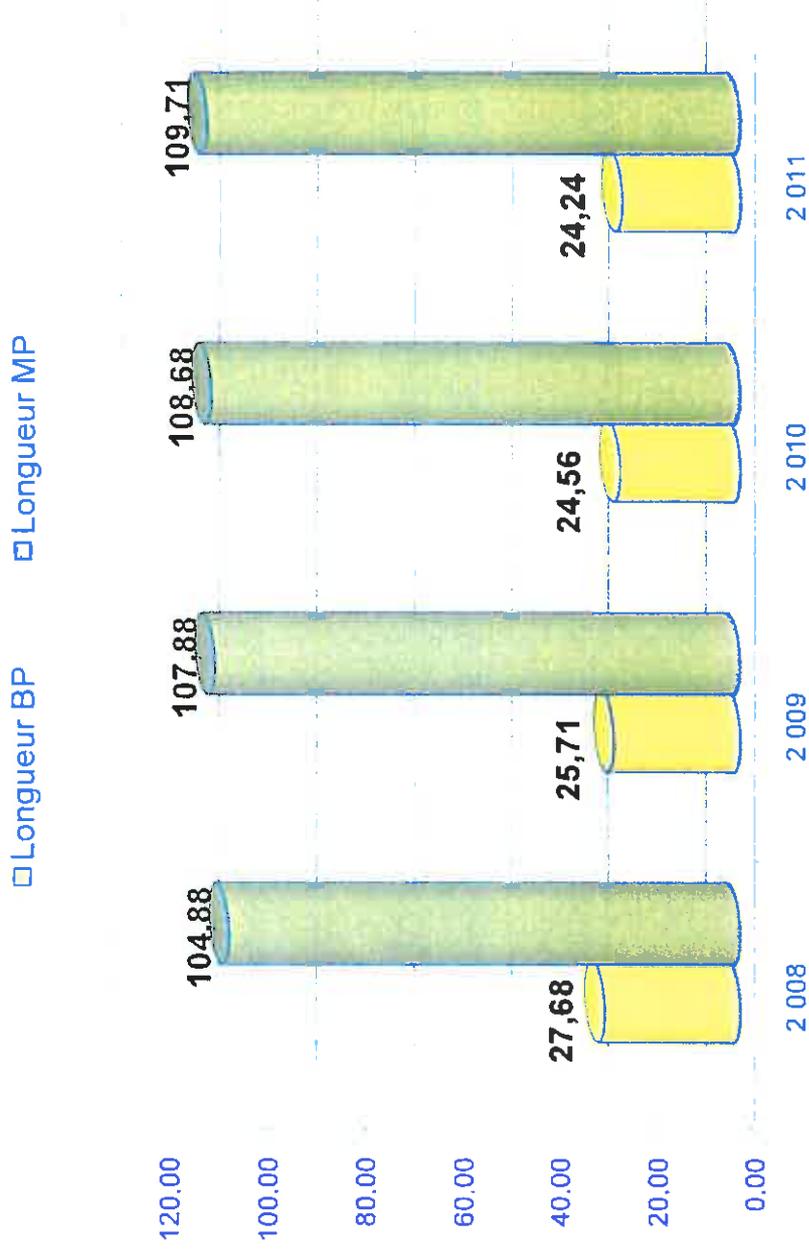


## Inventaire du nombre de postes de détente de distribution publique

|                                       | 2011 | 2010 | 2009 | 2008 |
|---------------------------------------|------|------|------|------|
| Nombre de Postes DP sur la concession | 36   | 38   | 40   | 38   |



# L'évolution et la composition du réseau (en km)



Poursuite suppression BP: -320 m

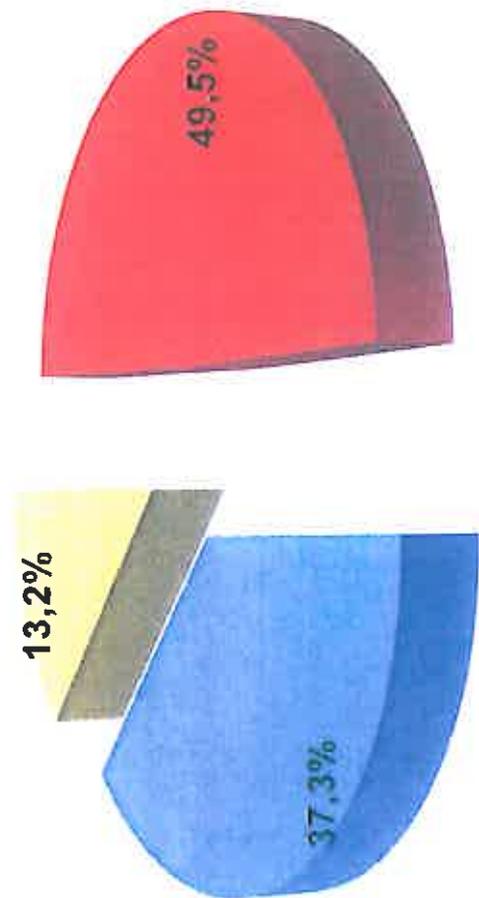
Augmentation du réseau MP: 1030 m

➔ Au global, extension + renouvellement: 710 m



# Composition du réseau

■ PE ■ Acier ■ Autres (Alu, Cu, Fonte ductile....)



|                                     | 2011   | 2010  | 2009  | 2008  |
|-------------------------------------|--------|-------|-------|-------|
| PE                                  | 66 281 | 65280 | 64654 | 62000 |
| Acier                               | 49 973 | 49939 | 50138 | 49978 |
| Autres (Alu, Cu, Fonte ductile....) | 17 700 | 18026 | 18803 | 20583 |

Une légère évolution du réseau MPB en 2011 (1020m)  
Réseau essentiellement en PolyEthylène (PE)



# Patrimoine et investissements 2011

En 2011, GrDF a investi **411 253 euros** sur le territoire de la concession, (1/4 développement /3/4 modernisation)

| Maille concession (en euros HT) | 2011           | 2010           | 2009           | 2008           | 2007           |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Développement des ouvrages      | <b>110 636</b> | <b>161 845</b> | <b>236 416</b> | <b>192 002</b> | <b>114 000</b> |
| Modernisation des ouvrages      | <b>300 887</b> | <b>590 944</b> | <b>651 996</b> | <b>595 624</b> | <b>178 000</b> |

L'investissement en 2011 ne reflète pas toute l'activité de l'année.

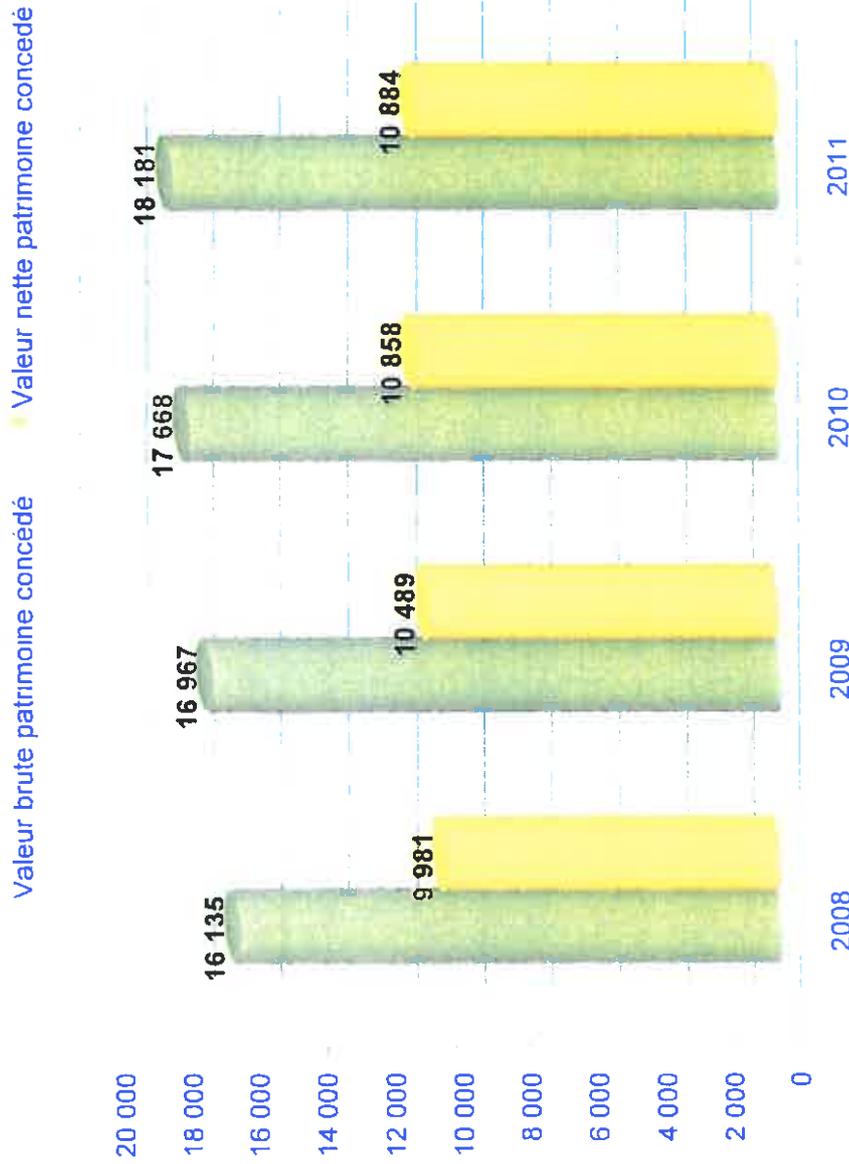
Sur un plan comptable, les chantiers sont immobilisés lorsqu'ils sont totalement terminés (travaux, cartographie,...).

Il y a donc un effet report pour les chantiers réalisés pour partie en 2011 et immobilisés en 2012 (Optymo).

Dans ce cas précis d'Optymo, il s'agit essentiellement de travaux de renouvellement de réseau, liés à du dévoiement pour nous permettre d'intervenir plus facilement ultérieurement.



# Le patrimoine réseau ( en k€ )



## Un patrimoine financier qui augmente régulièrement

Valeur brute: montant investi pour construire un ouvrage

Valeur nette : valeur de l'ouvrage, minorée du montant des amortissements

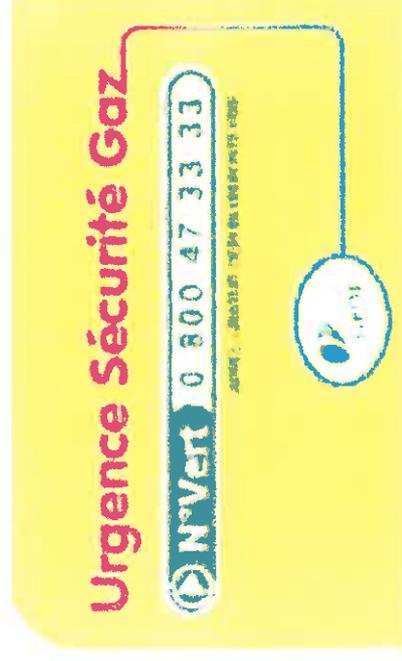




# La sécurité des ouvrages : un engagement de chaque instant

Les appels de tiers reçus en 2011 au N° Urgence Sécurité Gaz et concernant le territoire de votre concession sont classés de la manière suivante :

- Intervention de Sécurité gaz : comprenant les fuites ou odeurs de gaz, les incendies ou explosions et autres motifs de sécurité,
- Dépannage gaz : comprenant les manques de gaz et autres dépannages.



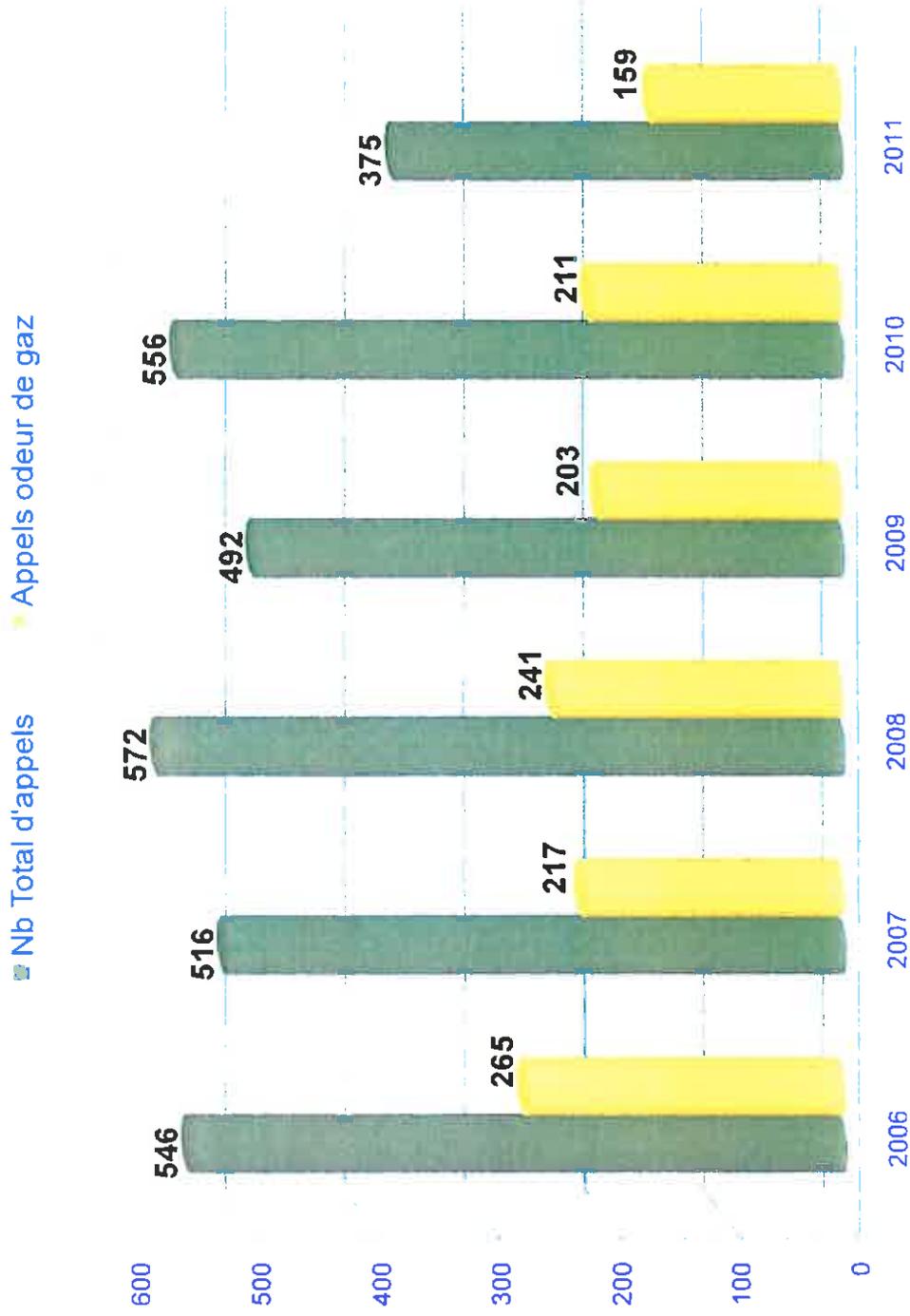


## La sécurité des ouvrages : un engagement de chaque instant

| Appels de tiers                                   | 2011       | 2010       | 2009       | 2008       |
|---------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Pour interventions sécurité gaz</b>            | <b>205</b> | <b>276</b> | <b>276</b> | <b>293</b> |
| <i>dont appels pour fuite ou odeur de gaz</i>     | <i>159</i> | <i>211</i> | <i>203</i> | <i>241</i> |
| <i>dont appels pour incendie</i>                  | <i>13</i>  | <i>21</i>  | <i>33</i>  | <i>23</i>  |
| <i>dont appels pour autres motifs de sécurité</i> | <i>33</i>  | <i>44</i>  | <i>40</i>  | <i>29</i>  |
| <b>Pour Dépannage</b>                             | <b>170</b> | <b>280</b> | <b>216</b> | <b>279</b> |
| <i>dont appels pour manque de gaz</i>             | <i>117</i> | <i>176</i> | <i>138</i> | <i>218</i> |
| <i>dont appels pour autres dépannages</i>         | <i>53</i>  | <i>104</i> | <i>78</i>  | <i>61</i>  |
| <b>Nombre total d'appels reçus</b>                | <b>375</b> | <b>556</b> | <b>492</b> | <b>572</b> |



# La sécurité : appels de tiers



# La sécurité des ouvrages : un engagement de chaque instant

|                                                                          | 2011       | 2010       | 2009       | 2008       |
|--------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Nb Incidents constatés</b>                                            | <b>195</b> | <b>305</b> | <b>259</b> | <b>268</b> |
| <b>Répartition par nature</b>                                            |            |            |            |            |
| dont manque de gaz ou défaut de pression sans fuite                      | 65         | 100        | 88         | 93         |
| dont fuite de gaz sans incendie ni explosion                             | 79         | 163        | 125        | 139        |
| dont incendie avec incendie et/ou explosion                              | 7          | 9          | 8          | 5          |
| dont incidents autres natures                                            | 44         | 33         | 38         | 31         |
| <b>Répartition par siège</b>                                             |            |            |            |            |
| dont Incidents sur ouvrages exploités par le distributeur                | 151        | 258        | 225        | 197        |
| dont incidents sur installation intérieure desservie par le distributeur | 31         | 31         | 26         | 61         |
| dont autres                                                              | 13         | 16         | 8          | 10         |
| <b>Interruption de la livraison de gaz naturel suite à l'incident</b>    |            |            |            |            |
| Nombre de clients concernés                                              | 245        | 838        | 260        | 379        |

Baisse 56% / 2010 des incidents constatés



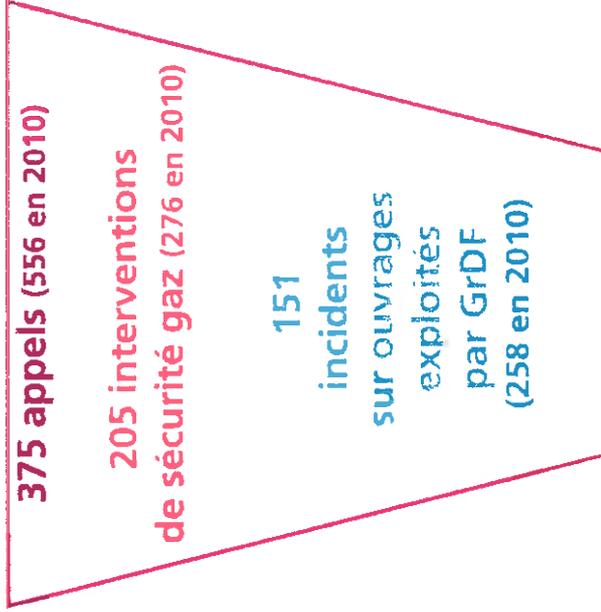
# La sécurité des ouvrages : un engagement de chaque instant

| Nombre d'incidents                                                                            | 2011       | 2010       | 2009       | 2008       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Sur les ouvrages exploités par GrDF</b>                                                    | <b>151</b> | <b>258</b> | <b>225</b> | <b>197</b> |
| <i>dont incidents sur réseau</i>                                                              | <i>2</i>   | <i>8</i>   | <i>4</i>   | <i>12</i>  |
| <i>dont incidents sur branchements individuels ou collectifs</i>                              | <i>61</i>  | <i>100</i> | <i>86</i>  | <i>80</i>  |
| <i>dont incidents sur Conduite Immeuble, Conduites Montantes et brcht particuliers sur CM</i> | <i>53</i>  | <i>121</i> | <i>105</i> | <i>81</i>  |
| <i>dont autres (postes, compteurs)</i>                                                        | <i>35</i>  | <i>29</i>  | <i>30</i>  | <i>24</i>  |



# La sécurité des ouvrages : un engagement de chaque instant

Des incidents suivis et analysés : en 2011, sur votre concession



➤ les appels pour intervention sont reçus par GrDF et traités 24h/24, 7jours sur 7

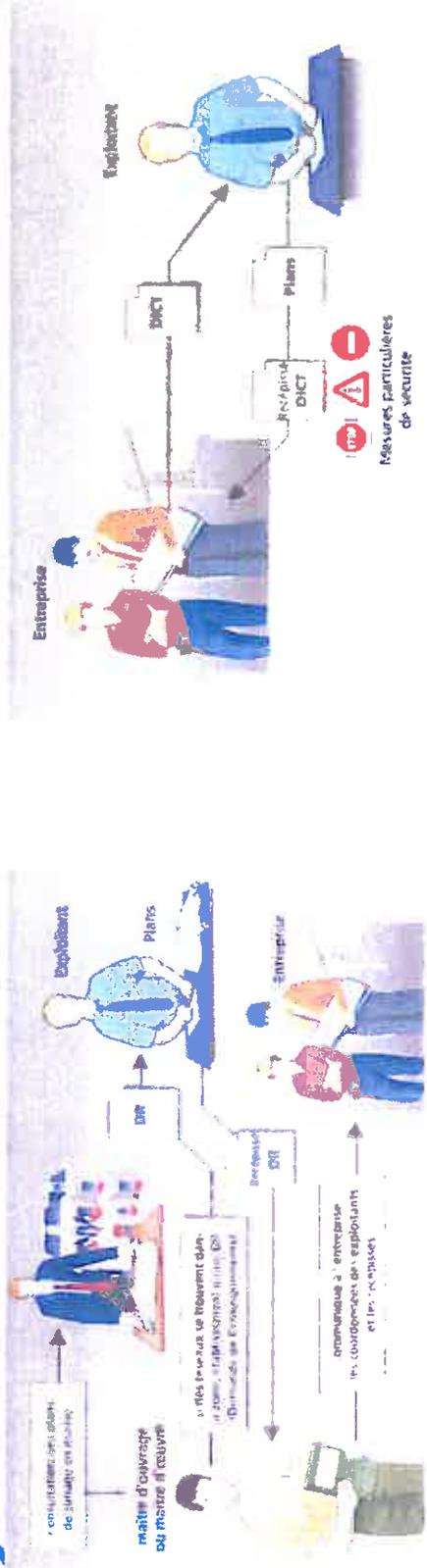
Le nombre d'appels reçus représente 2,2 % du nombre de clients

➤ Baisse du nombre d'incidents sur ouvrages exploités par GrDF : - 41%/2010

Baisse de la part des incidents sur ouvrages en concession concernant les branchements et conduites d'immeubles : 56%



# Le suivi des travaux de tiers en 2011



## Demande de Renseignements (DR)\*

\* Documents et modalités prévus par le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et l'arrêté du 16 novembre 1994.

| DR - DICT sur la concession       | 2011 | 2010 | 2009 | 2008 |
|-----------------------------------|------|------|------|------|
| Nombre de DR reçues et traitées   | 124  | 61   | 98   | 45   |
| Nombre de DICT reçues et traitées | 441  | 441  | 420  | 424  |



## Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)\*

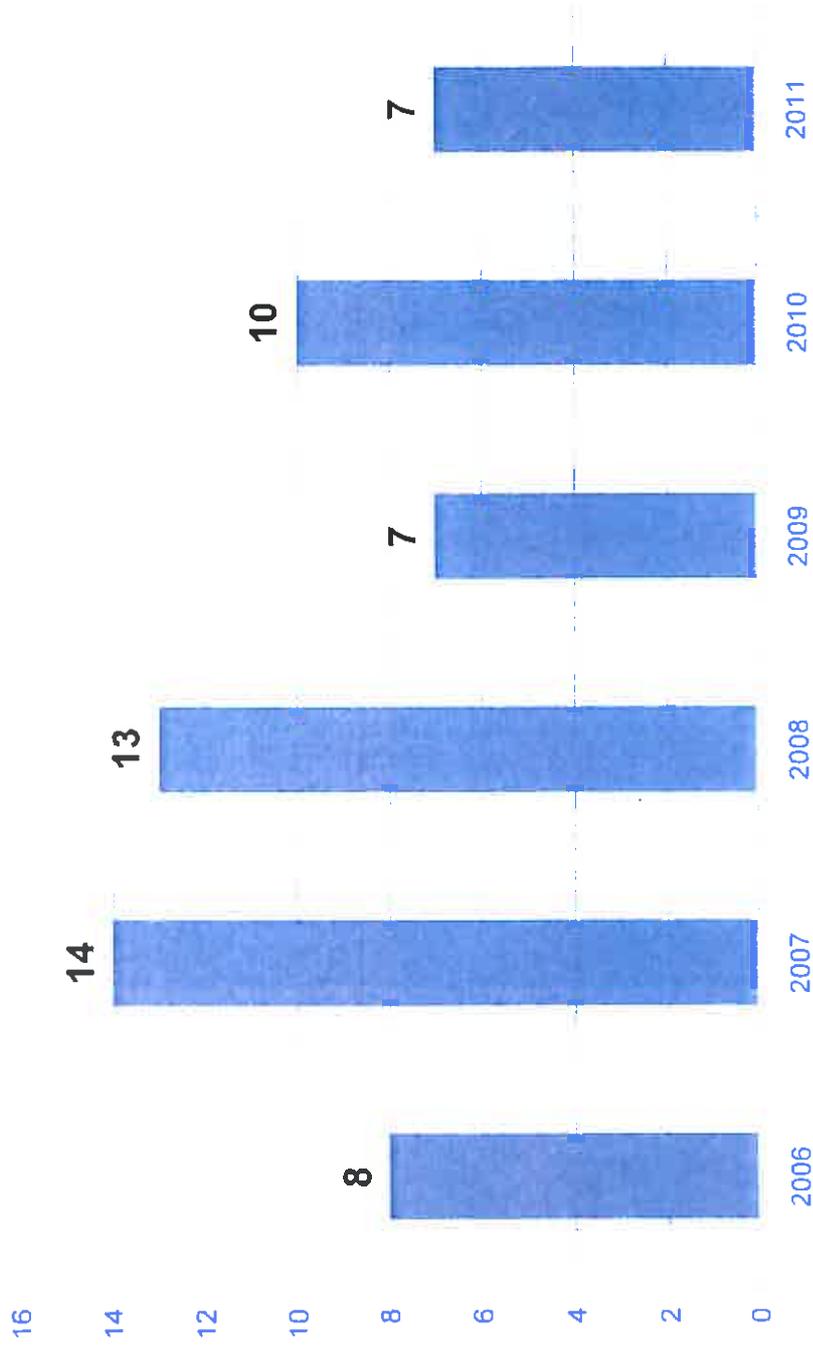
| Dommages aux ouvrages de la concession            | 2011 | 2010 | 2009 |
|---------------------------------------------------|------|------|------|
| Nombre de dommages lors ou après travaux de tiers | 7    | 10   | 7    |

Une nouvelle réglementation pour l'exécution des travaux à proximité d'ouvrages de transport ou de distribution aériens ou souterrains est en cours d'élaboration.

GrDF s'est impliqué aux côtés du ministère et des acteurs (maîtres d'ouvrages, opérateurs de réseaux, entreprises de travaux publics...) dans sa rédaction.



## Les dommages aux ouvrages



**Une diminution des DO, avec un seuil à franchir de 7 DO**



# Le suivi des travaux de tiers en 2011

construire sans détruire

**Le Plan anti-endommagement : une réforme de la réglementation des travaux à proximité des ouvrages rendue indispensable par le retour d'expérience sur la réglementation d'octobre 1991.**

- **La création d'un Guichet Unique** pour centraliser les renseignements utiles à la réalisation des Déclarations de Travaux (DT) et Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DICT). Les mairies n'ont plus à tenir à jour la liste des exploitants de réseaux et les plans de zonage.
- **L'ajout de mesures supplémentaires de prévention :**
  - Meilleure préparation amont des chantiers et investigations complémentaires en cas de cartographie imprécise
  - Amélioration progressive de la cartographie des réseaux (géo-référencement pour 2019)
  - Obligation pour les exploitants de réseaux sensibles de se rendre sur place pour localiser.
  - Anticipation des risques par une identification préalable des organes de coupure.
  - Mise en arrêt du chantier en cas de différences notables entre l'état réel du sous-sol et les informations portées à la connaissance de l'entreprise de travaux.
- **Un renforcement des compétences** en matière de sécurité pour les personnels des maîtres d'ouvrages et des entreprises de travaux.
- **La mise en place d'un « Observatoire national DT DICT »** pour faire vivre le retour d'expérience et entretenir l'information et la sensibilisation de tous les acteurs.

**Un ensemble de mesures contraignantes mais nécessaires aujourd'hui pour la sécurité des intervenants et diminuer la gêne des riverains, notamment en matière de durée des travaux et de circulation.**



## La procédure gaz renforcée

Généralisation de la PGR sur l'ensemble du territoire national effective au 1<sup>er</sup> juillet 2011.

Elle réaffirme l'importance d'une coordination sans faille sur le terrain, sous la responsabilité des sapeurs-pompiers.

Les premiers rex montrent que cette procédure entraîne des incidents significatifs plus fréquents (plus d'impacts en terme de clients coupés)

Dans le Territoire de Belfort, signature d'une convention sur la prévention des DO avec la préfecture et les différents acteurs.



# Les clients de la concession : développement et fidélisation

⇨ L'économie du distributeur GrDF repose sur l'acheminement du gaz naturel pour le compte de tous les fournisseurs choisis par les clients finaux.

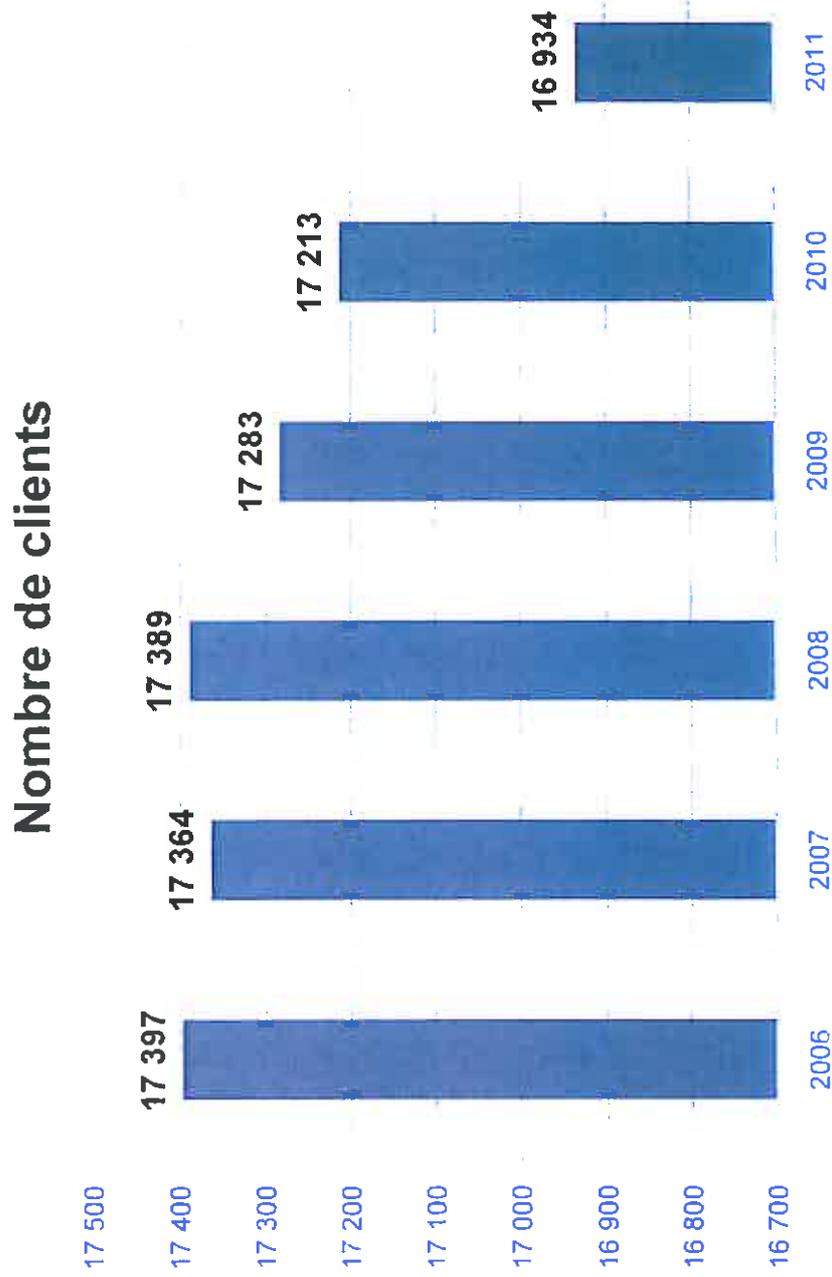


**16934** clients gaz naturel  
raccordés au réseau concédé

**4 090 178** euros  
de recettes d'acheminement  
(10 218 460 en 2010)



## Evolution du nombre de clients



**Diminution de 1,65% du nombre de clients en 2011**



# Les clients de la concession

| Données acheminement sur la concession     | 2011      | 2010      | 2009      | 2008      |
|--------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Nb de clients GN</b>                    | 16 934    | 17 213    | 17 283    | 17 389    |
| <b>Quantités d'énergie acheminée (Mwh)</b> | 466 235   | 584 941   | 540 555   | 540 041   |
| <b>Recettes acheminement (€)</b>           | 4 090 178 | 4 807 219 | 4 509 596 | 4 416 160 |

| Prestations du distributeur GrDF | 2011  | 2010  | 2009  |
|----------------------------------|-------|-------|-------|
| <b>Changement fournisseur</b>    | 206   | 226   | 618   |
| <b>Intervention pour impayés</b> | 589   | 522   | 27    |
| <b>Mise en service</b>           | 2 973 | 3 115 | 2 948 |

# Les éléments financiers

| PATRIMOINE             | 2011 | 2010       | 2009       | 2008       |
|------------------------|------|------------|------------|------------|
| Longueur réseau GN     | m    | 133 954    | 133 244    | 132 562    |
| Valeur nette           | €    | 18 181 192 | 17 668 218 | 16 135 180 |
| Valeur nette           | €    | 10 883 905 | 10 857 556 | 9 980 840  |
| Valeur de remplacement | €    | 40 725 944 | 39 805 744 | 34 238 370 |

| ELEMENTS<br>Compte<br>Exploitation | 2011 | 2010             | 2009             | 2008             |
|------------------------------------|------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes<br>acheminement           | €    | 4 090 178        | 4 807 219        | 4 509 596        |
| Recettes hors<br>acheminement      | €    | 277 567          | 237 806          | 222 489          |
| <i>Sous total...</i>               | €    | <i>4 367 745</i> | <i>5 045 025</i> | <i>4 732 085</i> |
| Charges totales<br>Exploitation    | €    | 1 822 024        | 1 855 254        | 1 875 437        |
| Charges calculées                  | €    | 1 219 525        | 1 132 433        | 1 395 974        |
| <i>Sous total...</i>               | €    | <i>3 041 549</i> | <i>2 987 687</i> | <i>3 271 411</i> |

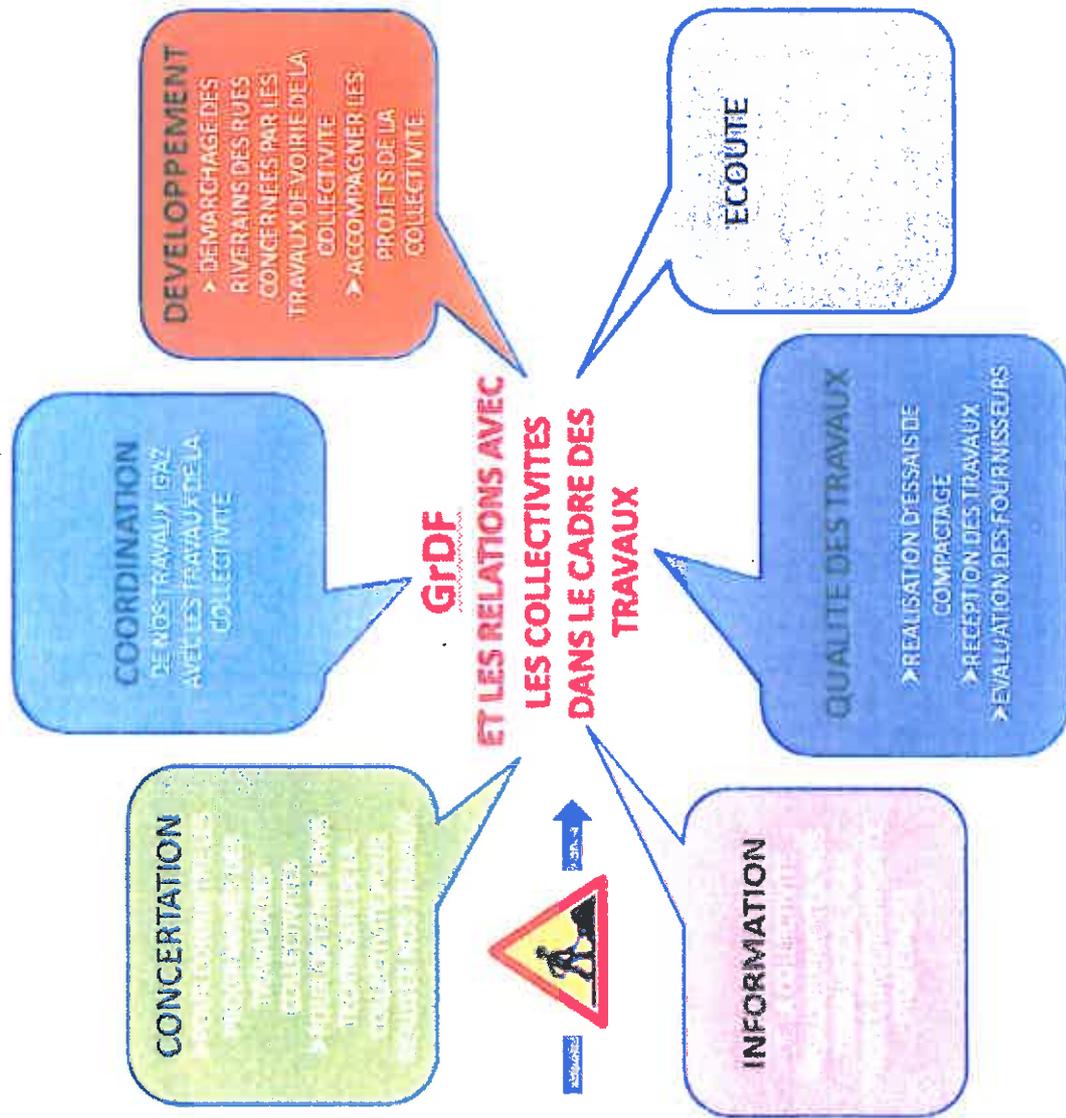


# La confiance des collectivités sur la Franche Comté

Enquête anonyme, à l'échelle des centres de distribution GrDF

|                                           | 2009 | 2010 | 2011 |
|-------------------------------------------|------|------|------|
| National                                  | 75,9 | 77,7 | 78   |
| Région Est                                | 76,6 | 77,1 | 78,6 |
| Franche Comté Nord<br>(Nord 25, 70 et 90) | 77   | 74,7 | 72,5 |
| Franche Comté Sud<br>(Sud 25, 39)         | 73,2 | 75,4 | 80   |

# Des actions pour améliorer le qualité des travaux





# HERAKLES gaz

Le portail d'information sur les travaux de fouille ponctuels de GrDF, branchements, interventions de dépannage

## Les fonctionnalités

- 1 - Consulter un chantier
- 2 - Déposer une observation
- 3 - Déposer une Réclamation
- 4 - Extraire les données

Connexion internet partagée  
(via le portail [www.grdf.fr](http://www.grdf.fr))





# Les faits marquants en Franche Comté

**Assises de la Sécurité Industrielle à Besançon. Les prochaines auront lieu à Belfort**



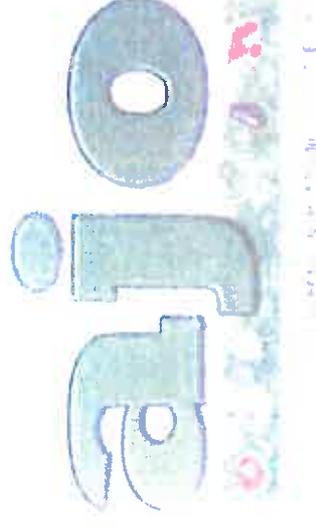
Actions de prévention Dommages Ouvrages gaz,  
Décret DT DICT, Procédure Gaz renforcée



## L'engagement sociétal de GrDF

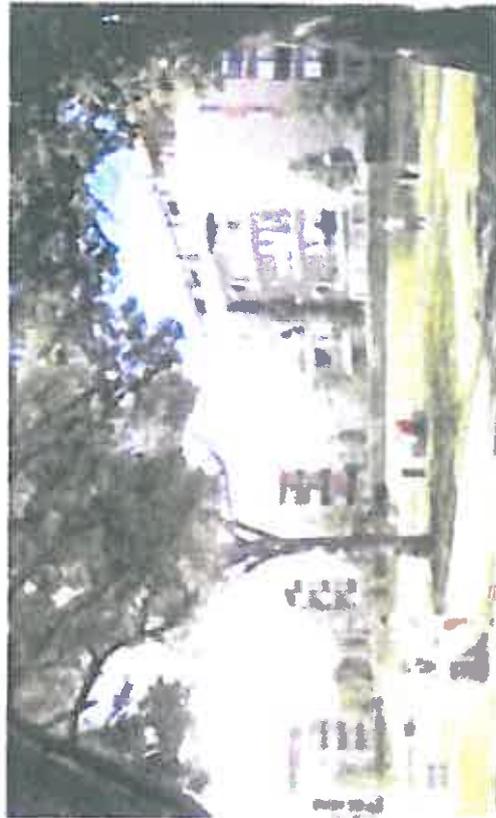
*Soutien à l'Association des  
Jardins Ouvriers de Belfort pour  
l'achat de Cabanes de jardins  
et de récupérateurs d'eau.*

*Partenariat engagé pour une  
durée de 3 ans.*





## Solution gaz performante à Belfort



www.bbc-belfort.com

Sur la zone Parc à Ballons, 90 logements BBC avec une solution chauffage gaz condensation individuel.



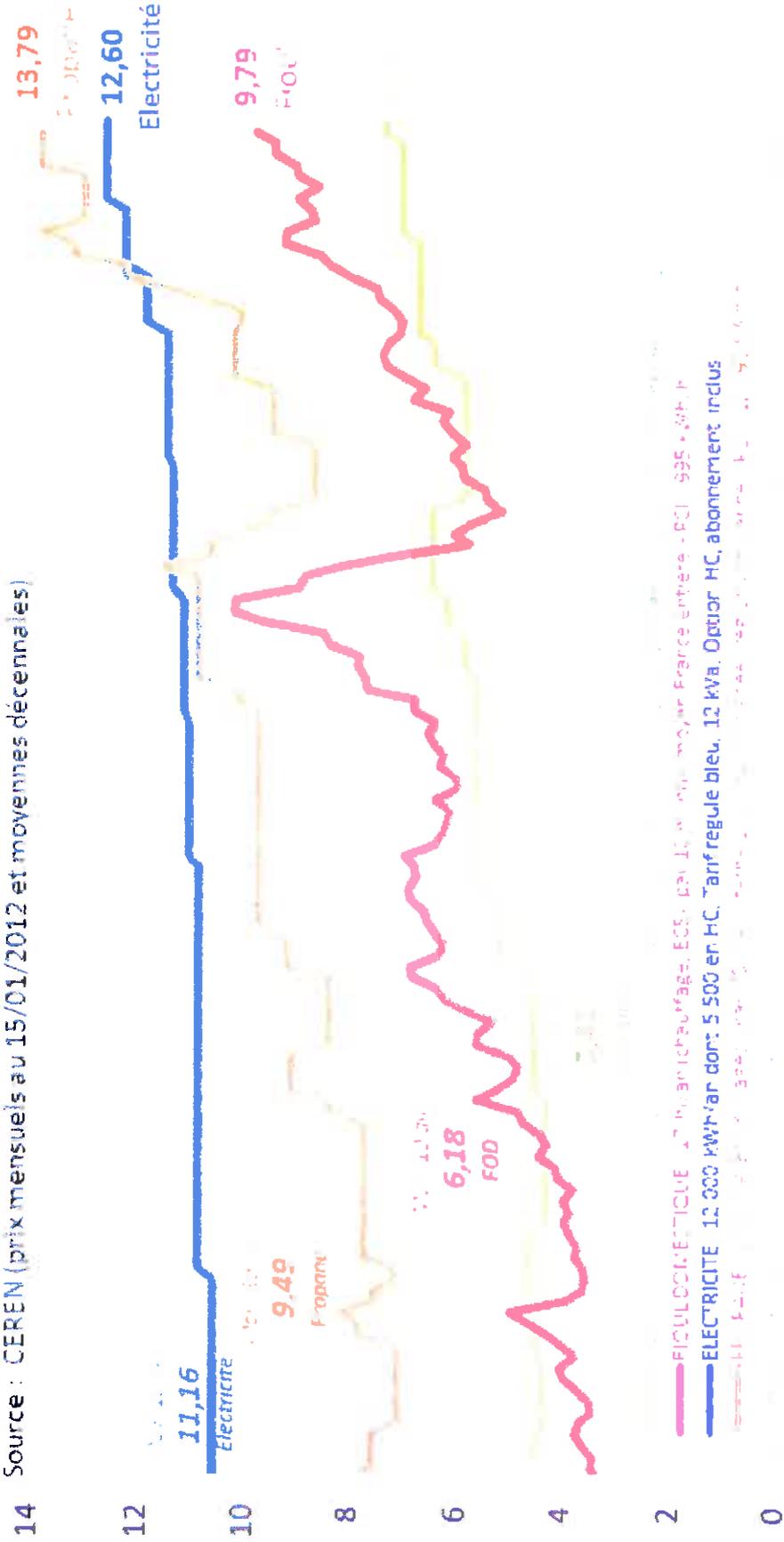
# Prix des énergies (évolution → 15/01/2012)

## Le gaz naturel creuse l'écart

### Evolution du prix des énergies 2002-2012

Euros TTC courants pour 100 kWh PCI, tarifs usages domestiques

Source : CEREN (prix mensuels au 15/01/2012 et moyennes décennales)



2002

2007

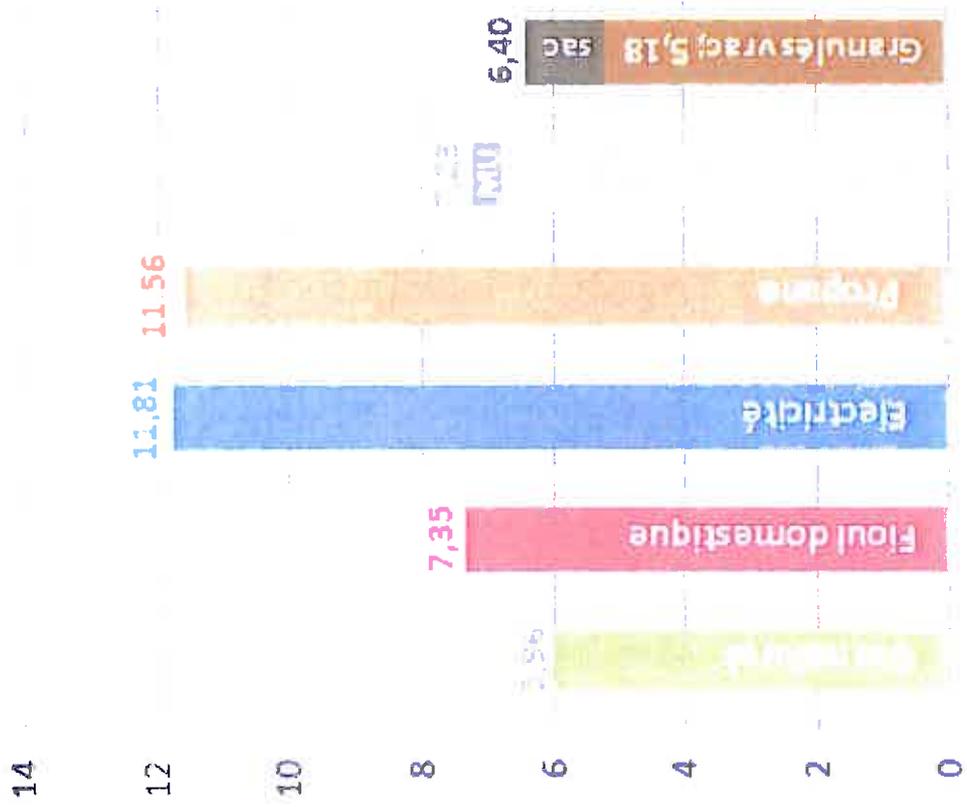
2012



# Evolution 2002-2011 des prix moyens annuels

Sources : MEEDDM (base Pégase et prix DIREM), ADEME/BASIC

## Prix moyen des énergies sur 5 ans (2007-2011)



Prix TTC en euros courants pour 100 kWh PCI

Sources : MEEDDM/CGDD/DES (Pégase), DIREM, ADEME/BASIC

## VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

12-128

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Garantie d'emprunt –  
Territoire Habitat –  
Refinancement à taux fixe  
sur la durée résiduelle  
d'un emprunt structuré  
auprès de Dexia Crédit  
Local

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Finances

## DELIBERATION

de M. Bruno KERN, Premier Adjoint

---

Références  
Mots clés

BK/RB/VS/EP - 12-128  
Dette/Trésorerie - Code matière : 7.3

Objet

**Garantie d'emprunt – Territoire Habitat – Refinancement à taux fixe sur la durée résiduelle d'un emprunt structuré auprès de Dexia Crédit Local**

Territoire Habitat a sollicité de Dexia Crédit Local, qui a accepté, le refinancement selon de nouvelles caractéristiques financières d'un prêt de type structuré (contrat n° MPH252733EUR001) en un prêt à taux fixe sur la durée résiduelle. Ce prêt fait partie du refinancement effectué par Territoire Habitat de 36 millions d'euros en 2007 et garanti par la Ville de Belfort par délibération du Conseil Municipal du 20 décembre 2007.

Le prêt, d'un montant initial de 7 727 471.72 €, est réaménagé au 1<sup>er</sup> décembre 2012, pour un capital restant dû de 6 545 760.89 €.

La modification de taux n'impacte pas le montant et la nature de la précédente garantie accordée par la Ville de Belfort.

Les caractéristiques du prêt garanti par la Ville de Belfort après réaménagement sont détaillées ci-dessous :

**Prêt de 6 545 760.89 € garanti à hauteur de 3 272 880.45 € :**

- Date d'effet du réaménagement : 1<sup>er</sup> décembre 2012
- Montant total réaménagé : 6 545 760.89 €
- Périodicité des échéances : annuelle
- Durée de remboursement (en nombre d'échéances) : 20
- Date de 1<sup>ère</sup> échéance : 1<sup>er</sup> décembre 2013
- Taux d'intérêt : taux fixe de 4.88 % maximum
- Taux annuel de progressivité de l'amortissement : 5 %

Les caractéristiques ainsi modifiées s'appliquent au montant total du capital réaménagé ainsi que, le cas échéant, au montant total des intérêts compensateurs ou différés dus au titre du réaménagement et maintenus à la date d'effet du réaménagement, jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés ci-dessus, la commune de Belfort s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de Dexia Crédit Local adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La commune de Belfort s'engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 41 voix pour et 1 abstention (M. Jean-Marie PHEULPIN),

(M. Etienne BUTZBACH et Mme Samia JABER ne prennent pas part au vote)

**ACCEPTE** ce réaménagement de dette garantie.

**AUTORISE** M. le Maire à signer les avenants de réaménagement qui seront passés entre Dexia Crédit Local et l'emprunteur.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

~~Objet : Garantie d'emprunt - Territoire Habitat - Refinancement à taux fixe sur la durée résiduelle d'un emprunt structuré auprès de Dexia Crédit Local~~

## VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

12-129

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Décision Modificative n° 1  
de l'exercice 2012 du  
Budget Principal Ville

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

*(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Mme Sylvie CABLE-GUYOT

~~~~~

Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Finances

DELIBERATION

de M. Bruno KERN, Premier Adjoint

Références
Mots clés

BK/RB/CD/EP - 12-129
Budget - Code matière 7.1

Objet

Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2012 du Budget Principal Ville

Il vous est proposé d'examiner quelques ajustements à apporter au Budget Principal de la Ville.

1. Les Crédits Nouveaux : détaillés en annexe 1

En section de fonctionnement, les recettes de fonctionnement sont constituées des crédits correspondant à la régularisation des rattachements de fin d'exercice (alimentation, fournitures) pour 112 K€ et à l'ajustement de la compensation de taxe d'habitation pour 11 K€.

Le bilan du Programme de Réussite Educative (PRE) permet de dégager une recette complémentaire de 21 K€ et d'ajuster la participation à la baisse de 9 K€.

Pour les dépenses, il s'agit principalement de la régularisation des flux financiers liés à la mise en commun des services entre la Ville et la CAB, nécessaire après l'examen détaillé de la Commission des comptes de la mutualisation.

Au final, le solde sur les flux de frais de fournitures de bureau, du mobilier, du matériel informatique et des loyers entre les deux collectivités s'élève à 153 K€ (289 K€ en dépenses - 136 K€ attendus en recettes)

En section d'investissement, les crédits nouveaux s'élèvent à 178 K€ et se déclinent sur deux postes :

- Les subventions d'investissement à hauteur de 159 K€, dont 156 K€ au titre du complément de la participation de la Ville au SMTC, dans le cadre des travaux d'aménagement d'Optymo II. Un soutien financier de 3 K€ est également inscrit au bénéfice de l'Association Judaïques Cultures (aide à la réalisation de fac-similés sur tissu mappots).

- Logiciel : 19 K€ sont inscrits pour l'acquisition d'un outil de gestion web pour le suivi des subventions des associations.

2. Les Opérations Equilibrées : détaillées en annexe 2

Divers virements de crédits entre chapitre à l'intérieur de chaque section sont proposés : il s'agit principalement de mouvements au sein d'enveloppes à affecter, gérées par les secteurs culturels et sociaux.

3. Les Transferts entre les sections d'investissement et de fonctionnement : détaillés en annexe 3

Quelques transferts entre la section d'investissement et la section de fonctionnement nécessaires au fonctionnement des services sont proposés pour les travaux d'entretien et de maintenance des divers bâtiments municipaux à hauteur de 42 K€.

4. Affectation des Subventions : détaillées en annexe 4

Les crédits nouveaux s'élèvent à 159 K€ au niveau des subventions d'investissement. L'annexe 4 détaille les mouvements comptables réalisés sur le poste des subventions au sein des sections de fonctionnement et d'investissement (opérations équilibrées-transferts-crédits nouveaux).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 33 voix pour, 8 contre (*M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT –mandataire de M. David DIMEY-, M. Sébastien VIVOT –mandataire de Mme Frédérique RIETSCH-, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL –mandataire de M. Lionel COURBEY-*) et 3 abstentions (*M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA*),

ADOpte les modifications et ajustements budgétaires de la Décision Modificative n° 1 de l'exercice 2012 (Budget Principal Ville).

ADOpte l'affectation et le versement des subventions inscrites en annexe 4.

PROCEDE A UN VOTE DISTINCT pour les associations qui comptent un membre du Conseil Municipal, soit au sein de leur bureau, soit en qualité de salarié.

AUTORISE M. le Maire à signer les conventions à intervenir avec les associations concernées, conformément à la loi du 12 avril 2000 précisée par le décret n° 2011-495 du 6 juin 2011.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

FRANCOIS SUR CK-ACTES

- 1 OCT. 2012

Thierry CHIPOT



Objet : Décision Modificative n°1 de l'exercice 2012 du Budget Principal de la Ville

ANNEXES

ANNEXE 1 : Crédits Nouveaux - Ville

ANNEXE 2 : Opérations Equilibrées - Ville

ANNEXE 3 : Transferts INV/FONC - Ville

ANNEXE 4 : Affectations Subventions

VILLE DE BELFORT

BUDGET PRINCIPAL VILLE

FONCTIONNEMENT

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
62876	020	25	11931	Flux régularisat°07-11fournitures bureau	16 245,93			
62876	020	25	11932	Flux régularisat°07-11 mobilier	11 779,30			
62876	020	25	11933	Flux régularisat°07-11mat informatiques	33 397,55			
62876	020	25	11934	Flux régularisat°07-11 loyers et fluides	227 247,74			
6288	020	36	11971	Nettoyage costumes accueil	500,00			
Total chapitre 011					289 170,52			
6554	824	2210	10516	SMAU participat°solde	1 654,93			
65736	20	33	08437	CCAS subvention ajustement 2012		-9 400,00		
Total chapitre 65					1 654,93	-9 400,00		
70873	20	33	08435	CCAS Remboursement PRE ajustement			21 000,00	
70876	020	25	11935	Flux régularisat°07-11fournitures bureau			2 684,92	
70876	020	25	11936	Flux régularisat°07-11 mobilier			1 746,70	
70876	020	25	11937	Flux régularisat°07-11 mat informatiques			6 703,18	
70876	020	25	11938	Flux régularisat°07-11 loyers et fluides			125 744,55	
Total chapitre 70							157 879,35	
74835	01	25	01643	Compensation taxe habitation régul			12 388,73	
Total chapitre 74							12 388,73	
7718	01	25	09747	Rattachements régularisatlon			111 157,37	
Total chapitre 77							111 157,37	
FONCTIONNEMENT								
Cumuls					290 825,45	-9 400,00	281 425,45	0,00
Totaux					281 425,45		281 425,45	
Possibilité de financement								

VILLE DE BELFORT

BUDGET PRINCIPAL VILLE

INVESTISSEMENT

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
1321	814	283020	08709	Anru Glacis éclairage public 06-10			78 273,47	
1321	824	2910	11949	Anru Notificat *étude Glacis conv 618			26 336,35	
1321	824	2940	11948	Anru notificat° participat°éclairage rés			11 162,60	
1328	830	286040	05627	Ademe régularisat° solde subvention				-24 243,00
1345	824	25	04370	Participat° pour non réal° aires station			86 820,58	
Total chapitre 13							202 593,00	-24 243,00
2051	020	25	11930	Acquisit°logiciel Progos suivi associat°	19 000,00			
Total chapitre 20					19 000,00			
20417	824	25	11925	Optymo II solde participation 2012	156 000,00			
20421	33	31	11959	Subv judaïques cultures expo mappots	3 350,00			
Total chapitre 204					159 350,00			
INVESTISSEMENT								
Cumuls					178 350,00	0,00	202 593,00	-24 243,00
Totaux					178 350,00		178 350,00	
Possibilité de financement								

VILLE DE BELFORT

BUDGET PRINCIPAL VILLE

FONCTIONNEMENT

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
617	30	31	10653	Frais d'études	770,00			
6288	30	31	00114	Edit° dvd conseil muni 130 ans du Lion	15 000,00			
6288	30	31	11205	Enveloppe à affecter DAC		-17 770,00		
6288	422	291021	08390	MQ Forges fête de quartier	2 600,00			
6288	422	33	11970	Enveloppe à affecter- transfert	6 000,00			
Total chapitre 011					24 370,00	-17 770,00		
6558	20	3320	00934	Enveloppe à affecter- transfert subv	2 800,00			
6574	23	33	01067	Enveloppe à affecter- transfert subv		-14 800,00		
6574	30	31	08570	Polgnée d'image/cinémas d'aujourd'hui		-24 550,00		
6574	30	31	11957	Polgnée d'image/communication plaquett	3 000,00			
6574	311	31	11955	Subv excep Ensemble Instrumental Belfo	2 000,00			
6574	314	31	03596	Cinémas d'aujourd'hui complément subv	21 550,00			
6574	421	3320	03746	Pavillon des sciences- ajustement	6 000,00			
6574	422	291020	01418	Enveloppe soutien à projets CSC		-6 225,00		
6574	422	291020	11164	MQ J Jaures soirée du faubourg	1 000,00			
6574	422	291020	11166	MQ Glacis fête de quartier	425,00			
6574	422	291020	11474	Assoc J Brel séjour jeunes	1 200,00			
6574	422	291020	11961	MQ Glacis projet cirque	1 000,00			
6574	830	286040	09515	Gaïa Energie- subvention	500,00			
6574	830	286040	10014	Enveloppe à affecter- transfert subv		-1 000,00		
6574	830	286040	11966	Croqueurs de pommes- subvention	500,00			
Total chapitre 65					39 975,00	-46 575,00		
FONCTIONNEMENT								
Cumuls					64 345,00	-64 345,00	0,00	0,00
Totaux								
Possibilité de financement								

VILLE DE BELFORT

BUDGET PRINCIPAL VILLE

INVESTISSEMENT

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
1328	01	25	08811	Acq° 3 av de la Miette écritures ordre			1,00	
1328	01	25	08811	Acq° parcelle rue du Salbert écritures o			120,00	
2118	01	25	1D304	Acq° 3 av de la Miette écritures ordre	1,00			
2118	01	25	1D304	Acq° parcelle rue du Salbert écritures o	120,00			
Total chapitre 041					121,00		121,00	
2031	020	283010	06826	Etudes halle Sernam transf chap 23	3 564,00			
2031	820	281020	10325	Travaux Bailot transf serv maint		-49 581,82		
Total chapitre 20					3 564,00	-49 581,82		
20415	811	283020	11947	Régul participat°Ville e/p rue Naegelen	8 394,00			
20417	824	25	11925	Optymo II participat° transf chap 204	1 125 000,00			
Total chapitre 204					1 133 394,00			
2158	823	284030	00836	Panneaux d'info transf du chap 23	1 950,00			
2188	824	285020	11815	Mobilier transf chap 23	7 500,00			
Total chapitre 21					9 450,00			
2312	833	284030	11725	Panneaux d'info transf au chap 21		-1 950,00		
2313	020	283010	11805	Etudes halle Semam transf chap 20		-3 564,00		
2315	820	283020	11487	Travaux Bailot transferts serv urba	49 581,82			
2315	822	283020	07196	Régul participat°Ville e/p rue Naegelen		-8 394,00		
2315	824	284020	11715	Optymo II participat° transfert chap 204		-1 125 000,00		
2315	824	285020	10263	Mobilier transf chap 21		-7 500,00		
Total chapitre 23					49 581,82	-1 146 408,00		
2031	824	284030	10409	Espaces verts Glacis solde travaux		-750,00		
2318	824	284030	08513	Espaces verts Glacis solde travaux ch20	750,00			
Total chapitre GLACIS06					750,00	-750,00		
INVESTISSEMENT								
Cumuls					1 196 860,82	-1 196 739,82	121,00	0,00
Totaux					121,00		121,00	
Possibilité de financement								

VILLE DE BELFORT

BUDGET PRINCIPAL VILLE

FONCTIONNEMENT

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
61522	020	283010	06488	Bâtiments entretien transf du chap 23	1 601,05			
61522	020	283010	06517	Entretien alarmes transf du chap 23	1 988,00			
61522	020	283010	09441	Travaux divers transfert du chap 23	161,00			
61522	020	283010	09442	Parking Bougenel ent transf du chap 23	538,00			
61522	020	283010	09443	Bâtiments divers ent transf du chap 23	2 667,00			
6156	020	27	01308	Logiciel maintenance transf du chap 23	7 494,14			
6156	020	283010	08420	Annexe ent chauff transf du chap 23	1 949,70			
6156	020	283010	08420	Maintenance transf du chap 23	12 042,00			
6156	020	283010	10355	Entretien travaux transf du chap 23	4 485,00			
6288	020	2930	09950	Vidéo verbalisat° inst transf du chap 23		-9 150,00		
6288	524	283010	08635	Ecole J. Jaurès ent transf du chap 23	8 939,00			
Total chapitre 011					41 864,89	-9 150,00		
023	01	25	01600	Virement à la section d'investissement		-32 714,89		
Total chapitre 023						-32 714,89		
FONCTIONNEMENT								
Cumuls					41 864,89	-41 864,89	0,00	0,00
Totaux								
Possibilité de financement								

VILLE DE BELFORT

BUDGET PRINCIPAL VILLE

INVESTISSEMENT

Cpte	Fon	Serv.	Clé	Libellé ligne budget	Dépenses en plus	Dépenses en moins	Recettes en plus	Recettes en moins
021	01	25	02461	Virement de la section de fonctionnem				-32 714,89
Total chapitre 021								-32 714,89
2051	112	3620	11667	Vidéoéverbalisat° inst transf au chap011	9 150,00			
Total chapitre 20					9 150,00			
2183	020	27	07348	Logiciel maintenance transf au chap 011		-7 494,14		
Total chapitre 21						-7 494,14		
2313	020	283010	06859	Entretien alarmes transf au chap 011		-1 988,00		
2313	020	283010	07043	Maintenance travaux transf au chap 011		-11 949,70		
2313	020	283010	10849	Bât divers entretien transf au chap 011		-634,00		
2313	025	283010	07025	Maison peuple ent transf au chap 011		-364,00		
2313	025	283010	07025	Travaux div transfert au chapitre 011		-161,00		
2313	212	283010	07313	Ecoles travaux divers transf au chap 011		-1 408,00		
2313	64	283010	07042	Bâtiment divers ent transf au chap 011		-2 667,00		
2313	822	283010	07030	Entretien portes CTM transf au chap 011		-4 485,00		
2313	824	283010	07031	Parking Bougenel ent transf au chap 011		-538,00		
2313	824	283010	07031	Parking Bougenel ent transf chap 011		-773,00		
2318	823	283010	06896	Ecole J. Jaurès ent transf au chap 011		-8 939,00		
Total chapitre 23						-33 906,70		
2318	324	283010	11374	Bât divers ent transf au chap 011		-464,05		
Total chapitre FORTIF						-464,05		
INVESTISSEMENT								
Cumuls					9 150,00	-41 864,89	0,00	-32 714,89
Totaux						-32 714,89		-32 714,89
Possibilité de financement								

Affectation de subventions

Annexe 4

DM1/2012

Attributaires	Imputation clé	Fonct.	Equipt
ASSOC J. BREL - PROJET SEJOURS JEUNES	11474	1 200	
ASSOC JUDAÏQUES CULTURES SUBV EQUIP	11959		3 350
CCAS - PROG. REUSSITE EDUCATIVE	08437	-9 400	
CINEMAS D'AUJOURD'HUI	03596	21 550	
ENSEMBLE INSTRUMENTAL BELFORT SUBV EXCEP	11955	2 000	
MQ DES GLACIS - PROJET CIRQUE	11961	1 000	
MQ DES GLACIS - FETE DE QUARTIER	11166	425	
MQ JEAN JAURES - FETE DE QUARTIER	11164	1 000	
PARTICIPATION EAUX PLUV RUE NAEGELEN	11947		8 394
SMTC PARTICIPATION OPTYMO 2 (solde participation)	11925		156 000
SMTC PARTICIPATION OPTYMO 2 (transfert chap 23 > 204)	11925		1 125 000
UNE POIGNEE D'IMAGES - COM PLAQUETTE	11957	3 000	
GAIA ENERGIE	09515	500	
SUBV ASSOC CROQUEURS DE POMMES	11966	500	
PAVILLON DES SCIENCES/ACCUEIL SCOLAIRE	03746	6 000	
Z/ENVELOPPE A AFFECTER ECOLES	01067	-6 000	
Z/ENVELOP A AFFECTER - ENVIRONNEMENT	10014	-1 000	
Z/ENVELOPPE A AFFECTER - CULTURE	08570	-24 550	
Z/PDSL/SOUTIEN A PROJET CCS/MQ	01418	-6 225	
Totaux		-10 000	1 292 744

Objet de la délibération

12-130

Rentrée scolaire 2012-
2013 dans les écoles
maternelles et
élémentaires
belfortaines : les effectifs
au 10 septembre 2012

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Étaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Lalifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction Education - Affaires Générales
Éducation

DELIBERATION

de Mme Armelle LELEUP, Adjointe

Références

AL/EDUC/SG/KM - 12-130

Mots clés

Enseignement - Code matière : 8.1

Objet

Rentrée scolaire 2012-2013 dans les écoles maternelles et élémentaires belfortaines : les effectifs au 10 septembre 2012

La préparation de la rentrée scolaire de septembre 2012 s'est déroulée dans un contexte d'incertitude, du fait des décisions qui n'ont pu être prises qu'après la rentrée.

Depuis plusieurs mois, et particulièrement depuis l'annonce faite le 11 avril dernier par M. le Directeur Académique sur les mesures de carte scolaire, nous avons pu exprimer notre profonde inquiétude et nos craintes.

Au cours de l'été, d'importantes variations d'effectifs sont venues conforter, dans la plupart des cas, les situations délicates.

De ce fait, de 11 fermetures, dont 5 conditionnelles et 3 ouvertures de classe, dont 1 conditionnelle au mois d'avril dernier, la carte scolaire a définitivement acté le 10 septembre 2012 la fermeture de 5 classes, le maintien de 4 classes et l'ouverture de 3 classes (cf. le détail ci-après).

1) Les mesures de carte scolaire

⇒ **Rappel des mesures de carte scolaire prévues le 11 avril 2012**

- 6 fermetures définitives (élémentaires : A. de Saint-Exupéry, J. Jaurès ; maternelles : L. Aragon, H. Metzger, Les Barres, La Méchelle),
- 5 fermetures conditionnelles (élémentaire : L. Aragon, maternelles : J. Jaurès, A. Bartholdi, P. Kergomard, R. Rucklin),
- 2 ouvertures définitives (élémentaires : V. Schoelcher, P. Dreyfus-Schmidt),
- 1 ouverture conditionnelle : élémentaire Les Barres.

⇒ **Mesures après réunion du CTS du 2 juillet dernier (pour mémoire)**

Levée fermeture conditionnelle :

Maternelle J. Jaurès, rattachement administratif de la classe de l'école de la Méchelle à la Maternelle E. Géhant.

Sur les élémentaires : transformation de l'ouverture conditionnelle des Barres. En définitive, annulation de la fermeture de la 5^{ème} classe, fermeture conditionnelle de J. Heidet.

⇒ **Mesures de carte scolaire retenues après la réunion du CTS du 10 septembre 2012**

- ↳ maintien d'ouverture dans les maternelles A. Bartholdi, P. Kergomard et H. Metzger,
- ↳ réouverture à l'école élémentaire A. de Saint-Exupéry,
- ↳ 5 fermetures définitives dans les écoles maternelles R. Rucklin, L. Aragon, les Barres et élémentaires L. Aragon, J. Heidet.

Vous trouverez, ci-après, les informations concernant l'évolution des effectifs scolaires dans les écoles belfortaines lors de la rentrée scolaire 2012-2013.

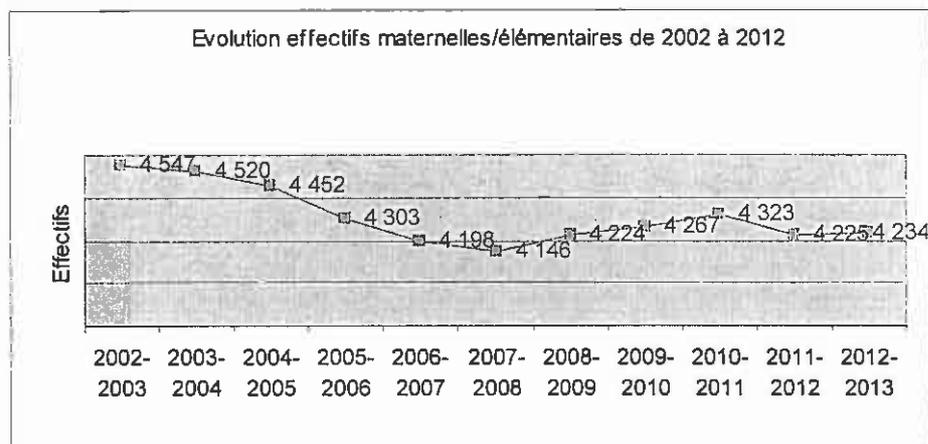
2) Les effectifs au 10 septembre 2012 dans les écoles publiques

Les effectifs des écoles ont été collectés auprès des directions à compter du 6 septembre 2012. Les évolutions ont été analysées comparativement à l'enquête lourde du 27 septembre 2011.

A) Situation générale

La population scolarisée le jour de la rentrée dans les 33 écoles belfortaines (18 maternelles, 15 élémentaires) s'élève à 4 234 enfants au 6 septembre 2012, contre 4 225 en 2011, soit une augmentation de 9 élèves (+ 0.21 %).

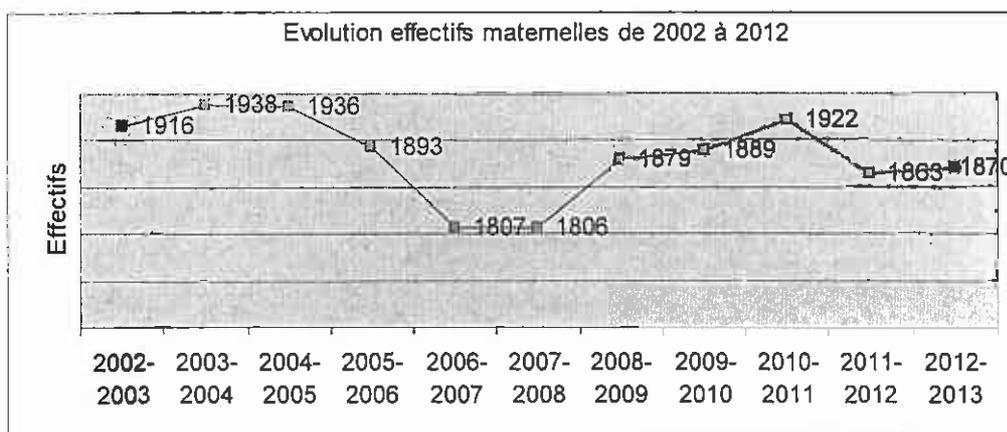
Depuis 2007-2008, on observe une reprise, avec une augmentation régulière d'effectifs jusqu'à la rentrée 2010. En 2011, l'amorce d'une nouvelle baisse nous ramène au niveau des effectifs de 2008/2009. Pour 2012, l'augmentation est très légère.



Les écoles situées en RRS, avec 1 521 élèves, représentent 35,92 % des effectifs, soit 14 élèves de moins par rapport à l'année précédente.

B) Situation dans les écoles maternelles (voir annexe 1)

1 870 enfants sont accueillis au 6 septembre 2012, contre 1 863 en 2011, soit une augmentation de 7 élèves (+ 0.38 %).



L'évolution des tranches d'âge

L'examen de l'évolution des tranches d'âge fait apparaître :

- la scolarisation des 2 ans passe de 138 en 2011 à 132 élèves en 2012 (- 6),
- une augmentation des 3 ans (+ 68) et des 4 ans (+ 65),
- une stabilité pour les 5 ans.

Les effectifs en RRS (voir annexe 2)

Avec 730 élèves, contre 752 en 2011, les effectifs des écoles maternelles de RRS diminuent de 22 élèves (- 2.93 %) :

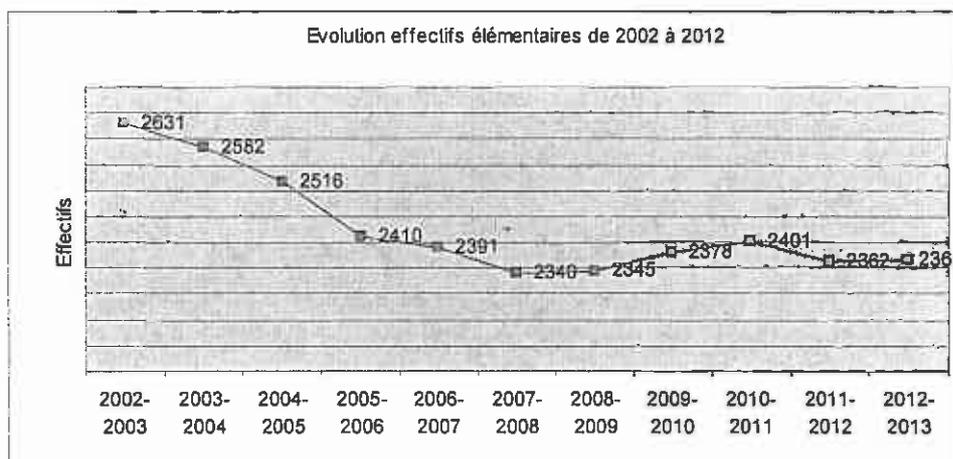
- sur la RRS des Résidences, ils passent à (- 6), avec une forte augmentation des 3 ans (+ 33 élèves) et une diminution des 4 ans (- 17 élèves),
- sur les Glacis du Château, on constate une diminution entre 2012 et 2011 (- 16 élèves).

Les évolutions significatives des effectifs

- Diminution importante des effectifs dans 3 écoles : L. Aragon (- 12), Les Barres (- 15), L. Pergaud (- 17).

C) Situation dans les écoles élémentaires (voir annexe 3)

2 364 enfants, dont 57 en classe CLIS, sont accueillis dans les 15 écoles élémentaires au 6 septembre 2012.



Les effectifs sont de 2 364 élèves, contre 2 362 (dont 60 élèves en CLIS) en 2011, soit une quasi stabilité.

Les effectifs en RRS

Avec un effectif total de 791 élèves, contre 783 en 2011 dans les écoles des RRS, on constate une légère augmentation de 8 élèves :

- la RRS des Résidences est en augmentation (+ 29 élèves) avec à l'école P. Dreyfus-Schmidt (+ 18),
- la RRS des Glacis du Château est en diminution avec (- 21 élèves) plus particulièrement sur le niveau CE1.

Les évolutions significatives des effectifs

- augmentation significative dans 2 écoles : P. Dreyfus-Schmidt (+ 18), V. Schoelcher (+ 24),
- diminution significative dans 4 écoles R. Aubert (- 20), J. Heidet (- 28), L. Aragon (- 35), H. Metzger (- 17).

Les dérogations

243 demandes de dérogations ont été traitées depuis le 19 mars 2012, dont 109 de droit et 134 en commission.

3)- Les effectifs dans les écoles privées (Voir Annexe 4)

Les trois écoles privées belfortaines accueillent 880 élèves, contre 858 en 2011, soit 22 élèves en plus (+ 2.56 %) :

- L'Institution Saint-Joseph augmente de 16 élèves.
- L'Institution Sainte-Marie augmente de 27 élèves.
- Le Cours Notre-Dame des Anges perd 21 élèves.

Sur les 880 élèves scolarisés du 1^{er} degré, 496 sont belfortains, soit 56.36 %.

4)- Les perspectives de l'année scolaire 2012-2013

Dans un contexte national particulièrement favorable à une prise en compte de la question éducative en tant que priorité, la Ville de Belfort va pouvoir s'inscrire pleinement dans ce travail de refondation de l'école.

Si nous suivons attentivement la concertation engagée à l'échelle nationale qui verra probablement l'adoption de nouveaux rythmes pour l'enfant impactant les temps scolaire et périscolaire, nous mettrons en place dès les prochaines semaines plusieurs projets importants.

Tout d'abord, le Projet Educatif Global (PEG) qui amorce son évolution, devra être enrichi pour aboutir en 2013 à un PEG 2.

Cette année scolaire verra également le démarrage des travaux de rénovation des trois premiers groupes scolaires (E. Géhant, H. Metzger et V. Schoelcher).

Sur le champ du numérique et après avoir ouvert le débat au cours de la dernière conférence de printemps avec l'intervention de M. Serge TISSERON, nous proposons un ambitieux projet autour de l'éducation et de la prévention intitulé « Nos enfants et les écrans : éducation numérique » avec pour objectif d'accompagner les enfants, leurs parents et les professionnels dans l'usage du numérique.

Parallèlement, la Ville de Belfort mettra en œuvre une expérimentation « école numérique » dans trois écoles pilotes qui testeront différents types d'équipements.

Autant de nouveaux projets qui viendront donner un cadre et renforcer nos actions partenariales principalement avec l'Education Nationale.

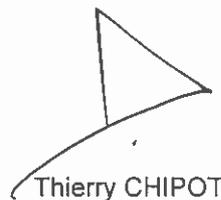
Sur le domaine des relations avec nos partenaires, nous poursuivons les actions engagées : le travail de valorisation et de promotion des projets d'action éducative particulièrement ceux autour du livre et l'amélioration des outils de gestion tant dans le suivi des conseils d'école que pour les prévisions d'effectifs scolaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE de ces informations concernant la rentrée scolaire 2012-2013.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire
l'objet d'un recours devant
la juridiction administrative
dans le délai de deux mois
à compter de sa publication
ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK ACTES

- 1 OCT. 2012

Objet : Rentrée scolaire 2012-2013 dans les écoles maternelles et élémentaires belfortaines : les effectifs au 10 septembre 2012

EFFECTIFS RENTREE DES ELEVES DES ECOLES MATERNELLES DE BELFORT
au 10 septembre 2012

ANNEXE1

ECOLE MATERNELLES	Spécificité	2011-2012 Enquête lourde 27/09/11				2012-2013 RENTREE 6/09/12								Capacité indicative d'accueil		VARIATION	
		EFF.	CLAS	MOY	3 ANS	4 ANS	5 ANS +	TOTAL	CLAS	MOY	2 ANS	TOTAL	MOY.	Seuil	EFF	CLAS	
																	TOTAL
Aragon (Eclis)	RRS	74	4	18,50	17	21	24	62	3	20,67		62	20,67	53 à 78	-12	-1	
Aubert		143	6	23,83	45	48	53	146	6	24,33		146	24,33	151 à 180	3	0	
Barres		124	5	24,80	34	26	43	103	4	25,75	6	109	27,25	91 à 120	-15	-1	
Bartholdi		102	4	25,50	36	32	37	105	4	26,25		105	26,25	91 à 120	3	0	
Châteaudun		100	4	25,00	37	27	43	107	4	26,75		107	26,75	91 à 120	7	0	
Dreyfus-Schmidt (Résidences)	RRS	143	6	23,83	45	40	40	125	6	20,83	20	145	24,17	131 à 156	2	0	
Gehant		76	3	25,33	23	30	20	73	3	24,33	5	78	26,00	61 à 90	2	0	
Hugo		156	6	26,00	59	56	55	170	6	28,33		170	28,33	151 à 180	14	0	
Jaurès		61	3	20,33	34	17	27	78	3	26,00		78	26,00	61 à 90	17	0	
Kergomard		95	4	23,75	30	32	33	95	4	23,75		95	23,75	61 à 90	0	0	
King (Résidences)	RRS	143	6	24,17	58	33	32	123	6	20,50	26	149	24,83	131 à 156	4	0	
Langevin (Eclis)	RRS	65	3	21,67	17	18	24	59	3	19,67		59	19,67	53 à 78	-6	0	
Méchelle		26	1	26,00	5	8	7	20	1	20,00	0	20	20,00	15 à 30	-6	0	
Metzger		124	5	24,80	44	38	36	118	5	23,60		118	23,60	91 à 120	-6	0	
Pergaud (Résidences)	RRS	142	6	23,67	37	31	39	107	6	17,83	18	125	20,83	131 à 156	-17	0	
Rucklin (Résidences)	RRS	146	7	20,86	40	41	52	133	6	22,17	18	151	25,17	131 à 156	5	-1	
Saint-Exupéry (Eclis)	RRS	37	2	18,50				0	2	0,00	39	39	19,50	27 à 52	2	0	
Schoelcher		104	4	26,00	43	37	34	114	4	28,50		114	28,50	91 à 120	10	0	
TOTAL		1663	79	23,58	604	535	588	1738	76	22,87	132	1870	24,61		7	-3	

**EFFECTIFS EN RRS RENTREE 2012/2013
ELEMENTAIRES**

ANNEXE 2

GLACIS	Effectifs 2011	Effectifs 2012	Variation
CP	27	20	-7
CE1	46	28	-18
CE2	41	41	0
CM1	30	40	10
CM2	36	30	-6
CLIS	12	12	0
Sous total	192	171	-21
RESIDENCES			
CP	150	165	15
CE1	127	138	11
CE2	114	113	-1
CM1	97	102	5
CM2	91	90	-1
CLIS	12	12	0
Sous total	591	620	29
TOTAL	783	791	8

**EFFECTIFS EN RRS RENTREE 2012/2013
MATERNELLES**

GLACIS	Effectifs 2011	Effectifs 2012	Variation
2ans	37	39	2
3ans	44	34	-10
4 ans	45	39	-6
5ans+	50	48	-2
Sous total	176	160	-16
RESIDENCES			
2ans	98	82	-16
3ans	147	180	33
4 ans	162	145	-17
5ans+	169	163	-6
Sous total	576	570	-6
Total	752	730	-22

**EFFECTIFS RENTREE DES ELEVES DES ECOLES ELEMENTAIRES DE BELFORT
AU 10 septembre 2012**

ANNEXE 3

ECOLES ELEMENTAIRES	Spéc	2011/2012										2012/2013										Capacité indicative d'accueil	TOTAL GENERAL (avec clics)
		Enquête lourde 27/09/11										Rentrée au 6/09/12											
		EFF (avec clics)	CLAS	MOY.	CLIS	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	TOTAL	CLAS	MOY.	CLIS	DIFF. (non-clis)	CLAS.	CLIS	Seuil					
L. Aragon (éclairs)	RRS	100	5	20,00	12		12	21	19	13	65	4	16,25	12	-35	-1	+0	76 à 100	77				
R. Aubert		203	8	25,38		40	42	32	31	38	183	8	22,88	-20	+0	+0	190 à 216	183					
Barres		191	7	27,29	10	42	42	26	48	29	187	8	23,38	-4	+1	+2	190 à 216	199					
Châteaudun		141	6	23,50		27	28	26	21	35	137	6	22,83	-4	+0	+0	136 à 162	137					
P. Dreyfus Schmidt (résidences)	RRS	147	6	24,50		48	41	25	31	20	165	7	23,57	+18	+1	+0	de 151 à 175	165					
E. Géhant		108	5	21,60		21	22	29	23	18	113	5	22,60	+5	+0	+0	109 à 135	113					
J. Heidet		159	6	26,50		25	28	30	20	28	131	5	26,20	-28	-1	+0	109 à 135	131					
V. Hugo		228	9	25,33		47	42	55	50	45	239	9	26,56	+11	+0	+0	217 à 243	239					
JAURES		116	5	23,20		22	33	15	22	14	106	5	21,20	-10	+0	+0	109 à 135	106					
H. Metzger		210	8	26,25	24	45	46	37	29	36	193	8	24,13	-17	+0	-3	190 à 216	214					
J. Moulin		127	5	25,40		27	23	26	34	21	131	5	26,20	+4	+0	+0	109 à 135	131					
L. Pergaud (résidences)	RRS	292	13	22,46	12	76	65	58	43	44	286	13	22,00	-6	+0	+0	325 à 351	298					
R. Rucklin (résidences)	RRS	152	7	21,71		41	32	30	28	26	157	7	22,43	+5	+0	+0	151 à 175	157					
V. Schoelcher		96	4	24,00		38	19	23	20	20	120	5	24,00	+24	+1	+0	109 à 135	120					
Saint Exupéry (Glacis)	RRS	92	5	18,40		20	16	20	21	17	94	5	18,80	+2	+0	+0	76 à 100	94					
TOTAL		2362	99	23,86	58	519	491	453	440	404	2307	100	23,07	-55	+1	-1		2364					

ENSEIGNEMENT PRIVE EFFECTIFS au 6 septembre 2012

1ER DEGRE

ANNEXE 4

ETABLISSEMENTS	EFFECTIFS			2011/2012		2012/2013	
	année 2011/2012	année 2012/2013	EVOLUTION	nombre de belfortains	% de belfortains	nombre de belfortains	% de belfortains
NOTRE DAME							
maternelle	74	51	-23	45	60,81%	31	60,78%
élémentaire	126	128	2	68	53,97%	75	58,59%
sous-total	200	179	-21	113	56,50%	106	59,22%
SAINT-JOSEPH							
maternelle	190	197	7	114	60,00%	110	55,84%
élémentaire	253	262	9	152	60,08%	157	59,92%
sous-total	443	459	16	266	60,05%	267	58,17%
SAINTE- MARIE							
élémentaire	215	242	27	94	43,72%	123	50,83%
TOTAL général	858	880	22	473	55,13%	496	56,36%

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-131

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Labellisation « Ville Amie
des Enfants » de
l'UNICEF

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction Education – Affaires Générales
Direction de Développement Social

DELIBERATION

de Mmes Armelle LELEUP, Jacqueline GUIOT, Adjointes et
Mme Marie-Claude BEURET, Conseillère Municipale déléguée

Références
Mots clés

NI/CT/VD/ST - 12-131
Périscolaire - Jeunesse - Code matière : 9.1

Objet

Labellisation "Ville Amie des Enfants" de l'UNICEF

1 - Présentation du réseau "Ville Amie des Enfants" de l'UNICEF

Lancée par UNICEF France et l'Association des Maires de France (AMF) en 2002, "Ville Amie des Enfants" réunit 206 villes françaises et un département en 2011.

Son objectif : servir la cause des enfants à travers un réseau de villes dynamiques engagées à promouvoir des actions pour améliorer leur vie quotidienne, à développer la participation et l'écoute des enfants et des jeunes et à développer un esprit de solidarité internationale.

Le réseau "Ville Amie des Enfants" a pour objectif de promouvoir l'application des droits des enfants dans les villes qui s'engagent à :

- rendre leur ville toujours plus accueillante et accessible aux enfants et aux jeunes, à améliorer leur sécurité, leur environnement, leur accès à la culture et aux loisirs,
- promouvoir l'éducation des enfants et des jeunes au civisme et leur insertion dans la vie de la cité par leur participation à des structures adaptées où ils seront écoutés et respectés,
- faire mieux connaître la situation des enfants dans le monde et développer un esprit de solidarité internationale,
- promouvoir la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant,
- établir et développer à cette fin un partenariat avec UNICEF France.

2 - Intérêt de la labellisation

La Ville de Belfort, avec son Projet Educatif Global et l'ensemble des actions en direction de la jeunesse, tant dans les domaines de la citoyenneté que du sport ou de la culture, doit pouvoir valoriser et informer sur son implication en direction des enfants et des jeunes de son territoire.

La labellisation "Ville Amis des Enfants" permettrait :

- de bénéficier de supports de communication permettant de valoriser les actions de la Ville,
- de bénéficier d'un accès à un réseau national et international d'information,
- de développer notre engagement en faveur de la Convention des Droits de l'Enfant,
- de proposer des formations à nos animateurs dispensées par l'UNICEF,
- de formaliser des tableaux de bords permettant la lisibilité des engagements de la Ville annuellement (annexe 1),
- de développer un partenariat privilégié avec l'UNICEF.

A ce jour, aucune ville du Territoire de Belfort n'est encore labellisée. Le Conseil Général du Doubs, ainsi que huit villes franc-comtoises, ont déjà obtenu la labellisation : Audincourt, Besançon, Dôle, Grand-Charmont, Montbéliard, Morteau, Sochaux et Vesoul.

3 - Procédure pour obtenir la labellisation

La labellisation "Ville Amie des Enfants" est gratuite et s'obtient après étude d'un dossier déposé par la ville candidate auprès de l'Unicef.

Les critères de labellisation sont :

- la qualité des initiatives des projets pour la vie quotidienne des enfants et des jeunes dans la ville,
- l'existence et le développement d'une démarche de participation, d'écoute des enfants et des jeunes et de consultation sur les sujets qui les concernent,
- l'existence et la promotion d'un esprit et d'actions de solidarité internationale vers les pays en développement,
- l'existence d'initiatives pour la promotion de la Convention des Droits de l'Enfant et la volonté de les développer,
- l'existence d'un partenariat avec l'Unicef inscrit dans le plan des actions locales.

Une fois le dossier accepté par l'UNICEF, la Ville devient officiellement "Ville Amie des Enfants", après signature d'une charte (annexe 2).

Le titre de "Ville Amie des Enfants" est renouvelable au terme de chaque mandat municipal.

La Ville s'engage également, en signant la charte, à apposer des panneaux de signalisation indiquant le label aux différentes entrées de la Ville. Le coût de cette opération est porté par la ville labellisée.

Nous vous proposons d'installer les panneaux "Ville Amie des Enfants" aux principales entrées de ville ; ainsi, un crédit spécifique serait inscrit au prochain Budget Primitif.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

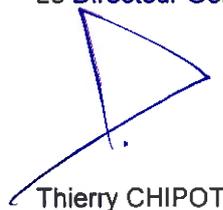
EMET UN AVIS FAVORABLE sur ce projet.

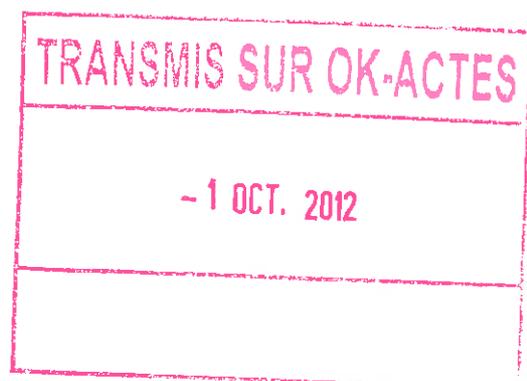
AUTORISE la Ville à déposer un dossier de candidature auprès de l'UNICEF.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Thierry CHIPOT



ville amie des enfants

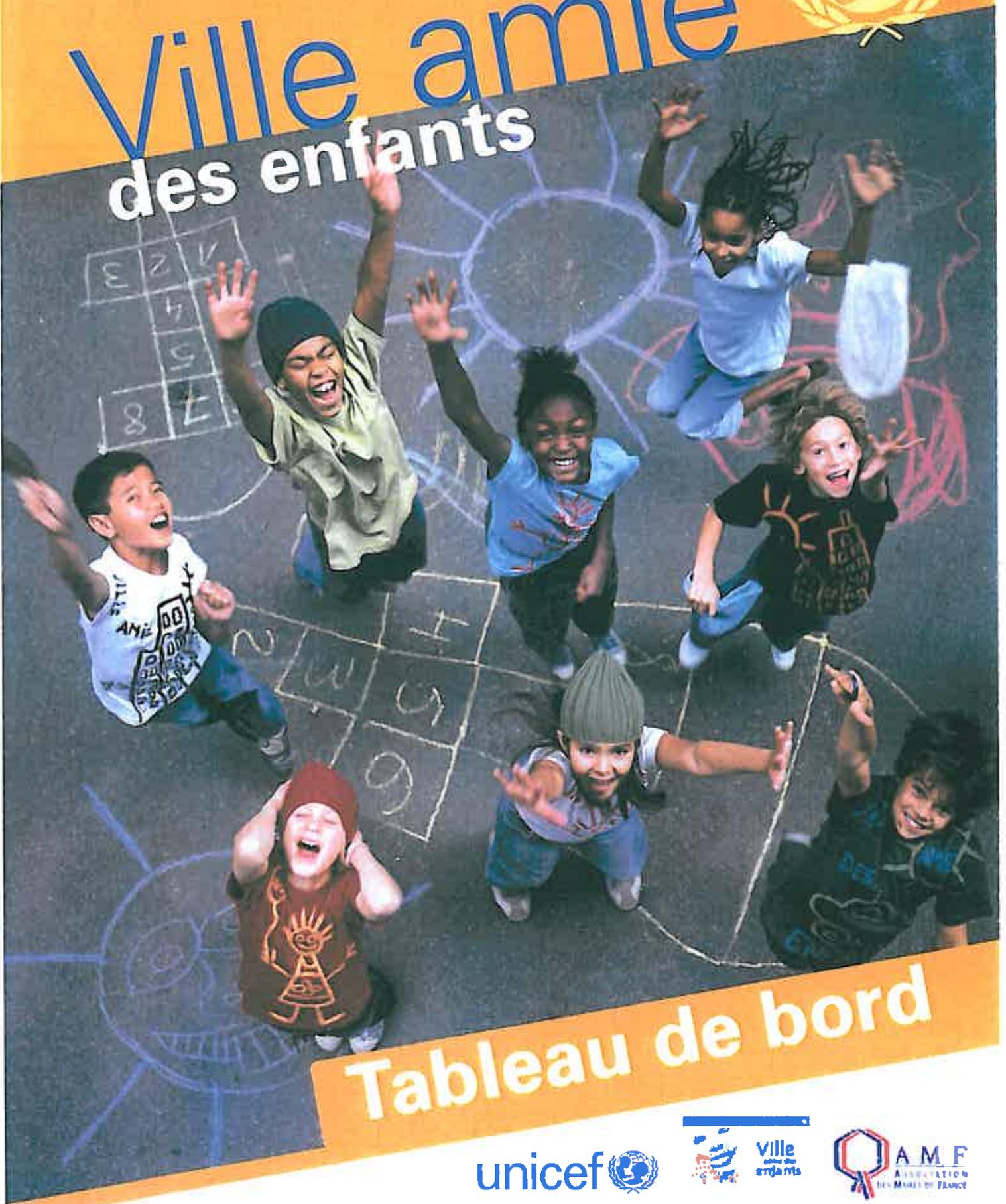


Tableau de bord



VILLE AMIE DEPUIS

Tableau de bord Ville amie des enfants

Les Villes amies des enfants ont élaboré entre 2006 et 2008 un tableau de bord sur l'enfant dans la ville, dans le cadre des 9 ambitions des Villes amies des enfants. Son objectif est de dresser un état des lieux le plus complet possible de l'enfance, de l'offre faite aux enfants et aux jeunes dans la ville, mais aussi du rapport aux enfants et aux jeunes au regard de la Convention internationale relative aux Droits de l'Enfant (CIDE).

Ainsi, la question de la participation et de l'écoute des enfants et des jeunes, un des piliers de la CIDE est-elle systématiquement posée : dans le cadre des structures classiques telles que les conseils d'enfants, pour la programmation des loisirs, pour l'aménagement des écoles primaires ou de la ville...

Un outil précieux

Ce tableau de bord constitue une aide précieuse pour les Villes amies des enfants, toutes engagées à renforcer l'application de la CIDE sur leur territoire.

Une aide pour la connaissance de l'enfance dans la ville : il permet d'aborder l'enfance dans sa globalité, du cadre de vie à l'accès aux loisirs, de la participation citoyenne à la solidarité internationale, en passant par le développement durable, etc.

Un outil pour l'action : il a été conçu avec des réponses qui permettent d'évaluer une progression : « oui », « en cours », « non ».

En remplissant chaque année le questionnaire, les villes dressent un état des lieux dynamique pour élaborer leur stratégie future.

Méthodologie

- Les questions posées sont très larges et très diverses, et ne s'appliquent pas à tous les cas.
- Il convient donc de répondre aux questions qui font sens dans la ville concernée.
- Chaque ville est libre de faire évoluer ce questionnaire en fonction de ses besoins.

Une version électronique du document est disponible sur simple demande auprès de Ville amie des enfants : villeamiedesenfants@unicet.fr

Nombre ou %	OUI	EN COURS	NON
-------------	-----	----------	-----

NOMBRE TOTAL D'HABITANTS

Nombre total d'enfants de 0 à 18 ans			
Nombre total d'enfants de 0 à 3 ans			
Nombre total d'enfants de 4 à 5 ans			
Nombre total d'enfants de 6 à 11 ans			
Nombre total d'enfants de 12 à 15 ans			
Nombre total d'enfants de 16 à 18 ans			

DONNÉES SOCIO ÉCONOMIQUES

Nombre d'enfants/jeunes vivant sous le seuil de la précarité	
Nombre d'enfants/jeunes vivant sous le seuil de la pauvreté	
Nombre d'enfants/jeunes vivant dans un logement insalubre	
Nombre de familles isolées	
Nombre de familles monoparentales	
Nombre de logements sociaux existants	
Nombre de logements sociaux réalisés sur la commune dans l'année	
Nombre de demandeurs de logements sociaux	
Besoins exprimés en hébergement d'urgence	
Nombre d'aufant/jeunes dont les parents ne peuvent pas payer les services de la ville	

PROTECTION DE L'ENFANCE

Nombre global de signalements d'enfants/jeunes	
--	--

INDICATEURS DE SANTÉ

Nombre d'enfants/jeunes obèses ou en surpoids	
Nombre de cartes par d'enfants/jeunes	
Pourcentage d'enfants/jeunes à jour de vaccination obligatoire	

VIE QUOTIDIENNE

PETITE ENFANCE - ACCUEIL

Nombre de structures multi-accueil publiques

Nombre d'heures de garde par an

Nombre de structures multi-accueil privées

Nombre de places en crèches publiques ou nombre moyen d'enfants en crèche

Nombre de places en crèches privées

Nombre d'enfants accueillis par des assistantes maternelles

Nombre estimé d'enfants accueillis par des «nounous» en garde simple ou partagée

Nombre estimé d'enfants gardés par leur famille

Nombre estimé d'enfants accueillis hors de la commune

Existe-t-il d'autres modes d'accueil sur la commune ?

relais d'assistantes maternelles ?

micro-crèches

crèches parentales

lieux d'accueil parents/enfants

Existe-t-il des jardins d'enfants publics sur la commune ?

Nombre d'enfants accueillis

Existe-t-il des jardins d'enfants privés sur la commune ?

Nombre d'enfants accueillis

Existe-t-il des classes passerelles sur votre commune ?

Y a-t-il des psychologues rattachés aux structures collectives ?

EVEIL PETITE ENFANCE

Existe-t-il des dispositifs publics d'éveil de la petite enfance ?

Nombre d'enfants pratiquant des activités d'éveil par an

Description du dispositif

Existe-t-il des dispositifs privés d'éveil de la petite enfance ?

Nombre d'enfants pratiquant des activités d'éveil par an

Description du dispositif

Autres :

**ENFANCE
ÉCOLES**

Nombre d'écoles élémentaires maternelles publiques

Nombre d'enfants accueillis

Nombre d'écoles élémentaires maternelles privées

Nombre d'enfants accueillis

Nombre d'écoles élémentaires primaires publiques

Nombre d'enfants accueillis

Nombre d'écoles élémentaires primaires privées

Nombre d'enfants accueillis

Existe-t-il des écoles maternelles et primaires publiques innovantes ?

Existe-t-il des écoles maternelles et primaires privées innovantes ?

PARTICIPATION ET ÉCOUTE À L'ÉCOLE

Y a-t-il des heures de vie de classe à l'école maternelle ?

Les enfants sont-ils invités à «évaluer» leur école ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Y a-t-il des heures de vie de classe à l'école primaire ?

Les enfants sont-ils invités à «évaluer» leur école ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Les enfants des écoles maternelles sont-ils associés au choix des menus de la restauration collective ?

Les enfants des écoles primaires sont-ils associés au choix des menus de la restauration collective ?

Quelles sont les autres formes de participation et d'écoute pratiquées à l'école ?

PROTECTION, SANTÉ, BIEN-ÊTRE

- Les enfants des écoles maternelles ont-ils la possibilité de se reposer quand ils sont fatigués ?
- Les enfants des écoles primaires ont-ils la possibilité de se reposer quand ils sont fatigués ?
- Y a-t-il un(e) éducateur/trice associé(e) à chaque école ?
- Y a-t-il un(e) psychologue associé(e) à chaque école ?
- Y a-t-il des assistantes sociales associées à chaque école maternelle ?
- Si oui, nombre de cas saisis dans l'année
- Y a-t-il des assistantes sociales associées à chaque école primaire ?
- Si oui, nombre de cas saisis dans l'année

SPORTS ET LOISIRS
SAMEDI MATIN

- La ville propose-t-elle des activités le samedi matin pour les enfants ?
- Si oui, pourcentage des enfants accueillis
- Ces activités sont-elles gratuites ?
- La ville propose-t-elle des accueils et des activités pour les enfants dont les parents travaillent le week-end ?
- Si oui, de quelle heure à quelle heure ?
- A quel tarif ?

- Existe-t-il des centres de loisirs publics ?**
- Si oui, nombre d'enfants/jeunes inscrits
- Nombre d'activités proposées
- Type d'activités proposées
- Les enfants/jeunes sont-ils associés à la programmation ?**
- Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?

- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?
- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?
- La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?
- Existe-t-il des centres de loisirs privés soutenus par la mairie ?**
- Si oui, nombre d'enfants inscrits
- Nombre d'activités proposées
- Type d'activités proposées
- Les enfants sont-ils associés à la programmation ?**
- Les enfants sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?
- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?
- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?
- La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

- Existe-t-il des centres sportifs ?**
- Si oui, nombre enfants/jeunes inscrits
- Nombre d'activités proposées
- Type d'activités proposées
- Les enfants/jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?**
- Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?
- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?
- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?
- La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

Existe-t-il une/des piscine(s) ?

Si oui, nombre d'entrées « enfant/jeune »

Nombre d'activités proposées aux enfants/jeunes s'il y a lieu

Type d'activités proposées aux enfants/jeunes s'il y a lieu

Les enfants/jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?

Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Les tarifs sont-ils en fonction de la situation économique familiale ?

La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

Existe-t-il des pistes cyclables ?

Si oui, combien de kilomètres dans la ville ?

Les enfants/jeunes utilisent-ils ces pistes cyclables ?

Les enfants/jeunes sont-ils invités à donner leur avis sur les pistes cyclables ?

- leur implantation ?

- leur sécurité ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Existe-t-il des terrains multisports protégés ?

Existe-t-il des itinéraires protégés pour les enfants ?

Les enfants/jeunes utilisent-ils ces itinéraires ?

Les enfants/jeunes sont-ils invités à donner leur avis sur les itinéraires protégés ?

- leur implantation ?

- leur sécurité ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Nombre de parcs et jardins dans la ville

Les parcs et les jardins sont-ils tous accessibles aux enfants ?

Sont-ils pourvus d'équipements pour les enfants ?

Des équipements sont-ils accessibles personnes en situation de handicap ?

Les enfants/jeunes sont-ils invités à donner leur avis sur les parcs et jardins ?

- leur implantation ?

- les jeux et leur côté ludique ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Autres :

ACCÈS AU PLUS GRAND NOMBRE

RESTAURATION SCOLAIRE, CANTINE

La restauration scolaire est-elle accessible pour tous les enfants/jeunes ?

Les tarifs sont-ils en fonction de la situation économique familiale ?

La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

La ville pratique-t-elle l'éducation à la nutrition dans le cadre de la cantine ?

La ville propose-t-elle des menus bios à la cantine ?

- toujours

- parfois

- de temps en temps

- jamais

TRANSPORTS

Les transports sont-ils suffisamment nombreux pour les enfants et les jeunes ?

Leurs horaires sont-ils adaptés aux enfants et aux jeunes ?

Les transports sont-ils gratuits pour les enfants et les jeunes ?

SANTÉ

Des visites médicales gratuites sont-elles organisées au moins une fois par an en maternelle ?

Des visites médicales gratuites sont-elles organisées au moins une fois par an en primaire ?

La ville soutient-elle des dispositifs pour favoriser l'accès aux soins ?

l'accès à une information adaptée ?

Y a-t-il un bureau ou un point d'information jeunesse dans la ville (ou équivalent) ?

La ville soutient-elle l'accès aux nouvelles technologies pour tous les enfants ?

- au sein de toutes les écoles gérées par la ville

- dans tous les lieux publics

La ville soutient-elle des opérations de sensibilisation à :

- la sécurité routière

- les conduites à risques (addiction, drogue, alcool, tabac)

- aux premiers secours

ACCESSIBILITÉ

La situation des familles est-elle prise en compte par des dispositifs tels que

le quotient familial ?

les tarifs familles nombreuses ?

un pass ou une carte culture/loisirs ?

Autres :

Ces lieux sont-ils accessibles aux personnes en situation de handicap ?

rue ?

mairie ?

écoles élémentaires maternelles ?

pourcentage accessibles ?

écoles élémentaires primaires ?

pourcentage accessibles ?

équipements culturels ?

pourcentage accessibles

équipements sportifs

pourcentage accessibles ?

centres de loisirs ?

pourcentage accessibles

structures touristiques ?

pourcentage accessibles

existe-t-il des jeux adaptés aux enfants en situation de handicap dans les jardins publics ?

pourcentage adaptés

ACCUEIL DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP

La ville dispose-t-elle d'agents formés et disponibles pour accueillir et accompagner les enfants/jeunes en situation de handicap ?

ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES EN SITUATION DE HANDICAP

La ville favorise-t-elle l'accompagnement des familles en situation de handicap ?

- avec un agent spécialisé ?

- au sein du point info famille ?

STRUCTURES TOURISTIQUES

Les structures touristiques sont-elles pensées pour les enfants et les jeunes ?

Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux projets sur ces structures ?

Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer ces structures ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

CONNAISSANCE DE L'ENFANT ET DES DROITS

FORMATION ET INFORMATION

Les agents de la ville sont-ils formés/informés sur la Convention internationale des droits de l'enfant ?

Les agents de la ville sont-ils formés/informés sur la psychologie de l'enfant ?

Les agents de la ville sont-ils formés/informés à la communication non violente ?

La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

Autres :

CULTURE/LOISIRS

LECTURE, MÉDIA, MULTIMÉDIA

Existe-t-il une bibliothèque ?

Si oui, nombre d'enfants/jeunes inscrits

Si oui, est-elle gratuite ?

Sa fréquentation est-elle satisfaisante ?

Si oui, y a-t-il un espace réservé aux enfants ?

Y a-t-il un espace réservé aux jeunes ?

Y a-t-il des activités proposées aux enfants et aux jeunes ?

Nombre d'activités proposées

Type d'activités proposées

Les enfants sont-ils associés aux choix des activités proposées ?

Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?

La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

La gratuité est-elle pratiquée pour tous ?

Existe-t-il une médiathèque ?

Si oui, nombre d'enfants/jeunes inscrits

Est-elle gratuite ?

Sa fréquentation est-elle satisfaisante ?

Y a-t-il un espace réservé aux jeunes ?

Si oui, y a-t-il un espace réservé aux enfants ?

Y a-t-il des activités proposées aux enfants et aux jeunes ?

Les enfants/jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?

UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DE LA CONVENTION

La ville célèbre-t-elle la journée des droits de l'enfant ?

La ville diffuse-t-elle la Convention internationale des droits de l'enfant ?

- avec des agendas sur les droits distribués aux enfants

- avec des articles dans le journal municipal

- en distribuant la convention

- en affichant la convention dans les lieux publics

- avec des parcours sur les droits dans la ville

Autres :

PARENTALITÉ

La ville dispose-t-elle de maisons des parents ou de structures assimilées ?

La ville propose-t-elle des rencontres d'échanges entre parents et professionnels ?

Autres :

ACCOMPAGNEMENT DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT

Y a-t-il des dispositifs d'accompagnement à la scolarité en primaire ?

S'agit-ils d'enfants à besoins particuliers ?

Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?

La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

Y a-t-il des dispositifs d'accompagnement à la scolarité au collège ?

Si oui, nombre d'adolescents bénéficiaires

Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?

La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

Y a-t-il des dispositifs d'accompagnement à la scolarité au lycée ?

Si oui, nombre d'adolescents bénéficiaires

Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?

- Les enfants/jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?
- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les enfants/jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?
- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?
- La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?
- La gratuité est-elle pratiquée pour tous ?
- Existe-t-il une bibliothèque ou une structure assimilée à l'école primaire ?**
- Si oui, nombre d'enfants/jeunes inscrits
- Y a-t-il des activités proposées aux enfants ?
- Les enfants sont-ils associés aux choix des activités proposées ?**
- Les enfants sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?
- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les enfants sont-ils invités à faire des propositions ?
- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Existe-t-il une bibliothèque ou une structure assimilée au collège ?**
- Sa fréquentation est-elle satisfaisante ?
- Y a-t-il des activités proposées aux jeunes ?
- Les jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?**
- Les jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?
- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?
- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Existe-t-il une bibliothèque ou une structure assimilée au lycée ?**
- Sa fréquentation est-elle satisfaisante ?
- Y a-t-il des activités proposées aux jeunes ?
- Les jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?
- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Autres :

CONSERVATOIRES ET ÉCOLES DE MUSIQUE, THÉÂTRE, ETC.

- Existe-t-il un/plusieurs conservatoire(s) ou école(s) de musique ?
- Si oui, nombre de conservatoires/écoles de musique
- Si oui, nombre de disciplines enseignées
- Si oui, type de disciplines enseignées
- Nombre d'enfants jusqu'à 12 ans inscrits
- Nombre de jeunes de 0 à 18 ans inscrits
- Sont-ils gratuits ?
- Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux choix de la programmation ?**
- Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les cours proposés ?
- Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer l'ambiance générale ?
- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?
- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?
- La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?
- Autres :
- CINÉMA**
- Existe-t-il un/plusieurs cinéma(s) ?
- Si oui, nombre de salles
- Estimation du nombre de jeunes ou très jeunes spectateurs par an
- Si oui, y a-t-il une programmation enfants/jeunes ?
- Si oui, nombre d'entrées

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer ces programmations ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Les enfants/jeunes bénéficient-ils de places gratuites ?

Si oui, à quelle fréquence ?

Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?

La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

La gratuité est-elle pratiquée pour tous ?

Autres :

THÉÂTRE

Existe-t-il un/plusieurs théâtre(s) ?

Si oui, nombre de salles

Estimation du nombre de jeunes ou très jeunes spectateurs par an

Si oui, y a-t-il une programmation enfants/jeunes ?

Si oui, nombre d'entrées

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer ces programmations ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Les enfants/jeunes bénéficient-ils de places gratuites ?

Si oui, à quelle fréquence ?

Les tarifs sont-ils en fonction de la situation financière familiale ?

La gratuité est-elle pratiquée dans certains cas ?

La gratuité est-elle pratiquée pour tous ?

Autres :

MUSÉES

Existe-t-il un/plusieurs musée(s) ?

Si oui, nombre de musées

Sont-ils gratuits pour les enfants/jeunes ?

Leur fréquentation est-elle satisfaisante ?

Nombre de jeunes ou très jeunes entrées par an estimé

Y a-t-il une programmation enfants/jeunes ?

Si oui, nombre d'entrées

Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les musées ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Autres :

LIEUX D'ACTIVITÉS

Existe-t-il des maisons de l'enfance et de la jeunesse ?

Si oui, leur fréquentation est-elle gratuite ?

Nombre d'enfants/jeunes inscrits

Âge des enfants/jeunes inscrits

Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?

Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?

Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?

Si oui, sont-elles prises en compte ?

Existe-t-il des maisons des jeunes de la culture ?

Si oui, leur fréquentation est-elle gratuite ?

Nombre
ou %

OUI EN
COURS NON

- Nombre d'enfants/jeunes inscrits
- Âge des enfants/jeunes inscrits
- Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?**
- Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?
- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?
- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Existe-t-il des maisons de quartier ?**
- Si oui, nombre d'enfants et de jeunes inscrits
- Leur fréquentation est-elle gratuite ?
- Si oui, âge des enfants/jeunes inscrits
- Si oui, les enfants/jeunes participent-ils à la programmation ?
- Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux choix des activités proposées ?**
- Les enfants et les jeunes sont-ils invités à évaluer les activités proposées ?
- Si oui, sont-ils globalement satisfaits ?
- Les enfants et les jeunes sont-ils invités à faire des propositions ?
- Si oui, sont-elles prises en compte ?
- Autres :

PARTICIPATION ET ECOUTE

- Existe-t-il au sein de la ville un Conseil Municipal des Enfants ?
- Existe-t-il au sein de la ville un Conseil Municipal des Jeunes ?
- Un Comité consultatif de la Jeunesse (18-25 ans) ?
- Les enfants et les jeunes sont-ils associés aux conseils de quartiers ou conseils consultatifs de la ville ?
- Les enfants et les jeunes sont-ils invités à s'exprimer sur les grands projets de la ville ?**

18

Nombre
ou %

OUI EN
COURS NON

- Lesquels ?
- La ville organise-t-elle des sondages de satisfaction et de propositions auprès des enfants et des jeunes ?
- La ville en tient-elle compte ?
- Existe-t-il un journal d'enfants ?
- Existe-t-il un journal de jeunes ?
- Existe-t-il une boîte à idées en mairie ou autres pour les enfants et les jeunes ?
- Existe-t-il des murs d'expression ?
- La ville organise-t-elle des festivals de la jeunesse ?
- La ville organise-t-elle des fêtes de l'enfant ou de la jeunesse ?
- La ville organise-t-elle des assises de l'enfance et de la jeunesse ?
- L'équipe municipale rencontre-t-elle au moins une fois par an des représentants des enfants et des jeunes ?**
- L'équipe municipale organise-t-elle des temps de rencontre et d'échange avec les enfants et les jeunes au sein de la mairie, à l'occasion d'événements particuliers ?
- La ville organise-t-elle des journées ou des semaines des droits de l'enfant ?
- Les enfants/jeunes sont-ils invités à rédiger et à faire des propositions sur leur ville ?
- Autres :

SOLIDARITE INTERNATIONALE

- La ville promet-elle des échanges internationaux entre les enfants/jeunes ?**
- La ville promet-elle les correspondances internationales entre enfants ou entre jeunes ?
- Si oui, nombre d'enfants et de jeunes concernés dans la ville
- La ville soutient-elle des séjours d'échanges scolaires internationaux ?
- La ville soutient-elle des associations d'aide humanitaire ?
- La ville soutient-elle des projets solidaires de jeunes ?

19

La ville soutient-elle des expositions et conférences sur les enfants du monde ?

Autres :

SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS / PROJETS

La ville soutient-elle des échanges internationaux entre les enfants/jeunes ?

La ville subventionne-t-elle ou soutient-elle des associations de solidarité internationale ?

La ville soutient-elle des projets d'enfants ou de jeunes ?

Si oui, dans quels domaines ?

- social
- entraide
- solidarité internationale
- culture
- musique
- théâtre
- arts plastiques
- danse
- sports
- respect de l'environnement

Autres :

ORGANISATION DE LA VILLE

Avez vous

un service enfance ?

un service jeunesse ?

un service enfance/jeunesse ?

un service petite enfance ?

un service de démocratie participative ?

Autres :

Participez-vous à tel ou tel dispositif ?

Contrat local de sécurité

Les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?

Contrat de réussite éducative

Les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?

Contrat éducatif local, projet éducatif local

Les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?

Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS)

Les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?

Veille éducative

Les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?

Un bureau des temps

Les enfants/jeunes sont-ils consultés/écoutés dans le cadre de ces missions ?

Suivi d'absentéisme scolaire

Les enfants/jeunes sont-ils associés ?

Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté

Les enfants/jeunes sont-ils associés à son élaboration ?

Autres :

DÉVELOPPEMENT DURABLE

PRATIQUES CITOYENNES

Sensibilisez-vous l'ensemble de la population au tri sélectif ?

avec le concours des enfants et des jeunes de la ville ?

Sensibilisez-vous l'ensemble de la population à une utilisation «responsable» de l'eau ?

avec le concours des enfants et des jeunes de la ville ?

ENVIRONNEMENT DIRECT

Le tri sélectif est-il mis en place dans tous les quartiers ?

Mettez-vous en place des mesures favorisant une bonne qualité de l'air ?

Favorisez-vous le développement des espaces verts et d'embellissements ?

Y a-t-il une politique de propreté dans la ville avec le concours des enfants/jeunes ?

TRANSPORTS

- Favorisez-vous les transports publics ?
- Favorisez-vous les déplacements doux ? (vélo, pied)
- Les véhicules de service sont-ils écologiques ?

DISPOSITIFS

- Concevez-vous un « plan climat » de lutte contre le réchauffement climatique ?
- Si oui, les enfants/jeunes y sont-ils associés ?
- Développez-vous un agenda 21 ?
- Les enfants y sont-ils associés ?
- La ville se met-elle aux normes ISO 14 001 ?
- Si oui, les enfants/jeunes y sont-ils associés ?
- La ville favorise-t-elle la construction et la rénovation de bâtiments obéissant aux normes HQE ou autres ?
- Si oui, les enfants/jeunes y sont-ils associés ?
- Votre ville est-elle dotée d'une norme « enfants » pour les bâtiments publics ?

unicef 



Pour toute information sur Ville amie des enfants,
consulter notre site internet
www.villeamiedesenfants.fr,
ou contacter le **Service Ville amie des enfants**,
UNICEF France : 3, rue Duguay-Trouin 75006 Paris
Tél. : 01 44 39 17 47.

Charte Ville amie des enfants



En renouvelant son adhésion à la Convention internationale relative aux Droits de l'Enfant,
ratifiée par la France le 7 août 1990,

La ville de _____

déclare vouloir s'associer à l'initiative « Ville amie des enfants » développée par
l'Association des Maires de France et l'UNICEF France et pour cela conduire des actions visant :

- ☑ A rendre notre ville toujours plus accueillante et accessible aux enfants et aux jeunes, à améliorer leur sécurité, leur environnement et leur accès à la culture et aux loisirs ;
- ☑ A promouvoir l'éducation des enfants et des jeunes au civisme et leur insertion dans la vie de la cité par leur participation à des structures adaptées où ils seront écoutés et respectés ;
- ☑ A faire mieux connaître la situation et la vie des enfants dans le monde afin de faire progresser un esprit de solidarité internationale.
- ☑ A établir et développer à cette fin un partenariat avec l'UNICEF France

Dans cet esprit, nous prenons l'engagement d'organiser, chaque année, le 20 novembre journée internationale des Droits de l'Enfant, conjointement avec l'UNICEF, une manifestation destinée à faire connaître les initiatives de notre ville pour faire vivre quotidiennement les droits de l'enfant dans tous les domaines.

Cette charte a été signée
Le _____

pour la ville

pour l'UNICEF France

Objet de la délibération

12-132

Modification du Plan
Local d'Urbanisme
2012 - Approbation après
enquête publique

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Étaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT

✍

Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

28 SEP. 2012



Direction Générale des Services Techniques
Service Urbanisme

DELIBERATION

de M. Hubert BELZ, Adjoint

Références
Mots clés

HB/PDL/PDL - 12-132
Urbanisme - Code matière : 2.1

Objet

Modification du Plan Local d'Urbanisme 2012 - Approbation après enquête publique

Afin de répondre aux évolutions de la demande du marché immobilier et des besoins touristiques, il est envisagé de modifier notre PLU pour :

- d'une part, une meilleure adéquation entre la constructibilité de l'îlot 1 de la ZAC du PAB et la demande de logements,
- d'autre part, améliorer notre attractivité touristique par la construction d'une piscine au camping municipal.

Par ailleurs, il est proposé de profiter de cette procédure pour :

- réduire les contraintes de largeur de voies dans les parkings en épis,
- corriger une erreur matérielle dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'éco-quartier.

Sur la base d'un dossier que vous trouverez en annexe 1, le projet de modification a été notifié aux personnes publiques et soumis à enquête publique.

NOTIFICATION DU PROJET ET AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet de modification a été transmis avant ouverture de l'enquête à :

- M le Préfet,
- M. le Président du Conseil Régional,
- M. le Président du Conseil Général,
- M. le président de l'EPCI chargé de l'approbation, du suivi et de la révision du SCOT,
- M. le Président du SMTC en tant qu'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains,
- aux Présidents des chambres consulaires.

En réponse à cette transmission, la CCI, tout comme le Conseil Syndical du Syndicat Mixte du SCOT réuni le 5 juillet, ont précisé qu'ils n'avaient pas de remarque particulière à formuler (voir annexes 2 et 3). Le Conseil Communautaire de la CAB a, pour sa part, émis un avis favorable par délibération du 12 juillet 2012 (voir annexe 4).

REMARQUES DE M. LE PRÉFET :

Le Préfet, quant à lui, a formulé des remarques sur le secteur dédié au camping de l'Etang des Forges (voir annexe 5).

Sans remettre en cause notre projet de nouveau règlement, il demande, d'une part, à ce que le paragraphe d'entête du règlement de la zone naturelle soit complété afin d'y mentionner clairement le nouveau sous-secteur créé correspondant au camping, et d'autre part, que l'additif au rapport de présentation soit enrichi afin d'améliorer l'argumentation qui y est faite. Ainsi, il conviendrait de préciser clairement sur quelle base le périmètre du secteur dédié au camping a été tracé, cette précision permettant de justifier que l'autorisation de construire sans limitation d'emprise est uniquement limitée aux équipements du camping. Enfin, les services de l'Etat suggèrent de compléter l'additif au rapport de présentation par des photographies du camping pour illustrer l'absence de caractère purement naturel du secteur.

Je vous propose de répondre favorablement à l'ensemble de ces demandes qui me semblent fondées (voir infra et le projet de nouvelle rédaction du règlement de la zone NL et de l'additif au rapport de présentation joint en annexes 7 et 8).

DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique s'est déroulée du 11 juin au 10 juillet 2012 sous l'égide du commissaire enquêteur désigné par le Président du Tribunal Administratif, Mme Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY.

OBSERVATIONS DE LA POPULATION

Seules quatre personnes, riveraines de la rue de la Ferme, se sont présentées lors des permanences du commissaire enquêteur (voir p. 16 du rapport du commissaire enquêteur en annexe 6a). Cependant, leurs observations ne concernent pas directement la procédure actuelle (qui, pour ce secteur, n'a pour objectif que la correction d'une erreur matérielle), mais la modification du PLU de 2011 créant ex nihilo le règlement de l'éco-quartier.

En effet, ils regrettent de ne pas avoir été, à l'époque, informés personnellement de la réunion d'enquête publique et demandent qu'un certain nombre de dispositions soient prises afin de préserver leur cadre de vie. Il convient de noter que parallèlement à leur rencontre avec le commissaire enquêteur, ils nous ont adressé un courrier auquel une réponse d'attente a été faite afin de nous permettre d'examiner dans quelles mesures leurs doléances peuvent être satisfaites.

LES CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Après échanges d'informations par mails et courriers (reproduits en annexes 7 ; 8 ; 11 et 13 du rapport du commissaire enquêteur – voir annexe 6b du présent rapport), Mme LAMBOLEY-SAINTIGNY a rendu son rapport le 2 août 2012. Celui-ci comporte, outre des conclusions partielles auxquelles nous avons répondu par courriers et mails, une analyse des observations, des conclusions et enfin un avis motivé.

Analyse des observations

Les observations des riverains de rue de la Ferme ne concernant pas directement cette procédure, Mme le Commissaire n'y répond pas.

Par contre, elle réagit au courrier de M. le Préfet en page 17 de son rapport en précisant que :

«Le Conseil Municipal devra se prononcer sur la garantie de maintien de ce site naturel : les photos montrent de grands arbres côté route et en périphérie du camping qui ont le mérite de protéger cette zone naturelle : il est important de les conserver dans leur totalité : cela permettra, d'une part, de préserver le paysage, et de protéger les riverains des nuisances éventuelles de cette zone « piscine » qui peut apporter du bruit.

Il ne peut y avoir de non réglementation dans ce secteur. « sans limitation d'emprise » est à proscrire.

(...)

La modification du PLU devra préciser l'objet : création d'une piscine avec sa surface et les locaux annexes nécessaires exclusivement à cet équipement. La hauteur des constructions devra être précisée : celle-ci devra être en cohérence avec l'environnement : rez-de-chaussée, de façon à ce que la végétation actuelle ne soit pas modifiée et fasse toujours écran entre l'environnement et les constructions nouvelles».

Conclusions motivées

Dans sa conclusion générale (voir p. 21 et suivantes du rapport en annexe 6a), Mme LAMBOLEY-SAINTIGNY, après avoir constaté la régularité de la procédure, relève les enjeux positifs et négatifs des modifications proposées.

Ainsi, sur les premiers, elle souligne l'intérêt de permettre une modification de l'emprise au sol des bâtiments de l'ilot 1, d'augmenter l'attractivité du camping, de diminuer la largeur des voiries des parkings en épis et de corriger l'erreur matérielle dans le règlement de l'éco-quartier du Mont.

Quant aux seconds, Mme le commissaire enquêteur, après avoir regretté que les 25% de logements sociaux ne soient pas imposés à l'intérieur de chaque zone du PLU, demande sur le secteur du camping :

- d'une part, à ce que les observations du Préfet concernant les compléments rédactionnels soient suivies,

- d'autre part, qu'en l'attente d'une définition de règles précises pour la préservation du paysage, définition qui devra s'opérer lors de la révision du PLU planifiée pour 2014-2015, la modification demandée soit limitée à la construction de la piscine et de ses annexes. Elle demande également à ce que les dispositions nécessaires à cette construction soient débattues en Conseil Municipal, comme prévu dans l'article du PLU : *«Les constructions isolées autorisées auront une emprise au sol maximale de 20 m². Au-delà de cette emprise, il sera demandé un schéma d'aménagement du secteur de loisirs, approuvé par le Conseil Municipal»*.

Avis du commissaire enquêteur

En conclusion, Mme LAMBOLEY-SAINTIGNY émet **un AVIS FAVORABLE AVEC RÉSERVES**. Celles-ci sont les suivantes (voir p 23 du rapport) :

- *«Une modification du règlement de la zone NL devra préciser l'existence de 2 secteurs NL(a) et NL(b) correspondant à la présence du camping et ses aménagements.*
- *Concernant la construction d'une piscine et des locaux afférents au camping de l'Etang des Forges, le Conseil Municipal devra être consulté pour limiter la modification à la construction seule de la piscine et de ses annexes, en respectant l'environnement et en précisant les règles d'urbanisme de ces locaux uniquement :*
 - o *Limiter la hauteur des bâtiments et leur surface à leur destination.*
 - o *«Sans limitation d'emprise» est à proscrire.*

En ce qui concerne les règles d'urbanisme de cette zone NL(b), une réflexion d'ensemble sera faite lors de la révision du PLU planifiée en 2014».

PRISE EN COMPTE DES AVIS EMIS LORS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Avant tout, il convient de préciser la portée de l'avis de commissaire enquêteur. En effet, il est important de souligner qu'à la différence de l'avis favorable avec recommandations, l'avis favorable avec réserves constitue un avis défavorable tant que toutes les réserves n'ont pas été levées.

Par conséquent, je vous propose d'apporter à notre projet de modification du secteur du camping les correctifs suivants (en gras italique – voir également les annexes 7 : additif au rapport de présentation et 8 : règlement écrit de la zone N modifiés après enquête publique)

Ainsi, **dans l'additif au rapport de présentation**, outre l'ajout de photos du camping illustrant la perte du caractère naturel de ce secteur, il pourrait être précisé, pour répondre à la demande de M. le Préfet, que le projet d'installer une piscine enterrée et ses locaux annexes n'aura pas pour effet de porter atteinte à l'équilibre de cette zone, ***d'autant plus que le nouveau sous-secteur créé dans lequel ces aménagements seraient autorisés est circonscrit au seul camping tel qu'il est aujourd'hui délimité par la clôture et le parking situé devant l'entrée et directement affecté à cet équipement. De plus, la présente modification n'aurait comme conséquence que de permettre la construction d'une piscine et des locaux liés à son fonctionnement.***

Par ailleurs, dans les explications sur les incidences sur **le règlement écrit**, et plus particulièrement celles concernant la **zone NL**, la nouvelle rédaction pourrait être modifiée comme suit (en gras italique les modifications proposées par rapport au projet soumis à enquête).

- **Dans le chapitre d'entête présentant la zone NL**
Il serait précisé clairement l'existence de 2 sous-secteurs spécifiques : NL(a) pour le terrain d'accueil des gens du voyage et NL(b) pour celui du camping de l'Etang des Forges.

- **N article 2.- types d'occupation ou d'utilisation des sols soumis a des conditions particulières**
 - L'article 2.7 est complété par un 2^{ème} alinéa qui précise que la limitation à 20 m² des constructions isolées ne concerne les locaux autorisés dans le secteur NL(b) et liés au fonctionnement de la piscine du camping (bar, vestiaires, locaux techniques, pool house,...) dont l'emprise au sol cumulée pourra atteindre 200m² maximum.
 - Dans un nouveau point 2.10, *dans le sous-secteur NL(b) nouvellement créé de la zone NL* et correspondant à l'emprise du camping, il est proposé d'autoriser ***la construction d'une piscine et des locaux y afférents (bar, vestiaires, locaux techniques, pool house,...), sans que l'emprise au sol totale de ces locaux annexes n'excède 200 m².***

- **N Article 9.1 – Emprise au sol pour les secteurs NL et Nc**

La limitation de l'emprise au sol des surfaces bâties à 2 % de la surface du terrain ainsi que la limitation de l'emprise de chaque bâtiment ne s'appliqueraient plus dans le secteur NL(b) ***où l'emprise au sol des constructions liées au fonctionnement de la piscine serait de 200 m² maximum au total (hors emprise de la piscine en ce qu'elle ne constitue pas un bâtiment et à ce titre n'est pas comptabilisée dans les surfaces bâties).***

• **N Article 10.1- Hauteur des constructions pour le secteur NL(b)**

Alors que la hauteur absolue maximum pour les constructions est de 5 mètres à l'égout du toit pour l'ensemble de la zone NL, la hauteur relative des bâtiments annexes à la piscine seraient également limitée à un rez-de-chaussée, de façon à ce que la végétation actuelle ne soit pas impactée et fasse toujours écran entre l'environnement et les constructions nouvelles.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 36 voix pour et 8 contre (M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, mandataire de M. David DIMEY, M. Sébastien VIVOT, mandataire de Mme Frédérique RIETSCH, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, mandataire de M. Lionel COURBEY),

- **AUTORISE** la construction de la piscine et de ses locaux annexes dans le secteur du camping, sous réserve que ces travaux ne remettent pas en cause l'environnement existant et que l'emprise au sol de ces locaux et leur hauteur soient limitées respectivement à 200 m² et à un niveau.

- **APPROUVE** la modification du PLU avec les correctifs apportés au dossier soumis à enquête, tels qu'ils viennent de lui être proposés, afin de tenir compte des remarques de M. le Préfet et de lever les réserves du commissaire.

La présente délibération fera l'objet des formalités de publicité prévues à l'article R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, étant entendu que chacune de ces formalités mentionnera que le dossier pourra être consulté au Service Urbanisme pendant les heures habituelles d'ouverture.

Ainsi, elle sera affichée pendant un mois en Mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

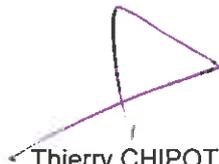
De même, elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs.

Enfin, le PLU modifié sera tenu à la disposition du public au Service Urbanisme.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

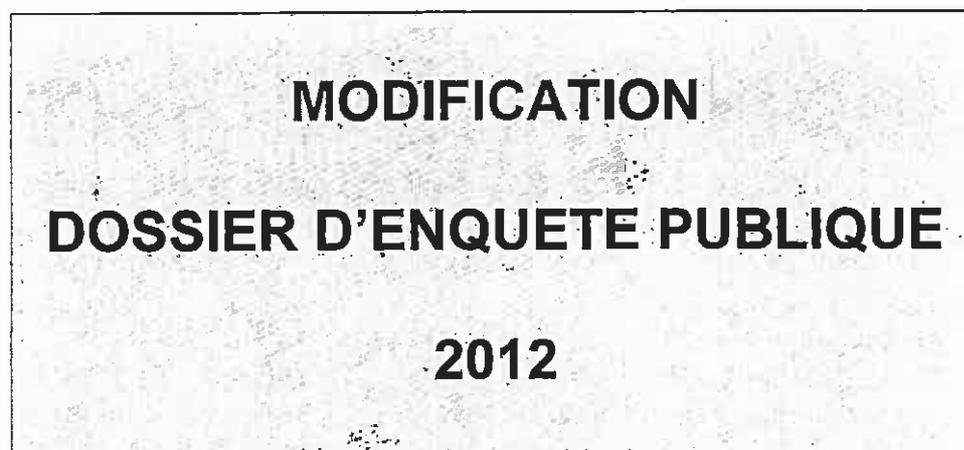
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage


Thierry CHIPOT



COMMUNE DE BELFORT

PLAN LOCAL D'URBANISME DE BELFORT



PIECES DU DOSSIER

- 1- Notice explicative : additif au rapport de présentation
- 2- Orientations d'Aménagement et de Programmation modifiées
- 3- Règlement modifié
- 4- Plans modifiés



COMMUNE DE BELFORT

**PLAN LOCAL D'URBANISME
DE BELFORT**

MODIFICATION

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

2012

1 - NOTICE EXPLICATIVE
Additif au rapport de présentation



SOMMAIRE

I - OBJET DE LA MODIFICATION	3
I – 1. La modification de l'emprise au sol des immeubles sis sur le lot 1 de la ZAC du PAB.....	3
I – 2. La construction d'une piscine et des locaux y afférant au camping de l'Etang des Forges.....	3
I – 3. Réduire les largeurs de voies imposées dans les parkings en épis.....	4
I – 4. Corriger une erreur matérielle dans les OAP de l'Eco-Quartier du Mont...4	
II - SA TRADUCTION DANS LES DOCUMENTS DU PLU	4
II - 1. Incidences sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'Eco-Quartier.....	5
II - 2. Incidences sur le règlement écrit.....	5
Incidences sur les dispositions générales.....	5
Incidences sur les dispositions applicables aux zones naturelles.....	5
II - 3. INCIDENCES SUR LE ZONAGE.....	5
Incidences sur la planche Ouest.....	5
Incidences sur le plan de la ZAC du Parc à Ballon.....	5

I - OBJET DE LA MODIFICATION

Afin de répondre aux évolutions de la demande du marché immobilier et des besoins touristiques, la commune envisage de modifier son PLU pour :

- d'une part, une meilleure adéquation entre la constructibilité de l'îlot 1 de la ZAC du PAB et la demande de logement,
- d'autre part, d'améliorer notre attractivité touristique par la construction d'une piscine au camping municipale.

Par ailleurs, il est proposé de profiter de cette procédure pour :

- réduire les contraintes de largeur de voies dans les parkings en épis,
- corriger une erreur matérielle dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'éco-quartier.

I – 1. La modification de l'emprise au sol des immeubles sis sur le lot 1 de la ZAC du PAB.

Lors de l'élaboration des plans de zonage de la ZAC du PAB, la constructibilité des îlots a été limitée par le biais d'une emprise maximum au sol. Ainsi, sur l'îlot 1, le long de l'avenue du champ de mars, la profondeur d'une partie du bâti est limitée à 17 mètres. Si cette prescription est adaptée à l'édification de maisons de ville ; elle est plus problématique pour les immeubles collectifs.

Or, les études de commercialisation de cet îlot montrent que la demande porte aujourd'hui dans ce secteur plus sur des appartements que sur de petites maisons.

Aussi, la commune ayant tout intérêt à ce que les logements construits dans la ZAC du PAB soient en adéquation avec la demande, il est proposé de passer la largeur admissible à 20 m pour les retours des bâtiments à construire sur l'îlot 1.

I – 2. La construction d'une piscine et des locaux y afférant au camping de l'Etang des Forges.

Classé 3 étoiles et certifié « Camping Qualité », le camping de l'Etang des Forges est le plus important du département en nombre de nuitées. Ce nombre augmente régulièrement depuis 2006.

Afin de poursuivre dans ce dynamisme et proposer un niveau de confort et de service supérieur, il est nécessaire de remplacer l'actuelle piscine ZODIAC, acquise en 2004 et devenue obsolète. L'aménagement d'une piscine enterrée sera un atout important supplémentaire. Elle permettra notamment d'attirer les « tours

operators » et les comités d'entreprises, qui réclament ce type d'équipement dans leur référencement.

Cet investissement, sur la base d'estimations modérées, devrait amener une hausse de la fréquentation de l'ordre de 4% en 2014, première année complète de fonctionnement de la piscine enterrée, par rapport à l'année de référence.

Compte tenu des aménagements déjà réalisés dans le camping (sanitaires, mobil home, ...), ce secteur a perdu son caractère naturel. Par conséquent, le projet d'installer une piscine enterrée et ses locaux annexes n'aura pas pour effet de porter atteinte à l'équilibre de cette zone ni à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable qui n'édicte aucune protection particulière de ce site. Ce projet ne réduit pas non plus une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels. Par conséquent, ces adaptations de la zone NL peuvent être opérées par le biais de la procédure de modification de PLU.

I – 3. Réduire les largeurs de voies imposées dans les parkings en épis.

L'application des normes concernant la largeur des voies desservant les stationnements en épis a montré que les 4.5 m imposés dans nos dispositions générales étaient excessifs et qu'une largeur de 3.5 m suffirait. Aussi, il est proposé d'assouplir cette règle et de la fixer à 3.5 m comme pour les stationnements longitudinaux.

I – 4. Corriger une erreur matérielle dans les OAP de l'Eco-Quartier du Mont

Lors de la rédaction des Orientations d'Aménagement et de Programmation (AOP) de l'Eco-Quartier adoptées lors de la modification du PLU du 2 décembre 2011, une faute de frappe a été faite au niveau de la largeur minimum des venelles. En effet, il ne faut pas lire 5 m (ce qui serait en contradiction avec les Indications portées sur le plan d'aménagement) mais 3 m. Il convient donc de corriger cette erreur.

II - SA TRADUCTION DANS LES DOCUMENTS DU PLU

La présente modification a des conséquences sur :

- les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'Eco-Quartier
- le règlement écrit,
- le zonage.

II - 1. Incidences sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'Eco-Quartier.

Seule est modifiée la largeur minimum des venelles qui passera de 5m à 3m.

II - 2. Incidences sur le règlement écrit.

Incidences sur les dispositions générales.

- **DG Article 11.1 – configuration des places de stationnement des véhicules.**

Le recul minimum face à une construction, une limite séparative ou une aire de stationnement pour le stationnement en épis passe de 4,5 m à 3,5 m.

Incidences sur les dispositions applicables aux zones naturelles

- **N article 2.- types d'occupation ou d'utilisation des sols soumis a des conditions particulières**

Dans un nouveau point 2.10, dans la zone NL (b) nouvellement créée et correspondant à l'emprise du camping, il est proposé d'autoriser les aménagements et constructions, sans limitation d'emprise, nécessaires au fonctionnement du camping.

- **N Article 9.1 - Emprise au sol pour les secteurs NL et Nc**

La limitation de l'emprise au sol des surfaces bâties à 2 % de la surface du terrain ainsi que la limitation de l'emprise de chaque bâtiment ne s'appliquerait plus dans le secteur NL(b).

II - 3. INCIDENCES SUR LE ZONAGE.

Incidences sur la planche Ouest

- **Secteur de l'étang des Forges**

L'emprise du camping est matérialisée par la création d'un sous-secteur au sein de la zone NL et dénommé NL(b).

Incidences sur le plan de la ZAC du Parc à Ballon

- **Ilot 1.**

La largeur de l'emprise maximum au sol des constructions est portée de 17 m à 20 m à l'ouest des 3 îlots.

COMMUNE DE BELFORT

**PLAN LOCAL D'URBANISME DE
BELFORT**

MODIFICATION
DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE
2012

**2 - ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET
DE PROGRAMMATION**



PLU ACTUEL

L'ÉCO-QUARTIER DU MONT

Les trois hectares de jardins ouvriers libérés dans le quartier du Mont représentent une opportunité unique d'offrir, à Belfort, un cadre de vie de qualité s'appuyant sur une démarche inscrite dans les problématiques de notre époque et du développement durable.

Ainsi, le nouveau quartier du Mont doit permettre le développement d'un habitat individuel de qualité basé sur l'économie du foncier, la lutte contre l'étalement urbain par le rapprochement des lieux d'habitat des zones urbaines denses et sur la préservation des matières et des énergies. Il s'agit donc de proposer un cadre propice à l'invention et aux typologies d'habitat innovante utilisant notamment une densité plus importante.

Ce secteur doit offrir également une mixité sociale et des espaces publics de qualité perméables aux circulations piétonnes et cyclistes. Dans le même état d'esprit, il doit contraindre la voiture à rester à proximité sans venir le « coloniser ». La place de la voiture doit être revue à la baisse et les espaces de stationnement doivent être maîtrisés et mutualisés.

Parallèlement, la typologie de l'habitat individuel doit être réinventée : le nouveau quartier du Mont propose de le faire non seulement en s'appuyant sur les traces du parcellaire des jardins mais en offrant également des silhouettes différentes en R+1 ou R+2 ou encore en superposant les « maisons » dans des plots de logements (R+3 et plus).

La densité accrue recherchée sera atteinte grâce à une possibilité d'utilisation du sol plus élevée notamment en favorisant l'adossement des constructions sur les limites des parcelles et des lots. L'objectif est la disparition des « maisons » au centre de leur jardin, tout en conservant une intimité et une qualité aux espaces libres et au contact des espaces publics. Ceci passera également par un effort particulier porter à l'architecture et aux clôtures.

Il s'agit donc de composer un quartier où plusieurs typologies différentes s'assemblent pour former et composer des espaces publics de qualité tout en préservant l'intimité et les avantages d'un habitat individuel.

Pour ce faire, le schéma d'aménagement complète le règlement écrit de la zone en positionnant et représentant les éléments suivants :

- les venelles et place qui permettent de parcourir au travers des ensembles construits de manière continue ce nouveau quartier. Ces espaces sont accessibles aux piétons et vélos uniquement et leur largeur ne sera pas inférieure à 5m. Chaque venelle se positionnera en continuité de celles traversant les zones construites contigües.
- les espaces de stationnement, traités de manière qualitative, qui se positionnent au nord en accès direct de la Via des morts ou pour les bâtiments collectifs en R+3 et plus, au sud de l'espace planté. L'emprise de ces aires, dont les accès sont positionnés sur le plan d'aménagement, peut varier suivant le nombre de logements.

(...)

PLU MODIFIE

L'ÉCO-QUARTIER DU MONT

Les trois hectares de jardins ouvriers libérés dans le quartier du Mont représentent une opportunité unique d'offrir, à Belfort, un cadre de vie de qualité s'appuyant sur une démarche inscrite dans les problématiques de notre époque et du développement durable.

Ainsi, le nouveau quartier du Mont doit permettre le développement d'un habitat individuel de qualité basé sur l'économie du foncier, la lutte contre l'étalement urbain par le rapprochement des lieux d'habitat des zones urbaines denses et sur la préservation des matières et des énergies. Il s'agit donc de proposer un cadre propice à l'invention et aux typologies d'habitat innovante utilisant notamment une densité plus importante.

Ce secteur doit offrir également une mixité sociale et des espaces publics de qualité perméables aux circulations piétonnes et cyclistes. Dans le même état d'esprit, il doit contraindre la voiture à rester à proximité sans venir le « coloniser ». La place de la voiture doit être revue à la baisse et les espaces de stationnement doivent être maîtrisés et mutualisés.

Parallèlement, la typologie de l'habitat individuel doit être réinventée : le nouveau quartier du Mont propose de le faire non seulement en s'appuyant sur les traces du parcellaire des jardins mais en offrant également des silhouettes différentes en R+1 ou R+2 ou encore en superposant les « maisons » dans des plots de logements (R+3 et plus).

La densité accrue recherchée sera atteinte grâce à une possibilité d'utilisation du sol plus élevée notamment en favorisant l'adossement des constructions sur les limites des parcelles et des lots. L'objectif est la disparition des « maisons » au centre de leur jardin, tout en conservant une intimité et une qualité aux espaces libres et au contact des espaces publics. Ceci passera également par un effort particulier porté à l'architecture et aux clôtures.

Il s'agit donc de composer un quartier où plusieurs typologies différentes s'assemblent pour former et composer des espaces publics de qualité tout en préservant l'intimité et les avantages d'un habitat individuel.

Pour ce faire, le schéma d'aménagement complète le règlement écrit de la zone en positionnant et représentant les éléments suivants :

- les venelles et place qui permettent de parcourir au travers des ensembles construits de manière continue ce nouveau quartier. Ces espaces sont accessibles aux piétons et vélos uniquement et leur largeur ne sera pas inférieure à 3m. Chaque venelle se positionnera en continuité de celles traversant les zones construites contiguës.
- les espaces de stationnement, traités de manière qualitative, qui se positionnent au nord en accès direct de la Via des morts ou pour les bâtiments collectifs en R+3 et plus, au sud de l'espace planté. L'emprise de ces aires, dont les accès sont positionnés sur le plan d'aménagement, peut varier suivant le nombre de logements.

(...)

COMMUNE DE BELFORT

**PLAN LOCAL D'URBANISME
DE BELFORT**

**MODIFICATION
DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE
2012**

3 – REGLEMENT MODIFIE



PLU ACTUEL

DISPOSITIONS GENERALES

(Extraits)

(...)

DG ARTICLE 11.- STATIONNEMENT DES VEHICULES

11.1. CONFIGURATION DES PLACES DE STATIONNEMENT

Sauf pour raisons architecturales, la porte d'un garage située face à une voie devra observer un recul de 5 m par rapport à l'alignement de cette voie.

Les portes de garage et les places de stationnements situées face à une construction, une limite séparative ou une aire de stationnement devra observer un recul minimum de 6 m par rapport à ceux-ci.

Cependant, pour le stationnement en épis et longitudinal, les reculs minimum seront respectivement de 4,5 m et de 3,50 m. Ces types de stationnement ne pourront être mis en place que si le retournement des véhicules est possible sur la parcelle.

11.2. DIMENSION DES PLACES DE STATIONNEMENT

11.2.1. Stationnement en ouvrage

Les stationnements en ouvrage devront respecter les normes AFNOR en vigueur.

11.2.2. Stationnement en surface

Les places de stationnement auront les dimensions minimales suivantes :

- En épis ou perpendiculaire :
 - largeur : 2,3 m,
 - longueur : 5 m.
- Longitudinales :
 - largeur : 2 m,
 - longueur : 5 m.

11.3. RESPECT DES NORMES DE STATIONNEMENT

Conformément aux prescriptions de l'article L.421-3 du Code de l'Urbanisme et en cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur devra :

- soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme (15 années minimum) dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 300 m,
- soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon,
- soit payer une contrepartie à la collectivité en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement. Le montant de cette contrepartie proportionnelle au nombre de places est fixé par délibération du Conseil Municipal.

(...)

PLU MODIFIE

DISPOSITIONS GENERALES

(Extraits)

(...)

DG ARTICLE 11.- STATIONNEMENT DES VEHICULES

11.1. CONFIGURATION DES PLACES DE STATIONNEMENT

Sauf pour raisons architecturales, la porte d'un garage située face à une voie devra observer un recul de 5 m par rapport à l'alignement de cette voie.

Les portes de garage et les places de stationnements situées face à une construction, une limite séparative ou une aire de stationnement devra observer un recul minimum de 6 m par rapport à ceux-ci.

Cependant, pour le stationnement en épis et longitudinal, les reculs minimum seront de 3,5 m. Ces types de stationnement ne pourront être mis en place que si le retournement des véhicules est possible sur la parcelle.

11.2. DIMENSION DES PLACES DE STATIONNEMENT

11.2.1. Stationnement en ouvrage

Les stationnements en ouvrage devront respecter les normes AFNOR en vigueur.

11.2.2. Stationnement en surface

Les places de stationnement auront les dimensions minimales suivantes :

- En épis ou perpendiculaire :
 - largeur : 2,3 m,
 - longueur : 5 m.
- Longitudinales :
 - largeur : 2 m,
 - longueur : 5 m.

11.3. RESPECT DES NORMES DE STATIONNEMENT

Conformément aux prescriptions de l'article L.421-3 du Code de l'Urbanisme et en cas d'impossibilité technique de pouvoir aménager le nombre d'emplacements nécessaires au stationnement sur le terrain des constructions projetées, le constructeur devra :

- soit justifier de l'obtention d'une concession à long terme (15 années minimum) dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation, dans un rayon de 300 m,
- soit de l'acquisition de places dans un parc privé de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un même rayon,
- soit payer une contrepartie à la collectivité en vue de la réalisation de parcs publics de stationnement. Le montant de cette contrepartie proportionnelle au nombre de places est fixé par délibération du Conseil Municipal.

(...)

PLU ACTUEL

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE N

(Extraits)

La zone N correspond aux secteurs à protéger en raison de la qualité des sites, des paysages ou de l'existence d'une exploitation forestière. Cependant, des ouvrages d'infrastructures pourront y être aménagés sous conditions.

Elle est divisée en plusieurs secteurs :

1. **Le secteur N1** est un secteur à protéger au sens strict : zone de site, de vue, boisée ou non
2. **Le secteur NL** est un secteur à vocation de loisirs avec occupation "légère" du sol qui ne recevra que des aménagements liés à la promenade, pique-nique, loisirs.
Il inclut le sommet du Salbert (non boisé), "les promenades d'Essert-Hatry", les Glacis du Château, le terrain d'accueil des gens du voyage, les berges de la Savoureuse à aménager, l'Étang des Forges, l'espace vert récréatif à créer en bordure de la zone du Champ de Mars.
3. **Le secteur Nc** : Secteur des jardins ouvriers.
4. **Le secteur Nm** : Zone militaire non construite.
5. **Le secteur N-BOU** : zone naturelle de l'ancienne zone d'aménagement concerté dite « Z.A.C. BOUGENEL » créée par arrêté préfectoral du 19.12.1980 et supprimée par délibération du conseil municipal en date du 2 juin 2006. Il est régi par les mêmes dispositions que la zone NL.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS

N ARTICLE 1.- TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS

- 1.1. Toute installation ou construction isolée ou groupée non visée à l'article N2.
- 1.2. Tout défrichement dans les espaces boisés classés figurant au plan de zonage. Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable sauf dans les forêts soumises au régime forestier.

N ARTICLE 2.- TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS SOUMIS A DES CONDITIONS PARTICULIERES

SUR L'ENSEMBLE DE LA ZONE N :

- 2.1. Les extensions de bâtiments ou équipements existants s'ils sont d'intérêt publics.
- 2.2. Les équipements ou infrastructures s'ils sont nécessaires à la collectivité y compris les constructions liées à leur fonctionnement et à leur exploitation.
- 2.3. Les affouillements et exhaussements des sols nécessaires à des travaux de construction ou d'aménagement paysager et à tout dispositif concernant l'équipement de la zone (limités à la durée de ces mêmes travaux et sous réserve de présenter un aspect final aménagé), ainsi que ceux liés à la restauration des rivières et à la maîtrise des inondations.

PLU MODIFIE

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE N

(Extraits)

La zone N correspond aux secteurs à protéger en raison de la qualité des sites, des paysages ou de l'existence d'une exploitation forestière. Cependant, des ouvrages d'infrastructures pourront y être aménagés sous conditions.

Elle est divisée en plusieurs secteurs :

1. Le secteur N1 est un secteur à protéger au sens strict : zone de site, de vue, boisée ou non.
2. Le secteur NL est un secteur à vocation de loisirs avec occupation "légère" du sol qui ne recevra que des aménagements liés à la promenade, pique-nique, loisirs.
Il inclut le sommet du Salbert (non boisé), "les promenades d'Essert-Hatry", les Glacis du Château, le terrain d'accueil des gens du voyage, les berges de la Savoureuse à aménager, l'Étang des Forges, l'espace vert récréatif à créer en bordure de la zone du Champ de Mars.
3. Le secteur Nc : Secteur des jardins ouvriers.
4. Le secteur Nm : Zone militaire non construite.
5. Le secteur N-BOU : zone naturelle de l'ancienne zone d'aménagement concertée dite « Z.A.C. BOUGENEL » créée par arrêté préfectoral du 19.12.1980 et supprimée par délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 2006. Il est régi par les mêmes dispositions que la zone NL.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS

N ARTICLE 1.- TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS

- 1.1. Toute installation ou construction isolée ou groupée non visée à l'article N2.
- 1.2. Tout défrichement dans les espaces boisés classés figurant au plan de zonage. Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable sauf dans les forêts soumises au régime forestier.

N ARTICLE 2.- TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS SOUMIS A DES CONDITIONS PARTICULIERES

SUR L'ENSEMBLE DE LA ZONE N :

- 2.1. Les extensions de bâtiments ou équipements existants s'ils sont d'intérêt publics.
- 2.2. Les équipements ou infrastructures s'ils sont nécessaires à la collectivité y compris les constructions liées à leur fonctionnement et à leur exploitation.
- 2.3. Les affouillements et exhaussements des sols nécessaires à des travaux de construction ou d'aménagement paysager et à tout dispositif concernant l'équipement de la zone (limités à la durée de ces mêmes travaux et sous réserve de présenter un aspect final aménagé), ainsi que ceux liés à la restauration des rivières et à la maîtrise des inondations.

PLU ACTUEL

EN SECTEUR N1 :

- 2.4. Les exploitations sylvicoles si elles sont situées dans les espaces boisés existants.
- 2.5. Les installations légères si elles sont liées aux sentiers de promenade et parcours sportifs.
- 2.6. L'aménagement des constructions si elles sont existantes (amélioration/reconstruction) conformément aux articles 5 et 6 des Dispositions Générales.

EN SECTEUR N^L :

- 2.7. Les aménagements s'ils sont liés à la promenade et à la randonnée, les aires de pique-nique (buvette...), les aménagements légers et infrastructures de sports et loisirs. Les constructions isolées autorisées auront une emprise au sol maximale de 20 m². Au-delà de cette emprise, il sera demandé un schéma d'aménagement du secteur de loisirs approuvé par le Conseil Municipal.
- 2.8. Le stationnement des caravanes des gens du voyage ainsi que les aménagements et bâtis nécessaires à condition d'être exclusivement sur le site qui leur est réservé (NL (a)).
- 2.9. Les aménagements des quais de la Savoureuse en quais urbains sous réserve d'être compatibles avec les exigences du PPRI.

(...)

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DES SOLS

(...)

N ARTICLE 9.- EMPRISE AU SOL

9.1. POUR LES SECTEURS NL ET N_c

L'emprise au sol des surfaces bâties ne peut dépasser 2 % de la surface du terrain.

De plus, chaque bâtiment ne devra pas, conformément à l'article N2, avoir une SHOB à 20 m² (sauf dans le cas d'un schéma d'ensemble) en secteur NL, et à 12 m² en secteur N_c.

9.2. DANS LES AUTRES SECTEURS

L'emprise au sol n'est pas réglementée.

N ARTICLE 10.- HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.1. POUR LE SECTEUR NL

La hauteur maximum pour les constructions est de 5 mètres à l'égout du toit.

10.2. DANS LES AUTRES SECTEURS

La hauteur des constructions n'est pas réglementée.

(...)

PLU MODIFIE

EN SECTEUR N1 :

- 2.4. Les exploitations sylvicoles si elles sont situées dans les espaces boisés existants.
- 2.5. Les installations légères si elles sont liées aux sentiers de promenade et parcours sportifs.
- 2.6. L'aménagement des constructions si elles sont existantes (amélioration/reconstruction) conformément aux articles 5 et 6 des Dispositions Générales.

EN SECTEUR N^L :

- 2.7. Les aménagements s'ils sont liés à la promenade et à la randonnée, les aires de pique-nique (buvette...), les aménagements légers et infrastructures de sports et loisirs. Les constructions isolées autorisées auront une emprise au sol maximale de 20 m². Au-delà de cette emprise, il sera demandé un schéma d'aménagement du secteur de loisirs approuvé par le Conseil Municipal.
- 2.8. Le stationnement des caravanes des gens du voyage ainsi que les aménagements et bâtis nécessaires à condition d'être exclusivement sur le site qui leur est réservé (NL (a)).
- 2.9. Les aménagements des quais de la Savoureuse en quais urbains sous réserve d'être compatibles avec les exigences du PPRI.
- 2.10. En zone NL (b), les aménagements et constructions, sans limitation d'emprise, nécessaires au fonctionnement du camping.

(...)

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DES SOLS

(...)

N ARTICLE 9.- EMPRISE AU SOL

9.1. POUR LES SECTEURS NL ET N_c

L'emprise au sol des surfaces bâties ne peut dépasser 2 % de la surface du terrain, **sauf en secteur NL(b)**

De plus, chaque bâtiment ne devra pas, conformément à l'article N2, avoir une **emprise au sol** supérieure à 20 m² (sauf dans le cas d'un schéma d'ensemble) en secteur **NL**, et à 12 m² en secteur **N_c**. **Ces restrictions ne s'appliquent pas au secteur NL(b) du camping**

9.2. DANS LES AUTRES SECTEURS

L'emprise au sol n'est pas réglementée.

N ARTICLE 10.- HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.1. POUR LE SECTEUR NL

La hauteur maximum pour les constructions est de 5 mètres à l'égout du toit.

10.2. DANS LES AUTRES SECTEURS

La hauteur des constructions n'est pas réglementée.

(...)

COMMUNE DE BELFORT

**PLAN LOCAL D'URBANISME
DE BELFORT**

**MODIFICATION
DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE
2012**

4 – PLANS MODIFIES

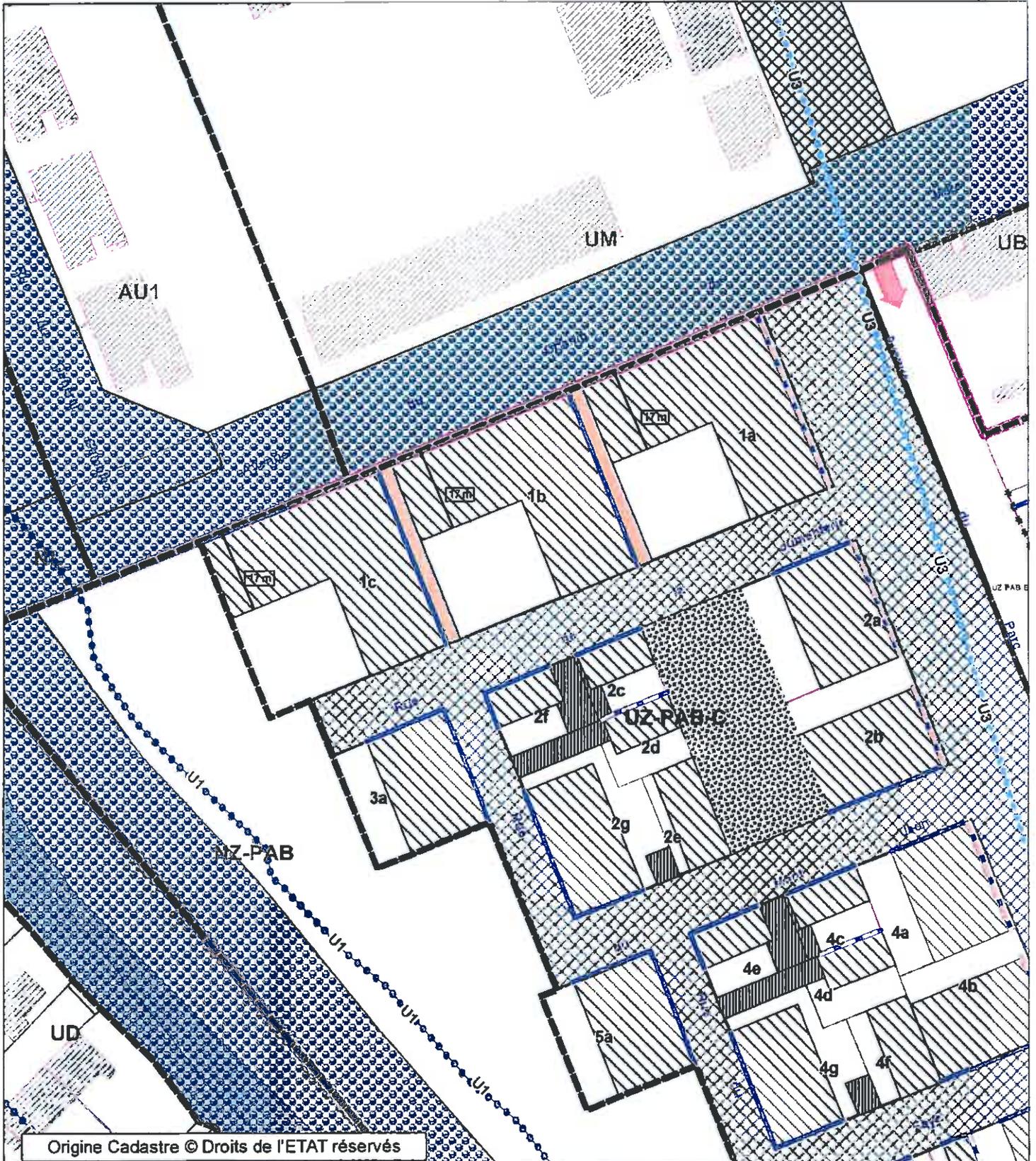


PLU ACTUEL

CENTRE DE COMMUNE - EST (extrait) PLAN DE DETAIL - ZONES UZ-PAB (extrait)

ZAC du Parc à Ballons - Ilôts 1

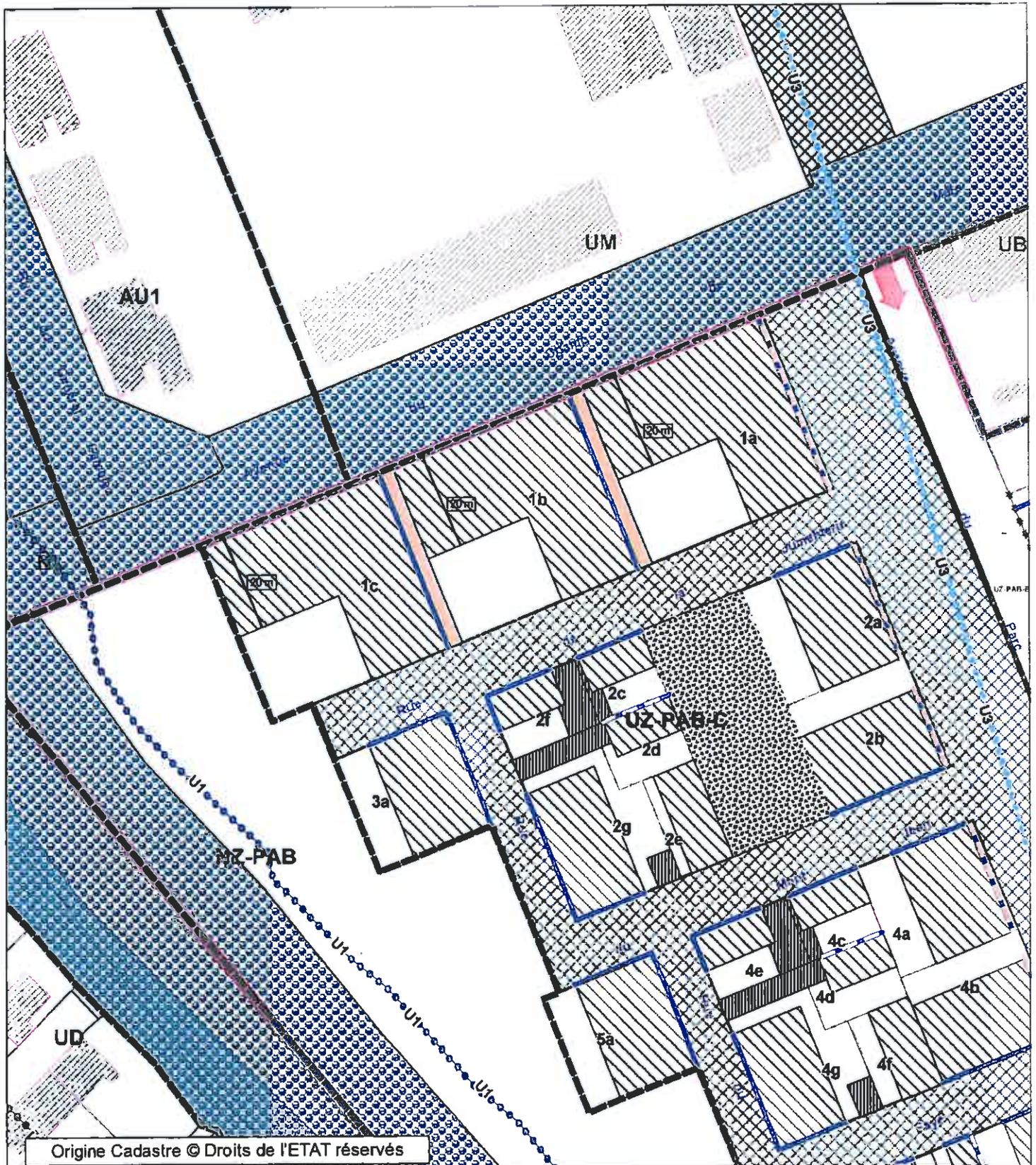
Echelle 1/ 2000



PLU MODIFIE
CENTRE DE COMMUNE - EST (extrait)
PLAN DE DETAIL - ZONES UZ-PAB (extrait)

ZAC du Parc à Ballons - Ilôts 1

Echelle 1/ 2000



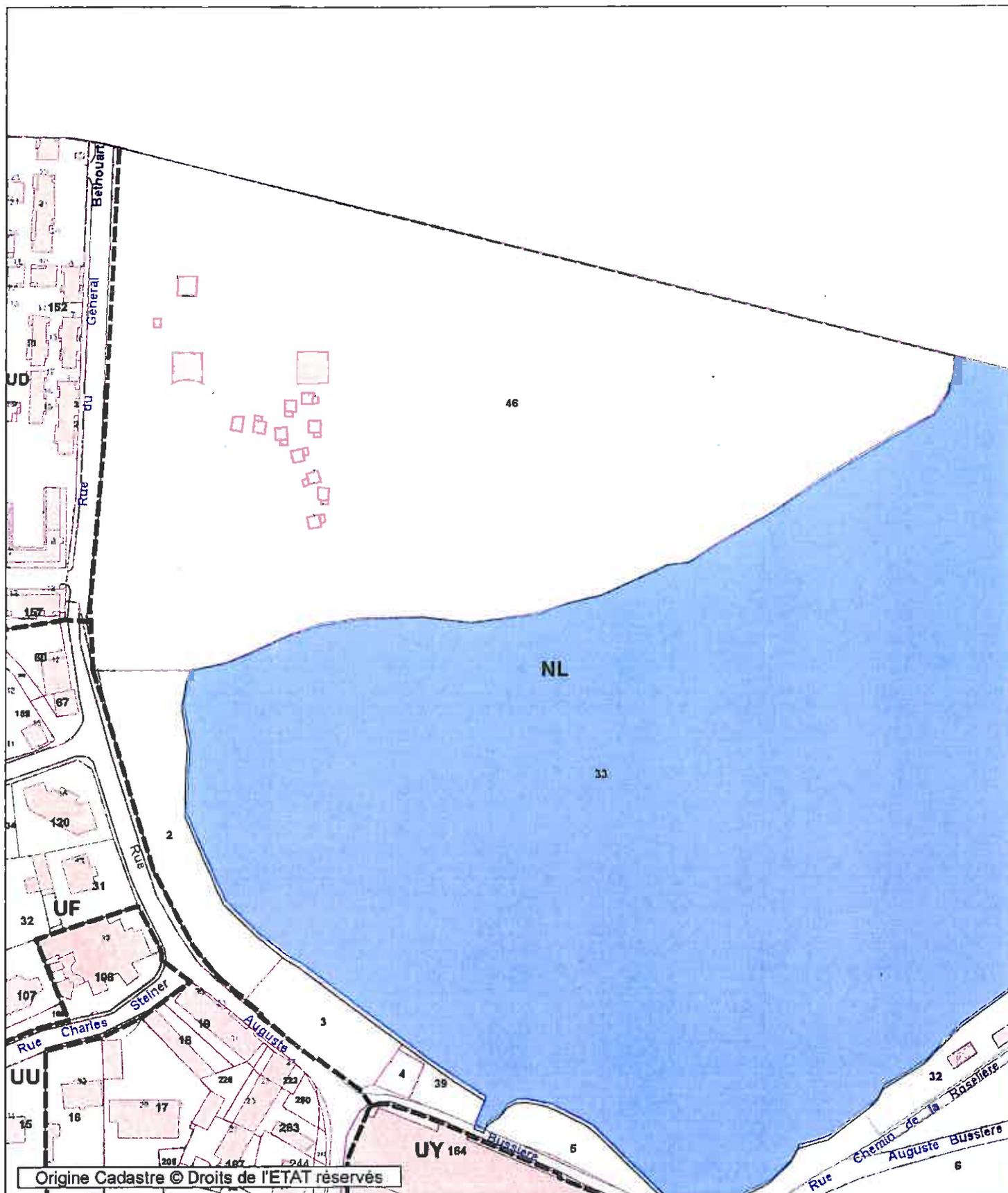
Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

PLU ACTUEL

CENTRE DE COMMUNE - EST (extrait)

Secteur Camping Etang des Forges

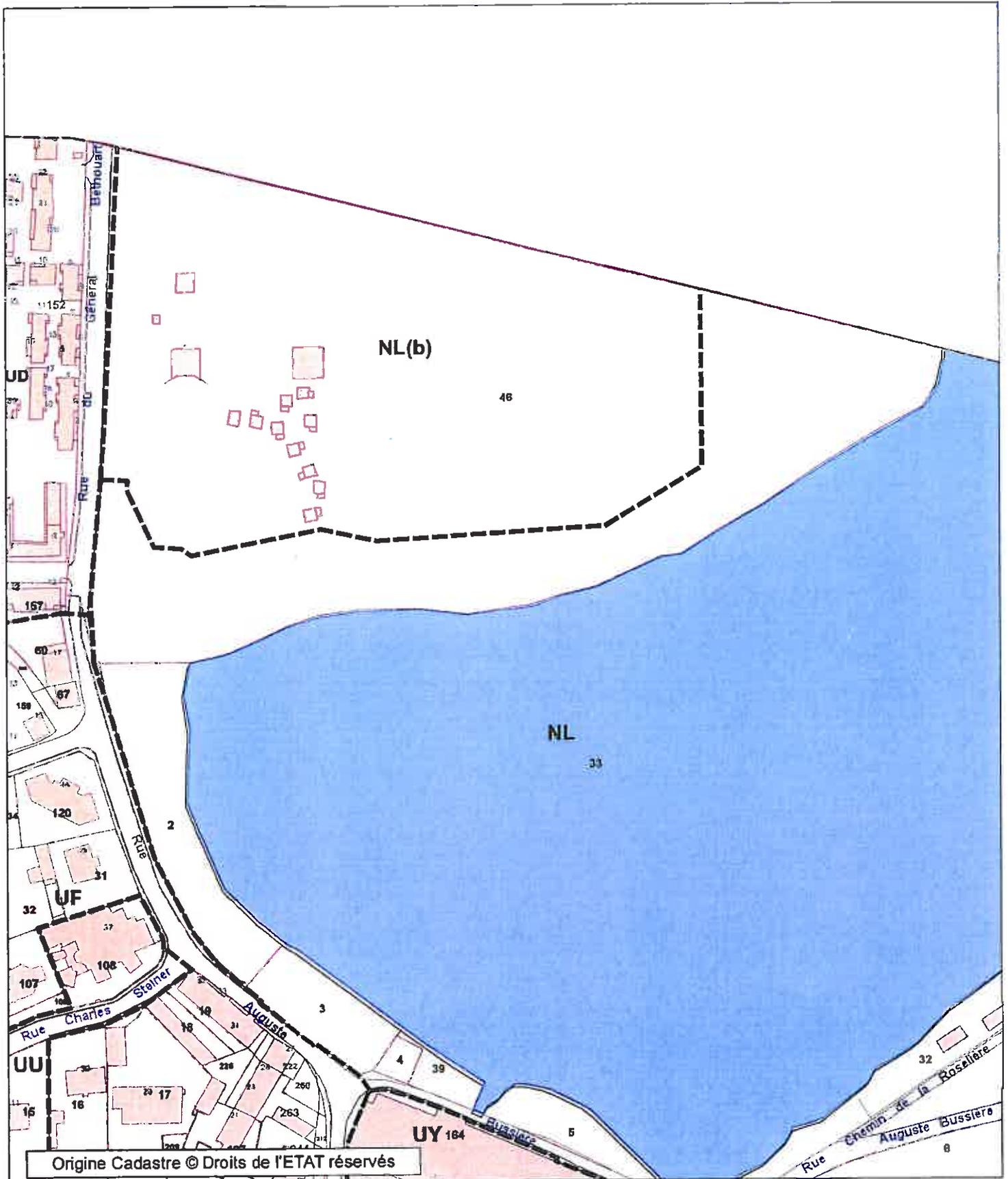
Echelle 1/2000



PLU MODIFIE
CENTRE DE COMMUNE - EST (extrait)

Secteur Camping Etang des Forges

Echelle 1/ 2000



Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

2012 142



CCI

Territoire de Belfort

Le Président

Direction Générale
13 JUIN 2012
des Services Techniques

VILLE DE BELFORT
Arrivé le
14 JUIN 2012
SERVICE URBANISME

Annexe 2

COURRIER ARRIVE N° 14231 ✓
Original pour Attribution DST ✓

12 JUIN 2012

Copie à :

Madame Martine LAMBOLEY - SAINTIGNY
Commissaire enquêteur service urbanisme
Mairie de Belfort
Place d'Armes
90020 BELFORT Cedex

N/Réf : AS/AL/AGo/139
Objet : Modification PLU de Belfort

Belfort, le 11 juin 2012

Affaire suivie par Alexia Lavallée
03 84 54 54 69
alavallee@belfort.cci.fr

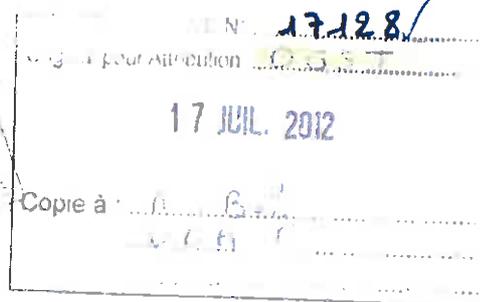
Madame Le Commissaire Enquêteur,

Le projet de modification du PLU de Belfort m'est parvenu pour avis. Je vous en remercie.

Ce projet n'appelle aucune observation.

Je vous prie d'agréer, Madame Le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Alain SÉD



Monsieur le Maire de Belfort

En mairie

90020 BELFORT CEDEX

Belfort, le 16 juillet 2011

Affaire suivie par :
Anne-Sophie PEUREUX

Ligne directe :
03 84 46 51 59

Email :
aspeureux@autb.fr

Références :
786/VB

Objet :
Examen du dossier de modification
du PLU de Belfort

Pièce jointe :
1 rapport

Monsieur le Maire,

Conformément à l'article L.123-13 du code de l'urbanisme, vous avez notifié au Président du syndicat mixte en charge du SCoT le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de votre commune.

Ce dernier a fait l'objet d'un examen lors du comité syndical du 5 juillet dernier et a donné lieu à l'établissement du rapport ci-joint.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de ma parfaite considération.

Le Président,



Emile GEHANT.

SYNDICAT MIXTE DU SCOT

Comité Syndical du 5 juillet 2012

Examen du dossier de la modification du PLU de BELFORT

L'an deux mille douze, le 5 juillet à 17h00, le syndicat mixte en charge de l'élaboration, de l'approbation, du suivi et de la révision du Schéma de Cohérence Territoriale du Territoire de Belfort, s'est réuni en assemblée ordinaire légalement convoquée au siège du Syndicat mixte.

Cette séance fait suite à celle du 28 juin, sans quorum.

ETAIENT PRESENTS

Membres Titulaires : M. Emile GEHANT, Président (CAB) – M. Jean-Louis BUCHWALTER, CCPSV – M. Gérald PICENNI, Communes Isolées

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES

Membres Titulaires : M. Christian PROUST, CG – Mme Anne-Marie FORCINAL, CG – M. Guy MICLO, CG – Mme Samia JABER, CG – M. Etienne BUTZBACH, CAB – M. Yves DRUET, CAB – Mme Françoise FAURE, CAB – Jean-Paul MONNOT, CAB – M. Christophe BERGER, CAB – M. Pierre BOUCON, CAB – M. Louis HEILMANN, CAB – M. Jean-François ROOST, CAB – M. Bernard FRANCOIS, CAB – M. Francis NANSE, CAB – Mme Monique DINET, CCST – M. Bernard LIAIS, CCST – M. Christian RAYOT, CCST – M. Louis MASSIAS, CCBB – Guy MOUILLESEAUX, CCT – M. Marc KURTESANIN, CCHS

ETAIENT EGALEMENT PRESENTS

M. Pascal GROS, DDT, Mme Gaëlle THAUVIN, DDT, M. Bruno VIDALIE, AUTB –
Mme Anne-Sophie PEUREUX, AUTB

Titulaires : 3
Suppléant : 0
Pouvoir : 0

Soit 3 membres, le comité syndical étant composé de 23 membres.

Le comité syndical a été convoqué le 28 juin 2012 sans atteindre un quorum permettant de délibérer valablement. Une nouvelle réunion s'est donc tenue sur le même ordre du jour, sans obligation de quorum.

Les convocations ont été légalement adressées le 21 et 29 juin 2012.

◆◆◆

Conformément à l'article L.123-13 du code de l'urbanisme, la commune de Belfort a notifié son projet de modification de Plan Local d'Urbanisme (PLU) au Président du Syndicat Mixte du SCoT.

Le dossier ainsi notifié a donné lieu à l'élaboration du présent rapport :

OBJET DE LA MODIFICATION

Afin de répondre aux évolutions de la demande du marché immobilier et des besoins touristiques, la commune envisage de modifier son PLU pour :

- assurer une meilleure adéquation entre la constructibilité de l'îlot 1 de la ZAC du Parc à Ballons et la demande de logements,
- améliorer l'attractivité touristique de la ville par la construction d'une piscine au camping municipal de l'Etang des Forges.

Par ailleurs, il est proposé de profiter de cette procédure pour :

- o réduire les contraintes de largeur de voies dans les parkings en épis,
- o corriger une erreur matérielle dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'éco-quartier du Mont.

C'est pourquoi, la Commune de Belfort a décidé d'adapter une nouvelle fois son PLU, approuvé le 9 décembre 2004, en modifiant les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), le règlement écrit (dispositions générales et zone N) et le zonage.

LE PROJET DE MODIFICATION DU PLU

1- Implantation des bâtiments dans le lot 1 de la ZAC du Parc à Ballons (PAB)

Dans ce secteur de la ville, les bâtiments doivent s'implanter en retrait par rapport à l'avenue du Champ de Mars. Le recul minimum est de 17 mètres.

Cette prescription est adaptée à l'édification de maisons de ville mais semble plus problématique pour les immeubles collectifs.

Or, les études de commercialisation de cet îlot montrent que la demande porte aujourd'hui dans ce secteur plus sur des appartements que sur de petites maisons.

Aussi, la commune ayant tout intérêt à ce que les logements construits dans la ZAC du PAB soient en adéquation avec la demande, il est proposé de passer la largeur admissible à 20 m pour les retours des bâtiments à construire sur l'îlot 1.



Avant



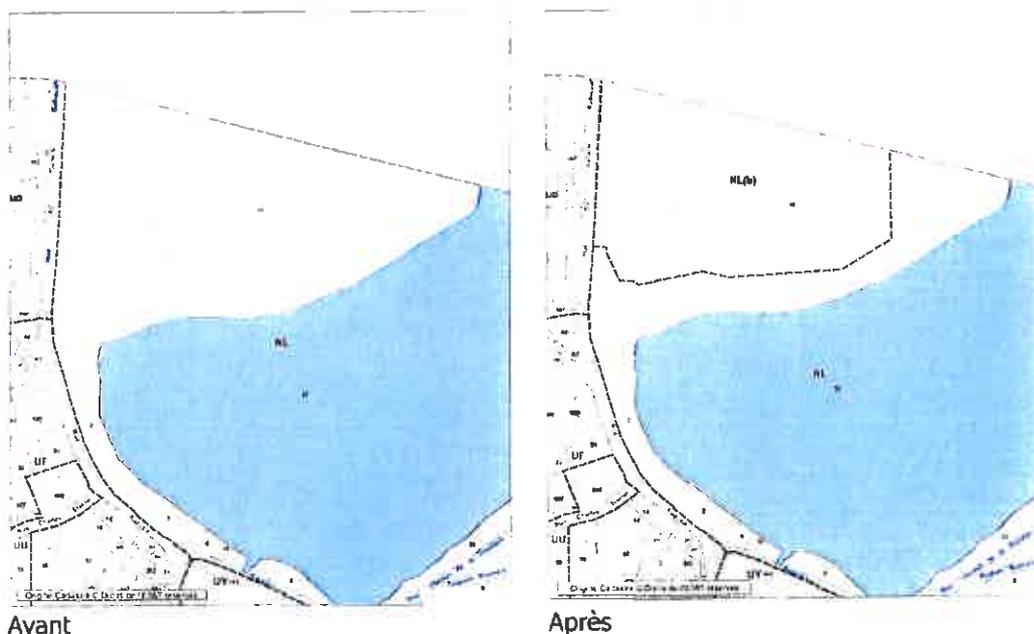
Après

2- Création d'un sous-secteur NL(b) permettant la construction d'une piscine et des locaux y afférant dans le camping de l'Etang des Forges

Classé 3 étoiles et certifié « Camping Qualité », le camping de l'Etang des Forges est le plus important du département en nombre de nuitées. Ce nombre augmente régulièrement depuis 2006.

Afin de poursuivre dans ce dynamisme et proposer un niveau de confort et de service supérieur, il est nécessaire de remplacer l'actuelle piscine ZODIAC, acquise en 2004 et devenue obsolète. L'aménagement d'une piscine enterrée sera un atout important supplémentaire. Elle permettra notamment d'attirer les « tours operators » et les comités d'entreprises, qui réclament ce type d'équipement dans leur référencement.

Cet investissement, sur la base d'estimations modérées, devrait amener une hausse de la fréquentation de l'ordre de 4 % en 2014, première année complète de fonctionnement de la piscine enterrée, par rapport à l'année de référence.



Au vu de ces éléments et compte tenu des aménagements déjà réalisés dans le camping, la notice de présentation du dossier de modification indique que le secteur a perdu son caractère naturel.

Par conséquent, le projet d'installer une piscine enterrée et ses locaux annexes n'aura pas pour effet de porter atteinte à l'équilibre de cette zone ni à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable qui n'édicte aucune protection particulières de ce site. Ce projet ne réduit pas non plus une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.

3- Configuration des places de stationnement

L'application des normes concernant la largeur des voies desservant les stationnements en épis a montré que les 4,5 m imposés dans les dispositions générales du règlement étaient excessifs et qu'une largeur de 3,5 m suffirait. Il est donc proposé d'assouplir cette règle et de la fixer à 3,5 m comme pour les stationnements longitudinaux.

4- Rectification d'une erreur matérielle dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) de l'Eco-Quartier du Mont

Lors de la rédaction des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) de l'Eco-Quartier adoptées dans le cadre de la modification du PLU du 2 décembre 2011, une faute de frappe a été faite au niveau de la largeur minimum des venelles. En effet, il ne faut pas lire 5 m (ce qui serait en contradiction avec les indications portées sur le plan d'aménagement) mais 3 m.



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

du 12 juillet 2012

DELIBERATION

de M. Etienne BUTZBACH
Président

REFERENCES : CP/PC/OP – 12-89/Conseil Communautaire

MOTS CLES : Urbanisme – Politique de la Ville

OBJET : Modification du Plan Local d'Urbanisme de Belfort.

La Ville de BELFORT a entrepris de modifier son Plan local d'Urbanisme (PLU) en vue d'y apporter les corrections ou modifications concernant notamment les secteurs de la Zone d'Activités du Parc à Ballons, du camping de l'Etang des Forges et de l'Eco-quartier du Mont.

Cette procédure de modification, soumise à enquête publique du 11 juin au 10 juillet 2012, nécessite en vertu des articles L. 123-13 et L. 123-15 du Code de l'Urbanisme de requérir l'avis de la Communauté d'Agglomération Belfortaine.

Les objectifs de cette modification sont de quatre ordres :

- Permettre une meilleure adéquation entre la constructibilité de l'îlot 1 de la ZAC du Parc à Ballons et la demande de logements

Lors de l'élaboration des plans de zonage de la ZAC du Parc à Ballons, il était prévu une emprise maximum au sol de 17 mètres, ; cette prescription est adaptée pour l'édification de maisons de ville mais s'avère insuffisante pour les immeubles collectifs où il est préconisé une largeur admissible de 20 mètres.

Les études de commercialisation de cet îlot démontrant que la demande porte aujourd'hui dans ce secteur plus sur des appartements que sur de petites maisons, il est proposé de passer l'emprise au sol de 17 à 20 mètres dans le document de zonage concerné afin de mieux correspondre à cette demande.

- Améliorer l'attractivité touristique de BELFORT par la construction d'une piscine au camping municipal de l'Etang des Forges

Le camping de l'Etang des Forges, classé 3 étoiles et certifié « Camping Qualité », voit son nombre de nuitées augmenter régulièrement depuis 5 ans.

Afin de conforter ce dynamisme et proposer un niveau de confort et de service supérieur, l'actuelle piscine ZODIAC acquise en 2004 doit être remplacée.

L'aménagement d'une piscine enterrée sera un atout supplémentaire d'attractivité touristique et sera même indispensable pour attirer la clientèle des « tours operators » et des comités d'entreprises qui réclament ce type d'équipement dans leur référencement.

Le projet d'installer une piscine enterrée et ses locaux annexes n'a pas d'incidence sur l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui n'édicte aucune protection particulière de ce site.

Par conséquent, ces adaptations de la zone NL pour les aménagements et constructions nécessaires au fonctionnement du camping peuvent être opérées par le biais de la procédure de modification du PLU.

Les restrictions de non-dépassement d'une emprise au sol supérieure à 20 m² et de 2 % de la surface de terrain s'appliqueront ainsi au secteur NL, secteur à vocation de loisirs avec occupation « légère » du sol (promenade, pique-nique, loisirs) concernant notamment l'Etang des Forges, mais ne s'appliqueront pas au secteur NL(b) du camping.

- Réduire les largeurs de voies imposées dans les parkings en épis

L'application des normes concernant la largeur des voies desservant les stationnements en épis a montré que les 4,5 mètres imposés dans nos dispositions générales étaient excessifs et qu'une largeur de 3,5 mètres suffirait.

Aussi, il est proposé d'assouplir cette règle et de la fixer à 3,5 mètres comme pour les stationnements longitudinaux.

- Corriger une erreur matérielle dans les OAP de l'Eco-quartier du Mont

Lors de la modification du PLU le 2 décembre 2011, une faute de frappe a été faite dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) de l'Eco-quartier du Mont concernant la largeur minimum des venelles : la largeur de 5 mètres serait en contradiction avec les indications portées sur le plan d'aménagement, cette largeur est bien de 3 mètres et il convient de corriger cet erreur.

Le Conseil Communautaire par 67 voix pour (unanimité des présents) :

- **DECIDE D'EMETTRE** un avis favorable à la modification du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Belfort,
- **AUTORISE** M. le Président ou son représentant à transmettre cet avis.

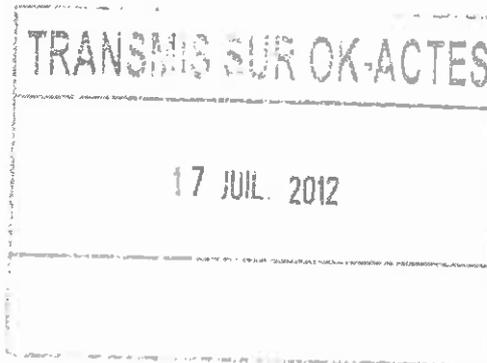
Ainsi délibéré à OFFEMONT, Salle de « La M.I.E.L. » le 12 juillet 2012, ladite délibération ayant été affichée par extrait, conformément à l'article L.121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Président de la Communauté
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



Thierry CHIPOT

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

annexe 5 Non classé

COURRIER ARRIVE N° 16347
Original pour attribution

PRÉFET DU TERRITOIRE DE BELFORT 05 JUL. 2012

Direction Générale
des Territoires

Belfort le 4 juillet 2012
Le préfet du Territoire de Belfort

à
Monsieur le maire de la Ville de Belfort
Hôtel de Ville de Belfort de la CAB
Place d'Armes
90020 BELFORT CEDEX

VILLE DE BELFORT
Arrivé le
11 JUL. 2012
SERVICE URBANISME

direction
départementale
des Territoires

service Urbanisme
cellule
Urbanisme planification...

objet : Modification du PLU de Belfort
références : Votre lettre de notification du 25 mai 2012
affaire suivie par : Christine Herzog
tél. : 03 84 58 86 72, fax : 03 84 58 86 99
courriel : christine.herzog@territoire-de-belfort.gouv.fr

PJ :
nom du document : obs sur modif juillet 2012.odt

Monsieur le Maire,

Vous m'avez transmis par courrier visé en référence le projet de modification du PLU de Belfort. Ce projet appelle de ma part les observations suivantes, en ce qui concerne le secteur dédié au camping de l'Étang des Forges :

La modification prévoit d'autoriser en secteur NL(b) les aménagements et constructions nécessaires au fonctionnement du camping, et de ce fait le règlement de la zone N est complété par un article N 2-10.

Toutefois la notice explicative n'indique pas clairement la création d'un sous-secteur spécifique, l'intitulé du règlement de la zone N ne précise pas non plus l'existence de ce secteur NL(b) et la présence du camping et des ses aménagements n'y est pas citée.

Il convient de compléter ce paragraphe situé en-tête du règlement de la zone N.

En outre, l'additif au rapport de présentation explique que « compte tenu des aménagements déjà réalisés dans le camping, ce secteur a perdu son caractère naturel » et que le projet ne portera pas atteinte à l'équilibre de cette zone.

horaires d'ouverture :
8h30 - 12h
13h30 - 17h

Cette argumentation mériterait d'être complétée par des éléments permettant de comprendre comment le périmètre du secteur NL(b) a été défini et de s'assurer ainsi que la possibilité d'autoriser les constructions « sans limitation d'emprise » reste circonscrite au secteur nécessaire aux équipements du camping. Des photos des lieux pourraient utilement être insérées au rapport.

Place de la Révolution
Française
BP 605
90020 Belfort cedex
téléphone :
03 84 58 86 00
télécopie :
03 84 58 86 99
courriel :
DDT-90@territoire-de-
belfort.gouv.fr

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des Territoires par intérim,

Dominique Fauvel

Copie à :
Madame Martine Lamboley-Saintigny - commissaire-enquêteur
Service urbanisme Place d'Armes -90020 Belfort cedex

République Française
Tribunal Administratif de Besançon

ENQUETE PUBLIQUE

Relative à
La modification du Plan Local d'Urbanisme
De la Commune de BELFORT



CONSULTATION PUBLIQUE
Du 11 JUIN au 10 JUILLET 2012

RAPPORT

Etabli par Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY
25 Esplanade Charles de Gaulle – 70200 LURE,
Commissaire Enquêteur désignée par
le Président du Tribunal Administratif de Besançon
par décision du 02/05/2012 sous le n° E12000095 / 25

SOMMAIRE

1^{ère} PARTIE : LE RAPPORT

1. GENERALITES	5
1.1. Connaissance du Maître d'ouvrage	5
1.2. Essence et finalités du projet	6
1.3. Encadrement juridique de l'enquête publique	7
1.4. Etude orientée du cadre de l'enquête publique	8
1.4.1. Spécificités géographiques	8
1.4.2. Réalités Economiques et sociales	8
1.4.3. Existants urbanistiques et contraintes écologiques	9
1.5. Conclusions partielles	10
2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE	12
2.1. Désignation du Commissaire Enquêteur	12
2.2. Composition et pertinence du dossier	12
2.3. Durée de l'Enquête publique	13
2.4. Reconnaissance des lieux et quête de renseignements	13
2.5. Mesures de publicité	13
2.5.1. Annonces légales	13
2.5.2. Affichage de l'avis d'enquête	14
2.5.3. Mise à disposition du dossier	15
2.6. Permanence du Commissaire Enquêteur	15
2.7. Réunion publique	15
2.8. Conclusions partielles	15
3. RECUEIL ET ANALYSE DES OBSERVATIONS	16
3.1. Formalités de clôture	16
3.2. Bilan de l'enquête publique	16
3.3. Analyse chronologique des observations	16
3.4. Analyse thématique des observations	17

3.5. Conclusions partielles	18
--	-----------

2^{ème} PARTIE : CONCLUSIONS

1. CONCLUSIONS MOTIVEES	21
1.1. Quant à la régularité de la procédure	21
1.2. Quant aux enjeux positifs	21
1.2.1. Modification de l'emprise au sol des immeubles sis sur le Lot 1 de la ZAC du Parc à ballon	21
1.2.2. Construction d'une piscine et des locaux y afférant au Camping de l'Étang des forges	21
1.2.3. Réduire les largeurs des voies imposées dans les parkings en épi .	
1.2.4. Corriger une erreur matérielle dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'éco-quartier du Mont	21
1.3. Quant aux enjeux négatifs	
1.3.1. Modification de l'emprise au sol des immeubles sis sur le Lot 1 de la ZAC du Parc à ballon	22
1.3.2. Construction d'une piscine et des locaux y afférant au Camping de l'Étang des forges	22
1.3.3. Réduire les largeurs des voies imposées dans les parkings en épi .	22
1.3.4. Corriger une erreur matérielle dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'éco-quartier du Mont	22
1.4. Conclusions générales	22
2. AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR	23
2.1. Réserves	23
ANNEXES	24

1^{ère} PARTIE : LE RAPPORT

1. GENERALITES

1.1. Connaissance du Maître d'ouvrage

La ville de BELFORT, Préfecture du Département TERRITOIRE DE BELFORT a en 2008 une population recensée de 51300 habitants, avec une densité de 3 000 personnes par km².

Pour mémoire, la population totale en 1999 était de 52521 habitants

Son Maire est M. Etienne BUTZBACH

Belfort (90000) est la ville où siège la préfecture du département Territoire de Belfort située en région Franche Comté.

La superficie de Belfort est de 1710 hectares (17.1 km²) avec une altitude minimum de 354 mètres et un maximum de 650 mètres.

Belfort fait partie de la « **Communauté d'Agglomération de BELFORT** » :

La Communauté de l'Agglomération Belfortaine : population de 112336 habitants en 2008, quasi stable, occupe, au cœur des grands échanges européens une situation géographique stratégique. Elle se caractérise par une ville centre, Belfort autour de laquelle s'organisent :

Une première couronne de communes qui comprend les villes de Bavilliers, Essert, Cravanche, Danjoutin, Valdoie, Offemont,

Une deuxième couronne constituée de villages ruraux, à la population désormais « urbaine » dont la transition avec la « zone agglomérée » se fait par des coupures vertes assez nettes :

Les compétences de la communauté d'agglomération

La Communauté de l'Agglomération Belfortaine exerce de plein droit à la place des 30 communes membres des compétences obligatoires et des compétences optionnelles, dans la limite, pour la plupart d'entre elles, de l'intérêt communautaire.

Les compétences obligatoires, au nombre de 4 définies par la loi sont :

- Le développement économique
- Aménagement de l'espace communautaire
- Equilibre social de l'habitat sur le territoires communautaire
- Politique de la ville

Les compétences optionnelles sont au nombre de cinq :

- Voirie : création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire, création ou aménagement et gestion du parc de stationnement d'intérêt communautaire ;
- Assainissement
- Eau

- Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution, lutte contre les nuisances sonores, enlèvement, élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés ;
- Construction, aménagement, entretien, gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

1.2. Essence et finalités du projet

OBJET DE LA MODIFICATION

Dans sa notice explicative, additif de rapport de présentation, l'objet est précisé ainsi :

« Afin de répondre aux évolutions de la demande du marché immobilier et des besoins touristiques, la commune envisage de modifier son PLU pour :

- *D'une part une meilleure adéquation entre la constructibilité de l'ilot 1 de la ZAC du PAB (parc à ballon) et la demande de logement.*
- *D'autre part d'améliorer notre attractivité touristique par la construction d'une piscine au camping municipal.*

Par ailleurs, il est proposé de profiter de cette procédure, pour :

- *Réduire les contraintes de largeur des voies dans les parkings en épis,*
- *Corriger une erreur matérielle dans les orientations d'aménagement et de programmation de l'éco-quartier.*

Le PLU approuvé par délibération en date du 9 décembre 2004 a été modifié à maintes reprises :

- 01 – modification le 30.09.2005
 - 02 – mise à jour le 07.11.2005
- 03 – modification le 07.07.2006
- 04 – modification le 22.02.2006
- 05 – modification le 11.10.2007
 - 06 – mise à jour le 30.04.2008
- 07 – modification le 12.02.2009
- 08 – révision simplifiée le 19.06.2009
- 09 – modification le 20.05.2010
 - 10 – mise à jour le 27.06.2011
- 11 – modification simplifiée le 03.11.2011

Pour mémoire la modification du 03.11.2011 concernait la création de l'éco-quartier du Mont : proposition du PLU à modifier :

« de créer un éco-quartier dans le secteur « du Mont » afin de poursuivre la diversification de l'offre de logement, en proposant, dans un espace libéré par d'anciens jardins ouvriers, un habitat individuel dans une typologie innovante utilisant une densité plus importante que du pavillonnaire offrant une mixité sociale et des espaces publics en conséquence. »

1.3. Encadrement juridique de l'enquête publique

L'enquête de modification du PLU est réalisée conformément

- Au code de l'environnement : articles 123-1 et suivants :

Article L123-1

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

- Au code d'urbanisme notamment l'article L.123-13

Article L123-13

Le plan local d'urbanisme est modifié ou révisé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu par le deuxième alinéa de l'article L. 123-6, du conseil municipal après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement .

La procédure de modification est utilisée à condition que la modification envisagée :

a) Ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 123-1-3 ;

b) Ne réduise pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

c) Ne comporte pas de graves risques de nuisance.

Le projet de modification est notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement , au préfet, au président du conseil régional, au président du conseil général et, le cas échéant, au président de l'établissement public prévu à l'article L. 122-4, ainsi qu'aux organismes mentionnés à l'article L. 121-4.

Toutefois, lorsque la modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ou porte uniquement sur des éléments mineurs dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, à l'exclusion de modifications sur la destination des sols, elle peut, à l'initiative du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, être effectuée selon une procédure simplifiée. La modification simplifiée est adoptée par le conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent par délibération motivée, après que le projet de modification et l'exposé de ses motifs ont été portés à la connaissance du public, en vue de lui permettre de formuler des observations, pendant un délai d'un mois préalablement à la convocation de l'assemblée délibérante.

Dans les autres cas que ceux visés aux a, b et c, le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une révision selon les modalités définies aux articles L. 123-6 à L. 123-12.

1.4. Etude orientée du cadre de l'enquête publique

1.4.1. Spécificités géographiques

La ville de BELFORT a établi un PADD (plan d'aménagement développement durable) annexé au PLU approuvé le 9/12/2004

Un SCOT : schéma de cohérence territoriale a été établi suite à l'arrêté préfectoral n° 2334 du 27 décembre 2001 sur l'ensemble du Territoire de Belfort, comprenant 102 communes.

Ce SCOT a fait l'objet d'un avis défavorable de la commission d'enquête qui s'est déroulée du 11 juin 2007 au vendredi 27 juillet 2007 inclus. A ce jour il est en cours d'étude par le syndicat mixte : SMS-COT qui continue la procédure en tenant compte des remarques exprimées par les services. Aucune échéance à ce jour, n'est fixée pour aboutir à un nouveau projet de SCOT arrêté.

1.4.2. Réalités Economiques et sociales

ZAC du parc à Ballon

Le projet de modification concerne l'augmentation de la surface du bâti : la profondeur limitée à 17 mètres, passerait à 20 mètres : il s'agirait de privilégier la construction de bâtiments collectifs à celle de maisons de ville. Cette décision provient d'une étude de commercialisation.

Cet îlot jouxtant une ZAC précédemment aménagée en logements collectifs, devra s'insérer dans l'ensemble de cette zone en respectant l'équilibre social de ce quartier.

Secteur de l'Etang des forges

Construction d'une piscine et ses locaux annexes au Camping de l'Etang des forges.

Il s'agit d'un camping classé 3 étoiles et certifié « camping de qualité » : c'est le plus important du département en nombre de nuitées. Ce nombre augmente régulièrement depuis 2006.

Le but de la modification de zone est de permettre le remplacement de la piscine « ZODIAC » actuelle par un bassin enterré d'une surface d'environ 113 m².

Cet investissement est évalué à une hausse de la fréquentation de l'ordre de 4% en 2014 après réalisation de cet investissement.

Observations faites par le Maître d'ouvrage concernant cette zone dans sa notice explicative :

« Compte tenu des aménagements déjà réalisés dans le camping (sanitaires, mobil homes, ...) ce secteur a perdu son caractère naturel. Par conséquent, le projet d'installer une piscine enterrée et ses locaux annexes, n'aura pas pour effet de porter atteinte à l'équilibre de cette zone, ni à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable qui n'édicte aucune protection particulière de ce site. Ce projet ne réduit pas non plus une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels. Par conséquent, ces adaptations de la zone NL peuvent être opérées par le biais de la procédure de modification de PLU. »

Photos de la piscine existante dans cette zone



1.4.3.Existants urbanistiques et contraintes écologiques

Secteur de l'Etang des forges

Le secteur de l'Etang des forges classé NL est une zone naturelle à protéger : le PADD aborde le projet de cette zone ainsi :

« L'aménagement du site de l'étang des forges sera complété, de manière à améliorer l'image, à en valoriser l'environnement (traitement de la qualité de l'eau, aménagements paysagers adaptés à un milieu naturel de cette qualité) »

Sur cette zone, se trouve le camping municipal des forges

Le règlement de cette zone NL prévoyait dans le PLU :

« 2.7. Les aménagements s'ils sont liés à la promenade et à la randonnée, les aires de pique-nique (buvette...), les aménagements légers et infrastructures de sports et loisirs. Les constructions isolées autorisées auront une emprise au sol maximale de 20 m². Au-delà de cette emprise, il sera demandé un schéma d'aménagement du secteur de loisirs, approuvé par le Conseil Municipal. »

1.5. Conclusions partielles

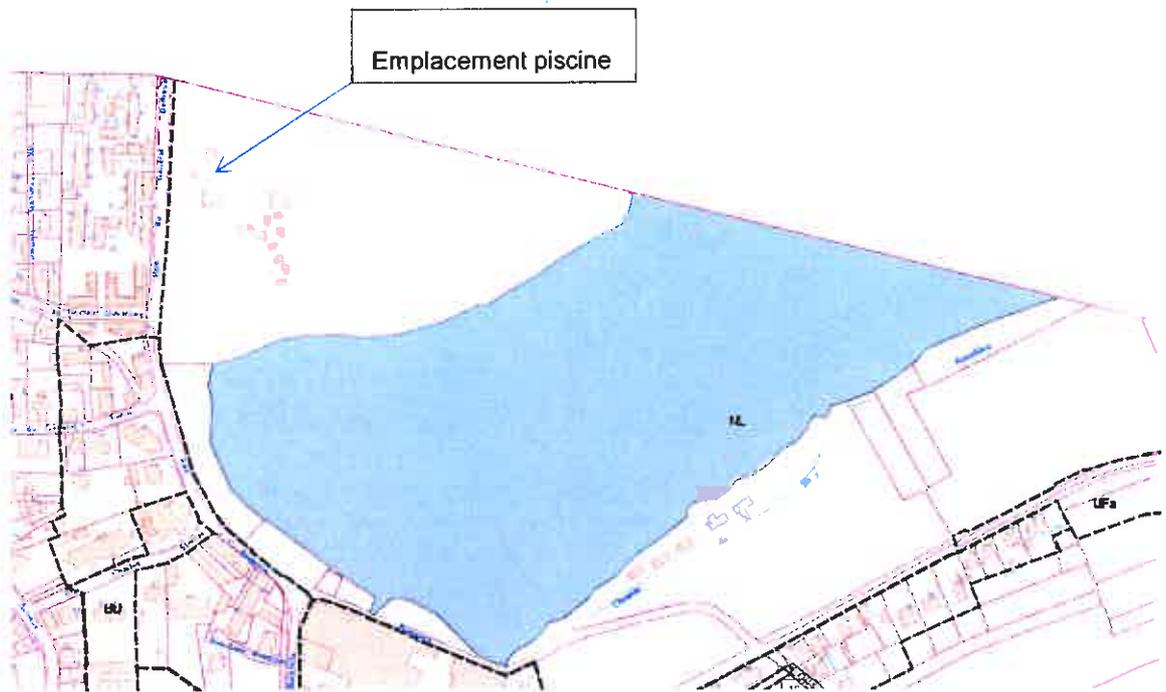
ZAC du parc à Ballon

Aucune information n'est mentionnée quant à la répartition de l'îlot 1 de la ZAC du parc à Ballons :

- pourcentage de logements sociaux et autres logements dans l'ensemble de la ZAC : immeubles existants et à venir.
- La demande d'autorisation de surface à construire en fonction du marché, est-elle une demande spécifique d'un promoteur ou une réelle étude de la collectivité ?

Secteur de l'Etang des forges

- Cette zone est dans le projet séparée en 2 parties : une zone NL(a) correspondant à la zone paysagée de l'étang des forges avec les aménagements liés à la promenade et à la randonnée ; et une nouvelle zone NL(b) correspondant à la partie camping et partiellement construite.
- Le PLU précédent autorisait des surfaces construites limitées à 20 m², la modification ne mentionne aucune limite de construction.
- D'après les éléments recueillis auprès du Maître d'ouvrage, Il est à noter que la piscine se situera comme la précédente (ZODIAC) face à une zone urbanisée



Eco-quartier du Mont

Cet éco-quartier a déjà fait l'objet d'une enquête publique relative à la modification du PLU du 5 septembre au 7 octobre 2011.

J'ai noté que pour ce quartier, il avait été relevé dans l'enquête publique une observation de la D.D.T. demandant la possibilité de définir dans le règlement :

- La proportion de logements de taille minimum qu'il fixe
- Un pourcentage de programme affecté aux logements dans l'objectif de mixité sociale,
- Des servitudes pour les emplacements en vue de réalisation de programme de logement à objectif de mixité sociale etc ...
- L'ensemble de ces observations ont été prises en compte par le Commissaire enquêteur par le biais de ses recommandations et la délibération du conseil municipal en date du 2 décembre 2011 et ne sont pas remis en cause dans la modification de cette zone : cette modification ne concernant que la largeur des venelles : mentionnées à 3 m sur le plan et à 5 m par erreur dans le texte.

2. DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

2.1. Désignation du Commissaire Enquêteur

Par décision n° E12000095 / 25 du 02/05/2012, Pour le Président du Tribunal Administratif de Besançon, Monsieur Joseph POMMIER, Vice-Président, m'a désignée Commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

La modification du plan local d'urbanisme de la commune de Belfort

2.2. Composition et pertinence du dossier

Le dossier d'enquête publique établi par le Maître d'ouvrage lui-même comprend 4 pièces :

1. Notice explicative : additif au rapport de présentation
2. Orientations d'Aménagement et de programmation modifiées
3. Règlement modifié
4. Plans modifiés

J'ai fait compléter ces éléments et enregistré les pièces suivantes soumises à la consultation du public : fourniture des plans de zones du PLU notamment, règlements etc ... suivant la liste ci-après :

Composition du dossier soumis à l'enquête : pièces numérotées et visées par moi-même :

Pièce numéro 1

- Dossier d'enquête comprenant
 1. Notice explicative : additif au rapport de présentation
 2. Orientations d'aménagement et de programmation modifiées
 3. Règlement modifié
 4. Plans modifiés

Pièce numéro 2

- Arrêté du Maire en date du 11 mai 2012

Pièce numéro 3

- Disposition générale du PLU

Pièce numéro 4

- Dispositions applicables à la zone N

Pièce numéro 5

- Plan de zonage Est et Ouest

Pièce numéro 6

- ZAC du Parc à Ballon : plan et règlement

Pièce numéro 7

- Eco-quartier : Orientations d'aménagement et de programmation et plan de zonage

Pièce numéro 8

- Liste des lieux d'affichage

Pièce numéro 9

- Copie des publications dans la presse

Pièce numéro 10

Registre d'enquête publique ouvert par M. BELZ Adjoint en charge de l'urbanisme et qui sera clôturé par lui, et paraphé par le commissaire enquêteur.

2.3. Durée de l'Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 11 juin 2012 au 10 juillet 2012 inclus soit 30 jours consécutifs.

2.4. Reconnaissance des lieux et quête de renseignements

Le 10 mai 2012, j'ai rencontré Mme Patricia DEROUSSEAUX-LEBERT, Directrice de l'urbanisme pour l'organisation de l'enquête publique : préparation de l'arrêté du Maire, et organisation de l'affichage, selon l'arrêté du 24 avril 2012.

A la suite de cette rencontre, je me suis rendue dans les quartiers concernés par ces modifications :

ZAC du Parc à Ballon

Zone de l'étang des forges

Eco-quartier du Mont

J'ai demandé le complément de pièces à joindre au dossier : PLU actuel : UN CD complet m'a été remis pour étude, ce qui m'a permis de voir l'évolution du PLU et notamment la dernière modification concernant l'éco-quartier du Mont.

2.5. Mesures de publicité

2.5.1. Annonces légales

Conformément à la réglementation l'avis d'enquête publique a été publié dans les journaux suivants : soit plus de quinze jours avant l'ouverture d'enquête pour la 1^{ère} parution.

- L'Est républicain : 1^{ère} annonce le vendredi 18 mai 2012

- Le Pays : 1^{ère} annonce le mercredi 23 mai 2012
- L'est républicain : 2^{ème} annonce le mardi 12 juin 2012
- Le Pays : 2^{ème} annonce le jeudi 14 juin 2012

2.5.2. Affichage de l'avis d'enquête

L'avis d'enquête imprimé selon l'arrêté du 24 avril 2012 a été fait dans les locaux de la mairie bâtiment principal place d'Armes et mairie annexe (urbanisme) – porches d'accès à ces locaux.

Toutefois, j'ai fait l'observation que ces affiches ne sont pas visibles de la rue, mais dans les cours ou passage intérieurs de ces locaux.

Suite à cette observation, Mr René BURKHALTER, Directeur Général des Services a souhaité me rencontrer le mardi 19 juin 2012 à 10 heures.

Il m'a expliqué que pour diverses raisons : risque de détérioration ..., la ville de Belfort, ne souhaitait pas faire un affichage directement sur rue, les panneaux d'affichage étant situés dans les cours et passages du public accessibles et connus du public.

Une amélioration des affichages a été faite par ailleurs et que j'ai pu vérifier :

- Affichages dans toutes les maisons de quartier :
 1. Centre culturel et social Belfort nord Pierre Schuller : avenue des frères lumières
 2. Maison de quartier des Forges – 3 avenue de Marseille
 3. Maison de quartier Jean Jaurès – 23 rue de Strasbourg
 4. Maison de quartier Lucien Berche Amicale Miotte Brisach – Rue Pierre Brossolette
 5. Maison de quartier des glacis du château – 22 rue de la Laurencie
 6. Centre culturel et social des Barres et du Mont – 26 avenue du château d'eau
 7. Centre culturel et social résidences Bellevue – 4 rue de Madrid
 8. Maison de quartier Centre Ville – 39 Faubourg de Montbéliard
 9. Association socio-culturelle Jacques Brel – 3 rue Henri Dorey
 10. Centre culturel et social de la pépinière – 13 rue Danton.
- Affichage complémentaire :
 1. panneau extérieur du camping des forges : vu depuis la rue du Général Betouhard
 2. sur un pilier de la clôture de l'ilot - ZAC du parc à Ballon, le long de l'avenue du champ de mars
- Mise en place de l'information sur le site internet : en page d'accueil « actualités » avec renvoi sur le texte de l'information.
- Les panneaux électroniques ont également été utilisés pour cette information

2.5.3. Mise à disposition du dossier

Le dossier comprenant les pièces numérotées de 1 à 10 suivant le détail pages 12 et 13 ci-avant est tenu à la disposition du public à la mairie de Belfort du 11 juin au 12 juillet 2012 inclus aux heures d'ouvertures du service urbanisme 4, rue de l'ancien théâtre.

Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 17h30.

Et le samedi de 9 heures à 12 heures

2.6. Permanence du Commissaire Enquêteur

J'ai tenu des permanences

1. Le lundi 11 juin 2012 de 9 heures à 12 heures mairie de Belfort – Place d'Armes
2. Le samedi 23 juin de 9 heures à 12 heures mairie de Belfort – Place d'Armes
3. Le mardi 10 juillet 2012 de 14 heures à 17 heures (service de l'urbanisme 4 rue de l'ancien théâtre)

2.7. Réunion publique

Aucune réunion publique n'a été faite sur ce projet : voir courrier du 21 juin 2012 de M. Hubert BELZ, Adjoint chargé de l'urbanisme :

« ... Concernant la concertation de la population et les personnes publiques, je vous précise que compte tenu du très faible, voire de l'absence d'impact des adaptations du P.L.U. envisagées sur les habitants, aucune réunion publique ou concertation particulière de ces derniers n'ont été organisées. Cependant, et bien que nous n'y étions pas tenus réglementairement, le projet de modification a été non seulement discuté le 17 avril lors de la réunion de la municipalité, regroupant les Adjointes et Conseillers délégués, mais également présenté le 27 avril 2012 à la commission « attractivité ». Ainsi cette commission constituée d'élus de la majorité, de l'opposition et de personnes issues de la société civile a pu débattre du contenu de la modification et émettre un avis favorable avant l'enquête publique. »

2.8. Conclusions partielles

Il me semble qu'un débat préalable au conseil municipal, même s'il n'est pas obligatoire au niveau de la modification, celle-ci impactant une zone classée NL, aurait été judicieux : Nous n'avons aucune trace des débats lors de la réunion de la municipalité, ni de la commission « attractivité », ce qui ne nous permet pas d'apprécier, si l'impact des modifications a bien été compris et étudié par ce public. De plus le fait d'en débattre au niveau de la municipalité aurait sans doute eu un impact d'information auprès de la population et peut-être des associations locales pouvant être concernées.

Des riverains de l'éco-quartier du Mont, directement intéressés puisque limitrophes à cette zone, ont appris, suite à une visite en mairie en vue de se renseigner sur l'aménagement de ce quartier, qu'il y avait une enquête publique. Cette remarque confirme mon courrier et

demande qui n'ont pas été suivis au niveau du bâtiment « mairie » refus d'affichage sur la voie publique : l'affichage est situé dans des cours intérieures.

Les personnes concernées par l'ilot 1 du parc à Ballon auraient pu être aussi avisées personnellement par un courrier spécifique dans les boites aux lettres comme indiqué dans mon e-mail (annexe 7)

3. RECUEIL ET ANALYSE DES OBSERVATIONS

3.1. Formalités de clôture

A la fin de ma permanence, le lundi 10 juillet 2012, à 17 heures, M. BELZ est venu clôturer le registre qu'il m'a remis avec l'ensemble du dossier.

Un procès-verbal de mes observations lui sera adressé le lendemain de notre entrevue, confirmant les points évoqués oralement, de façon à ce qu'il me donne une réponse sur celles-ci (annexe 11)

3.2. Bilan de l'enquête publique

Si on peut déplorer le manque de participation de la population, seulement 4 personnes de la rue de la ferme : jouxtant la ZAC de l'éco-quartier du Mont, et dont l'observation ne remet pas en cause la modification prévue dans le projet de PLU modifié : largeur des venelles : concordance entre plan et réglementation écrite de cette zone ; l'affichage ayant été complété dans toutes les mairies de quartiers, de même qu'aucun conseiller municipal, n'ait éprouvé le besoin de consulter le dossier, les modifications proposées n'ont semble-t-il pas d'impact direct sur la population.

3.3. Analyse chronologique des observations

Le 10 juillet 2012 – dernier jour de permanence et d'enquête.

4 personnes de la rue de la ferme ont fait les observations suivantes :

« Nous avons regretté de ne pas avoir été informés personnellement de la tenue de la réunion d'enquête publique, en septembre 2011, étant très directement concernés et ayant reçu la promesse de la part de M. PROUST d'être informés de l'évolution du projet.

Concernant les venelles :

La venelle longeant le 10 rue de la ferme qui prolonge la rue Rosa Bonheur, nous souhaitons que celle-ci soit fermée par des plots ou barrières pour éviter le passage de véhicules dans le sens rue Rosa Bonheur – Via des Morts

Nous souhaitons la mise en place d'une haie longeant la venelle au contact des maisons existantes (lots 418 et 421)

Nous demandons également l'élargissement de la bande espaces verts (à environ 4 mètres) longeant l'arrière des propriétés concernées afin de préserver une certaine intimité »

Réponse du commissaire enquêteur

Ces observations ne concernent pas l'objet de la présente modification du PLU ; elles pourront être faites par courrier direct à M. le Maire indépendamment de la présente enquête.

Le 10 juillet 2012, les services m'ont remis la lettre du Préfet du Territoire de Belfort (annexe 10) et qui concerne plus particulièrement la zone NL du PLU : zone de l'Etang des forges

Observations concernant les documents graphiques et de règlement à préciser.

Observations concernant l'argumentation : *« compte tenu des aménagements déjà réalisés dans le camping, ce secteur a perdu son caractère naturel »*

Cette argumentation mériterait d'être complétée par des éléments permettant de comprendre comment le périmètre du secteur NL(b) a été défini, et de s'assurer ainsi que la possibilité d'autoriser des constructions « sans limitation d'emprise » reste circonscrite au secteur nécessaire aux équipements du camping. Des photos des lieux pourraient être utilement insérées au rapport.

Réponse du commissaire enquêteur : voir pages 9 et 10 du présent rapport les photos de la piscine actuelle à remplacer, ainsi que le plan : les zones NL(a) correspondent à l'environnement de l'étang, et la zone NL(b) correspond à la zone de camping, délimitée de la partie étang par le chemin le contournant.

3.4. Analyse thématique des observations

Observation : **aménagement de la ZAC du Parc à Ballon** : ne concerne pas l'erreur à modifier.

Observation : **Etang des Forges** : Observations de la Préfecture ci-dessus.

Réponse du Commissaire Enquêteur :

Le Conseil municipal devra se prononcer sur la garantie de maintien de ce site naturel : les photos montrent de grands arbres côté route et en périphérie du camping qui ont le mérite de protéger cette zone naturelle : il est important de les conserver dans leur totalité : cela permettra d'une part de préserver le paysage, et de protéger les riverains des nuisances éventuelles de cette zone « piscine » qui peut apporter du bruit.

Il ne peut y avoir de non réglementation dans ce secteur « sans limitation d'emprise » est à proscrire : conformément au texte du PLU actuel et au souhait de la Préfecture que je confirme, il était prévu :

Zone NL du PLU :

« 2.7. Les aménagements s'ils sont liés à la promenade et à la randonnée, les aires de pique-nique (buvette...), les aménagements légers et infrastructures de sports et loisirs. Les constructions isolées autorisées auront une emprise au sol maximale de 20 m². Au-delà de cette emprise, il sera demandé un schéma d'aménagement du secteur de loisirs, approuvé par le Conseil Municipal. »

La modification du PLU devra préciser l'objet : création d'une piscine avec sa surface et les locaux annexes nécessaires exclusivement à cet équipement. La hauteur des constructions devra être précisée : celle-ci devra être en cohérence avec l'environnement : rez-de-chaussée de façon à ce que la végétation actuelle ne soit pas modifiée et fasse toujours écran entre l'environnement et les constructions nouvelles.

3.5. Conclusions partielles

Sur les diverses observations, l'avis est favorable dans la mesure où cette modification n'impacte pas l'esprit général du P.L.U. et en tenant compte des réponses précédentes, et des précisions à apporter sur les documents d'urbanisme mentionnés dans ce courrier du Préfet service de l'urbanisme.

2^{ème} PARTIE : CONCLUSIONS

République Française
Tribunal Administratif de Besançon

ENQUETE PUBLIQUE

Relative à
La modification du Plan Local d'Urbanisme
De la Commune de BELFORT

CONSULTATION PUBLIQUE
Du 11 JUIN au 10 JUILLET 2012

Conclusions motivées et AVIS

Etabli par Martine **LAMBOLEY-SAINTIGNY**
25 Esplanade Charles de Gaulle – 70200 LURE,
Commissaire Enquêteur désignée par
le Président du Tribunal Administratif de Besançon
par décision du 02/05/2012 sous le n° E12000095 / 25

1. CONCLUSIONS MOTIVEES

1.1. Quant à la régularité de la procédure

La procédure a été respectée conformément au Code de l'environnement et au code de l'urbanisme :

- Durée de l'enquête
- Complément du dossier permettant de comprendre et d'analyser les modifications du PLU
- Affichage complémentaire et information faite sur l'ensemble de la ville

1.2. Quant aux enjeux positifs

1.2.1. Modification de l'emprise au sol des immeubles sis sur le Lot 1 de la ZAC du Parc à ballon : dans sa réponse à mes observations (annexe 13) M. BELZ précise que la modification de l'emprise maximale des bâtiments est une demande du promoteur, ayant des difficultés à commercialiser cette zone mais qui ne concerne pas une augmentation de la surface de plancher maximale.

L'ensemble du quota des bâtiments sociaux est respecté sur la ville et le projet de ZAC prévoit bien 25 % de logements sociaux, celui-ci étant respecté notamment par d'autres ilots : ilot 16 où Territoire habitat construit 30 logements.

1.2.2. Construction d'une piscine et des locaux y afférant au Camping de l'Etang des forges : Le but d'attractivité de cet équipement en remplacement de la piscine ZODIAC est tout à fait intéressant et peut être favorablement être mis en place tout en préservant la richesse paysagère de cet espace.

1.2.3. Réduire les largeurs des voies imposées dans les parkings en épi : Aucune observation n'a été faite sur ce point, et il semble effectivement que le fait de ramener la largeur de 4,5 m à 3,5 m est un élément positif : la réduction d'une largeur de voie, entraîne la réduction de la vitesse dans cette zone du fait de l'étroitesse visuelle de la voie de circulation.

1.2.4. Corriger une erreur matérielle dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'éco-quartier du Mont : s'agissant de venelles dont la largeur était mentionnée à 5m au lieu de 3m, la modification doit être faite pour la cohérence du document PLU, et de plus elle est souhaitable : une venelle doit être un accès

automobile restreint et la largeur doit être minime pour assurer la sécurité en réduisant la vitesse.

1.3. Quant aux enjeux négatifs

1.3.1. Modification de l'emprise au sol des immeubles sis sur le Lot 1 de la ZAC du Parc à ballon : pas d'avis négatif sur cette modification : seule observation : il est préférable que chaque zone de construction respecte les 25 % de logements sociaux de façon à obtenir une mixité des logements répartie sur l'ensemble de la ville.

1.3.2. Construction d'une piscine et des locaux y afférant au Camping de l'Etang des forges : il est nécessaire d'avoir des règles clairement établies pour la préservation du paysage de cette zone la révision du PLU étant planifiée pour 2014, en attendant, la modification demandée doit être limitée à la construction de la piscine et de ses annexes et que les dispositions nécessaires à cette construction soient débattues en conseil municipal comme prévu dans l'article du PLU : « *Les constructions isolées autorisées auront une emprise au sol maximale de 20 m². Au-delà de cette emprise, il sera demandé un schéma d'aménagement du secteur de loisirs, approuvé par le Conseil Municipal.* »

Observation du service urbanisme de la Préfecture de Belfort : « *toutefois la notice explicative n'indique pas clairement la création d'un sous-secteur spécifique, l'intitulé du règlement de la zone N ne précise pas non plus l'existence de ce secteur NL(b) et la présence du camping et de ses aménagements n'y est pas citée.*

Il convient de compléter ce paragraphe situé en entête du règlement de la Zone N »

Cette observation devra être reprise dans la modification du PLU.

1.3.3. Réduire les largeurs des voles imposées dans les parkings en épi : pas d'avis négatif sur cette modification.

1.3.4. Corriger une erreur matérielle dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'éco-quartier du Mont : pas avis négatif pour cette régularisation

1.4. Conclusions générales

J'ai veillé à la régularité de l'ensemble de la procédure.

Il y a eu peu de mobilisation du public, à la suite des améliorations demandées d'information demandées, on peut considérer que le public a été correctement informé.

L'avis du Préfet, concernant la création de la zone NI(b) est tout à fait justifié, et l'environnement devra être maintenu et pris en considération lors de l'élaboration du projet.

2. AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Vu l'avis motivé précédent,

Je donne un AVIS FAVORABLE à la modification du PLAN LOCAL D'URBANISME de BELFORT concernant :

- La modification de l'emprise au sol des immeubles sur le lot 1 de la ZAC du Parc à Ballon
- La construction d'une piscine et des locaux y afférent au camping de l'Etang des forges
- Réduire la largeur des voies imposées dans les parkings en épi
- Corriger une erreur matérielle dans les OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) de l'éco-quartier du Mont.

2.1. Réserves

- Une modification du règlement de la zone NL devra préciser l'existence de 2 secteurs NL(a) et NL(b) correspondant à la présence du camping et ses aménagements.
- Concernant la construction d'une piscine et des locaux y afférent au camping de l'Etang des forges, le Conseil municipal devra être consulté pour limiter la modification à la construction seule de la piscine et de ses annexes, en respectant l'environnement et en précisant les règles d'urbanisme de ces locaux uniquement :
 - Limiter la hauteur des bâtiments et leur surface à leur destination
 - « sans limitation d'emprise » est à proscrire

En ce qui concerne les règles d'urbanisme de cette zone NL(b) une réflexion d'ensemble sera faite lors de la révision du PLU planifiée en 2014.

Fait et Clos à Lure, le 1er août 2012

Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY

Commissaire enquêteur

ANNEXES

1. Décision du Tribunal administratif de Besançon : désignation du Commissaire enquêteur
2. Arrêté du Maire n° 120899 du 11 mai 2012
3. 1^{ère} parution : « l'Est républicain » le 18 mai 2012
4. 1^{ère} parution « Le Pays » le 23 mai 2012
5. 2^{ème} parution : « l'Est républicain » le 12 juin 2012
6. 2^{ème} parution : « Le Pays » le 14 juin 2012
7. Echange de courriel concernant l'affichage : du 11 juin 2012 et du 26 juin 2012
8. Courrier reçu de M. BELZ, Adjoint chargé de l'urbanisme
9. Courrier de la CCI Territoire de Belfort du 12 juin 2012
10. Courrier de la Préfecture de Belfort – service Urbanisme du 4 juillet 2012
11. Procès-verbal des observations adressées au Maire de Belfort, le 11 juillet 2012.
12. Attestation d'affichage
13. Réponse au procès-verbal des observations

REPUBLIQUE FRANCAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BESANÇON

DECISION DU

02/05/2012

N° E12000095 /25

LE PRESIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commission ou commissaire

VU enregistrée le 27/04/12, la lettre par laquelle le maire de la commune de Belfort demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet:

la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Belfort ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-13 et R.123-19 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY, ingénieur en retraite, est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au maire de la commune de Belfort et à Madame Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY.

Fait à Besançon, le 02/05/2012

Pour le Président,
Le Vice-Président,


Joseph POMMIER

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

120899

ARRÊTÉ DU MAIRE

pièce n° 2

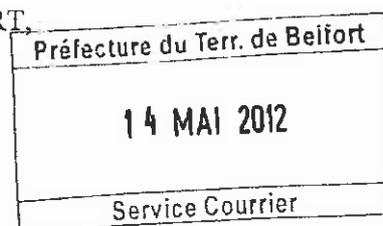
M. LAMBOLEY
Commissaire-Enquêteur



PDL

OBJET : Modification du Plan Local d'Urbanisme – Enquête publique pour la modification du Plan Local d'Urbanisme : arrêté de mise à l'enquête - Commune de BELFORT.

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,



V U

- le Code de l'Urbanisme modifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 et notamment l'article L. 123-13,

- le Code de l'Environnement et notamment l'article R. 123-13,

- le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 9 décembre 2004, modifié le 30 septembre 2005, mis à jour le 7 novembre 2005, modifié les 7 juillet 2006, 22 février 2007, 11 octobre 2007, mis à jour le 03 avril 2008, modifié le 12 février 2009, révisé le 19 juin 2009, modifié le 20 mai 2010 et mis à jour le 27 juin 2011, modifié les 3 novembre et 2 décembre 2011,

- les pièces du dossier soumis à l'enquête,

- la décision en date du 2 mai 2012 de M. le Président du Tribunal Administratif de BESANÇON désignant Madame Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY, en qualité de Commissaire-Enquêteur,

ARRÊTONS

ARTICLE 1^{er}.- Il sera procédé à une enquête publique sur la modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de BELFORT pour une durée de 30 jours, du 11 juin au 10 juillet 2012 inclus. Cette enquête pourra être prolongée d'une durée maximum de quinze jours par le commissaire enquêteur.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARTICLE 2.- La modification du Plan Local d'Urbanisme concerne l'augmentation de l'emprise constructible de l'îlot 1 de la ZAC du PAB, la création d'une zone spécifique pour le camping des Forges, la réduction des contraintes de largeur de voies dans les parkings en épis et la correction d'une erreur matérielle dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'éco-quartier du Mont.

ARTICLE 3.- Madame Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY, ingénieur en retraite, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du Tribunal Administratif.

ARTICLE 4.- Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur, seront déposés à la Mairie de BELFORT – Service Urbanisme – pendant 30 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture du service Urbanisme (de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30 sauf samedi, dimanche et jours fériés) rue de l'Ancien théâtre, du 11 juin au 10 juillet 2012 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit :

- soit au siège de l'enquête : Mairie de Belfort – A l'attention de Mme LAMBOLEY-SAINTIGNY – commissaire enquêteur - Service Urbanisme – Place d'Armes – 90 020 BELFORT CEDEX

- soit au domicile du commissaire enquêteur : Mme Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY – commissaire enquêteur – 25 esplanade Ch. De Gaulle – 70200 LURE

Les éventuelles demandes d'informations pourront également être adressées à M. Le Maire - Service Urbanisme – Place d'Armes – 90 020 BELFORT CEDEX

ARTICLE 5.- Le Commissaire-Enquêteur recevra le public en mairie, place d'Armes:

- lundi 11 juin 2012, de 9 h 00 à 12 h 00,
- samedi 23 juin 2012, de 9 h 00 à 12 h 00,
- mardi 10 juillet 2012, de 14 h 00 à 17 h 00,

ARTICLE 6.- A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 4, le registre sera clos et signé par monsieur le Maire de la Commune de BELFORT et transmis au commissaire enquêteur dans les 24 heures avec le dossier et toutes les pièces annexes. Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

au Maire de la Commune de BELFORT le dossier avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées.

ARTICLE 7.- Des copies du présent arrêté et du rapport du Commissaire-Enquêteur seront adressées à M. le Préfet du Département du Territoire de Belfort et à M. le Président du Tribunal Administratif de BESANÇON.

Le rapport du Commissaire-Enquêteur sera tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture du service Urbanisme pendant un an à compter de la fin de l'enquête.

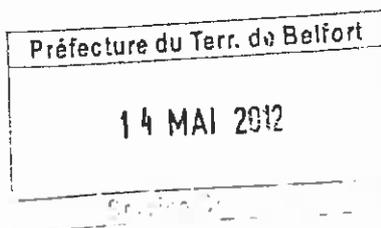
ARTICLE 8.- Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché à la Mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la Commune de BELFORT.

En Mairie, le 11 MAI 2012

Pour le Maire,
L'adjoint délégué

Hubert BELZ



MAGNY et sa région

M. LAMBOLEY-SAINTIGNY
Commissaire Enquêteur

e mille

Claude Patky, Anthony Dupont, Christian Bougeard, Daniel Schwalm.

Équipes Kuchenreuter (réplique) Boutet : Claude Pataky (91), Anthony Dupont (87), Christian Bougeard (87).

Colt origine seniors : Claude Pataky (88), Anthony Dupont (84), Laurent Sarazin (83).

Équipes Colt origine Colt : Claude Pataky (88), Anthony Dupont (84), Laurent Sarazin (83).

Mariette réplique seniors : Claude Pataky, Anthony Dupont, Laurent Sarazin, Christian Bougeard, Daniel Schwalm.

Équipes Mariettes réplique Peterlongo : Claude Pataky (90), Laurent (79), Christian (74).

Donald Malson seniors : Anthony (62), Claude (52), Laurent (44).

Tanzutzu seniors : Claude (67).

3),
3),
li-
ny
3),
u-
e-
7).



ant pour la nêrbe en pliers

L'EST REPUBLICAIN | VENDREDI 18 MAI 2012

ANNONCES LEGALES

francemarchés.com
Le plus grand marché public de France.
www.est-legales.com
extension du 1711 - Francmarchés

Département
du Territoire de Belfort

Commune de Belfort

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

M. le Maire de Belfort, par arrêté n° 120899 du 11 mai 2012, a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification du plan local d'urbanisme de la commune de Belfort concernant l'augmentation de l'emprise constructible de l'îlot 1 de la ZAC du PAB, la création d'une zone spécifique pour le camping des Forges, la réduction des contraintes de largeur des voies dans les parkings en épis et la correction d'une erreur matérielle dans les orientations d'aménagement et de programmation de l'éco-quartier du Mont.

A cet effet, M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du tribunal administratif.

L'enquête se déroulera à la mairie du 11 juin au 10 juillet 2012 inclus aux jours et heures habituels d'ouverture du service urbanisme, rue de l'Ancien-Théâtre.

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie, place d'Armes :

- lundi 11 juin 2012, de 9 h à 12 h,
- samedi 23 juin 2012, de 9 h à 12 h,
- mardi 10 juillet 2012, de 14 h à 17 h.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations sur le projet de modification du PLU pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé au service urbanisme de la mairie aux heures et jours habituels d'ouverture de ce service. Elles peuvent également être adressées par écrit au commissaire enquêteur :

- soit en mairie : mairie de Belfort, à l'attention de M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY, commissaire enquêteur, service urbanisme, place d'Armes, 90020 Belfort ;
- soit à son domicile : M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY, commissaire enquêteur, 25, esplanade Charles-de-Gaulle, 70200 Lure.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira dans les 30 jours un rapport qui sera à la disposition du public en mairie au service urbanisme.

COMMUNIQUÉ

En application de l'article R.211-33 du livre II du Code du tourisme, L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.) dont le siège est situé 15, avenue Carnot, 75017 Paris, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à : CGN VOYAGES, Immatriculation : IM 090 10 0003.

Sarl au capital de 16.000 €.

Siège social : 13, rue de Sofia, 90000 Belfort.

L'association précise que la cessation de sa garantie prend effet 3 jours suivant la publication de cet avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux clients pour produire les créances.

CAISSE D'ASSURANCE
MUTUELLE DU BÂTIMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICS
Siège social :
14, avenue de l'Europe
67300 Schiltigheim

AVIS DE CONVOCATION

Les sociétaires de la CAM btp sont convoqués en assemblée générale ordinaire le mercredi 20 juin 2012 à

10 h, dans la salle de conférence de la MAISON DE L'ENTREPRISE, espace Européen de l'Entreprise, 27, avenue de l'Europe, 67300 Schiltigheim (Bas-Rhin) à l'effet de délibérer et statuer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- 1 - Rapport de gestion du Conseil d'administration sur les opérations 2011
- 2 - Rapports du commissaire aux comptes et des censeurs
- 3 - Approbation de ces rapports, du bilan, du compte de résultat et de l'annexe de l'exercice 2011
- 4 - Quitus au Conseil d'administration
- 5 - Élections d'administrateurs
- 6 - Montant des indemnités allouées aux mandataires sociaux
- 7 - Divers

Conformément aux statuts, les pouvoirs des sociétaires empêchés d'assister personnellement à l'assemblée générale ordinaire sont à déposer ou à envoyer au siège de la CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS cinq jours au moins auparavant.

Schiltigheim, le 18 mai 2012

Le Président du Conseil
d'administration
G. MOYSE

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Services

Territoire Habitat (OPH), 44 bis, rue Parant, BP 189, 90004 Belfort cedex, tél. 03.84.36.70.00, représenté par M. MOUGIN, directeur général.

Lance une consultation en procédure adaptée conformément à l'article 18-I du CMP (marchés inférieurs à 90.000 € HT).

1. Objet de la consultation : entretien de parties communes d'Immeubles du patrimoine de Territoire Habitat, 27-28, avenue d'Alsace, 2, avenue Charles-Bohn et 2-16, avenue Koehn à 90000 Belfort.

2. Décomposition des lots : il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

Délai d'exécution : 6 mois, à compter du 1^{er} juillet 2012.

Les variantes ne sont pas autorisées.

3. Retrait des dossiers : le dossier de consultation des sociétés est disponible sous format papier chez Territoire Habitat, services marchés, 44 bis, rue Parant, BP 189, 90004 Belfort cedex, après demande par fax au 03.84.36.70.95 ou par courriel : servicemarches@thgo.fr

4. Date limite de remise des offres : le jeudi 7 juin 2012 à 16 h, seule une remise sur support papier est autorisée.

5. Délai de validité des offres : 120 jours, à compter de la date de remise des offres

6. Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de



Plan - n° 9
cin

M. LAMBOLEY-SAINTIGNY
Commissaire Enquêteur

AVIS OFFICIELS

DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT
COMMUNE DE BELFORT

LE PAYS
23 MAI 2012

Avis d'enquête publique relative à la modification du plan local d'urbanisme (PLU)

Monsieur le maire de Belfort,

Par arrêté n° 120899 du 11 mai 2012, a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belfort concernant l'augmentation de l'emprise constructible de l'ilot 1 de la ZAC du PAB, la création d'une zone spécifique pour le camping des Forges, la réduction des contraintes de largeur de voies dans les parkings en épis et la correction d'une erreur matérielle dans les orientations d'aménagement et de programmation de l'éco-quartier du Mont.

A cet effet,

Madame Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par M. le président du tribunal administratif.

L'enquête se déroulera à la mairie du 11 juin au 10 juillet 2012 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture du service urbanisme, rue de l'Ancien-Théâtre.

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie, place d'Armes :

- lundi 11 juin 2012, de 9 h à 12 h
- samedi 23 juin 2012, de 9 h à 12 h
- mardi 10 juillet 2012, de 14 h à 17 h

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations sur le projet de modification du PLU pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé au service urbanisme de la mairie aux heures et jours habituels d'ouverture de ce service. Elles peuvent également être adressées par écrit au commissaire enquêteur :

- soit en mairie : mairie de Belfort - A l'attention de M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY - commissaire enquêteur - service urbanisme - place d'Armes - 90020 BELFORT
- soit à son domicile : M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY - commissaire enquêteur - 25 esplanade Charles-de-Gaulles - 70200 LURE

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira, dans les 30 jours, un rapport qui sera à la disposition du public, en mairie, au service urbanisme.

2310031



ANNONCES Officielles

Légales

Le journal LE PAYS est habilité à publier les annonces judiciaires et légales pour le Territoire de Belfort, l'arrondissement de Montbéliard et l'arrondissement de Lure.

Renseignements et réservations

Tél. 03 89 32 72 04 Fax 03 89 59 24 43

L'ALSACE - 18, rue de Thann - TSA 10032 - 68945 MULHOUSE CEDEX 9

667503

L'EST RÉPUBLICAIN | MARDI 12 JUIN 2012

ANNONCES LÉGALES

4479

Département
du Territoire de Belfort

Commune de Belfort

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

M. le Maire de Belfort, par arrêté n° 120899 du 11 mai 2012, a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification du plan local d'urbanisme de la commune de Belfort concernant l'augmentation de l'emprise constructible de l'ilot 1 de la ZAC du PAB, la création d'une zone spécifique pour le camping des Forges, la réduction des contraintes de largeur des voies dans les parkings en épis et la correction d'une erreur matérielle dans les orientations d'aménagement et de programmation de l'éco-quartier du Mont.

A cet effet, M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du tribunal administratif.

L'enquête se déroulera à la mairie du 11 juin au 10 juillet 2012 inclus aux jours et heures habituels d'ouverture du service urbanisme, rue de l'Ancien-Théâtre.

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie, place d'Armes :

- lundi 11 juin 2012, de 9 h à 12 h,
- samedi 23 juin 2012, de 9 h à 12 h,
- mardi 10 juillet 2012, de 14 h à 17 h

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations sur le projet de modification du PLU pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé au service urbanisme de la mairie aux heures et jours habituels d'ouverture de ce service. Elles peuvent également être adressées par écrit au commissaire enquêteur

- soit en mairie : mairie de Belfort, à l'attention de M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY, commissaire enquêteur, service urbanisme, place d'Armes, 90020 Belfort ;
- soit à son domicile : M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY, commissaire enquêteur, 25, esplanade

15-90-1105

Charles-de-Gaulle, 70200 Lure.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira dans les 30 jours un rapport qui sera à la disposition du public en mairie au service urbanisme.

2164

Commune d'Offemont
(Territoire de Belfort)

Le 22 mai 2012, le conseil municipal de la commune d'Offemont a prescrit la révision simplifiée n° 5 de son plan local d'urbanisme. Cette délibération fait l'objet d'un affichage en mairie à compter de ce jour et pour une durée d'un mois.

3278

103470-1106

En date du 24 mai 2012, modification du plan de cession : le tribunal de commerce de Nanterre décide l'autorisation de l'inaliénabilité des actifs repris dans l'affaire SA TEAM PARTNERS, immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 379 142 086, dont le siège social est à Levallois-Perret (92300), 116/118, rue Jules-Guesde.

Établissement secondaire : 18, rue Albert-Camus, ZAC de la Justice, 90000 Belfort.

Le greffier

1111

103475-90-1106

SETIB

Société d'Études Techniques
en Infrastructure et Bâtiment

Par le PV de décision de l'associé unique en date du 7 juin 2012, l'associé unique a décidé du transfert du siège social de 25, rue Georges-Cuvier, 25310 Roches-lès-Blamont à 1, rue d'Ajoie, 90100 Delle à compter du 7 juin 2012. La société sera désormais immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Belfort. Corrélativement, l'avis précédemment publié est modifié comme suit :

Ancienne mention : le siège social est fixé au 25, rue Georges-Cuvier, 25310 Roche-lès-Blamont

Nouvelle mention : le siège social est fixé au 1, rue d'Ajoie, 90100 Delle

Pour avis
Le gérant et associé unique
Lionel MOUGEOT

LE DAYS

14/06/2012

AVIS OFFICIELS

DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT
COMMUNE DE BELFORT

Avis d'enquête publique relative à la modification du plan local d'urbanisme (PLU)

Monsieur le maire de Belfort,

Par arrêté n° 120899 du 11 mai 2012, a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belfort concernant l'augmentation de l'emprise constructible de l'ilot 1 de la ZAC du PAB, la création d'une zone spécifique pour le camping des Forges, la réduction des contraintes de largeur de voies dans les parkings en épis et la correction d'une erreur matérielle dans les orientations d'aménagement et de programmation de l'éco-quartier du Mont.

A cet effet,

Madame Martine LAMBOLEY-SAINTEGNY a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par M. le président du tribunal administratif.

L'enquête se déroulera à la mairie du 11 juin au 10 juillet 2012 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture du service urbanisme, rue de l'Ancien-Théâtre.

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie, place d'Armes :

- Lundi 11 juin 2012, de 9 h à 12 h
- samedi 23 juin 2012, de 9 h à 12 h
- mardi 10 juillet 2012, de 14 h à 17 h

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations sur le projet de modification du PLU pourront être consignées sur le registre d'enquête déposé au service urbanisme de la mairie aux heures et jours habituels d'ouverture de ce service. Elles peuvent également être adressées par écrit au commissaire enquêteur :

- soit en mairie : mairie de Belfort - A l'attention de M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTEGNY - commissaire enquêteur - service urbanisme - place d'Armes - 90020 BELFORT
- soit à son domicile : M^{me} Martine LAMBOLEY-SAINTEGNY - commissaire enquêteur - 25 esplanade Charles-de-Gaulles - 70200 LURE

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira, dans les 30 jours, un rapport qui sera à la disposition du public, en mairie, au service urbanisme.

2319231



Re: affichage enquête publique

date: 11/06/2012 13:08:31

de: "Patricia DEROUSSEAU-LEBERT" <pdrousseau-lebert@mairie-belfort.fr>

à: martine.saintigny@orange.fr

cc: mdoenlen@mairie-belfort.fr

Bonjour,

Pour faire suite à votre mail, je vous informe que nous allons prendre toutes les dispositions pour répondre, dès cet après-midi à votre demande d'amélioration de l'affichage. Nous ne manquerons pas de vous tenir informée de leur mise en oeuvre effective. N'hésitez pas à nous faire part d'éventuelles autres remarques.

Salutations.

-----Original Message-----

From: Martine LAMBOLEY

To: DEROUSSEAU-LEBERT, Patricia

To: LAMBOLEY, Martine

Sent: 11/06/2012 09:42:27

Subject: affichage enquête publique

Bonjour

de permanence ce jour, j'ai vérifié l'affichage de la mairie de Belfort, Or, celui-ci est situé sous un porche, non accessible de la rue et ne permet pas une information directe des habitants ou passants : Il est nécessaire de pénétrer dans l'enceinte des locaux mairie pour voir cette affiche.

L'information par affichage doit être le plus large possible et permettre à tout citoyen de connaître l'information, sans démarche volontaire de sa part.

La conciergerie m'a proposé suite à cette remarque qu'il était possible de mettre cet affiche sur un support extérieur, sorti le matin et rentré le soir, ce serait sans doute une bonne solution.

pouvez-vous me confirmer cette disposition et fournir les affiches nécessaires à ce service

"Article R123-14

Un avis portant ces indications à la connaissance du public est, par les soins du préfet, publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit

premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les opérations d'importance nationale, ledit avis est, en outre, publié dans deux journaux à diffusion nationale quinze jours au moins avant le début de l'enquête

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis est publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés, dans chacune des communes

désignées par le préfet. Cette désignation porte au minimum sur toutes les communes sur le

territoire desquelles l'opération doit avoir lieu. L'accomplissement de cette mesure de publicité

incombe au maire et est certifié par lui. Lorsque certaines de ces communes sont situées dans un

autre département, le préfet prend l'accord du préfet de ce département pour cette désignation. Ce

dernier fait assurer la publication de l'avis dans ces communes selon les modalités prescrites à

l'alinéa précédent. En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité, il

est procédé, par les soins du maître de l'ouvrage, à l'affichage du même avis sur les lieux ou en un

lieu situé au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés et visible de la voie

publique."



Rép. :_affichage

date: 21/06/2012 09:45:45

de: "Patricia DEROUSSEAUX-LEBERT" <pderousseaux-lebert@mairie-belfort.fr>

à: "Martine LAMBOLEY"

cc: mdoenlen@mairie-belfort.fr

Bonjour,

pour faire suite à votre message, je vous informe que vous recevrez très prochainement un courrier de M. Betz, adjoint à l'urbanisme, qui répondra à l'ensemble de vos demandes de pièces complémentaires.

Quant à l'affichage au champ de mars, je vous informe que nous avons fait apposer sur un pilié de la clôture existante l'avis d'enquête; ce qui nous semblait l'endroit le plus fréquentée et donc le plus visible. En effet, l'inconvénient d'un affichage à côté de celui du permis de Mediator est sa position sur une rue secondaire peu passante.

Je me permettrai de vous contacter par téléphone demain dans la journée afin de faire un point avec vous avant votre prochaine permanence

Dans l'attente, cordiales salutations

DEROUSSEAUX-LEBERT Patricia
Directrice de l'Urbanisme
tel: 03.84.54.56.83

>>> Martine LAMBOLEY <martine.saintigny@orange.fr> 19/06/2012 12:08 >>>

Bonjour

suite à ma visite ce jour à la demande de M. BURKALTER, j'ai pris note des points suivants :

- La mairie ne souhaite pas faire un affichage sur la voie publique devant la mairie pour diverses raisons évoquées lors de la réunion

- le site internet sera complété par un avis en page d'accueil des visiteurs.

par ailleurs, j'ai revisité les lieux concernés et j'ai constaté qu'une affiche avait été mise sur la voie publique devant le camping, ce qui permet l'information des riverains.

En ce qui concerne la modification de la ZAC du parc des ballons, zones LIZ-PAB, peut-être serait-il possible d'y ajouter l'information à côté de la pancarte permis de construire ? en accord avec le lotisseur Mediator : voir photo

Lors de ma prochaine permanence : le 23 juin prochain, pourriez-vous me préparer l'ensemble des documents demandés voir fiche annexe jointe à nouveau
d'avance je vous en remercie

recevez mes cordiales salutations

Martine LAMBOLEY - SAINTIGNY
Commissaire - enquêteur
tél 03 84 30 39 38 ou 06 81 92 06 21

VILLE DE BELFORT

Madame LAMBOLEY-SAINTIGNY
Commissaire Enquêteur
25 Esplanade Charles de Gaulle
70200 LURE

Belfort
référence
affaire suivie par
téléphone
courriel

Le 21 Juin 2012
PDL/CWP/185/2012
Patricia DEROUSSEaux-LEBERT
03 84 54 24 79
urbanisme@mairie-belfort.fr

Objet

Enquête publique – Modification du P.L.U.

Madame le Commissaire Enquêteur,

Pour faire suite à votre demande de pièces complémentaires pour l'enquête publique du Plan Local d'Urbanisme, je tiens à vous informer des éléments suivants :

La modification, qui relève de l'initiative du maire, est une procédure moins lourde que la révision : elle n'a pas à être prescrite par une délibération et n'a pas à faire l'objet d'une élaboration associée ni d'un examen conjoint. Elle ne nécessite pas, non plus réglementairement, de concertation préalable

Aussi, la délibération du 22 Mars 2012 dont vous faites mention ne concerne pas la procédure pour laquelle vous avez été désignée Commissaire Enquêteur mais celle relative à la révision générale du P.L.U. que nous venons de prescrire

Par ailleurs, pour répondre à vos interrogations concernant la concertation de la population et les personnes publiques, je vous précise que compte tenu du très faible voire de l'absence d'impact des adaptations du P.L.U. envisagées sur les habitants, aucune réunion publique ou concertation particulière de ces derniers n'ont été organisées. Cependant et bien que nous n'y étions pas tenus réglementairement, le projet de modification a été non seulement discuté le 17 Avril lors de la réunion de la Municipalité regroupant les Adjoints et Conseillers délégués mais également présenté le 27 Avril 2012 à la commission « attractivité ». Ainsi, cette commission constituée d'élus de la majorité, de l'opposition et de personnes issues de la société civile a pu débattre du contenu de la modification et émettre un avis favorable avant l'enquête publique.

En terme d'information, outre les parutions et affichages obligatoires, nous avons placardé l'avis d'enquête dans toutes les maisons de quartiers et, à votre demande, à l'accueil du camping et le long de l'Avenue du Champs de Mars.

Nous avons également utilisé l'affichage électronique des 4 panneaux situés sur le territoire et sur les écrans dynamiques de la Mairie principale et de l'Annexe. En raison des délais de mise en page et d'impression, nous n'avons pas pu faire d'insertion dans la revue municipale. Par contre, un article a été publié sur le site internet sous l'onglet « cadre de vie » de la rubrique « Belfort Pratique ». Après votre

rencontre avec Monsieur BURKHALTER et sur votre conseil, les accès à cette information ont été améliorés par un rappel dans la rubrique « actualité ».

Enfin, et pour répondre à votre dernière question, nous n'avons pas procédé à la consultation régie par l'article L 123.8 du Code de l'Urbanisme auquel vous faites référence car cette disposition régit la procédure d'élaboration (et de révision) du P.L.U.. La procédure de modification doit, quant à elle, répondre aux prescriptions de l'article L 123.13 qui prévoit que le projet de modification est notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique, au Préfet, au Président du Conseil Régional, au Président du Conseil Général et, le cas échéant, au Président de l'établissement public prévu à l'article L 122.4 ainsi qu'aux organismes mentionnés à l'article L 121.4. Ainsi, ces personnes peuvent intervenir au cours de l'enquête. A ce titre, le dossier d'enquête ainsi que l'arrêté d'ouverture ont été adressés par courrier en date du 25 Mai 2012 :

- au Préfet,
- au Président du Conseil Général,
- au Président du Conseil Régional,
- au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- au Président de la Chambre Départementale d'Agriculture,
- au Président de la Chambre des Métiers
- au Président du Syndicat Mixte chargé du suivi du S.C.O.T.,
- au Président du Syndicat Mixte des Transports en Commun

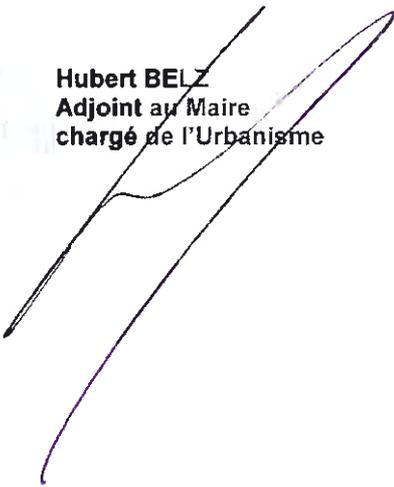
A ce jour, seule la Chambre de Commerce et d'Industrie a répondu par écrit qu'elle n'avait pas de remarques.

De plus, une des adaptations projetée concernant une ZAC d'intérêt communautaire, le Président de la C.A.B. a également été saisi pour avis et devrait soumettre cette affaire au prochain Conseil Communautaire.

J'espère que l'ensemble de ces informations répondent à vos questionnements

Veuillez agréer, Madame le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées *et très respectueuses*

Hubert BELZ
Adjoint au Maire
chargé de l'Urbanisme





CCI
Territoires de Belfort

Le Président

14 JUIN 2012

COURRIER ARRIVE N° .. 14231 ✓
Original pour Attribution D65T
12 JUIN 2012
Copie à

Madame Martine LAMBOLEY - SAINTIGNY
Commissaire enquêteur service urbanisme
Mairie de Belfort
Place d'Armes
90020 BELFORT Cedex

N/Réf : AS/AL/AGo/139
Objet : Modification PLU de Belfort

Belfort, le 11 juin 2012

Affaire suivie par Alexia Lavallée
03 84 54 54 69
alavallee@belfort.cci.fr

Madame Le Commissaire Enquêteur,

Le projet de modification du PLU de Belfort m'est parvenu pour avis. Je vous en remercie.

Ce projet n'appelle aucune observation.

Je vous prie d'agréer, Madame Le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Alain SÉD

Reçu le 10 juillet 2012

M. LAMBOLEY-SAINTIGNY
Commissaire Enquêteur

PRÉFET DU TERRITOIRE DE BELFORT

Belfort, le 4 juillet 2012

direction
départementale
des Territoires

Le préfet du Territoire de Belfort
à
Monsieur le maire de la Ville de Belfort
Hôtel de Ville de Belfort de la CAB
Place d'Armes
90020 BELFORT CEDEX

service Urbanisme
cellule
Urbanisme planification

objet : Modification du PLU de Belfort
références : Votre lettre de notification du 25 mai 2012
affaire suivie par : Christine Herzog
tel : 03 84 58 86 72. fax : 03 84 58 86 99
courriel : christine.herzog@territoire-de-belfort.gouv.fr

PJ

nom du document : obs sur modif juillet 2012.odt

Monsieur le Maire,

Vous m'avez transmis par courrier visé en référence le projet de modification du PLU de Belfort. Ce projet appelle de ma part les observations suivantes, en ce qui concerne le secteur dédié au camping de l'Étang des Forges :

La modification prévoit d'autoriser en secteur NL(b) les aménagements et constructions nécessaires au fonctionnement du camping, et de ce fait le règlement de la zone N est complété par un article N 2-10.

Toutefois la notice explicative n'indique pas clairement la création d'un sous-secteur spécifique, l'intitulé du règlement de la zone N ne précise pas non plus l'existence de ce secteur NL(b) et la présence du camping et des ses aménagements n'y est pas citée.

Il convient de compléter ce paragraphe situé en-tête du règlement de la zone N.

En outre, l'additif au rapport de présentation explique que « *compte tenu des aménagements déjà réalisés dans le camping, ce secteur a perdu son caractère naturel* » et que le projet ne portera pas atteinte à l'équilibre de cette zone.

horaires d'ouverture :
8h30 - 12h
13h30 - 17h

Cette argumentation mériterait d'être complétée par des éléments permettant de comprendre comment le périmètre du secteur NL(b) a été défini et de s'assurer ainsi que la possibilité d'autoriser les constructions « sans limitation d'emprise » reste circonscrite au secteur nécessaire aux équipements du camping. Des photos des lieux pourraient utilement être insérées au rapport.

Place de la Révolution
Française
BP 605
90020 Belfort cedex
téléphone :
03 84 58 86 00
télécopie :
03 84 58 86 99
courriel :
DDT-90@territoire-de-
belfort.gouv.fr

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des Territoires par intérim,



Dominique Fauvel

Copie à :

Madame Martine Lamboley-Saintigny - commissaire-enquêteur
Service urbanisme Place d'Armes -90020 Belfort cedex

République Française
Tribunal Administratif de Besançon

ENQUETE PUBLIQUE

Relative à
La modification du Plan Local d'Urbanisme
De la Commune de BELFORT

CONSULTATION PUBLIQUE
Du 11 JUIN au 10 JUILLET 2012

PROCES-VERBAL des OBSERVATIONS

Article R123-18 du code de l'environnement

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY

Page 1/4

1. Le lundi 11 juin 2012 : ouverture de l'enquête – permanence de 9 heures à 12 heures : aucune visite.
2. Le samedi 23 juin : permanence de 9 heures à 12 heures : cahier sans aucune observation – aucune visite durant la permanence
3. Le mardi 10 juillet 2012 : visite et observations faites par 4 personnes du quartier « éco-quartier du Mont, résidant rue de la ferme. – reçu les observations du Préfet du territoire de Belfort : service urbanisme.

Je confirme l'entretien réalisé avec M. BELZ, Maire adjoint, chargé de l'urbanisme à la fin de la permanence du 10 juillet 2012 sur les points suivants :

- Remarque faite par les riverains de l'éco-quartier du Mont : manque d'information : c'est en venant en mairie prendre des renseignements sur l'évolution du dossier d'aménagement de ce quartier, qu'ils ont appris la tenue d'une enquête publique : En venant au service « urbanisme », ils n'avaient pas vu l'affichage : ce qui confirme mes observations faites à M. BURKHALTER lors de notre entretien et mon message e-mail rappelant l'obligation de visibilité depuis la voie publique.
- L'enquête publique porte sur la modification de la largeur des « venelles » : erreur matérielle : inadéquation entre le plan : largeur 3,00 m et le texte : largeur 5,00 m.
- Cette modification n'est pas remise en cause par les riverains, mais ceux-ci font état d'inquiétude quant à l'organisation future de cette zone. Je leur ai proposé de faire un courrier précisant au Maire leurs souhaits, qui jugera de l'opportunité de les rencontrer pour une explication plus complète de ce projet, qui ne fait pas partie de la présente enquête.

Je vous soumetts ci-après mes observations quant aux autres projets :

Pour répondre aux évolutions de la demande du marché immobilier et des besoins touristiques, la commune envisage de modifier son PLU pour :

- **Une meilleure adéquation entre la constructibilité de l'ilot 1 de la ZAC du parc à ballons et la demande de logements.**

Aucune information n'est mentionnée quant à la répartition de l'ilot 1 de la ZAC du parc à Ballons :

- Pas d'information sur le ratio logements sociaux et autres dans cette zone et sur l'ensemble de la commune, cet aspect me semble important dans l'information.
- A l'issue de ces constructions, quel sera le pourcentage de locaux sociaux dans l'ensemble du quartier : partie existante et nouvelle cumulées ?
- La demande d'autorisation de surface à construire en fonction du marché, est-elle une demande spécifique d'un promoteur ou une réelle étude de la collectivité ?
- L'information des habitants de ce secteur : Au vu de la remarque des riverains de l'éco-quartier du Mont, il aurait été judicieux, de faire comme je vous l'avais suggéré dans mon e-mail du 11/06/2012 : *« pour la ZAC du parc à ballon, n'ayant pas de bâtiment public dans le secteur, peut-être pourriez-vous imprimer l'avis public format A4 et le mettre dans les boites aux lettres du quartier voisin »*

L'affichage sur un pilier de la rue du Champ de Mars : utilisé presque uniquement par les voitures et non des piétons, n'a sans doute pas été lu par les riverains.

Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY

- **d'améliorer notre attractivité touristique par la construction d'une piscine au camping municipal.**

Secteur de l'Etang des forges

- Le secteur de l'Etang des forges classé NL est une zone naturelle à protéger : le PADD aborde le projet de cette zone ainsi :
- « *L'aménagement du site de l'étang des forges sera complété, de manière à améliorer l'image, à en valoriser l'environnement (traitement de la qualité de l'eau, aménagements paysagers adaptés à un milieu naturel de cette qualité)* »
- Sur cette zone, se trouve le camping municipal des forges

Le règlement de cette zone NL autorisait dans le PLU :

- « *2.7. Les aménagements s'ils sont liés à la promenade et à la randonnée, les aires de pique-nique (buvette...), les aménagements légers et infrastructures de sports et loisirs. Les constructions isolées autorisées auront une emprise au sol maximale de 20 m². Au-delà de cette emprise, il sera demandé un schéma d'aménagement du secteur de loisirs, approuvé par le Conseil Municipal.* »

Observations du Commissaire enquêteur :

- Cette zone est dans le projet séparée en 2 parties : une zone NL(a) correspondant à la zone paysagée de l'étang des forges avec les aménagements liés à la promenade et à la randonnée ; et une nouvelle zone NL(b) correspondant à la partie camping et partiellement construite.
- Le PLU précédent autorisait des surfaces construites limitées à 20 m², la **modification ne mentionne aucune limite de construction.**

D'après les éléments recueillis auprès du Maître d'ouvrage, Il est à noter que la piscine se situera comme la précédente (ZODIAC) face à une zone urbanisée

Ne serait-il pas nécessaire de prescrire comme dans les autres zones du PLU un coefficient d'occupation du sol, limitant les constructions à l'objet indiqué : piscine et locaux techniques, ainsi que les bases de construction : hauteur – respect des limites et distances entre bâtiments etc ... ? : des prescriptions strictes sont imposées dans la zone UD , il semble nécessaire pour préserver l'aspect naturel de cette zone NL, et respecter le PADD et de prescrire des règles.

Observation complémentaire à prendre en compte : les nuisances pouvant être apportées par une piscine de plein air par rapport à l'environnement d'habitat : bruit.

Afin de protéger cette zone, conformément au PADD, je vous invite à me faire part de votre réponse permettant de conforter l'aspect environnemental de cette zone, et qui tiendra compte de l'habitat voisin.

Par courrier du 4 juillet 2011, le Préfet du Territoire de Belfort, service de l'urbanisme conforte mes observations ci-dessus : A savoir : précisions sur le zonage à identifier et mentionner en tête du règlement de la zone N.

Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY

De plus il est demandé « s'assurer que la possibilité d'autoriser les constructions **sans limitation d'emprise reste circonscrite au secteur nécessaire aux équipements du camping** »

Il me semble important de préciser clairement le but de cette modification limiter l'objet à la construction à la piscine et ses locaux annexes nécessaires à son fonctionnement, ainsi que les mesures à prendre pour protéger l'environnement.

Le fait de ne pas limiter l'emprise au sol et de ne pas créer de règles d'urbanisme laisse l'opportunité à toute construction, qui serait contraire à la préservation de ce site.

Le dernier point concernant

I – 3 réduire les largeurs de voies dans les parkings en épis pas d'observations

Procès-verbal établi le 11 Juillet 2012. et adressé en recommandé avec A.R.

Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY

Commissaire - Enquêteur



Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY

ATTESTATION D’AFFICHAGE

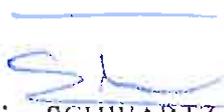
A l’attention de Mme Patricia DEROUSSEAUX-LEBERT
sous couvert de M. Jacques HANS, Directeur Général
des Services Techniques

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

CERTIFIONS que l’avis d’enquête publique de modification du Plan Local d’Urbanisme de la Ville de Belfort *(du 11 juin au 10 juillet 2012)* a été affiché à l’Hôtel de Ville de Belfort et de la Communauté d’Agglomération. *du 22 mai au 11 juillet 2012*

Fait à Belfort, le 11 juillet 2012

Pour le Maire
L’Adjoint délégué.


Maurice SCHWARTZ



VILLE DE BELFORT

Direction des Services Techniques
Service Urbanisme

Madame Martine LAMBOLEY-SAINTIGNY
Commissaire Enquêteur
25 Esplanade Charles de Gaulle
70200 LURE

LETTRE RECOMMANDEE AVEC AR n° 2C 054 494 5103 1

Belfort
référence
v/référence
affaire suivie par
téléphone
courriel

Le 24 Juillet 2012
CW/CWP/218/2012
Dossier E12000095/25
Patricia DEROUSSEAUX-LEBERT
03 84 54 24 79

Objet

**Modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Belfort.
Consultation publique du 11 juin au 10 juillet 2012 – Retour sur vos observations.**

Madame le Commissaire Enquêteur,

Pour faire suite à votre procès-verbal des observations, reçu en mairie le 12 juillet 2012, veuillez trouver, ci-dessous, des informations complémentaires et mes remarques.

Tout d'abord, je tenais à nouveau, à vous faire part de la difficulté à sensibiliser la totalité de la population lors d'une enquête publique. La VILLE DE BELFORT est consciente que ce point doit être amélioré et, comme je vous en ai informée lors de notre entretien, une étude est en cours pour définir les points de « fort passage » et y placer des panneaux d'information (marchés par exemple...). Dans le cas de cette enquête publique, une distribution d'information dans les boîtes aux lettres a été envisagée. Cependant, non seulement, le nombre de feuillets est limité à 500 exemplaires pour une distribution par la police municipale mais la plupart des boîtes aux lettres dans les immeubles collectifs sont à l'intérieur des entrées et les services municipaux ne disposent pas de clés pour y pénétrer. Donc, seuls les pavillons individuels auraient reçu cette information et ce quelque soit le quartier.

D'autre part, concernant l'ilot 1 de la ZAC du Parc à Ballons, la demande de modification de l'emprise maximale constructible émane du promoteur susceptible de construire sur cette emprise. Celui-ci éprouvant des difficultés à commercialiser son projet en l'état actuel, il s'agit de lui permettre une réorganisation spatiale des constructions mais en aucun cas une augmentation de la surface de plancher maximale qui reste pour sa part inchangée.

Le projet d'aménagement général de la ZAC fait mention de 25% de logements sociaux répartis sur la globalité de l'opération. Le promoteur concerné par l'ilot 1 ne prévoit pas d'habitat social, celui-ci sera supporté par d'autres ilots (par exemple, sur l'ilot 16, Territoire Habitat construit 30 logements). La commune de Belfort ne délaisse pas sa politique sociale puisque les estimations au 1^{er} janvier 2011 faisaient apparaître un quota approchant les 40% de logements sociaux sur son territoire.

Par ailleurs, l'emprise de la nouvelle zone NL(b) a été délimitée en tenant compte du périmètre physique réel. Seul le camping actuel, délimité par une clôture, et le parking

directement affecté à cet équipement, situé devant l'entrée, sont compris dans cette emprise. Cette zone NL(b) n'est constituée que de foncier appartenant à la VILLE DE BELFORT dont l'aménagement est maîtrisé par le biais d'un contrat d'affermage. Par conséquent, la définition d'un Coefficient d'Occupation des Sols ainsi qu'une limitation des droits à construire ne semblent pas utiles, d'autant qu'une révision générale du PLU est planifiée pour 2014, permettant ainsi, si nécessaire, un ajustement de la réglementation.

En ce qui concerne les nuisances liées aux bruits provenant de la piscine, elles seront amoindries par rapport à celles pouvant résulter de la piscine actuelle. En effet, le nouvel équipement sera situé plus à l'intérieur du camping donc plus éloigné des habitations riveraines. De plus, cette piscine ne sera ouverte que d'avril à octobre et n'est pas prévue pour une utilisation nocturne.

D'un point de vue environnemental, plusieurs aménagements sont prévus pour faciliter l'intégration de la piscine :

- toiture végétalisée pour les bâtiments annexes.
- traitement naturel des eaux de pluie,
- surface aménagée réduite pour limiter la zone d'imperméabilisation du sol,
- utilisation de matériaux naturels et de qualité,
- surface occupée par la piscine actuelle ré-engazonnée,
- limitation de la consommation énergétique par l'utilisation d'une pompe à chaleur. En moyenne, pour 1kWh électrique consommé, la pompe à chaleur restitue 3,2 kWh, c'est-à-dire que 75 à 80 % de l'énergie transférée à la piscine provient de l'air.

Enfin, je tiens à vous informer que je proposerai au Conseil Municipal, lors de l'approbation de la modification du PLU, de répondre favorablement, en ce qu'elles me semblent fondées, à l'ensemble des demandes exprimées par le Préfet dans son courrier en date du 4 juillet courant. Ainsi, je soumettrai à l'approbation des élus un complément d'une part, à l'en-tête de la zone NL, afin de spécifier clairement le secteur NL(b) du camping et d'autre part, à l'additif au rapport de présentation dans lequel il serait apporté des précisions quant à la définition du périmètre de ce secteur, précisions qui permettraient de mettre en évidence que les possibilités de construire sans limitation d'emprise seront bien circonscrites au seul secteur du camping. De même, je proposerai d'insérer dans l'additif des photos du site.

Pour terminer, je tenais également à vous faire part de ma surprise à la réception de votre document. Vous faites référence dans celui-ci à l'article R123-18 du code de l'environnement, modifié par l'article 3 du décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011. Je ne pensais pas être concerné par cette procédure compte tenu du fait que l'entrée en vigueur de ce décret portant réforme de l'enquête publique a été fixée au 1^{er} juin 2012 alors que l'arrêté municipal prescrivant l'ouverture de cette enquête était daté du 11 mai 2012. C'est cependant bien volontiers que j'ai répondu à vos remarques, ceci afin que vous puissiez disposer de tous les éléments nécessaires à la rédaction de vos conclusions.

Restant à votre disposition, veuillez agréer, Madame le Commissaire Enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées

Hubert BELZ
Adjoint au Maire



COMMUNE DE BELFORT

PLAN LOCAL D'URBANISME DE BELFORT

MODIFICATION

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

2012

1 - NOTICE EXPLICATIVE Additif au rapport de présentation

Modifié après enquête publique



SOMMAIRE

I - OBJET DE LA MODIFICATION	3
I - 1. La modification de l'emprise au sol des immeubles sis sur le lot 1 de la ZAC du PAB.....	3
I - 2. La construction d'une piscine et des locaux y afférents au camping de l'Etang des Forges.....	3
I - 3. Réduire les largeurs de voies imposées dans les parkings en épis.....	5
I - 4. Corriger une erreur matérielle dans les OAP de l'Eco-Quartier du Mont.....	5
II - SA TRADUCTION DANS LES DOCUMENTS DU PLU	5
II - 1. Incidences sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'Eco-Quartier.....	5
II - 2. Incidences sur le règlement écrit.....	5
Incidences sur les dispositions générales.....	5
Incidences sur les dispositions applicables aux zones naturelles.....	5
II - 3. INCIDENCES SUR LE ZONAGE.....	6
Incidences sur la planche Ouest.....	6
Incidences sur le plan de la ZAC du Parc à Ballon.....	6

I - OBJET DE LA MODIFICATION

Afin de répondre aux évolutions de la demande du marché immobilier et des besoins touristiques, la commune envisage de modifier son PLU pour :

- d'une part, une meilleure adéquation entre la constructibilité de l'îlot 1 de la ZAC du PAB et la demande de logement,
- d'autre part, d'améliorer notre attractivité touristique par la construction d'une piscine au camping municipale,

Par ailleurs, il est proposé de profiter de cette procédure pour :

- réduire les contraintes de largeur de voies dans les parkings en épis,
- corriger une erreur matérielle dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'éco-quartier.

1 – 1. La modification de l'emprise au sol des immeubles sis sur le lot 1 de la ZAC du PAB.

Lors de l'élaboration des plans de zonage de la ZAC du PAB, la constructibilité des îlots a été limitée par le biais d'une emprise maximum au sol. Ainsi, sur l'îlot 1, le long de l'avenue du champ de mars, la profondeur d'une partie du bâti est limitée à 17 mètres. Si cette prescription est adaptée à l'édification de maisons de ville ; elle est plus problématique pour les immeubles collectifs.

Or, les études de commercialisation de cet îlot montrent que la demande porte aujourd'hui dans ce secteur plus sur des appartements que sur de petites maisons.

Aussi, la commune ayant tout intérêt à ce que les logements construits dans la ZAC du PAB soient en adéquation avec la demande, il est proposé de passer la largeur admissible à 20 m pour les retours des bâtiments à construire sur l'îlot 1.

1 – 2. La construction d'une piscine et des locaux y afférents au camping de l'Etang des Forges.

Classé 3 étoiles et certifié « Camping Qualité », le camping de l'Etang des Forges est le plus important du département en nombre de nuitées. Ce nombre augmente régulièrement depuis 2006.

Afin de poursuivre dans ce dynamisme et proposer un niveau de confort et de service supérieur, il est nécessaire de remplacer l'actuelle piscine ZODIAC, acquise en 2004 et devenue obsolète. L'aménagement d'une piscine enterrée sera un atout important supplémentaire. Elle permettra notamment d'attirer les « tours

operators » et les comités d'entreprises, qui réclament ce type d'équipement dans leur référencement.

Cet investissement, sur la base d'estimations modérées, devrait amener une hausse de la fréquentation de l'ordre de 4% en 2014, première année complète de fonctionnement de la piscine enterrée, par rapport à l'année de référence.

Compte tenu des aménagements déjà réalisés dans le camping (sanitaires, mobil home, ...), ce secteur a perdu son caractère naturel.



Par conséquent, le projet d'installer une piscine enterrée et ses locaux annexes n'aura pas pour effet de porter atteinte à l'équilibre de cette zone d'autant plus que le nouveau sous-secteur NL(b) créé dans lequel ces aménagements seraient autorisés est circonscrit au seul camping tel qu'il est aujourd'hui délimité par la clôture et le parking situé devant l'entrée et directement affecté à cet équipement. De plus, la présente modification n'aurait comme conséquence que de permettre la construction d'une piscine et des locaux liés à son fonctionnement

Le projet ne porterait pas non plus atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables qui n'édicte aucune protection particulière de ce site. Ce projet ne réduit pas non plus une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels. Par conséquent, ces adaptations de la zone NL peuvent être opérées par le biais de la procédure de modification de PLU.

I – 3. Réduire les largeurs de voies imposées dans les parkings en épis.

L'application des normes concernant la largeur des voies desservant les stationnements en épis a montré que les 4.5 m imposés dans nos dispositions générales étaient excessifs et qu'une largeur de 3.5 m suffirait. Aussi, il est proposé d'assouplir cette règle et de la fixer à 3.5 m comme pour les stationnements longitudinaux.

I – 4. Corriger une erreur matérielle dans les OAP de l'Eco-Quartier du Mont

Lors de la rédaction des Orientations d'Aménagement et de Programmation (AOP) de l'Eco-Quartier adoptées lors de la modification du PLU du 2 décembre 2011, une faute de frappe a été faite au niveau de la largeur minimum des venelles. En effet, il ne faut pas lire 5 m (ce qui serait en contradiction avec les indications portées sur le plan d'aménagement) mais 3 m. Il convient donc de corriger cette erreur.

II - SA TRADUCTION DANS LES DOCUMENTS DU PLU

La présente modification a des conséquences sur :

- les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'Eco-Quartier
- le règlement écrit,
- le zonage.

II - 1. Incidences sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation de l'Eco-Quartier.

Seule est modifiée la largeur minimum des venelles qui passera de 5 m à 3 m.

II - 2. Incidences sur le règlement écrit.

Incidences sur les dispositions générales.

- **DG Article 11.1 – configuration des places de stationnement des véhicules.**

Le recul minimum face à une construction, une limite séparative ou une aire de stationnement pour le stationnement en épis passe de 4,5 m à 3,5 m.

Incidences sur les dispositions applicables aux zones naturelles

- **Dans le chapitre d'entête présentant la zone NL**

Il est précisé clairement l'existence de 2 sous-secteurs spécifiques : NL(a) pour le terrain d'accueil des gens du voyage et NL(b) pour celui du camping de l'Etang des Forges

- **N article 2.- types d'occupation ou d'utilisation des sols soumis a des conditions particulières**

- L'article 2.7 est complété par un 2^{ème} alinéa qui précise que la limitation à 20 m² des constructions isolées ne concerne les locaux autorisés dans le secteur NL(b) et liés au fonctionnement de la piscine du camping (bar vestiaires, locaux techniques pool house) dont l'emprise au sol cumulée pourra atteindre 200m² maximum

- Dans un nouveau point 2.10, dans le sous-secteur NL(b) nouvellement créé de la zone NL et correspondant à l'emprise du camping, il est proposé d'autoriser la construction d'une piscine et des locaux y afférents (bar vestiaires locaux techniques pool house) sans que l'emprise au sol totale de ces locaux annexes n'excède 200m²

- **N Article 9.1 - Emprise au sol pour les secteurs NL et Nc**

La limitation de l'emprise au sol des surfaces bâties à 2 % de la surface du terrain ainsi que la limitation de l'emprise de chaque bâtiment ne s'appliqueraient plus dans le secteur NL(b) ou l'emprise au sol des constructions liées au fonctionnement de la piscine serait de 200m² maximum au total (hors emprise de la piscine en ce qu'elle ne constitue pas un bâtiment et à ce titre n'est pas comptabilisée dans les surfaces bâties)

- **N Article 10.1- Hauteur des constructions pour le secteur NL(b)**

Alors que la hauteur absolue maximum pour les constructions est de 5 mètres à l'égout du toit pour l'ensemble de la zone NL la hauteur relative des bâtiments de la piscine seraient également limitée à un rez-de-chaussée de façon à ce que la végétation actuelle ne soit pas impactée et fasse toujours écran entre l'environnement et les constructions nouvelles

II - 3. INCIDENCES SUR LE ZONAGE.

Incidences sur la planche Ouest

- **Secteur de l'étang des Forges**

L'emprise du camping est matérialisée par la création d'un sous-secteur au sein de la zone NL et dénommé NL(b).

Incidences sur le plan de la ZAC du Parc à Ballon

- **Ilot 1.**

La largeur de l'emprise maximum au sol des constructions est portée de 17 m à 20 m à l'ouest des 3 îlots.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

(Extraits)

La zone **N** correspond aux secteurs à protéger en raison de la qualité des sites, des paysages ou de l'existence d'une exploitation forestière. Cependant, des ouvrages d'infrastructures pourront y être aménagés sous conditions.

Elle est divisée en plusieurs secteurs :

1. **Le secteur N1** est un secteur à protéger au sens strict : zone de site, de vue, boisée ou non.
2. **Le secteur NL** est un secteur à vocation de loisirs avec occupation "légère" du sol qui ne recevra que des aménagements liés à la promenade, pique-nique, loisirs.
Il inclut le sommet du Salbert (non boisé), "les promenades d'Essert-Hatry", les Glacis du Château, les berges de la Savoureuse à aménager, l'Étang des Forges, l'espace vert récréatif à créer en bordure de la zone du Champ de Mars et les sous-secteurs spécifiques NL(a) du terrain d'accueil des gens du voyage et NL(b) du terrain de camping de l'Étang des Forges.
3. **Le secteur Nc** : Secteur des jardins ouvriers.
4. **Le secteur Nm** : Zone militaire non construite.
5. **Le secteur N-BOU** : zone naturelle de l'ancienne zone d'aménagement concertée dite « Z.A.C. BOUGENEL » créée par arrêté préfectoral du 19.12.1980 et supprimée par délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 2006. Il est régi par les mêmes dispositions que la zone **NL**.

SECTION I - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DES SOLS

N ARTICLE 1.- TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS INTERDITS

- 1.1. Toute installation ou construction isolée ou groupée non visée à l'article N2.
- 1.2. Tout défrichement dans les espaces boisés classés figurant au plan de zonage. Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable sauf dans les forêts soumises au régime forestier.

N ARTICLE 2.- TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS SOUMIS A DES CONDITIONS PARTICULIERES

SUR L'ENSEMBLE DE LA ZONE N :

- 2.1. Les extensions de bâtiments ou équipements existants s'ils sont d'intérêt publics.
- 2.2. Les équipements ou infrastructures s'ils sont nécessaires à la collectivité y compris les constructions liées à leur fonctionnement et à leur exploitation.

Après enquête publique

- 2.3. Les affouillements et exhaussements des sols nécessaires à des travaux de construction ou d'aménagement paysager et à tout dispositif concernant l'équipement de la zone (limités à la durée de ces mêmes travaux et sous réserve de présenter un aspect final aménagé), ainsi que ceux liés à la restauration des rivières et à la maîtrise des inondations.

EN SECTEUR N1 :

- 2.4. Les exploitations sylvicoles si elles sont situées dans les espaces boisés existants.
- 2.5. Les installations légères si elles sont liées aux sentiers de promenade et parcours sportifs.
- 2.6. L'aménagement des constructions si elles sont existantes (amélioration/reconstruction) conformément aux articles 5 et 6 des Dispositions Générales.

EN SECTEUR N° :

- 2.7. Les aménagements s'ils sont liés à la promenade et à la randonnée, les aires de pique-nique (buvette...), les aménagements légers et infrastructures de sports et loisirs. Les constructions isolées autorisées auront une emprise au sol maximale de 20 m². Au-delà de cette emprise, il sera demandé un schéma d'aménagement du secteur de loisirs approuvé par le Conseil Municipal.

Ne sont pas concernés par le précédent alinea, les locaux autorisés dans le secteur NL(b) et les au fonctionnement de la piscine du camping (bar, vestiaires, locaux techniques, pool house, ...) dont l'emprise au sol cumulée pourra atteindre 200m² maximum conformément à l'article 9.1 al 3

- 2.8. Le stationnement des caravanes des gens du voyage ainsi que les aménagements et bâtis nécessaires à condition d'être exclusivement sur le site qui leur est réservé (NL (a)).
- 2.9. Les aménagements des quais de la Savoureuse en quais urbains sous réserve d'être compatibles avec les exigences du PPRI.
- 2.10. En zone NL (b), la construction d'une piscine et des locaux y afférents a la condition que l'emprise au sol totale de ces locaux annexes n'excede pas 200m²

(...)

SECTION II - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DES SOLS

(...)

N ARTICLE 9.- EMPRISE AU SOL

9.1. POUR LES SECTEURS NL ET Nc

L'emprise au sol des surfaces bâties ne peut dépasser 2 % de la surface du terrain, sauf en secteur NL(b).

De plus, chaque bâtiment ne devra pas, conformément à l'article N2, avoir une emprise au sol supérieure à 20 m² (sauf dans le cas d'un schéma d'ensemble) en secteur **NL**, et à 12 m² en secteur **Nc**.

Ce dernier alinea ne s'applique pas à la piscine et aux constructions liées à son fonctionnement (bar, vestiaires, locaux techniques, pool house...) autorisées dans le secteur NL(b). Cependant, l'emprise au sol cumulée desdits bâtiments annexes ne pourra dépasser 200m²

Après enquête publique

9.2. DANS LES AUTRES SECTEURS

L'emprise au sol n'est pas réglementée.

N ARTICLE 10.- HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.1. POUR LE SECTEUR NL

La hauteur maximum pour les constructions est de 5 mètres à l'égout du toit.

De plus, dans le secteur NL(b) du camping, la hauteur des locaux liés au fonctionnement de la piscine (bar, vestiaires, locaux techniques, pool house,...) est de un niveau (RDC) maximum

10.2. DANS LES AUTRES SECTEURS

La hauteur des constructions n'est pas réglementée.

(...)

Objet de la délibération

12-133

Procédure de suppression
de l'alignement de la rue
Vauthrin

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT

☞☞☞

Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.

TRANSMIS SUR OK-ACTES

28 SEP. 2012



Direction Générale des Services Techniques
Service Urbanisme

DELIBERATION

de M. Hubert BELZ, Adjoint

Références
Mots clés

HB/URBA/CW - 12-133
Urbanisme - Code matière : 2.1

Objet

Procédure de suppression de l'alignement de la rue Vauthrin

La rue du Docteur Vauthrin est une petite rue située au Nord-Est du centre historique de Belfort et qui relie l'avenue de la Laurencie au faubourg de Brisach. Cette voie, en sens unique, n'est utilisée que pour la desserte des riverains (cf. plan de situation – annexe 1).

Un plan d'alignement a été instauré par délibération du Conseil Municipal, réuni en séance le 26 janvier 1967. A ce jour, aucune acquisition n'a été réalisée pour permettre l'élargissement de cette voie. Cet alignement est extrêmement contraignant, essentiellement du côté Est de la voie (cf. copie du plan d'alignement – annexe 2). Plusieurs permis de construire ont déjà dû être refusés dans cette rue.

Par conséquent, il serait souhaitable d'abroger l'alignement de la rue du Docteur Vauthrin. Cette abrogation est soumise à enquête publique de 15 jours. A l'issue de ce délai, le commissaire-enquêteur dispose d'un délai d'un mois pour rendre son rapport et ses conclusions motivées. Le Conseil Municipal sera saisi à nouveau pour statuer définitivement sur l'abrogation de ce plan d'alignement.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE le lancement de la procédure de suppression de cet alignement, et par conséquent, la mise à enquête publique.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



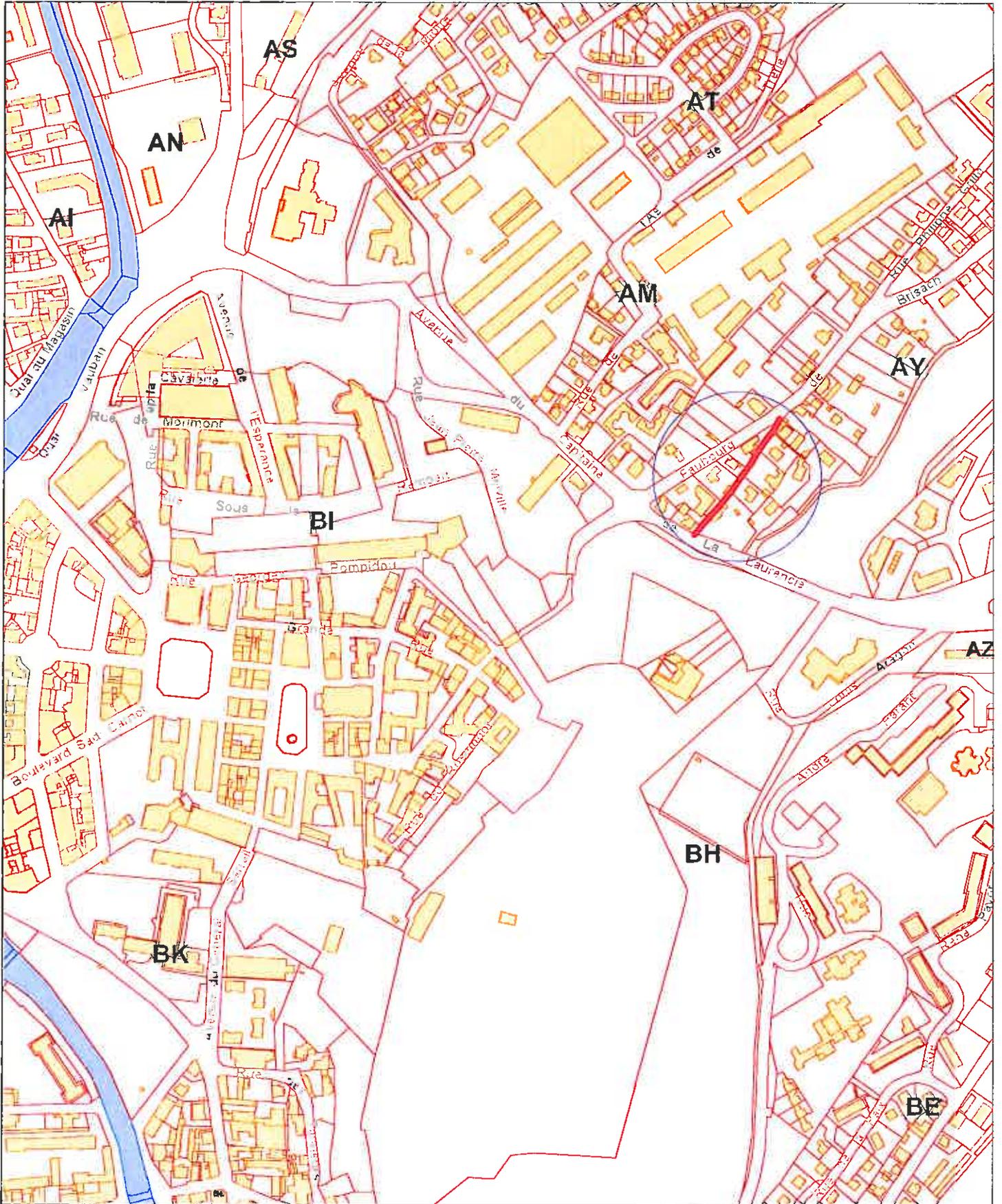
Thierry CHIPOT

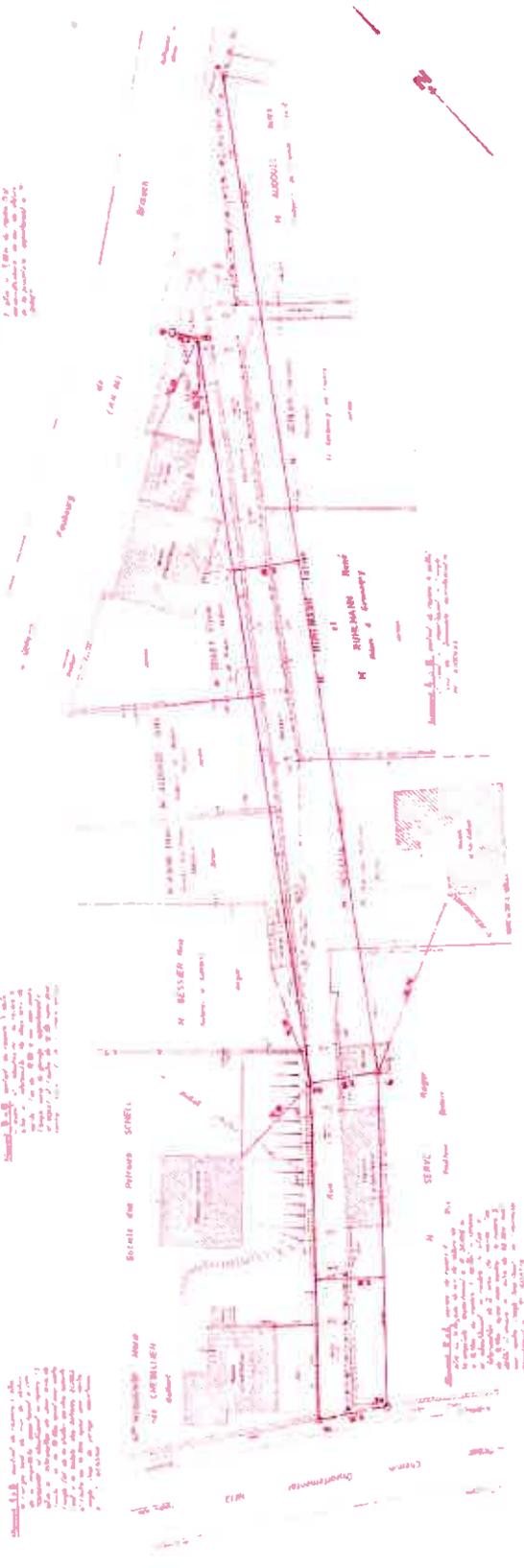


rue Vauthrin

Plan de Situation

1/5 000





22

VILLE de BELFORT

Rue du docteur VAUTHRIN

plan des alignements

Echelle 1/200

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-134

Projet de réhabilitation
du square Emile
Lechten – Travaux de
maintenance et de
rénovation

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction Générale des Services
Techniques
Direction des Espaces Verts

DELIBERATION

de Mme Céline RAIGNEAU, Adjointe
présentée par M. Etienne BUTZBACH, Maire

Références
Mots clés

CR/VS/AH/MV - 12-134
Espaces Verts - Code matière : 1.1

Objet

Projet de réhabilitation du square Emile Lechten - Travaux de maintenance et de rénovation

Lors de la Municipalité du 2 novembre 2010, le projet de réhabilitation du square Emile Lechten vous a été présenté.

La Municipalité s'était alors prononcée favorablement sur la nécessité d'une rénovation du square, ainsi que d'une profonde réhabilitation de certaines infrastructures du parc, dans la limite des crédits disponibles.

Dans ce cadre, une enveloppe d'un montant de 375 000 €, répartie sur 3 ans, de 2012 à 2014, est arrêtée.

L'objet de ce présent rapport est de proposer un programme d'aménagement en adéquation avec ce budget.

1) Le projet

L'enveloppe attribuée pour le réaménagement du square permettra des travaux de maintenance. Ces travaux porteront sur les ouvrages les plus dégradés, à savoir les allées et circulations.

Cette rénovation consiste donc à remettre en état toutes les allées et comprend :

- La mise au gabarit et la reprise si nécessaire du tracé.
- L'amélioration et l'extension du système d'assainissement pluvial.
- La reprise complète des fondations.
- La délimitation des circulations au moyen de bordures métalliques.
- L'application des nouveaux revêtements.
- La réfection des seuils des entrées.
- La remise en état des escaliers de la porte monumentale.

L'ensemble de ces travaux intègre également la mise aux normes d'accessibilité de l'espace public aux personnes en situation de handicap.

Le coût prévisionnel est de 382 300 € TTC, dont 7 300 € TTC en report de 2011.

II) Budget et phasage

L'enveloppe prévisionnelle est de 375 000 € TTC, répartie sur 3 ans, soit 125 000 € TTC par an.

Une somme de 125 000 € est inscrite au Budget Primitif 2012 dans le cadre du PPI pour la réhabilitation des squares. Un report de 7300 € TTC est également disponible, ce qui porte le crédit pour 2012 à 132 300 € TTC.

Ce tableau détaille le phasage de l'opération

	1 ^{re} tranche 2012	2 ^{ème} tranche 2013	3 ^{ème} tranche 2014
Rénovation des allées : mise au gabarit et reprise du tracé, fondations, bordures métalliques, revêtements	112 300€ TTC	125 000€ TTC	113 000€ TTC
Amélioration et extension du système d'assainissement	20 000€ TTC		
Réfection des seuils des entrées.			8 000€ TTC
Remise en état des escaliers de la porte monumentale			4 000 € TTC
Total par phase	132 300€ TTC	125 000€ TTC	125 000€ TTC
Total général		382 300€ TTC	

III) Calendrier

Un appel d'offres est prévu pour être lancé en octobre 2012. La 1^{ère} tranche de travaux pourrait débuter en décembre 2012 pour s'achever en avril 2013 et serait immédiatement suivie par la réalisation de la 2^{ème} tranche, d'avril à juin 2013. La 3^{ème} tranche serait réalisée de mars à mai 2014.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

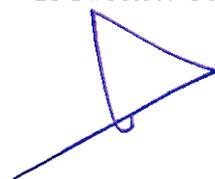
Par 44 voix pour (unanimité des présents),

ADOpte le projet de réhabilitation du square Lechten.

AUTORISE M. le Maire à lancer les appels d'offres ouverts et à signer les marchés de travaux à venir.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

- 1 OCT. 2012

Objet : Projet de réhabilitation du square Emile Lechten - Travaux de maintenance et de rénovation

VILLE DE BELFORT
SERVICE DES ESPACES VERTS

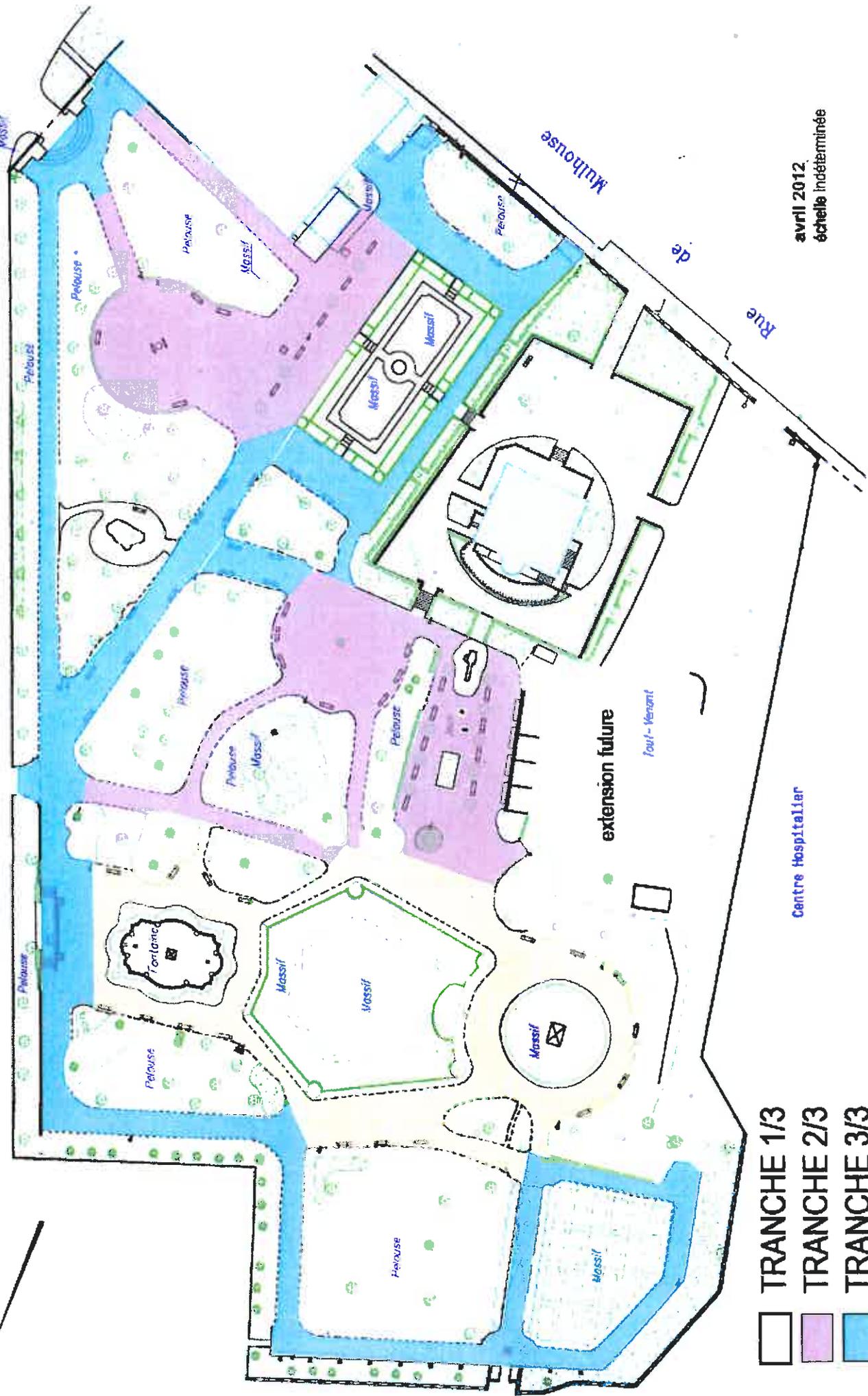
réhabilitation du Square Lechten
travaux de maintenance et de rénovation
PLAN DE PHASAGE

JAURES

Jean

Avenue

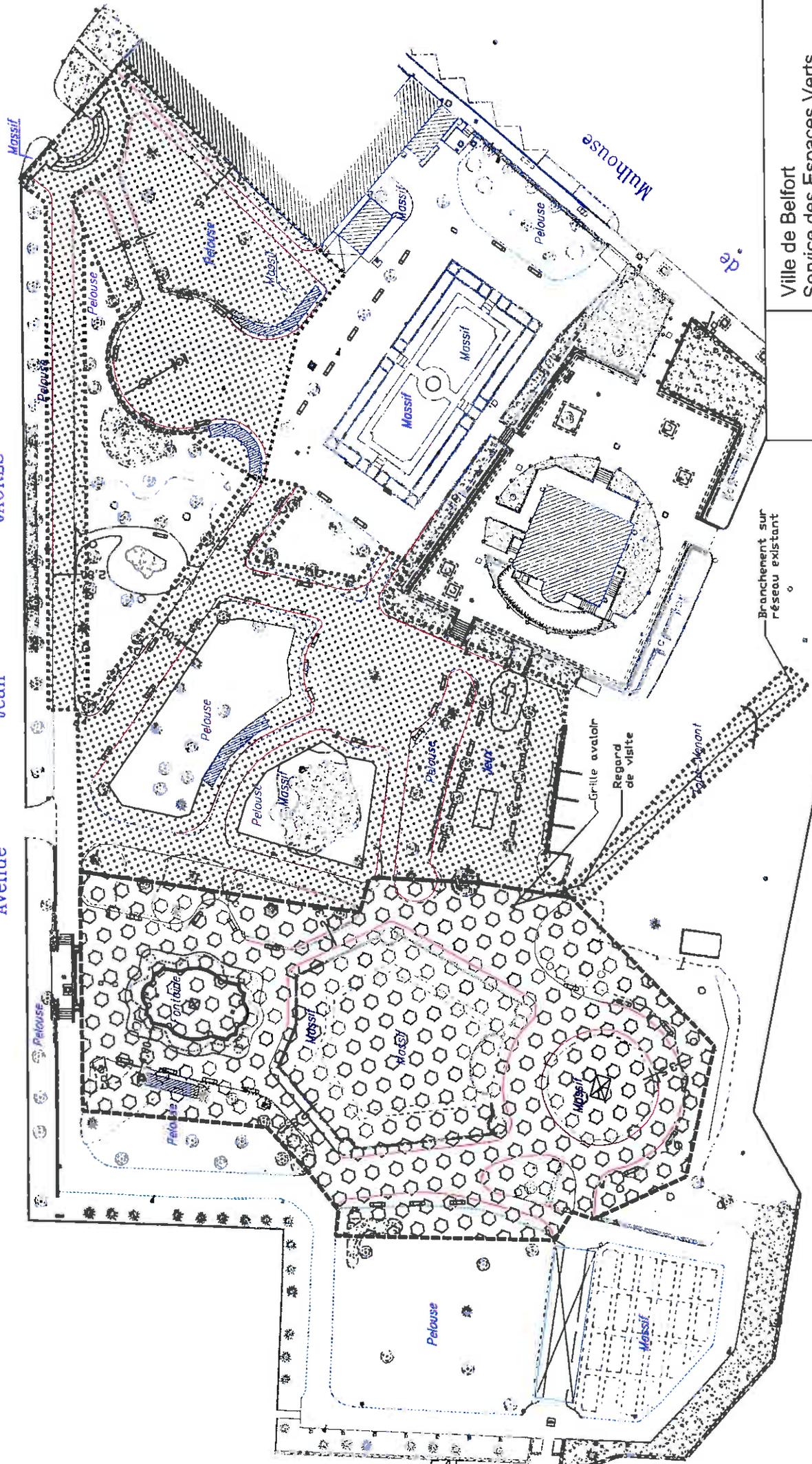
z



-  TRANCHE 1/3
-  TRANCHE 2/3
-  TRANCHE 3/3

avril 2012
échelle indéterminée

Avenue Jean JAURES



Ville de Belfort
 Service des Espaces Verts
Square Lechten
 Travaux de maintenance
 et de rénovation

VILLE DE
BELFORT

Echelle 1/500
 Juillet 2012

Tranche ferme
 Tranche conditionnelle

Banc dépose - repose
 Banc dépose
 Bordure métallique
 Noue

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-135

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Reconduction du
dispositif d'entretien des
pelouses sèches de Belfort

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoints ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction Générale des Services Techniques
Service Environnement

DELIBERATION

de Mme Céline RAIGNEAU, Adjointe
présentée par M. Etienne BUTZBACH, Maire

Références
Mots clés

CR/GG - 12-135
Environnement - Code matière : 8.8

Objet

Reconduction du dispositif d'entretien des pelouses sèches de Belfort.

1. Objectif

Les pelouses sèches de la Justice, de la Miotte et du Château forment des espaces de grande valeur écologique de par la présence d'espèces végétales et animales rares. Leur préservation est un enjeu important pour notre Ville, d'autant qu'elles participent, à l'échelle du département, à un réseau allant de Denney à Bourogne. La conservation de ce réseau a été estimée comme prioritaire lors de l'établissement de la Trame Verte et Bleue départementale par le Syndicat Mixte du SCOT.

Pour préserver ces milieux remarquables, la Ville de Belfort a signé en 2011 une convention d'entretien avec le Lycée Agricole Lucien Quelet et le Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN). Le but est de lutter contre l'enfrichement progressif des pelouses, occasionnant la disparition des espèces patrimoniales.

Ainsi, une vingtaine de lycéens, sous le contrôle scientifique du CREN, sont intervenus en novembre 2011, puis en février 2012, afin d'assurer le débroussaillage de la pelouse de la Justice. Le travail effectué est tout à fait remarquable et on peut d'ores et déjà noter la reconquête par les plantes rares des espaces libérés.

Compte tenu de l'ampleur du travail à effectuer, l'activité du Lycée Quelet a été limitée à la seule pelouse de la Justice qui présente à la fois le plus grand intérêt botanique et le niveau d'enfrichement le plus élevé.

Pour permettre la poursuite de cette démarche, quelques points doivent toutefois être améliorés, notamment l'utilisation par le Lycée Quelet d'un broyeur permettant d'optimiser la gestion des déchets verts.

En effet, la difficulté à compacter les végétaux supprimés a entraîné une rotation trop importante des bennes de collecte, cette dernière étant assurée par les équipes de la Ville. Toutefois, l'utilisation d'un broyeur thermique demandera un renforcement des conditions de sécurité (présence d'un formateur supplémentaire du lycée) et une augmentation de l'équipement des lycéens devant intervenir sur le site.

Avec ces modifications, le coût annuel à la charge de la Ville de Belfort s'élèvera à 6 262,00 € TTC (3 247 € pour le Lycée Quelet et 3 015 € pour le CREN). Le projet de convention encadrant cette démarche pour les trois prochaines années est annexé aux présentes.

A noter que cette opération est subventionnée dans le cadre des mesures supplémentaires pour l'environnement de la LGV Rhin-Rhône, avec le plan de financement suivant :

Dépenses (en € TTC)		Financement	
Interventions 2011-2012	4 870 €	RFF (67%)	16 000 €
Interventions 2012-2013	6 262 €	Ville de Belfort (33%)	7 656 €
Interventions 2013-2014	6 262 €		
Interventions 2014-2015	6 262 €		
TOTAL	23 656€	TOTAL	23 656€

Au regard des différents éléments ainsi présentés,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

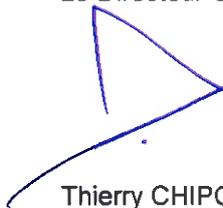
Par 44 voix pour (unanimité des présents),

VALIDE la reconduction du dispositif d'entretien des pelouses sèches de Belfort, tel que proposé.

AUTORISE M. le Maire à signer la convention y afférente.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

Objet : Reconduction du dispositif d'entretien des pelouses sèches de Belfort



Entre, d'une part :

la Ville de BELFORT

Hôtel de Ville de BELFORT et de la Communauté d'Agglomération

Place d'Armes - 90020 BELFORT Cedex

Représentée par son Maire, M. Etienne BUTZBACH, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2012,

et, d'autre part :

le **Lycée Lucien QUELET**

95 rue de Turenne - 90300 VALDOIE,

Représenté par son Proviseur, Mme Myriam HUET,

et

le **Conservatoire Régional des Espaces Naturels de Franche-Comté**

7 rue Voirin - 25000 BESANCON

Représenté par sa Présidente, Mme Anne VIGNOT

Préambule

Afin de préserver et de restaurer le réseau de pelouses sèches du département, le Conseil Général du Territoire de Belfort a élaboré un programme dans le cadre des «mesures supplémentaires pour l'environnement de la LGV Rhin-Rhône». Ce programme a été mis en œuvre en partenariat avec le CBN FC, le CREN FC et la Chambre d'Agriculture. Les propriétaires, principalement les communes, ont été associés à cette démarche.

Ceci a abouti, notamment, à la rédaction par le Conservatoire Régional des Espaces Naturels de Franche-Comté de plans de gestion quinquennaux pour les pelouses sèches qui ont été identifiées.

La Ville de BELFORT, consciente de la richesse de son patrimoine naturel, s'est impliquée dans cette démarche, notamment pour les pelouses situées aux lieux-dits «La Miotte» et «La Justice».

La présente convention entre dans le cadre de la mise en œuvre des plans de gestion de ces deux sites.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de favoriser les relations entre les parties signataires pour l'organisation d'actions concertées dans le domaine de l'entretien et de l'aménagement d'espaces naturels d'intérêt floristique et faunistique.

ARTICLE 2 : Cadre

Les actions visées entrent dans le cadre de la formation des élèves de la filière technologique Sciences et Technologies de l'Agronomie et du Vivant, soit au titre de l'enseignement d'initiative locale «aménagement et valorisation des espaces», soit au titre de l'enseignement facultatif de pratiques professionnelles.

Elles se déroulent, soit dans le cadre de travaux pratiques répartis sur l'année scolaire, soit dans le cadre d'un stage collectif.

ARTICLE 3 : Nature du partenariat**La Ville de BELFORT :**

- assure la coordination générale de l'opération,
- confie au CREN FC les missions scientifiques et l'appui technique nécessaire à la mise en application des plans de gestion qu'il a rédigés,
- donne l'accès au site de la Justice au Lycée Lucien QUELET pour y réaliser des enseignements pratiques et théoriques dans le domaine de l'entretien et de l'aménagement d'espaces, notamment :
 - o des interventions sur le couvert végétal, s'inscrivant dans le plan de gestion de ces secteurs,
 - o des interventions en vue de la valorisation du patrimoine faunistique et floristique de la zone,
- assure l'évacuation des déchets verts,
- permet la mise à disposition du Lycée Lucien QUELET des moyens nécessaires à ses interventions, comme indiqué dans la liste ci-jointe,
- verse une gratification au bénéfice de la classe pour l'organisation de sorties pédagogiques.

Dans le cadre des moyens financiers disponibles, le Conservatoire Régional des Espaces Naturels :

- fixe annuellement les priorités d'intervention, en concertation avec les enseignants et le Service Environnement de la Ville de BELFORT,
- apporte son appui technique et scientifique en vue de la préparation des chantiers par les enseignants, de leur réalisation par les élèves et de leur valorisation pédagogique,
- réalisera un suivi scientifique concernant l'impact de la gestion mise en place.

Dans le cadre des horaires des modules concernés et des différents objectifs pédagogiques poursuivis, le Lycée Lucien QUELET :

- Utilise comme support pédagogique les plans de gestion de gestion procurés par le CREN et la Ville de BELFORT.
- Il réalise avec les élèves les opérations d'entretien de la pelouse sèche de la Justice en vue de développer des techniques professionnelles liées au référentiel du diplôme.
- Il participe au suivi de l'évolution de la flore et de la faune sur les espaces entretenus.
- Il peut préparer et s'inscrire dans une action de communication relative à la gestion patrimoniale de ces espaces.

ARTICLE 4 : Organisation matérielle et financière des chantiers

Le Conservatoire Régional des Espaces Naturels établit, en partenariat avec le Lycée Lucien QUELET et la Ville de BELFORT le calendrier et la préparation des chantiers et en prévoit les moyens.

Les moyens techniques nécessaires seront mis à disposition, comme indiqué dans la liste ci-jointe.

Le lycée assure avec ses véhicules le déplacement des élèves sur le terrain ou les prend en charge, en cas de recours à une société de transport.

Le lycée prend à sa charge les repas sur le chantier ainsi que les fournitures pédagogiques (photos, photocopies), liés à l'étude et aux chantiers.

Les enseignants interviennent dans le cadre du contrat qui les lie avec le lycée.

Sur la base d'un programme d'intervention, la Ville de BELFORT assure la prise en charge financière des interventions du CREN FC, réalisées à l'occasion de la préparation et du suivi des chantiers.

ARTICLE 5 : Responsabilités et assurances

1 - Pendant les chantiers, les élèves sont placés sous l'autorité et la responsabilité d'un enseignant du lycée. Celui-ci veille en particulier au respect des règles de sécurité et à la qualité du travail réalisé. La Ville de BELFORT peut être associée à l'encadrement du groupe, mais elle ne peut se substituer à l'enseignant dans ses prérogatives.

2 - Les élèves bénéficient du régime de l'assurance accident des salariés agricoles concernant les accidents du travail.

Toutefois, cette prise en charge des accidents est conditionnée à :

- l'interdiction de certains travaux et de l'utilisation de certaines machines et appareils et/ou à l'obtention de dérogation machines dangereuses pour les élèves mineurs (cf. liste matériels et travaux autorisés dans le cadre de la formation),
- l'obligation de disposer d'équipements de travail et, en cas de besoin, d'équipements de protection individuelle conformes à la réglementation.

3. Dans le cadre d'un stage collectif, une convention de stage est établie avec la Ville de BELFORT.

L'établissement souscrit un contrat collectif auprès de la MAIF (Contrat n°.....) qui couvre les dommages matériels accidentels causés par le stagiaire aux biens du maître de stage et la commune est tenue d'assurer les stagiaires dans le cadre de sa responsabilité civile.

ARTICLE 6 : Participations financières annuelles.

Les participations financières annuelles prises en charge par la Ville de BELFORT sont fixées comme suit :

- Achat des équipements de sécurité par le lycée : **2032,00 €**
- Location du matériel par le lycée et gratification de la classe : **1 215,00 €**
- Intervention du CREN FC : **3 015,00 €**

ARTICLE 7 : Durée de la convention.

La présente convention est établie pour 3 ans à compter de sa signature.

Chacune de ces trois parties pourra toutefois y mettre fin par un simple courrier, avec un préavis de deux mois.

Fait à BELFORT, le

Pour le Lycée Lucien QUELET
Le Proviseur,

Pour le Conservatoire Régional
des Espaces Naturels,

Pour la Ville de Belfort
Le Maire,

Myriam HUET

Anne VIGNOT

Etienne BUTZBACH

BESOINS EN MATERIELS POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA CONVENTION

Matériel à moteur thermique :

- débroussailleuses équipées de disques ou de lames (4 ou 5)
- une petite tronçonneuse (guide de + ou - 30 cm)
- un broyeur thermique.

Dérogation à demander par l'établissement pour élèves mineurs. Formation à l'utilisation au préalable au lycée par les enseignants d'aménagements paysagers.

Ce matériel devra être exclusivement celui de l'établissement pour faciliter les démarches de dérogation machines dangereuses et se limiter à la responsabilité de l'établissement en cas d'accident.

Petit matériel de taille :

- 5 ébrancheurs (= sécateurs de force)
- 2 ou 3 serpes
- 5 scies égoïnes d'élagueur de qualité supérieure
- 5 râteliers à fâner
- 5 griffes à 4 dents
- 5 fourches
- 3 fourches à cailloux
- des bâches renforcées et avec poignées pour le transport des déchets verts (plus pratiques que les brouettes pour ce type de travail)
- des brouettes (2 ou 3).

Matériel pouvant être mis en commun Lycée Lucien QUELET/CREN/Ville de BELFORT.

Equipements de sécurité :

- 2 paires de bottes avec coque métallique pour tronçonnage dans deux pointures différentes (grands pieds pour les garçons et plus petits pour les filles)
- 2 cottes en Kevlar pour tronçonnage (en deux tailles)
- autant de casques de protection (tête et visière) que de matériels à moteur
- EPI : chaque élève devra être équipé :
 - . d'une paire de chaussures de sécurité
 - . d'une paire de gants de travail
 - . d'une paire de protections auditives
 - . d'un pantalon de travail
 - . d'un sécateur.

L'acquisition de ces équipements sera financée par la Ville de BELFORT.

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-136

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Acquisition d'une
parcelle de terrain sise à
Belfort rue Olympe de
Gougues

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Lalifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMISS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



CONSEIL MUNICIPAL
du 27. 9.2012

Direction des Affaires Juridiques

DELIBERATION

de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

Références
Mots clés

DAJ/AF - 12-136
Foncier/Patrimoine - Code matière : 3.1

Objet

Acquisition d'une parcelle de terrain sise à Belfort rue Olympe de Gouges

La Ville de Belfort souhaite acquérir une partie de parcelle, propriété de l'Etat, actuellement louée à l'AFPA.

Il s'agit d'une bande de terrain de 3 mètres de large, soit environ 187 m², en parallèle à la rue Olympe de Gouges, issue de la parcelle sise à Belfort, cadastrée section BT n° 47.

Cette bande de terrain s'avère nécessaire à la commune pour la réalisation d'une piste cyclable, qui longerait le trottoir existant (voir plans en annexe).
Selon l'avis du Domaine ci-joint, la valeur vénale est de 15 € HT/m². Le montant de l'acquisition devrait donc s'élever à 2 805 €. En sus, la commune prendra en charge les frais liés à cette opération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

APPROUVE le principe et les conditions de cette acquisition auprès de l'Etat.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer tous actes nécessaires à cette opération.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme

Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

- 1 OCT.

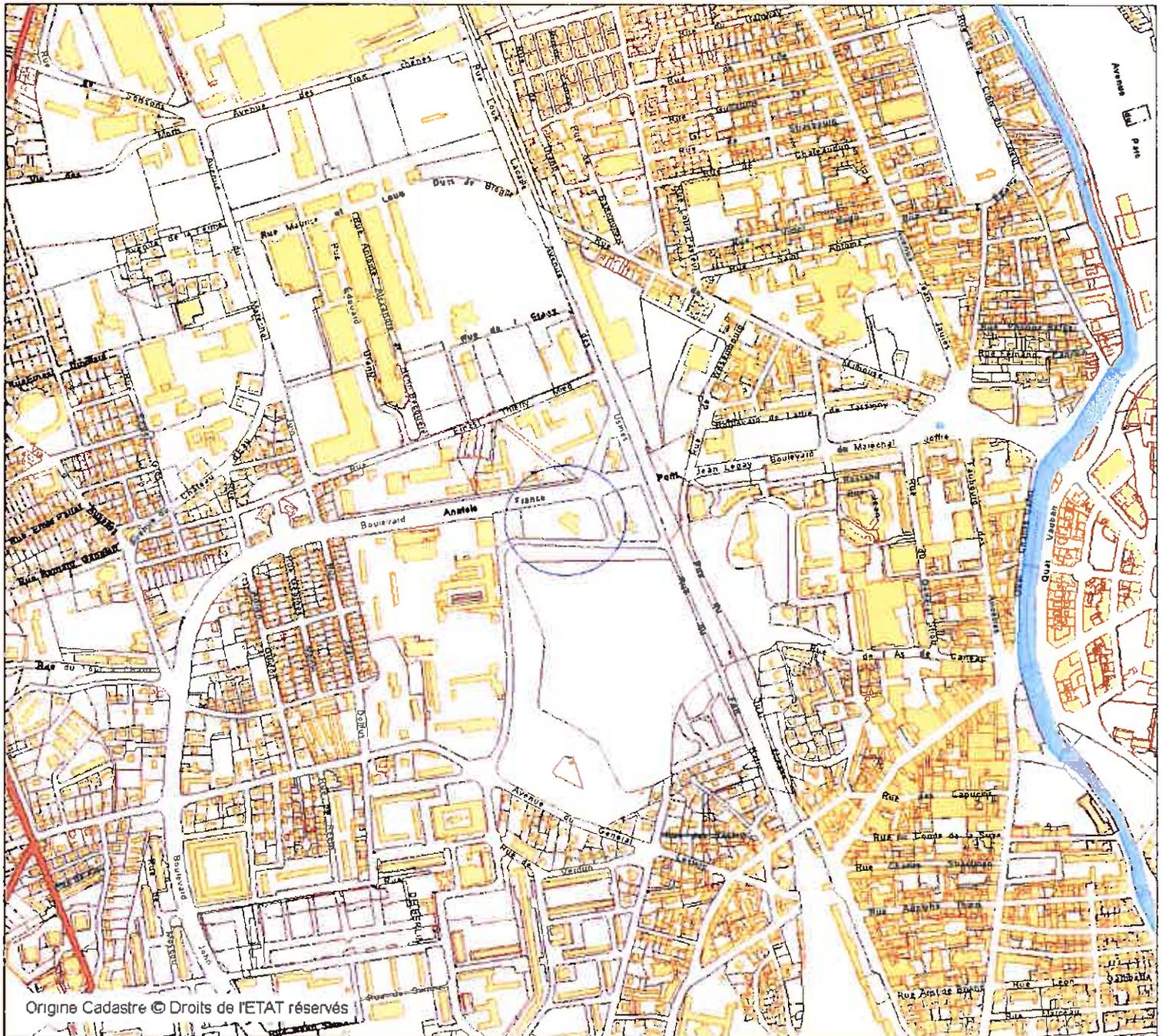
Hôtel de VILLE DE BELFORT et de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine
Place d'Armes - 90020 Belfort Cedex
Tél. 03 84 54 24 24 - Fax 03 84 21 71 71
www.ville-belfort.fr

COMMUNE DE BELFORT

Rue Olympe de Gouges

Plan Parcellaire

1/10 000



Etat Parcellaire

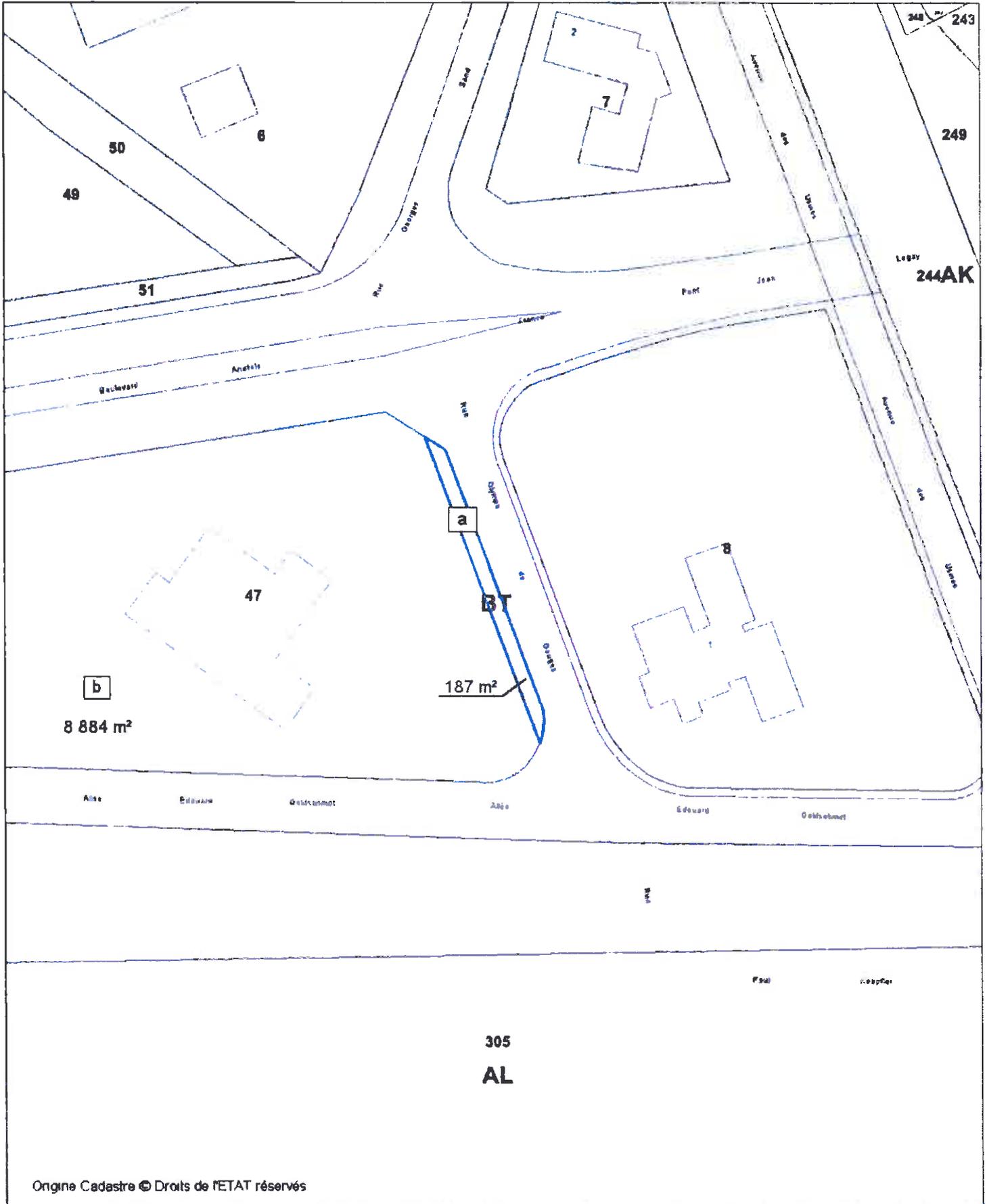
Date : 15 janvier 2010		TERRITOIRE DE BELFORT		Commune de BELFORT			
Propriétaire:		ETAT - Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité nationale 11 rue Mazarin 90 000 BELFORT					
ETAT ANCIEN				ETAT PROJETE			
Section	N° cadastrale	Adresse du bien	Contenance cadastrale	Surface cédée		Surface hors cession	
				Référence cadastrale	Contenance cadastrale	Référence cadastrale	Contenance cadastrale
BT	47	rue Olympe de Gouges	9 071 m ²	a	187 m ² env.	b	8 884 m ² env.

COMMUNE DE BELFORT

Rue Olympe de Gougès

Plan Parcellaire

1/1 000



Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

COMMUNE DE BELFORT

Rue Olympe de Gouges

Plan Parcellaire

1/1 000



Origine Cadastre © Droits de l'ETAT réservés

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DU TERRITOIRE DE BELFORT
SERVICE FRANCE DOMAINE

9 BIS FAUBOURG DE MONTBELIARD
B.P. 10489
90016 BELFORT CEDEX

Horaires d'ouverture :
du lundi au jeudi : 9h - 12h / 13h30 - 16h30
le vendredi : 9h - 12h / 13h30 - 16h

sur rendez-vous

Affaire suivie par : Marie-Christine MARCHAL

Téléphone : 03 84 36 62 38

Télécopie : 03 84 36 62 37

Courriel : marie-christine.marchal@dgfip.finances.gouv.fr

OBJET : Avis du Domaine. Parcelle

N/RÉF : EI n° 2012 - 010V0291

V/RÉF : Votre lettre du 21 reçue le 22 août 2012

DOMAINE
CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES
AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VENALE

ACQUISITION AMIABLE

Service Consultant - Date de réception : VILLE DE BELFORT - 22/08/2012.

Propriétaire présumé : ETAT - FRANCE DOMAINE

Opération envisagée :

Acquisition d'une bande de terrain de 3 m de large en parallèle à la rue Olympe de Gougues en vue de la création d'une piste cyclable .

Description sommaire :

COMMUNE DE BELFORT

Parcelle cadastrée section BT n°47 lieudit « Allée de Goldschmitt » de 90 a 71 ca .

A acquérir : environ 187 m².

Urbanisme : PLU du 09/12/2004 ,M le 02/12/11 - Zone UU .

Situation locative :

Bail Administratif : Etat - Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (A.F.P.A.)

Avis du Domaine sur la valeur vénale HT :

Valeur vénale de l'ordre de 15 €/m² HT.

Durée de validité de l'estimation :

Un an.

Observations :

☞ L'ensemble des frais liés à cette opération seront pris en charge par la commune de Belfort.

☞ L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme , notamment celles de constructibilité ,ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

☞ L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

A Belfort, le 6 septembre 2012
Pour la Directrice Départementale,
L' Inspecteur,

Marie-Christine MARCHAL

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

12-137

Acquisition de terrain
appartenant à M. et
Mme BLANCO, 1 rue des
Tanneurs

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Étaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Lalifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Lalifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Affaires Juridiques

DELIBERATION

de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

Références

URBA/MS/CW - DAJ/AF – 12-137

Mots clés

Foncier/Patrimoine - Code matière : 3.1

Objet

Acquisition de terrain appartenant à M. et Mme BLANCO, 1 rue des Tanneurs

La Ville de Belfort a été saisie par M. et Mme BLANCO, propriétaires du 1 rue des Tanneurs, d'une proposition de cession d'une partie de terrain leur appartenant. Sont concernés 100 m², à prendre dans leur parcelle cadastrée section BK n° 100 (voir plan parcellaire - annexe 1).

Ce terrain est actuellement constitué d'une enclave enherbée, qui supporte trois arbres.

L'acquisition de cette parcelle pourrait permettre à la Ville de Belfort d'aménager quelques places de stationnement.

Le prix de cette acquisition a été estimé par le service France Domaine à 7 500 € HT (cf. avis du Domaine - annexe 2).

Les frais liés à cette transaction foncière (géomètre et notaire) seront à la charge de la Ville de Belfort.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

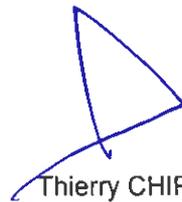
APPROUVE le principe et les conditions de l'acquisition de ce terrain par la Ville de Belfort.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte notarié à intervenir.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

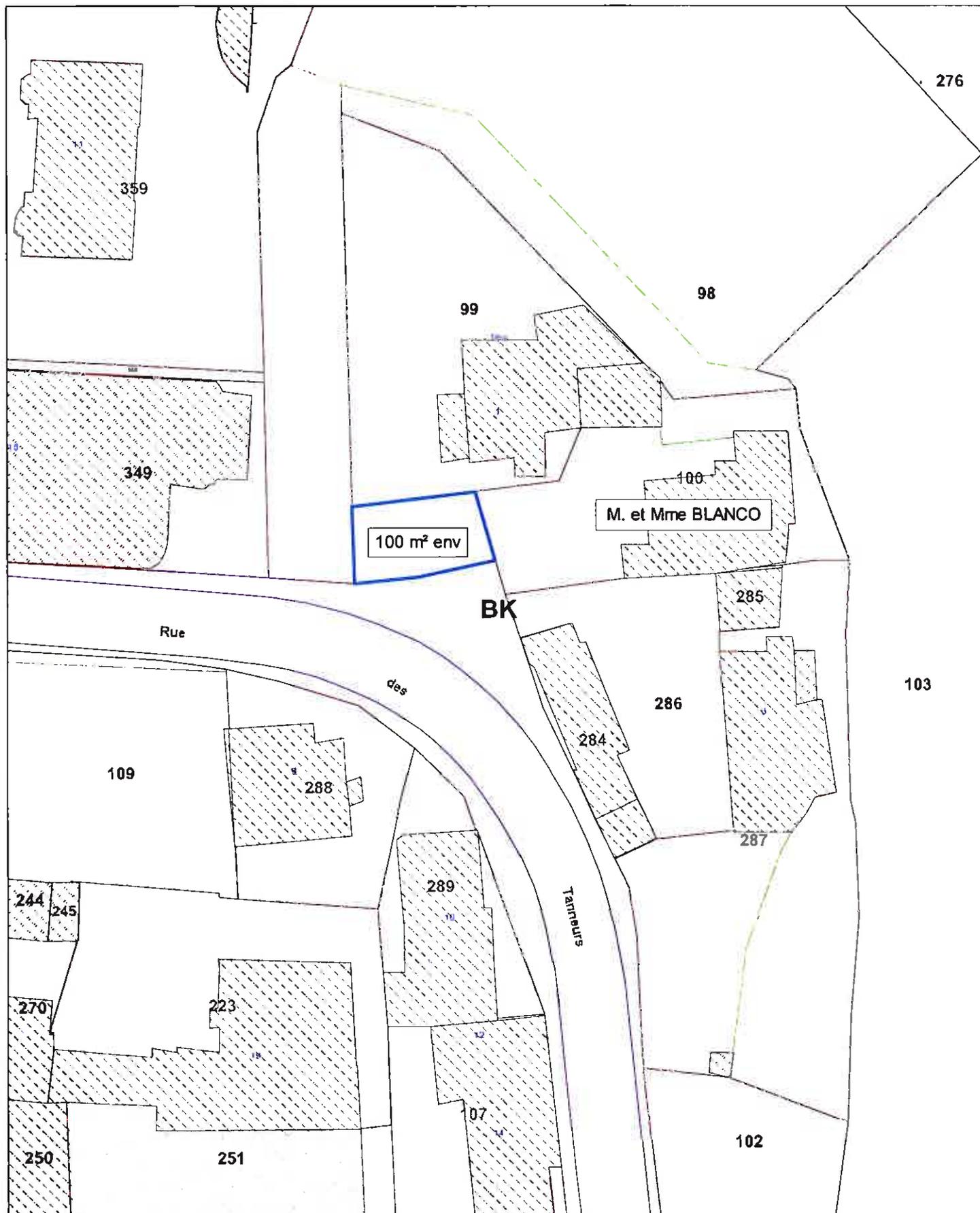
Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,


Thierry CHIPOT



1 rue des Tanneurs

Plan Parcellaire
1/500



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DU TERRITOIRE DE BELFORT
SERVICE FRANCE DOMAINES

9 BIS FAUBOURG DE MONTBELIARD
B.P 10489
90016 BELFORT CEDEX

Horaires d'ouverture :
du lundi au jeudi : 9h - 12h / 13h30 - 16h30
le vendredi : 9h - 12h / 13h30 - 16h

sur rendez-vous

Affaire suivie par : Marie-Christine MARCHAL

Téléphone : 03 84 36 62 38

Télécopie : 03 84 36 62 37

Courriel : marie-christine.marchal@dgfip.finances.gouv.fr

OBJET : Avis du Domaine. Parcelle BK n° 100p.

N/Réf : EI n° 2012 - 010V0201

V/Réf : Votre lettre du 11 reçue le 16/06/2012

DOMAINE
CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VENALE

ACQUISITION AMIABLE

Service Consultant -Date de réception :
VILLE DE BELFORT - 16/06/2012.

Propriétaires présumés : M et Mme BLANCO .

Description sommaire et opération envisagée :
COMMUNE DE BELFORT

A acquérir 100 m² environ issu de la parcelle cadastrée section BK n° 100 lieudit « l'ruie des Tanneurs » .
(selon plan parcellaire joint).

Urbanisme :
PLU du 09/12/2004 ,M le 02/12/11 - Zone UD - COS : 2.

Situation locative :
Estimation libre à la vente .

Avis du Domaine sur la valeur vénale HT :
Valeur vénale de l'ordre de 7 500 € HT.

Durée de validité de l'estimation :
Un an.

Observations :

☞ L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme , notamment celles de constructibilité ,ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

☞ L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

A Belfort, le 20 juin 2012
Pour la Directrice Départementale,
L'Inspecteur,

Marie-Christine MARCHAL

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-138

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Rétrocession à Territoire
Habitat d'un immeuble
sis 8 rue Scheurer-
Kestner à Belfort

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSFERS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Affaires Juridiques

CONSEIL MUNICIPAL
du 27. 9.2012

DELIBERATION

de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

Références
Mots clés

DAJ/AF – 12-138
Foncier/Patrimoine - Code matière : 3.2

Objet

Rétrocession à Territoire Habitat d'un immeuble sis 8 rue Scheurer Kestner à Belfort

Par arrêté du Maire n° 12-1694 en date du 6 août 2012, la Ville de Belfort a exercé son droit de préemption urbain sur l'immeuble situé 8 rue Scheurer Kestner à Belfort, cadastré section BL n° 35, d'une superficie de 242 m² (voir plans en annexe).

Afin de réaliser l'objectif de la préemption, à savoir la réalisation d'une opération de logements sociaux, la Ville de Belfort envisage de rétrocéder ce bien à Territoire Habitat, Office Public de l'Habitat du Territoire de Belfort.

Cette cession se fera au prix initialement fixé à 482 000 €, augmenté des frais engagés par la Ville lors de l'acquisition, conformément au rapport portant avis du Domaine ci-joint.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 31 voix pour et 11 abstentions (*M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT -mandataire de M. David DIMEY-, M. Sébastien VIVOT -mandataire de Mme Frédérique RIETSCH-, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL -mandataire de M. Lionel COURBEY-, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA,*

(M. Etienne BUTZBACH et Mme Samia JABER ne prennent pas part au vote)

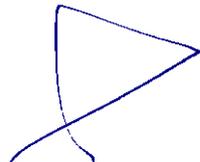
APPROUVE le principe et les conditions de la cession à Territoire Habitat de l'immeuble sis 8 rue Scheurer Kestner à Belfort.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte à intervenir.

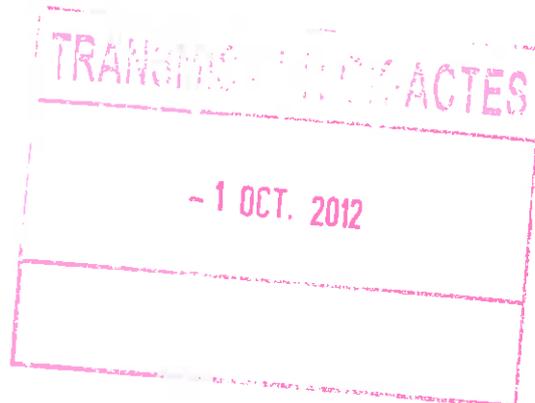
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT





Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DU TERRITOIRE DE BELFORT
SERVICE FRANCE DOMAINE

9 BIS FAUBOURG DE MONTBELJARD
B.P. 10489
90016 BELFORT CEDEX

Horaires d'ouverture :
du lundi au jeudi : 9h - 12h / 13h30 - 16h30
le vendredi : 9h - 12h / 13h30 - 16h
sur rendez-vous

Pour nous joindre :

Affaire suivie par : Marie-Christine MARCHAL
Téléphone : 03 84 36 62 38
Télécopie : 03 84 36 62 37
Courriel : marie-christine.marchal@dgfip.finances.gouv.fr

V/REF : votre lettre en date du 21/08/2012
Affaire suivie par Alexandra FABRI - DAJ/AF/2012/289

AFFAIRES JURIDIQUES
N°
03 SEP. 2012
Mairie de BELFORT

Belfort, le 23 août 2012

HÔTEL DE VILLE DE BELFORT ET DE LA COMMUNAUTE
DE L'AGGLOMÉRATION BELFORTAINE
Place d'Armes
90020 BELFORT CEDEX

COURRIER ARRIVE N°	19778
Original pour Attribution	O.A.I.H.
31 AOUT 2012	
Copie à :

Objet : Rétrocession à Territoire Habitat de l'immeuble sis 8 Scheurer Kestner à Belfort cadastré section BL n° 35 de 242 m²

Monsieur le Maire,

Vous avez demandé l'avis du service France Domaine sur le prix de rétrocession envisagé pour l'immeuble 8 rue Scheurer Kestner à Belfort.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la rétrocession à Territoire Habitat pour un prix de 482 000 € augmenté des frais liés, n'appelle pas d'observation.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice Départementale,
La Responsable du Pôle Gestion Publique,

Valérie BRUNGARD

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Affaires Juridiques

DELIBERATION

de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

Références
Mots clés

DAJ/AD/AF – 12-139
Foncier/Patrimoine – Code matière : 3.2

Objet

**Cession d'un terrain au Fort Hatry à Belfort pour la construction
du Conservatoire à Rayonnement Départemental**

Dans le cadre de la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Départemental, la Ville de Belfort souhaite céder à la Communauté de l'Agglomération Belfortaine une partie de parcelle lui appartenant, cadastrée section AL n° 305, située 2 rue Paul Koepfler à Belfort.

Le terrain retenu pour cette réalisation a une emprise de 4 778 m² environ (pourtour rose au plan ci-annexé). L'emprise maximale de la construction sera, quant à elle, de 2 176 m².

Ce projet est destiné à être un pôle fort d'activités artistiques comme centre de ressources dans son aire de rayonnement en tissant des partenariats avec le milieu scolaire, les organismes culturels et sociaux, et a pour objectifs la mise en œuvre de projets partagés et l'ouverture à des publics diversifiés.

Compte tenu de l'intérêt présenté par la réalisation de cet équipement, la Ville envisage une cession à l'euro symbolique du terrain concerné, assortie de conditions, à savoir l'obligation d'édification d'un conservatoire, avec maintien de cette destination pendant une durée d'au moins 25 ans.

Au vu de l'opération envisagée, le service France Domaine considère que la cession à l'euro symbolique est acceptable, conformément à l'avis ci-joint.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

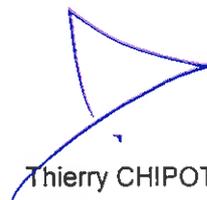
APPROUVE le principe et les conditions de la cession à la Communauté de l'Agglomération Belfortaine d'une partie de la parcelle sise à Belfort, cadastrée AL 305.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte à intervenir.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage


Thierry CHIPOT

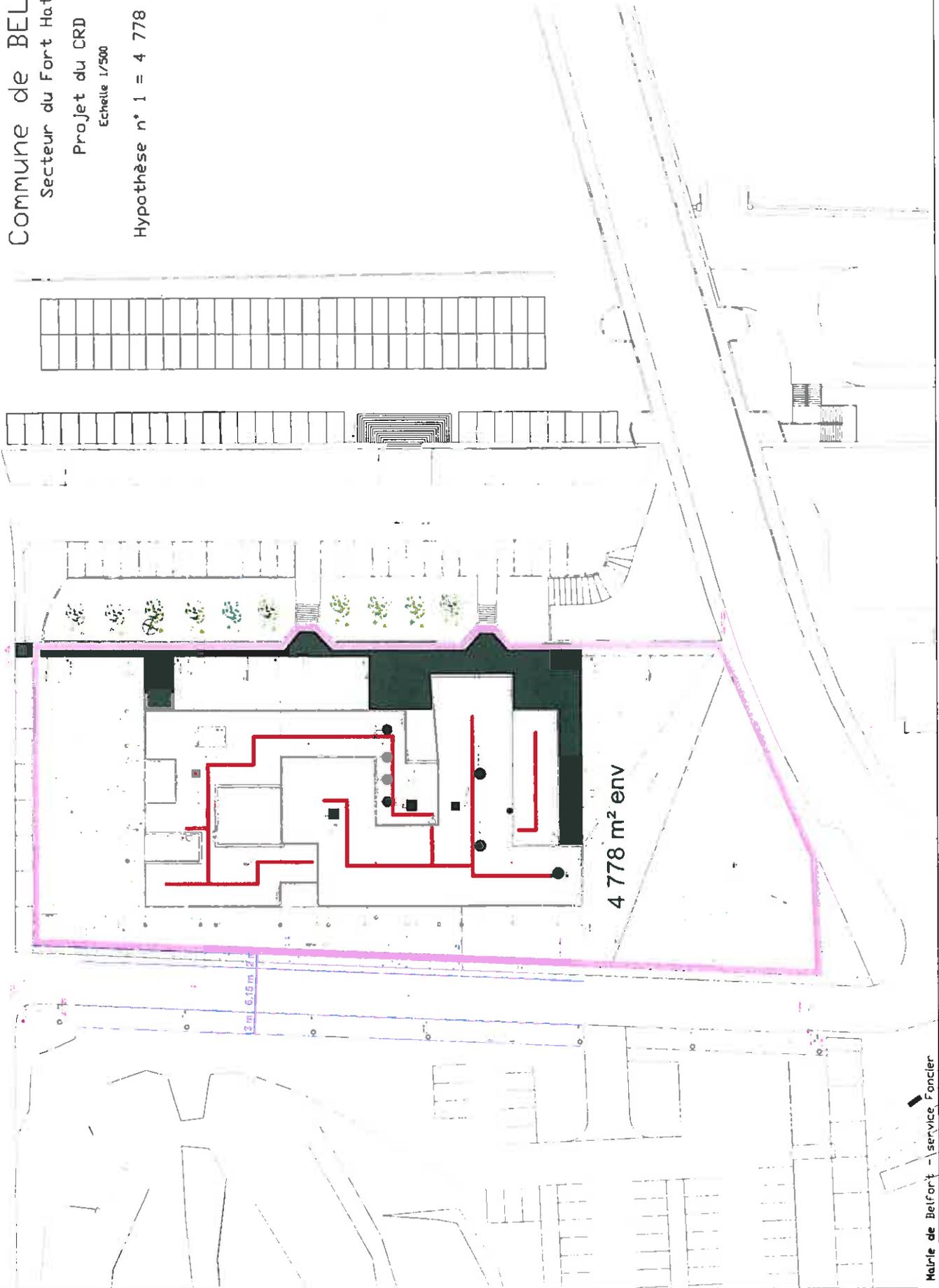


TRANSMIS SUR OK-ACTES
- 1 OCT. 2012

Commune de BELFORT
Secteur du Fort Hatry

Projet du CRD
Echelle 1/500

Hypothèse n° 1 = 4 778 m² env





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DU TERRITOIRE DE BELFORT
SERVICE FRANCE DOMAINE
9 BIS FAUBOURG DE MONTBELIARD
B. P. 10489
90016 BELFORT CEDEX

Horaires d'ouverture :
du lundi au jeudi : 9h - 12h / 13h30 - 16h30
le vendredi : 9h - 12h / 13h30 - 16h
sur rendez-vous

Affaire suivie par : Marie-Christine MARCHAL
Téléphone : 03 84 36 62 38
Télécopie : 03 84 36 62 37
Courriel : marie-christine.marchal@dgfip.finances.gouv.fr

OBJET : Avis du Domaine. Parcelle

N/RÉF : EI n° 2012 - 010V0276

V/RÉF : Votre lettre du 9 reçue le 13/08/2012

DOMAINE
CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VENALE

CESSION AMIABLE
CESSION A 1 € SYMBOLIQUE

Service Consultant - Propriétaire - Date de réception :
VILLE DE BELFORT - Dossier complet le 14/08/2012

Opération envisagée : Cession à la Communauté d'Agglomération Belfortaine d'une partie de la parcelle cadastrée section AL n° 305 dans le cadre du projet de Conservatoire à Rayonnement Départemental.

Description sommaire :

COMMUNE DE BELFORT

Parcelle cadastrée section AL n° 305 lieudit « 2 rue Paul KOEPLER » de 8 ha 83 a 52 ca .

A céder : 4 778 m² environ.

L'emprise maximale de la construction sera de 2 176 m² (selon plan joint)

Urbanisme :

PLU du 09/12/2004 , M le 02/12/11 – Zone UH : secteur des anciennes esplanades du Fort Hatry . Elle a pour vocation d'accueillir des équipements publics et tous les équipements infrastructures et activités qui y sont liés .

COS : non réglementé.

Situation locative : Estimation libre à la vente .

Conditions financières de l'opération :

Cette cession est envisagée à l'euro symbolique du fait de la nature même du projet et de l'intérêt de la ville dans sa réalisation ; cette cession du terrain sera assortie de conditions , à savoir l'obligation d'édification d'un conservatoire avec maintien de cette destination pendant une durée d'au moins vingt cinq ans.

Avis du Domaine :

Compte tenu de l'opération envisagée , la cession à l'euro symbolique est acceptable.

Valeur vénale de l'ordre de 58 €/m² HT.

Durée de validité de l'estimation : Un an.

Observations :

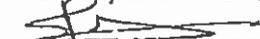
⚡ L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme , notamment celles de constructibilité ,ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

⚡ L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

A Belfort, le 28 août 2012

Pour la Directrice Départementale,

La Responsable du Pôle Gestion Publique,


Valérie BRUNGARD

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-140

Cession de terrain à
M. MONNIN, rue des
Tanneurs

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Affaires Juridiques

DELIBERATION

de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

Références
Mots clés

URBA/CW-DAJ/AF - 12-140
Foncier/Patrimoine - Code matière : 3.2

Objet

Cession de terrain à M. MONNIN, rue des Tanneurs

M. MONNIN, propriétaire du 8 rue des Tanneurs, a sollicité la Ville de Belfort pour acquérir une bande de 2 mètres de largeur à prendre sur la parcelle BK 109, propriété de la commune, supportant la base vie du Service Espaces Verts (cf. plan parcellaire - annexe 1).

Cette surface supplémentaire lui permettrait de faire demi-tour sur sa propriété et de sortir ainsi sur la voirie en marche avant. Il obtiendrait, en outre, une meilleure visibilité.

Il vous est donc proposé de céder à M. MONNIN une surface d'environ 46 m², à prendre sur le long de la parcelle BK 109, au prix fixé par le service France Domaine, soit 3 450 € HT (cf. annexe 2 - avis du Domaine).

La parcelle concernée est actuellement ceinturée par un mur surmonté d'une clôture et doublé d'une haie.

En conséquence, les frais de déplacement de la clôture et de la haie seront à la charge de M. MONNIN, ainsi que ceux engendrés par la transaction foncière (géomètre et notaire).

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

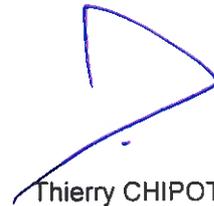
APPROUVE le principe et les conditions de cette cession à M. MONNIN.

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer l'acte à intervenir.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération,
le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait,
conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire
l'objet d'un recours devant
la juridiction administrative
dans le délai de deux mois
à compter de sa publication
ou de son affichage


Thierry CHIPOT

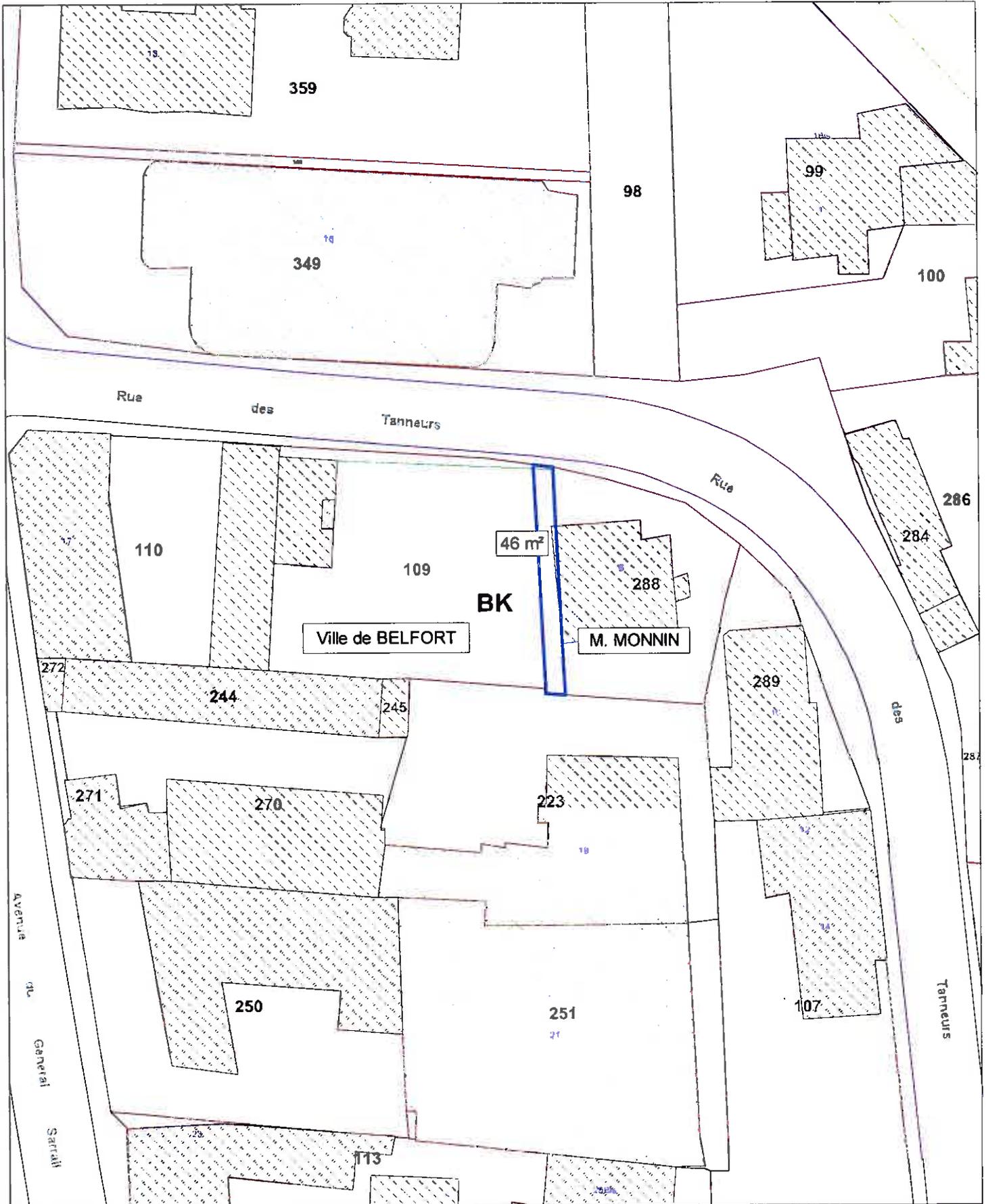


TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

8 rue des Tanneurs

Plan Parcellaire
1/500



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES
DU TERRITOIRE DE BELFORT
SERVICE FRANCE DOMAINES

9 BIS FAUBOURG DE MONTBELIARD
B.P 10489
90016 BELFORT CEDEX

Horaires d'ouverture :
du lundi au jeudi : 9h - 12h / 13h30 - 16h30
le vendredi : 9h - 12h / 13h30 - 16h

sur rendez-vous

Affaire suivie par : Marie-Christine MARCHAL

Téléphone : 03 84 36 62 38

Télécopie : 03 84 36 62 37

Courriel : marie-christine.marchal@dgfip.finances.gouv.fr

OBJET : Avis du Domaine. Parcelle BK n° 109p.

N/REF : EI n° 2012 - 010V0202

V/REF : Votre lettre du 11 reçue le 16/06/2012

DOMAINE
CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES
AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VENALE

CESSION AMIABLE

Service Consultant - Propriétaire - Date de réception :
VILLE DE BELFORT - 16/06/2012

Description sommaire et opération envisagée :

COMMUNE DE BELFORT

Parcelle cadastrée section BK n° 109 lieudit « rue des Tanneurs » de 6 a 85 ca .

A céder au propriétaire riverain M . MONNIN (parcelle BK n° 288) une bande de terrain de 46 m² environ à prendre sur le long de la parcelle BK n° 109.

Urbanisme :

PLU du 09/12/2004 ,M le 02/12/11 - Zone UD- COS : 2.

Situation locative :

Estimation libre à la vente .

Avis du Domaine sur la valeur vénale HT :

Valeur vénale de l'ordre de 3 450 € HT.

Durée de validité de l'estimation :

Un an.

Observations :

↳ La dépose de la haie et du grillage communaux sera aux frais de M. MONNIN.

↳ L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme , notamment celles de constructibilité ,ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

↳ L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

A Belfort, le 20 juin 2012

Pour la Directrice Départementale,

L' Inspecteur,

Marie-Christine MARCHAL

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-141

Avenant à la convention
de médecine
professionnelle et
préventive (période du 1^{er}
juillet au 31 décembre
2012)

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Étaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoints ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Lalifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction des Ressources Humaines

DELIBERATION

de M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint

Références

MS/JRD/JMFG/CB - 12-141

Mots clés

Hygiène et Sécurité - Code matière : 4.4

Objet

Avenant à la convention de médecine professionnelle et préventive (période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012)

Par délibération du 19 juin 2009, la Ville de Belfort avait renouvelé son adhésion au service de médecine professionnelle et préventive de l'association Agir Ensemble Pour Notre Santé (AEPNS) pour la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2011. Dans l'attente d'une refonte de l'organisation telle que prévue par la Loi de la médecine professionnelle et préventive, un avenant à la convention avait été signé pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2012.

La création effective au 1^{er} janvier 2013 d'un service de médecine professionnelle et préventive au sein du Centre de Gestion du Territoire de Belfort, auquel la Ville de Belfort a adhéré par délibération du 24 mai 2012, oblige aujourd'hui à la signature du présent avenant pour une durée de 6 mois. Il n'a d'autre but que le maintien d'une prestation de médecine professionnelle et préventive et la continuité de service public.

Concrètement, il permettra d'assurer la prestation de médecine professionnelle et préventive au même coût et dans les mêmes conditions que celles relevant de l'ancienne convention avec AEPNS durant cette période transitoire.

La prestation sera assurée, d'une part, par AEPNS, et d'autre part, par le service Santé au Travail des 3 Chênes. Le service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion répartira les collectivités à chacun de ces prestataires. L'appel de la cotisation se fera par le Centre de Gestion qui se chargera de régler les différents prestataires.

Pour ce qui concerne la répartition des collectivités entre les deux structures, tous les services de la Ville de Belfort continueront à être suivis par AEPNS.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE M. le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant proposé.

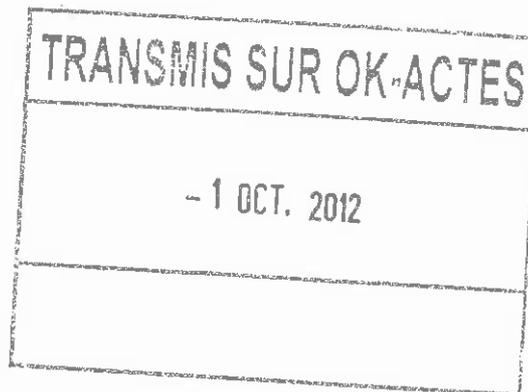
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire
l'objet d'un recours devant
la juridiction administrative
dans le délai de deux mois
à compter de sa publication
ou de son affichage



Thierry CHIPOT



**CONVENTION DE MEDECINE
PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE
(période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

M. Etienne BUTZBACH, Maire de la Ville de Belfort, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2012,

d'une part,

ET :

M. Robert DEMUTH, Président du Centre de Gestion du Territoire de Belfort, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du 9 juillet 2008,

d'autre part,

PREAMBULE :

Dans l'attente de la création, au 1^{er} janvier 2013, d'un service de médecine professionnelle et préventive au sein du Centre de Gestion du Territoire de Belfort, la présente convention propose, pour 6 mois, d'assurer la prestation de médecine professionnelle et préventive au même coût et dans les mêmes conditions que celles relevant de l'ancienne convention avec l'association «Agir Ensemble pour Notre Santé». Cet appel à cotisation n'a d'autre but que le maintien d'une prestation de médecine professionnelle et préventive, dans un but de continuité de service public.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

La prestation est assurée, d'une part, par l'association «Agir Ensemble Pour Notre Santé», et d'autre part, par le Service de Santé au Travail des 3 Chênes. Le service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion répartit les collectivités à chacun de ces prestataires.

Article 2 : Durée

Cette convention est conclue pour une durée de 6 mois, du 1^{er} juillet 2012 au 31 décembre 2012.

Article 3 : Tarif

Le tarif arrêté est unique et maintenu à 53 € par agent salarié au 1^{er} juillet 2012.

La facturation se fera en une seule fois. Elle s'établira comme suit :

(Nombre de salariés au 1^{er} juillet 2012 (soit.....) x 53 € / 12 mois) x 6 mois.

L'appel de la cotisation se fera par le Centre de Gestion, qui se chargera de régler les différents prestataires.

Fait à Belfort, en deux exemplaires, le

Pour le Centre de Gestion
du Territoire de Belfort
Le Président,

Pour la Ville de Belfort
Le Maire,

Robert DEMUTH

Etienne BUTZBACH

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-142

Restauration de 4 œuvres
d'art

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction Culture, Sports
Direction de la Culture

DELIBERATION

de M. Robert BELOT, Adjoint

Références
Mots clés

DAC/FD/SG – 12-142
Actions Culturelles - Musées - Code matière : 8.9

Objet

Restauration de 4 œuvres d'art

I - Contexte de l'opération

Depuis 2009, les musées de Belfort ont établi un plan de restauration qui est étroitement lié aux chantiers des collections, qui a pour but de vérifier la présence de l'œuvre dans les collections et d'établir un constat d'état. Lors du récolement des peintures, plusieurs œuvres ont été isolées en raison de dégradations (trous, rayures ou infestations). C'est le cas de deux peintures. Pour les deux autres, il est apparu qu'elles nécessitaient des restaurations suite à de légères dégradations d'alerte. Les œuvres avaient évolué depuis leur dernière restauration.

Les quatre œuvres concernées sont :

- *Les Oiseaux*, Georges BRAQUE, 1954-1962
- *Nu (Portrait de Dora Maar)*, Pablo Picasso, 1941
- *L'orientale*, Jeanne BRETEGNIER, 1898
- *Apollon*, Philippe LAGRANGE, 1983

II. Domaine de l'opération

- *Les Oiseaux de Georges Braque, 1954-1962*
N° d'inventaire : DHK.999.1.27

En 1997, la Ville de Belfort a reçu en donation de Maurice Jardot un ensemble d'environ 150 peintures, sculptures et dessins d'artistes du XXème Siècle (Picasso, Braque, Léger, Gris, Laurens, Masson...).

Ouvert en 1999, le Musée d'Art Moderne les expose à travers une exposition permanente avec rotation périodique des œuvres, complétée par des expositions temporaires thématiques.

Les Oiseaux de Georges Braque est une des pièces emblématiques de la donation Maurice Jardot et est exposée au Musée des Beaux-Arts - Tour 41 de Belfort, pour susciter la curiosité des visiteurs envers l'Art Moderne et les inviter à visiter le Musée d'Art Moderne - Donation Maurice Jardot.

Exposée sans protection vitrée, l'œuvre s'empoussière rapidement, la technique de l'empâtement utilisée pour sa réalisation rend le phénomène désormais gênant, et à terme, préjudiciable à l'œuvre. Compte tenu de la matière sans siccatif, la poussière s'y incruste.

Les œuvres de la donation Maurice Jardot ont suscité l'intérêt des musées français et étrangers pour la collection, dont les demandes de prêt augmentent chaque année.

Jusqu'à présent, bien que l'œuvre soit souvent demandée en prêt, celui-ci a été refusé en raison d'une déformation du support et de l'extrême fragilité de la couche picturale.

La restauration de ce tableau s'impose au vu de son état, car à terme, les nuances voulues par l'artiste ne sont plus perceptibles, notamment le léger balayage à la gouache noire rehaussant les effets des ombres. Dans un premier constat, elles ont été confondues avec un fort empoussièrement, alors qu'elles font partie intégrante du sens et du rendu de l'œuvre.

La restauration des *Oiseaux* de Braque est justifiée par un souci de conservation préventive de l'œuvre dû à son exposition dans les salles et son emprunt ponctuel.

Le tableau doit faire l'objet d'un nettoyage, celui-ci étant fortement empoussiéré. Une nouvelle caisse américaine sera installée pour supporter un verre Mirogard, qui limitera la poussière et les UV, ralentissant ainsi la destruction de la cellulose du support papier, lequel est marouflé sur toile.

Après la présente restauration, nous n'excluons pas l'éventualité de prêter cette œuvre au Grand Palais pour la plus grande rétrospective Braque depuis au moins 20 ans, du 16 septembre 2013 au 6 janvier 2014.

- *Le Nu (Portrait de Dora Maar), Pablo Picasso, 1941*

N° d'inventaire : DHK.999.1.96

Accroché au Musée d'Art Moderne - Donation Maurice Jardot, le tableau est présenté dans un cadre simple sans verre. Malgré la beauté que cette présentation lui confère, l'absence de verre pour ce tableau de Picasso semble dangereuse à terme pour l'œuvre (UV ou gestes maladroits ou malintentionnés de visiteurs).

Le Nu, ou *portrait de Dora Maar*, de Picasso est une des pièces majeures de la donation Maurice Jardot et a fait l'objet d'un accrochage spécifique sur un mur pour mettre en valeur l'œuvre. Souvent demandé par d'autres musées, le tableau sera emprunté par le Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris pour l'exposition *L'art dans les années 40 en France* du 15 octobre 2012 au 15 février 2013.

La restauration du tableau de Picasso, issu des collections des Musées de Belfort, s'impose dans la perspective de cet emprunt et de son accrochage dans les salles de la donation Maurice Jardot.

La restauration du *Nu* de Picasso est justifiée par un souci de conservation préventive de l'œuvre dû à son exposition dans les salles et son emprunt ponctuel.

Le tableau doit faire l'objet d'un nettoyage, de la pose d'un Mirogard et d'une caisse américaine.

- L'Orientale, Jeanne BRETEGNIER, 1898

N° d'inventaire : B 133

Les Musées de Belfort possèdent une riche collection de toiles, de dessins et de sculptures présentés au public dans les salles du Musée des Beaux-Arts - Tour 41, ou lors d'expositions temporaires. Organisé autour de 5 salles thématiques : l'Allégorie, l'Art sacré, les Paysages, les Portraits et Camille Lefèvre, le Musée des Beaux-Arts fait l'objet d'un accrochage permanent dont les œuvres exposées sont périodiquement changées.

Une étude est en cours pour mettre en valeur la peinture d'histoire présente dans les collections au Musée d'Histoire, mais aussi au Musée des Beaux-Arts.

Afin de valoriser une période importante de l'histoire de Belfort, le XIX^{ème} Siècle, les Musées de Belfort privilégieront prochainement l'exposition d'œuvres de cette époque contemporaine de Bartholdi. Les œuvres du XIX^{ème} Siècle, conservées en réserves, seront progressivement réexposées dans les salles du Musée des Beaux-Arts.

La restauration du tableau issu des collections des Musées de Belfort s'impose, vu son état et pour son accrochage à l'occasion des expositions temporaires et permanentes.

Mais plus fondamentale est la volonté, par cette restauration, d'empêcher le développement des moisissures (champignons blancs) incrustées dans la couche grasse du pastel.

La restauration de l'*Orientale* de Jeanne Bretegnier est justifiée par un souci de conservation préventive et curative de l'œuvre, actuellement en mauvais état, et en vue de son accrochage au Musée des Beaux-Arts - Tour 41.

Le tableau doit faire l'objet d'une réparation et consolidation des bords et d'un nettoyage.

Même si l'œuvre a été isolée des autres dans un espace dit de « quarantaine », les moisissures peuvent contaminer les œuvres des Musées. Il est donc important d'intervenir rapidement.

- l'Apollon, Philippe LAGRANGE, 1983

N° d'inventaire : A-1985-24-1

La restauration du tableau issu des collections des Musées de Belfort s'impose au vu de son état.

La toile présente une importante perforation.

La restauration d'*Apollon* de Philippe LAGRANGE est justifiée par un souci de conservation préventive et curative de l'œuvre, actuellement en mauvais état. Dans les salles consacrées à Bartholdi, les musées invitent des artistes contemporains (Fernande Petitdemange, Véronique Hubert, Florent Wong...), qui ont été marqués par le sculpteur originaire de Colmar ou par l'idée de sculpture monumentale. L'allusion à la Statue de la Liberté entre complètement dans cette logique.

Le tableau doit faire l'objet de réparations et d'un nettoyage.

Suite à la présentation à la Commission Interrégionale de Restauration Bourgogne Franche-Comté de ce projet et au vu du dossier, les membres de cette Commission ont émis un avis favorable à l'unanimité.

Par conséquent, la Direction Régionale des Affaires Culturelles nous a fait savoir, à l'issue de cette Commission, que l'État soutiendrait la présente opération en allouant une subvention à hauteur de 35 % de l'opération.

III - Coût de l'opération

OEUVRES	DEPENSES	RECETTES	
<i>Les Oiseaux</i> , Georges BRAQUE, 1954-1962	2 200,00 € H.T. (2 631,20 € T.T.C.)	Subvention DRAC (35 % du montant HT)	770,00 €
		Participation Ville de Belfort (65 %)	1 430,00 €
<i>Nu (Portrait de Dora Maar)</i> , Pablo Picasso, 1941	1 590,00 € H.T. (1 901,64 € T.T.C.)	Subvention DRAC (35 % du montant HT)	556,50 €
		Participation Ville de Belfort (65 %)	1 033,50 €
<i>L'orientale</i> , Jeanne BRETEGNIER, 1898	1 719,00 € H.T. (2 055,92 € T.T.C.)	Subvention DRAC (35 % du montant HT)	601,65 €
		Participation Ville de Belfort (65 %)	1 117,35 €
<i>Apollon</i> , Philippe LAGRANGE, 1983	1 880,00 € H.T. (2 248,48 € T.T.C.)	Subvention DRAC (35 % du montant HT)	658,00 €
		Participation Ville de Belfort (65 %)	1 222,00€
TOTAUX	7 389,00 € HT		7 389,00 € HT

Le coût de l'opération pour les quatre restaurations s'élève à **7 389,00 € H.T.**, soit **8 837,24 € TTC**, qui sont inscrits sur la clé 01480, crédits votés au Budget Primitif 2012.

La participation de la DRAC s'élèverait à 2 586,15 € et celle de la Ville à 6 251,09 € (4 802,85 € HT + 1 448,24 € de TVA à 19,6 %).

Conclusion

Que ce soit en vue de leur présentation dans des expositions d'envergure internationale, nationale ou alors simplement par souci de préserver les collections patrimoniales, la restauration de ces 4 œuvres s'inscrit dans une des missions de la Ville de Belfort, conserver et valoriser les collections patrimoniales classées Musées de France.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

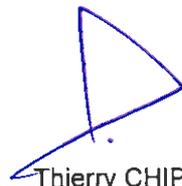
AUTORISE M. le Maire :

- . à solliciter la subvention auprès de la DRAC ;
- . à traiter ces travaux, conformément au Code des Marchés Publics ;
- . à signer les marchés de restauration à venir.

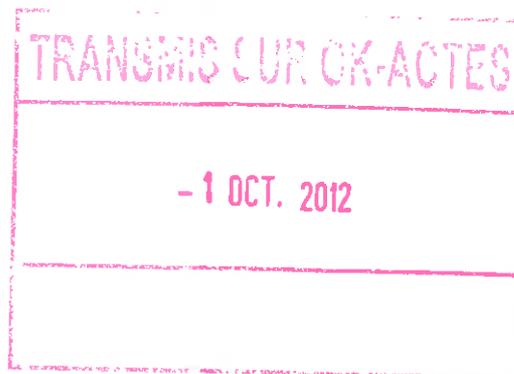
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire
l'objet d'un recours devant
la juridiction administrative
dans le délai de deux mois
à compter de sa publication
ou de son affichage



Thierry CHIPOT



Restaurations de 4 œuvres d'art des Musées de Belfort

Les Oiseaux, Georges BRAQUE, 1954-1962

Nu (Portrait de Dora Maar), Pablo PICASSO, 1941

L'orientale, Jeanne BRETEGNIER, 1898

Apollon, Philippe LAGRANGE, 1983



Les Oiseaux
Georges BRAQUE
1954-1962

N° d'inventaire : DHK.999.1.27



Les Oiseaux
Georges BRAQUE
1954-1962



Les Oiseaux
Georges BRAQUE
1954-1962



Les Oiseaux
Georges BRAQUE
1954-1962



Les Oiseaux
Georges BRAQUE
1954-1962



Les Oiseaux
Georges BRAQUE
1954-1962



Nu (Portrait de Dora Maar)
Pablo Picasso
1941

N° d'inventaire : DHK.999.1.96

Nu (Portrait de Dora Maar)
Pablo Picasso
1941



Nu (Portrait de Dora Maar)
Pablo Picasso
1941



Nu (Portrait de Dora Maar)
Pablo Picasso
1941



Nu (Portrait de Dora Maar)
Pablo Picasso
1941



L'orientale
Jeanne BRETEGNIER
1898

N° d'inventaire : B 133



L'orientale
Jeanne BRETEGNIER
1898



L'orientale
Jeanne BRETEGNIER
1898



L'orientale
Jeanne BRETEGNIER
1898



L'orientale
Jeanne BRETEGNIER
1898

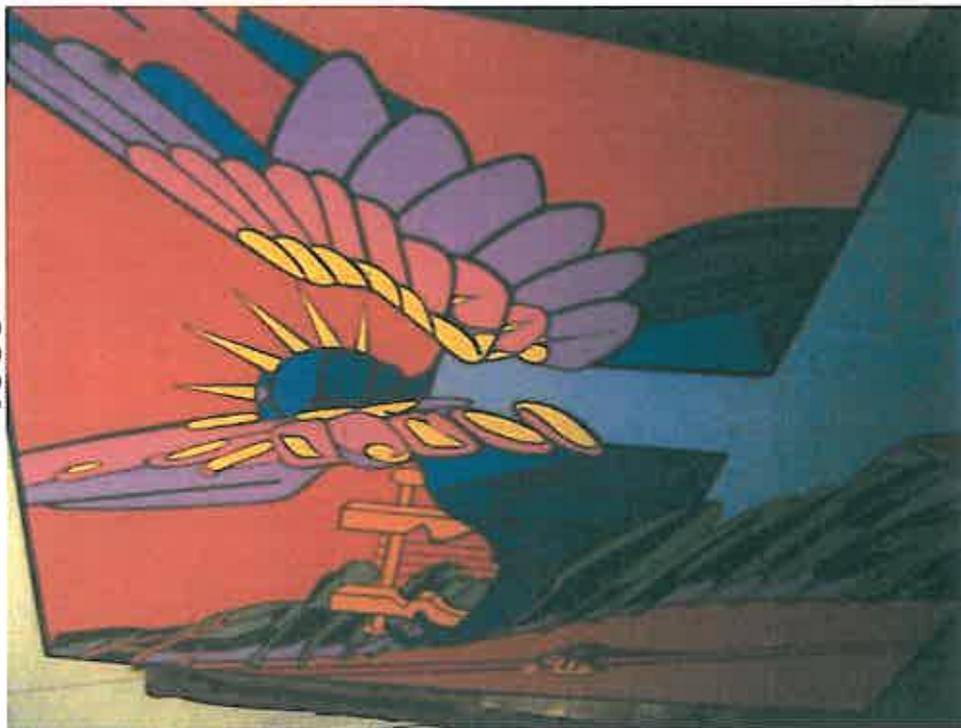


Apollon
Philippe LAGRANGE
1983

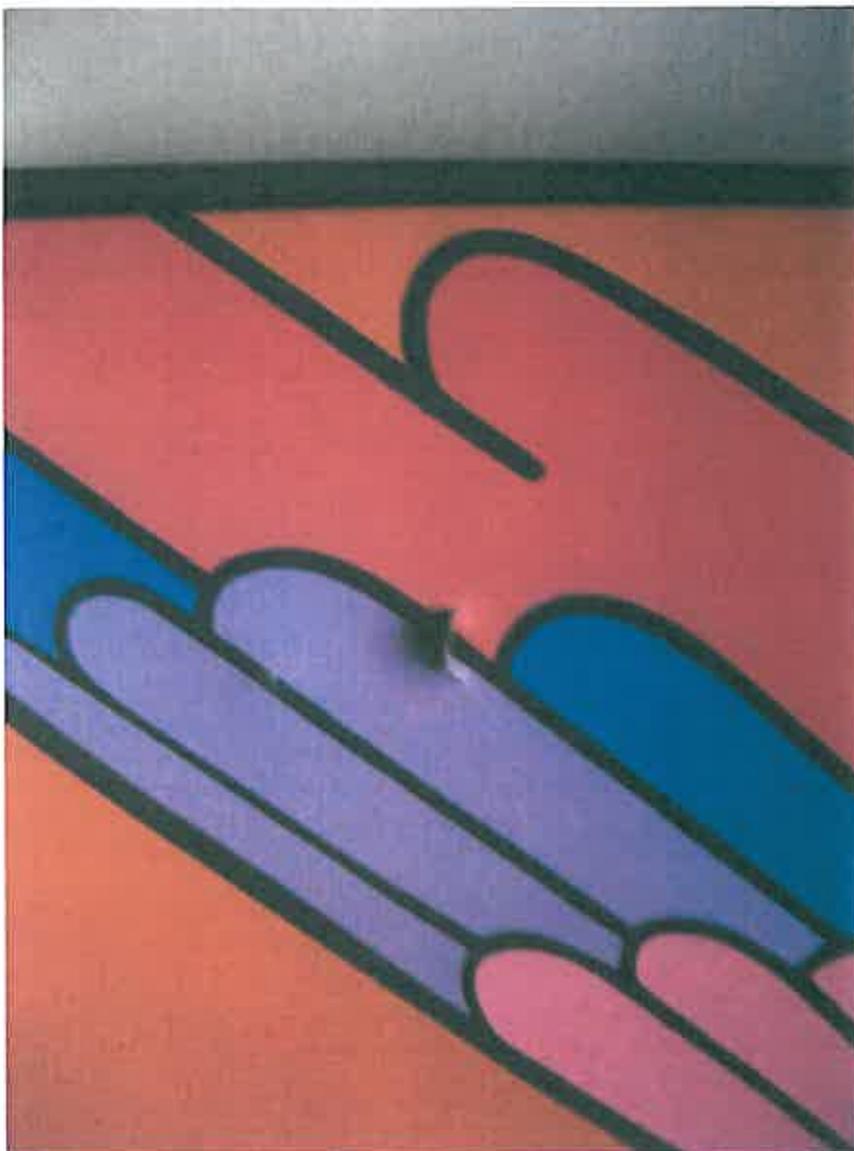
N° d'inventaire : A-1985-24-1



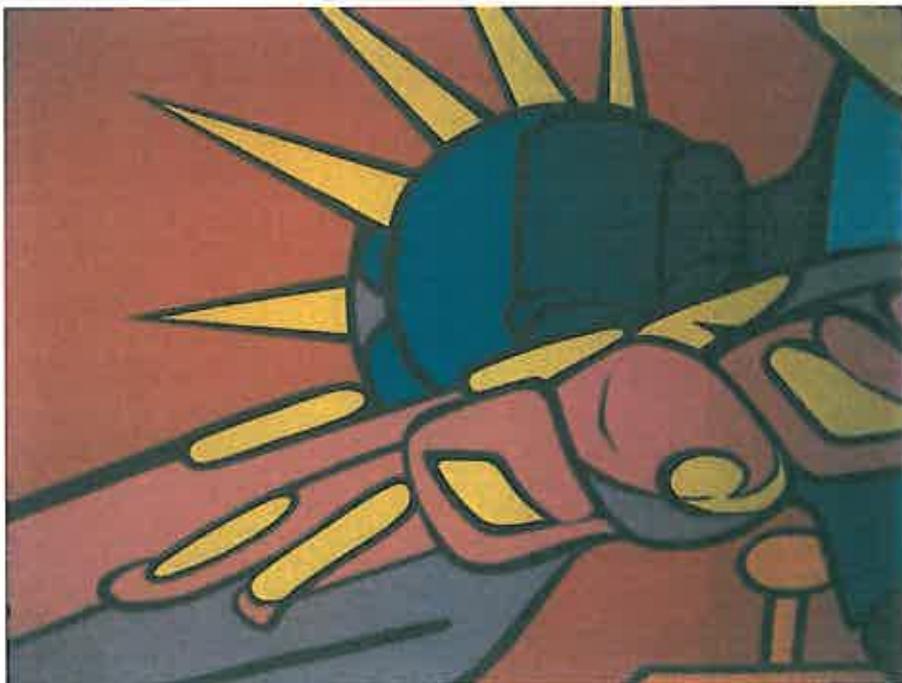
Apollon
Philippe LAGRANGE
1983



Apollon
Philippe LAGRANGE
1983



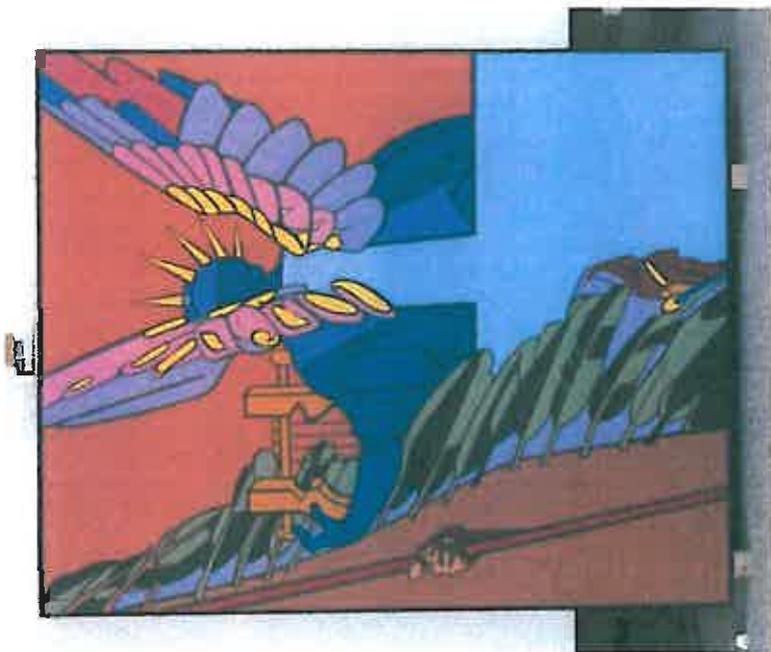
Apollon
Philippe LAGRANGE
1983



Apollon
Philippe LAGRANGE
1983



Apollon
Philippe LAGRANGE
1983




VILLE DE
BELFORT
WWW.VILLE-BELFORT.FR

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-143

Protocole d'accord
culturel entre les Villes de
Belfort et Montbéliard

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction Culture, Sports
Direction de l'Action Culturelle

DELIBERATION

de M. Robert BELOT, Adjoint

Références
Mots clés

RB/DAC/NG/CF – 12-143
Actions Culturelles – Juridique – Code matière : 8.9

Objet

Protocole d'accord culturel entre les Villes de Belfort et Montbéliard

Depuis 2000, les Villes de Belfort et Montbéliard ont engagé une démarche de développement et de consolidation de leurs partenariats culturels, qui se traduit par la signature annuelle d'un protocole définissant différents axes de collaboration.

La mise en œuvre de ce partenariat se traduit par :

- une collaboration en matière d'arts plastiques (financements croisés entre l'Ecole d'Art Gérard Jacot et le CRAC) et de culture scientifique et technique (actions communes entre le Rudolphe et le Pavillon des Sciences - Organisation de la Fête de la Science en alternance) ;

- une collaboration en matière de communication (mise en commun des moyens de communications), de programmation culturelle (cohérence des programmations) et de diffusion de spectacles (collaboration entre les deux scènes nationales, le Granit et l'Allan) ;

- une collaboration entre les musées montbéliardais et belfortains pourrait de nouveau voir le jour, avec l'organisation d'expositions communes.

Dans cette perspective, une exposition sur le thème de l'utopie des Transports, qui revisiterait l'histoire des technologies et de l'art sur les 100 dernières années, pourrait être organisée conjointement en 2013. Montbéliard développerait l'automobile, et Belfort le domaine ferroviaire.

En revanche, la Ville de Montbéliard a abandonné, pour des raisons budgétaires, son réveillon du 31 décembre organisé une année sur deux, en alternance avec Belfort.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

AUTORISE M. le Maire à signer le protocole d'accord culturel entre les Villes de Belfort et Montbéliard.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage



Thierry CHIPOT



TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

**PROTOCOLE D'ACCORD CULTUREL ENTRE LES VILLES
DE BELFORT ET MONTBELIARD
ANNEE 2012**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- la Ville de Belfort, représentée par son Maire, Monsieur Etienne BUTZBACH, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 septembre 2012 ;

Et :

- la Ville de Montbéliard, représentée par son Maire, Monsieur Jacques HELIAS, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

ETANT PREABLEMENT EXPOSE QUE :

Les Villes de Belfort et Montbéliard constituent des pôles urbains majeurs à l'échelle régionale, liés notamment par l'importance de leur tissu industriel et l'existence d'un axe autoroutier favorisant les déplacements entre les agglomérations.

Depuis 2000, les élus de Belfort et Montbéliard ont souhaité développer le volet culturel de leur partenariat, dans le but principal de renforcer l'attractivité du Nord-Est Comtois, en proposant un ensemble de services collectifs significatif et de qualité, susceptible de répondre à un public plus nombreux.

A cet effet, est conclu chaque année un protocole d'accord culturel.

En s'appuyant sur les actions menées dans le cadre des accords, afin de les reconduire et les développer le cas échéant, les Villes de Belfort et Montbéliard souhaitent conclure un nouveau protocole pour l'année 2012.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : UNE COLLABORATION EN MATIERE DE COMMUNICATION ET DE PROGRAMMATION CULTURELLES

L'objectif

Afin d'initier et de favoriser l'information globale, ainsi que la mobilité de leurs habitants et des touristes, les Villes de Montbéliard et Belfort s'engagent à soutenir, au moyen d'outils ou d'échange de services de communication, les activités et les manifestations pouvant concerner leurs publics réciproques.

Elles veillent à la cohérence de leur programmation culturelle, notamment en ce qui concerne les événements artistiques et culturels.

Les modalités de la mise en œuvre pour l'année 2012

Dans le cadre de la réciprocité, les deux Villes sont convenues d'assurer la promotion de quelques unes de leurs actions respectives, notamment par :

- la mise à disposition d'emplacements au sein de leur mobilier urbain d'information pour un nombre de campagnes promotionnelles équilibré de part et d'autre, et limité, dans la limite de trois par an.
- l'incitation au développement d'actions concertées entre les offices de tourisme ;
- la diffusion, de manière permanente, d'informations relatives aux activités proposées dans l'autre ville, dans chaque équipement comparable (théâtres, musées, bibliothèque, médiathèque).

ARTICLE 2 : UNE COLLABORATION EN MATIERE D'ARTS PLASTIQUES

L'objectif

Dans le domaine des Arts Plastiques, Montbéliard accueille le Centre Régional d'Art Contemporain (C.R.A.C) tandis que l' « Association Musée Beaux-Arts – Ecole d'art Gérard Jacot» (AMBA) est implantée à Belfort. Le premier s'occupe plus particulièrement de diffusion par le biais d'expositions ; la seconde a pour but la formation des jeunes et des adultes, amateurs ou étudiants, grâce à l'Ecole d'Art Gérard Jacot, dont elle assure le fonctionnement.

Des Montbéliardais prennent part aux cours enseignés à Belfort. De son côté, le C.R.A.C. conçoit et réalise des expositions dans certaines salles de Belfort. De plus, le C.R.A.C. accueille des élèves de l'Ecole d'Art lors de ses conférences. Le C.R.A.C. associe à ses projets des étudiants de l'Ecole d'art Gérard Jacot (montage, accrochage, décrochage). Le C.R.A.C. organise des meetings entre artistes et étudiants et accueille en stage des étudiants de l'Ecole.

Les deux villes souhaitent poursuivre la spécialisation de leurs actions tout en favorisant la circulation des publics dans les établissements culturels partenaires.

Les modalités de la mise en œuvre pour l'année 2012

⇒ La Ville de Montbéliard s'engage à contribuer au fonctionnement de l'Ecole d'Art Gérard Jacot, en fonction du nombre de ses habitants fréquentant les cours, sur la base d'un montant forfaitaire par élève établi à 557.96 € et dans la limite d'un montant global plafonné à 5 579.60 €.

Cette participation sera versée à la Ville de Belfort, au cours de l'année 2012, sur la base du nombre de Montbéliardais inscrits, fin septembre de l'année 2011.

⇒ La Ville de Belfort, quant à elle, attribuera, au cours de l'année 2012, à la Ville de Montbéliard une contribution d'un montant équivalent à celle versée par cette dernière. Elle participera ainsi financièrement aux activités du Centre Régional d'Art Contemporain, association subventionnée par la Ville de Montbéliard, notamment au développement de sa fréquentation par les Belfortains et à son rayonnement dans l'Aire Urbaine, par le biais d'expositions, de conférences, réalisées à Montbéliard mais aussi à Belfort, en collaboration avec l'Ecole d'Art Gérard Jacot.

ARTICLE 3 : UNE COLLABORATION EN MATIERE DE DIFFUSION DU SPECTACLE VIVANT

L'objectif

Les Scènes nationales de Belfort (Théâtre Granit) et Montbéliard (Centre d'Art Vivant – Ma Scène Nationale), tout en conservant des identités propres et des programmations spécifiques, doivent développer leurs collaborations, de manière à proposer une offre artistique cohérente et susciter l'échange de publics, à l'échelle de l'Aire Urbaine.

Les modalités de la mise en œuvre pour l'année 2012

⇒ Promotion, par chaque Scène Nationale, des activités et des spectacles de l'autre.

⇒ Intégration dans la programmation de chaque structure d'un ou plusieurs spectacles présentés dans la structure voisine.

ARTICLE 4 : UNE COLLABORATION EN MATIERE DE CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

L'objectif

La Ville de Belfort a mis en place le dispositif « Colporteur des Sciences », proposant des ateliers de découverte scientifique à destination des élèves des écoles.

De son côté, Montbéliard dispose sur le site du Près la Rose d'un parc de culture scientifique et technique, comportant par ailleurs différents espaces d'exposition, un centre de ressources et des ateliers pour les enfants.

Les Villes de Belfort et Montbéliard ont conclu un partenariat avec l'association « Le Pavillon des Sciences » pour la mise en œuvre de l'ensemble de ces actions.

En maintenant les orientations privilégiées par chaque collectivité, le rôle joué par le Pavillon des Sciences permet d'envisager un renforcement de la complémentarité des actions menées à Belfort et Montbéliard, dans le domaine de la culture scientifique et technique.

La manifestation « La Fête de la Science » s'inscrit dans cette démarche, son édition 2012 se tiendra à Montbéliard. La ville d'accueil de chaque édition décide d'une aide exceptionnelle pour l'organisation de la manifestation par le Pavillon des Sciences.

ARTICLE 5 : UNE COLLABORATION EN MATIERE D'EXPOSITIONS

L'objectif

Les villes de Belfort et Montbéliard ont organisé en 2006 une exposition en commun autour de Jean Messagier « la nature au creux de la main ». Elles envisagent de reproduire cette collaboration.

Ainsi est actuellement à l'étude pour l'été 2013, le commissariat et la réalisation d'une exposition commune intitulée provisoirement « L'Utopie des Transports ». Elle serait consacrée aux domaines ferroviaire et automobile considérés au travers du prisme de l'histoire de l'art.

Cette collaboration ferait l'objet d'une convention spécifique au cours du 1^{er} trimestre 2013

ARTICLE 6 : DUREE

Le présent protocole est conclu pour une période d'un an.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES**7-1 : Révision**

Le présent protocole pourra être révisé d'un commun accord à la demande de l'une des parties. Cette révision interviendra par avenant autorisé par délibération des Conseils Municipaux des deux partenaires.

7-2 : Résiliation

En cas de non respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

7-3 : Règlement des différends

Les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de l'exécution ou de l'interprétation du protocole devront d'abord faire l'objet d'une tentative de conciliation.
En cas de désaccord persistant, les contestations seront jugées par le tribunal compétent.

Fait à

le

Pour la Ville de Belfort
Le Maire,

Pour la Ville de Montbéliard
Le Maire,

Etienne BUTZBACH

Jacques HELIAS

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-144

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Extension du Théâtre de
Marionnettes –
Actualisation du coût et
du plan de financement
des travaux

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT



Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.

DELIBERATION

de M. Robert BELOT, Adjoint

Références

RB/MR/JT – 12-144

Mots Clés

Actions Culturelles - Marchés Publics - Code matière : 8.9

Objet

Extension du Théâtre de Marionnettes - Actualisation du coût et du plan de financement des travaux

Le 2 décembre 2011, le Conseil Municipal a adopté l'avant-projet détaillé de l'extension du Théâtre de Marionnettes et le coût prévisionnel des travaux de 460 000 euros H.T.

Un premier appel d'offres a été lancé et la Commission d'Appel d'Offres du 29 mai 2012 a constaté un écart de plus de 20 % par rapport aux estimations. Seuls les lots 3 « Etanchéité » et 9 « Peintures intérieures et extérieures » pouvaient être attribués.

Un second appel d'offres ouvert, avec possibilités de variantes, a donc été engagé en juin 2012.

Après ouverture des plis (24 juillet) et analyse des offres, la CAO du 4 septembre 2012 a décidé d'attribuer l'ensemble des 11 lots avec options et variantes pour un montant de 505 928.12 euros H.T.

Ainsi, les coûts de cette opération se détaillent aujourd'hui comme suit :

		Coût prévisionnel euros HT	
Nature de dépenses		Estimation lors du dépôt de la dde	Actualisation à la signature des marchés
Lot 1	VRD Aménagements ext.	82 500,00	77 459,00
Lot 2	Maçonnerie	117 400,00	144 272,00
Lot 3	Etanchéité	27 500,00	30 462,00
Lot 4	Serrurerie	18 500,00	11 875,00
Lot 5	Menuiseries ext. Bois	15 100,00	29 550,00
Lot 6	Doublage - Isolation	25 000,00	27 141,00
Lot 7	Menuiseries intérieures	29 000,00	33 996,00
Lot 8	Revêtement sols faïence	13 000,00	12 407,00
Lot 9	Peinture	35 500,00	23 054,00
Lot 10	Chauffage, ventilation, Plomberie	62 500,00	80 620,00
Lot 11	Electricité	34 000,00	35 093,00
Travaux		460 000,00	505 929,00
Options imprévus		16 700,00	15 177,00
Mobilier		10 000,00	10 000,00
Publicité FEDER		1 700,00	1 700,00
	Contrôle technique	4 092,00	4 092,00
	SPS	1 386,00	1 386,00
	OPC	4 140,00	4 140,00
	Etude de sol	1 822,00	1 822,00
	Maîtrise d'œuvre	37 687,00	41 400,00
	Reste à définir	3 658,00	3 197,00
Honoraires		52 785,00	56 037,00
TOTAL		541 185,00	588 843,00

En conséquence, il est nécessaire de revoir le budget de l'opération qui augmente de 47 658 euros HT, arrondis à 57 000 euros TTC.

Budget prévisionnel et plan de financement

Dépenses	Montant (HT)	Recettes	Montant (HT)
Travaux bâtiments et infrastructures	505 929,00 €	FEDER	206 095,00 €
		Ville	382 748,00 €
Mobilier	10 000,00 €		
Maîtrise d'œuvre (architecte + mission technique)	56 037,00 €		
Imprévus et publicité Feder	16 877,00 €		
Total	588 843,00 €	Total	588 843,00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par 44 voix pour (unanimité des présents),

DECIDE de retenir le coût prévisionnel de l'opération à 588 843,00 € HT.

ACCEPTE le nouveau plan de financement.

DECIDE d'inscrire la somme complémentaire de 57 000 euros au prochain exercice budgétaire.

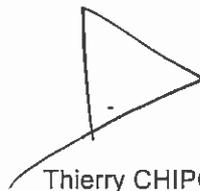
Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

INFORMATIONS SUR CK-ACTES

- 1 OCT. 2012


Thierry CHIPOT



Objet : Extension du Théâtre de Marionnettes - Actualisation du coût et du plan de financement des travaux.

VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

12-145

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

Répartition des crédits de
subventions 2012 aux
sections de l'Association
Sportive Municipale
Belfortaine (A.S.M.B.)

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT

~~~~~

Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



## CONSEIL MUNICIPAL du 27. 9.2012

Direction Culture, Sports  
Service des Sports

# DELIBERATION

de Mme Jacqueline GUIOT, Adjointe

---

**Références**

JG/DB/MB - 12-145

**Mots Clés**

Actions Sportives - Dépenses - Code matière : 7.5

**Objet**

**Répartition des crédits de subventions 2012 aux sections de l'Association Sportive Municipale Belfortaine (A.S.M.B.)**

Lors de sa séance du 2 décembre 2011, consacrée à l'examen du Budget Primitif 2012, le Conseil Municipal a alloué une subvention globale de fonctionnement de **128 350 €** à l'A.S.M.B. Générale, qui est désormais constituée de 15 sections, représentant 1 650 licenciés.

Conformément à ses statuts, le Comité Directeur de l'A.S.M.B Générale, sur proposition de sa Commission des Finances, a approuvé la répartition de cette subvention à raison :

- d'une enveloppe de **28 289 €** pour son fonctionnement et des actions spécifiques ;
  
- d'une enveloppe de **41 777 €** partagée entre les différentes sections sur la base de critères (nombre de licenciés, niveau de compétition...) ;
  
- de crédits individualisés par la Ville à hauteur de **58 284 €** en soutien à :
  - ↳ la section Hockey «majeurs», pour un montant de 36 000 € ;
  - ↳ la section Escrime, pour un montant de 6 577.20 € ;
  - ↳ la section Gymnastique, pour un montant de 13 706.80 € ;
  - ↳ la section Patinage Artistique, pour un montant de 2 000 €, pour l'organisation du gala de fin de saison sportive.

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
PREND ACTE de ce rapport.

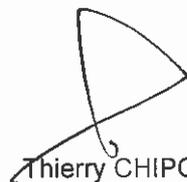
Par 44 voix pour (unanimité des présents),

ADOpte la répartition détaillée des crédits de subventions jointe en annexe.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération,  
le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait,  
conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme  
Le Maire de Belfort,  
et par délégation  
Le Directeur Général des Services,

La présente décision peut faire  
l'objet d'un recours devant  
la juridiction administrative  
dans le délai de deux mois  
à compter de sa publication  
ou de son affichage

  
Thierry CHIPOT



TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

**CREDITS DE SUBVENTION  
ASMB GENERALE  
BUDGET PRIMITIF 2012**

**REPARTITION PAR SECTION**

|                                     |                |
|-------------------------------------|----------------|
| ASMB Omnisport et actions sportives | 28 289 €       |
| AIKIDO                              | 79 €           |
| BASKET                              | 2 204 €        |
| BOULES                              | 1 346 €        |
| CANOE-KAYAK                         | 417 €          |
| ESCRIME                             | 4 958 €        |
| GYMNASTIQUE                         | 11 412 €       |
| HOCKEY SUR GLACE                    | 5 116 €        |
| KARATE                              | 1 731 €        |
| PATINAGE ARTISTIQUE                 | 4 124 €        |
| PETANQUE                            | 2 755 €        |
| PLONGEE                             | 2 125 €        |
| SQUASH                              | 394 €          |
| TENNIS DE TABLE                     | 2 755 €        |
| TIR SPORTIF                         | 708 €          |
| VOLLEY BALL                         | 1 653 €        |
| <b>S/TOTAL</b>                      | <b>70 066€</b> |

**CREDITS INDIVIDUALISES**

|                     |                        |                  |
|---------------------|------------------------|------------------|
| Hockey sur glace    | Hockey majeur          | 36 000.00 €      |
| Escrime             | Rémunération Educateur | 6 577.20 €       |
| Gymnastique         | Rémunération Educateur | 13 706.80 €      |
| Patinage Artistique | Gala Fin d'année       | 2 000 €          |
|                     | <b>S/TOTAL</b>         | <b>58 284 €</b>  |
|                     | <b>TOTAL GENERAL</b>   | <b>128 350 €</b> |

## VILLE DE BELFORT

Objet de la délibération

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

12-146

Camping international de  
l'Étang des Forges –  
Bilan d'activité 2011

## SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Etaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT  
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ  
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT  
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER  
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN  
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT  
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT  
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL

TRANSMIS SUR OK-ACTES

- 1 OCT. 2012

(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT

~~~~~

Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Etienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.



Direction du Développement
et de l'Aménagement

DELIBERATION

de Mme Francine GALLIEN, Adjointe

Références
Mots clés

FG/TC/PC/SD – 12-146
Tourisme - Code matière : 1.2

Objet

Camping international de l'Etang des Forges - Bilan d'activité 2011

Par contrat d'affermage, le Conseil Municipal du 17 mars 2006 a confié à la Société Authentique la gestion du camping international de l'Etang des Forges pour une durée de 9 ans à compter du 1^{er} avril 2006.

Le camping, classé trois étoiles, s'étend sur une superficie de 3,4 hectares et offre 90 emplacements. Il demeure le premier camping du Territoire de Belfort en nombre de nuitées, qui compte trois campings classés.

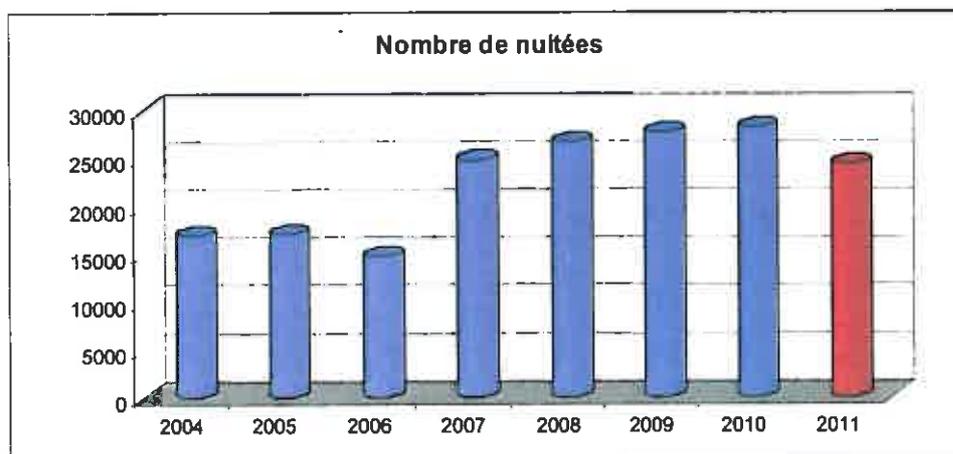
L'article 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le délégataire produise chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En conséquence, conformément aux dispositions de l'article 10 du cahier des charges entre la Ville de Belfort et la SARL Authentique, M. Luc FAYOLLE, gérant de cette dernière, nous a adressé le compte-rendu d'activité 2011 du camping, intégrant les comptes de résultats, les bilans et annexes.

I - Rapport d'activité 2011

I.1. Une fréquentation en baisse pour la première fois depuis 2007

L'activité 2011 du camping se caractérise par une baisse de la fréquentation de l'ordre de 13 % par rapport à l'année 2010, retrouvant une activité proche de celle observée en 2007. Comme le montre le graphique ci-dessous, cette baisse d'activité est la première depuis 2007.



Cette situation s'explique principalement par de mauvaises conditions météorologiques, l'hôtellerie de plein air étant, par son activité, particulièrement dépendante du niveau d'ensoleillement.

De plus, la fréquentation du camping pâtit d'une forte baisse du nombre de nuitées de travailleurs, qui peut s'expliquer par la fin de certains chantiers. En effet, le nombre de nuitées des travailleurs s'élève à 3 138, en baisse de plus de 53 % par rapport à 2010. Cette baisse n'est pas entièrement compensée par les nuitées de passage⁽¹⁾ qui s'élèvent à 4 997, en hausse de 35 %. Les nuitées de séjour⁽¹⁾ représentent 16 371 nuitées, retrouvant un niveau proche de celui de l'année 2009.

Enfin, les nouveaux modes de consommation des touristes peuvent aussi expliquer ces résultats. Au niveau régional, sur la saison estivale 2011, près de la moitié des professionnels du tourisme constatent une réduction des dépenses moyennes des touristes et de la durée du séjour.

Cette tendance à la diminution est confirmée au niveau régional, avec une baisse du nombre de nuitées observée dans les campings de près de 5,2 % par rapport à l'année 2010. Cette tendance est plus marquée dans les campings 3 étoiles de la région, qui accusent une baisse de près de 6,9 %.

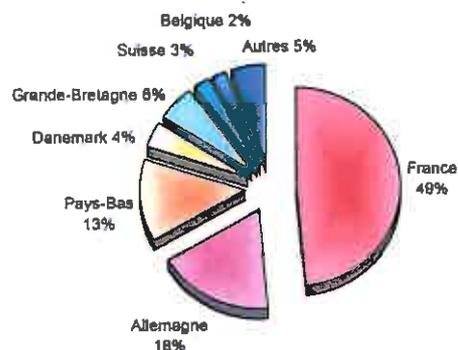
En 2011, le nombre total de nuitées du camping s'élève à 24 502, contre 28 294 en 2010.

I.2. Une attractivité toujours forte à l'international

Le camping n'usurpe pas son qualificatif d'«international», la clientèle française ne représente que 49 % de la fréquentation totale. A l'instar des années précédentes, les nationalités étrangères les plus représentées sont les clientèles allemandes (4 396 nuitées, soit 18 %) et hollandaises (3 239 nuitées, soit 13 %). La Grande-Bretagne arrive en 4^{ème} position avec 1 421 nuitées (soit 6 %), suivie du Danemark (1 014 nuitées, soit 4 %).

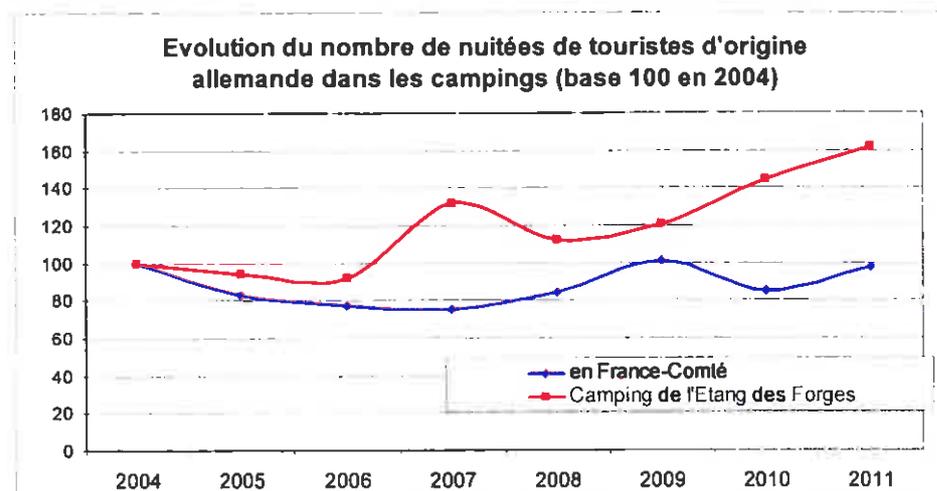
⁽¹⁾ Clientèle de passage : une seule nuitée ; clientèle de séjour : plus d'une nuitée

Répartition des nuitées par nationalité



Cette fréquentation est notamment le fruit d'une présence forte du camping dans les guides étrangers.

S'agissant des clients allemands, leur fréquentation est en régulière augmentation passant de 2 714 nuitées en 2004 à 4396 nuitées en 2011. Comme vous pouvez le constater sur le graphique ci-dessous, le nombre de nuitées de touristes allemands a augmenté de près de 62 % entre 2004 et 2011, hausse bien supérieure au niveau régional qui se maintient.



I.3. Un taux d'occupation très marqué par la saisonnalité et les manifestations

Le taux d'occupation reste très marqué par la saisonnalité et l'organisation de manifestations culturelles (FIMU, Eurockéennes). En effet, il atteint plus de 70 % en juillet et août. Les taux d'occupation des locations sont moins marqués par la saisonnalité, oscillant entre 56 % en septembre et 76 % en août.

En 2012, le camping continue de profiter de l'affluence de ces manifestations, ainsi que de l'organisation du Tour de France, le camping étant complet du vendredi au dimanche de l'étape.

Le camping a maintenu une politique active de communication, notamment dans les guides, et par l'édition d'une nouvelle plaquette de promotion. Il est également membre de plusieurs centrales de réservation et de réseaux de commercialisation (Camping Chèques, Holiday Chèque, la France du Nord au Sud, etc).

3 - Éléments financiers

Pour l'année 2011, les produits d'exploitation s'élèvent à 242 565 €, en baisse de près de 5,5 % par rapport à 2010. Les charges s'élèvent à 250 121 €. Ainsi, le résultat d'exploitation se monte à - 7 555 €.

Après incorporation du résultat exceptionnel et du résultat financier, la société réalise une perte de 1 552 €. La société exploitante demeure saine et dispose d'une capacité d'autofinancement légèrement supérieure à 40 000 €.

Pour conclure, je vous rappelle que l'année 2012 marquera le début des travaux de la piscine du camping, prévus au second semestre.

De plus, en 2012 et 2013, des investissements seront engagés par la Ville de Belfort et l'exploitant pour conserver la labellisation 3 étoiles du camping, améliorer l'accessibilité des personnes en situation de handicap, et ainsi étendre le label « Tourisme & Handicap » obtenu en 2006 pour le handicap mental à de nouvelles familles : les handicaps moteur et auditif.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

PREND ACTE du bilan d'exploitation de la saison 2011 du camping international de l'Étang des Forges.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général des Services,



Thierry CHIPOT



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

- 1 OCT. 2012

Objet : Camping international de l'Étang des Forges - Bilan d'activité 2011

BILAN D'ACTIVITE

CAMPING INTERNATIONAL
DE L'ETANG DES FORGES

saison 2011

Sommaire

TARIF 2010.....	3
TARIF 2011.....	4
FRÉQUENTATION SAISON	6
LE PARC LOCATIF.....	9
PUBLICITÉ.....	10
ANIMATION.....	12
RELATIONS LOCALES.....	13
RAPPORT TECHNIQUE.....	14
LISTE DU MATÉRIEL EN SERVICE.....	15
PISCINE.....	16

TARIF 2010

Camping	Du 07/04 au 04/06 11/09 au 30/09	Du 05/06 au 09/07 Du 28/08 au 10/09	10/07 au 27/08
Passage 1 nuit			
Emplacement	7.5	8	9
Personne (10 ans inclus)	3.50	4	4.5
Enfant (de 5 à 9 ans)	2.50	3	3.5
Enfants (- de 5 ans)	0	0	0
Véhicule supplémentaire	4	5	5
Électricité	3.5	3.5	3.5
Animaux	1	1.5	1.5
Suppl caravane + de 6 m	13	15	16
Suppl camion/camionnette	6	7	8
Forfait séjour + 1 jour	+ 7 jours 13 €	+ 7 jours 13.5 €	+ 7 jours 14.5 €
Forfait 2 personnes	14	15	16
Personne suppl	2	2.50	3
Électricité	3.5	3.5	3
Animaux	1	1.50	1.50
Voiture suppl	3	4	5
Visiteurs	1	2	3
Locations			
Moréa 7 jours	38 (266)	52 (364)	66 (462)
Moréa 1 jour	50	65	80
Trianon 7 jours/jour	34 (238)	48 (336)	62 (434)
Trianon 1 jour	45	60	75
Mobil home 7 jours/jour	38 (266)	52 (364)	66 (462)
Mobil Home 1 jour	50	65	80
Cyrus 7 jours	23 (161)	37 (259)	51 (357)
Cyrus 1 jour	35	50	60
Mini chalet 7 jours	110	130	160
Mini chalet 1 jour	25	30	35
Forfaits spéciaux			
groupes & eurock 1 pers / 1 jour	4	5	5
Résidentiel saison	800	800	800
Visiteurs	1	2	3
Travailleurs			
travailleur 7 jours	65	65	65
électricité / jour	5	4	3.5
Personne sup 7 jours	20	20	20
Conjoint/enfants travailleur	2	2.5	3
garage mort (longue durée)	5	5	5
animaux	1	1.5	1.5
Visiteurs	1	2	3
Locations travailleurs			
Chalet court (2 mois)	125	135	150
Chalet long	105	105	105
M home	90	90	90

Promotion 2 semaines		Du 05/06 au 09/07 Du 28/08 au 10/09	10/07 au 27/08
Moréa/O'hara		644	840
Super Titania		690	900
Trianon/trigano		604	770
Arizona/Astria		580	730
Bungalow toile		448	644

TARIF 2011

Camping	Du 07/04 au 03/06 10/09 au 30/09	Du 04/06 au 08/07 Du 27/08 au 09/09	09/07 au 26/08
Passage 1 nuit			
Emplacement	7,5	8	9
Personne (10 ans inclus)	3,50	4	4,5
Enfant (de 5 à 9 ans)	3	3,5	4
Enfants (- de 5 ans)	0	0	0
Véhicule supplémentaire	4	5	6
Electricité	4	3,5	3,5
Animaux	1	1,5	2
Suppl caravane + de 5,5 m	18	20	22
Suppl camion/camionnette	7,5	8	9
Forfait séjour + 1 jour		+ 7 jours 14 €	+ 7 jours 15 €
Forfait 2 personnes	14	15	16
Personne sup	3	3,5	4
Electricité	4	3,5	3,5
Animaux / véhicule suppl	1	1,50	2
Voiture suppl	1	1,5	2
Visiteurs	1	2	3
Locations	Du 07/04 au 03/06 10/09 au 30/09	Du 04/06 au 08/07 Du 27/08 au 09/09	09/07 au 26/08
Moréa 7 nuits	38 (266)	52 (364)	66 (462)
1 nuit	50	65	80
Trianon 7 nuits	34 (238)	48 (336)	62 (434)
1 nuit	45	60	75
O'hara 7 nuits	38 (266)	52 (364)	66 (462)
1 nuit	50	65	80
Super Titania 7 nuits	42 (294)	56 (392)	70 (490)
1 nuit	55	70	85
Arizona 7 nuits	32 (224)	45 (315)	58 (406)
1 nuit	45	60	75
Super Astria 7 nuits	32 (224)	45 (315)	58 (406)
1 nuit	45	60	75
Cyrus 7 nuits	23 (161)	37 (259)	51 (357)
1 nuit	35	50	60
Week end			
Chalets/O'hara/Arizona/Astria	120	130	150
2 ^{ème} nuit	20	30	40
Nuit suppl	50	65	75
Titania	130	140	160
2 ^{ème} nuit	30	40	50
Nuit suppl	55	70	85
Cyrus	90	110	130
2 ^{ème} nuit	10	20	20
Nuit suppl	35	50	60

Promotion 2 semaines		Du 04/06 au 08/07 Du 27/08 au 09/09	09/07 au 26/08
Moréa/O'hara		644	840
Super Titania		690	900
Trianon/trigano		604	770
Arizona/Astria		580	730
Bungalow toile		448	644

Tarifs spéciaux	Du 07/04 au 03/06 10/09 au 30/09	Du 04/06 au 08/07 Du 27/08 au 09/09	du 09/07 au 26/08
Eurocks	5	5,5	6
Résidentiels	800		
Travailleur 1 pers	65	65	65
Pers sup	7	7	7
Garage mort	7,5	8	9
Compostel Cyrus	12	13	14
Locations travailleurs			
M home + 2 mois	95	95	95
M home - 2 mois	100	110	120
Chalet + 2 mois	110	110	110
Chalet - 2 mois	120	130	140

FRÉQUENTATION SAISON 2011

Afin d'avoir une vision de la clientèle conforme à la fréquentation touristique il y a 5 tableaux. L'un présente la fréquentation globale par nationalité. Le deuxième sépare la clientèle en 3 groupes, un pour les travailleurs clientèle importante mais non touristique, et une ventilation des nuitées touristiques en fonction du type de séjour (passage ou séjour). Le troisième présente l'incidence des locations de chalets, le quatrième les taux d'occupation, et le dernier tableau la répartition dans le temps des nuitées.

Origines de la clientèle

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
France	9512	8564	7765	12356	15415	15159	14712	11 809
Allemagne	2714	2566	2508	3574	3054	3280	3 925	4396
pays bas	2405	2876	2029	4087	3358	4043	3 899	3239
danemark	472	841	585	858	788	981	824	1014
grande bretagne	448	742	608	1860	2273	1233	1 326	1421
suisse	349	353	313	394	471	532	481	614
Belgique	266	376	204	679	397	561	415	515
Italie	275	213	196	204	204	161	177	176
Autriche	0	72	75	106	139	169	66	118
nordiques	156	139	176	183	283	350	285	344
europe est	66	120	120	167	155	173	96	347
autres	395	282	288	421	300	1129	2088	509
	17058	17144	14867	24889	26837	27771	28294	24502

Perte globale de 3792 nuitées . Progression des Allemands, baisse des Français de 2903 nuitées. Progression notables des nationalités moins importantes (Danois, Anglais, Suisse....) et baisse importante des nationalités marginales.

Types de séjours

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Séjours	9027	10008	13659	17993	16468	17946	16371
Passage	4254	3757	5678	2326	3972	3709	4997
travailleurs	3863	1102	5552	6518	7331	6639	3138
	17144	14867	24889	26837	27771	28294	24506

On constate une perte de 3501 nuitées de travailleurs ce qui correspond peu ou prou à la perte de fréquentation annuelle qui est de 3792 nuitées.

Taux d'occupation

Tous les clients présents pendant la période d'ouverture sont pris en compte.

	12/04-30/04	01/05-30/05	01/06-30/06	01/07-14/07	15/07-15/08	16/08-30/08	01/09-30/09
2011	40,25	24,88	51,22	70,43	76,37	71,11	12,68
2010	23,85	46,34	59,80	79,83	75,57	75,30	48,30
2009	19,50	47,33	66,32	70,76	76,10	66,09	54,11
2008	32,78	57,10	65,11	85,78	85,00	74,45	49,66
2007	25,37	49,22	60,00	56,7	80,46	67,70	34,41
2006	19,00	22,00	43,7	55,3	67,5	47,00	27,40
2005	16,00	29,60	40,7	71,36	89,6	49,00	25,05

Après un très bon démarrage en avril, le taux s'effondre en Mai et en Septembre et se stabilise les autres mois.

Locations taux d'occupation

	2007	2008	2009	2010	2011
avril	53,54	66,67	48,25	50,74	64,39
Mai	54,03	72,16	64,18	68,64	60,78
Juin	68,33	68,07	69,47	68,33	61,40
Juillet	79,03	74,02	78,95	84,05	67,57
Aout	85,48	82,68	91,68	80,29	75,55
Septembre	65,21	56,84	66,32	63,33	56,49

Les locations sont les 9 chalets Gitotel installés en 2006, les 2 mobil homes Trigano installés en 2007, le mobil home o'hara acheté en 2008 et les 2 mobiles home IRM dont 1 6/8 personnes et 1 2/4 personnes installés en 2010 ainsi que la roulotte Arizona 2/4 personnes installée en 2010.

Il reste 3 anciens mobil homes destinés à la location longue durée pour les travailleurs. Il y a donc au total 15 locatifs touristiques et 3 locatifs anciens.

La baisse est générale, elle correspond à la baisse de la clientèle de travailleurs.

Fréquentation par période en nuitées

Périodes	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
01/01 au 13/04	859	623	1582	1931	2233	1723	1081
14/04 au 30/04	322	309	998	831	539	1202	1285
01/05 au 31/05	1614	1279	2539	3 221	3340	4049	1980
01/06 au 30/06	1806	1888	3859	3 784	3967	3759	4902
01/07 au 14/07	2166	2321	2122	2816	2714	3555	2505
15/07 au 15/08	7164	4612	5871	5917	5973	6220	5813
16/08 au 31/08	1454	2237	3363	3682	3641	4462	3493
01/09 au 30/09	1111	1228	2749	2 588	3351	2545	2509
01/10 au 31/12	647	370	1806	2067	2095	1079	938
Total	17143	14867	24889	26837	27853	28594	24506

Sur les 2 périodes d'avant et d'après saison il y a une baisse de la clientèle de travailleurs qui se répercute sur l'occupation du camping.

Remarques

Comme on le voit dans le tableau sur les types de séjour, la perte de nuitées dites de travailleurs en déplacement est énorme. Elle se répercute sur les taux d'occupation aussi bien globalement qu'en location. Ceci est corroboré par le premier tableau puisque c'est chez les Français que la baisse est importante.

Cette baisse des travailleurs n'est pas compensée par la clientèle touristique en particulier en Eté, période où la très mauvaise météo a été un facteur pénalisant.

LE PARC LOCATIF

Il se compose de:

- 1 mobil home de marque O'Hara installé dans le secteur des mobil homes, destiné à la location touristique. Mobil home 4/6 personnes éco construit.
- 2 mobil homes Trigano 4 personnes, destinés tant à la location touristique que travailleurs.
- 2 bungalows toilés de type Cyrus destinés à la location touristique.
- 9 chalets dits HLL dont 1 spécifique pour les personnes handicapées.
- 1 roulotte Arizona 2/4 personne achetée au printemps 2010
- 1 mobile home IRM 2/4 personnes achetée au printemps 2010
- 1 mobile home IRM super Titania 3 chambres 6/8 personnes
- 3 mobile-homes anciens qui sont dédiées essentiellement à la location de longue durée pour les travailleurs.

PUBLICITÉ

Présence dans les guides

- Allemagne, guide international : Europa Camping Caravaning
- Allemagne, guide DCC : Camping Führer Europa
(deutscher camping-club)
- Allemagne, guide ADAC : Camping Führer ADAC
- Hollande, guide Nedcamp : Vakantie jaarboek
- Hollande, catalogue Vrij Uit : Camping centrale Europa
- Hollande ANWB : Guide ANWB
- Hollande ASCI : Guide ACSI
- Danemark, guide FDM : Camping guide
- France, guide FFCC : Guide officiel
- France, : Guide Susse Européen
- France, guide ANCV : Guide du chèque vacances
- France, : Guide Sésame
- France, : Guide du routard (office de tourisme)
- France guide Michelin : Guide Michelin
- Grande- Bretagne : Alan Rogers guide

Accords commerciaux

- Cézame
- Agence nationale des chèques vacances
- Base nautique municipale des Forges
- Office de tourisme
- Fédération Française de camping
- Guide du routard
- Guide Européen ACSI
- Guide ADAC
- Camping & Caravaning Club de Grande Bretagne
- Camping chèques
- Holiday chèques
- Octopode
- La France du Nord au Sud
- Camping and caravaning Club de Gande Bretagne
- Adhésion à VACAF tickets vacances en 2010

Publicité routière

Pré-enseignes publicitaires à Roppe (N 83)

Éditions

Dépliant du camping

Un nouveau dépliant en couleur avec un nouveau graphisme qui met en valeur le camping, ses équipements et les activités ainsi que Belfort et sa région .

Publicité communication

- site internet www.camping-belfort.com
- lien internet office de tourisme Belfort, ville de Belfort, conseil général
- lien internet comité régional de tourisme
- lien internet publicitaires Camp-sites.co.uk, Camping-Doubs.com, [Annuaire des campings en France](#), Fédération Française d'Hôtellerie de plein air
- adhésion à camping chèques
- adhésion et sélection à Camping Qualité France
- référencement publicitaire sur Google
- encart publicitaire dans le guide ACSI (nouveauté 2010)
- centrale de réservation ACSI (nouveauté 2010)

ANIMATION

Le programme d'animation comprend 2 types d'animation, les animations hebdomadaires récurrentes et les animations ponctuelles.

Animations régulières

Tir à l'arc

les lundi et jeudi de 17 h 30 à 19 h . L'activité est organisée avec l' association " les archers du Lion " qui fournit les prestations et une partie du matériel.

Les séances sont gratuites et organisées sur le pas de tir du camping. 17 séances

Les apéritifs d' échange

Chaque dimanche au bar. Tous le personnel de camping participe et est chargé de lier connaissance, de donner des informations et de promouvoir l'animation.

Gratuit pour les petits et les grands.

Traduction des présentations en Allemand. 12 séances.

Randonnées découverte

Avec la collaboration de l'association de découverte du Ballon d'Alsace.

Au départ du camping une fois par semaine une randonnée de 3 heure est proposée. Elle est accompagnée par un accompagnateur professionnel

Avec l'office de tourisme de Belfort visite guidée chaque lundi

Animation enfants

Kid club tous les matins de 9 h30 à 11 h30

1 séance hebdomadaire d'escalade avec la base nautique des Forges.

2 séances hebdomadaires de canoë avec la base nautique des Forges

Animations ponctuelles

Concours de boules à la mêlée et ping pong.

Matches de volley

Retransmissions d'événements sportifs.

RELATIONS LOCALES

Collaboration avec la société de pêche (vente de cartes, accueil de manifestations).

Collaboration avec "Les archers de la Savoureuse ".

Accueil de quelques classes en 1/3 temps pédagogique sur le sentier de la roselière.

Travail avec les commerces locaux (boulanger, carte en 3 langues au " Relais des Forges ", etc...).

Participation aux travaux de l' office de tourisme, du comité régional du tourisme et de la fédération régionale de l' hôtellerie de plein air.

Vice président de la FRHPA Franche Comté.

Président camping qualité Franche Comté, membre du bureau national.

RAPPORT TECHNIQUE

Personnel

- gérance, accueil, entretien, commercial	Luc Fayolle	CDI
- entretien, gardiennage	Kurtz Jérôme	CDI
- 1 hôtesse d'accueil trilingue	Muller Wanda	CDD 2 mois
- 1 animatrice	Thewissen Aurélie	CDD 2 mois
- 1 hôte tri lingue	Plathner Patrice	CDD 2 mois
- 1 ménage à temps partiel	Le Sueur Sylvie	CDD 7 mois

Langues parlées : Anglais, Allemand, Italien, Espagnol.

Bâtiments

Double vitrage bâtiment d'accueil non étanche. Traces et dépôt entre les vitres. (Signalé chaque année).

La porte de l'accueil qui a été changée en 2003 laisse passer l'eau (signalé chaque année).

Terrain

Restauration des emplacements suite aux travaux et plantations.

Amélioration de la signalétique interne pour faciliter la recherche des emplacements.

LISTE DU MATÉRIEL EN SERVICE

Accueil

- terminal bancaire
- point phone
- ordinateur et imprimante
- pharmacie
- trousse de secours
- point internet
- défibrillateur

Salle d'animation

- banque épicerie et bar
- télévision
- meuble d'exposition touristique
- tables et chaises de bar (prêt)
- armoire frigorifique pour boissons (prêt)
- congélateur pour glaces (prêt)
- jeu de fléchettes (prêt)
- tables et chaises de terrasse (prêt)
- toaster à pizzas
- percolateur à café
- four micro ondes
- four à frites

Épicerie

- congélateur (prêt)
- armoire frigorifique (prêt)
- chambre froide
- étagères alimentaires
- caisse enregistreuse
- réfrigérateurs (2) pour le produits laitiers et la charcuterie

Sanitaires

- machine à laver 5 kg avec monnayeur
- séchoir 6 kg avec monnayeur
- 2 sèches cheveux

Bureau

- ordinateur
- téléphone
- fax
- classeurs
- mobilier de bureau

Terrain

- 1 balançoire
- 3 jeux d'enfants
- 1 débroussailleuse
- 1 tondeuse auto-portée
- outillage divers
- 5 containers
- 1 mini chalet
- 7 mobile-homes
- 9 chalets
- 1 4x4 Mitsubishi
- 1 remorque

PISCINE

La baignade est un succès mais souffre de l'absence d'équipements de base comme les douches et toilettes, mais également de sa petitesse et de sa vétusté ainsi que de celles de la plage.

Compte tenu de la progression du camping et du fait qu'elle soit très utilisée et appréciée par les campeurs elle devient de plus en plus difficile à maintenir dans les limites et les normes d'hygiène.

Concernant la sécurité sanitaire malgré le grand soin apporté à la surveillance sanitaire, (travail effectué en collaboration étroite avec la DDASS et qualifié de sérieux par elle) nous avons dû fermer la piscine 1 fois et réduire l'amplitude horaire à plusieurs reprises.

La technologie choisie et la taille du bassin (piscine gonflable) impliquent une grande fragilité de l'eau avec une partie gonflable servant de diffuseur de chaleur et une température d'eau élevée. Dans les mêmes périodes (chaudes) la fréquentation augmente fortement et rapidement par exemple le taux de chloramine atteint le seuil maximal.

Remarques

Le conseil municipal a voté la création d'une piscine conforme aux normes commerciales. Le camping sera ainsi doté d'un outil de développement compétitif.

ANNEXE

- bilan simplifié 2011
- compte de résultat simplifié 2011
- quittance assurance professionnelle
- garantie totale

Votre agent général
M. BARTH PHILIPPÉ
3 PL SAINT-MARTIN
88106 SAINT DIE DES VOSGES CEDEX

Téléphone : 03 29 56 67 12
Télécopie : 03 29 56 75 23
Code : 18803289
Id.ORIÁS : 07003756

Vos références
Références agent : 7707
Sociétaire : 6167013
Contrat : 05919459V
Indice de l'échéance : 875.7

CPG L'ETANG DES FORGES
SARL L'AUTHENTIQUE
MONSIEUR FAYOL LUC
4 RUE DU GENERAL BETHOUART
90000 BELFORT

Date de la poste

Cher(e) sociétaire,

Votre contrat MULTIRISQUE PROFESSIONNELLE arrive à échéance et vous trouverez, ci-dessous, le détail de votre cotisation.

Cet avis d'échéance vaut quittance après paiement.
Veuillez agréer, Cher(e) Sociétaire, l'expression de nos sentiments distingués.

Le directeur général



Nous vous remercions de bien vouloir régler votre cotisation dans les dix jours.

Période assurée

Du 01/10/2011 au 30/09/2012

Cotisation nette	1693,36 €
Impôts de frais et taxes	185,64 €
Montant total à régler	1879,00 €

Facture exonérée de TVA en application de l'article 261C 2ème alinéa du CGI Identifiant TVA FR34 775670466.

Merci d'adresser votre règlement à:
M. BARTH PHILIPPE
3 PL SAINT-MARTIN
88106 SAINT DIE DES VOSGES
CEDEX

Papillon à joindre à toute correspondance ou règlement

Contrat : 05919459V
Compte : 18803289
Agent : 18803289 BARTH PHILIPPE
Cotisation : 1879,00 €
Sociétaire : 6167013 L'ETANG DES FORGES
Début : 01/10/2011
Fin : 30/09/2012
Réf. Agent : 7707

TERME

GARANTIE TOTALE

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Camping	exonération	8690	8690	8690	8690	8690
Invest					6375	5000
Montant		8690	17380	26070	28385	32075

Formulaire obligatoire (article 102 septies
A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SARL AUTHENTIQUE			Néant <input type="checkbox"/> *		
Adresse de l'entreprise		4, rue Béthouart 90000 BELFORT					
Numéro SIRET*		3 9 0 0 4 3 7 5 0 0 0 0 4 6					
Durée de l'exercice en nombre de mois*		12		Durée de l'exercice précédent* 12			
				Exercice N clos le 31/12/2011		Exercice N-1 clos le 31/12/2010	
ACTIF		Brut 1		Amortissements-Provisions 2		Net 3	
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles	Fonds commercial* 010		012			
		Autres* 014	1 600	016	1 600		
	Immobilisations corporelles* 028	324 074	030	195 403	128 670	148 213	
	Immobilisations financières* (1) 040		042				
	Total I (5) 044	325 675	048	197 004	128 670	148 213	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements, en cours de production* 050		052			
		Marchandises * 060	816	062	816	1 166	
	Avances et acomptes versés sur commandes 064		066				
	Créances (2)	Clients et comptes rattachés* 068	12 375	070	2 417	9 957	1 544
		Autres* (3) 072	13 181	074		13 181	15 171
	Valeurs mobilières de placement 080	28 354	082		28 354	58 354	
	Disponibilités 084	18 600	086		18 600	8 190	
	Charges constatées d'avance * 092	12 452	094		12 452	14 399	
	Total II 096	85 779	098	2 417	83 361	98 826	
	Total général (I + II) 110	411 454	112	199 422	212 032	247 040	
PASSIF				Exercice N NET 1		Exercice N-1 NET 2	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel* 120				9 299	9 299	
	Écarts de réévaluation 124						
	Réserve légale 126				929	929	
	Réserves réglementées* 130						
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* 131) 132				28 504	4 934	
	Report à nouveau 134						
	Résultat de l'exercice 136				(1 552)	23 570	
	Provisions réglementées 140				32 283	41 141	
	Total I 142				69 464	79 875	
	Provisions pour risques et charges Total II 154				32 075	23 385	
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées 156				58 898	82 361	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours 164						
	Fournisseurs et comptes rattachés* 166				24 565	32 089	
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N 169 16 612) 172				27 029	29 329	
	Produits constatés d'avance 174						
Total III 176				110 493	143 779		
Total général (I + II + III) 180				212 032	247 040		
RENVOIS	(1) Dont immobilisations financières à moins d'un an 193		(4) Dont dettes à plus d'un an 195		23 793		
	(2) Dont créances à plus d'un an 197		(5) Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice* 182		21 556		
	(3) Dont comptes courants d'associés débiteurs 199		Prix de vente hors T.V.A. des immobilisations cédées au cours de l'exercice* 184				

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT

Formulaire obligatoire (article 302 septies
A-bis du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise **SARL AUTHENTIQUE**Néant ***A - RÉSULTAT COMPTABLE**Exercice N clos le
31/12/2011Exercice N-1 clos le
31/12/2010

		1		2			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	209		210	19 191	14 314	
	Production vendue	biens	dont export et livraisons intracommunautaires	215	214		
				217	218	204 123	217 778
	Production stockée*	(Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)		222			
	Production immobilisée*			224			
	Subventions d'exploitation reçues			226			
	Autres produits			230	19 251	24 516	
	Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)			232	242 565	256 609	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)			234	11 080	10 696	
	Variation de stock (marchandises)*			236	350	(513)	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)			238			
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)*			240			
	Autres charges externes* :	(dont crédit bail : 8 102 - mobilier : - immobilier :)		242	97 041	92 605	
	Impôts, taxes et versements assimilés	(dont taxe professionnelle CFE et CVAE * 243 1 625)		244	16 069	12 695	
	Rémunérations du personnel*			250	48 643	51 695	
	Charges sociales (cf. renvoi 380)			252	20 651	20 614	
	Dotations aux amortissements*			254	40 454	40 092	
	Dotations aux provisions			256	11 107	12 992	
	Autres charges	dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger*		259	262	4 722	5 345
		dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles		260			
	Total des charges d'exploitation (II)			264	250 121	246 224	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			270	(7 555)	10 384		
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers		(III)	280	433	89	
	Produits exceptionnels		(IV)	290	8 858	20 269	
	Charges financières		(V)	294	2 367	3 326	
	Charges exceptionnelles		(VI)	300	922	1 601	
	Impôts sur les bénéfices*		(VII)	306		2 245	
2 - BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) - Charges (II + V + VI + VII)			310	(1 552)	23 570		
B - RÉSULTAT FISCAL		Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2					
Régularisations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*			316			
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles			318			
	Provisions non déductibles*			322			
	Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice 2033.not)			324			
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes cts d'associés	247	écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM*	248	330		
Déductions	Entreprise nouvelles (44 sexes)	986	Zone franche urbaine (44 octies et octies A)	987	Zone franche Corse (44 décies)	988	
	Reprise d'entreprises en difficulté (44 septies)	981	Jeune entreprise innovante (44 sexes A)	989	Pôle de compétitivité (44, undécies)	990	
	Divers* dont ZFA (44 quinquies)	345	Investissements outre-mer	344	créance due au report en arrière du déficit	346	
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS			Bénéfice col. 1	Déficit col. 2	352	354	1 552
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière : (Entreprises I.S. seulement)			356			
	Déficits antérieurs reportables : *.....dont imputés sur le résultat :				360		
RÉSULTAT FISCAL APRES IMPUTATION DES DÉFICITS			Bénéfice col. 1	Déficit col. 2	370	372	1 552
Primes et cotisations complémentaires facultatives	381	5 840	Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant* :	380	6 161	n° du centre de gestion agréé :	388
Montant de la T.V.A. collectée	374	13 512	Effectif moyen du personnel* :	376	2	dont apprentis	
Montant de la T.V.A. déductible sur biens et services (sauf immobilisations) :	378	13 791	Montant des prélèvements personnels de marchandises*	399		handicapés	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL AUTHENTIQUE

Néant *

I	IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale *
		ACTIF IMMOBILISÉ								
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406		
	Autres	410	1 600	412		414		416	1 600	
Immobilisations corporelles	Terrains	420	609	422		424		426	609	
	Constructions	430	174 131	432		434		436	174 131	
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440	18 753	442	3 055	444	3 27	446	21 482	
	Installations générales, agencements divers	450	106 593	452	14 738	454		456	121 332	
	Matériel de transport	460	6 989	462	3 762	464	6 989	466	3 762	
	Autres immobilisations corporelles	470	2 756	472		474		476	2 756	
	Immobilisations financières	480		482		484		486		
	TOTAL	490	311 435	492	21 556	494	7 317	496	325 675	

II	AMORTISSEMENTS	Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
		IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES							
Immobilisations corporelles	Immobilisations incorporelles	500	1 600	502		504		506	1 600
	Terrains	510	609	512		514		516	609
	Constructions	520	84 250	522	23 265	524		526	107 515
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530	14 145	532	2 805	534	327	536	16 623
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540	55 054	542	12 597	544		546	67 651
	Matériel de transport	550	5 132	552	1 514	554	6 344	556	303
	Autres immobilisations corporelles	560	2 428	562	271	564		566	2 700
	TOTAL	570	163 222	572	40 454	574	6 671	576	197 004

III PLUS-VALUES, MOINS-VALUES		(19%, 15% et 0% pour les entreprises à l'IS, 16% pour les entreprises à l'IR) (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)								
Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
		DEBROUSSAILLEUSE	MITSUBISHI PAJERO 4X	C3 CITROEN						

Immobilisations	Valeur d'actif *	Amortissements *	Valeur résiduelle	Prix de cession *	Plus ou moins-values				
					Court terme *	Long terme			
						19% ⑥	15% ou 16% ⑦	0% ⑧	
1	327	327							
2	2 500	2 477	22	(22)					
3	4 489	3 866	623	(623)					
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
TOTAL	578	7 317	580	645	584	(645)	586	587	589
	Plus-values taxables à 19% ⁽¹⁾		579	Régularisations	590		583	594	595
Résultat net de la concession de licences d'exploitation de droits de la propriété industrielle bénéficiant du régime des plus-values à long terme (CGI art 39 <i>terdecies</i>).							591		
	TOTAL				596	(645)	585	597	599

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033 NOT

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19% en application des articles 238 bis JA, 210E et 208C du CGI Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus-values.

1^{er} EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

4

RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS REPORTABLES - CRÉDITS D'IMPÔTS

A		NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606			
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607			
	Autres provisions réglementées	610		612		614		616			
Provisions pour risques et charges		620	23 385	622	8 690	624		626	32 075		
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636			
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646			
	Sur clients et comptes rattachés	650	4 302	652	2 417	654	4 302	656	2 417		
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666			
TOTAL		680	27 687	682	11 107	684	4 302	686	34 492		
B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES				C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT (Si ce cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)							
		Dotations		Reprises							
Immob. incorporelles	700		705			1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes				
Terrains	710		715			2					
Constructions	720		725			3					
Inst. techniques mat. et outillage	730		735			4					
Inst. générales, agencements amén. div.	740		745			5					
Matériel de transport	750		755			6					
Autres immobilisations corporelles	760		765			7					
TOTAL		770	775			Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033-B		780			
II DÉFICITS REPORTABLES											
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent ⁽¹⁾										982	
Déficits imputés										983	
Déficits reportables										984	
Déficits de l'exercice										860	1 552
Total des déficits restant à reporter										870	1 552
III DÉFICITS PROVENANT DE L'APPLICATION DU 209C											
Résultat déficitaire relevant de l'article 209C du CGI										995	
Déficits étrangers des PME antérieurement déduits (article 209C du CGI)										996	
IV CRÉDITS D'IMPÔTS											
Crédit d'impôt en faveur de la recherche	202		Crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	203		Crédit d'impôt famille	204				
Réduction d'impôt en faveur du mécénat	205		Crédit d'impôt investissement en Corse	206		Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	207				
Crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	208		Autres imputations	211							
ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (art. L3113-3 du code des Transports) (case à cocher)										800	<input type="checkbox"/>

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT

1^{er} EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL AUTHENTIQUE		Néant <input type="checkbox"/> *	
Exercice ouvert le : 01/01/2011 et clos le : 31/12/2011		Durée en nombre de mois : 12	
I Production de l'entreprise			
Ventes de marchandises	108	19 191	
Production vendue - Biens	109		
Production vendue - Services	141	204 123	
Production stockée	111		
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	143		
Subventions d'exploitation reçues et abandons de créances à caractère financier (en partie)	113		
Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	115	125	
Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	116	4 496	
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	118		
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	119		
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	153		
TOTAL I		144	227 936
II Consommation de biens et services en provenance de tiers (1)			
Achats de marchandises (droits de douane compris)	121	11 080	
Variation de stocks (marchandises)	122	350	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	123		
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	145		
Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances	125	82 236	
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	146		
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	128		
Autres charges de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	148	4 722	
Abandons de créances à caractère financier (en partie)	149		
Moins-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	150		
Taxes sur le C.A. autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I. P.P	133		
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	135		
TOTAL 2		152	98 390
III Valeur ajoutée produite			
Calcul de la Valeur Ajoutée		TOTAL 1 - TOTAL 2	137 129 545
<p>Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).</p>			

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 146, 148 et 133 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143 et portées en ligne 128.

Objet de la délibération

12-147

Motion : Refus de
l'austérité imposée par le
Traité de Stabilité, de
Coordination et de
Gouvernance

VILLE DE BELFORT

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE DU JEUDI 27 SEPTEMBRE 2012

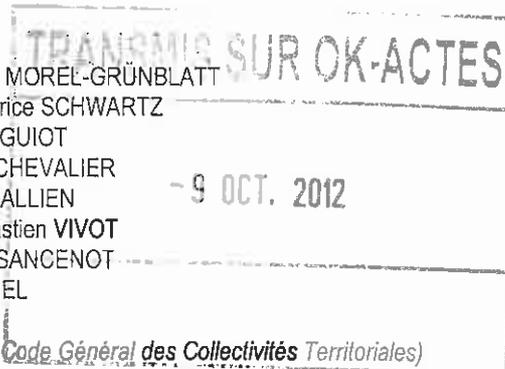
L'an deux mil douze, le vingt-septième jour du mois de septembre, à 20 heures, les membres du Conseil Municipal de Belfort, dont le nombre en exercice est de 45, régulièrement convoqués, se sont réunis à l'Hôtel de Ville, dans la salle habituelle de leurs délibérations, sous la présidence de M. Étienne BUTZBACH, Maire.

Étaient présents :

M. Bruno KERN, Mme Samia JABER, M. Olivier PREVÔT, Mme Armelle LELEUP, M. Hubert BELZ, M. Maurice SCHWARTZ, M. Robert BELOT, Mme Jacqueline GUIOT, M. Bertrand CHEVALIER, Mme Francine GALLIEN, M. Alain OGOR, Adjoint ; Mme Marie-Antoinette VACELET, M. Emile GEHANT, Mme Marie-Claude BEURET, M. Christian PROUST, Mme Dominique BOURGON, M. Jean-Marie PHEULPIN, Mme Marie-Laure SCHNEIDER, M. Pascal MARTIN, M. Pascal BROGGI, Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT, M. Denis JEANGERARD, Mme Marie-Christine MOREL, M. Azeddine GOUTAS, Mme Latifa GILLIOTTE, Mme Isabelle LOPEZ, M. Leouahdi Selim GUEMAZI, M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT, M. Sébastien VIVOT, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA.

Absents excusés :

Mme Céline RAIGNEAU - mandataire : Mme Anny MOREL-GRÜNBLATT
Mme Michèle Alice FAIVRE - mandataire : M. Maurice SCHWARTZ
M. Gérard SIMON - mandataire : Mme Jacqueline GUIOT
M. Jacques MEISTER - mandataire : M. Bertrand CHEVALIER
Mme Myriam ROY - mandataire : Mme Francine GALLIEN
Mme Frédérique RIETSCH - mandataire : M. Sébastien VIVOT
M. David DIMEY - mandataire : Mme Florence BESANCENOT
M. Lionel COURBEY - mandataire : M. Alain MICHEL



(application de l'Article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Mme Sylvie CABLE-GUYOT

— 660 —

Mme Julie DE BREZA, qui avait donné pouvoir à M. Christophe GRUDLER, entre en séance lors de l'examen du rapport n° 12-119.

M. Emile GEHANT quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Christian PROUST.

M. Azeddine GOUTAS quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-130 et donne pouvoir à M. Pascal BROGGI.

Mme Latifa GILLIOTTE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-131 et donne pouvoir à Mme Marie-Claude BEURET.

M. Pascal MARTIN quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-134 et donne pouvoir à Mme Marie-Antoinette VACELET.

Mme Armelle LELEUP quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-138 et donne pouvoir à M. Étienne BUTZBACH.

Mme Marie STABILE quitte la séance lors de l'examen du rapport n° 12-146 et donne pouvoir à M. Jean-Marie HERZOG.

MOTION

*Présentée par les élus du Parti Communiste Français
et du Mouvement Républicain et Citoyen*

Références
Mots clés

MS/BC/BEK - 12-147
Politique - Code matière : 9.4

Objet

**Refus de l'austérité imposée par le Traité de Stabilité, de
Coordination et de Gouvernance**

A partir du 2 octobre prochain, le Parlement français sera saisi pour l'approbation du Traité dit de Stabilité, de Coordination et de Gouvernance (TSCG). Ce Traité formalise le pacte budgétaire signé en mars dernier par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Il pose le principe de la "règle d'or", qui impose aux Etats et aux Administrations publiques l'équilibre ou l'excédent budgétaire. De plus, la limite du déficit structurel autorisé est réduite à 0,5 %.

Ce traité d'orthodoxie budgétaire va priver les Parlements nationaux de toute souveraineté en matière budgétaire, dès lors qu'un dispositif dit de "correction automatique" devra être intégré par la loi. Les marges de manœuvre ainsi réduites empêcheront toute politique de relance à travers des investissements massifs. Ce traité sanctuarise une politique d'austérité qui est désormais à l'origine des difficultés que les peuples européens traversent aujourd'hui. Car l'austérité budgétaire, qui prétend redresser les comptes publics, entraîne toujours une plus forte réduction des recettes de l'Etat qu'elle ne permet de maîtriser les dépenses. C'est la mise sous tutelle des peuples par les banquiers et la finance.

La récession durable à laquelle nous risquons d'être soumis va aggraver encore le processus de désindustrialisation commencé depuis 30 ans dans notre pays. Les Français regardent partir leur outil industriel et les emplois qui faisaient hier la valeur ajoutée de la production nationale. En 30 ans, l'industrie est passée de 30 % à 12 % de la richesse produite dans le pays. Dans l'aire urbaine, c'est toute l'industrie automobile qui est menacée de récession.

Les conséquences sociales de cette politique d'austérité portée par le Traité promettent d'être désastreuses. En Espagne et en Grèce déjà, les "efforts" demandés aux populations ont produit leurs funestes effets : 50 % des jeunes de moins de 30 ans sont au chômage. Est-ce cela l'Europe sociale que l'on promettait aux citoyens il y a 20 ans au moment du Traité de Maastricht ? C'est l'ensemble des acquis sociaux qui sera remis en cause.

Pour les Collectivités Locales, ce Traité ne sera pas non plus sans conséquence. C'est en effet toute la chaîne administrative et territoriale qui sera concernée par la logique d'austérité budgétaire. Comment en douter ? Le Gouvernement a annoncé pendant l'été le gel de leurs ressources jusqu'en 2017. Pourtant, l'action politique locale jouit globalement d'une bonne gestion : alors que les Collectivités Territoriales abondent 75 % de l'investissement public, elles représentent moins de 10 % de l'endettement public. A Belfort comme ailleurs, la baisse des investissements, et donc de la commande publique, entraînera de fait une baisse d'activité des entreprises, et par conséquent des emplois.

Sur une question aussi déterminante qui peut conduire à mettre en jachère notre souveraineté, la proposition d'adoption du Traité par voie parlementaire n'est pas acceptable. Après le douloureux souvenir du Traité de Lisbonne, venu contourner le traité constitutionnel de 2005 auquel les citoyens s'étaient massivement opposés lors d'un referendum, il n'est pas défendable de priver les citoyens de s'exprimer sur ce sujet. C'est pourquoi, le Conseil Municipal de Belfort demande solennellement l'organisation d'un referendum sur la ratification du TSCG.

LE CONSEIL MUNICIPAL, réuni le 27 septembre 2012,

Par 24 voix pour, 11 contre (*M. Jean-Marie HERZOG, Mme Florence BESANCENOT -mandataire de M. David DIMEY-, M. Sébastien VIVOT -mandataire de Mme Frédérique RIETSCH-, Mme Marie STABILE, M. Alain MICHEL -mandataire de M. Lionel COURBEY-, M. Dominique PERRIN, M. Christophe GRUDLER, Mme Julie DE BREZA*), et 9 abstentions (*M. Bruno KERN, Mme Francine GALLIEN -mandataire de Mme Myriam ROY-, Mme Marie-Antoinette VACELET -mandataire de M. Pascal MARTIN-, M. Jean-Marie PHEULPIN, M. Pascal BROGGI -mandataire de M. Azeddine GOUTAS-, M. Leouahdi Selim GUEMAZI*),

ADOpte la présente motion.

Ainsi délibéré, à Belfort, en l'Hôtel de Ville et de la Communauté d'Agglomération, le 27 septembre 2012, ladite délibération ayant été affichée, par extrait, conformément à l'Article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

-9 OCT. 2012

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage

Pour extrait conforme
Le Maire de Belfort,
et par délégation
Le Directeur Général Adjoint des Services,

René BURKHALTER



ARRETES

Date	N°	Objet
3. 9.2012	12-1919	Visite d'autorisation d'ouverture – Lycée Raoul Follereau – Rez-de-chaussée – Bâtiment B6 – 1-3 rue Louis Marchal à Belfort
5. 9.2012	12-1950	Absence de Mme Michèle Alice FAIVRE, 8 ^{ème} Adjointe au Maire – Délégation de signature donnée à M. Maurice SCHWARTZ, 7 ^{ème} Adjoint au Maire
7. 9.2012	12-1970	Ouverture exceptionnelle du garage Espace 3000 (Concessionnaire Volkswagen Audi) - ZAC de la Justice, rue René Cassin à Belfort, le dimanche 16 septembre 2012
10. 9.2012	12-1981	Rue Xavier Bauer – Interdiction de tourner à gauche – Réglementation permanente de la circulation
11. 9.2012	12-1989	Absence de M. Bertrand CHEVALIER, 11 ^{ème} Adjoint au Maire – Délégation de signature donnée à M. Hubert BELZ, 5 ^{ème} Adjoint au Maire
13. 9.2012	12-2000	Déjections canines
17. 9.2012	12-2009	Arrêté de voirie portant alignement - Rue Georges Koechlin (bien adressé au 56 faubourg de Montbéliard)
17. 9.2012	12-2010	Arrêté de voirie portant alignement – Rue Roosevelt (bien adressé au 15 faubourg de Lyon)
18. 9.2012	12-2029	Ouverture exceptionnelle du garage JCL MOTORS (Concessionnaire Opel) - ZAC de la Justice à Belfort (dimanche 14 octobre 2012)
19. 9.2012	12-2033	Parcelle cadastrée AD 437 située rue du Haut-Rhin à Belfort - Mise en demeure du groupe CASINO - Esplanade de France - BP 306 - 42008 SAINT-ETIENNE Cedex 2
19. 9.2012	12-2037	Semi-Marathon du Lion 2012 - Dimanche 23 septembre 2012
19. 9.2012	12-2038	Fête de clôture « Les Veilleurs de Belfort » - Dimanche 23 septembre 2012
28. 9.2012	12-2089	Enquête publique relative à l'abrogation du plan d'alignement de la rue Vauthrin : arrêté de mise à l'enquête – Commune de Belfort
28. 9.2012	12-2091	Visite périodique – Stade des 3 Chênes – Avenue des Usines à Belfort
28. 9.2012	12-2095	Etat Civil – Délégation de fonctions d'Officier d'Etat Civil à M. Denis JEANGERARD, Conseiller Municipal, le samedi 6 octobre 2012

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Préfecture du Terr. de Belfort

04 SEP. 2012

Service Courrier

MD/EL

OBJET : - Visite d'Autorisation d'Ouverture
Lycée Raoul Follereau – Rez-de-Chaussée Bâtiment B6
1-3 rue Louis Marchal à Belfort

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,
- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,
- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,
- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2010272-0003 du 29/09/2010 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- l'arrêté n° 2010179-0008 portant création et composition de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées,
- le permis de construire PC 090 010 10 Z0011, délivré en date du 09.08.2010, relatif à la restructuration du bâtiment B6 du Lycée Follereau,
- l'arrêté municipal n°120008 autorisant l'ouverture au public du 1^{er} étage du Bâtiment B6 du lycée Follereau à Belfort,
- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 07.08.2012, suite à la visite périodique en date du 13.07.2012, transmis en recommandé à Madame la Présidente du Conseil Régional de Franche-Comté – 4 square Castan – 25000 BESANCON,
- le procès-verbal de la commission communale d'accessibilité suite à la visite d'ouverture en date du 13.07.3012, transmis en recommandé à Madame la Présidente du Conseil Régional de Franche-Comté – 4 square Castan – 25000 BESANCON,

ARRÊTÉ DU MAIRE

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité du 07.08.2012 et du procès-verbal de la commission communale d'accessibilité, suite à la visite en date du 13.07.2012, qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'ouverture au public du rez-de-chaussée de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie et à l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public,*

ARRÊTONS

ARTICLE 1^{er}.- L'ouverture au public du rez-de-chaussée du Lycée Raoul Follereau – Bâtiment B6 est autorisée.

ARTICLE 2.- Madame la Présidente du Conseil Régional de Franche-Comté est cependant chargée de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous :

PRESCRIPTIONS PERMANENTES : - bâtiment B6

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Installations électriques</u> : tous les ans par un technicien compétent et tous les 3 ans par un organisme agréé (article EL 19 et avis de la C.C.D.S.A. du 27/04/2005). <ul style="list-style-type: none"> • <u>Systèmes de protection contre la foudre</u> : les vérifications des paratonnerres doivent être conformes aux dispositions de leur norme (article EL 19). - <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public (article EC 15). - <u>Désenfumage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou par un technicien compétent (articles DF 9 et DF 10). Lorsque existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées tous les trois ans par un organisme agréé (article DF 10). - <u>Ascenseur</u> : tous les 5 ans par un organisme agréé (article AS 9). - <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 68). • Système de Sécurité Incendie : <ul style="list-style-type: none"> - tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent. - tous les 3 ans OBLIGATOIREMENT par un organisme agréé pour les systèmes de catégorie A et B (détection) – (article MS 73). - <u>Portes automatiques</u> : les vérifications doivent être conformes aux modalités prévues par la norme en vigueur correspondante (article CO 48).

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

PRESCRIPTIONS PERMANENTES : - bâtiment B6 (SUITE)

N°	DESIGNATION
	<p>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</p>
03	<p>L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise au service urbanisme de la MAIRIE DE BELFORT afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité.</p> <p>La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.</p>
04	<p>Procéder à des exercices pratiques d'évacuation qui doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire ou universitaire ; lorsque l'établissement comporte des locaux réservés au sommeil, des exercices de nuit doivent également être organisés ; le premier exercice doit se dérouler durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).</p>

PRESCRIPTIONS ANCIENNES : - bâtiment B6

N°	DESIGNATION
05	<p>05/11 - 15/10 - L'éclairage de sécurité devra être conforme aux articles EC1 à EC15. L'éclairage de sécurité sera réalisé par blocs autonomes <u>lors de prochains travaux</u>.</p> <p>Dans les établissements comportant des locaux à sommeil ne disposant pas d'une source de remplacement, l'éclairage de sécurité d'évacuation des circulations de la partie internat et de ses dégagements attenants jusqu'à l'extérieur du bâtiment devra être complété par un éclairage réalisé par des blocs autonomes pour habitation (NFC 71-805). Dans ces conditions, les blocs autonomes d'éclairage de sécurité doivent être mis automatiquement à l'état de repos dès l'absence de tension en provenance de la source normale, leur passage à l'état de fonctionnement est alors subordonné au début du processus de déclenchement de l'alarme (article R 27).</p> <p>DELAI : 1 MOIS</p>
06	<p>10/11 - Equiper la salle informatique du 1^{er} étage d'une coupure d'urgence électrique (article R 25).</p> <p>DELAI : 2 SEMAINES</p>
07	<p>12/11 - Fournir au service urbanisme de la MAIRIE DE BELFORT la liste du personnel formé au fonctionnement du SSI (article MS 57).</p> <p>DELAI : 1 MOIS</p>

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

PRESCRIPTIONS NOUVELLES

N°	DESIGNATION
08	Les portes à double vantaux du rez-de-chaussée communiquant entre classes devront être équipées de ferme-portes avec sélecteur <u>ou</u> le petit battant devra être en position fixe sans crémone (article CO 45). DELAI : 2 SEMAINES
09	Mettre en place un ferme-porte sur la porte séparant les classes « 612 / 613 » et « 615 / 616 » au 1 ^{er} étage (article CO 45). DELAI : 2 SEMAINES
10	Renforcer la signalisation par des pictogrammes appropriés pour indiquer les EAS « Espace d'Attente Sécurisé » dans les circulations horizontales des trois niveaux supérieurs et dans l'EAS à l'air libre du 1 ^{er} étage côté Sud visible depuis la voie engins (article CO 59). DELAI : 2 SEMAINES
11	Procéder au réglage de la porte donnant dans la cage d'escalier côté Nord du 2 ^{ème} étage (article CO 45). DELAI : 1 SEMAINE
12	Mettre à jour le plan d'intervention des sapeurs-pompiers ; celui-ci présente quelques anomalies de conception (article MS 41). DELAI : 1 SEMAINE
13	Fournir au service urbanisme de la MAIRIE DE BELFORT les procès verbaux de réaction au feu des canapés dans les salles de détente des 2 ^{ème} et 3 ^{ème} étages. En l'absence de justificatif, les canapés devront être retirés de ces locaux (article AM 18). DELAI : 2 SEMAINES
14	Faire procéder avec les services d'incendie et de secours avant l'ouverture de septembre 2012 à un essai de la voie échelle sur la façade principale donnant sur les baies accessibles du bâtiment B6 « prescription n°02 du PV d'étude du lundi 21 juin 2010 » (article CO 3). DELAI : 1 SEMAINE

ARTICLE 3.- Madame la Présidente du Conseil Régional de Franche-Comté est par ailleurs chargée de faire réaliser les prescriptions édictées par la commission communale d'accessibilité :

N°	DESIGNATION
15	Installer des bandes contrastées sur l'ensemble des poteaux présents dans les salles du rez-de-chaussée et du 1 ^{er} étage afin que ceux-ci soient repérés par les personnes déficientes visuellement. Ces bandes contrastées doivent être positionnées à 1.10 et à 1.60 m de hauteur et être d'une largeur minimale de 5 cm. DELAI : 2 SEMAINES

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Prescriptions édictées par la commission communale d'accessibilité (SUITE) :

N°	DESIGNATION
16	Placer le digicode, pour l'accès des personnes à mobilité réduite à l'espace d'attente sécurisé du 1 ^{er} étage, et le bouton d'ouverture de la porte au 1 ^{er} étage, à hauteur réglementaire, entre 0.90 et 1.30 m du sol. DELAI : 2 SEMAINES
17	Equiper d'éléments contrastés à 1.10 et 1.60 m de hauteur et d'une largeur minimale de 5 cm la porte vitrée donnant accès à l'espace d'attente sécurisé. DELAI : 2 SEMAINES
18	Installer la signalétique pour l'ensemble des toilettes accessibles aux personnes à mobilité réduite. DELAI : 2 SEMAINES
19	Mettre en place des bandes contrastées ou podotactiles en haut des escaliers anciens et récents. Contraster également le nez des marches ainsi que la première et la dernière marches. DELAI : 2 SEMAINES
20	Revoir la configuration de la salle de classe informatique n°613 car l'aire de manœuvre pour accéder aux tables de classe et l'espace pour s'y installer sont insuffisants pour les personnes à mobilité réduite, ou proposer l'accès à des postes informatiques dans une autre salle de classe accessible. DELAI : 1 MOIS
21	Protéger les angles du bar, situé dans le foyer, car ils sont dangereux pour les personnes à mobilité réduite. La mise en place d'un petit poteau sous l'angle peut réduire ce risque. DELAI : 2 MOIS

ARTICLE 4.- Le bâtiment B6 est un établissement de **type R de 3^{ème} catégorie** pour un effectif total de 330 personnes, isolé des autres bâtiments du lycée Follereau.

ARTICLE 5.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.,
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 BELFORT,
- Mme la Présidente du Conseil Régional de Franche-Comté – 4 square Castan – 25000 BESANCON,
- M. le Proviseur du Lycée Follereau – 1-3 rue Louis Marchal – 90000 BELFORT,

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARTICLE 6.- Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

ARTICLE 7.- Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

- 3 SEP. 2012

En Mairie, le
Pour le Maire, l'Adjoint délégué,

Alain OGOR




DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Préfecture du Terr. de Belfort
06 SEP. 2012
Service Courrier

D.S.

OBJET : Absence de Mme Michèle Alice FAIVRE, 8^{ème} Adjointe au Maire - Délégation de signature donnée à M. Maurice SCHWARTZ, 7^{ème} Adjoint au Maire.

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Considérant que Mme Michèle Alice FAIVRE,, Adjointe au Maire, sera absente du 20 septembre au 15 octobre 2012,

ARRÊTONS

ARTICLE 1er. - Délégation de signature est donnée pendant cette période à M. Maurice SCHWARTZ, Adjoint au Maire, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires concernant :

- Etat Civil, Elections et Halles et Marchés
 - ☞ Commerce non sédentaire
 - ☞ Marché aux Puces
 - ☞ Fête Foraine
 - ☞ Animations

ARTICLE 2. - Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés et copie sera transmise à M. le Préfet.

En Mairie, le - 5 SEP. 2012

Le Maire,



Etienne BUTZBACH

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Préfecture du Terr. de Belfort
10 SEP. 2012
Service Courrier

DPMMMDP/SL/AB/2012/464

Objet : Ouverture exceptionnelle du garage Espace 3000 (Concessionnaire Volkswagen Audi) - Z.A.C. de la Justice, rue René Cassin à BELFORT

Nous, Maire de la Ville de Belfort

VU

- ↳ Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- ↳ Les articles L 221-5 et L 221-19 du Code du Travail,
- ↳ Le protocole d'accord du 16 octobre 1996 entre le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA) et la Chambre Syndicale Nationale des Vendeurs Automobiles (CSNVA),
- ↳ La demande du garage Espace 3000.

ARRETONS

Article 1^{er} : L'ouverture au public du garage Espace 3000 sis, Z.A.C. de la Justice, rue René Cassin à BELFORT est autorisée **le dimanche 16 septembre 2012.**

Article 2 : Le Personnel employé est volontaire.

Article 3 : Chaque salarié privé de ce jour de repos hebdomadaire bénéficiera d'un jour de repos compensateur et d'une majoration de salaire, pour ce jour de travail exceptionnel, égal à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou à la valeur d'une journée de travail si l'intéressé est payé à la journée.

Article 4 : Le repos compensateur visé à l'article précédent sera attribué, en accord avec le personnel concerné, soit collectivement, soit par roulement, dans une période qui ne pourra excéder la quinzaine qui suit la suppression du repos.

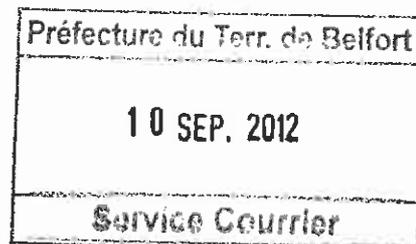
DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Chef d'Unité Territoriale de la DIRECCTE du Territoire de Belfort,
- M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,
- M. le Commissaire Central, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Mme la Secrétaire Générale du C.N.P.A.,
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- M. le Président du Groupement des Chambres Patronales du Commerce et de l'Artisanat du Territoire de BELFORT et des Régions Limitrophes,
- M. le Directeur du garage Espace 3000.

En Mairie, le **- 7 SEP. 2012**



L'Adjoint au Maire,


Maurice SCHWARTZ



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET: RUE XAVIER BAUER - Interdiction de tourner à gauche - Réglementation permanente de la circulation

Nous, Maire de la Ville de Belfort

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1, L2212-2, L2213-1,
- le Code de la Route et notamment le décret N° 01-251 du 22 Mars 2001,
- le Règlement d'administration publique pour l'application du Code de la Route et notamment le décret N° 60-14 du 09 Janvier 1960,
- le Règlement Général de la Circulation et du Stationnement de Belfort et notamment l'arrêté N° 12800 du 29 Janvier 1970,

Considérant que dans le cadre du nouveau plan de circulation, il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

ARRETONS

ARTICLE 1 - Il est interdit aux véhicules circulant:

- RUE XAVIER BAUER, de tourner à gauche pour s'engager AVENUE DU CAPITAINE DE LA LAURENCIE

ARTICLE 2 - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.



10 SEP. 2012

En Mairie le

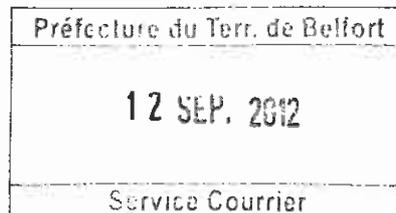
Pour le Maire
l'Adjoint délégué
signé : Bertrand CHEVALIER

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

I.H.

OBJET : Absence de M. Bertrand CHEVALIER, 11^{ème} Adjoint au Maire - Délégation de signature donnée à M. Hubert BELZ, 5^{ème} Adjoint au Maire.



Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L 2122-18 et L 2122-30,

Considérant que M. Bertrand CHEVALIER, Adjoint au Maire, sera absent du mercredi 12 au vendredi 14 septembre 2012,

ARRÊTIONS

ARTICLE 1er. - Délégation de signature est donnée pendant cette période à M. Hubert BELZ, Adjoint au Maire, sous notre responsabilité et notre surveillance, pour le règlement des affaires concernant :

- Circulation
 - ☞ Stationnement
 - ☞ Transports
 - ☞ Jalonnement
 - ☞ Pistes cyclables
 - ☞ Vélos
 - ☞ Eclairage public
 - ☞ Comité consultatif de circulation
 - ☞ Voiries, ouvrages d'art, infrastructures voiries
 - ☞ Vélos-stations

ARTICLE 2. - Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés et copie sera transmise à M. le Préfet.

En Mairie, 11 SEP. 2012



Le Maire,

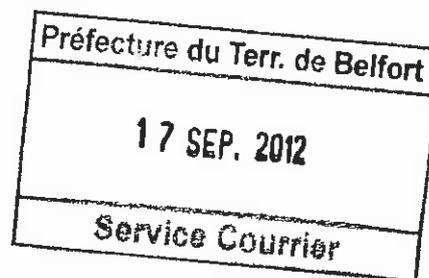
Etienne BUTZBACH

ARRÊTÉ DU MAIRE

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

OBJET : Déjections canines.

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

**Vu**

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 dudit Code,

- le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1311-2, L.1312-1 et L.1312-2,

- le Code Pénal et notamment l'article R.632-1,

- l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1987 portant Règlement Sanitaire Départemental et notamment les articles 97, 99-2 et 99-6,

Considérant

- que la circulation des chiens dans certains espaces verts pose des problèmes d'hygiène et de salubrité,
- que les souillures et déjections de ces animaux sur le domaine public nuisent à la propreté des sites et notamment des trottoirs,
- qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire ces nuisances.

ARETONS

ARTICLE 1.- : L'arrêté Municipal n°041916 du 15 juillet 2004 est abrogé.

ARTICLE 2.- : Hors zones boisées du Salbert (excepté l'emprise du parcours de santé), du Mont et de la Miotte, les chiens doivent être tenus en laisse sur le domaine public du territoire de la commune. L'accès aux aires de jeux pour enfants leur est interdit.

ARTICLE 3.- : Il est fait obligation, dans le périmètre défini ci-devant, à toute personne ayant un chien sous sa garde de procéder immédiatement, par tout moyen approprié, au ramassage des déjections que cet animal abandonnent sur tout ou partie du domaine public. Cette obligation ne s'applique pas aux personnes titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 174 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale.

ARTICLE 4.- : Des sacs de ramassage sont mis gracieusement à disposition du public dans des distributeurs installés sur le domaine public.

ARTICLE 5.- : Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront poursuivis, conformément au Code Pénal et sont passibles d'une contravention de 2^{ème} classe sans préjudice de l'application de dispositions plus sévères prévues par :

- l'article R 632-1 alinéa1 du Code Pénal,

ARTICLE 6.- : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Belfort, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En Mairie, le 13 SEP. 2012

Le Maire,



Etienne BUTZBACH



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Préfecture du Terr. de Belfort
18 SEP. 2012
Service Courrier

CW/HB

OBJET : Arrêté de voirie portant alignement – rue Georges Koechlin
(bien adressé au 56 faubourg de Montbéliard)

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

- le code de la voirie routière, notamment les articles L 112-1 et suivants,
- le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2122-22,
- le règlement général de voirie du 03 août 2000 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,
- la demande en date du 18 juillet 2012 par laquelle maître Bergerault, notaire à Bourges, demande l'alignement pour le compte de M. et Mme Tixier copropriétaire de la parcelle cadastrée section BN, numéro 54, sise 56 faubourg de Montbéliard à Belfort,
- l'état des lieux en date du 10 septembre 2012,

ARRETONS

ARTICLE 1^{er}.- Alignement

L'alignement de la rue Georges Koechlin, au droit de la propriété du bénéficiaire, est défini par l'emprise au sol du bâtiment à l'exception des corniches, des balcons et débords de toit qui empiètent sur le Domaine Public communal.

ARTICLE 2.- Responsabilité

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3.- Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 4.- Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.



En Mairie, le 17 SEP. 2012

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,

Hubert BELZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Préfecture du Terr. de Belfort
18 SEP. 2012
Service Courrier

CW/HB

OBJET : Arrêté de voirie portant alignement – rue Roosevelt
(bien adressé au 15 faubourg de Lyon)

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

- le code de la voirie routière, notamment les articles L 112-1 et suivants,
- le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2122-22,
- le règlement général de voirie du 03 août 2000 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,
- la demande en date du 31 juillet 2012 par laquelle la société UFARA, demande l'alignement pour le compte de M. et Mme Colnet Bernard, copropriétaire de la parcelle cadastrée section BP, numéro 79, sise 15 faubourg de Lyon à Belfort,
- l'état des lieux en date du 10 septembre 2012,

ARRETONS

ARTICLE 1^{er}.- Alignement

L'alignement de la rue du Président Roosevelt, au droit de la propriété du bénéficiaire, est défini par :

- le nu extérieur de la bordurette existante, entre les lettres A et B au plan joint,
- la liaison du point B au point C, angle du mur du bâtiment de la propriété voisine sise au 26 rue Roosevelt.

DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARTICLE 2.- Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

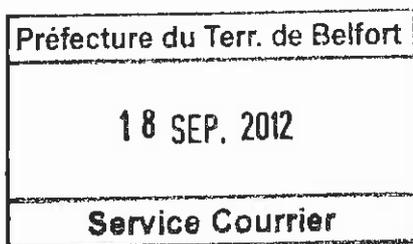
ARTICLE 3.- Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

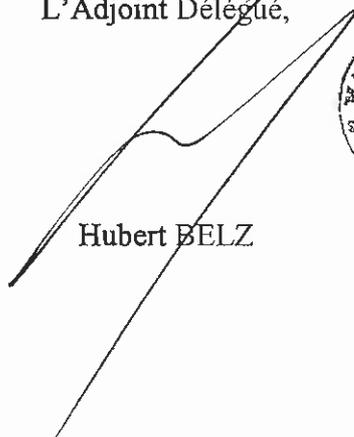
ARTICLE 4.- Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai de un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

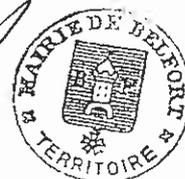


En Mairie, le 17 SEP. 2012

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,



Hubert BELZ



Département :
TERRITOIRE DE BELFORT

Commune :
BELFORT

Section : BP

Échelle d'origine : 1/1000

Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 17/12/2009
(fuseau horaire de Paris)

©2007 Ministère du budget, des comptes
publics et de la fonction publique

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

Préfecture du Terr. de Belfort

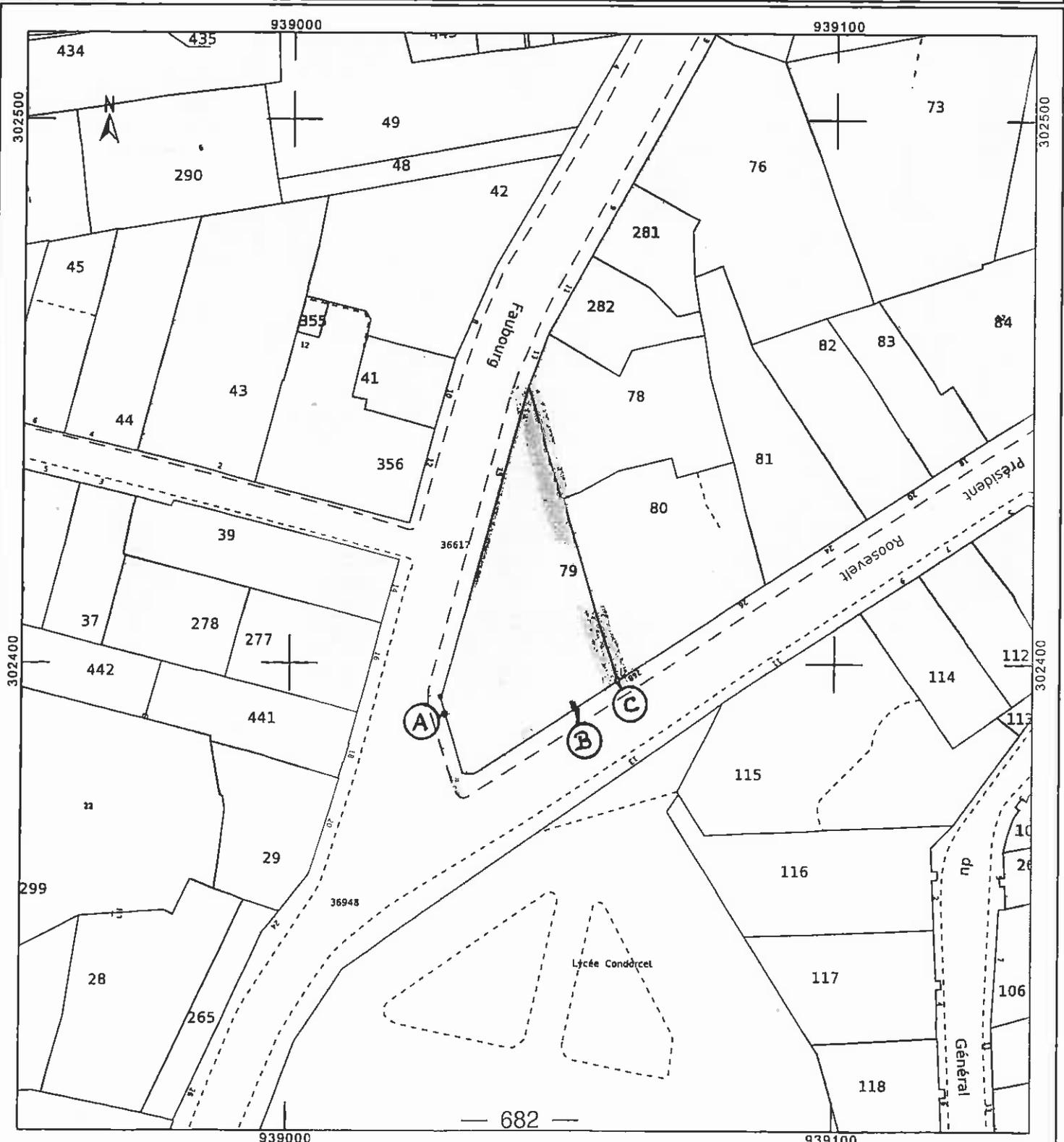
18 SEP. 2012

Service Courrier
Annexé à la minute
d'un acte reçu par
le Notaire associé soussigné
à Belfort, le

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

DPMMDP/SL/AR/2012/483



**Objet : Ouverture exceptionnelle du garage JCL MOTORS
(Concessionnaire Opel)
ZAC de la Justice à BELFORT**

Nous, Maire de la Ville de Belfort,

VU

- ↳ Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- ↳ Les articles L 221-5 et L 221-19 du Code du Travail,
- ↳ Le protocole d'accord du 16 octobre 1996 entre le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA) et la Chambre Syndicale Nationale des Vendeurs Automobiles (CSNVA),
- ↳ La demande du garage JCL MOTORS (Concessionnaire Opel).

ARRETONS

Article 1^{er} : L'ouverture au public du garage JCL MOTORS (Concessionnaire Opel) sis, ZAC de la Justice à BELFORT est autorisée **le dimanche 14 octobre 2012.**

Article 2 : Le Personnel employé est volontaire.

Article 3 : Chaque salarié privé de ce jour de repos hebdomadaire bénéficiera d'un jour de repos compensateur et d'une majoration de salaire, pour ce jour de travail exceptionnel, égal à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou à la valeur d'une journée de travail si l'intéressé est payé à la journée.

Article 4 : Le repos compensateur visé à l'article précédent sera attribué, en accord avec le personnel concerné, soit collectivement, soit par roulement, dans une période qui ne pourra excéder la quinzaine qui suit la suppression du repos.

TERritoire de BELFORT
Territoire de Belfort
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Chef d'Unité Territoriale de la DIRECCTE du Territoire de Belfort,
- M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,
- M. le Commissaire Central, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Mme la Secrétaire Générale du C.N.P.A.,
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- Mme la Présidente du Groupement des Chambres Patronales du Commerce et de l'Artisanat du Territoire de BELFORT et des Régions Limitrophes,
- M. le Directeur du garage JCL MOTORS (Concessionnaire Opel).

En Mairie, le 18 SEP. 2012

L'Adjoint au Maire,




Maurice SCHWARTZ



DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort
DAJ/GW/2012-16

ARRÊTÉ DU MAIRE

Préfecture du Terr. de Belfort
19 SEP. 2012
Service Courrier

Objet : Parcelle cadastrée AD 437 située rue du Haut-Rhin à Belfort – Mise en demeure du groupe CASINO - esplanade de France - BP 306 - 42008 SAINT ETIENNE cedex 2

Le Maire de la Ville de Belfort,

VU

- ⇒ le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L.2213-25,
- ⇒ le règlement sanitaire départemental et notamment ses articles 99, 99-2, 100, 100-1 et 100-2
- ⇒ le rapport établi le 24 mai 2012 par l'Inspecteur de Salubrité

ARRETE

Article 1^{er} : Le groupe CASINO, dont le siège est situé esplanade de France - BP 306 - 42008 SAINT ETIENNE cedex 2, propriétaire de la parcelle cadastrée AD 437, sise rue du Haut-Rhin à Belfort, est tenue de faire procéder, avant le 5 octobre 2012, à un entretien complet de l'ensemble du site ainsi que la fermeture et la mise en sécurité du local.

Article 2 : Les travaux précités doivent permettre de remettre le site dans l'état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques.

Article 3 : Faute d'exécuter les mesures ci-dessus prescrites dans le délai imparti, il sera procédé à leur exécution d'office aux frais du propriétaire.

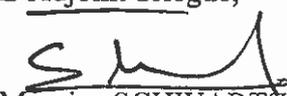
Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au groupe CASINO, propriétaire. Une copie sera adressée à Monsieur le Président du Tribunal d'Instance de Belfort.

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification. Préalablement à tout recours contentieux, un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Ce recours gracieux prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux (l'absence de réponse au terme du délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Belfort est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Belfort, le 19 SEP. 2012

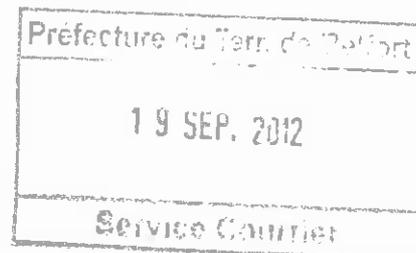
Pour le Maire,
L'Adjoint délégué,


Maurice SCHWARTZ

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

MD/JC



OBJET : Semi Marathon du Lion 2012
Dimanche 23 septembre 2012

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles R.123-1 et R.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,
- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2010272-0003 du 29/09/2010 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,
- le procès-verbal d'étude de la sous-commission départementale de sécurité en date du 11/09/2012, suite à la demande d'installation de structures sur la place Corbis et ses abords pour le semi marathon « Le lion 2012 », qui a émis un avis favorable, transmis en recommandé au F.C. Sochaux Montbéliard omnisport, 63 Rue centrale – 25200 MONTBELIARD.

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité, en date du 11 Septembre 2012, qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à l'installation de structures sur la place Corbis et ses abords pour le semi marathon « Le lion 2012 » le dimanche 23 septembre 2012 motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

ARTICLE 1^{er}.- Le F.C. Sochaux Montbéliard omnisport est autorisé à installer des structures sur la place Corbis et ses abords pour le semi marathon « le lion 2012 », le **dimanche 23 septembre 2012**, sous réserve du strict respect des prescriptions suivantes :

PRESCRIPTIONS :

- 01 Avant toute ouverture au public, l'organisateur de la manifestation doit obtenir l'autorisation du maire. Au préalable, faire parvenir en mairie 8 jours avant la date d'ouverture au public l'extrait du registre de sécurité de la structure de 10 x15 «accueil » (article CTS 31).
- 02 Laisser libre en permanence l'accès des structures aux véhicules de secours par des voies engins accessibles par :
 - le quai Charles Schneider puis la piste cyclable ;
 - le faubourg de Montbéliard «parking du Théâtre» ;
 - la façade Nord du Théâtre «entrée principale de l'ERP» (article CTS 5).
- 03 Toutes les structures devront être dotées d'un extincteur de 6 litres à eau pulvérisée et d'un extincteur CO² pour les équipements électriques ou gaz. Les vérifications des extincteurs doivent dater de moins d'un an (article CTS 26).
- 04 **Dégagements :**
 - Structures 5 x 5 « vestiaires » :
dégagements exigés : deux dégagements d'une largeur de 1,40 mètre (article CTS 10).
- 05 Ouvrir les deux dégagements de chaque structure en présence du public (article CTS 10).
- 06 Evacuer les structures dès que le vent atteint la limite fixée dans le registre de sécurité de chaque CTS ou que la neige présente une épaisseur de 4 cm ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant mettre en péril la sécurité du public (extrait du registre de sécurité des CTS et article CTS 7).
- 07 Les installations électriques supplémentaires mises en place dans les structures et chapiteaux devront être contrôlées par un technicien compétent qui regardera si elles sont conformes aux articles CTS 21 à 24.
- 08 Tenir à la disposition du maire une attestation de bon montage et de liaisonnement au sol des structures (article R 123-48 du CCH).
- 09 L'alarme devra pouvoir être donnée dans la structure « accueil » par un moyen de diffusion sonore (article CTS 28).
- 10 Le numéro d'identification de la structure « accueil » devra être apposé sur la toile de manière visible et permanente à l'intérieur et à l'extérieur sur chaque panneau formant la couverture, la

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CAN
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

double couverture et la ceinture de l'établissement. Le numéro d'identification devra correspondre au numéro du registre de sécurité (article CTS 36).

- 11 Avant l'ouverture du site au public, les structures devront faire l'objet d'un contrôle visuel. Ce contrôle doit être effectué par l'organisateur ou par une personne compétente spécialement désignée. Ce contrôle doit permettre de :
- détecter un désordre manifeste dans le montage ou dans le liaisonnement au sol ;
 - détecter un dysfonctionnement ou un risque particulier dans la protection des personnes contre les risques d'incendie et de panique ;
 - vérifier la vacuité des passages libres et des voies d'accès des secours.

Structures 5 x 5 - 3 x 3 et 6 x 3 accolées :

- 12 Les structures **non homologuées, accolées** l'une à l'autre et recevant **plus de 19 personnes mais moins de 50** devront respecter les critères suivants :
- les toiles doivent posséder un classement au feu «M2» ; leur regroupement permet d'accueillir 49 personnes au plus (article CTS 37),
 - il existe deux sorties de 0.80 m de large au moins ou ouvertes sur deux côtés,
 - les installations électriques intérieures comportent à leur origine et pour chaque départ, un dispositif de protection différentiel - résiduel à haute sensibilité (articles CTS 1 § 3 et CTS 37).
- 13 Chaque regroupement de structures devra être éloigné de 8 mètres afin qu'il soit considéré comme autant d'établissements distincts. Dans le cas contraire, les prescriptions n° 01 à 11 seront applicables (article CTS 1 § 6).
- 14 Les structures **non homologuées, accolées** l'une à l'autre et recevant **moins de 19 personnes** : aucune contraintes particulières (article CTS 1 §3).

ARTICLE 2.- Cette manifestation est classée :

- Dans le cadre de l'accueil, dans le type CTS avec une activité de type W de 5^{ème} catégorie, pour un effectif de **150 personnes**.
- Dans le cadre des vestiaires, dans le type CTS avec une activité de type X de 5^{ème} catégorie, pour un effectif total de **25 personnes**.
- Dans le cadre des stands, dans le type CTS avec une activité de type W de 5^{ème} catégorie, pour un effectif total de **45 personnes**.

ARTICLE 3.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- La sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4, rue Romain Rolland – 90000 BELFORT
- F.C. Sochaux Montbéliard Omnisport - Le Lion - 63 Rue centrale - 25200 MONTBELIARD

LE DÉPARTEMENT
Territoire de Belfort
LA COMMUNE
COMMUNE
Ville de Belfort

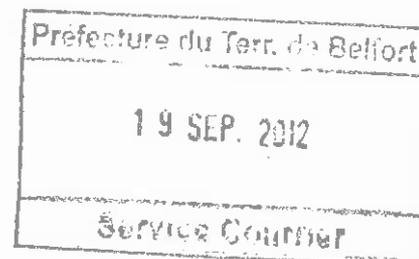
ARRÊTÉ DU MAIRE

ARTICLE 4.- Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

ARTICLE 5.- Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

En Mairie, le **19 SEP. 2012**
 Pour le Maire, l'Adjoint délégué,

Hubert BELZ



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

Préfecture du Terr. de Belfort
19 SEP. 2012
Service Courrier

MD/JC

OBJET : Fête de clôture « Les veilleurs de Belfort »
Dimanche 23 septembre 2012

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles R.123-1 et R.123-2 ainsi que R.123-1 à R.123-55 et R.152-4 à R.152-5,
- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,
- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2010272-0003 du 29/09/2010 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,
- le procès-verbal d'étude de la sous-commission départementale de sécurité en date du 11/09/2012, suite à la demande d'installation de structures sur l'esplanade située devant les batteries Haxo-Basses de la Citadelle de Belfort pour la fête de clôture des « veilleurs de Belfort », qui a émis un avis favorable, transmis en recommandé au Centre chorégraphique, 3 Avenue de l'Espérance – 90 000 BELFORT.

Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité, en date du 11 Septembre 2012, qui a jugé nécessaire d'émettre un AVIS FAVORABLE à l'installation de structures sur l'esplanade située devant les batteries Haxo-Basses de la Citadelle de Belfort pour la fête de clôture des « veilleurs de Belfort » le dimanche 23 septembre 2012 motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

ARTICLE 1^{er}.- Le Centre chorégraphique est autorisé à installer des structures sur l'esplanade située devant les batteries Haxo-Basses de la Citadelle de Belfort pour la fête de clôture des « veilleurs de Belfort », le **dimanche 23 septembre 2012**, sous réserve du strict respect des prescriptions suivantes :

PRESCRIPTIONS :

La manifestation devra être organisée conformément aux plans et à la notice de sécurité transmis le 23 Août 2012.

- 01 Avant toute ouverture au public, l'organisateur de la manifestation devra obtenir l'autorisation du Maire. Au préalable faire parvenir en mairie 8 jours avant la date d'ouverture au public l'extrait du registre de sécurité de la structure de 10x25 « restauration » (article CTS 31).
- 02 Laisser libre en permanence l'accès des structures aux véhicules de secours par les voies engins accessibles suivantes :
 - voie d'accès à la Citadelle (montée voûtée)
 - rue Xavier Bauer
- 03 Toutes les structures devront être dotées d'un extincteur de 6 litres à eau pulvérisée et d'un extincteur CO² pour les équipements électriques ou gaz. Les vérifications des extincteurs devront dater de moins d'un an (article CTS 26)
- 04 Dégagements :
 - Structure 10 x 25 « restauration » :
 - ~ dégagements exigés : 2 dégagements d'une largeur de 1,80 mètre (article CTS 10).
 - ~ dégagements réalisés : établissement ouvert - aucune toile sur 2 côtés.
- 05 Evacuer les structures dès que le vent atteint la limite fixée dans le registre de sécurité de chaque CTS ou que la neige présente une épaisseur de 4 cm ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant mettre en péril la sécurité du public (extrait du registre de sécurité des CTS et article CTS 7).
- 06 Les installations électriques supplémentaires installées dans les structures et chapiteau devront être contrôlées par un technicien compétent qui vérifiera si elles respectent les articles CTS 21 à 24.
- 07 Tenir à la disposition de la mairie l'attestation de bon montage et de liaisonnement au sol des structures (article R 123-48 du CCH).
- 08 L'alarme devra pouvoir être donnée dans toutes les structures par un moyen de diffusion sonore (article CTS 28).
- 09 Etant donné que les structures fonctionnent de nuit, installer un éclairage de sécurité, le mettre en charge et vérifier son fonctionnement avant leur ouverture au public (article CTS 31).
- 10 Le numéro d'identification des structures devra être apposé sur la toile de manière visible et

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

permanente à l'intérieur et à l'extérieur de chaque panneau formant la couverture, la double couverture et la ceinture de l'établissement. Le numéro d'identification devra correspondre au numéro du registre de sécurité (article CTS 36).

- 11 Avant l'ouverture du site au public, les structures devront faire l'objet d'un contrôle visuel. Ce contrôle devra être effectué par l'exploitant ou par une personne compétente spécialement désignée. Ce contrôle doit permettre de :
- détecter un désordre manifeste dans le montage ou dans le liaisonnement au sol ;
 - détecter un dysfonctionnement ou un risque particulier dans la protection des personnes contre les risques d'incendie et de panique ;
 - vérifier la vacuité des passages libres et des voies d'accès des secours.
- 12 Le chapiteau CTS « Discours, musiciens », de surface 25 m² et prévu pour un effectif inférieur ou égal à 19 personnes, est non accessible au public.

ARTICLE 2.- Cette manifestation est classée, dans le type CTS avec une activité de type N-L de 3^{ème} catégorie, dans le cadre de la restauration – spectacle pour un effectif de 463 personnes (configuration restauration debout) ou 673 personnes (configuration spectacle debout).

ARTICLE 3.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- La sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4, rue Romain Rolland – 90000 BELFORT
- Centre chorégraphique - 3 Avenue de l'Espérance - 90 000 BELFORT

ARTICLE 4.- Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

ARTICLE 5.- Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

19 SEP. 2012

En Mairie, le
Pour le Maire, l'Adjoint délégué,

Hubert BELZ



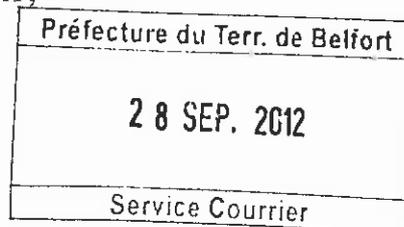
DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

CW/HB

OBJET : Enquête publique relative à l'abrogation du plan d'alignement de la rue Vauthrin : arrêté de mise à l'enquête - Commune de BELFORT.

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,



V U

- les articles L 141-3 et R 141-4 et suivants du code de la voirie routière,
- l'article L 318-3 et R 318-7 et suivants du code de l'urbanisme
- la délibération du Conseil Municipal, en date du 27 septembre 2012, autorisant le lancement de la procédure d'abrogation du plan d'alignement de la rue du docteur Vauthrin,
- les pièces du dossier soumis à l'enquête,

ARRETONS

ARTICLE 1^{er}.- Il sera procédé à une enquête publique dans les formes prescrites par le décret n° 76-790 du 2 août 1976 sur le projet relatif à l'abrogation du plan d'alignement de la rue du docteur Vauthrin - Commune de BELFORT.

ARTICLE 2.- La dite enquête sera ouverte le 17 octobre 2012 à 8 H 30 en Mairie annexe de BELFORT – Service urbanisme – 4, Rue de l'Ancien Théâtre.

ARTICLE 3.- M. René BAILLY, ingénieur divisionnaire des Travaux Publics d'Etat en retraite, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARTICLE 4.- En conséquence, les pièces du projet, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur, seront déposés à la Mairie annexe de BELFORT – Service Urbanisme – pendant 15 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, du 17 octobre au 31 octobre 2012 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à :

- Monsieur René BAILLY –11 rue Claude Monet– 90850 ESSERT.

Ou

- Monsieur le Maire de BELFORT – Hotel de Ville et de la Communauté d'Agglomération Belfortaine - Service Urbanisme – Place d'Armes – 900020 BELFORT

ARTICLE 5.- Le Commissaire-Enquêteur recevra les observations du public:

- Samedi 20 octobre 2012, de 9 h 00 à 12 h 00, Mairie principale - Salle des Maires.
- Mercredi 31 octobre 2012, de 14 h 30 à 17 h 30, en Mairie annexe – 4 rue de l'Ancien Théâtre.

ARTICLE 6.- A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 7.- Monsieur le Commissaire-Enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre d'enquête et disposera d'un délai de 30 jours pour transmettre le dossier au Maire de la Commune de BELFORT avec son rapport dans lequel figurent ses conclusions motivées pour permettre au Conseil Municipal d'en être saisi et de statuer.

ARTICLE 8.- Au vu de l'enquête prescrite, le Conseil Municipal devra statuer définitivement sur le projet présenté. Si, un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, la décision est prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, à la demande de la commune.

Le rapport du Commissaire-Enquêteur sera tenu à la disposition du public à la Mairie annexe – Service Urbanisme - aux jours et heures habituels d'ouverture.

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARTICLE 9.- Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, dans un journal régional ou local diffusé dans le département.

Le présent arrêté fera l'objet, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, d'un avertissement collectif donné par voie d'affichage aux lieux habituels.

Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat du Maire qui sera versé au dossier.

En Mairie, le 28 SEP. 2012

Pour le Maire
L'Adjoint délégué



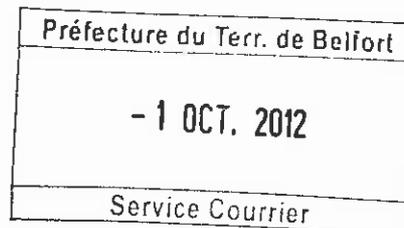
Hubert BELZ



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

OBJET : Visite périodique
Stade des Trois Chênes
Avenue des Usines à Belfort



Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

V U

- le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.123-1 à L.123-4 ainsi que R.123-1 à R.123-55,
- le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997 relatif à la Commission consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,
- l'arrêté préfectoral n° 213-07 du 23/02/2007 portant constitution de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- l'arrêté préfectoral n° 525-07 du 04/04/2007 portant création et composition de la Sous-commission Départementale de Sécurité,
- l'arrêté préfectoral n° 873-08 du 16/06/2008 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2010272-0003 du 29/09/2010 portant composition de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité du Territoire de Belfort,
- le procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité en date du 11.09.2012, suite à la visite périodique en date du 04.09.2012, transmis à Monsieur le Maire de la Ville de Belfort - Hôtel de Ville -Place d'Armes à BELFORT,

*Considérant les prescriptions du procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité qui a jugé nécessaire d'émettre un **AVIS FAVORABLE** au maintien de l'ouverture au public de cet établissement motivé par le respect de la réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie des Etablissements Recevant du Public,*

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARRETONS

ARTICLE 1^{er}. - Le maintien de l'ouverture au public du stade des Trois Chênes est autorisé.

ARTICLE 2. - Monsieur le Maire de la Ville de Belfort est cependant chargé de faire réaliser les prescriptions édictées ci-dessous

PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

N°	DESIGNATION
01	Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité (article R 123-51).
02	Effectuer les vérifications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Installations électriques</u> : tous les 3 ans par un organisme agréé ou technicien compétent (articles EL 13 et EL 14). - <u>Eclairage de sécurité</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Vérification périodique de l'installation : identique aux installations électriques. • Vérification du fonctionnement : chaque jour où l'établissement est ouvert au public. - (article EC 15). - <u>Installation de chauffage</u> : tous les ans par un organisme agréé ou un technicien compétent pour les appareils et les conduits de fumée (article CH 58). - <u>Moyens de secours</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Extincteurs : tous les ans par un technicien compétent (article MS 38). <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <p>Les dates de vérification et l'ensemble des opérations d'entretien effectuées sur ces installations devront être notés sur le registre de sécurité de sorte que la Sous-Commission de Sécurité puisse en prendre connaissance lors des visites de contrôle.</p> </div>
03	L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public doit être soumise au service urbanisme de la MAIRIE DE BELFORT afin de vérifier la conformité avec les règles de sécurité. La liste des pièces à fournir est précisée dans l'article R 123-22 du Code de la Construction et de l'Habitation.
04	05/07 - Le personnel doit être instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et être entraîné à la manœuvre des moyens de secours (article MS 48).

DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE

ARTICLE 3.- Cet établissement est de type PA de 3^{ème} catégorie pour un effectif total de 517 personnes (stade + vestiaires).

ARTICLE 4.- M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Belfort et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- la sous-commission départementale de sécurité – Préfecture du Territoire de Belfort, S.I.D.P.C.
- M. le Directeur du S.D.I.S. – 4 rue Romain Rolland – 90000 Belfort
- Monsieur le Maire de la Ville de Belfort - Hôtel de Ville - Place d'Armes - 90000 BELFORT,

ARTICLE 5.- Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le Département de mettre en œuvre la procédure à l'article L.2131-6.

ARTICLE 6.- Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

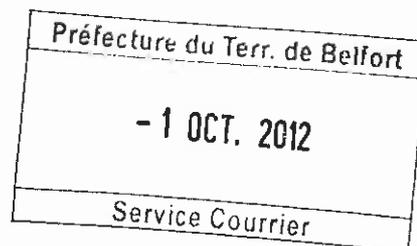
28 SEP. 2012

En Mairie, le

Pour le Maire, l'Adjointe déléguée,

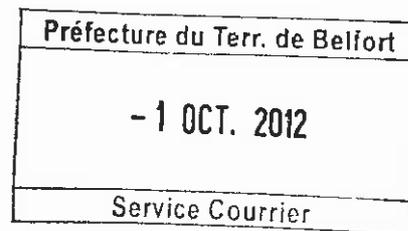


Jacqueline GUIOT



DEPARTEMENT
Territoire de Belfort
CANTON
COMMUNE
Ville de Belfort

ARRÊTÉ DU MAIRE



Etat Civil : Délégation de fonctions d'Officier d'Etat Civil à
Monsieur Denis JEANGÉRARD – Conseiller Municipal

=====

Nous, Maire de la Ville de BELFORT,

Vu le code général des collectivités territoriales, article L 2122-32,

Considérant qu'aucun adjoint ne pourra procéder à la célébration des mariages
PERROS – TOURNIER
WOLFER – MORA
BRIQUET – HOMRI

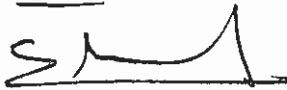
Article 1^{er} :

Monsieur Denis JEANGÉRARD, Conseiller municipal, est délégué pour procéder, le samedi 6 octobre 2012 à partir de 15 heures 30, à la célébration des mariages :
PERROS – TOURNIER
WOLFER – MORA
BRIQUET – HOMRI

Article 2 : Le présent arrêté sera transcrit au registre des arrêtés à la Mairie et l'ampliation en sera adressée à Monsieur le Procureur de la République.

28 SEP. 2012

En Mairie, le
Pour le Maire empêché,
L'Adjoint délégué


Maurice SCHWARTZ

